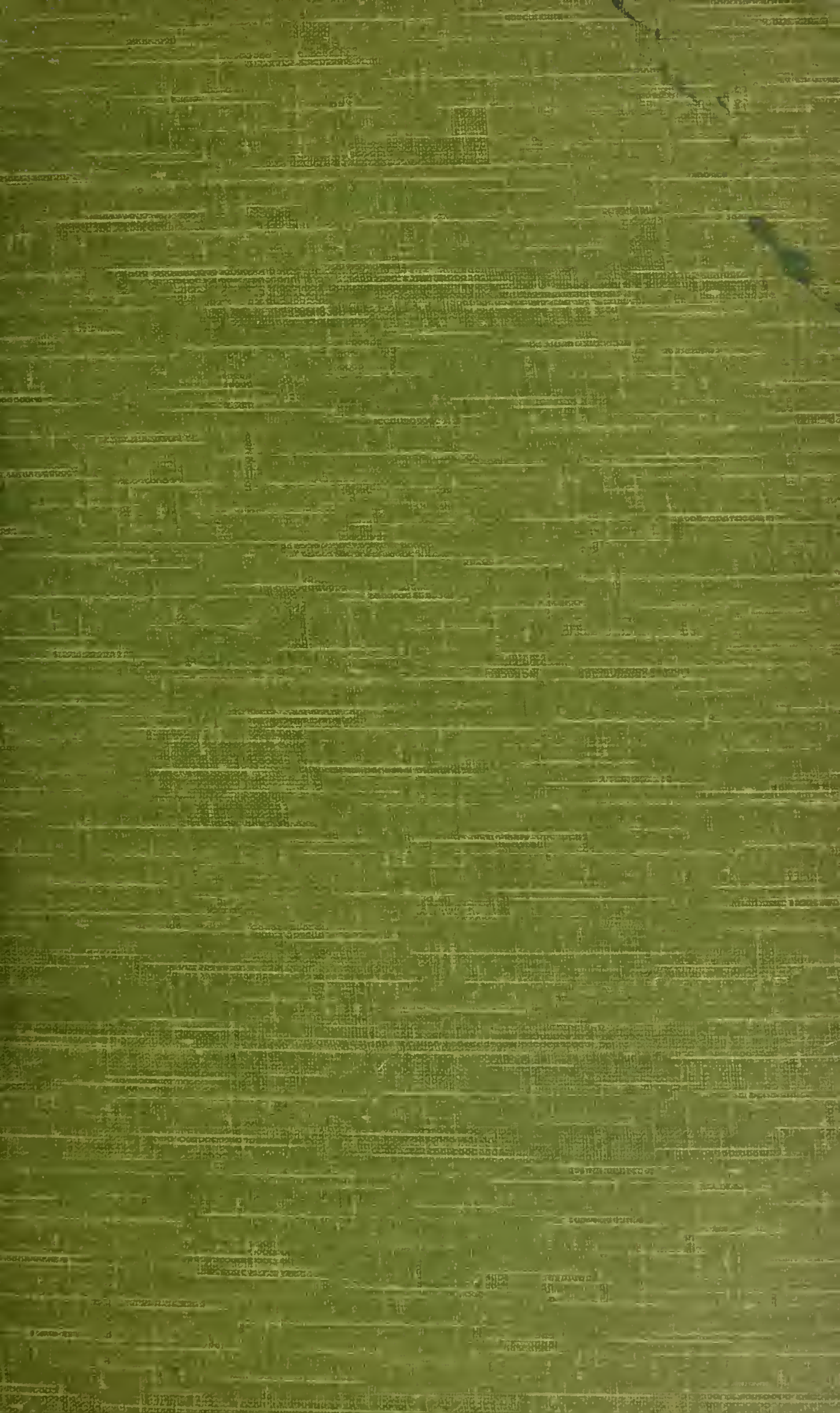
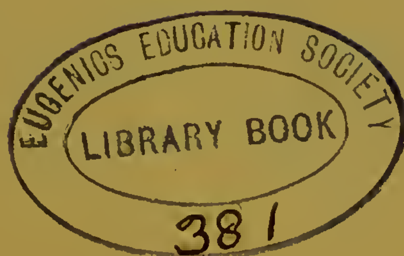



22102205813

Med
K21667



DÉPOPULATION ET CIVILISATION

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

3954. — Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2. — May et Motteroz, directeurs.

BIBLIOTHÈQUE ANTHROPOLOGIQUE

XIII

DÉPOPULATION

ET

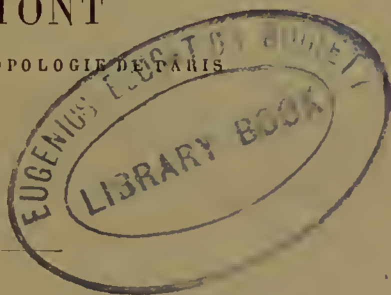
CIVILISATION

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

PAR

ARSÈNE DUMONT

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'ANTHROPOLOGIE DE PARIS



PARIS

LECROSNIER ET BABÉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

1890

Tous droits réservés

5824 185

WELLCOME INSTITUTE
LIBRARY

Coll.	welMOmec
Call	
No.	WA

PRÉFACE

En offrant cet ouvrage au public, je veux répondre par avance à quelques reproches qui lui seront certainement faits et qui ne devraient point l'être précisément par la raison qu'ils étaient inévitables.

La nation est si inégalement familiarisée avec les sciences sociales que je serai probablement accusé par les uns de trop expliquer des idées qui se comprennent d'elles-mêmes, là ou d'autres me trouveront obscur par excès de brièveté. Cet inconvénient était fatal. Telle idée qui paraît toute simple dans un parti et qu'on y saisit dès qu'elle est indiquée, fait au contraire dans les partis opposés l'effet d'une métaphysique incompréhensible. D'un camp à l'autre, il y a changement de langue.

D'autre part, un livre ne peut contenir un traité spécial sur toutes les matières auxquelles il touche; force est bien de supposer au lecteur les connaissances

nécessaires pour comprendre l'étude qu'il aborde. Mais la sociologie étant la partie la plus complexe du savoir humain, ces connaissances doivent être supposées assez étendues.

J'ai créé l'expression capillarité sociale, ce qui n'est pas plus hardi que sélection naturelle dans Darwin ou doute méthodique dans Descartes. Tout principe qui fait pour la première fois son apparition dans une science, réclame une dénomination nouvelle qui le mette en relief. On demandera peut-être pourquoi je ne me suis pas servi simplement du terme ambition. C'est qu'il était loin d'être assez général. L'ambition désigne en effet le désir de dominer les hommes par le pouvoir politique ou par la fortune. Au contraire, l'aspiration vers le luxe, l'élégance, le plaisir, l'ardent désir de justice et de vérité qui vont jusqu'à l'immolation de l'individu au bien général, la tendance invincible vers un idéal lumineux de bonheur ou de valeur, sont choses totalement différentes et que le mot ambition n'exprime pas.

Cette idée de la capillarité sociale qui est l'âme de notre théorie de la population est l'expression d'un fait si simple et si immédiatement observable, qu'elle pouvait éclore partout et qu'en réalité elle est à l'état latent dans tous les esprits. Mais, pour recevoir les développements qu'elle a pris ici, elle nécessitait la possession préalable d'un système complet de convictions philosophiques, esthétiques et sociales dont l'acquisition, au milieu de notre époque d'anarchie

intellectuelle, ne peut résulter que d'un labeur prolongé pendant de longues années.

Heureusement cette condition se trouvait remplie lorsqu'en 1881, l'auteur, frappé des résultats du recensement, commença de rechercher les causes de l'oliganthropie française.

De là un grand avantage; les substructions philosophiques qui servent de base à la question de la population n'ayant point été un simple travail accessoire et improvisé, celle-ci a pris naturellement et sans effort toute la largeur qu'elle comporte, largeur que les ouvrages antérieurs ne lui soupçonnaient point et que l'avenir ne pourra rétrécir sans la mutiler.

Cet ouvrage n'est cependant en somme qu'une théorie de la natalité : l'état actuel des connaissances humaines en fait de sociologie ne comporte pas autre chose. Toutefois ce n'est point une pure conception *à priori*.

De l'instant oú j'ai commencé cette enquête sur les causes de notre trop faible natalité, je ne les ai pas cherchées seulement dans les livres des philosophes et des historiens ni dans les études des démographes, j'ai voulu observer le mal lui-même sur place parmi les populations qui en étaient atteintes. Chaque année, j'ai passé de trois à cinq mois à visiter dans le plus grand détail, commune par commune et village par village, deux ou trois cantons aussi nettement que possible délimités par la nature. J'ai étudié de la sorte Belle-Ile, Groix, Houat et Hædic, Noirmoutier, les îles d'Yeu, de Ré et d'Oleron, les cantons de Douvres et d'Isigny (Cal-

vados), de Beaumont-Hague (Manche), de Perros-Guirec, Pléneuf et Paimpol, avec l'île Bréhat, dans les Côtes-du-Nord, celui de Fouesnant dans le Finistère, etc., choisissant autant que possible les cantons les plus féconds de la Bretagne en opposition avec les plus stériles de la Normandie ou des Charentes. La natalité étudiée depuis le commencement du siècle dans ses rapports avec la mortalité, la nuptialité, l'émigration rurale, le développement de la richesse, a laissé voir quelles modifications elle avait subies dans le temps au sein d'un même centre et d'autre part quelles diversités souvent énormes coexistent à une même époque entre communes voisines. Cette individualité tout à fait inattendue de collectivités si restreintes a permis de se rendre compte des phénomènes sociaux coïncidant habituellement soit avec l'élévation, soit avec l'abaissement de la fécondité. Les archives des préfectures renferment sur ces sujets un monde de documents qui n'attendent que d'être exploités. Depuis que les registres de l'état civil sont tenus régulièrement et qu'il se fait des recensements périodiques, la sociologie tient à sa disposition des ressources que n'eut jamais aucun philosophe. Aristote avait fait une collection de toutes les constitutions politiques qu'il avait pu se procurer et les curieux de législation comparée en regrettent encore la perte. Qu'était-ce cependant en comparaison de l'histoire exacte pendant près de quatre-vingt-dix ans de ces trente-six mille républiques de toute étendue qui sont les communes de France?

C'est à l'examen minutieux d'un certain nombre de ces petites sociétés prises comme exemples que sont dues la grande part des idées exposées dans cet ouvrage. On leur pardonnera si elles se sentent de la nouveauté de la méthode. Elles résultent de la condensation d'innombrables notes écrites le long des haies, sur le revers des fossés, sur les rochers ou les grèves désertes aussi souvent que dans les bibliothèques. Telle page est la traduction d'une conversation avec les pauvres paludéens de Noirmoutier, telle autre d'une gaie discussion avec les vignerons du Bois ou de Sainte-Marie-en-Ré, telle autre a été inspirée soit par un pêcheur d'Islande de Plouézec qui trouve naturel d'avoir six enfants, soit par un marin de la flotte en congé à Bréhat, qui veut devenir quartier-maître et ne s'en permettra qu'un ou deux. Ainsi, alors même que je parais raisonner uniquement sur l'abstrait, j'ai habituellement dans la mémoire quelque exemple concret du phénomène social dont j'indique le processus logique. A mesure que la démographie fera davantage sentir son influence sur la sociologie, les connexités et les dépendances mutuelles des faits gagneront en évidence, les problèmes en précision, les solutions en certitude.

L'étude de la population, souverainement négligée jusqu'ici pour la préoccupation de la prospérité financière, de la liberté politique ou de la puissance militaire, réclame désormais une place non point légale, mais absolument supérieure. Son invasion dans la philosophie politique modifie à tel point la solution de

tous les problèmes à l'ordre du jour, qu'il est impossible d'arriver à quoi que ce soit de satisfaisant si l'on n'en tient compte constamment. La raison en est simple, c'est qu'elle force l'esprit à déserter l'étroit point de vue individualiste et à se placer toujours au point de vue social en traitant de sociologie.

C'est ainsi que cette étude sur la natalité m'a amené à proposer, pour obvier à l'oliganthropie, un système de réformes que beaucoup d'esprits trouveront trop radicales. Si je dois choquer par là, j'avoue sans détour que j'en éprouve un véritable regret, d'abord pour le nouveau principe de population qui en obtiendra moins de faveur, ensuite et surtout pour la nation, qui serait plus près de se résigner aux remèdes indispensables, si elle était plus près d'en comprendre la nécessité. On devra réfléchir que leur violence apparente n'est en réalité que strictement proportionnelle à celle du mal. Quand toute une race se voit minée par un mal si profond qu'il lui enlève jusqu'au désir de se perpétuer et de vivre, on ne doit pas attendre la guérison de palliatifs qui n'intéresseraient que l'épiderme.

La France traverse présentement une période de transition et partant de faiblesse. C'est ma conviction qu'elle ne peut sortir du défilé périlleux où elle se trouve engagée que par une marche accélérée vers des horizons tout nouveaux. Si la soif de vérité et de justice est aujourd'hui, comme elle l'a toujours été, la plus révolutionnaire de toutes les passions, elle est aussi la plus profitable pour le pays qui l'éprouve et l'intérêt de la

science sociale se confond avec celui de la patrie. L'explication de cette connexité réside dans ce fait que la direction intellectuelle et politique de l'univers finira toujours, en dépit de la force brutale, par revenir au peuple qui aura trouvé pour lui-même les institutions les plus rationnelles, c'est-à-dire à celui qui aura fait le plus avancer la sociologie. Trop heureuse cette œuvre modeste si elle peut tant soit peu contribuer à ce grand résultat.

Voici donc un livre plein de vérités désagréables et de quelques aperçus nouveaux. J'aurais fait plus pour ma considération, seule récompense qui puisse payer les ouvrages de cette nature, en écrivant des vérités banales ou des erreurs flatteuses.

Je n'ignore pas d'ailleurs que j'ai pris, en faisant de la politique spéculative, un rôle ingrat par excellence. L'orateur et le journaliste, c'est-à-dire les vulgarisateurs, trouvent toujours un public nombreux dont une partie à la vérité les combat; mais dont l'autre les applaudit dès qu'ils font voir du talent ou de l'originalité. La philosophie, qui n'a point ces avantages, a du moins celui de se mouvoir dans une sphère sereine, ses ouvrages n'attirent plus aujourd'hui d'hostilités bien vives à leurs auteurs. Au contraire la philosophie politique, pour peu qu'elle soit décidée dans ses conclusions, réunit les inconvénients de la philosophie qui passe inaperçue des masses et de la politique qui suscite des haines vivaces.

L'amour du repos conseillerait donc un silence per-

pétuel. Mais faute de manifestation extérieure, la pensée s'arrête, le mutisme systématique serait bientôt puni par la perte de l'activité intellectuelle. D'ailleurs la place qu'occupe un homme parmi le nombre colossal de ses semblables est si petite, ce qu'il peut aspirer à laisser de lui-même sur la terre est toujours si peu de chose, qu'il a lieu d'estimer qu'il n'a point perdu sa vie, s'il est parvenu à grossir d'une seule proposition vraie le trésor du savoir humain. Quelque faible qu'il soit, cet apport mérite cependant d'être présenté comme sa part contributive au progrès universel. La tâche d'exprimer des convictions ardentes et susceptibles d'exciter l'antipathie sera payée par la fierté d'avoir su la remplir. Il livrera sa pensée au public en se répétant cette maxime qui est la devise même de la sincérité : dis ce que pense, advienne que pourra.

NATALITÉ ET CIVILISATION

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'OLIGANTHROPIE FRANÇAISE. — INCOMPÉTENCE DES ÉCONOMISTES

La France est-elle une nation en décadence? — Hésitation et inquiétudes sur ce point. — Dépression de la natalité. — Gravité du symptôme. — Opinion de Montesquieu. — Analogies alarmantes. — Opinion des césariens, théoriciens de la décadence. — Motifs d'espoir. — Imperfection de la sociologie. — Incompétence des économistes. — Fausses prédictions et mauvais conseils. — Foi aveugle des disciples : J. Garnier, Stuart Mill, Batbie. — Cela tient à la nature du savoir économique. — Raison d'insister sur ce point. — L'économiste voit le contingent et proclame le nécessaire. — Aveux d'un économiste. — L'économie politique n'a ni lois, — ni progrès constants, — ni méthode propre à les assurer. — Caractère commun avec la morale : être une branche du savoir métaphysique. — Tendances vicieuses de l'économie politique. — Exemple. — La question de la population n'est plus du domaine de l'économie politique. — Prédominance de l'économie politique dans la science sociale à partir de 1776. — Prétentions rivales des systèmes socialistes. — Extension de la science sociale à partir de 1859, apparition de l'anthropologie, du transformisme, de la préhistoire. — La doctrine de l'évolution en sociologie. — Méthode ethnographique. — Exemples. — La démographie et son objet. — La sociologie sera à la politique ce que la physiologie est à la médecine.

Il y a dix-huit ans, toute l'Europe répétait après les Allemands que la France était une nation en décadence et la

presse française le proclamait encore plus haut qu'aucune autre.

Depuis lors, l'existence régulière a repris son cours; le relèvement de la richesse publique, l'exposition de 1878 puis celle de 1889, l'établissement du régime républicain et les luttes des partis ont absorbé notre attention. La thèse de la décadence française a été abandonnée, le silence s'est fait sur la question, et plus d'un publiciste s'étonnerait sans doute en revoyant aujourd'hui les articles qu'il lui consacrait alors.

Pourtant, il ne serait que sage de se demander si la plaie cicatrisée à la surface est bien guérie au fond. Les causes immédiates de la catastrophe de 1870 ont cessé d'exister. En est-il de même des causes plus profondes? Nous avons une armée nombreuse et des arsenaux remplis. Est-il certain que le goût du service militaire et le dévouement à la patrie se soient suffisamment relevés? Nous avons repris humblement une place amoindrie dans le concert européen. Est-il certain qu'il ne se prépare point de nouveaux motifs pour qu'elle s'amoindrisse encore?

L'état stationnaire chez nous de la population, comparé au développement qu'elle prend de toutes parts chez les nations voisines, est à cet égard une cause trop légitime de souci. Elle inquiète en effet l'opinion, elle effraye même quelques esprits. Malheureusement les causes du mal sont, aussi bien que les remèdes, difficiles à découvrir; le sujet est ingrat, obscur et la presse le délaisse volontiers pour les thèmes retentissants et relativement faciles de la polémique courante.

Deux cents personnes écrasées en cinq ou six catastrophes de chemins de fer feraient jeter des cris perçants à toute la nation et provoqueraient des appels bruyants à l'intervention du pouvoir. Au contraire le dépeuplement des campagnes, qui coûte annuellement un nombre peut-être mille fois plus

grand d'habitants, nous cause bien une vague inquiétude pour l'avenir, mais nous laisse en somme à peu près muets. On se passionne pour la moindre question politique; pour la plus importante des questions sociales, on ferme les yeux et l'on passe outre.

Pourtant il s'agit d'un mal qui surpasse en gravité les guerres les plus désastreuses et les épidémies les plus meurtrières. De tels fléaux frappent avec violence une génération; mais ils ne vont jamais jusqu'à mettre en sérieux danger l'existence de la race. Grâce à leur courte durée, ils engendrent moins de maux que d'épouvante; les vides qu'ils causent dans la population se réparent vite, comme les branches enlevées par la hache sur un arbre plein de sève. « Le mal au contraire est presque incurable lorsque la dépopulation vient de longue main, par un vice intérieur et un mauvais gouvernement. Les hommes ont péri par une maladie insensible et habituelle, il se sont vu détruire souvent sans sentir les causes de leur destruction[1]. » Un tel peuple est un arbre dont le sève tarit et le feuillage jaunit dès le commencement de l'été, sans que l'on sache comment y porter remède.

L'histoire présente plus d'un exemple de cette sorte de consomption sociale. Au milieu de la paix, de l'abondance, de la sécurité, de tout ce qui semble devoir entretenir la vigueur et la vie, une race fond et s'éteint; elle était féconde, elle devient stérile; elle était valeureuse, elle devient lâche; elle était conquérante, elle finit par être conquise. Qu'un État trop faible soit détruit par un plus puissant, il n'y a là rien que de fort simple. Mais un phénomène plus terrible et plus mystérieux, c'est cette débilité spontanée, cette espèce d'anémie qui envahit sourdement un peuple et le mine sans

1. Montesquieu, XXIII, 28.

bruit. Voilà le spectre embusqué dans l'ombre qui tue les civilisations et qui guette la nôtre. Quelle cause a exténué la Grèce après la conquête de l'Asie? Comment l'Italie s'est-elle vidée d'habitants après avoir soumis l'ancien monde et comment sa population s'est-elle énervée? Pourquoi l'Espagne, si héroïque dans sa lutte séculaire contre les Maures, si puissante au XVI[e] siècle, a-t-elle été si abaissée au XVII[e].

On peut proposer des explications plus ou moins plausibles; mais nous n'avons pas eu sous les yeux le mal dont ces peuples ont souffert, l'histoire ne donne aucune réponse à la plupart des questions qu'on lui pose. Ce qui seulement reste établi, c'est que, pour les nations comme pour les individus, la mort sanglante sur le champ de bataille n'est que l'exception, et qu'elles périssent le plus souvent d'une maladie interne.

Une idée chère aux césariens d'il y a trente ans, c'était la ressemblance de notre temps avec l'époque de l'histoire romaine où l'empire remplaça la république. De nombreuses analogies semblaient en effet leur donner raison et ont séduit plus d'un écrivain que n'égaraient point ses sympathies pour la politique napoléonienne. En France comme à Rome, les croyances religieuses s'affaiblissent ou disparaissent; le scepticisme et le dogmatisme négatif remplacent la foi. En France comme à Rome, les mœurs se transforment, et, bien qu'il soit impossible de rien savoir à cet égard, on a cru pouvoir les accuser de perdre au changement. Comme à Rome enfin, l'amour du luxe et des jouissances matérielles, conséquence des rapides fortunes, a précipité la population vers les grands centres.

Les écrivains bonapartistes ont vu là des signes non équivoques de décomposition sociale. Ils en prenaient du reste aisément leur parti, heureux de conclure qu'un peuple condamné par la force des choses à une décadence progressive

ne méritait que le gouvernement des époques de décadence.

Ils se trompaient. La France n'est pas en décadence. Tout compensé, elle est encore en progrès et non seulement sous le rapport économique ou intellectuel, mais aussi sous le rapport de la population qui nous occupe. Le progrès de la classe moyenne, la division de la propriété, le labeur acharné qui est la loi de la vie française, le développement du savoir à tous les degrés et sa propagation dans toutes les classes, la force morale, prouvée par les découvertes scientifiques et les applications industrielles qui en sont le fruit, l'activité littéraire, la conscience croissante et l'âpre revendication du droit même par les plus humbles, l'accession de tous à la dignité de citoyen, le suffrage universel et ses conséquences inévitables, la diffusion de la vie intellectuelle et politique en province, l'éveil du patriotisme entretenu par la division de l'Europe en patries rivales, enfin la puissance de la presse et de l'opinion publique constituent autant de différences éclatantes à notre avantage.

Il n'en est pas moins exact qu'il y avait, comme nous le verrons, une part réelle de vérité dans les analogies alarmantes qu'ils signalaient. Plus d'une fois en nous tournant de ce côté nous aurons chance de trouver des indications utiles.

La sociologie, dans le domaine de laquelle rentrent naturellement ces problèmes, n'est pas encore parvenue, malgré de vaillants efforts, à constituer une science positive, et, comme toute branche de savoir humain encore engagée dans la période métaphysique de son évolution, elle est la proie des systèmes et des hypothèses. A la vérité, les écrivains, soit qu'ils se rattachent aux sectes socialistes, soit qu'ils fassent partie de l'école économiste, procèdent également par affirmations tranchantes et donnent leurs aperçus plus ou moins plausibles pour des vérités absolues. Mais il en est toujours

ainsi en philosophie; leurs formules n'en sont pas moins arbitraires et dépourvues de certitude. S'il est incontestable que le monde social a ses lois, il ne l'est pas moins qu'elles sont encore ignorées et que l'art même de les découvrir méthodiquement est encore dans les limbes.

Ce sont surtout les économistes qui ont montré de la sollicitude pour la question de la population. Bien qu'ils se donnent pour objet spécial l'étude de la production et de la répartition des richesses, dès l'origine de l'école, Mirabeau et après lui Malthus ont considéré ce sujet comme faisant partie de leur domaine, les disciples ont suivi cet exemple, et, depuis un siècle, aucun traité d'économie politique n'a manqué de lui consacrer au moins un chapitre. Par malheur, ils se sont montrés aussi peu clairvoyants quand ils ont voulu prédire l'avenir que mal inspirés quand ils ont donné des conseils.

A la fin du siècle dernier, l'un d'eux, Arthur Young, écrivait que l'égalité des partages et le régime de la petite propriété qui en est la conséquence allaient faire de la France « une garenne de lapins ». Or la prédiction était assez malheureuse, car c'était précisément l'Irlande, où le cultivateur languit dans la dernière misère, qui allait devenir une garenne de lapins, tandis qu'en France, la population ne devait s'accroître que très peu et cela en partie par l'effet même de la petite propriété, qui paraît en somme engendrer la prudence.

Malthus conseillait aux hommes de restreindre le nombre de leurs enfants, et c'est justement dans la faiblesse de la natalité que réside le péril le plus menaçant pour l'avenir de notre nation. Il se basait sur ce que les subsistances croissent beaucoup moins vite que la population, et nous voyons, dans un tiers de la France, la population décroître en présence d'un énorme développement de la prospérité

générale. Le temps à lui seul a montré ce que valaient les prévisions et les conseils de l'économie politique.

Il est déjà fâcheux pour elle qu'une théorie comme celle de Malthus, qui tient une place si considérable dans son credo, se trouve erronée. Mais ce qui est plus grave et de nature à affaiblir notablement la confiance qu'on lui accorde, c'est que ce démenti a été sans influence sur la foi des disciples. Jusqu'à ces dernières années, dans les livres comme dans les chaires, ils ont reproduit fidèlement la parole du maître, avec la confiance inaltérable du fidèle dans la doctrine révélée.

Quand Joseph Garnier publia son ouvrage sur le principe de population, les départements du Calvados et de l'Eure étaient dès lors en plein progrès sous le rapport de la richesse et de l'agriculture, en pleine décadence sous le rapport de la population. Quel compte en a-t-il tenu? Aucun. Ni dans la première édition de son livre en 1845, ni dans la seconde en 1852, on ne trouve la moindre allusion à ce fait qui ruine sa thèse.

Stuart Mill, malgré son jugement viril et l'effort de réflexion personnelle qui a visiblement présidé à la composition de son *Traité d'économie politique*, reproduit purement et simplement, et cela jusque dans les dernières éditions, la théorie de Malthus. A-t-il ignoré ce qui se passait dans nos plus riches départements ou en a-t-il méconnu l'importance? Il est plus probable qu'il a été entraîné par l'habitude du raisonnement *à priori* et par la routine de l'école.

Pour Batbie du moins, le doute à cet égard n'est plus permis. Il connaît parfaitement le phénomène de la croissance simultanée des subsistances et de la décroissance de la population en Normandie. Il la note, l'attribue « à des circonstances particulières » et passe outre. Bien plus, il voit dans cette contradiction flagrante entre la théorie et les faits, la confirmation de la théorie.

Si, quelque jour, par impossible, un chimiste, en décomposant l'eau, ne trouvait au lieu d'hydrogène et d'oxygène que de l'hydrogène et de l'azote, il serait à coup sûr stupéfait. Il recommencerait l'expérience, redoublerait d'attention et de précautions et se creuserait la cervelle pour découvrir la cause de cette anomalie. Il n'y aurait peut-être qu'une idée qui ne lui viendrait pas, ce serait de détourner la vue et de passer le fait sous silence. C'est que la chimie est une science, tandis que l'économie politique n'est qu'un système de métaphysique. Or cette forme du savoir qui tient le milieu entre la religion et la science a plus de traits communs avec la première qu'avec la seconde, et le métaphysicien, comme le croyant, est toujours entraîné à mettre le dogme au-dessus de tout, même des faits les mieux établis.

Il me paraît essentiel à l'objet de cet ouvrage de bien établir ce caractère encore tout systématique de la spéculation économiste. Plus d'une fois par la suite nous nous verrons contraints d'écarter ses décisions, et, si elles étaient d'ordre scientifique, comme elles seraient alors absolument certaines, toute divergence serait une marque infaillible d'erreur.

Il faut être insurgé de vieille date contre toute autorité en matière de philosophie pour venir s'inscrire en faux contre les doctrines d'une école nombreuse, imposante par l'énorme quantité des ouvrages publiés dans toutes les langues de l'Europe, la considération méritée et la haute situation de la plupart de ses maîtres. Les économistes ont, en somme, rendu des services considérables à la science sociale, purgé l'esprit public d'une multitude de préjugés, propagé les idées de liberté, enfin ils ont décrit avec exactitude des phénomènes utiles à connaître. S'ils en étaient restés là, s'ils s'étaient bornés à noter les faits observés et à les classer par catégories, cette sorte d'anatomie sociale constituerait une œuvre inattaquable.

Mais quand ils ont découvert un phénomène purement contingent, s'il les frappe, ils se laissent toujours entraîner à le donner comme nécessaire. Il semble que la mise en formule d'un fait général possède à leurs yeux une vertu miraculeuse qui en fasse une loi absolue pour tous les pays et tous les temps. Puis, quand une fois cette ambitieuse dénomination de loi a été adoptée, tout ce qui la contrarie doit être anathème. Si la spéculation philosophique, la morale, l'intérêt public élèvent la voix, ils sont excommuniés pour attentat à la majesté de la prétendue science. C'est ainsi que l'école se change en secte et les opinions adoptées en une orthodoxie intolérante.

A force d'assurance, elle est parvenue à en imposer à ceux même qui professent les principes les plus opposés. Bien que « la science non faite ne convienne point à l'école », elle a forcé les portes de l'université, et, dans chaque faculté de droit, elle est aujourd'hui enseignée comme un code de vérités sans réplique. Il est intéressant, au moment où des socialistes se piquent de science économique ou même se convertissent à quelques-unes de ses doctrines, de reproduire le jugement qu'en porte ex cathédra M. Leroy-Beaulieu, professeur au Collège de France. J'ai plaisir à voir mon propre sentiment si nettement formulé par un économiste.

« Nous sommes arrivé, dit-il [1], à la conclusion que presque toutes les doctrines acceptées en économie politique sur la distribution des richesses sont à refaire ou du moins à rectifier.

« La célèbre théorie de Ricardo sur la rente de la terre n'a aucune application au temps présent...

« La loi plus célèbre encore de Malthus sur lapopulation ne trouve guère plus d'application dans un monde à moitié

1. Leroy-Beaulieu, *Répartition des richesses* (préface).

inhabité, où la circulation des personnes et des produits devient de plus en plus facile, de moins en moins coûteuse, et où la production des subsistances s'accroît au point que le prix des denrées principales a beaucoup plus de tendance à s'avilir qu'à s'élever.

« L'image classique de Turgot sur le taux de l'intérêt est ou erronée ou incomplète.

« Les réflexions d'Adam Smith, de Turgot, de Ricardo, de Stuart Mill sur le salaire naturel, sur le fonds des salaires, sur la puissance réciproque des patrons et des ouvriers ne méritent aucune créance et sont démentis par tous les faits de la civilisation contemporaine.

« La célèbre loi d'airain, qui a servi de thème habituel aux discours du socialiste allemand Lassalle, n'a jamais eu d'existence que dans l'imagination de Lassalle et dans celle de Ricardo et de Stuart Mill.

« Bref, tout ce que l'économie politique classique a écrit sur la répartition des richesses, quand on le soumet à un contrôle attentif, s'évanouit.

« Il est malheureux que la plupart des économistes aient adopté comme des postulats des propositions aussi creuses et aussi dépourvues de démonstration. »

On peut ajouter que n'ayant ni lois, ni progrès constants, ni méthode propre à les assurer, l'économie politique présente tous les caractères des systèmes de philosophie et pas un seul de ceux de la science.

D'abord pour ce qui est des lois, les lois sont de deux choses l'une : ou bien elles sont l'expression de la volonté du législateur, ou bien elles sont, suivant la définition donnée par Montesquieu, « des rapports généraux et nécessaires résultant de la nature des choses ». Or il est évident que, quand les économistes parlent de lois, telles par exemple que la loi de l'offre et la demande, ils n'entendent par là rien de

semblable aux décisions votées par les assemblées législatives. Il faut donc chercher si la seconde définition est plus convenable; mais il n'en est rien. Des rapports comme ceux qu'elle envisage sont sujets à être sans cesse troublés par tous les caprices de la volonté humaine, qui elle-même ne se détermine que par des raisons indéterminées. Ils se produisent quand ils se produisent, et quand on veut s'y soustraire, il arrive fort bien qu'ils n'aient plus lieu ou qu'ils soient complètement faussés par l'intervention d'autres facteurs qui empêchent toute formule de correspondre exactement à la réalité. En un mot ces rapports sont généraux; mais ils manquent du caractère de nécessité qui seul leur donnerait valeur de lois. Il ne suit pas de là sans doute que le monde moral n'ait pas de lois; il s'ensuit seulement que l'économie politique ne les a pas trouvées.

Un autre caractère commun à toutes les sciences, c'est de progresser par l'adjonction de faits nouveaux à ceux qui sont déjà reconnus. Or, depuis cent cinquante ans que l'économie politique existe, elle piétine, sans avancer, sur le même terrain, recommençant sans cesse l'exposition des mêmes principes, reprenant les mêmes controverses avec plus ou moins de clarté selon le talent littéraire des auteurs; mais n'ajoutant rien à son fond primitif. Elle peut encore se faire illusion, parce qu'elle est relativement jeune et que les ouvrages continuent à s'accumuler. Mais cela même n'est pas un signe certain de progrès.

En réalité, elle ressemble à son antique antithèse, la morale, qui a fait l'objet de tant et tant de traités et n'a point fait un pas depuis des milliers d'années. Des Vedas à Tromvallower et du scribe Phtahotep jusqu'aux professeurs de nos jours, les mêmes redites ont sans cesse été répétées, et elles l'avaient été pendant bien des siècles sans doute, si l'on en juge par l'air vieillot qu'elles ont déjà chez le sage égyptien.

C'est ainsi que les craintes des économistes relativement à la population avaient été ressenties plus de deux mille ans auparavant par Aristote. Lui aussi appréhende une trop grande fécondité : cela trouble l'ordre, amène des révolutions, détruit l'égalité. En conséquence, il recule jusqu'à trente-sept ans l'époque du mariage pour les hommes et leur interdit d'engendrer après cinquante-quatre ou cinquante-cinq ans. Plus conséquent que Malthus, il réclame hardiment des lois qui forcent à détruire les enfants difformes et une limite légale imposée par l'Etat à l'accroissement de la population. Quand la ruche est au complet, il faut pratiquer l'avortement. Et lui aussi écrivait à une époque où déjà l'oliganthropie minait Lacédémone.

L'état stationnaire comme l'absence de lois chasse donc également la morale et l'économie politique du nombre des sciences et les relèguent parmi les autres branches du savoir qui en sont encore à la période métaphysique. Sans doute il y a toujours une partie notable des traités d'économie politique qui n'est point de la métaphysique. La description des opérations de banque ou de commerce n'en est pas plus que la description d'une machine ou de l'organisation d'un régiment. Mais les affirmations qui suivent la description, le raisonnement partout exprimé ou sous-entendu : cela se passe ainsi, donc cela doit se passer ainsi, constituent une sorte de fatalisme conservateur qui en font bon gré malgré une dépendance très étroite des systèmes de métaphysique rétrograde.

Il faut ajouter que l'économie politique concentrant toute son attention sur la production et la répartition des richesses, elle n'embrasse jamais la sociologie que d'un point de vue étroit. Ceux-là seuls qui partent de l'exégèse juridique peuvent le trouver relativement large; tous ceux au contraire qui se sont auparavant familiarisés avec les

études philosophiques aperçoivent combien il est incomplet.

Tout importantes en effet que soient les questions de richesse et de subsistance dans la vie des individus ou des nations, il n'y a là en somme qu'un moyen de développement pour l'homme, et le choix du but qu'il propose à son activité, la vigueur des facultés qu'il met en œuvre pour l'atteindre seront toujours des considérations d'infiniment plus de conséquence.

Obsédés par leur préoccupation dominante, la plupart des économistes ont contracté une incapacité surprenante à comprendre ce qui n'est pas production et consommation; les révolutions qui sont une révolte de la dignité humaine, une explosion d'enthousiasme pour la vérité et la justice; la nécessité des frontières nationales et de l'égoïsme patriotique; la guerre qui dilapide les finances et détruit cet énorme capital que représente une armée d'hommes faits; l'orgueil et la dignité humaine sont des facteurs qu'ils oublient toujours et rien n'est plus propre que cet oubli à fausser tous leurs jugements.

Un travail récent en fournit un exemple qu'il faut citer et qui offre d'ailleurs l'avantage de ne pas s'éloigner du sujet. A propos de l'envahissement de la France par les étrangers, constaté par le dernier recensement, le *Journal des économistes*, incapable de sortir de son point de vue pécuniaire, trouve qu'il n'y a rien de plus heureux. « Supposons, dit-il, pour nous servir d'une comparaison qui manque peut-être de noblesse, mais non d'exactitude, supposons que la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, etc., se donnent la peine d'élever tous les ans cent mille bœufs ou chevaux et, qu'au moment où ces animaux utiles commencent à être propres au travail, les éleveurs s'avisent de nous en faire cadeau sans exiger en échange de rétribution d'aucune sorte, pourrait-on dire que cet envahissement de la France par les bêtes de somme

étrangères, soit une cause d'appauvrissement pour le pays? Des hommes actifs et laborieux, fussent-ils étrangers, ne valent-ils pas des chevaux et des bœufs? L'envahissement progressif des étrangers contribue donc à enrichir la France et non à l'appauvrir. »

Ainsi raisonne un économiste. La comparaison cependant pèche en un point essentiel. C'est que les chevaux et les bœufs seraient notre propriété, tandis que les étrangers qui viennent s'établir chez nous sont des co-propriétaires, parfois incommodes ou dangereux. Il nous est assez égal de manger du bœuf de race durham ou de race cotentine; mais il ne nous est pas indifférent que le sol de la patrie devienne l'héritage des Italiens ou des Allemands au lieu d'être peuplé de notre descendance. Toute race vise à remplir la terre, tout peuple à devenir l'humanité entière. Le suprême malheur pour lui consiste à périr; c'en est déjà un très grand de rester stationnaire et ce n'en est qu'un fort minime en comparaison d'avoir un peu moins de richesse.

Aujourd'hui les économistes doivent renoncer à toute espèce de compétence dans les questions qui se rattachent à la population. C'est, à la vérité, une ancienne dépendance de leur domaine; mais à propos de laquelle il leur sied désormais d'abandonner leurs prétentions, l'annexe étant elle-même devenue peu à peu, depuis trente ans, infiniment supérieure en importance.

Depuis l'année 1776, où parut l'*Essai sur la richesse des nations* et presque jusqu'à nos jours, l'économie politique fut, pour ainsi dire, toute la science sociale. Pour ses partisans, venus la plupart des écoles de droit, ses conclusions étaient la certitude même et, par comparaison, ses horizons semblaient larges. Elle ne trouvait d'adversaires que chez les socialistes, qui, construisant leurs systèmes à peu près de la même manière que les métaphysiciens allemands de la Res-

tauration, s'appuyaient soit sur l'histoire, soit sur le sentiment de la justice. Mais pour les deux partis le terrain de la lutte était le même, la question des richesses et de leur répartition.

Le problème n'est nullement résolu, socialistes révolutionnaires et économistes conservateurs restent en présence avec leurs tendances et leurs sympathies contraires; cependant leurs vieux arguments paraissent dès à présent et paraîtront de plus en plus aussi démodés que peuvent l'être les canons de bronze, les fusils à pierre ou les vaisseaux de bois : car, tandis qu'ils guerroyaient, le terrain de la lutte s'est agrandi et modifié autour d'eux. La préoccupation dominante de l'avenir sera non plus la quantité des richesses; mais la quantité des citoyens, leur développement en valeur physique, intellectuelle, morale et esthétique, et les richesses, simple moyen par rapport à ce but, devront être produites, distribuées, employées, de manière à permettre de l'atteindre. L'économie politique se trouve ainsi rejetée au second plan, et des sciences toutes nouvelles, l'anthropologie, l'ethnographie, la démographie surtout, passent au premier.

L'année 1859, marquée par la publication de l'*Origine des espèces* de Darwin, la découverte des premiers silex préhistoriques par Boucher de Perthes et la fondation de la Société d'anthropologie de Paris par Broca; l'année 1855, où parut *la Démographie comparée* de Guillard, et mieux encore l'année 1871, qui vit publier l'*Atlas de démographie figurée* de Bertillon, seront dans l'histoire de la sociologie des dates autrement importantes que celle qu'illustra le célèbre ouvrage d'Adam Smith.

C'est en effet à partir de ce moment, que le problème des origines de l'homme et de la civilisation a été abordé en face et que la sociologie ethnographique a été possible. L'évolution progressive des divers modes de l'activité mentale,

morale, politique, esthétique et sociale a permis de déterminer dans quelle direction l'humanité se meut spontanément. D'après le long fragment de la courbe régulière décrite dans le passé, on peut conjecturer le segment qui sera décrit dans un avenir plus ou moins éloigné. La série des étapes parcourues, depuis la vie du sauvage jusqu'à celle du civilisé, autorise à annoncer d'avance quelles étapes ultérieures devront, sur la route indiquée, être prochainement atteintes. Ainsi « la femme, dit M. Letourneau[1], qui a fait le plus fructueux usage de cette méthode, a d'abord été traitée en animal domestique, puis en esclave, puis en servante, puis en mineure. Cette gradation est instructive, elle marque évidemment une direction, un lent travail d'égalisation et d'émancipation qu'il est permis de ne pas considérer comme terminé... Peu à peu l'égalité civile sera reconnue et, dans un temps plus éloigné, l'égalité politique devra suivre. » Voici un autre exemple tiré de l'évolution de la classe ouvrière. D'abord l'ouvrier est esclave, propriété de son maître, il travaille sans rémunération; son temps, son égergie et sa vie entière sont à qui le possède. Plus tard, l'ouvrier loue son travail à l'année et en fait pour un temps beaucoup plus long, puis vient le travail en journée, ensuite le travail à l'heure et enfin le travail à la tâche, où la surveillance porte non plus sur l'homme, qui conserve toute son indépendance et toute sa dignité, mais seulement sur la marchandise qu'il livre. Il y a là encore une progression régulière, allant de l'inégalité absolue jusqu'à l'égalité complète des contractants, capable de faire présager pour l'avenir une appréciation plus équitable des besognes les plus humbles et les plus immédiatement nécessaires à la vie sociale. Quand, sans intervention des lois ou d'aucun acte de

1. *Dictionnaire d'Anthropologie*, art. femme.

volonté consciente, un mouvement s'est produit ainsi, d'une façon constante pendant une longue suite de siècles, on peut être certain qu'il est le résultat de forces aussi nécessaires que celles de la nature et qui continueront à perpétuité d'agir dans le sens où elles ont toujours agi.

En même temps se fondait la démographie, plus hardie et plus neuve. Non seulement elle dépassait l'économie politique par l'importance de son objet, mais elle l'éclipsait par la rigueur de sa méthode, l'imprévu de ses résultats, l'immensité à peu près sans bornes du champ ouvert à ses investigations. Ce n'est pas aux manifestations extérieures de l'activité humaine qu'elle s'attaque; le sujet de ses études, c'est l'anatomie et la physiologie de l'individu collectif lui-même, les mouvements d'assimilation et de désassimilation qui entretiennent sa vie perpétuelle, l'équilibre normal qui constitue sa santé, les diverses ruptures d'équilibre qui entraînent un état pathologique plus ou moins grave, l'influence des circonstances extérieures sur sa croissance ou sa décadence, enfin l'action qu'il peut exercer sur lui-même en vue de se rendre plus apte au rôle que les conditions de l'histoire et du milieu lui imposent. Tel est son programme et elle a les moyens de le remplir.

On peut prévoir dès à présent le jour où l'art politique se basera avec confiance sur la science sociale, comme aujourd'hui l'art médical sur la physiologie. Une œuvre si vaste consumera des milliers d'existences; mais qu'importe : depuis quelques années on ne peut plus douter qu'elle soit possible. Cette certitude seule constitue un admirable progrès.

CHAPITRE II

LE PRINCIPE DE MALTHUS ET CELUI DES DÉMOGRAPHES

Motifs d'une critique explicite de Malthus. — Reproches injustes. — Date de son livre. — Souci dominant de l'époque, la famine. — Deux convictions de Malthus : l'Etat ne peut nourrir l'individu, il ne lui doit aucune nourriture. — Contraste avec l'opinion dominant alors en France. — L'évangile des droits de l'homme et l'évangile du *struggle for life*. — Raisonnements dont Malthus étaye sa thèse : un truisme et une erreur. — L'erreur : La population tend toujours à dépasser les subsistances. — Exemples du contraire. — Son cliquetis arithmétique, réfutation. — Argument de Sismondi. — Le truisme. — Réponse du prolétaire. — Raison de la faveur que trouve Malthus en dépit de toute réfutation. — Un précurseur. — Mirabeau est à Malthus ce que Lamark est à Darwin. — Conclusion inverse de Mirabeau, cause de défaveur. — Conséquence inévitable de la concurrence vitale : élimination des vaincus. — On ne fait pas à un principe sa part. — Principe de Darwin, généralisation de celui de Malthus. — Principe vrai dans Darwin, faux dans Malthus. — Pourquoi? — Restriction de Wallace au sujet de l'homme. — Milieux artificiels. — La propriété, fait spécial à l'homme, le met à l'abri du principe. — Guillard, en quoi fidèle à Malthus, en quoi hérétique. — Sa théorie des débouchés. — Son fatalisme optimiste. — Progrès apporté à sa théorie par le docteur Bertillon. — Pierre d'attente pour une théorie nouvelle. — Sphère légitime des deux principes. — Nécessité d'un nouveau principe de population.

Malthus cherchait des remèdes à l'excès de la population. L'exemple de la France prouve malheureusement que c'est à l'oliganthropie que nous devons nous efforcer d'en trouver. La nécessité s'impose donc de reprendre le problème par la

base avec des préoccupations nouvelles en accord avec les faits observés depuis un siècle.

Mais avec un système comme celui de Malthus, sorti des entrailles même de la philosophie économiste, étroitement apparenté comme il l'est aux théories aujourd'hui triomphantes de la sélection naturelle et de l'évolution, on n'en a pas fini en constatant simplement qu'il se trouve sans application. Il a joué un tel rôle, il a été, depuis son apparition, l'objet d'un tel engouement et de critiques si exagérées, qu'on ne peut se dispenser d'insister davantage.

D'abord, hâtons-nous de le dire, avancer, comme on l'a fait, « que la bourgeoisie a entendu les funestes conseils de Malthus » et faire peser sur lui la responsabilité de la faible natalité qui s'observe aujourd'hui, c'est une de ces thèses qui ne sont justiciables que du sourire. Les nations n'ont pas d'oreilles pour écouter ces théories et les jeunes ménages n'ont point la coutume pédantesque de fouiller les bibliothèques pour y chercher des instructions relatives au nombre de leurs enfants. Sur ce point, ils se soucient aussi peu des conseils des économistes que de l'avis des philosophes ou des orateurs. Nous allons voir qu'il faut rejeter Malthus, mais simplement comme erroné et sans exécration puérile.

Ce fut en 1798 que parut la première édition de son livre. La date a son importance : car, si les théories économiques sont en général inspirées par les circonstances au milieu desquelles elles se sont produites, le fait est surtout vrai pour celle-ci. Les philosophes sont toujours portés à prendre pour éternels des phénomènes qui se manifestent avec une intensité particulière pendant la génération où ils vivent, qui se sont produits pendant la précédente et se produiront peut-être encore pendant la suivante, mais qui n'en sont pas moins passagers, on pourrait dire momentanés par rapport à la durée de l'histoire. Ils bâtissent sur ce terrain mouvant comme ils

feraient sur le roc; puis le sol s'affaisse et l'édifice se lézarde.

Le grand souci des gouvernements à la fin du XVIIIe siècle fut de nourrir le peuple. Le spectre séculaire de la famine assiégeait l'imagination des masses, celui des troubles sanglants qu'elle engendre obsédait les hommes politiques. Les premières journées de la Révolution française et même la Révolution toute entière semblaient à la plupart n'avoir point eu de cause plus profonde ou du moins plus efficace. Quand les Parisiens avaient eu faim, c'était à Versailles qu'ils étaient allés demander du pain. En Angleterre, quand George III était allé ouvrir le parlement de 1795, c'était aux cris « du pain, du pain! » qu'il avait été assailli de coups de pierres et qu'il avait failli être tué d'un coup de feu. Personne alors, ni parmi les gouvernés ni parmi les gouvernants, ne doutait que l'État n'eût le devoir de nourrir le peuple. Or, comme le dira Stuart Mill plus tard, le devoir qu'aurait l'État de nourrir les hommes implique le droit de les empêcher de naître en trop grand nombre, si l'on veut que la tâche ne devienne pas irréalisable.

Malthus eut à ce sujet deux convictions vigoureuses, transmises par lui à notre siècle et encore pleines de vitalité. L'une fut que la tâche était absolument irréalisable, l'autre, conséquence naturelle de la première, fut qu'elle ne pouvait être imposée ni à l'État ni à personne. Par suite c'était aux particuliers à restreindre prudemment le nombre de leurs enfants de façon à ne pas se mettre eux et leur famille dans le cas de mourir de faim.

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, dit-il, si sa famille n'a pas les moyens de le nourrir ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture, et il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui

commande de s'en aller et elle ne tardera pas à mettre elle-même cet ordre à exécution[1]. »

En vain aurait-il recours à l'aumône ou à l'assistance publique. « Les lois créent les pauvres qu'elles assistent. » Il cite saint Paul. « Celui qui ne veut pas travailler n'est pas digne de manger. » et Young : « Il ne faut donner aux pauvres que du riz, des soupes économiques, et des pommes de terre. » Jamais ils ne doivent être aussi bien nourris que le moindre ouvrier.

Il nie formellement le droit au travail, aussi bien que « le prétendu droit qu'aurait un homme d'être nourri lorsque son travail ne peut lui en procurer les moyens ».

Mais quoi, l'homme a le droit de manger! — « Sans doute, répond Malthus, comme il a le droit de vivre cent ans, s'il le peut. Il s'agit beaucoup moins de droit que de puissance. Les lois sociales étendent beaucoup cette puissance, mais non d'une façon illimitée. » Il faut en conséquence corriger au plus tôt les erreurs courantes sur le principe de population en enseignant les doctrines de son livre dans les écoles et dans les temples.

Si le révérend fellow d'Oxford avait réellement un excellent cœur, comme l'ont soutenu nombre de ses apologistes, il est du moins certain que, bien différent en cela de nos grands conventionnels, il ne lui accordait aucune influence sur ses raisonnements. Rien qui tranche plus durement avec la chaleur de sentiment, le socialisme si profondément doux et humain de tout l'état-major des penseurs français du XVIIIe siècle. La cruauté de la conclusion les eût mis en garde contre la vérité des prémisses et les eût préservés d'une erreur. Mais cette erreur ne pouvait manquer de réussir en Angleterre.

1. Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1798 et 2e éd. in-4° 1803 (passage supprimé par la suite).

Chaque fois qu'un peuple manifeste avec un éclat inattendu un côté nouveau de la nature humaine, les idées et les tendances morales dont il est plus particulièrement l'incarcation, il étonne les peuples voisins et les tient indécis sur leur propre voie, jusqu'à ce que ceux-ci reprennent conscience d'eux-mêmes, retrouvent la force d'affirmer leur caractère et d'en donner la formule. Il appartenait au génie anglais, qui avait déjà prononcé le fameux *homo homini lupus* d'annoncer à l'Europe, en contradiction avec ce qu'ils nomment le faux évangile des droits de l'homme, l'évangile autrement étrange du *struggle for life* et de la concurrence sans merci.

Une théorie qui concluait à la fatalité de la misère, à l'incompétence de l'État pour remédier aux souffrances individuelles, et au rejet pur et simple des réclamations des opprimés, était une trouvaille sans prix pour le conservatisme anglais. Elle devait lui apparaître comme le bouclier le mieux fait pour repousser l'envahissement de l'esprit révolutionnaire.

Du reste Malthus l'avait étayée sur un raisonnement nouveau, d'apparence rigoureuse, qui semblait présenter une solidité mathématique.

La population, affirme-t-il, peut doubler tous les vingt-cinq ans, elle suivrait ainsi une progression géométrique. Mais le travail employé à améliorer les terres déjà cultivées ne peut ajouter à leur produit que des quantités de plus en plus petites. En supposant que dans les premiers vingt-cinq ans on soit parvenu à doubler le produit des champs, dans une nouvelle période de vingt-cinq ans, à peine arrivera-t-on à leur arracher un tiers en plus; dans une troisième, un quart; dans une quatrième, un cinquième. Le progrès des subsistances croîtra donc comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, c'est-à-dire suivant une progression arithmétique, tandis que le progrès de la population croîtra commme 1, 2, 4, 8, 16, 32, c'est-à-dire

suivant une progression géométrique. Le résultat est inévitable, il faut qu'à chaque génération, la faim, la guerre, la peste ou la misère viennent faucher la plus grande partie de cette exubérante végétation humaine.

Cependant l'obstacle réprimant par excellence reste toujours le défaut de nourriture. « La population croît invariablement partout où croissent les moyens de subsistance à moins que des obstacles puissants et manifestes ne l'arrêtent[1] ».

« Aucune cause physique ou morale, à moins qu'elle n'agisse avec une extrême violence et d'une manière inusitée, ne peut avoir sur la population un effet considérable et permanent si ce n'est par la production et la distribution des moyens de subsistance[2] ».

Quand la demande de travail est très considérable, les salaires s'élèvent et, comme conséquence, s'accroît le nombre des mariages et celui des naissances. Inversement, quand les salaires baissent, il y a moins de naissances. Cette baisse agit comme obstacle préventif à la population.

« En une infinité de cas, on a vu se produire une multiplication des naissances sans qu'il en soit résulté aucun avantage pour l'agriculture et sans autre effet qu'un accroissement de maladies. Au contraire on n'a peut-être jamais vu l'agriculture faire des progrès permaments sans qu'il en résultât de manière ou d'autre un accroissement permanent de population[3]. »

Il conclut qu'il faut maintenir toujours les subsistances un peu au-dessus de la population, ou pour mieux dire, maintenir le niveau de la population au-dessous de celui des subsistances. C'est là le seul moyen d'éviter la réduction

1. Malthus, *Principe de pop.*, I, p. 32.
2. *Ibid.*, p. 359.
3. *Ibid.*, II, p. 385.

du nombre des habitants par la misère. « La persuasion que le gouvernement peut empêcher la misère est la cause de toutes les révolutions. »

L'homme a droit à tous les biens ; mais il faut qu'il commence par les produire. Lui dire simplement qu'il y a droit c'est lui faire comprendre que l'État doit les lui procurer, et l'État le plus souvent est impuissant à le faire, parce qu'il ne peut multiplier les subsistances par mesure législative.

Telle est, brièvement résumée, la doctrine de Malthus. Abstraction faite de l'encombrement des restrictions qui l'atténuent et parfois vont presque jusqu'à la contredire, la thèse principale qu'il développe en ses trois volumes se réduit à deux idées, un truisme et une erreur.

Le truisme, c'est que la population ne peut s'accroître au delà de ce que permet la quantité des subsistances. On ne peut vivre quatre où il n'y a strictement à manger que pour deux. L'erreur, c'est que la population s'élève toujours à la limite extrême imposée par la quantité des subsistances, et qu'elle tende même à la dépasser.

Elle provient de cette idée, qu'il sous-entend partout quoiqu'il ne l'exprime jamais, que le désir d'engendrer prime toujours tous les autres, le besoin de manger excepté. Une famille, un peuple, ne cesseraient de s'accroître que quand le défaut de vivres s'opposerait à leur fécondité. Proposition énorme, démentie par les faits et qui ne résiste pas même à un moment de réflexion. Malthus ne pouvait prévoir l'objection que nous fournit l'oliganthropie normande. Mais n'avait-il pas celui de Sparte, celui de l'empire romain se dépeuplant en pleine paix, au milieu de la sécurité et de l'abondance? L'extinction si rapide des familles nobles n'inflige-t-elle pas un autre démenti à la théorie?

« Sur les trois cent-soixante douze pairs temporels d'Angleterre qui existent aujourd'hui, dit Montalembert, il ne

reste plus que vingt-quatre pairies antérieures à l'an quinze cents dont plusieurs n'ont duré jusqu'à ce jour que parce qu'elles étaient transmissibles aux femmes. Il n'y en a plus que dix-sept du XVI[e] siècle et environ soixante du XVII[e] en comptant même celles qui ont été depuis remplacées par un titre supérieur d'une époque plus récente. — Sur les cinquante-trois duchés pairies et duchés héréditaires qui existaient en France en 1789, quatre seulement remontaient au XVI[e] siècle. »

Est-ce au défaut de subsistances qu'est due l'extinction de ces familles? Nul ne voudra le soutenir; il faut chercher d'autres causes. Mais, en ce qui les concerne, le principe de population a une conséquence bizarre. En effet, comme elles n'ont jamais manqué de pain, rien n'a pu les empêcher de suivre une progression géométrique. D'où il suit que telle famille noble remontant à l'an mil devrait à elle seule compter, aujourd'hui, plus de dix-sept milliards de descendants.

Evidemment le « moral restreint » qu'il encourage a été pratiqué de tous temps. Il l'a même été beaucoup trop, puisqu'il a détruit les familles et les peuples les mieux pourvus sous le rapport des subsistances, et la morale n'y était certes pour rien ; car la stérilité n'avait pour cause que l'égoïsme et l'amour des jouissances.

Du reste il est certain que tout « le cliquetis arithmétique de Malthus », pour employer l'expression de Morel Vindé, ne soutient pas l'examen. Les subsistances croîtraient suivant une progression arithmétique, comme 1, 2, 3, 4, 5, tous les vingt-cinq ans. — Dans quel pays et à quelle date, ce phénomène a-t-il été observé ? Il est bien vrai que depuis quatre cents ans environ, par exemple de 1485 à 1885, le bien-être a considérablement augmenté dans toute l'Europe occidentale. Mais comment établir que le sol français produit aujourd'hui précisément seize fois ce qu'il produi-

sait au commencement de cette période? Comment établir que l'accroissement ait eu lieu suivant une progression, c'est-à-dire d'une manière régulière? Que l'on prenne une autre période de l'histoire de notre occident, celle par exemple qui s'étend de l'an 200 à l'an 600 de notre ère. Peut-on dire que les subsistances aient augmenté selon une progression arithmétique? Peut-on dire seulement qu'elles aient augmenté? A-t-on jamais vu une seule nation chez qui cette proposition, jetée avec tant d'assurance et si bien accueillie, se soit trouvée vraie seulement pendant un demi-siècle?

Quant aux progrès de la population dans les Etats où elle progresse, il est à peine besoin d'ajouter que jamais non plus on ne les a vus s'accomplir suivant une progression ni géométrique ni arithmétique. Il suffit de jeter les yeux sur un tableau graphique des progrès de la population chez les différents peuples de l'Europe, pour constater que toutes les lignes au lieu d'être droites sont brisées, ce qui est l'indice d'un progrès irrégulier. En outre il va sans dire qu'elles ne sont jamais parallèles.

« Ce raisonnement qui sert de base au système de Malthus, dit Sismondi[1], et auquel il en appelle sans cesse dans tout son livre, est complètement sophistique. Il met en opposition l'accroissement possible de la population humaine, abstraitement parlant et sans avoir égard aux circonstances, avec l'accroissement positif des animaux et des végétaux dans un lieu confiné et avec des circonstances toujours plus défavorables. Ce n'est point ainsi qu'il faut les comparer.

« Abstraitement parlant, la multiplication des végétaux suit une progression géométrique infiniment plus rapide

1. Sismondi, *Nouv. princ. d'écon. pol.*, II, p. 263.

que celle des animaux, et celle-ci est à son tour infiniment plus rapide que celle des hommes. Un grain de blé en produit vingt la première année, qui en produisent quatre cents la seconde, huit mille la troisième, cent soixante mille la quatrième. Mais pour que la multiplication procède ainsi, il faut que la nourriture, savoir la terre, ne manque pas au blé; c'est tout comme pour l'homme.

« La multiplication des animaux qui doivent vivre de ces végétaux est bien plus lente. Les moutons doubleront en quatre ans, quadrupleront en huit et doublant toujours de quatre en quatre ans, ils donneront les chiffres 8, 16, 32, etc., et la vingt-quatrième année où, d'après Malthus, la génération humaine ne serait pas tout à fait doublée, celle des moutons serait déjà comme soixante-quatre est à un.

« Mais cette puissance de multiplication est virtuelle dans les végétaux, dans les animaux et dans l'homme. La puissance réelle et active est limitée pour tous les trois par la volonté de l'homme seul. » Quant à cette volonté même, elle est influencée par mille passions plus ou moins énergiques, et il s'en faut que le désir de la paternité soit assez puissant pour les dominer toutes sans conteste.

La proposition fondamentale du livre de Malthus est donc bien manifestement une erreur. Pour le truisme, il n'est tel que sous une condition, et qui en fait ne se trouve jamais remplie; car cette condition serait l'égalité absolue des fortunes.

Sur un navire pris dans les glaces du pôle où tous les hommes seraient réduits à la ration strictement nécessaire pour soutenir leur existence, l'arrivée de trois ou quatre naufragés présagerait la mort d'inanition soit pour eux, soit pour trois ou quatre hommes de l'équipage. Mais dans nos sociétés antiégalitaires, ils n'en va pas ainsi. La réponse du prolétaire expulsé « du banquet de la vie où la nature n'a

pas mis de couvert pour lui » est des plus faciles à trouver. Au millionnaire qui lui dit : « Il n'y a plus de place », il n'a qu'à répliquer : « Très bien, je vais en faire. Puisqu'il faut de toute nécessité qu'un homme sorte, mieux vaut, dans l'intérêt de tout le monde, que ce soit celui qui mange chaque jour la ration de mille personnes et qui n'en vaut pas plus pour cela. Un premier millionnaire expulsé, la population pourra reprendre son mouvement ascendant jusqu'à ce qu'il devienne nécessaire d'en expulser un autre. » Ainsi raisonnera, j'imagine, notre prolétaire, à moins qu'il ne professe, pour parler comme M. Taine, « cette morale d'oie qu'une oie est faite pour être rôtie ».

Mais ce raisonnement révolutionnaire eût paru si étrange à Malthus, qu'il ne lui est pas même venu à l'esprit qu'il pût être fait. Avec toute l'école économiste, il préfère hautement le développement de la richesse à celui de la population. Comme un parti trouve toujours un raisonnement parfait dès que la conclusion flatte ses passions, cette préférence fit son succès près du conservatisme anglais et de l'aristocratie d'argent; c'est elle qui, encore aujourd'hui, le maintient en honneur, en dépit de tous les démentis et de toutes es réfutations.

Quarante ans avant Malthus, le marquis de Mirabeau s'était déjà préoccupé du rapport de la population avec les subsistances. A part le vain étalage de rigueur mathématique, il avait exprimé de la manière la plus explicite la doctrine dont on a fait l'honneur à l'économiste anglais. « Les hommes, dit-il dès 1756, multiplient comme les rats dans une grange s'ils ont le moyen de subsister. En ce sens, le mot de Condé à Senéf : une nuit de Paris remplacera cela, pouvait être un axiome politique bien raisonné! En effet, à moins qu'il ne survienne quelque nouvelle augmentation de subsistance dans l'Etat, il ne saurait s'élever une plante de plus qu'une

autre ne lui fasse place. Principe seul et unique, la mesure de la subsistance est celle de la population. » Et quelques lignes plus loin, il revient sur son idée : « Augmentation de subsistance, accroissement de population. » Si la France a eu Lamark avant Darwin, elle a eu Mirabeau avant Malthus.

Mais entre les deux publicistes, la différence des tendances est essentielle. Pour le philosophe français, tout pénétré du généreux esprit de son siècle, c'est l'augmentation de la population qui est tout, et la richesse, qui en est le moyen, en est aussi l'effet. « Nous allons voir, dit-il, comment accroissement de population doit faire accroissement de subsistance », et plus loin : « Le vrai principe de toute richesse est la multiplication de l'espèce humaine appelée population. C'est l'objet de ce traité. »

Des deux parties de la thèse de son devancier, Malthus a adopté la première, tandis qu'il a pris le contrepied de la seconde. Il a fait erreur. Mais en cela, il était dans la logique des principes économiques. Mirabeau, en se prononçant, comme Montesquieu et Rousseau, pour l'accroissement de la population, s'en écartait et il en a été puni par l'oubli.

L'expulsion du pauvre hors de la société et hors de la vie résulte, comme une conséquence rigoureuse, du fonctionnement de la concurrence sans merci dans tous les domaines du commerce et de l'industrie. Plus il y a de lutte, plus il y a de vaincus, or l'économiste veut voir la lutte régner librement et sans entraves dans toutes les sphères de l'activité sociale. L'invention des machines, par exemple, remplace de plus en plus la force des bras par les agents naturels; se passer autant que possible de main d'œuvre devient une nécessité pour le détenteur de la terre et du capital, c'en est une aussi au point de vue national, puisqu'il multiplie la production. Il n'en est pas moins vrai que si l'ouvrier se trouvait par là réduit à l'inutilité et à la misère, il ne res-

terait plus qu'à conclure à sa suppression ou, comme moyen terme, à la suppression de sa postérité.

La lutte sans merci ayant pour effet de toujours donner plus à qui plus a et de dépouiller le pauvre du peu qui lui reste, le paupérisme est sa conséquence inévitable. Après avoir réalisé un état de choses qui appauvrit le pauvre, l'Angleterre n'avait plus qu'à produire un système qui le supprimât, en démontrant que le mieux était qu'il ne se reproduisît point. La théorie de Malthus, dit Carey, n'est qu'une description des mauvais résultats de la concurrence commerciale poussée à ses dernières limites, et, pour détruire la théorie de Malthus sur la population, il ne croit pouvoir mieux faire que de réfuter celle de Ricardo sur la rente.

La lutte pour la vie une fois posée en principe, la conséquence est fatale, il faut qu'il y ait des vaincus. Ceux-ci, n'ayant plus rien, n'ayant droit à aucun secours, étant réduits à n'être plus que des valeurs négatives, le mieux est qu'ils soient éliminés. Mais la lutte continue, il y aura donc de nouveaux vaincus qui seront éliminés à leur tour, et d'autres après eux, jusqu'à ce qu'il ne reste plus au monde que deux hommes dont le plus fort, le plus adroit ou le plus fripon détruira le plus faible ou le plus confiant.

Malthus valait mieux que son système et se fût indigné de ses conséquences. Mais la concurrence commerciale, généralisée en concurrence vitale, est un principe auquel on ne fait pas sa part; il veut sur ses autels l'immolation des moins bien doués et punit toute défaite d'une mort lente ou rapide.

Il en est ainsi en théorie et il en serait ainsi en fait, si le principe de concurrence pouvait jamais régner seul parmi les hommes. Mais il est constamment mitigé par l'application du principe contraire de coordination et d'association dans l'effort, de solidarité dans la bonne et la mauvaise fortune,

principe social à peu près ignoré des économistes anglais, mais heureusement plus familier à la pensée française et dont nous verrons ailleurs la nécessité.

Darwin a reconnu expressément que son système n'était que la généralisation du principe de Malthus. « La concurrence vitale entre tous les êtres organisés répandus à la surface du globe, dit-il[1], provient fatalement de leur multiplication en raison géométrique. C'est la loi de Malthus appliquée à tout le règne animal et végétal. Comme il naît beaucoup plus d'individus qu'il n'en peut vivre et comme, en conséquence, la lutte se renouvelle souvent entre eux au sujet des moyens d'existence, il s'ensuit que, si quelque être varie, si légèrement que ce puisse être, d'une manière qui lui soit personnellement utile, sous des conditions de vie complexes et quelquefois variables, il aura toute chance de survivre et sera ainsi naturellement élu ou choisi. De plus, il résulte des puissantes lois de l'hérédité que toute variété élue aura une tendance à propager sa forme nouvellement modifiée. »

Pour quiconque est convaincu de la valeur scientifique de la théorie de Darwin, cette communauté de principe avec celle de Malthus entraîne une difficulté apparente. On pourrait croire en effet que les deux théories sont solidaires et qu'on ne peut que les rejeter ou les adopter ensemble. Il n'en est rien. Malthus a appliqué à l'espèce humaine un principe qui ne lui convient point. Darwin l'a transporté aux animaux et aux plantes et là il est à sa place. Il sera facile de le faire voir.

« Lorsque l'on observe la nature, dit Darwin[2], il est de la dernière nécessité d'avoir toujours présent à l'esprit que chaque être organisé qui vit autour de nous doit être regardé

1. Darwin, *Origine des espèces*, p. 13.
2. *Ibid.*, p. 80.

comme s'efforçant dans toute la mesure de son pouvoir de multiplier son espèce. »

C'est bien là ce qu'a supposé Malthus pour l'espèce humaine et nous avons vu qu'il n'en va pas ainsi. Le fait, vrai pour les animaux, ne l'est pas pour l'homme. Non que l'homme ait des passions moins impérieuses que les autres espèces animales, mais parce que chez lui, on le sait assez, la violence des désirs n'est nullement en rapport avec la fécondité. Tandis que l'instinct des bêtes est inconscient et aveugle, l'homme ne fait guère en somme que ce qu'il veut. D'un côté, il sait prévoir les charges de famille et il a des besoins très complexes et très tyranniques de développement personnel que les animaux n'éprouvent point; de l'autre, il sait fort aisément éviter la fécondité en conservant le plaisir. Il est même probable que le renouvellement de son espèce courrait les plus sérieux dangers, si la faculté de faire l'amour en tous temps, qui ne lui est commune qu'avec un petit nombre d'espèces domestiques, ne venait contrebalancer le défaut de fécondité résultant de la possession de la conscience.

D'ailleurs Darwin, tout en reconnaissant les subsistances comme limite de l'accroissement des animaux, fait la part très large aux autres influences. « Rien n'est plus malaisé que d'avoir sans cesse présent à l'esprit que la multiplication de chaque forme vivante est constamment limitée par des circonstances nuisibles inconnues, et que ces mêmes circonstances, quelque invisibles qu'elles soient pour nous, sont cependant très suffisantes pour causer d'abord la rareté d'une espèce et finalement son extinction [1]. »

Malthus a été beaucoup plus exclusif, et cependant il traitait de l'espèce humaine, pour laquelle les causes de limitation sont infiniment plus complexes, puisque, aux causes

1. Darwin, *Origine des espèces*, p. 387.

physiques, communes à toute l'animalité, s'ajoute l'action incessante des causes morales, intellectuelles et esthétiques dont la puissance est incalculable.

Wallace, qui partage avec Darwin l'honneur d'avoir découvert la transformation des espèces, se prononce très formellement dans notre sens et regarde la concurrence vitale comme sans action sur l'homme. « L'homme est un être à part dans la nature, dit-il, puisqu'il n'est pas influencé par les grandes lois qui modifient d'une manière irrésistible tous les autres êtres organisés. Je dis plus, cette victoire, par laquelle il s'est affranchi lui-même, lui donne une influence dirigeante sur d'autres existences. L'homme n'a pas seulement échappé en ce qui le concerne à la sélection naturelle; mais il peut réellement s'approprier une partie de ce pouvoir qu'avant son apparition la nature exerçait sur l'univers entier. On peut prévoir le temps où la terre ne produira plus que des plantes cultivées et des animaux domestiques, où la sélection de l'homme aura supplanté la sélection naturelle. » Il faut ajouter que, dès à présent et depuis de longs siècles, l'homme se traite lui-même sous ce rapport comme un animal domestique et que, s'étant soustrait à la sélection de la nature, il se fait ce qu'il veut être. Non qu'il ait une notion claire du développement qu'il doit ambitionner et des moyens propres à l'acquérir; mais c'est lui néanmoins qui se fait tel qu'il se veut en ce sens que le milieu dont il subit l'action est un milieu de création humaine.

Tant que l'homme fut un pur animal, durant ces périodes infiniment prolongées qui précédèrent nécessairement l'éclosion de la conscience, pareil aux autres parties de la faune terrestre, il subit les actions fatales de la lutte pour la nourriture et de la lutte pour la reproduction. Depuis bien des siècles, il n'en est plus ainsi. L'homme en devenant « un animal politique » s'est affranchi de plus en plus de l'action de la

nature. Par le vêtement plus ou moins chaud suivant les saisons, par des maisons de mieux en mieux conditionnées, il se crée un climat artificiel qu'il transporte où il lui plaît.

Pour l'animal à sang chaud, le sang forme, on le sait, un milieu interne qui lui conserve une température fixe, contrastant avec la température variable des animaux à sang froid. Pour l'homme barbare, son industrie crée déjà un milieu artificiel et constant qui le met dans une certaine mesure à l'abri des variations du climat naturel. Pour l'homme parvenu à la civilisation, l'accumulation des subsistances crée un milieu encore plus artificiel qui le met à l'abri des variations de la fécondité des terres.

La concurrence vitale et la concurrence sexuelle sont les facteurs de tout progrès dans les races animales. Chez l'homme, ni ces deux concurrences auxquelles il est à peu près totalement soustrait, ni la concurrence commerciale qui les remplace n'ont d'effet analogue. Pourquoi? A cause d'un fait spécial à l'espèce humaine et qui dérange tout, l'accumulation de la richesse et le droit d'en disposer accordé à l'individu qui l'a créée, en un mot la propriété.

Sans la propriété, il est probable que la sélection naturelle et la sélection sexuelle, qui régneraient alors sur l'homme comme sur toute l'animalité, y produiraient les mêmes effets, c'est-à-dire qu'elles élimineraient les plus mal conformés et les moins intelligents, et qu'elles amèneraient un progrès dans la race. C'est de ce point de vue que quelques philosophes, Spencer et Léon Dumont entre autres, ont semblé regretter que la sélection naturelle soit par rapport à l'homme entravée dans son action.

Grâce à la propriété, dont les bons effets surpassent d'ailleurs infiniment les mauvais, l'effort de la concurrence se porte, non plus vers l'acquisition des qualités personnelles et naturelles, mais bien plutôt vers l'acquisition de la

richesse, où un esprit borné et positif, une conscience médiocrement scrupuleuse et un cœur de corsaire servent mieux que les dons les plus rares. Par là, le fils rachitique d'un banquier obèse et cagneux a plus de chance de triomphe dans toutes les luttes de la vie que le jeune homme le plus robuste et le plus généreux, s'il est le fils d'un manœuvre. La concurrence a de bons effets, mais seulement par rapport au point qui en fait l'objet et, chez nous, son objet est la fortune. La fortune augmentera donc beaucoup dans nos pays de concurrence, mais elle augmentera au détriment parfois du nombre, parfois de la valeur de la population.

En résumé Malthus a fourni une bonne idée à Darwin; mais elle était fausse étant appliquée aux hommes et ne devint vraie que quand elle le fut aux animaux. Deux facteurs interviennent pour entraver l'action de la concurrence vitale sur l'humanité. Ce sont d'une part la liberté et la prévoyance qui brisent les rapports entre les désirs et la fécondité, d'autre part l'hérédité des biens qui détruit le rapport entre la valeur personnelle et le succès.

Aucune théorie de la population n'a eu la vogue de celle de Malthus. Il en est une autre cependant, ébauchée par Guillard, perfectionnée par le docteur Bertillon, qu'il est impossible de passer sous silence.

Le principe de Guillard est que là où naît un pain, naît un homme. Il lui a été inspiré par un résultat en effet très intéressant de ses études statistiques, la tendance remarquable des naissances à se proportionner aux décès. Plus la mortalité augmente, plus la natalité s'accroît. Au contraire, si la longévité est commune dans un pays, il est habituel que la natalité y soit des plus faibles ce qu'il exprime en disant : « La mort mesure la vie, la vie mesure la mort. »

Par un côté, la pensée de Gaillard se rapproche de celle de Malthus au point de se confondre presque avec elle. « L'aug-

mentation continue des subsistances n'a point par elle seule d'effet direct avec le bien-être du peuple. Sociétés et comices d'agriculture, fermes modèles, écoles régionales, sociétés d'encouragement et de perfectionnement, académies agricoles et industrielles, vous êtes des institutions louables, vous agrandissez un pays par des conquêtes qui n'ôtent rien aux autres pays et qui ne coûtent point de sang ni de pleurs; vous augmentez ce que l'on appelle la puissance d'une nation... Mais, ô respectables corporations, si vous croyez fonctionner pour le bien-être du peuple, vous vous abusez ou la loi de population est fausse. Car, selon la sagesse des nations et selon la statistique, partout où vos investigations patriotiques font produire un pain de plus, la nature crée une bouche de plus pour le consommer [1]. »

Jusqu'ici son orthodoxie malthusienne est complète. Ailleurs encore, après avoir parlé du luxe et des gros traitements du clergé anglican, il ajoute ces lignes, sujettes à réserve : « Il n'est pas sûr qu'une répartition plus égale soudainement opérée, fût une cause directe de bien-être pour le peuple... Ces produits, qu'ils semblent monopoliser, se répartissent en fin de mouvement sur la classe ouvrière. Ces masses de subsistances passent par leurs mains sans pouvoir s'y arrêter. Si elles allaient directement des sources de production aux bouches de consommation, y aurait-il un gramme de plus pour chaque consommateur? Hélas! non, dès qu'il y aurait plus de subsistances disponibles, la population s'accroîtrait [2]. »

Mais à peine a-t-il reproduit cette assertion, qu'il devient hérétique. A ses yeux « jamais les naissances n'excèdent le nombre d'hommes qu'une nation peut nourrir. » Il y aurait bien toujours autant d'hommes que la quantité des

1. Achille Guillard, *Éléments de statistique humaine*, p. 95.
2. *Ibid.*, p. 121.

subsistances permet d'en nourrir, mais, point nouveau et très important, jamais il n'y en aurait davantage. Il a trouvé un moyen excellent de diminuer une natalité excessive, c'est de diminuer la mortalité. Exportez des hommes, il en naîtra d'autres et ils seront toujours en nombre égal ; tuez-en, ils seront aussitôt remplacés ; interdisez le mariage à un certain nombre, ayez des moines et des religieuses à foison, les ménages en seront plus féconds et le déficit sera réparé. Inversement, encouragez les mariages, ou bien ils seront stériles ou les naissances auxquelles ils donneront lieu se produiront en moins dans les autres ménages. Les naissances ne surabondent que lorsque la vie est courte, lorsque la demande du travail s'accroît, comme dans les villes industrielles, « car ce n'est pas le sol « qui nourrit, c'est le travail. » Voilà le mot original de l'ouvrage.

Tandis que Malthus dit : la population est proportionnelle aux subsistances, Guillard reprend : les naissances se proportionnent spontanément au travail, c'est-à-dire aux débouchés que les parents ont en vue en procréant leurs enfants.

Ce système a un avantage sur le premier, il rend superflus les obstacles réprimants, l'élimination par la misère, le vice, la maladie ou la guerre, regardés comme indispensables par Malthus. Ici, ceux qui seraient de trop ne naissent pas. Comme si la nature avait horreur du vide, la demande du travail, l'abondance de la main d'œuvre évoque les hommes du néant et les appelle à l'existence. Mais si ce vide se trouve comblé d'une façon quelconque, par exemple par l'immigration d'ouvriers étrangers, l'appel à la fécondité cesse d'exister et le niveau de la natalité s'abaisse en conséquence.

Dans ce système, tout s'arrange pour le mieux et spontanément. Il porte le cachet de ce fatalisme optimiste qui, depuis la Restauration, a, pendant cinquante ans, entaché toutes les

conceptions des meilleurs esprits. Pour Comte comme pour Hégel, le progrès, le triomphe continu du mieux sont choses fatales dans l'histoire comme dans la nature. L'histoire de France en particulier a été toute entière refondue sous l'empire de ce préjugé philosophique et l'ouvrage de Guillard marque son invasion dans la sociologie. Il avait l'avantage de cadrer au mieux avec notre débilité morale, de dispenser d'effort, de volonté ou de pensée. Cette satisfaction systématique est un oreiller commode pour l'homme d'État qui ne veut que jouir du pouvoir à son profit personnel et pour l'écrivain ami de son repos [1], qui s'interdit de désirer autre chose que ce qui existe. En revanche ce n'est pas, tant s'en faut, une garantie de vérité.

Nous avons établi suffisamment à propos de Malthus que le bien-être ni « la richesse disponible » ne servent pas fatalement à grossir le chiffre des naissances. L'augmentation des subsistances profite à l'accroissement des jouissances et à l'entretien d'une aristocratie prodigue au moins aussi souvent qu'à l'accroissement de la population. Son aperçu sur la balance de la mortalité et de la natalité n'est point sans intérêt; mais il a regardé comme universel un fait qui est seulement général et qui ne se produit que sous plusieurs conditions. La France par malheur se trouva faire exception à la règle. Aussi tandis qu'il condamne l'émigration comme bonne à augmenter la misère, parce qu'elle exporte des hommes faits qui sont un capital et les remplace par d'autres qui, en naissant, ne sont qu'une charge, nous verrons le docteur Bertillon préconiser l'émigration sous le prétexte décevant qu'elle augmente les débouchés et active la natalité, ce qui non plus ne se produit pas toujours. Le fondateur de la démographie a fait comme les économistes : trop pressé

1. Tel n'était cependant pas le cas d'Achille Guillard, républicain militant, qui faillit être arrêté lors du 2 Décembre comme le docteur Bertillon.

d'émettre une solution définitive, il a lancé une proposition hasardée qui a besoin de restriction et surtout d'additions considérables pour s'adapter à la réalité des choses.

Le docteur Bertillon lui-même, tout en admettant la formule de Guillard, s'est vu obligé de l'élargir au point de la rendre méconnaissable. A ses yeux les influences qui agissent sur la natalité sont de deux sortes : elles sont d'ordre économique ou d'ordre moral.

Les questions d'ordre économique « se jugent par une question de subsistances qui les résume ou les domine ». Il essaye de les enfermer dans la formule suivante : « Dans un pays salubre, pour un même groupe ethnique et pour un même état mental, la population et par suite sa multiplication ou sa natalité tend à se proportionner à la quantité de travail productif et facilement disponible ou accessible pour le type humain étudié et pour un même degré de culture. »

Pour ce qui est des influences d'ordre moral, « leur raison est dans l'homme lui-même, dans son état mental ou physique. »

Guillard, on l'a vu, adoptait le principe de Malthus ; le docteur Bertillon, à son tour, adopte, d'une façon très explicite, le principe de Guillard. Chacun d'eux ne rejette des idées de son devancier que ce qui, par son caractère absolu, fait obstacle à l'extension qu'il juge indispensable de leur donner. On pourrait dire, en employant le langage de la philosophie hégélienne, que dans le développement historique de la théorie de population chaque système englobe le système antérieur et le supprime en le dépassant.

Les deux seuls mots que le docteur Bertillon consacre, sans autrement les développer, aux influences morales, ouvrent la porte à l'invasion d'un principe nouveau dont l'importance, proportionnée à celle de la civilisation, grandit avec elle jusqu'à effacer complètement les deux autres. Le

principe de Malthus peut convenir à la rigueur à une société où le seul but de la vie serait d'exister, celui de Guillard à une société où le seul but de la vie serait de produire. Mais il faudra de toute nécessité en trouver un autre convenant à ceux qui, dans une société, se donnent pour but de jouir, de dominer ou de valoir. Le premier s'applique donc aux bêtes et aux hommes vivant à la manière des bêtes, aux sauvages, par exemple, qui subsistent plutôt de ce qu'ils trouvent que de ce qu'ils produisent, et chez nous à la seule catégorie des mendiants de profession ou des hommes qui ne trouveraient point de travail à raison de la faiblesse de l'épargne sociale, comme il arrivait fréquemment au siècle dernier.

Le deuxième principe régit ceux qui font du travail et de la richesse le but de la vie, soit qu'ils ne puissent subsister qu'en travaillant, soit qu'ils fassent leur idéal de produire et d'accumuler. Pour ceux-ci, la question des débouchés est la grande préoccupation, et ils multiplient dans la proportion où ils en trouvent. Sous l'empire de ce principe, l'ouvrier de l'industrie, assuré, grâce à l'abondance du capital, de trouver toujours pour ses enfants du travail en quantité illimitée, voit sa fécondité se maintenir ou s'accroître. Par contre, l'emploi des machines a privé de débouchés nombre de petits bourgeois qui pouvaient prétendre à un rang moyen dans l'industrie et qui ne peuvent aujourd'hui devenir d'emblée maîtres de forge ou filateurs : cette révolution a abaissé parmi eux le nombre des naissances.

Mais le principe est sans application chez les sauvages qui n'ont ni capital ni travail régulier. Il n'est pas vrai surtout pour les civilisés, qui vivent principalement de leurs revenus, n'ont jamais un besoin immédiat de travail et dédaignent toujours pour eux ou pour les leurs la plupart des débouchés qui leur sont offerts. Ceux-ci n'ont d'enfants qu'autant qu'ils le veulent et leur fécondité est habituellement subordonnée

au souci de leur développement personnel soit en jouissances, soit en valeur.

Les deux premiers principes de population semblent inventés pour des hommes qui n'auraient que des corps. Mais les facultés supérieures réagissent constamment sur les inférieures et modifient leur fonctionnement. L'homme a l'instinct de la génération en commun avec l'animal; mais quand il épargne et travaille, cet instinct donne chez lui d'autres résultats que chez l'animal par rapport à la fécondité. Il en donne d'autres plus différents encore quand l'homme commence à avoir des loisirs, s'adonne à la science, à la politique et à l'art. Du moment où l'imagination et l'attraction de l'idéal entrent en scène, nous nous trouvons en présence d'un troisième principe de population qui supplante les deux autres et qui nous fournira l'explication du phénomène de la dépopulation en France.

CHAPITRE III

AVANTAGES D'UNE POPULATION NOMBREUSE

Égoïsme et fécondité. — L'amour et la guerre, fonctions héroïques. — Utilité pour une race de croître à la fois en nombre et en valeur individuelle. — Utilité au point de vue de la production industrielle. — Erreur des économistes, — exagérée par Fourrier. — Le travail conserve sa productivité tant qu'il reste de la terre et des capitaux disponibles. — Le maximum de productivité résulte de l'équilibre des trois éléments. — La population croissant augmenterait la richesse sociale. — Utilité de la fécondité au point de vue de la valeur morale, — de l'homme, — de la femme, — des enfants. — Autorité paternelle en raison du nombre des enfants. — Effets sur l'initiative individuelle, — sur le patriotisme, — sur la pureté et la résistance de la race. — Exemple des Juifs. — Force d'expansion de l'Europe. — Sa mission à l'égard des races inférieures est de les subalterniser. — Rôle restreint de l'armée. — Rôle considérable de l'émigration. — Exemple de l'hellénisme. — Quelle est la limite rationnelle de la population? — Difficulté du problème. — La réponse varie selon le but que l'on assigne à l'État. — But économiste et but idéaliste. — La faible quantité du travail utile nécessite une population considérable. — La France est au-dessous du chiffre désirable.

« Si nous pouvions nous passer de femmes, disait le censeur Métellus Numidicus, nous nous délivrerions de ce mal; mais comme la nature a établi qu'on ne peut vivre heureux avec elles ni subsister sans elles, il faut avoir plus d'égards à notre conservation qu'à des satisfactions passagères. »

Le Romain de la décadence qui, pour faire passer une loi sur le mariage, crut être spirituel, en le présentant comme un mal inévitable, ne montrait en somme qu'une portée d'esprit bien mesquine pour un homme d'État. Il parlait,

il est vrai, dans un milieu perdu de lâcheté, où l'homme se croyait habile en s'efforçant de ne vivre que pour son compte.

Mille fois plus rationnels dans leur bon sens spontané, la poésie et le peuple ont de tous temps pris pour objet de leurs chants l'amour et la guerre en les associant à tous les sentiments de joie, de vigueur, de noblesse et de fierté. La valeur guerrière, l'amour aveugle et fécond sont dans l'humanité les deux fonctions héroïques où l'individu sort de son égoïsme et se sacrifie pour la race.

Si l'homme avait sa fin en soi, comme le répète sans cesse un individualisme étroit et stérile, la production des moyens de subsistance, la juste répartition des richesses, puis la jouissance solitaire des fruits de son travail seraient à bon droit tout son souci. Mais la fin de l'individu est dans la famille, dans la patrie, dans l'humanité ; non en lui, mais en ce qui vaut plus que lui. Ce qui le prouve le mieux, c'est que l'homme, comme la plante, ne trouve son complet épanouissement que pour l'heure du renouvellement de la race. L'âge qui marque le plus glorieux développement de ses forces est en même temps celui où la nature le sollicite pour qu'il s'immole afin de perpétuer la collectivité dont il est membre. La floraison même de l'individu est un pacte avec la mort, un consentement tacite et involontaire à sa destruction personnelle.

Pourvu que la race soit assurée de son salut, de sa continuité et de son progrès, il a joué son rôle, il a docilement accompli le vœu de cette force inconsciente qui constitue le substratum commun dont les individus ne sont que des accidents.

Il faut pour qu'une nation progresse véritablement qu'elle croisse simultanément en deux sens opposés, il faut que les membres qui la composent augmentent en valeur person-

nelle; mais il faut aussi qu'ils augmentent en nombre. Si ce travail atteint son but, il devra créer la conviction que ces deux progrès doivent toujours se faire équilibre et que surtout le défaut du second entraîne toujours tôt ou tard l'absence du premier.

Quand, dans une nation, les circonstances sont telles que l'homme cesse de vouloir s'y reproduire, l'abandon d'un désir aussi essentiel que celui de la paternité ne peut tenir qu'à quelque vice profond dont l'influence directe ou indirecte ne se bornera pas là. On peut être certain qu'elle diminuera la valeur de l'homme et de la femme, ruinera lentement la famille et la nation et entravera même cette production des richesses à laquelle les économistes semblent vouloir tout sacrifier.

Dans l'antiquité, comme de nos jours, on a si souvent étalé les maux qui résultent d'une nombreuse population, qu'il ne sera pas inutile d'en faire voir les avantages.

Commençons d'abord par la production; en face de nous, nous retrouvons encore Malthus. « Si les subsistances, dit-il, étaient en quantité illimitée, la race humaine aurait recouvert la terre depuis de longs siècles; mais les subsistances sont le produit du travail et le travail ne peut se faire sans capital épargné. De la sorte, c'est la lenteur de la croissance de l'épargne qui aurait empêché les progrès de la population, tout ce qui entrave l'une entrave l'autre et c'est, en dernière analyse, l'économie qui produit les hommes. »

Il semblerait en vérité que, si la terre n'a pas plus d'habitants, c'est que dans les circonstances présentes, elle n'en comporte pas un seul de plus.

Formuler une pareille proposition, c'est la réfuter. Cependant Stuart Mill vient ici à l'appui de Malthus et, tout en gardant plus de réserve, professe que, si les ouvriers venaient à augmenter, chacun d'eux consommerait autant que ceux

qui existent actuellement et que, d'autre côté, la productivité de leur travail étant diminuée, leur condition serait nécessairement inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui.

Mais il se trompe. Ni la terre ni le capital ne sont près de manquer, et l'on peut dire sans exagération que l'un et l'autre sont certainement en quantité suffisante pour entretenir un nombre au moins triple de travailleurs.

Fourrier, que rien n'arrête, a dit en exagérant Malthus : « L'ordre combiné devra fixer sa population à un terme qui établisse superfluité habituelle et abandon d'une masse de bonnes productions. » Malthus n'était pas homme à envisager cette hypothèse, trop éloignée du domaine des possibilités pour qu'il y songeât. Mais on ne peut s'empêcher de le regretter : car étant donnés ses principes, elle l'eût embarrassé. Ce serait en effet un problème intéressant que celui de savoir si un pouvoir ultra despotique venant à limiter de propos délibéré la population d'un État à un nombre inférieur à celui qui serait permis par l'abondance des subsistances, celles-ci ne diminueraient point par le fait même, de façon à rétablir très promptement la proportionnalité dans un degré inférieur.

Examinons ce qui en est. Nous savons que le nombre des habitants d'un pays donné venant à s'accroître au delà de certaines limites, leur travail ne suffit plus à les nourrir : car si le travail des derniers venus égale celui des premiers, les deux autres éléments de la production, le capital et la terre, peuvent finir par faire défaut. Dans ces conditions, le travail perdra nécessairement une partie de sa puissance productrice et cette perte sera d'autant plus considérable que l'excès de la population sera plus grand.

Mais une société où l'on réduirait le nombre des habitants à un chiffre inférieur à celui que les subsistances permettent, serait évidemment, en vertu même de l'hypothèse, une société

où ni le capital ni la terre ne manqueraient. Ils y seraient au contraire, en excès. De sorte qu'en retranchant un certain nombre de travailleurs, on retrancherait une quantité correspondante de travail pleinement productif, autrement dit de richesses produites. Il se trouverait en disponibilité non des richesses sans emploi, mais du capital et de la terre improductifs.

En résulterait-il plus d'abondance dans la nation que nous imaginons? Oui, tout d'abord, pendant le temps nécessaire pour consommer les richesses produites par le nombre antérieurement plus grand des travailleurs; mais au bout de ce délai très bref, il n'en restera rien. Le fonds en excès ne tardera pas à être épuisé. Alors la proportion antérieure se trouvera rétablie entre une population diminuée et une production réduite également.

L'intérêt des travailleurs veut qu'il y ait du capital et de la terre disponibles, sans quoi leur travail se donnerait à vil prix et ils tomberaient dans la misère.

L'intérêt des possesseurs de capitaux et de terres veut qu'il y ait une grande demande de capital, c'est-à-dire beaucoup de travailleurs, beaucoup d'initiative et d'esprit d'entreprise, sans quoi l'intérêt du capital et la rente de la terre diminueraient en perdant une partie de leur productivité.

De là cette conséquence, que l'on pourrait formuler comme une loi : l'état le plus favorable à la production des richesses est celui où les trois éléments dont elle résulte, terre, capital et travail, sont en proportion exacte, de façon qu'aucun de ces trois facteurs ne soit oisif, même en partie. En retranchant arbitrairement ou, ce qui revient au même, en laissant périr quelque chose de l'un des trois, on détruit dans les mêmes limites la productivité des deux autres.

En conséquence, si la population se trouve en proportion excessive par rapport aux deux autres éléments, la pitié, nour-

rissant par l'aumône des travailleurs improductifs, diminue d'autant l'épargne.

Inversement, s'il se trouve qu'il y ait des capitaux et de la terre en disponibilité, le travail conserve la plénitude de sa productivité et l'épargne n'attend pour grandir que l'augmentation du nombre des travailleurs. La population, en augmentant, augmentera la richesse nationale. L'épargne nationale se composant de l'excès de la production sur la consommation, et chaque producteur y contribuant pour une légère fraction, plus il y aura de producteurs, plus cet excédent sera considérable.

Il ne cesserait d'en être ainsi que le jour où le nombre des ouvriers serait tellement énorme que la besogne leur manquerait faute de capital et de terre. Or les capitaux abondent, et indépendamment de la France qui pourrait nourrir une population beaucoup plus dense, nous avons l'Algérie qui a trois millions d'habitants et qui en comporte de douze à quinze.

Au seul point de vue de la richesse, nous avons donc tout intérêt à voir s'accroître la population. Chaque homme qui a manqué à naître a constitué pour la société une perte de valeur pécuniaire, une vraie perte de capital.

Mais la perte en valeur morale est plus grande. Ce n'est jamais impunément que l'homme fait violence à la nature et se soustrait au rôle qui lui est assigné. L'impulsion sourde et continue vers les joies et les devoirs de la paternité ne peut être indéfiniment contrariée sans préjudice pour cet équilibre de qualités morales qui composent le caractère. Sans s'arrêter à peindre les deux portraits moraux du père de famille et du célibataire, il suffit de remarquer combien le premier l'emporte par la prudence, la gravité habituelle, le goût du labeur calme et régulier. Le respect de ses enfants finit toujours par l'obliger à se respecter lui-même.

Les hommes même les moins estimables en ressentent une bonne influence, une impulsion moralisante vers la vie sérieuse et les pensées d'avenir. Au contraire, une société dans laquelle les célibataires ou les ménages sans enfants seraient en grand nombre n'aurait guère que des mœurs relâchées; les paradoxes de l'égoïsme y seraient à la mode, la frivolité en honneur, les esprits inquiets et vacillants, la retenue manquerait dans le langage, la suite dans la conduite, la fermeté dans les jugements. Ayant négligé la dignité naturelle qu'imprime à l'homme sa qualité de père, ne prisant que les agréments et les plaisirs de la jeunesse, tous voudraient s'immobiliser dans cet âge, sans songer qu'une telle immobilité ne peut constituer qu'un arrêt de développement. Ils retiendraient ainsi de parti pris les défauts propres à l'âge qu'ils voudraient paraître et les cumuleraient avec ceux de l'âge qu'ils auraient véritablement.

Ils ressembleraient par là à la société raffinée du XVIIIe siècle où l'on n'était jamais vieux et presque jamais père; mais où la futilité minait les caractères, où le vice usait la vie, où le méchant de Gresset devenait un type, l'adultère une élégance, les hontes de Rosbach, un texte à quolibets, le tout enfin une matière corrompue sous la poudre et le fard, bonne pour le tombereau de quatre-vingt-treize.

Tandis que l'œuvre du progrès, le souci de chercher des routes nouvelles et le soin de l'amélioration de la race incombent à l'homme, le soin de sa conservation suffit à lui seul pour absorber les femmes. Dès lors, si elles renoncent à la maternité, plus complètement détournées de leur fonction naturelle, elles sont aussi d'autant plus malheureuses et plus perverties. Dans toute société qui marche vers le progrès moral, la femme suit ou accompagne modestement. Dans toute société qui marche vers sa décadence, à peine la femme est-elle atteinte par la corruption, c'est elle qui précède

l'homme et se précipite en avant. Cela surtout quand la perte des mœurs est, comme il arriva vers la fin de la république romaine, accompagnée de la stérilité voulue. Alors totalement dévoyée, éperdue et sans but sur terre, elle court demander au vice l'extinction de forces dont elle n'a plus le débouché, d'une vie à laquelle elle ne trouve plus ni sens ni emploi.

La corruption, comme les liquides, cherche toujours son niveau. La partie de la nation viciée par la stérilité contribue pour sa part à former les idées et les mœurs générales. Elle est donc plus corruptrice à proportion qu'elle est plus nombreuse.

Si la paternité est pour l'homme et la maternité pour la femme une cause continuellement agissante de moralisation, un nombre élevé d'enfants est, pour la famille, la condition la plus efficace de la dignité et d'une bonne discipline.

C'est un fait d'observation journalière : les enfants peu nombreux font les parents faibles et les parents faibles rendent le plus souvent les enfants impertinents et capricieux.

Même docile, le fils unique connaît toujours mal le respect, car il lui manque la crainte d'une main énergique décidée au besoin à le contraindre. En pareil cas l'éducation pourra être morale, elle sera toujours molle et sans virilité. « Bah ! qu'importe, pourvu qu'il nous aime », et l'on s'étudie à trouver des noms agréables pour les défauts qu'on laisse croître. L'enfant sent d'instinct ses moyens d'action sur le père et la mère. De bonne heure son attitude devant le reproche le mieux fondé signifiera menace d'indifférence, et plus tard, quand il sera jeune homme, elle signifiera menace d'absence prolongée et de désaffection. Du jour où il a trouvé le secret de se faire acheter ses caresses ou sa présence, l'autorité paternelle est détruite, c'est l'enfant qui est le maître, le tyran, et il faut ajouter, un tyran auquel la justice est inconnue.

Que serait-ce donc, dira-t-on, si la famille comptait cinq ou six enfants pareils ? — Ce serait tout autre chose. En ce cas, les pleurs de la mère ne forceraient plus le père à chercher des biais humiliants pour faire la paix avec le révolté. Tous les frères se liguent naturellement avec les parents contre l'enfant en faute et plus ils sont nombreux, plus l'autorité paternelle a de force.

Dès l'enfance, ils sont faits à l'idée bienfaisante de compter sur eux-mêmes pour vivre ou pour parvenir à la fortune. Ils attendent à tout âge infiniment plus de leur initiative et de leur travail personnel, infiniment moins de la mort de leurs parents. Ici du moins la contradiction est atténuée entre l'intérêt et la piété filiale.

Les parents, de leur côté, ayant plus de charges et de préoccupations, seront contraints d'être plus fermes dans leurs légitimes exigences. Il arrivera, comme cela se produit chaque fois que l'homme est mis dans la nécessité de déployer son énergie pour accomplir son devoir, qu'ils en vaudront mieux eux et leur famille. Ils répugneront moins au besoin à un acte de juste sévérité : car perdant momentanément l'affection d'un enfant, ils auront toujours pour consolation celle des autres. En un mot, n'ayez qu'un enfant, vous êtes son esclave, ayez-en six, vous êtes leur maître.

Une puissante autorité paternelle présente deux avantages : elle prépare des citoyens plus soumis et plus fermes, des hommes doués de plus d'initiative. Si l'on ne considère qu'un sujet ou deux, le résultat peut paraître incertain ; au contraire, on ne peut guère craindre de se tromper en affirmant que cent hommes provenant de familles nombreuses auront presque infailliblement une valeur sociale supérieure à celle qu'ils auraient si chacun d'eux était fils unique.

L'honneur et la patrie ont parfois des exigences sévères.

S'ils en viennent à demander de sacrifier ou tout au moins d'exposer sa vie, il est naturel de penser que l'enfant idolâtré et adulé, qui a toujours vu sa conservation donnée pour but à ceux qui l'entouraient, soit moins courageux qu'un autre. Les impulsions provenant de sa famille seront en tout cas tout à l'opposé de l'héroïsme.

A n'avoir que des familles peu nombreuses, un État perdra donc de deux côtés à la fois : d'abord il aura moins de citoyens pour le défendre en temps de guerre, ensuite, ce qui est peut-être plus grave, il n'aura que des citoyens infiniment plus difficiles à transformer en soldats. Même au point de vue militaire, la bravoure n'est pas tout ; des qualités telles que l'endurance, l'habitude de compter sur soi sont pour le moins aussi précieuses ; or une armée qui, par impossible, se trouverait toute composée de fils uniques en serait vraisemblablement fort mal pourvue. Une famille nombreuse est la première école de la solidarité ; elle développe le dévouement qui fait le fond de l'esprit civique et militaire. Une vie isolée au milieu des attentions continuelles d'un père et d'une mère est une leçon ininterrompue d'égoïsme qui a duré vingt ans quand l'homme devient citoyen.

Plus assurée de résister à l'invasion armée de ses voisins, une nation où la population est très-dense est aussi plus capable de résister à l'infiltration pacifique de l'élément étranger. Au lieu de recevoir des immigrants, c'est elle qui exportera des colons.

Elle conservera ainsi son génie plus pur et plus homogène, par cela même plus vigoureux et plus fortement caractérisé. Une forte personnalité n'est pas moins nécessaire aux peuples qu'aux individus, et pour les premiers, la principale source en est dans la fécondité nationale qui les tient purs du mélange étranger.

C'est à force de fécondité que les Juifs, entre autres, sont

parvenus à maintenir la pureté de leur sang et de leur génie naturel et qu'ils ont pu tant souffrir sans que leur nationalité se soit perdue. On attribue cet effet à leur religion ; mais on oublie que la religion n'y a contribué qu'en mettant la fécondité en honneur. S'ils se sont montrés si attachés à leur culte, à leurs mœurs, à leur patrie, c'est qu'ils n'admettaient point que les étrangers s'établissent parmi eux et qu'il leur était interdit d'épouser des femmes étrangères.

Il n'y a point de place dans l'histoire pour une nation dépourvue d'une puissante individualité et point d'individualité pour une nation formée de détritus par les alluvions accumulées de l'immigration étrangère. Un peuple, comme une famille, comme une race animale, va s'accentuant dans son genre et fortifiant ses caractères propres, s'il parvient à se maintenir pur de mélange pendant un grand nombre de générations; mais il est évident qu'il ne peut repousser les apports du dehors que si lui-même est assez prolifique pour égaler la densité croissante des populations limitrophes.

Sans doute, dans une nation formée d'éléments hétérogènes, la fusion une fois faite, les aptitudes auront chance de se trouver plus variées et l'esprit, plus compréhensif; mais en attendant, la force de résistance contre l'ennemi, l'élasticité, le patriotisme, la solidarité seront moindres, parce que la cohésion sera plus faible. A un tel peuple, l'action politique et militaire deviendra bientôt impossible et, loin d'exercer aucune influence en dehors de ses frontières, ce sera lui qui subira celle de nationalités plus fortement trempées parce qu'elles sont plus homogènes et qui sont plus homogènes, je le répète, parce qu'elles sont plus prolifiques.

La colonisation de l'Océanie, la conquête et la subalternisation complète de l'Asie et de l'Afrique sont l'œuvre que le cours du temps présente à faire aux nations européennes :

leur grandeur dans l'histoire future de l'humanité sera proportionnelle à la fraction de cette tâche qu'elles auront su accomplir. Or quel pourra être le rôle d'une nation stérile, incapable d'exporter un seul homme sans le prélever sur une population déjà insuffisante ?

La France peut sans doute, avec ses armées, se tailler en Afrique, en Cochinchine ou au Tonkin un domaine colonial triple ou quadruple de son territoire. Mais si elle manque d'émigrants pour coloniser ou pour exploiter ses conquêtes, si tout s'y fait par voie militaire ou administrative, elle a manqué le but. L'armée n'a pour rôle que de briser la digue opposée par les gouvernements barbares à l'invasion de notre civilisation. Si cette invasion ne se fait pas, l'armée s'étonnera d'avoir à reconquérir sans cesse ce qu'elle aura conquis, et plus on réfléchira, plus il deviendra impossible de voir le fruit qu'on attend de si coûteux efforts. Car l'armée et, à sa suite, l'administration ne sont que des instruments de compression, seul l'élément civil apporte le ferment d'une activité nouvelle. C'est l'émigrant qui doit importer dans les pays nouveaux nos idées et nos mœurs. C'est lui qui doit amener les races arriérées à reconnaître notre incontestable supériorité scientifique. Par son exemple, plus efficace que toute prédication, il est le missionnaire qui prépare le monde à l'unité de civilisation.

Les écrivains qui, depuis le commencement du siècle, se sont alarmés de l'accroissement excessif de la population, auraient sans doute vu leurs inquiétudes se calmer, s'ils avaient jeté les yeux sur l'immensité de la tâche à accomplir. Ce qu'il faudrait se demander au contraire, c'est bien plutôt si la petite Europe pourra jamais, sans s'épuiser, parvenir à alimenter un courant d'émigration suffisant pour imposer son génie à des populations quatre fois plus nombreuses. En tout cas la France se trouve dès à présent, par le seul fait de

sa faible natalité, incapable d'aucune action durable sur les nations barbares.

Les cités grecques souffrirent, les unes de l'oliganthropie comme la France, les autres de l'excès de population qui les força à fonder des colonies. Qu'on se demande lequel de ces deux maux a été le plus préjudiciable à la civilisation grecque et au progrès de [l'humanité. Si l'oliganthropie eût été générale, l'hellénisme eût été un phénomène sans conséquence, comme une fleur double qui meurt sans graine. Grâce à ses colonies, dispersées dans tout le bassin de la Méditerranée, il s'est répandu sur notre occident comme un ferment incomparable d'activité cérébrale; en ce qu'il avait de meilleur, il est devenu indestructible.

Sans doute, il n'est nullement désirable que le globe soit dans son ensemble dix fois plus peuplé qu'il ne l'est, si cette augmentation de population devait se faire aux dépens du bien-être physique et du perfectionnement des facultés les plus élevées de notre nature. La France en particulier aurait dix fois plus d'habitants, c'est-à-dire trois cent quatre-vingts millions au lieu de trente-huit; mais ils vivraient uniquement de légumes et de pommes de terre, cantonnés chacun dans son champ, sans aspirations, sans autre instruction que l'instruction primaire ou quelque notion toute superficielle des connaissances plus élevées. Un tel état social n'est pas un idéal et nous dirons volontiers avec M. Leroy-Beaulieu que c'est plutôt un cauchemar.

D'un autre côté, si la France était réduite à un nombre dix fois moindre d'habitants, soit trois millions huit cent mille, il est évident qu'elle serait à la merci des États voisins, qui pourraient à leur gré la conquérir ou la démembrer, lui infliger des humiliations ou lui imposer des traités de commerce ruineux. En tout cas, les étrangers envahiraient un à un son territoire, le coloniseraient comme un pays désert;

ils s'y infiltreraient comme firent les barbares dans l'empire romain à la veille des grandes invasions, s'emparant peu à peu des emplois, des dignités, des commandements, usurpant la direction de toutes les branches de l'activité nationale ou plutôt se substituant à notre race épuisée et formant un nouveau peuple sur le même sol.

Entre ces deux extrêmes évidemment excessifs de population et de dépopulation, quel est donc le juste milieu? Existe-t-il une formule déterminant quel nombre de citoyens il est rationnel de désirer dans un État pour que tout y soit au mieux? Non. Ce nombre doit évidemment varier selon le temps, le pays et les circonstances. Mais pour qu'il fût possible de le déterminer d'une façon même très abstraite, il faudrait, chose encore plus difficile, que l'on s'entendît sur le but de l'État. En effet l'existence d'une société est déterminée par le but qu'elle poursuit; et sa forme, toutes ses qualités et manières d'être doivent être également déterminées par la nécessité de s'approprier à ce but. Un État doit désirer d'avoir le nombre de citoyens nécessaire pour accomplir la mission qu'il s'est assignée. Mais quel est le but que la raison lui prescrit de poursuivre? Sur ce point, la sociologie n'a point encore de solution, et les opinions philosophiques sont en désaccord.

Si l'on admettait, comme beaucoup le font d'une manière au moins implicite, que la société a pour but la plus grande somme de bien-être possible pour les individus, la formule serait à peu près celle-ci : proportionnalité entre la terre, le capital et le nombre des travailleurs, de façon que chacun de ces éléments de production reçoive son maximum d'activité.

Mais ce n'est là que la solution économiste de la question. Le problème reste entier, car le but de l'humanité n'est ni la jouissance, ni la consommation, ni la production. La

jouissance, le bonheur ne sont désirables et utiles au point de vue social qu'en tant que moyens nécessaires pour détendre les nerfs et les reposer, rendre à l'homme l'énergie créatrice. C'est la gorge chaude indispensable pour entretenir l'ardeur du limier. Mais le cerf poursuivi, c'est le vrai, le juste et le beau; en d'autres termes l'augmentation de valeur de l'univers, de la race et de l'individu.

Quel est donc le nombre d'habitants qui, dans un pays donné et à certaine date, assure le mieux le succès de cette chasse? Cela varie évidemment avec la richesse, l'étendue du territoire, l'effort à faire pour le défendre contre l'ennemi, de manière à y rester libre d'adopter telles lois que l'on désire, sans se préoccuper du mécontentement des États voisins. Cela varie plus encore avec l'organisation de la machine sociale, avec la quantité toujours colossale d'effort qui se perd en frottement et qui réduit à presque rien le travail utile.

Un million ou même deux cent mille Français, tous voués à l'œuvre du progrès scientifique, esthétique et social produiraient plus de résultats que trente-huit millions aujourd'hui. La nation telle qu'elle est et sans s'accroître en nombre pourrait certainement, si les richesses étaient moins inégalement réparties et les moyens de culture partout répandus, fournir dix fois plus de besogne ou même, l'exemple de la petite Grèce en fait foi, de résistance à l'ennemi. Dès lors à quoi bon désirer le maintien ou l'accroissement du chiffre de la population?

C'est d'abord que les individus, pour être moins nombreux, n'en valent pas plus. Nul ne sait le moyen d'augmenter artificiellement le génie, le courage, la beauté physique ou morale des unités sociales. Ensuite, il faut qu'il y ait du travail perdu, qu'il y ait des manœuvres, des gens appliqués à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, à la police, à

l'administration et à la défense nationale, en un mot aux mille besognes de second ou de troisième ordre. Enfin les enfants, les femmes, forment toujours les trois quarts d'une nation. Le nombre des citoyens auxquels il est loisible de se livrer sans réserve au soin d'augmenter leur valeur absolue ou relative ne peut jamais former qu'une très minime fraction de la nation. Encore cette fraction est-elle considérablement réduite par la paresse, les préjugés, le vice et le mauvais goût.

Il faut donc perfectionner l'organisme social de manière à le rendre plus productif de civilisation. Mais il faut encore que la nation soit assez nombreuse et puissante pour la défendre chez elle par les armes et la porter au besoin chez les autres peuples. Condition encore plus élémentaire, il faut qu'une nation possède toujours une population assez dense pour faire équilibre aux nations voisines, de sorte qu'elle ne puisse jamais en être ni conquise ni pénétrée.

Par malheur, la France actuelle est bien loin de répondre à ces exigences.

CHAPITRE IV

DÉCADENCE DE LA NATALITÉ EN FRANCE

I. — La population de la France actuellement et dans le passé. — Les progrès au XVIII[e] siècle, pendant la Révolution, l'Empire, la Restauration et depuis lors. — Population française ramenée au territoire actuel de la France. — Ralentissement progressif du taux de l'accroissement. — Progrès de la population dans les divers États de l'Europe. — Diminution graduelle de l'importance relative de la France parmi les grandes puissances. — Appréhensions pour l'avenir. — Diminution du chiffre absolu de la population sur une partie du territoire.

II. — Causes immédiates du faible accroissement de la population française. — Ce n'est pas l'excès de l'émigration sur l'immigration ; faiblesse de l'émigration, grand nombre des étrangers en France. — Décadence progressive de la natalité française ; diminution moindre de la mortalité ; affaiblissement de l'excès des naissances sur les décès. — Natalité et mortalité comparatives des divers États de l'Europe. — La France vient au dernier rang pour l'importance des excès de natalité. — Mortalité française excessive, natalité très insuffisante.

III. — Causes immédiates de l'affaiblissement de la natalité en France. — Ce n'est pas la diminution de la nuptialité. — Nuptialité à peu près stationnaire en France, satisfaisante comparativement à l'Europe. — Diminution progressive du nombre d'enfants par mariage. — Fécondité comparative des mariages dans les divers États de l'Europe. — Généralité du mal en France. — Différences de département à département. — Profonde individualité des cantons et des communes. — Exemples. — Variations de la natalité selon la classe sociale. — Exemples. — Variations selon l'habitat, parisien, urbain ou rural. — Nouvelle raison de craindre pour l'avenir.

Avant de procéder à la recherche des causes qui ont amené la crise actuelle de la population en France, il est indispensable de fixer un instant l'attention sur la gravité du mal. Il suffira du reste de rappeler en les interprétant des chiffres de toutes parts publiés.

D'après le *Journal officiel*, le recensement de 1881 accusait pour la France entière 37,672,048 habitants, c'est-à-dire une augmentation de 766,000 habitants sur le recensement de 1876. A son tour le dernier recensement opéré, celui de 1886, annonçait un chiffre de 38,218,903 habitants, c'est-à-dire une augmentation de 546,885 unités sur le précédent.

Tels étaient les résultats bruts. Pris en eux-mêmes, ils n'auraient rien dont on dût s'alarmer ou se féliciter outre mesure. Un accroissement annuel de 100,000 à 150,000 habitants est lent sans doute; cependant il pourrait sembler satisfaisant, s'il était uniformément réparti sur toute l'étendue du territoire, s'il tendait à se maintenir ou à s'augmenter au lieu d'aller en s'affaiblissant, et enfin s'il n'était infiniment moindre chez nous que dans les divers États rivaux qui nous entourent.

Mais comme la France n'est pas seule au monde et qu'elle n'a pas un accroissement relatif de population suffisant pour maintenir son rang en Europe; comme elle compte de nombreux départements où la population diminue et que l'accroissement total n'a lieu que par compensation; comme il est trop certain que la population, progressant de moins en moins vite, marche vers l'état stagnant et bientôt probablement marchera vers la décadence, cette question de la population ne peut constituer pour tout vrai citoyen qu'une source sans cesse renaissante d'inquiétudes et de patriotiques angoisses.

D'après l'estimation de Vauban, qui publia sa *Dixme royale* en 1707, la France comptait alors dix-neuf millions et demi d'habitants.

En 1762 suivant d'Expilly, elle en aurait eu un peu plus de 21 millions et demi.

D'après Messance, elle en aurait compté 23 millions en 1766.

En 1784, les évaluations de Necker lui en attribuaient 25 millions.

La période révolutionnaire, malgré la guerre civile et la guerre étrangère, fut, à cause sans doute des grandes espérances qu'elle éveilla, très favorable à la population. Le recensement officiel de 1801 en fixe le chiffre à 27,349,003 et alors même qu'il ne serait pas, comme on l'en accuse avec raison, inférieur à la réalité, l'augmentation aurait été de près de deux millions et demi en seize ans.

Preuve entre mille que les événements les plus désastreux pour le clergé et l'aristocratie sont ordinairement les plus favorables à la prospérité de l'État.

Le Consulat et le commencement de l'Empire furent encore une époque de progrès rapide. Le recensement de 1806 accuse sur le précédent une augmentation de 1,758,422 habitants, et quand bien même une partie devrait en être retranchée au profit de la période antérieure, il est certain que l'accroissement fut très notable à cette époque. La Révolution terminée faisait sentir ses heureux effets. Entre la paix d'Amiens et Austerlitz, la France, à l'apogée de la gloire et du succès, jouit d'une prospérité et d'une confiance dans l'avenir que le passé n'avait point connues et qui ne se retrouveront plus.

Les quinze années qui s'écoulent du recensement de 1806 à celui de 1821, attristées par des guerres sanglantes et la défaite finale, ne présentent ensemble qu'un progrès de 1,350,000 habitants environ.

De 1821 à 1826 l'accroissement est au contraire le plus considérable qu'ait offert aucune période quinquennale, près de 1,400,000. La France convalescente se remet de ses blessures ; encore chancelante, étonnée des chocs subis, elle se reprend à vivre et espérer.

Depuis lors les accroissements faibles alternent avec les

plus forts de période en période, mais avec une tendance marquée chez ces derniers à devenir ou plus rares, comme durant la période 1846-1856, ou moins satisfaisants.

Le tableau suivant présente les résultats des dénombrements officiels opérés de 1801 à 1886 :

DATES.	NOMBRES ABSOLUS.	DATES.	NOMBRES ABSOLUS.
1801.........	27,349,003	1851........	35,783,170
1806.........	29,107,425	1856........	36,039,364
1821.........	30,461,875	1861........	37,386,313
1826.........	31,858,937	1866........	38,067,064
1831.........	32,569,223	1872........	36,102,921
1836.........	33,540,910	1876..	36,905,788
1841.........	34,230,178	1881........	37,672,048
1846.........	35,400,486	1886........	38,218,903

Mais la France a varié dans son territoire. L'annexion de Nice et de la Savoie, entre le recensement de 1856 et celui de 1861, lui a donné environ 669,000 habitants nouveaux. La perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, entre les recensements de 1866 et de 1872, lui en a enlevé environ 1,600,000. De sorte que, pour rendre les recensements comparables entre eux on a dû les ramener au territoire actuel de la France.

Voici les résultats de ce travail d'après M. Loua :

DATES.	NOMBRES absolus.	NOMBRES proportionnels.	TAUX ANNUEL de l'accroissement pour 1000
1801.............	26,930,756	1,000	»
1821.............	29,871,176	1,110	5.4
1841.............	33,406,864	1,241	5.9
1861.............	35,844,902	1,331	3.7
1881.............	37,672,048	1,400	2.5
			4.9

Il résulte de ce tableau que l'accroissement de la population n'est pas seulement très lent, mais encore, ce qui est plus inquiétant, qu'il se ralentit progressivement.

Et pendant ce temps-là, les diverses nations de l'Europe voient toutes leur population grandir et multiplier à l'envi.

AUGMENTATION ANNUELLE GÉOMÉTRIQUE POUR 1000 HABITANTS[1].

		Pour 1000			
Grèce	1861-82	12.61			
Hollande	1859-83	10.23			
Danemark	1860-83	10.13			
Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.	1861-81	9.33	Angleterre et pays de Galles		13.20
			Écosse		10.19
			Irlande		6.83
Empire d'Allemagne.	1861-83	8.42	Saxe-royale		14.92
			Prusse		9.44
			Thuringe	1867-83	8.29
			Bade		7.26
			Bavière		7.10
			Wurtemberg		6.92
			Alsace-Lorraine.	1861-82	0.39
Belgique	1860-83	8.38			
Autriche	1860-83	7.69			
Suède	1860-83	7.69			
Norwège	1860-83	7.63			
Portugal	1861-78	7.03			
Italie	1861-84	6.99			
Suisse	1860-83	6.20			
Hongrie	1860-80	4.76			
Espagne	1863-83	3.31			
France	1861-81	2.52			

Ainsi, sous le rapport de l'accroissement de la population, l'on voit que c'est la France qui est de beaucoup la plus mal partagée.

Aussi depuis deux siècles sa place dans le monde civilisé va-t-elle se rétrécissant de plus en plus. En 1689, il n'y avait

1. Dr A.. Chevin, Histoire statistique de la population française (*Revue scientifique*, 12 juin 1889).

que trois grandes puissances en Europe, la France, la Confédération germanique et l'Angleterre : la France figurait pour près de deux cinquièmes dans la population de ces trois grands États.

En 1789, la Russie s'était élevée au rang des grandes puissances et comptait environ 25 millions d'habitants ; mais elle était en grande partie incapable d'utiliser ses forces, et la France, avec une population égale, était encore la première puissance du monde civilisé. Sans l'enthousiasme pour la raison et la liberté, il est certain que la Révolution n'eût jamais triomphé de l'Europe coalisée ; mais la supériorité relative de la population d'alors fut un des éléments du succès qu'il n'est pas permis d'oublier. La France comptait alors pour 28 p. 100 dans la population totale des grandes puissances.

En 1815, la Prusse est parvenue au rang de grande puissance et l'importance relative de la population française n'est plus que de 20 pour 100.

Enfin à l'heure actuelle, si l'on tient compte des États-Unis et de l'Italie, la population proportionnelle de la France parmi les grandes puissances n'est plus que de 11 p. 100. La Russie, l'empire d'Allemagne, les États-Unis, nous dépassent en population, l'Autriche nous égale à peu près. La Grande-Bretagne, dont le sol, comme le nôtre, est entièrement occupé depuis des siècles et qui n'a cessé d'envoyer des émigrants en Amérique, en Australie, en Nouvelle-Zélande, a vu, malgré cette énorme exportation d'hommes qui peut être évaluée à plus de dix millions de têtes, sa population s'élever en moins d'un siècle de douze millions à trente-six : nous pouvons compter qu'avant vingt ans elle nous dépassera. L'Italie, qui n'était jadis qu'une « expression géographique » forme désormais sur nos flancs une nation très dense et très ambitieuse de 29 millions d'hommes.

Que le taux actuel de l'accroissement de la population se maintienne chez les diverses puissances de l'Europe, et dans moins d'un demi-siècle les Français ne formeront plus que 7 p. 100 parmi la population des grandes puissances C'est-à-dire que, porte-drapeau de la République et de la libre pensée, la France sera à la merci de l'Europe monarchique et réactionnaire. Tel est l'avenir inéluctable, à moins que nous ne sachions étudier notre mal, trouver les remèdes encore inconnus, les appliquer avec courage, et exercer enfin sur nos destinées une action modificatrice infiniment plus énergique et plus profonde qu'aucun peuple ne l'a jamais fait en aucune circonstance de son histoire.

S'il fallait une preuve que le lent accroissement de notre population est non seulement un péril, mais bien réellement un cas de pathologie sociale, on la trouverait dans l'inégale répartion du faible excédent que nous avons constaté. Sur quatre-vingt-sept départements, il y en a encore cinquante-sept où la population augmente; mais dans les trente autres elle diminue non seulement relativement, mais absolument. De 1841 à 1881, le Var, les Basses-Alpes, le Lot-et-Garonne, le Jura, la Meuse, l'Orne, l'Eure, le Calvados et la Manche ont perdu plus de 10 p. 100 de leur population. En dix ans, de 1876 à 1886, la Normandie a perdu, malgré la fertilité de son sol et les progrès de sa richesse économique, malgré l'existence de deux grands centres comme le Havre et Rouen, 47,104 habitants. Les départements voisins, la Sarthe, la Mayenne, l'Eure-et-Loir, suivent le même mouvement. Les Vosges, la Haute-Marne, la Haute-Saône, la Côte-d'or, Vaucluse, les Hautes-Alpes, la Savoie, Tarn-et-Garonne, le Gers, les Hautes-Pyrénées, l'Ariège, les Basses-Pyrénées sont à des degrés divers atteints du même mal. Ce sont les départements pauvres, qui sont en progrès. De 1876 à 1886, la Bretagne seule a gagné 107,271 habitants.

La cause immédiate de la faiblesse de l'accroissement de notre population est facile à trouver. L'État ne peut acquérir de citoyens que par trois voies : la natalité, l'immigration et l'annexion politique; il ne peut en perdre que par trois autres voies : la mortalité, l'émigration ou la conquête étrangère.

Nous avons tenu compte précédemment des modifications dues à l'annexion volontaire de Nice et de la Savoie, ainsi que de celles qui résultent de l'asservissement par l'Allemagne des 1,600,000 citoyens français habitant l'Alsace-Lorraine. La cause de l'appauvrissement social doit donc résulter, soit de l'excès de la désassimilation par émigration ou mortalité, soit de l'insuffisance de l'assimilation par immigration ou natalité.

Il faut écarter l'explication qui résulterait d'un excédent de l'émigration sur l'immigration. On sait que la France exporte fort peu d'émigrants et reçoit au contraire un nombre de plus en plus considérable d'immigrants. Les Français d'aujourd'hui ont très peu l'esprit d'aventure, ils n'ont ni le goût, ni la nécessité d'aller s'établir en dehors de leur pays. En 21 ans, de 1854 à 1875, l'émigration française a été seulement de 60,245 individus, soit moins de 3,000 par an. Par contre, l'immigration, qui est sans importance dans les autres pays de l'Europe, prend en France des proportions qui devraient puissamment contribuer au rapide accroissement de la population. Comme les pays neufs de l'Ouest américain, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, notre vieux sol reçoit un courant continu d'immigrants par toutes ses frontières. Les Belges, les Allemands, les Italiens, les Anglais, viennent en nombre chaque jour croissant s'établir soit à Paris, soit dans les départements les plus voisins de leur pays d'origine. C'est au recensement de 1851 qu'on a commencé pour la première fois à les compter à part. Le tableau suivant donne

leur nombre à chacun des recensements et leur proportion pour 1,000 Français :

DATES.	NOMBRE DES ÉTRANGERS en France.	PROPORTION pour 1000 Français.
1851	378.561	10.58
1861	497.091	13.29
1866	635.495	16.50
1872	723.507	18.40
1876	801.751	21.70
1881	100.000	26.70
1886	1.115.214	30.00

« La population étrangère croît sur notre sol treize fois plus vite que l'élément indigène, de telle sorte que, si cela continue, dans cinquante ans la France comptera dix millions d'étrangers[1]. » Ils fournissent plus du cinquième de l'accroissement de population qui s'est produit entre les deux derniers recensements. Leur peu d'empressement à se faire naturaliser, l'hostilité sourde et parfois ouvertement déclarée d'une partie d'entre eux, tendront sans doute de plus en plus à en faire un embarras, un danger. Le législateur ne tardera pas de se trouver dans la nécessité soit de leur fermer les portes de la France, soit, en les leur laissant ouvertes, de leur imposer dans un certain nombre de cas le service militaire et la naturalisation. Mais quelle que soit l'opinion qui prévale à cet égard, il est du moins certain que, si la population française ne s'accroît que trop lentement, la cause n'en est point attribuable, tant s'en faut, à l'excès de l'émigration sur l'immigration.

Il ne reste plus qu'à la chercher dans le rapport du nombre des naissances à celui des décès.

Le tableau ci-dessous (A) exprime l'histoire de la natalité,

1. Dr J. Rochard, *Revue scientifique*, 1887.

de la mortalité et de leurs différences depuis le commencement du siècle jusqu'en 1886.

TABLEAU A. — FRANCE ENTIÈRE.

Pour 1000 habitants combien de naissances et de décès chaque année.

PÉRIODES.	NATALITÉ.	MORTALITÉ.	EXCÈS de natalité.
1801-1810	32.9	28.6	4.3
1811-1820	31.75	26.07	5.68
1821-1830	30.6	24.8	5.8
1831-1840	28 8	24.65	4.15
1841-1850	27.3	23.2	4.1
1851-1860	26.08	23.72	2.36
1861-1870	26.4	23.4	3.0
1871-1880	25.6	23.8	1.8
1881	24.9	22.0	2.9
1882	24.8	22.2	2.6
1883	24.7	22.2	2 5
1884	24.7	22.6	2.15
1885	24.3	22.1	2.24
1886	23.9	22.5	1.4

On voit que la natalité française au XIXe siècle est allée constamment en décroissant par une marche lente et régulière.

De la décade 1801-1810, où la natalité s'élevait à 32,9, jusqu'à l'année 1886, où elle tombe à 23,9, la diminution est de 9 pour 86 ans, c'est-à-dire à peu près un pour mille tous les dix ans en moyenne. Cette diminution se répartit ainsi : de la première à la deuxième période, 1,15; de la deuxième à la troisième, 1,05; de la troisième à la quatrième, 1,8; de la quatrième à la cinquième, 1,5; de la cinquième à la sixième, 1,22; de la sixième à la septième, 0,32; de la septième à la huitième, 0,8; de la huitième à la neuvième, en six ans, 1,7.

Quelque période que l'on considère, elle accuse toujours moins de naissances que la précédente et plus que la suivante. Il n'y a d'exception que pour la seconde décade du second Empire, qui est en très léger progrès sur la décade

antérieure. La décadence, déjà très active sous la Restauration, s'est accélérée sous le gouvernement de Juillet, s'est momentanément arrêtée sous le second Empire, pour reprendre une marche lente pendant les dix premières années de la République; elle est dans la dernière période étudiée plus rapide qu'elle ne l'ait jamais été.

Cette diminution, par la faiblesse de ses oscillations, présente tous les caractères d'un phénomène permanent; prise en elle-même, elle doit être considérée comme très importante, puisqu'elle s'exprime par une fraction comprise entre un tiers et un quart du chiffre initial de la natalité.

Dans la première décade du siècle, la mortalité française était de 28,6. Si elle était restée depuis lors fixe à ce taux élevé, il y aurait maintenant cinquante ans et plus que le chiffre annuel des décès dépasserait celui des naissances.

Heureusement, la mortalité, elle aussi, a diminué considérablement. Entre le chiffre le plus haut, 28,6, et le plus bas, 22,0, pour l'année 1881, dont à la vérité la faiblesse est exceptionnelle, la différence est de 6,6. La mortalité a donc décru moins vite que la natalité. Il faut ajouter qu'elle a décru aussi d'une manière bien moins régulière. La première décade, correspondant aux guerres de Napoléon Ier, dépasse la seconde de 2,53, et celle-ci qui comprend encore cinq années de guerres, dépasse la troisième de 1,27. De 1820 à 1840, la mortalité est à peu près stationnaire à 24,8 et 24,65. De la quatrième à la cinquième décade, elle s'abaisse brusquement de 1,45, puis elle reste de nouveau stationnaire ou même en léger progrès pendant quarante ans. Elle ne commence à s'abaisser de nouveau d'une manière assez sensible que pendant les six dernières années de la période étudiée.

Les excédents des naissances sur les décès ont atteint leur maximum pendant la période de la Restauration. De 1821 à 1830, ils s'élèvent à 5,8. Sous le gouvernement de Juillet, ils

tombent à 4,1 ; sous le deuxième Empire à 2,36 et 3 ; sous la République, à 1,8 d'abord, pour se relever ensuite quelque peu à 2,5 environ, par l'effet de l'abaissement de la mortalité. En 1886, cet excédent n'était que de 1,4 pour 1000 habitants, le chiffre le plus faible qui se soit jamais produit dans l'ensemble du pays.

C'est à cette diminution continuelle des excédents de natalité sur la mortalité, qu'est due la faiblesse de l'accroissement de la population française. Ce phénomène est en partie attribuable à la mortalité qui ne diminue pas assez vite ; mais pour la plus grande part à la natalité, qui décroît beaucoup trop.

Le tableau B ci-dessous permet de comparer en France et dans les divers États de l'Europe la proportion pour mille habitants des naissances, des mariages et des décès, ainsi que l'excédent des naissances sur les décès :

TABLEAU B.

Pour 1,000 habitants combien de mariages, naissances, décès dans les principaux États de l'Europe en 1882 ou 1883.

ÉTATS.	NUPTIALITÉ.	NATALITÉ.	MORTALITÉ.	EXCÈS de la natalité.
Russie d'Europe.	8.4	48.4	35.1	13.3
Gouvernement de la Vistule......	7.9	38.5	25.8	12.7
Hongrie.........	10.2	43.9	36.6	7.3
Autriche........	7.8	38.2	31.1	7.1
Italie...........	7.5	36.9	27.4	9.5
Prusse..........	7.9	36.3	25.1	11.2
Bavière.........	6.6	36.2	28.5	7.7
Pays-Bas........	7.1	35.1	20.6	14.5
Angleterre.......	7.7	33.7	19.6	14.1
Suisse...........	6.8	32 5	20.3	12 2
Norwège........	6.6	30.8	17.0	13.8
Belgique.........	6.7	30.5	20.8	9.7
Suède...........	6.3	29.3	19.2	10.1
France..........	7.5	24.7	22.2	2.5
Irlande.........	4.3	23.6	19.2	4.4

Le premier fait qui frappe tout d'abord c'est que, à la date indiquée, la France était, de tous les États examinés, celui chez lequel l'excès des naissances sur les décès s'abaissait au chiffre le plus faible.

Bien que notre mortalité française ait, comme on l'a vu, considérablement diminué depuis le commencement du siècle, elle est encore beaucoup trop élevée eu égard aux avantages de tout ordre dont jouit la France et qui devraient concourir à l'abaisser. Si l'on considère la douceur et la salubrité du climat, l'aisance généralement répandue, la fertilité du sol et la variété de ses productions ; si l'on se rappelle que ce sont surtout les décès des enfants du premier âge qui grossissent le chiffre de la mortalité générale et que la France a proportionnellement moins d'enfants qu'aucun autre peuple, il y a lieu de s'étonner qu'elle n'ait point la mortalité de beaucoup la plus faible de l'Europe. Pour elle, la mortalité normale devrait être de 14 à 15 décès par an et par 1,000 habitants.

Mais au lieu d'être au premier rang sous ce rapport, elle ne vient qu'au neuvième. C'est la Norvège, en dépit de son climat si froid et si brumeux, qui vient au premier avec 17 décès par 1,000 habitants. La Suède, encore plus glaciale, la pauvre Irlande et l'Angleterre (cette dernière à la vérité moins bien placée si l'on embrassait une période plus longue) viennent au deuxième rang et présentent de 19 à 20 décès. La Suisse, la Hollande, la Belgique viennent ensuite avec des quotients variant de 20 à 21. Tous ces pays, malgré l'infériorité évidente du terroir et des conditions climatériques, et même pour quelques-uns malgré l'infériorité de la situation économique, payent chaque année un moindre tribut à la mort que ne fait la France.

Il est vrai, que la Prusse, la Pologne russe, l'Italie et la Bavière ont de 25 à 29 décès pour 1,000 habitants ; l'Autriche,

la Russie et la Hongrie de 31 à 37. Mais ces États offrent par contre une natalité énorme.

La natalité russe, de 48,4, est presque le double de celle de la France en 1883; elle serait plus que double, si on la comparait avec notre natalité de 1886. La Russie est essentiellement un pays de viriculture et d'agriculture extensives, la Hongrie, la Pologne russe et même les États slaves de l'Autriche, qui présentent de 44 à 38 naissances pour 1,000 habitants, sont en partie dans le même cas et fort arriérés. L'Italie, la Prusse, la Bavière et les Pays-Bas forment un second groupe présentant des natalités variant de 35 à 37.

L'Angleterre, la Suisse, la Norvège, la Belgique et la Suède ont annuellement de 29 à 34 naissances pour 1,000 habitants. Ces États ont conservé, malgré une civilisation très intensive et, en apparence, fort semblable à la nôtre, une natalité à peu près équivalente à la natalité française durant la première décade du siècle. D'après le tableau ci-dessus, un groupe de faibles natalités est formé par la France et l'Irlande avec des natalités respectives 24,7 et 23,6. On pourrait y joindre en outre quelques-unes des parties les plus anciennement colonisées des États-Unis, tels que le Vermont, le Rhode-Island, le Massachusetts où la natalité est des plus faibles. Mais il faut remarquer que, si, au lieu de prendre la natalité d'une seule année, on prenait la natalité moyenne des 20 dernières années, on obtiendrait 26,4 naissances pour 1,000 habitants pour l'Irlande, et pour la France 25,3 seulement. Nous prendrions place sous ce rapport au dernier rang des nations.

Des quinze États figurant au tableau B, c'est peut-être la Norvège qui se trouve présentement dans l'état démographique le plus enviable. Non qu'elle offre le plus fort excédent des naissances sur les décès, car il n'est chez elle que

de 13,8 pour 1,000 habitants; mais il tient surtout à la faiblesse exceptionnelle de sa mortalité. Or, un excédent de natalité provenant de cette cause est toujours beaucoup plus avantageux qu'un excédent égal ou même légèrement supérieur dû à l'exubérance de la natalité. Les Pays-Bas, avec un excédent de 14,5, se présentent également dans un état de santé florissante, aussi bien que l'Angleterre avec 14,1, soit 12 environ, pour une période plus longue. La Suède avec 10,1, la Prusse avec 11,2, la Suisse avec 12,2, la Pologne avec 12,7 se trouvent, elles aussi, dans d'excellentes conditions. A la vérité, la Russie présente un excédent de naissances plus considérable que ces divers États; mais elle le doit à son énorme natalité; la mortalité reste infiniment trop considérable. Il est inévitable qu'un grand nombre de ces naissances donnent lieu seulement à des vies éphémères qui, loin d'ajouter à la vigueur de la nation, ne sont pour elle qu'une cause d'épuisement. Ainsi en est-il à plus forte raison de la Hongrie, qui, avec une natalité moindre que celle de la Russie, présente cependant une mortalité de 36,6 pour 1,000 habitants, la plus considérable de l'Europe, et n'a qu'un excédent annuel de 7,3 naissances sur les décès. Malgré sa grande natalité, la Hongrie présente un état démographique assez médiocre, et celui de l'Autriche n'est guère préférable.

Mais le pire de tous est de beaucoup celui de la France L'excédent annuel des décès sur les naissances, qui n'y est plus, d'après le tableau comparatif ci-dessus, que de 2,5, la place bien au-dessous des moins prospères entre les États civilisés.

Et cet excédent, nous l'avons déjà dit, n'est pas le dernier terme de la décadence : en 1886, il n'était déjà plus que de 1,4. Demain, la lente évolution commencée, il y a plus de soixante-dix ans, poursuivant son cours avec son impla-

cable régularité, nous touchons à l'équilibre des naissances et des décès ; dans quelques années nous aurons pour tout l'ensemble du territoire un excédent des décès sur les naissances.

A quoi tient cet affaiblissement de la natalité?

Il peut tenir à deux causes : soit à la diminution du nombre des mariages, soit à la diminution du nombre des enfants par mariage.

Le tableau ci-dessous C donne la nuptialité et le nombre des naissances par mariage en France depuis le commencement du siècle :

TABLEAU C. — FRANCE ENTIÈRE.

I Combien de naissances pour 1,000 habitants?		II Pour un mariage célébré, combien de naissances constatées?			
DATES.	NUPTIALITÉ.	DATES.	ENFANTS par mariage.	DATES.	ENFANTS par mariage.
1801-1810	7.78	1800-1815	3.93	1870-1875	2.94
1811-1820	7.92	1816-1830	3.73	1876-1881	3.09
1821-1830	7.76	1831-1835	3.48	1881	3.11
1831-1840	7.94	1836-1840	3.25	1882	3.06
1841-1850	7.93	1841-1845	3.21	1883	3.08
1851-1860	7.88	1846-1850	3.11	1884	3.04
1861-1870	7.9	1851-1855	3.10	1885	2.91
1871-1880	8.0	1856-1860	3.03	1886	2.95
1881-1885	7.5	1861-1865	3.08	1887	2.96
		1866-1869	3.02		

On voit que la nuptialité française a quelque peu décru dans ces dernières années; mais, depuis quatre-vingts ans, elle était à peu près stationnaire entre 7,8 et 8, c'est-à-dire à un taux suffisamment élevé. On peut juger de cette élévation par la comparaison avec les nuptialités actuelles (1882 ou 1883) chez les principales nations de l'Europe :

TABLEAU D.

Combien de mariages pour 1,000 habitants dans chaque pays.

ÉTATS.	NUPTIALITÉ.	ÉTATS.	NUPTIALITÉ.
Hongrie	10.2	Pays-Bas	7.1
Russie	8.4	Ecosse	7.0
Gouv. de la Vistule	7.9	Suisse	6 8
Prusse	7.9	Belgique	6.7
Autriche	7.8	Norwège	6.6
Angleterre	7.7	Bavière	6.6
France	7.5	Suède	6.3
Italie	7.5	Irlande	4.3

Parmi les seize États qui précèdent, la France occupe le septième rang pour sa nuptialité, qui est égale à celle de l'Italie. Elle est légèrement dépassée par l'Angleterre, l'Autriche, la Pologne et la Prusse, un peu plus sensiblement par la Russie et beaucoup par la Hongrie, dont la nuptialité de 10,2 est tout à fait phénoménale. Mais elle laisse derrière elle les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, la Norvège, la Bavière et la Suède, qui avec leurs nuptialités médiocres, n'en ont pas moins une natalité beaucoup plus forte que la sienne. L'Irlande n'a que 4,3 mariages pour mille habitants ; mais cela ne tient pas au peu de goût des Irlandais pour le mariage, c'est simplement un effet de la composition de la population, qui, par suite de l'émigration des adultes, renferme une proportion tout à fait inusitée d'impubères. Du reste, cette nuptialité si faible suffit encore à l'Irlande pour avoir une natalité générale supérieure à la nôtre.

Par son rang actuel comme par le chiffre élevé qu'elle a présenté régulièrement pendant si longtemps, on peut juger que la nuptialité française est satisfaisante. La propension au mariage n'a diminué que peu et depuis peu d'années. Des deux facteurs d'une natalité décroissante, celui-ci est à

peu près stable. Il faut donc que ce soit la fécondité des unions qui ait décru. Un simple coup d'œil sur la seconde partie du tableau C suffit pour prouver que c'est en effet ce qui s'est produit.

Depuis le début du siècle, le nombre des naissances pour un mariage est allé sans cesse en décroissant. De 3,93 sous le premier empire, il est tombé en 1887 à 2,96, en diminution de 0,97, soit un quart environ de son chiffre initial. La décadence a été beaucoup plus rapide dans la première moitié de la période que nous embrassons, puisque de 1800 à 1841 la diminution est de 0,72. De 1860 jusqu'aujourd'hui la décadence, entremêlée de quelques reprises, a subi plus d'oscillations que dans le passé. En 1876-1881, le nombre des naissances pour un mariage était encore de 3,09. Aujourd'hui (1887), il n'est plus que de 2,96.

C'est encore une fois par la comparaison de ce qui se passe à l'étranger que nous pouvons apprécier la faiblesse alarmante de ce chiffre.

La Russie, toujours en tête de l'Europe pour la fécondité, compte 4,7 naissances légitimes par mariage. L'Irlande compte 4,8 naissances par mariage; l'Espagne et l'Italie 4,5, la Suède et la Norvège 4,3 ; les Pays-Bas et la Prusse 4,1 ; l'Autriche 4 et l'Angleterre 3,9.

Voici donc les deux résultats de cette étude. Il est démontré mathématiquement : 1° que c'est de l'insuffisance de notre natalité que résulte le faible accroissement de la population française; 2° que l'insuffisance de notre natalité tient elle-même non à la diminution du nombre des mariages, mais à la diminution du nombre des naissances par mariage.

C'est dans toute l'étendue de la France que la natalité subit depuis le commencement du siècle cet abaissement graduel. Si l'on fait exception pour quelques points privilégiés jusqu'ici restés indemnes, la décadence est générale et, dans les

pays où le nombre des naissances est depuis longtemps déjà inférieur à celui des décès, il tend à le devenir de plus en plus. « Que la natalité soit forte comme dans la Nièvre[1] ou faible comme dans Lot-et-Garonne, elle va s'atténuant à peu près également pour tous les départements, de sorte que la natalité change vainement d'une période décennale à la suivante; comme ce changement se fait à peu près également en chaque département, la succession de ces départements rangés par ordre de natalité n'est que très légèrement modifiée. C'est là un signe de la généralité des causes qui président à ce mouvement. »

Cette quasi universalité du mal est un point de la plus haute importance dont il faut se souvenir sans cesse quand on en cherche l'explication. Cependant il est très inégalement répandu sur la surface du territoire. Pour ne prendre que l'année 1887, la natalité générale française oscillait depuis 15,1 pour le Gers; 15,7 pour Lot-et-Garonne; 17 pour Tarn-et-Garonne; 17,2 pour l'Orne, jusqu'à 34,3 dans le Finistère; 30,7 dans la Lozère et la Seine-Inférieure, 30,5 dans le Morbihan et la Corse. Entre le département le plus fécond et celui qui l'était le moins, la différence était de plus du double.

L'individualité des départements se complique d'une individualité pour le moins aussi puissante des communes. Dans les départements les plus féconds, il arrive souvent que certaines communes présentent une natalité extrêmement faible ou régulièrement décroissante, non pas accidentellement et pour une seule année, mais pendant des périodes de vingt, trente, cinquante ans et davantage. C'est ainsi que dans un département aussi fécond que les Côtes-du-Nord, la petite île de Bréhat présente seulement (décade 1873-1882) une nata-

1. Dr Jacques Bertillon, *Annales de démographie*, 1877, p. 49.

lité de 20,8 et Paimpol 22,3, tandis qu'à quelques kilomètres de là, dans le même canton, la grande commune de Plouezec compte 30,6 naissances pour 1000 habitants. Les neuf communes du canton s'échelonnent entre ces deux extrêmes. C'est-à-dire qu'une vingtaine de mille habitants répandus sur quelques lieues carrées nous offrent le spectacle inattendu de neuf petites sociétés présentant tous les états intermédiaires, depuis la décrépitude oliganthropique jusqu'à la santé florissante. Ces communes ont cela de commun qu'elles ont vu toutes leur natalité diminuer depuis le commencement du siècle, mais elles diffèrent énormément par la rapidité avec laquelle le mal s'y est propagé.

Inversement, il est très facile de trouver, dans des départements exténués de vieille date par l'abaissement de la natalité et l'excès des décès sur les naissances, des communes qui ont conservé leur fécondité ou qui même, l'ayant perdue il y a plus d'un siècle déjà, l'ont vue se relever depuis vingt ou vingt-cinq ans. On peut citer comme exemple le canton d'Isigny (Calvados).

De 1779 à 1782, sur 25 des paroisses qui ont contribué à former ce canton, 4 avaient moins de 15 naissances pour 1,000 habitants, 6 avaient une natalité allant de 15 à 20; 10 avaient une natalité allant de 20 à 25; enfin 5 une natalité allant de 25 à 30,7. Cette faiblesse de la natalité s'est maintenue, sauf pour deux ou trois communes, pendant soixante-dix ou quatre-vingts ans. Puis, dans la dernière et l'avant-dernière décades, alors que la contagion envahissait non seulement le Calvados tout entier; mais en outre toute la basse Normandie, l'Eure, la Sarthe, la Mayenne et les départements voisins, un phénomène social absolument imprévu se produisait dans ce canton : le relèvement spontané de la natalité par la fécondité exubérante de la fraction la plus pauvre de la population.

C'est ainsi que, par exemple :

Cricqueville, commune de 418 habitants en 1886, après avoir connu des natalités de 16,7 (décade 1802-1813), compte (décade 1863-1873) 28 naissances pour 1,000 habitants et (décade 1873-1883) 34,9.

Englesqueville (394 habitants), après avoir eu des natalités de 17,3 dans la première décade du siècle et de 15,8 en 1843-1853, se relève pendant les deux dernières à 28,9 et 28,8.

Osmanville (491 habitants), après avoir eu une natalité de 23,8 en 1853-1863, remonte brusquement à 35,1 en 1863-1873 et se maintient à 31,9 pendant la décade suivante.

Maisy (601 habitants), qui avait une natalité de 21,4 en 1802-1813, de 22,5 en 1843-1853, de 23,5 en 1853-1863, remonte pendant le cours des deux décades suivantes à 29,9 et à 35,3, dépassant le niveau des plus hautes natalités moyennes présentées par nos départements les plus féconds.

Ce résultat est dû à l'existence dans ces communes et dans celles qui les bornent immédiatement d'un véritable prolétariat agricole. Tandis que l'oliganthropie continue ses ravages dans toutes les familles riches ou simplement aisées, les familles d'ouvriers, vivant au jour le jour sans souci du lendemain, s'accroissent à l'envi, et, d'autre part, les naissances naturelles forment une portion de plus en plus considérable de la natalité générale. Pendant les dix années écoulées de 1875 à 1884, on compte pour 100 naissances de toute nature mort-nés compris.

Dans	3	communes	de 31.7 à 34	naissances naturelles.
—	3	—	de 25.6 à 27.6	— —
—	7	—	de 20.0 à 21.3	— —
—	6	—	de 15.0 à 19.6	— —

Par contre, les naissances naturelles sont de moins de

10 p. 100 dans trois communes du même canton et même de 6 p. 100 seulement dans la commune maritime de Grand camp.

Il fallait citer ces exemples, que l'on pourrait accompagner d'une infinité d'autres, pour faire comprendre à quel point, dans un même département, la population peut différer dans tous les modes de son activité vitale.

J'ai montré ailleurs[1] qu'une distance de quelques lieues suffisait parfois à mettre entre les familles enfermées dans une même île plus de différences démographiques que les siècles et l'histoire, la religion, la langue, les mœurs et les institutions politiques n'en mettent entre la France et l'Allemagne. Or, ces différences démographiques sont incontestablement l'indice et la conséquence de divergences profondes dans la manière d'apprécier la vie, de concevoir le rôle de l'individu dans l'espèce, les exigences qu'il peut se permettre en fait de bonheur, de plaisirs et d'amusements, de culture intellectuelle ou esthétique. Sous tous ces aspects, ce ne sont pas seulement d'anciennes provinces très éloignées les unes des autres et jadis distinctes comme la Provence et la Normandie, la Flandre et le Béarn, qui diffèrent du tout au tout, ce sont des communes rurales limitrophes, soumises aux mêmes lois et usages, peuplées de la même race ou du même mélange de races, parlant le même patois avec le même accent. Elles diffèrent non seulement sous le rapport de la natalité, mais à tous les points de vue imaginables, en fait de mortalité, nuptialité, fécondité des mariages, natalité naturelle, émigration et immigration, densité et richesse, richesse de la terre et richesse des habitants, propriété, fermage ou métayage, moyenne ou grande propriété, petite, moyenne ou grande culture.

Tandis que pour une rhétorique banale les rois et la Ré-

1. *Revue scientifique*, 4 août 1889.

volution ont tout nivelé en France, tout réduit à l'uniforme égalité, pour la démographie, les différences profondes, à peine dissimulées sous le masque de l'unité administrative, reparaissent de toutes parts. Sous quelque rapport qu'on envisage la population, une moyenne générale est toujours faite de moyennes particulières variant amplement d'un département à l'autre. Et ces oscillations sont encore beaucoup plus considérables de canton à canton, de commune à commune. Sur une carte en couleurs exprimant la natalité française par commune, l'œil n'aperçoit d'abord qu'une bigarrure indéchiffrable de tons et de nuances, des archipels d'îlots démographiques semés au hasard comme les terres de la Polynésie au milieu du Pacifique[1]. A la vérité, les phénomènes présentés par les populations peu nombreuses varient assez sensiblement d'une année à l'autre dans la même commune ; mais ils prennent une grande constance si l'on étudie des moyennes décennales. Alors on s'aperçoit que les variations sont habituellement graduelles et que les changements subits, quand il s'en produit, ont le plus souvent des causes faciles à découvrir et ne sont en tout cas nullement accidentels.

De même que la natalité varie d'un point du territoire à l'autre, elle change souvent sur un même point, si restreint soit-il, selon la catégorie sociale à laquelle appartiennent les familles.

« D'après les travaux de M. Quételet pour Bruxelles, W. Farr pour Londres, de Villermé, Benoiston de Châteauneuf pour Paris, le maximum des naissances se produit dans les quartiers qu'habitent les classes ouvrières et le minimum dans les quartiers riches ou simplement aisés[2]. »

Il n'y a guère de point mieux établi en démographie :

1. Voir la carte de M. Turquan donnant la natalité par commune pour l'année 1886 dans l'ouest de la France.

2. Legoyt, *Revue scientifique*, 4 septembre 1880.

tandis que la misère est féconde, la richesse et l'aisance sont relativement stériles. C'est ainsi qu'à Paris, lors du dernier recensement, le quartier de la place Vendôme présentait un nombre énorme de familles totalement infécondes et un très petit nombre seulement ayant plus de trois enfants, tandis que le quartier des Epinettes compte moins de familles sans enfants que de familles en ayant quatre, et qu'une proportion très notable des familles en ont cinq, six, sept et davantage[1].

La Seine-Inférieure, qui présente le phénomène d'une île démographique féconde au milieu de départements très inféconds, doit le chiffre relativement élevé de sa natalité à une minorité de familles très pauvres ayant de six à sept enfants et plus. C'est là une conséquence de son nombreux prolétariat industriel, auquel elle doit d'autre part la proportion énorme de jeunes hommes impropres au service militaire, qui s'élève à 47 p. 100 conscrits examinés[2].

Le Tarn-et-Garonne forme le contraste le plus complet avec la Seine-Inférieure. Il n'a pas de prolétariat industriel, point de misère; très peu de familles complètement stériles; mais en revanche presque point de familles très nombreuses ayant plus de quatre enfants. Dans l'arrondissement de Montauban, le coefficient de la natalité, de 1861 à 1881, est de 22, tandis que la moyenne pour la France est de 24 dans la même période. « Plus une commune est riche, plus son sol est fertile, plus l'aisance est générale, et moins il y a de naissances. C'est sur les points les plus privilégiés, dans les riches alluvions du Tarn et de l'Aveyron, sur les coteaux où la culture des arbres fruitiers est une source de richesse pour l'habitant, que se rencontrent les natalités les plus faibles, seize et dix-sept pour mille habitants[3]. »

1. V. Turquan, *Revue scientifique*, 12 janvier 1889.
2. Dr Chervin, *Association française pour l'avancement des sciences*, 1885.
3. Dr Guiraud, *Revue scientifique*, novembre 1888.

La natalité française est sujette à une troisième variation selon que la population considérée est rurale, urbaine ou parisienne.

A première vue, la natalité paraît être plus forte à Paris que dans les villes de province, et dans celles-ci que dans les campagnes.

NAISSANCES POUR 1,000 HABITANTS.

ANNÉES.	POPULATION de la Seine.	POPULATION urbaine.	POPULATION rurale.
1869-1872............	27.5	27.3	24.2
1873-1877............	27.7	27 5	25.3
1878-1882............	26.5	25.9	24.4

Mais ce n'est qu'une illusion tenant à ce que, dans les centres populeux et surtout à Paris, il y a une plus forte proportion d'adultes que dans les campagnes, à cause du grand nombre des immigrés.

Pour 1,000 habitants, la France compte seulement 610 personnes de 15 à 59 ans, et Paris en compte 723. Il y a donc à Paris moins d'enfants et moins de vieillards qu'en province. Mais si l'on compare le nombre des mariages à celui des mariables (de 18 à 60 ans), pour 65 mariages en France on n'en trouve plus que 54 à Paris. Pareillement, si l'on compare le nombre des naissances à celui des femmes de 15 à 45 ans, on constate qu'il y a 10 naissances en moyenne pour 100 femmes de 15 à 45 ans dans le département de la Seine, alors que l'on en compte de 12 à 13 dans l'ensemble des autres départements. « En résumé, dit M. J. Bertillon, la population parisienne n'a pas de goût pour le mariage, elle produit peu de naissances et fournit beaucoup de décès. » Il en est de même sans aucun doute de la population urbaine des autres départements, et l'apparence d'une forte natalité y tient aux

mêmes causes. En réalité, la population rurale est en général plus féconde que celle des villes et surtout que celle de Paris.

C'est là un fait qui aggrave encore notre situation démographique. En effet, comme l'on sait que l'émigration rurale est de plus en plus active, que les agglomérations urbaines et surtout l'agglomération parisienne sont en progrès constant, la diminution croissante de l'importance relative des populations les plus fécondes ne peut que faire présager pour l'avenir un abaissement encore plus considérable de la natalité générale.

CHAPITRE V

CAUSE IMMÉDIATE DE LA FAIBLESSE DE LA NATALITÉ

Vaines déclamations sur les races vieillies. — La vieillesse ne les atteint pas. — Raisons proposées : la cause physiologique? — Opinion de G. Delaunay, de Spencer. — Fausseté de l'explication. — Le luxe? Il ne nuit pas directement à la natalité. — Exemple de l'Angleterre. — La misère, la concurrence? — Même objection. — Le vice? Calomnies puritaines à ce sujet. — Objection de la Russie. — Relation entre l'agriculture intensive et la viriculture intensive? — Sans nécessité. — Le défaut de débouchés et d'émigration? — Ce défaut n'est qu'apparent. — Le rapport entre l'émigration et la natalité n'est pas nécessaire. — Il n'a pas lieu en France. — Les guerres de la Révolution et de l'Empire? — Effet épuisé. — Guerres contemporaines? — Effet nul. — Service de sept ans? — Effet peu considérable et épuisé. Cause véritable, volonté consciente. — Proverbe. — Nature de cette explication : la cause volonté a besoin d'être expliquée par les causes qui la déterminent. — Quelles doivent être ces causes? — Universelles en France et spéciales à elle seule, inconscientes et profondes. — Nous sommes une démocratie façonnée par la monarchie : centralisée, catholique et idéaliste.

Le petit nombre des naissances une fois constaté, reste à rechercher, au milieu de toutes les raisons que l'on jette en avant, la cause véritable de cette défaillance de la fécondité en France.

On a si souvent parlé de races vieillies et de peuples usés, en vantant par opposition la jeunesse vigoureuse et la sève exubérante des populations barbares; on a tant fait de phrases sur ce thème depuis soixante ans, qu'il faut d'abord écarter cette explication banale.

C'est lors du réveil du patriotisme germanique, vers la fin des guerres de l'Empire, que les érudits allemands, cherchant leurs titres de noblesse et trouvant qu'ils avaient été barbares plus tard qu'aucun des peuples de l'Europe occidentale, imaginèrent de s'en vanter. Ils s'attribuèrent l'honneur d'avoir régénéré le monde latin en lui infusant un sang nouveau et présentèrent les grandes invasions comme un bienfait pour les populations conquises.

De ce point de vue, les dévastations et la férocité des Hérules, des Vandales, prenaient un air de sauvage poésie; l'amour du pillage devenait un noble esprit d'aventure, la barbarie, en un mot, un signe de jeunesse et, partant, une promesse d'avenir. Après la Restauration, la nouvelle école historique s'éprit de cette idée comme de tout ce qui venait d'Allemagne et la propagea au point d'en faire un préjugé de toutes parts admis sans contrôle.

Cependant il semble assez clair que toutes les races humaines, à quelque date que remonte leur civilisation, sont sœurs et ont le même âge. Pas plus que les races animales ou végétales elles ne vieillissent, ou du moins dans les limites rapprochées des périodes historiques, le temps manque de prise sur elles et ne peut par lui-même leur apporter que des modifications inappréciables. Quand quelqu'une d'entre elles est atteinte de décrépitude, c'est qu'elle est victime d'une maladie ou d'une erreur; mais on peut être sûr que la vieillesse n'y est pour rien. Ce terme fatal des individus n'existe pas pour les peuples.

Le petit nombre des enfants par mariage doit-il donc être attribué à des causes physiologiques? On l'a prétendu, et dernièrement encore G. Delaunay le soutenait à force d'exemples et de raisonnements spécieux. Pour lui, la diminution de la natalité est un fait fatal, aussi complètement involontaire que la rareté des naissances gémellaires chez les

races supérieures de l'humanité. Il l'attribue à la pléthore : « Je suis sûr, dit-il, qu'il existe une limite supérieure au-dessus de laquelle un animal trop nourri ne peut se reproduire. »

Le fait est probable; mais relativement à la masse de la population il doit être assez rare. Si le paysan devenu propriétaire n'a qu'un ou deux enfants, ce n'est pas parce qu'aujourd'hui « il mange de la viande presque tous les jours ». Un tel régime accompagné du grand air et d'occupations qui tendent à fortifier les muscles n'est pas pour diminuer ses forces.

D'autre part, on a vu de tous temps des familles ou des individus qui, minés lentement par la maladie ou les excès, ont fini par s'éteindre dans la stérilité. Mais sur quoi se baserait-on pour prétendre que de nos jours le nombre en soit plus grand en France qu'à une autre époque? L'accroissement de la vie moyenne, l'amélioration rapide de toutes les conditions de l'existence matérielle, fournissent des inductions en sens contraire. D'ailleurs, attribuer un tel état physique à une nation toute entière n'a jamais pu constituer qu'un procédé de diffamation employé par la haine de l'étranger et nullement une appréciation inspirée par le désir de découvrir la vérité.

D'un tout autre point de vue et avec toute l'impartialité de l'esprit philosophique, Herbert Spencer a cru devoir accorder une influence considérable aux causes physiologiques sur la fécondité des races, et des écrivains politiques de la valeur de Laveleye lui ont parfois fait écho. « L'évolution individuelle, affirme-t-il, est en antagonisme avec la dissolution procréatrice. Soit à cause du développement plus considérable des organes qui concourent à la conservation de l'individu, soit en raison de leur plus grande complexité de structure, soit parce que leur activité est accrue, la quantité de matériaux qu'ils exigent et qu'ils absorbent diminue d'autant la réserve

des matériaux destinés à perpétuer la race. Et il y a lieu de croire que cet antagonisme entre l'individuation et la procréation se marque d'une façon toute particulière en ce qui concerne le système nerveux, à cause des dépenses particulières qu'exigent la formation et le jeu de ses organes. » Il remarque que le cerveau de l'homme civilisé est déjà de trente pour cent plus volumineux que celui du sauvage et que selon toute probabilité l'écart ne fera que s'accroître.

Mais quand bien même il serait établi que l'activité intellectuelle ne peut se développer qu'au détriment d'une fraction de l'activité génératrice, celle-ci n'en resterait pas moins infiniment supérieure à ce qui est nécessaire pour faire quadrupler ou sextupler une population en un siècle, si d'autres causes ne s'y opposaient. Les germes sont toujours en si énorme surabondance dans la nature, quelle que soit l'espèce ou la race, qu'il est dans leur destinée de périr par milliers, et qu'ils périssent en effet. Qu'une partie soit résorbée au profit de l'activité cérébrale, ils resteront toujours assez nombreux pour donner lieu à des familles de cinq ou six enfants, ce qui est plus que suffisant pour un rapide accroissement de la nation.

Si l'on prenait comme exemple, à Paris, les membres de l'Institut, les députés, les sénateurs, les professeurs de l'enseignement supérieur et les artistes, il est certain qu'on ne trouverait dans leurs familles, la remarque en a été souvent faite, qu'un nombre d'enfants très inférieur à celui que posséderait pareil nombre d'hommes pris au hasard parmi le peuple des faubourgs. Mais il y a à cela quantité de raisons au milieu desquelles la cause physiologique, si tant est qu'elle existe, n'a plus qu'une action insignifiante.

D'ailleurs, les hommes absorbés et surmenés par le travail intellectuel ne sont qu'en petit nombre, et nous recherchons ici les causes de la diminution des naissances dans toute une nation.

Une autre cause qu'un homme politique commence presque toujours par mettre en avant quand on appelle son attention sur ce sujet, c'est le luxe. Quelquefois même s'il est assez hardi, il indiquera la disproportion des fortunes, qui elle-même agirait par les effets qu'elle engendre, l'opulence des uns, et la misère excessive des autres. Ici du moins la réponse n'est pas sans fondement, elle repose sur une vue confuse du mal.

Mais présenter le luxe en lui-même comme cause directe et toujours efficace de décroissance pour la natalité ne constitue qu'une erreur.

A la vérité, personne ne l'ignore, toute consommation improductive de la part des oisifs nuit à l'une de ces trois choses, le nombre des ouvriers, leur loisir ou leur bien-être. Que par impossible la consommation improductive vienne à cesser, les ouvriers qui produisaient les objets de cette consommation se trouveront au bout d'un certain temps employés à produire des objets de consommation reproductive, le prix de ces objets baissera et ils seront plus accessibles. Alors de trois choses l'une, ou le nombre des ouvriers s'accroîtra, ou bien leur travail diminuera en les laissant dans la même condition, ou leur bien-être profitera du surcroît de travail qu'ils continueront à fournir.

Seulement, ce n'est pas ordinairement au nombre des ouvriers que le luxe porte préjudice, c'est à leur valeur et à leur bien-être. En Angleterre, plus la fortune va se concentrant en un petit nombre de mains, plus la taxe des pauvres augmente, et le nombre des ouvriers assistés est aujourd'hui de plus d'un million ; mais l'accroissement de la population n'en est point entravé pour cela. On sait au contraire que ce sont en général les populations les plus pauvres qui sont les plus prolifiques.

A celui qui voit dans le luxe un obstacle direct à l'accroisse-

ment de la population on devra toujours objecter l'exemple de l'Angleterre, où le luxe est plus grand qu'en France et où la natalité est néanmoins en progrès. Même sans sortir de France, cet argument a toute sa portée. Le département de l'Orne a perdu seize mille habitants de 1876 à 1881 ; est-ce à dire qu'il ait plus de luxe que le département du Nord qui en a gagné quatre-vingt mille pendant la même période ? Le luxe, par lui-même et comme destructeur de richesse, n'entrave donc pas le mouvement ascendant de la population, ou du moins son action ne se ferait sentir que sur une population débordante, toujours près de dépasser le niveau des subsistances. Nous verrons par la suite que, comme agent subordonné, il exerce au contraire la plus pernicieuse influence.

Il faut écarter par un raisonnement analogue l'influence de la misère, de la concurrence commerciale et industrielle. Tout autour de nous, il existe des pays qui n'en éprouvent aucune diminution de leur natalité. L'Angleterre, la Belgique, par exemple, ont comme nous la pleine liberté des luttes commerciales et industrielles et n'en sont pas moins fécondes. L'Irlande souffre de la misère et de la faim, et ces deux causes apparentes de stérilité ne l'empêchent point d'avoir 4, 8 naissances pour un mariage.

La cause que nous cherchons serait-elle le vice ? Cette explication est volontiers accueillie et propagée à l'étranger où l'on professe généralement qu'une campagne de dénigrement n'est pas à dédaigner comme adjuvant des campagnes diplomatiques et militaires. Depuis longtemps on affecte d'y présenter le Français comme étant « l'homme sensuel moyen[1] » et la France comme un pays de mœurs relâchées[2]. Par une portion de ses journaux et de ses romans comme par la

1. Mathieu Arnold.
2. Suart Mill.

tournure générale de son esprit porté à la gauloiserie, elle donnait prise à ces accusations. Tandis que chez les nations protestantes, où l'hypocrisie habituelle est devenue une seconde nature, le vice est triste et dissimulé, chez nous l'affectation a lieu en sens contraire ; il se fait volontiers railleur et fanfaron, toujours heureux de narguer les puritains.

Mais ce n'est là qu'une différence d'attitude. En pareille matière, il n'y a point d'unité de mesure, pas plus qu'il n'y a de moyen de mettre à découvert les différentes natures de vice pour les comparer de peuple à peuple. La morale même n'est pas bien fixée sur le point où commence et celui où finit ce qui doit s'appeler ainsi, de sorte que l'esprit de calomnie trouvera toujours le moyen de maintenir ses affirmations, comme l'esprit d'impartialité de garder ses incertitudes. Ni le nombre des enfants naturels, incestueux ou adultérins, ni le chiffre de la prostitution dans les grandes villes n'étant à cet égard un indice suffisant, on ne saura jamais si les mœurs sont réellement pires en France qu'en Angleterre ou en Allemagne, ou si elles y sont meilleures.

Il a été reconnu que la prostitution tend à diminuer la natalité, à produire une stérilité relative. « Parent-Duchâtel est arrivé à établir que mille prostituées de dix-huit à vingt-cinq ans ne donnent approximativement que vingt et un accouchements par an, soit une naissance sur quarante-huit jeunes femmes, proportion minime, attribuable en partie à de fréquents avortements. » M. Jeannel a reconnu la même chose, les prostituées seraient six fois moins fécondes que les femmes mariées.

Mais cela ne concerne que la prostitution envisagée comme profession, et elle ne forme dans la nation qu'une minorité insignifiante. Sur 36,000 communes, il n'y en a que 354 qui aient des prostituées ; 15,300 sont soumises à la

police, en outre 40,700 sont signalées comme se livrant à la prostitution clandestine. Ce n'est en somme que 56,000, soit, par rapport aux femmes non mariées de 15 à 45 ans dont le nombre est de 3,846,000, une proportion de 14 pour 1000.

D'un autre côté, la Russie offre le spectacle d'un relâchement de mœurs qui dépasse certainement de beaucoup tout ce que le censeur le plus prévenu oserait reprocher à la France. Ce n'est pas seulement parmi les populations des grandes villes comme Saint-Pétersbourg, où la cause peut en être attribuée à la grande disproportion des sexes et à l'influence de l'Occident. Le mal se présente jusqu'au fond des campagnes, endémique et invétéré !

« Vous ne connaissez donc pas, écrivait naguère un auteur russe[1], la profonde et incurable dépravation de nos campagnes ? Faut-il vous rappeler que l'inceste et la promiscuité règnent ouvertement dans tous les villages du centre de la Russie, que nos populations rurales et surtout celles riveraines du Volga sont infectées d'un virus qui, il y a deux ans, faisait hésiter toutes les sommités médicales entre la peste et une autre maladie ? »

La Russie n'en présente pas moins, en dépit de cette corruption, un accroissement de natalité plus grand qu'aucun pays d'Europe.

Cette grande fécondité des Russes a été attribuée à leur agriculture extensive. Ajoutant cet exemple à celui d'autres pays où de grandes étendues de terre sont également disponibles et dont la population s'accroît rapidement, comme les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, on serait tenté d'avancer cette formule : pays d'agriculture extensive, pays de viriculture extensive et par conséquent de grande natalité. Inversement, on pourrait être tenté de dire

1. *Nouvelle Revue*, mai 1882.

au sujet de la France : pays d'agriculture intensive, pays de viriculture également intensive, c'est-à-dire de faible natalité.

Mais ce rapport n'a rien de nécessaire. Ainsi l'Angleterre et la Belgique, où le sol est mieux cultivé que chez nous, présentent néanmoins un nombre de naissances proportionnellement supérieur. La Chine, pays d'agriculture extrêmement intensive, est cependant un pays de viriculture très extensive. L'Inde au contraire, pays d'agriculture extensive, puisqu'un grand tiers de son territoire est encore en friche, est cependant comme la Chine un pays de forte natalité.

Si l'explication cherchée n'est pas dans l'état de notre agriculture, consisterait-elle dans le défaut de débouchés offerts à l'activité nationale? Les docteurs L. Bertillon et Lagneau l'ont affirmé. Ils pensent que les pères de famille proportionnent le nombre de leurs enfants à celui des carrières qu'ils envisagent comme devant leur être ouvertes.

En France effectivement les carrières sont encombrées. Quelle que soit la profession que l'on considère, trop d'hommes l'exercent et trop y aspirent. Au lieu que d'autres nations, comme les Anglais, par exemple, cherchent des débouchés dans le commerce et l'industrie, où le génie entreprenant et inventif des individus peut les multiplier, le père de famille français tourne les yeux vers les emplois publics, dont le nombre est nécessairement limité. Il y a là l'indice d'un état mental que nous devrons étudier ultérieurement et qui constitue la vraie cause de la dépression de la natalité, cause plus générale et plus profonde dont le manque de débouchés acceptables n'est qu'une manifestation.

Au lieu d'entrer dans cette voie, le docteur Bertillon propose simplement d'accroître le nombre des débouchés en favorisant l'émigration. « Il faudrait, dit-il, découvrir et approprier à notre émigration l'un des rares territoires qui

peuvent encore rester disponibles dans une zone tempérée et salubre. »

On peut objecter d'abord que la chose serait assez difficile. Dans l'hémisphère boréal, entre le tropique et le cinquantième degré de latitude, il ne reste pas un pouce de terre qui n'appartienne soit au Japon, soit à la Chine, aux États-Unis ou à quelque puissance européenne. Dans l'hémisphère austral, entre le tropique et le quarante ou quarante-cinquième parallèle, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Cap appartiennent à l'Angleterre. Le Chili et la République Argentine occupent tout la partie utilisable de l'Amérique méridionale, le Transvaal et la République du fleuve Orange sont indépendants, et l'Allemagne vient de prendre possession du surplus des côtes non encore occupées. Il ne reste donc que l'extrémité sud de Madagascar ou bien l'Algérie et la Tunisie, qui n'exercent qu'une assez faible attraction sur l'émigration française et où les difficultés de l'acclimatement paraissent invincibles pour les colons originaires de la moitié septentrionale de notre pays.

Mais, indépendamment de cet obstacle matériel, la proposition n'est pas soutenable. Elle provient de cette opinion que l'émigration favorise la natalité. On cite comme exemple l'Angleterre et l'Allemagne où les naissances et les émigrants sont les unes et les autres en grand nombre. L'émigration, affirme-t-on, laissant des places vides dans la métropole, appelle par cela seul pour les combler de nouveaux êtres à l'existence. Au contraire l'immigration, comblant les vides qui existent, rendrait par cela seul superflue la naissance de nouveaux individus, et cette naissance ne se produirait point.

Quoi que l'on pense de cet ordre providentiel dont la réalité est des plus problématiques, il est clair que l'on a interverti l'ordre logique des deux termes, et pris l'effet pour la cause. C'est l'excès de natalité qui force à l'émigration, comme

c'est le déficit dans la natalité qui appelle l'immigration. On le voit suffisamment en France. Ce qui prouve que les débouchés sont loin d'y manquer, c'est précisément cette affluence d'étrangers qui viennent par centaines de mille combler les places que laisse vides une natalité insuffisante. Ils voient leur activité doublée par la transplantation et par la transplantation dans un pays plus riche où l'existence est plus douce que chez eux. Ils se croient volontiers toute espérance permise, quand ils voient quelles professions on leur abandonne à la seule condition de savoir s'astreindre à une vie sévère et laborieuse. En vain les occupations les plus diverses semblent réclamer des hommes, la paresse et la routine nous empêchent de les voir, ou bien l'ambition, le goût des jouissances, un faux idéal font qu'on les néglige comme au-dessous de soi.

D'après la théorie que nous critiquons, l'augmentation du nombre des naissances devrait faire face à cette demande d'hommes. Il n'en est rien. En France, par un malheureux hasard, l'émigration n'appelle point de nouveaux êtres à l'existence, et il semble que l'immigration les empêche de naître.

Sous ce rapport nous nous trouvons à peu près dans la situation des colonies intertropicales françaises ou anglaises, où le travail facilement disponible surabonde, bien que la natalité utile des colons reste des plus faibles. A la Martinique, par exemple, un quart seulement des terres est en culture, et tandis qu'il y a un siècle la colonie comptait quinze mille blancs, elle n'en a que dix mille environ aujourd'hui. De même dans nos campagnes. L'agriculture est délaissée, la population court s'entasser dans les villes; cependant la natalité n'en est point accrue. On peut citer plusieurs départements qui ont perdu une fraction plus ou moins considérable de leur population par l'émigration; et, bien loin

que les naissances soient venues combler les vides ainsi faits, la diminution de la population subie de ce chef s'est aggravée d'un excédent de décès.

Ainsi dans le Vaucluse la diminution de la population observée en cinq ans, de 1876 à 1881, était de 45 habitants pour 1000. En supposant, chose improbable, qu'aucun étranger ne se soit établi dans le pays pendant ce laps de temps, 29 habitants pour 1000 au moins ont quitté le département, ce qui n'a pas empêché que la natalité ne s'y soit trouvée en même temps en déficit de 16 p. 1000.

Ainsi en est-il pour l'Orne, qui a envoyé, compensation faite des immigrants, 21 habitants p. 1000 en dehors de ses frontières, ce qui n'a pas empêché l'excédent des décès sur les naissances de s'élever à 20 p. 1000.

Ainsi de la Manche, qui a perdu 25 habitants pour 1000, et qui doit cette perte, à concurrence de 23 p. 1000 à l'émigration, à concurrence de 2 p. 1000 au défaut de natalité.

Ainsi de la Drôme, qui a perdu 22 habitants pour 1000 du fait de l'émigration, ce qui ne l'a pas empêchée d'en perdre en outre 2 p. 1000 par défaut de natalité.

Ainsi des Basses-Alpes, qui ont perdu 24 habitants pour 1000 par émigration et en outre 7 p. 1000 par défaut de natalité.

Ainsi du Var, du Calvados, de Tarn-et-Garonne, de la Sarthe, d'Eure-et-Loir, de la Somme. Tous perdent une partie de leur population par le concours de ces deux causes réunies, l'émigration et le défaut de natalité. Les deux maux s'aggravent l'un par l'autre, loin de se servir réciproquement de remède. Dans tous ces pays, la place ne manque pas; elle reste vide.

En somme, le démenti donné par les faits à la théorie est de nature à l'éliminer désormais du nombre des hypothèses permises.

Enfin on a omis l'opinion que si la fécondité française diminuait, il fallait l'attribuer aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Pendant vingt-deux annnées, du 24 juin 1791 au 15 novembre 1813 seulement, tout ce que la nation comptait de jeunes hommes plus robustes et plus intrépides périt sur les champs de bataille, ou s'usa par les maladies, les marches et les nuits du bivac. Sur les 4,556,000 hommes levés entre ces deux dates, la moitié au moins dut trouver la mort au feu ou à l'hôpital et le surplus ne rentrer dans ses foyers qu'épuisé et voué à une vieillesse prématurée. Une aussi terrible saignée jointe à l'écrasement final de la puissance française a certainement eu l'influence la plus désastreuse sur l'énergie nationale. C'est à elle qu'il faut attribuer probablement cet énervement douloureux, ces langueurs de convalescence qui caractérisent l'époque de la Restauration. C'est grâce à elle qu'on put voir la France à cette date douter de son génie, se déprendre d'elle-même et de ses gloires et renoncer à la tradition du dix-huitième siècle pour l'imitation de l'étranger.

Mais soixante-dix ans nous séparent aujourd'hui de la Restauration. La nation a eu plus de temps qu'il n'en fallait pour raffermir sa constitution ébranlée. Quelque lointaines réactions que le moral puisse avoir sur le physique, l'effet de ces guerres doit être depuis longtemps épuisé. Or, c'est précisément dans les années les plus voisines de nous que la natalité a le plus diminué. Quant aux guerres plus récentes, elles ont été courtes, et quelque nombre d'hommes qu'elles aient coûté, elles n'ont dû avoir, tout compensé, que peu d'influence sur la population, car la guerre en général a sur l'homme cet effet que, pourvu qu'il en revienne, il en revient plus homme. Après avoir bravé la mort, il est plus courageux contre les embarras de la vie civile. Le soldat rentré dans ses foyers après une campagne craindra moins les charges d'une

famille, il se mariera et plus volontiers consentira à ce que son mariage soit fécond.

Il en serait autrement pour l'homme que la vie de garnison aurait miné lentement et rendu pusillanime. A ce point de vue, le service de sept ans, surtout appliqué comme il l'était à peu près exclusivement aux hommes des classes laborieuses, qui sont toujours les plus fécondes, a pu avoir une influence très préjudiciable au nombre des naissances.

Mais une telle cause est déjà loin de nous, et elle est d'ailleurs sans proportion avec le mal. Il faut donc chercher des raisons plus générales et plus profondes.

Jusqu'ici cette recherche, dont la nécessité s'impose, a été négligée par les hommes en trop petit nombre qui se préoccupent de philosophie sociale. Les démographes ont signalé le péril national, et, en le faisant, ils ont bien mérité de la patrie, puisqu'ils ont contribué à dissiper la torpeur et l'indifférence générales à cet endroit. Mais la partie statistique seule paraît encore avoir été traitée d'une manière définitive. Si la forme extérieure du mal est bien connue, il est loin d'en être ainsi de sa forme interne.

Les diverses causes que nous venons de passer en revue ont été tour à tour alléguées comme des aperçus de quelque probabilité, plutôt que discutées avec soin; et c'est faute d'un examen suffisant qu'on n'a point été amené à rechercher quelque chose de plus satisfaisant. La maladie ayant été mal expliquée, il ne faut pas s'étonner que les remèdes indiqués se soient trouvés petits, illusoires et sans rapport avec la gravité du fléau.

La vraie cause de l'affaiblissement de notre natalité est la volonté de n'avoir que peu ou point d'enfants, et cette volonté elle-même est déterminée par un ensemble de dispositions intellectuelles, morales, esthétiques particulières à notre nation. C'est le cas de répéter cette maxime d'Au-

guste Comte, qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit en traitant les problèmes de sociologie contemporaine : « La maladie de la société est regardée comme physique, tandis qu'elle est exclusivement morale. »

Si la natalité diminue chez nous, si chaque mariage français n'a en moyenne que moins de trois enfants, contre quatre en Angleterre et cinq en Prusse, c'est que le mari et la femme français ne veulent point en avoir un plus grand nombre. Sur ce point la prudence nationale trouve sa formule, non dans les conseils, inconnus aux masses, de quelques économistes, mais dans des aphorismes populaires faits par le peuple lui-même à son usage, adoptés comme règle de conduite, et dont le plus connu, qu'on peut citer comme exemple, est qu'en fait d'enfants « mieux vaut le couple que la douzaine ». Jamais proverbe n'a mieux traduit la sagesse d'une nation; mais ici cette sagesse est excessive. Elle constitue une réaction exagérée de la volonté réfléchie et consciente contre les impulsions aveugles de l'instinct. Dans tout pays cette réaction se produit toujours dans une certaine mesure et pour certaines classes de la société; elle ne commence à être nuisible en France que parce qu'elle y est trop forte.

Toute psychologique qu'elle est, cette explication fait faire, semble-t-il, un pas à la question. Elle pose le terme synthétique dont dépend véritablement le phénomène tout entier. Et si ce terme lui-même a besoin d'être expliqué, si la cause volonté a besoin d'être placée sous la dépendance des causes diverses qui la déterminent, il n'en est pas moins vrai qu'elle est, dans la série explicative, l'intermédiaire obligé qui concentre l'action de ces dernières, et qu'aucune ne peut avoir d'effet qu'en agissant sur elle. Nous n'avons plus à rechercher les influences qui feraient directement, on ne sait par quel mécanisme, diminuer la population, mais bien les causes qui fortifient dans les ménages la volonté arrêtée et

consciente de n'avoir que peu ou point d'enfants. Le problème, pour très ardu qu'il demeure, a cependant gagné en précision.

Quelles sont ces causes? Nous pouvons affirmer tout d'abord qu'elles doivent être très générales, puisqu'elles agissent sur toute la nation, sauf les quatre seuls départements où la natalité n'a point décru ; elles sont très profondes, puisque chacun leur obéit et que personne ne parvient à en prendre conscience et à les signaler; enfin elles s'étendent jusqu'à l'extrémité de nos frontières et s'arrêtent là, preuve qu'elles tiennent à des circonstances communes à toute la nation et spéciales à elle seule. Ce doit être quelque caractère propre à notre civilisation, depuis assez longtemps passé dans notre histoire pour que toute la race ait eu le temps de s'en imprégner. Enfin il a dû se développer constamment depuis le commencement du siècle, comme le mal qui en est la manifestation.

Comme aucun système n'est parvenu jusqu'à ce jour à rendre compte de ce qui se passe en France, force nous sera de demander à un nouveau principe l'explication cherchée. Après avoir formulé ce principe et son mode d'action générale dans l'humanité, il nous restera à nous demander par quelle fatalité ce principe, qui règne également sur toutes les nations, engendre en France seulement une dépression de la natalité. Nous en trouverons la raison dans un trait qui nous est vraiment spécial : nous sommes une démocratie façonnée par la monarchie.

Seule au monde la France présente cette contradiction. Il faut y voir la source de tout ce qui nous est particulier dans notre manière de sentir, de penser et d'agir, dans notre génie, nos mœurs et nos volontés.

Quelque éloigné que paraisse être au premier abord ce fait général d'un phénomène tel que la décroissance de la nata-

lité, le développement qui va suivre établira avec la plus grande facilité que l'effet tient à la cause qui lui est assignée par un enchaînement rigoureux. Pour mettre ce rapport dans une évidence complète, il suffira de rétablir les termes intermédiaires de la série.

Nous sommes une démocratie. Par une lente évolution accomplie pendant la durée de plusieurs siècles aux dépens de la royauté et de l'aristocratie, le Français, d'abord serf et sujet, s'est élevé à la dignité de citoyen et de souverain. La forme politique a donc changé du tout au tout. Mais d'un autre côté, de notre passé monarchique nous avons gardé trois choses: la centralisation, l'idéalisme et le catholicisme. De sorte que toute notre activité politique et sociale, esthétique, spéculative et religieuse continue jusqu'à ce jour à porter le cachet imprimé par l'ancien régime. Entre les mœurs anciennes et les principes nouveaux, la lutte est partout et en toutes choses, elle est dans tout homme et dans les facultés mentales de chaque homme.

Comme un éventail qui se déploie, la contradiction primitivement indiquée révèle les trois grandes contradictions qu'elle recélait dans ses plis. Dans le domaine politique, nous sommes une démocratie centralisée; dans le domaine esthétique, nous sommes une démocratie idéaliste; dans le domaine spéculatif, nous sommes une démocratie catholique. Trois fois l'épithète jure contre son sujet. Plus on analysera, plus le détail fera voir l'universalité et la profondeur de la contradiction. L'absence totale d'harmonie dans les différentes sphères de notre activité mentale et la disparition de la paix intime qui en serait le résultat, voilà un trait qui est spécial à la France contemporaine et qui s'y accentue de plus en plus.

Il est d'autres États démocratiques, la Suisse et les États-Unis par exemple; mais ces démocraties sont fédératives et

non centralisées, protestantes et non catholiques, et en fait d'art, bien faiblement idéalistes. Il est d'autres États catholiques comme nous et jusqu'à un certain point centralisés et idéalistes; mais ce sont des monarchies entourées d'institutions aristocratiques, et dans la plupart le régime parlementaire lui-même est de date récente. L'antique harmonie subsiste, ou elle est à peine entamée. Seule au monde la France en est radicalement dépourvue.

Même avant que la suite de cet ouvrage ait montré combien est énorme la portée de ces dissemblances, on peut pressentir tout au moins que la cause invoquée n'est point, comme gravité, disproportionnée à son effet.

CHAPITRE VI

NOUVEAU PRINCIPE DE POPULATION

Observation sur notre manière de connaître. — Importance des facteurs continus dans l'univers, des maximes banales dans la conduite de l'homme. — Hiérarchie des fonctions sociales établie par l'opinion. — Tendance universelle des individus à l'ascension. — Capillarité sociale ou énergie ascensionnelle des molécules sociales. — Importance et universalité du phénomène. — Impossibilité de rétrograder, pour les natures d'élite, pour les masses. — Capillarité sociale, forme humaine de la tendance universelle au progrès. — Effets sur l'individu. — Conséquences par rapport à la natalité. — Contradiction réciproque d'une forte natalité et d'une grande puissance ascensionnelle; du développement d'une race en valeur individuelle et en nombre. — L'activité de l'effort pour s'élever est en raison de l'inégalité et du mélange intime des citoyens inégaux. — Nouveau principe de population, effort vers le progrès individuel. — Vérification du principe. — Exemple de la Chine; l'organisation de la famille y nie le désir de s'élever et engendre une natalité énorme; le progrès y restreindra la natalité. — Exemple de l'Inde; le système des castes y nie le désir de s'élever et engendre une forte natalité. — Exemple de la Russie; la propriété communautaire détruit le désir de s'élever et engendre une forte natalité. — Cas inverse; effort ascensionnel désespéré par l'énormité de la tâche imposée à l'individu. — Situation diverse sous ce rapport des Chinois, des musulmans et des sauvages. — Extinction de ces derniers. — Exemple des Indiens de l'Amérique du Nord. — Exemple des indigènes de l'Australie. — Exemple des Aths. — Généralité du phénomène; son explication. — Les Weddas de Ceylan, une race lypémaniaque. — La capillarité sociale chez les civilisés; très active en démocratie et restrictive de la natalité. — Pourquoi? — La démocratie détruit les obstacles. — Influence du socialisme. — Exception confirmant la règle, forte natalité du prolétaire, due à l'absence de l'effort pour s'élever; cas analogues. — Influence nulle de la forme républicaine et des opinions radicales, — exemples. — L'énergie ascensionnelle et son but. — Démocratie républicaine et démocratie césarienne. — Lois de la capillarité sociale.

Si les hommes ne connaissaient la nuit et l'ombre, il est fort possible qu'ils en fussent encore à remarquer l'existence

de la lumière. Il n'est pas vraisemblable, en tout cas, qu'ils s'en fussent rendu compte plus tôt que de l'électricité, qui était encore ignorée il y a deux siècles. La raison en est simple : aucune chose ne nous étant sensible que par opposition avec son contraire, ce qui nous est partout présent sans intermittence ni défaillance passe inaperçu. Les facteurs qui tirent la plus haute importance de la perpétuité et de la généralité de leur action sont précisément ceux qui se trouvent les derniers connus, et c'est ce qui explique par exemple que le rôle des infusoires dans la formation de la croûte terrestre ou celui des vers dans la formation de l'humus aient été si tardivement découverts.

Par une raison analogue, les maximes indiscutées qui dirigent la conduite de tous les hommes, les tendances universelles qui les font mouvoir ne provoquent aucune attention, et celui qui les aperçoit ne leur accorde pas plus de prix que les enfants à l'air ou à l'eau courante. Ce ne sont pas cependant les délicates pensées de La Rochefoucauld, de La Bruyère ou de Vauvenargues qui gouvernent le monde : ils ne les ont notées que précisément à cause qu'elles étaient rares et subtiles. Ce qui est efficace, ce sont des maximes si triviales et si simples qu'on ne les remarque même pas.

Je suppose que l'on arrête un homme pour lui dire : Mieux vaut l'aisance que la pauvreté, la fortune que l'aisance, l'opulence que la fortune ; mieux vaut être lieutenant que soldat, commandant que lieutenant, général que commandant ; mieux vaut être juge titulaire que suppléant, conseiller que juge, et garde des sceaux que tout cela ; il se demandera quel intérêt vous pouvez avoir à constater des vérités aussi évidentes. Si vous reprenez qu'elles ne sont nullement certaines et qu'elles prêtent au contraire à toute sorte de restrictions, vous piquerez peut-être sa curiosité par le para-

doxe en vous exposant à provoquer un jugement peu favorable contre votre bon sens. Si vous ajoutez enfin que ces grandes banalités et cent autres de même nature, précisément parce qu'elles sont admises sans conteste, doivent exercer sur la marche de l'histoire et le mécanisme de la société une action proportionnelle au crédit qu'elles rencontrent, peut-être commencerez-vous à obtenir quelque attention.

Qu'y a-t-il de remarquable dans ces propositions? D'abord l'unanimité avec laquelle elles sont admises. Ce n'est pas seulement dans l'armée ou la magistrature qu'elles règnent; la contradiction n'a pas plus de chances de se rencontrer dans le reste de la nation. Infiniment mieux connues que des axiomes de géométrie, elles sont aussi incontestées.

Elles ne sont pas non plus une conséquence factice des règlements qui ont institué les diverses catégories de fonctionnaires. Partout où la loi omet d'instituer une hiérarchie, l'opinion publique s'empresse d'y suppléer. Un manœuvre gagne peu, se fatigue beaucoup, il est condamné à la saleté et parfois au mépris; il est au bas de l'échelle. Un commis de magasin n'a aucune autorité sur lui; cependant il est unanimement placé au-dessus, comme un notaire ou un banquier seront mis au-dessus d'un commis, bien que celui-ci n'ait point à recevoir leurs ordres. Ce n'est pas que cette gradation préjuge quoi que ce soit sur l'importance relative des divers degrés dans la série. Pour la constitution d'une armée, le soldat est un élément au moins aussi indispensable que l'officier. Le juge et le banquier sont moins immédiatement nécessaires que le laboureur qui fait croître le blé, l'éleveur qui produit la viande, le maçon, le charpentier, le tisserand qui fournissent l'habitation et le vêtement. Dans une maison, les étages inférieurs sont la condition indispensable de ceux qui sont au-dessus; dans l'individu, les fonctions inférieures de la nutrition, du sommeil, de la

respiration, qui nous sont communs avec les animaux, sont la condition des facultés spéciales à l'homme et des plus exquises comme des autres; dans la société enfin, les fonctions les plus indispensables, celles qui correspondent aux besoins de la nature animale, sont généralement regardées comme inférieures : elles demandent un moindre apprentissage et confèrent à ceux qui les exercent moins de richesse, d'honneurs, d'autorité et d'indépendance. Les fonctions immédiatement nécessaires à la société, qui n'auraient aucune raison d'être pour l'individu isolé, l'administration, la magistrature, le barreau, la finance et autres semblables, sont unanimement placées au-dessus. Plus haut encore se rangent celles qui contribuent au progrès de l'individu ou de l'espèce, les fonctions du poète et de l'artiste, du savant qui découvre la vérité, du véritable homme d'État dévoué au progrès de la justice et de la grandeur de son pays. Ceux-ci sont le terme de l'évolution sociale; le nombre et l'activité de cette catégorie supérieure mesurent la valeur d'une époque et d'un peuple dans l'histoire. Peuple, aristocratie d'argent, aristocratie du talent et de l'intelligence, tels sont les trois paliers de l'immense escalier qui, des degrés les plus bas et les plus obscurs, conduit aux sphères les plus éclatantes de lumière et de fécondité intellectuelle.

L'ordre dans lequel l'estime publique dispose les diverses fonctions subit, suivant les individus, les temps et les lieux, des variations considérables. Les fonctions les plus élevées surtout sont d'autant moins estimées que les hommes sont plus grossiers. Mais il y a toujours un point constant. Quelle que soit la forme politique sous laquelle ils vivent, quel que soit leur degré de culture, quelles que soient l'époque ou la latitude, tous les hommes ont toujours cela de commun qu'ils disposent dans leur estime les diverses conditions sociales suivant un ordre hiérarchique. Si le consentement

unanime des peuples a jamais régné sur un point, c'est sur celui-là.

Or, voici le fait capital qu'on ne saurait trop mettre en relief. Tout homme tend à s'élever des fonctions inférieures de la société à celles qui sont au-dessus. Sa tendance peut être contrariée par des obstacles matériels ou autres qui l'immobilisent dans sa position; mais la tendance elle-même est incontestable. Guidée par un instinct infaillible et fatal, chaque molécule sociale s'efforce avec toute l'énergie qui peut lui rester disponible, sa conservation une fois assurée, et sans se soucier de ses semblables autrement que pour les dépasser, à monter sans cesse vers un idéal lumineux qui la séduit et l'attire, comme l'huile monte dans la mèche de la lampe. Plus le foyer est ardent et brillant, plus cette capillarité sociale est active et dévorante.

Nous conserverons ce nom de capillarité sociale ou d'attraction capillaire à ce phénomène. Sans conséquence s'il n'intéressait que quelques individus, il tire au contraire, comme nous le verrons, une importance démesurée de son caractère spontané et universel. Avec ou sans succès, mais sans trêve, tous les hommes veulent même chose : être plus qu'ils ne sont. Une famille peut être détruite ou s'éteindre spontanément comme une branche meurt dans un arbre, alors l'arbre produira une autre branche, la société une autre famille; mais la direction de la sève n'en sera pas changée, l'aspiration capillaire l'entraînera toujours de bas en haut.

L'aspiration de l'enfant à devenir un homme est l'image réduite de l'aspiration de l'humanité à s'élever vers le pouvoir, la beauté et la vérité. Il veut faire ce que fait son père, copier avant l'âge ses manières de parler ou d'agir et n'a pas assez de mépris pour le pédant qui, sous prétexte de se mettre à sa taille, affecte la puérilité. C'est lui qui veut se transformer pour devenir égal à un homme, et en cela il a

raison, car il vise à sa fin. Ainsi fait la famille visant à la supériorité dans la nation, ainsi la nation visant à absorber l'humanité.

En vain on répète aux enfants que leur âge est le plus heureux de la vie, en vain les philosophes, les moralistes répètent aux hommes que le bonheur n'est point dans les grandeurs ; ni les uns ni les autres ne veulent s'immobiliser dans leur état : les enfants veulent grandir, et les hommes aussi. Une illusion persistante leur fait placer le bonheur dans ce qui n'est en somme que l'accomplissement de leur évolution, et, pour les hommes dont la conscience est plus développée, cette illusion elle-même cesse d'être nécessaire. Il n'est personne, remarquait Diderot, qui au prix de quelques souffrances ne voulût avoir du génie. Il disait trop peu : car la plupart des hommes consentent à la perte du repos pour des ambitions infiniment moins hautes.

La nécessité d'obéir à l'attraction capillaire se manifeste d'ailleurs par l'impossibilité de rétrograder, impossibilité évidente surtout pour les natures d'élite. Les poètes morts de faim, les philosophes expirant dans les flammes des bûchers ou dans les cachots, tous les grands cœurs qui ont été abreuvés de dégoût et d'amertume pour avoir trop aimé l'art, la poésie, la philosophie ou la science, auraient pu, semble-t-il, détourner leurs efforts vers quelque travail lucratif et vulgaire. Ils auraient pu s'appliquer à descendre et gagner par une diminution de valeur une plus grande considération. Cependant le sacrifice de leurs aspirations s'est trouvé impossible ; contraints par la noblesse de leur nature, ils ont continué de tendre en haut souvent jusqu'au sacrifice total du bonheur et de l'espérance.

La masse des hommes n'a point cet héroïsme ; mais l'illusion du bonheur intervient pour amener le même résultat et les mettre également dans l'impossibilité de rétrograder.

« Nous ne voyons jamais, dit Sismondi[1], le grand propriétaire faire ses fils fermiers et ceux-ci faire leurs fils journaliers, nous ne voyons jamais le négociant destiner ses fils à devenir petits marchands, ceux-ci destiner les leurs à devenir artisans, et les artisans vouer les leurs à travailler à la journée. Malgré la fréquence des révolutions qui ébranlent la fortune nationale et qui font tous les jours qu'une famille riche dans sa condition devienne pauvre dans cette même condition, rien n'est si rare que de trouver des familles qui aient descendu volontairement d'une condition à l'autre. »

On dirait que d'invisibles valvules, analogues à celles qui empêchent la circulation du sang de s'accomplir autrement que dans sa direction normale, ont été disposées par la nature pour diriger le courant des aspirations humaines vers le but caché qu'elle lui prescrit.

En dépit des périodes stationnaires, qui ne le sont qu'en apparence; en dépit des périodes de décadence, qui ne sont que l'effet d'une erreur dans le but choisi, tous les hommes courent donc dans le même sens avec une vitesse inégale. Ils continuent sans le savoir l'évolution gigantesque qui se poursuit à travers toutes les formes de l'être, depuis le minéral, en passant par le végétal et l'animal, jusqu'à l'homme, miroir et conscience de l'univers, dont le type idéal s'élabore à travers les vicissitudes de l'histoire. C'est ce perfectionnement indéfini qui justifie la nature et l'homme, console de tous les scandales et constitue notre souveraine sauvegarde contre le pessimisme et la philosophie du désespoir.

Ce que sont au monde inerte l'attraction et la pesanteur, la capillarité sociale l'est dans le monde humain : la forme de la sourde et universelle impulsion au progrès. Le grand ressort de tout mouvement social ainsi défini dans son essence,

1. *Principes d'Économie politique*, II, 164.

il ne reste plus qu'à le déterminer en exposant quelques-uns de ses effets.

A ne considérer seulement que les conséquences relatives aux particuliers, ces effets sont d'ordre très divers. On peut citer comme exemples le père qui travaille, peine et lésine pour que son fils puisse occuper une condition de un ou deux degrés supérieure à la sienne ; le penseur obstiné qui veille et souffre, méprisant la pauvreté pour parvenir à quelque vérité tout à la fois générale et précise ; l'ambition du tribun qui veut que sa gloire ait son jour et que l'histoire garde son nom ; et, d'un autre côté, la ruine et le suicide de la pauvre femme dont l'imagination s'est laissé enivrer par l'âpre séduction d'un idéal de luxe et de triomphe, une fièvre ardente de prétendue perfection esthétique à laquelle elle a sacrifié tout, la vertu, le bonheur et la vie (Emma Bovary).

Quand le but rêvé n'est pas trop disproportionné aux moyens de l'atteindre, la violence de l'aspiration multiplie les forces de l'homme et hâte ses progrès. Quand il est inaccessible, elle engendre des maux aussi profonds que dépourvus de compensation. La plus essentielle condition de bonheur et d'honnêteté c'est d'aimer ce qu'on fait, le pays qu'on habite, le genre de vie qu'on mène et ceux qui nous entourent. Celui qui a besoin d'être plié par la nécessité pour se résigner à une profession qu'il regarde comme indigne de lui et qui se consume de désirs pour un état inaccessible n'est en situation de donner carrière ni à toute son intelligence ni à tout son courage. Le résultat est inévitable ; son intelligence et sa vertu en seront diminuées, son travail moins fécond et son sort moins heureux. Ceux qui vivent dans son entourage en souffriront également ; car, préoccupé d'un milieu supérieur, il ne cherchera plus autant à se faire estimer dans le sien. Dans quelque condition qu'il vive, l'ambitieux, et surtout l'ambitieux déçu est un mauvais voisin. Si

l'espèce s'en multiplie dans une société, on peut prévoir que les relations y deviendront généralement moins cordiales; conséquence qui n'est petite qu'en apparence, le contentement de soi et la bienveillance réciproque des citoyens les uns pour les autres constituant toujours la source la plus abondante de joie et de satisfaction. Enfin, si le mal grandit outre mesure, il engendre l'amertume et la tristesse, le mépris apathique de soi-même et des autres, l'insouciance du bien public. Mais nous nous proposons seulement d'exposer les effets de l'attraction capillaire sur la natalité.

On peut en rendre compte de la manière suivante. Quand on vient de bas et que l'on vise haut, il faut, pour arriver, courir vite et ne point s'embarrasser de bagages encombrants. Or, si un bon mariage, par la fortune ou les relations qu'il procure, peut servir l'ambitieux, les enfants, surtout quand ils sont nombreux, le retarderont presque infailliblement. Ce sont des personnalités nouvelles auxquelles il devrait sacrifier la sienne, et plus la capillarité sociale est active, moins il est disposé à ce sacrifice.

Si l'homme qui a mis son but en lui-même vise à son développement en jouissances au lieu de son développement en valeur, l'effet se reproduira identique. Un vice coûte plus à nourrir que deux enfants, a dit Franklin, et il avait raison. Mais l'homme vicieux est précisément le seul qui ne puisse s'en apercevoir. A ses yeux, son vice fait partie intégrante de lui-même, il n'envisage ses enfants que comme des rivaux de bonheur.

Pour l'homme qui a mis son but en lui-même, ils sont donc toujours un obstacle à son développement individuel; et s'il a reporté son ambition sur eux, leur nombre entravera leur progrès et fractionnera son héritage. En conséquence, celui qui veut bondir rapidement aux satisfactions les plus recherchées des sens, de l'ambition, de l'art ou de l'esprit

n'aura généralement que peu ou point de postérité. Il n'est pas nécessaire pour cela de placer le but au sommet de la société; il suffit qu'il soit situé très haut par rapport aux moyens qu'on possède de l'atteindre.

Dans un milieu où l'action de la capillarité sociale ne se fait pas sentir, où chacun borne ses désirs et cherche uniquement à demeurer dans la position où il est né, sans en attendre une meilleure pour ses enfants, chaque génération tourne dans le cercle parcouru par la génération précédente, tout au plus forme-t-elle une spirale très aplatie. En pareil cas, les hommes n'ont plus de motif de se priver des plaisirs de la paternité; étrangers au progrès, comme les animaux, ils obéissent comme eux à l'impulsion de la nature.

Supposez qu'une noblesse d'épée et une noblesse de robe opposent un obstacle invincible aux aspirations des classes inférieures et leur barrent la route des honneurs et de la fortune, on ne cherchera point à escalader une muraille d'une hauteur désespérante, le désir de s'élever mourra en naissant, la capillarité sociale sera paralysée et la natalité atteindra un chiffre considérable.

En un mot, la force d'expansion de la race humaine la pousse à grandir dans tous les sens à la fois, en jouissances, en valeur individuelle et en nombre. Si les progrès des individus se trouvent entravés, peu importe que l'obstacle soit fortuit ou sciemment établi par le législateur, il profite également dans les deux cas à l'accroissement de la population. L'arbre planté seul dans la campagne étend ses branches en tous sens et s'arrondit en boule; pressé par d'autres arbres dans une forêt, il monte droit comme une flèche afin d'avoir sa part d'air et de soleil : la forme qu'il prend résulte de l'obstacle opposé à sa croissance naturelle.

La natalité sera donc en raison inverse de la violence de l'attraction. Mais à quelles conditions l'attraction elle-même

est-elle subordonnée? Nulle chez les animaux, elle tend toujours à se produire chez l'homme dès qu'il a commencé à s'élever au-dessus de l'animalité, dès qu'il a commencé à être fier de ses ornements artificiels, à accumuler des biens, à fonder des sociétés basées sur la solidarité des intérêts, à dominer ses semblables et à se dévouer pour eux, enfin dès qu'il s'est senti curieux et qu'il s'est formé ses premières idées sur les causes des phénomènes de la nature, autant vaut dire dès l'aurore de la civilisation.

Plus celle-ci a été avancée, plus l'attraction capillaire a été active. Plus en effet les éléments divers dont la civilisation se compose ont progressé, plus il y a eu de jouissances, de richesses, de raffinement esthétique et de savoir accumulé, plus il s'est trouvé de distance entre les individus complètement dénués de tous ces biens et ceux qui les possédaient. Or, en l'absence de tout obstacle, une part étant faite à l'influence de la race plus ou moins bien douée, il faut dire que la violence de l'attraction est en raison de la différence de niveau entre les molécules sociales et du mélange intime, du rapprochement et des frottements continus de citoyens très inégaux en culture. Plus l'individu est loin de l'idéal ambitionné, pourvu que son éloignement n'aille point jusqu'à le désespérer, plus aussi il le poursuit avec âpreté et lui fait le sacrifice de ses forces, de son repos, à plus forte raison de sa postérité à venir si ce sacrifice peut favoriser ses progrès. Une très grande inégalité des conditions unie à la possibilité pour les inférieurs de s'élever aux plus hautes sera donc, toutes choses égales d'ailleurs, une cause active d'affaiblissement pour la race et de décroissance de la natalité.

Le développement en nombre est, dans une nation, en raison inverse de l'effort vers le développement individuel soit en jouissances, soit en valeur. Il ne faudrait pas dire : en

raison inverse du développement lui-même; mais bien en raison de l'effort fait en ce sens. Il se peut en effet que des circonstances malheureuses nécessitent, pour un développement égal ou même inférieur, un effort double ou triple. Alors la natalité diminue à proportion de l'effort et non à raison du développement lui-même, qui pourra être relativement facile chez un autre peuple voisin et contemporain.

Soit que l'on considère le phénomène du point de vue individuel et conscient et qu'on le nomme effort vers le développement, soit que, ce qui est plus philosophique, on le considère du point de vue social et instinctif et qu'on l'appelle capillarité sociale, nous nous trouvons en présence d'un nouveau principe de population dont l'importance n'avait point encore été signalée. Pour mettre en évidence toute son énergie, il suffira de montrer avec quelle facilité il explique les variations de natalité en apparence les plus inconditionnées présentées par des peuples différents sous tous les rapports.

Si la capillarité sociale nie famille et forte natalité, réciproquement, une forte organisation de la famille niera la capillarité sociale ou du moins s'opposera à ses mauvais effets sur l'individu et sur la race.

L'individu s'interdit d'avoir des enfants par égoïsme; la possession d'enfants, et surtout d'enfants nombreux, le délivre de l'égoïsme et des tourments qu'il engendre toujours quand il est excessif. Le père reporte sur ses fils ses espérances et ses ambitions. Au lieu de se surmener pour parvenir à l'idéal qu'il ambitionnait pour lui-même ou de se désespérer faute de pouvoir l'atteindre, il se contente de frayer la route à ses enfants en leur procurant un point de départ plus élevé.

Relativement à la race, une puissante constitution de la famille aura ces deux résultats corrélatifs : d'exclure le progrès

et d'engendrer une natalité exubérante. Tel est le cas de la Chine.

Un disciple de Malthus raisonnerait ainsi : La Chine est un pays presque entièrement agricole et qui se nourrit de riz, l'homme y est très sobre, très industrieux et vit directement des produits du sol au lieu d'avoir des pâturages et de vivre comme chez nous d'animaux herbivores, à cela tient sa grande population. Mais un tel langage donne l'effet pour la cause. Ce n'est pas parce que le Chinois vit de peu qu'il est très fécond, c'est parce qu'il est très fécond qu'il est obligé de se contenter d'une vie très frugale. La nécessité lui a fait une habitude de ce régime, et il s'accoutumerait aisément à un plus substantiel, si les circonstances le lui permettaient. Sa sobriété forcée est le résultat de sa natalité excessive, et c'est de cette dernière qu'il reste à rendre compte. Considérons l'état de la famille chinoise, nous aurons l'explication du phénomène.

« Les Chinois se marient de très bonne heure, le plus souvent avant vingt ans. Il n'est pas rare de voir des jeunes gens de seize ans épouser des jeunes filles de quatorze ans[1]. » Mais ces ménages sans expérience ne sont point abandonnés à eux-mêmes, ils continuent de faire partie d'une famille nombreuse et stable possédant un champ patrimonial de soixante-quinze ares environ avec une maison, un foyer inaliénables. « La famille chinoise peut être assimilée à une société civile en participation. Tous ses membres sont tenus de se prêter assistance et de vivre en communauté. C'est une sorte d'ordre religieux soumis à des règlements fixes. Toutes les ressources viennent se réunir dans une même caisse, et tous les apports sont faits par chacun sans distinction du plus ou du moins. La famille est soumise au régime de

1. Tcheng-ki-Tong, *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1884.

l'égalité et de la fraternité[1]. » Elle a ses statuts, son code pénal, son chef, habituellement le plus âgé, qui signe tous les actes en son nom, distribue aux membres pauvres ou malades tous les secours dont ils ont besoin, conclut les mariages avec les familles voisines sans l'intervention d'aucun pouvoir religieux ou civil. Dans le cas où la continuation de la communauté devient impossible, la loi autorise la liquidation; mais alors les femmes n'héritent pas, chaque tête de mâle prélève une part égale, disposition bien propre à encourager la production des enfants, puisqu'ils ne sont jamais à charge qu'à la communauté et que, le cas échéant, ils peuvent assurer une part plus forte à leur père.

Tout le système d'éducation a pour but de maintenir la famille et d'en assurer le respect. Chez eux la religion des ancêtres tient lieu de toute autre. Chacun a son livre de famille, conservant pieusement la biographie de ses aïeux, qu'il lit à voix haute au milieu des siens aux fêtes solennelles. « Il est très peu de Chinois, même parmi les plus pauvres, qui ne sachent très bien l'histoire de leur famille pendant plusieurs siècles[2]. »

Les Chinois n'ont jamais oublié que l'humanité est un tout, que la génération présente n'est pas un but, mais un moyen d'en préparer une nouvelle, que les hommes sont solidaires dans le présent et que la race à venir est solidaire de la génération présente. Aussi leur régime de propriété, transaction entre la propriété individuelle et la propriété collective, rendant la terre difficilement aliénable, a-t-il pour effet de fixer les habitants sur le sol où ils sont nés, au lieu de les déraciner, comme il arrive chez nous, et de les pousser vers les villes.

Le reste des institutions n'est pas moins efficace pour les

1. Tcheng-ki-Tong, *ibid.*
2. Eugène Simon, *Nouvelle Revue*, 15 mars 1883.

immobiliser dans leur condition. Tandis que le système des castes supprime, comme nous le verrons plus bas, l'attraction capillaire en mettant le but au-dessus des convoitises, l'organisation sociale des Chinois la supprime en mettant le but tout près de l'individu, dans sa famille même, et canalisant soigneusement par un système d'examens la petite portion d'ambition qu'elle est obligée de laisser subsister. Il n'y a pour toute cette fourmilière de quatre cent millions d'hommes que trente à trente-cinq mille fonctionnaires.

« La connaissance qu'ils ont du passé de leur famille leur fait envisager avec un calme qui nous est inconnu les vicissitudes de l'existence. La fortune les enivre moins d'espérances illimitées, l'insuccès ne les précipite pas dans le désespoir. Répartis sur une longue suite de générations, le bonheur et le malheur finissent par se compenser. Entre les forts et les faibles, l'égalité se rétablit, supprimant jusqu'à l'idée de castes et de classes sociales. Dans n'importe quelle famille on a vu des grands mandarins, des vice-rois, des paysans, des ouvriers, et l'on en verra encore. De là, au lieu de l'envie et de la haine, de la morgue et de l'insolence, la bienveillance générale, la douceur des relations, une réelle fraternité[1]. »

Que l'on suppose un instant la Chine entrée dans la voie du progrès à l'instar de l'Europe et de l'Amérique, la soif d'idéal, la passion du beau, du bien et du vrai commenceront par envahir les natures les plus précoces. Une à une les autres suivront le mouvement, chacune à son heure. A mesure que la Chine quittera l'état stationnaire pour l'état de transformation, les individus, selon qu'ils avanceront plus ou moins vite, se détacheront plus ou moins de la famille commune en biens. Alors la capillarité sociale se rétablira, et il sera

1. Eug. Simon, *ibid.*

inévitable que la natalité diminue. Ces mariages jeunes, ces familles unies et stables ne peuvent exister que grâce à l'état harmonique et homogène des mœurs, des croyances et des opinions politiques. La division et le mouvement venant à pénétrer dans la sphère des idées, l'unité et la fixité de la famille seront brisées, l'individu redeviendra isolé et mobile. Seul chargé de pourvoir à la subsistance de soi-même et des siens, à son développement personnel et au leur, il sera peu disposé à désirer de nombreux enfants.

On aperçoit suffisamment de ce point de vue la liaison étroite, la dépendance réciproque qui existent d'une part entre l'organisation de la famille chinoise et l'état général stationnaire, d'autre part entre cet état stationnaire, l'absence de capillarité sociale et l'énorme développement de la natalité.

Le système des castes, lui aussi, nie radicalement la capillarité sociale et, partout où il a régné, le nombre des naissances s'est accru à proportion. Hérodote nous apprend que l'ancienne Égypte était extrêmement peuplée. Mais abandonnons ce pays trop mal connu et tenons-nous-en à l'Inde anglaise. L'activité, dans la sphère philosophique et religieuse, est toute entière accaparée par les brahmes ; dans la sphère politique, administrative et militaire par les Anglais ou sous eux par la caste des guerriers ; en fait de commerce et d'industrie par les Parsis et les Anglais, dont la concurrence tend à ruiner le pays. En matière esthétique, le luxe des rajahs est énorme ; mais l'excessive misère du peuple lui interdit toute imitation en ce genre et à plus forte raison toute initiative. Enfin la division de la masse du peuple par les castes et les sous-castes comme par autant de cloisons étanches contribuerait encore à rendre impossible aux individus l'ascension vers un idéal de développement personnel, quand bien même ces obstacles accumulés ne les auraient pas détournés depuis longtemps de les ambitionner.

Bien qu'elle ignore le régime des castes, la Russie, qui présente la plus forte natalité de l'Europe entière, le doit également à l'impossibilité de l'attraction capillaire. Dans le domaine intellectuel, l'ignorance, les préjugés et les religions sont restés intacts, entravant dans la masse du peuple toute curiosité, toute inquiétude d'esprit; l'ambition politique est encore totalement étrangère à ces serfs émancipés d'hier, la religion immobilise l'art dans des formes hiératiques dont il est interdit de s'écarter, le progrès esthétique est impossible dans la misère où ils vivent plongés; enfin le progrès en richesse leur est à peu près interdit par le régime communautaire de la propriété. Ce dernier point possède une influence décisive. Les *artelis*, corporations ouvrières fondées sur l'égalité des salaires, existent depuis des siècles en Russie et comprennent presque tous les artisans, souvent des commis, des garçons de bureau, des caissiers. L'immense majorité des paysans ne connaît encore que la propriété collective, l'*obchtchina*, la propriété communale, cette institution essentiellement russe. Elle n'est que facultative et chaque commune peut l'abolir si cela lui plaît, l'individu d'ailleurs a toujours le droit d'abandonner sa part et d'aller vivre où bon lui semble; mais en fait, la force de la tradition l'empêche de rompre, et son intérêt l'y attache comme à un abri.

Ainsi donc, ici comme dans l'Inde, l'individu est sevré de tout développement personnel; la force d'expansion de la race ne peut faire explosion que dans un sens, celui d'une exubérante natalité, et l'homme y augmente en nombre, ne pouvant croître en valeur.

Aux cas de la plus extrême fécondité que puisse présenter le monde, opposons ceux de la plus extrême stérilité. Quand les causes et les effets sont également énormes, le rapport qui les unit s'en montre avec plus d'évidence.

Lorsque les circonstances n'imposent aux peuples la réalisation d'aucun progrès, ils sont, avons-nous dit, très féconds. Lorsqu'ils voient au-dessus d'eux un idéal qui les préoccupe peu ou qu'ils ont les moyens d'atteindre par un effort modéré, leur natalité n'en est que légèrement diminuée. Si l'idéal ambitionné est assez pressant et assez éloigné pour que sa réalisation exige un effort considérable, leur natalité est diminuée à proportion. Enfin si un idéal d'une supériorité écrasante et d'une obsession incessante exige l'accomplissement d'une révolution irréalisable et hors de toute proportion avec les forces disponibles, il y a découragement, prostration. L'attraction capillaire est devenue si intense qu'elle se détruit. L'individu méprisant le peu qu'il est, mais incapable de devenir ce qu'il voudrait être, n'essaye même pas de lutter; il se couche de désespoir et sa race s'éteint. C'est le cas des sauvages.

Désormais aucun peuple n'est capable de soutenir la lutte contre les nations européennes. Le canon a récemment ouvert la Chine et le Japon à nos idées, à nos arts et à nos marchandises aussi facilement qu'il leur ouvrit Tahiti au siècle dernier. Les nations musulmanes sont décidément subalternisées. Il est inévitable que toutes les civilisations fassent connaissance et se pénètrent les unes les autres, les parties défectueuses périssant dans la lutte contre les parties meilleures des civilisations rivales.

Dans ce combat nos sciences et nos armes ont une supériorité certaine et, sous ce rapport, le monde entier doit venir à notre école. Mais, sous tous les autres rapports, la situation des divers peuples est toute différente selon qu'ils sont plus ou moins vaincus, qu'ils reconnaissent ou subissent plus ou moins la supériorité de notre idéal.

Tandis que le Japonais l'adopte en entier et ne désespère point de nous égaler, la Chine n'est vaincue que militaire-

ment et scientifiquement. Au point de vue économique, industriel et commercial, elle soutient la lutte sans infériorité; au point de vue social, esthétique et religieux, elle affirme son idéal national en face du nôtre, méprisant nos lois, nos mœurs, nos manières, notre costume et nos arts en comparaison des siens.

Les peuples musulmans sont plus complètement vaincus, puisqu'à la défaite militaire et scientifique s'ajoute la défaite économique et financière. Ils sont incapables de soutenir notre concurrence, ce qui tôt ou tard deviendra une grande cause d'humiliation pour leur idéal esthétique et religieux. Encore est-il que sous ce rapport, ils ne subissent nullement l'attraction de notre exemple et qu'ils lui tournent le dos avec mépris. La femme d'un mandarin ou d'un cheik arabe n'enviera pas la toilette d'une élégante de Paris, tandis qu'une provinciale peut en sécher d'envie, sacrifier santé, nourriture, enfants et repos afin de l'égaler.

Seuls les sauvages ont tout à imiter, tout à envier, se reconnaissant eux-mêmes et malgré eux vaincus sur tous points. Les Indiens de l'Amérique du Nord haïssent la civilisation américaine et sont également impuissants à l'égaler et à l'entraver. De là leur extinction. « Il y a moins de quatre-vingts ans, on évaluait à six cent mille le nombre des Indiens répartis sur la partie du sol américain dont les État-Unis ont depuis pris possession. Un demi-siècle après, ce chiffre était descendu à trois cent mille environ. D'après les derniers recensements, la décroissance devient, pour certaines tribus, beaucoup plus rapide. Ainsi les Indiens de la Californie diminuent de moitié par décades d'années, et, dans vingt ans, il n'y en aura plus.

« Rien n'égale le mépris des Yankees pour les Indiens de toute dénomination, et plusieurs auteurs attribuent l'extinction des tribus nord-américaines, comme d'ailleurs celles des

tribus de l'Océanie, au sentiment de tristesse que le dédain et la supériorité des races civilisées font peser sur ces sauvages.

« Car il faut le dire, l'orgueil est de tous les temps et de tous les lieux; et, quand l'orgueil est blessé, l'être tout entier dépérit et meurt[1]. »

Dans le récit de son voyage scientifique à bord du vaisseau *le Beagle*, Darwin explique de la manière suivante la disparition des sauvages de l'Australie : « Cette disparition provient sans doute de l'usage des spiritueux, des maladies européennes (les maladies européennes les plus simples, telles que la rougeole, provoquent chez les sauvages les ravages les plus épouvantables) et de l'extinction graduelle des animaux sauvages. On dit que la vie errante des sauvages fait périr une quantité d'enfants pendant les premiers mois de leur vie. Or, à mesure qu'il devient plus difficile de se procurer des aliments, il devient aussi plus nécessaire d'errer beaucoup. En conséquence la population, *sans qu'on puisse attribuer la mortalité à la famine*, décroît de façon extrêmement soudaine, comparativement à ce qui se passe dans les pays civilisés... Outre ces causes de destruction, il paraît y avoir ordinairement en jeu *quelque agent mystérieux*. Partout où l'Européen porte ses pas, la mort semble poursuivre l'indigène. »

Un exemple plus concret fera mieux saisir l'effet du contact des Européens avec les sauvages. Il s'agit des Aths, peuplade habitant l'île de Vancouver. Ils reçurent d'abord fort bien les Anglais et travaillèrent pour eux à la journée. « Mais le second hiver venu, ils manifestèrent des dispositions toutes différentes. Tandis que les jeunes gens se livraient à l'ivrognerie, les vieillards et les hommes faits fuyaient la présence

1. A. de Fonpertuis, *Revue scientifique*, 12 août 1882.

des Anglais; cachés au fond de leurs huttes, ils semblaient nourrir de funestes desseins. D'abord inquiet, le résident anglais eut bientôt démêlé la vraie cause de cette attitude. La vue des Anglais, de leurs vaisseaux, de leurs machines, le sentiment de leur écrasante infériorité avaient comme hébété ces pauvres gens, leur avaient enlevé toute confiance en eux-mêmes, tout respect de leurs traditions et de leurs usages. Bientôt une épidémie fondit sur eux et y fit les plus grands ravages. Vainement M. Sproat avait-il interdit de la façon la plus rigoureuse la vente des liqueurs fortes; vainement la débauche sexuelle était-elle inconnue parmi eux, les Aths mouraient les uns après les autres, victimes du découragement morne et stupide dont ils avaient été atteints dès leur premier contact avec une race mieux douée que la leur[1]. »

Par toute la terre il en est ainsi. Quelles que soient la latitude, la race, l'abondance ou la rareté des subsistances, la douceur ou la brutalité des envahisseurs, dans l'Amérique du Nord comme dans les archipels océaniens, partout le même fait, cent fois constaté, se reproduit avec uniformité. Si l'on a pu mettre quelques exceptions en avant, elles ne concernent que des sauvages convertis à la civilisation comme les Hurons ou les Iroquois, qui ont en effet conservé leur fécondité comme les animaux domestiques conservent la leur et à peu près au même prix, en renonçant à tout développement spontané ou librement choisi.

« Cook, en 1769, évaluait à quatre cent mille le nombre total des Maoris, quatre-vingts ans plus tard, ce nombre est réduit à cent neuf mille. En 1858, il est de cinquante-six mille et en 1874 de quarante-trois mille cinq cents. En d'autres termes, dans l'espace d'environ cent ans les indigènes de la Nouvelle-Zélande ont vu leur nombre diminuer

1. A. de Fonpertuis, *loc. cit.*

de neuf dixièmes[1]. » Ainsi en est-il des Australiens. Les indigènes de la Tasmanie ont complètement disparu. Les îles Marquises ont vu, en quarante-trois ans, leur population tomber de trente mille habitants à onze mille. En un siècle les Sandwich ont vu passer la leur de trois cent mille à soixante-dix mille, tandis que celle de Tahiti tombait de deux cent quarante mille à sept mille cinq cents.

Quelle est la cause de cette oliganthropie des sauvages qui dépasse tellement en intensité tous les exemples fournis par les peuples civilisés? Comme les guerres civiles, les guerres contre les Européens, les vices et les maladies que nous avons importés chez eux ne constituent pas des circonstances qui leur soient spéciales et que partout ailleurs, en pays civilisé, ces divers fléaux, bien que sévissant avec intensité, sont impuissants à détruire la population ou même à la diminuer sensiblement, force nous est bien de chercher en dehors du domaine physiologique une explication qu'il ne pourrait fournir.

L'histoire des Weddas de Ceylan montre qu'elle se trouve dans le domaine mental. Eux aussi disparaissent au contact d'une civilisation plus avancée et les vices n'y sont pour rien. Cet exemple sert si bien notre thèse qu'il mérite être présenté avec quelque détail.

Leur race qui occupait autrefois l'île entière est aujourd'hui réduite à un petit nombre d'individus dispersés dans les immenses forêts de Bentenne, et le nombre des naissances est tellement au-dessous de celui des décès qu'on peut prévoir leur prochaine extinction.

« Quelques-uns d'entre eux semblent avoir depuis longtemps renoncé à la vie sauvage pour se fixer au sol,... les autres sont restés nomades et chasseurs. Ils vivent par petits

1. A. de Fonpertuis, *loc. cit.*

groupes ou familles, chaque famille possédant un territoire de chasse sur lequel son droit est absolument reconnu et respecté.

« Se tenant éloignés de leurs voisins, même de leurs frères plus civilisés, ils ne sortent de leurs profondes retraites des forêts que pour échanger le miel, la cire, les peaux et la viande des bêtes sauvages d'ordinaire contre des instruments en fer. Presque jamais ils ne se laissent approcher : ils déposent en certains endroits leurs marchandises avec le modèle grossièrement représenté des objets qu'ils veulent se procurer et qu'ils viendront plus tard enlever secrètement... Hommes et femmes vont à peu près nus. Des cavernes ou des huttes grossières de branchage et d'écorce leur fournissent parfois un abri contre les intempéries; mais ils n'y séjournent jamais longtemps. Tenent rapporte qu'ils construisent parfois au haut des arbres des espèces de plates-formes sur lesquelles ils dorment. Ils sont en effet excellents grimpeurs.

« De mœurs douces et paisibles, les Weddas vivent en paix avec leurs voisins tant qu'on ne cherche pas à les inquiéter. Ils ont à un haut degré le respect de la propriété; ils sont loyaux et droits. Le sentiment de la famille est très développé chez eux. Le respect de la foi conjugale et la monogamie sont la règle chez les Weddas et ce n'est que là où l'on a tenté de les civiliser que l'adultère et la polygamie ont été signalés. »

Ils sont donc soustraits à l'influence des vices et des maladies contagieuses. Cependant leur race périt; la natalité est constamment inférieure à la mortalité; ils ne veulent pas se reproduire.

Où en est la cause? Dans l'intelligence. « Ils sont d'intelligence très inférieure, n'ont pas de noms de nombre, ne comptent qu'avec difficulté sur leurs doigts et pas au delà de cinq, cela pour les plus civilisés. Une inaptitude complète à

se former des idées générales (espace, temps), pas de terme correspondant à la notion d'année, de jour et d'heure ; aucune mémoire. »

De cette infériorité intellectuelle dont ils ont conscience vient leur tristesse, signe précurseur de l'infécondité. « On les voit traduire par des larmes leurs émotions tristes ; mais ils ne connaissent pas le rire. Ils vivent dans une sorte d'indolence morose, sans besoins (ils ne connaissent ni l'usage du tabac ni celui du bétel), sans passions, sales, n'ayant ni jeux ni musique[1]. »

Si pareil état pathologique se faisait remarquer chez un civilisé, aucun aliéniste n'hésiterait à lui donner le nom de lypémanie. C'est une maladie mentale née de luttes morales incessantes, du sentiment accablant de la disproportion de nos forces avec la tâche que les circonstances nous imposent. Elle est très fréquemment accompagnée d'une tendance au suicide, et ici, généralisée à toute une race, elle aboutit effectivement à l'extinction volontaire par défaut de natalité.

Individu ou peuple, l'homme qui se méprise est perdu, perdues son activité, sa vigueur et sa vertu, sa vitalité et sa fécondité. Il dépouille d'abord la prétention esthétique et la gaieté, puis l'amour-propre, l'amour de la vie, et, dès auparavant, cet appétit de perpétuité qui fonde la famille.

La sève tend naturellement à monter suivant une ligne verticale. Quand les arbres sont serrés les uns contre les autres, il n'est pas rare d'en voir qui s'élèvent, frêles et minces, sans une branche jusqu'à la hauteur où sont parvenus leurs prédécesseurs plantés longtemps avant eux. Enfin d'autres décidément trop petits meurent et sèchent sous l'ombre de leurs aînés qui les couvrent de leur feuillage. Chez ces derniers aussi la capillarité végétale, l'ascension de la sève vers la

1. *Revue d'anthropologie*, 1882, p. 700.

lumière, cherchait à se produire, elle voulait s'élever jusqu'au plus haut niveau de la futaie; mais plus celle-ci était haute, plus la tâche était disproportionnée, et ils sont morts de cette impossibilité. C'est une impossibilité analogue d'obéir à l'impérieux commandement de la capillarité sociale, qui, devenue consciente dans l'humanité, amène, sous le nom de désespoir, l'infaillible extinction des sauvages.

A égale distance des groupes ethniques qui ne s'imposent aucune tâche et de ceux qui succombent sous celle que les circonstances leur imposent, les nations civilisées et indépendantes comme celles de l'Europe occidentale ont celle qu'elles se donnent. Chez elles la capillarité sociale est plus ou moins active à raison de la vigueur de l'attraction et des obstacles qu'elles rencontrent.

Quand le gouvernement est une monarchie constitutionnelle entourée d'institutions aristocratiques, la capillarité sociale est en partie entravée dans la sphère politique. Au contraire, dans une démocratie égalitaire, elle est laissée sans frein et dès lors, toutes choses égales d'ailleurs, elle doit y être plus générale et entraîner une moindre natalité.

La démocratie aura donc pour conséquence habituelle ou bien l'oliganthropie ou bien tout au moins un état stagnant de la population. Cependant il faut s'entendre. Elle ne favorise en effet la capillarité sociale que d'une manière toute indirecte et pour ainsi dire négative, en détruisant les barrières légales qui s'opposaient à l'ascension de tous vers le sommet dont le rayonnement les fascine. La démocratie, en proclamant l'égalité des citoyens entre eux, n'établit en réalité, ce qui est fort différent à notre point de vue, que l'égale vocation de tous au premier rang en cas qu'ils soient de force à l'atteindre. L'égale admissibilité de tous les citoyens aux emplois, aux honneurs et aux dignités ne signifie pas autre chose.

Mais, si la démocratie engendre habituellement une capillarité sociale plus grande et par suite une natalité moindre, la seule et unique cause en est dans la suppression de tous les obstacles à l'ascension des citoyens. La violence du courant n'est pas attribuable à l'éclusier chargé d'ouvrir les portes à flot ; elle résulte de la quantité des eaux et de la pente du terrain.

D'autre part, il est clair que le principe socialiste de l'équivalence des fonctions aurait pour conséquence inévitable, si l'on voyait comment il pourrait être entièrement appliqué, de détruire la capillarité sociale et d'entraîner la multiplication infinie des naissances. Il aurait donc, bien qu'égalitaire au plus haut point, une action toute opposée à celle qu'exerce la démocratie comprise comme elle l'est aujourd'hui. Au lieu de lancer les hommes à l'assaut d'une situation supérieure, il tendrait à les immobiliser dans la leur en faisant qu'ils n'eussent aucun intérêt à la quitter.

Lorsque, dans une démocratie où l'égalité a été proclamée en droit, il subsiste en fait quelque barrière infranchissable qui, pour une certaine catégorie de citoyens, met obstacle à la capillarité sociale, cette barrière produit son effet et la fécondité reparaît aussitôt. Les ouvriers des mines et des usines en fournissent un exemple. Comme il est absolument au-dessus de leurs forces de s'élever au rang de patrons et que la féodalité industrielle forme au-dessus de leur tête une voûte de prison impossible à percer, qui les maintient dans leur abjection, sans espoir d'en sortir, ils y multiplient à la façon des Hindous des castes inférieures. A leur égard, l'effet général de la démocratie ne se produit pas. Comme le paria, le jeune ouvrier répétera la vie de son père, dans la même condition, avec le même avenir, et chaque génération formera un cercle identique au précédent. Là nul progrès possible, mais, par cela même, nul intérêt pour l'individu à résister

aux aveugles impulsions de l'instinct. Comme zéro est le seul nombre qui, divisé par quatre ou par six, donne également zéro au quotient, le prolétaire qui n'a rien léguera toujours bien à ses fils un patrimoine égal au sien, à savoir une paire de bras, et, pour lui-même, sa pauvreté n'en sera pas beaucoup plus irrémédiable. C'est ce qui explique que l'homme qui vit au jour le jour soit habituellement plus fécond que toute autre classe de la société. Bien loin que la natalité soit proportionnelle aux subsistances, il semble bien plutôt qu'elle est généralement en raison inverse.

De même, l'ignorance, le défaut de communications, la conservation d'un idiome spécial et sans littérature, comme le breton, le basque ou le flamand, forment, même en pleine démocratie, autant de barrières naturelles capables d'entraver la capillarité sociale et par suite de maintenir la fécondité.

Il va sans dire qu'il serait ridicule de faire de l'oliganthropie la conséquence soit de la forme républicaine, soit des opinions radicales. D'une part en effet, nous verrons bientôt que la démocratie césarienne l'entraîne encore bien plus que la démocratie républicaine, et d'autre part, de nombreuses républiques, comme la Rome des Fabius, Venise, la Suisse ou les Etats-Unis, ont trouvé, les unes dans une constitution aristocratique, les autres dans le fédéralisme, un remède qui, en entravant un excessif désir de s'élever, a prévenu la diminution de la natalité ou même en a maintenu l'accroissement.

Pour ce qui est des opinions avancées, on ne peut établir aucun rapport entre elles et une excessive capillarité sociale. Il suffit de remarquer que les départements du Calvados, de l'Eure, de l'Orne, du Gers, qui sont ceux de France où la dépopulation sévit le plus, se trouvent précisément au nombre des plus conservateurs. S'ils ressen-

taient aussi peu que le département du Nord l'attraction parisienne, peut-être présenteraient-ils une fécondité analogue.

Les colons français de l'Algérie, dont les opinions sont généralement radicales, ont néanmoins plus de fécondité que les Français de la mère-patrie. A peine ont-ils tourné le dos au centre d'attraction et commencé de vivre d'une manière indépendante, que la race a repris son mouvement d'expansion en nombre. Cette explication convient également aux colons français du Canada, qui, soustraits à l'attraction dont l'effet mine leurs frères de Normandie, ont dépassé la fécondité des Anglo-Saxons.

Jusqu'ici nous avons considéré la capillarité sociale indépendamment de son but. C'était à bon droit, puisqu'elle a toujours pour effet d'user, dans une certaine mesure, la race au profit du but quel qu'il soit, et de déterminer un abaissement de la natalité. Cependant la nature du but poursuivi a aussi son importance.

L'homme, collectif ou individuel, peut poursuivre deux buts très divers. Tantôt il cherche ce qui augmente ses jouissances, tantôt ce qui augmente sa valeur personnelle ou celle de ses semblables. Dans le premier cas, il aboutit logiqu ment à la démocratie césarienne, dans le deuxième à la démocratie véritable.

Les conséquences, je le répète, ne seront pas très différentes, au moins pendant les premiers temps, par rapport à la natalité; mais elles le seront infiniment par rapport à la valeur de la civilisation.

Avec la démocratie césarienne, la race s'usera en stériles jouissances, deviendra lâche devant les charges de famille et par suite de moins en moins nombreuse, lâche devant le travail et par suite de moins en moins prospère, lâche devant le devoir et par suite immorale et injuste, lâche devant l'ennemi

et par suite vaincue et conquise. Avec la démocratie vraie, adéquate à sa notion, la population croîtra peu; mais admirable de courage et de vigueur devant le devoir, devant le travail et devant l'ennemi, elle saura se maintenir assez nombreuse pour faire face aux circonstances et se faire respecter. Elle laissera en outre de puissantes œuvres esthétiques et scientifiques et le glorieux souvenir des dévouements militaires et civils.

Si une démocratie oscille entre les deux types, elle sera saine et forte dans la mesure où elle réalisera le second.

Quel que soit le but, une active attraction capillaire est la condition *sine qua non* du progrès; mais, si le but est mauvais, ce progrès ne sera lui-même qu'une décadence et entraînera la ruine de la nation où il se produit. L'absence de capillarité sociale l'eût laissée à peu près stationnaire.

Abstraction faite de l'idéal poursuivi, on peut formuler ainsi les règles de la capillarité sociale :

Le progrès de la natalité est en raison inverse de la capillarité sociale.

Le progrès de l'individu, soit en valeur soit en jouissances, est en raison directe de la capillarité sociale.

D'où cette conséquence que le développement de la race en nombre est en raison inverse du développement individuel en valeur ou en jouissances.

Plus un foyer de culture est lumineux, plus il exerce d'attraction, et plus il exerce d'attraction plus il est lumineux. C'est « un effet qui s'augmente par son effet même ».

Plus l'attraction exercée est considérable, plus ceux qui la subissent sont rapidement consumés au foyer. Le plébéien met le but plus haut que le fils de l'aristocrate. Il est aussi plus âpre à la jouissance, quand il se tourne de ce côté.

La démocratie se trouve ainsi représenter la viriculture

intensive, comme à l'extrême opposé le régime des castes représente la viriculture extensive.

Tel est le nouveau principe de population dont l'adoption s'impose à la place de ceux qui sont admis aujourd'hui et dont l'insuffisance est démontrée. De l'application à la France des règles ci-dessus, sortira l'explication aisée du déficit de natalité qui s'y remarque actuellement et l'indication des mesures propres à y remédier.

CHAPITRE VII

EFFET DU NOUVEAU PRINCIPE DE POPULATION SUR LE GROUPEMENT DES RACES

Origines de la population française. — Epoque quaternaire, les deux races autochtones. — Persistance de leur type jusqu'à nos jours. — Premières invasions, datent du commencement des temps actuels. — Répartition des races à l'aurore des temps historiques. — Essai d'identification. — Les Ligures. — Les Basques. — Les Celtes descendent des envahisseurs de la pierre polie. — Leur caractéristique. — Etendue de l'ère qu'ils occupèrent. — Les Galates, nouvelle race dolichocéphale. — Sa caractéristique. — Date et mode de leur invasion. — Ils ont et communiquent aux Celtes une langue et une religion aryennes. — Division des races de civilisation aryenne. — Les Celtes ne sont pas des Aryas. — Galates, Européens aryanisés. — La conquête romaine. — Analogie des invasions germaniques et des invasions galates. — Energie des Aryas et passivité des Celtes. — Progrès de leur race. — Les montagnes sont le conservatoire des plus anciennes populations. — Exemples. — Phénomènes qui ont lieu au contact de deux civilisations très inégales. — Civilisation des vaincus, poison pour les barbares vainqueurs. — Exemples lors des grandes invasions. — Régénération de la natalité par la destruction de la civilisation. — Rôle de l'infiltration. — Relèvement des vaincus, réoccupation de leur ère primitive. — Elimination progressive des vainqueurs. — Exemple : élimination des dolichocéphales de l'Aveyron. — Infiltration des Celtes, prouvée par l'onomatologie. — Conséquence : rénovation de la population. — Elimination des envahisseurs dans l'ordre inverse de leur arrivée. — Cette élimination a lieu à raison de la situation géographique et du rôle social, non à raison de la race. — Influence sur le caractère national. — Comment elle est contre-balancée.

Je me propose de montrer dans les pages qui vont suivre comment le nouveau principe de population, en amenant le déplacement incessant des molécules sociales, modifie insen-

siblement le rapport des éléments ethniques qui constituent un peuple et transforme tous ses caractères.

Pour cet objet, il est indispensable de résumer brièvement ce que l'on peut affirmer dans l'état actuel de nos connaissances sur l'origine des diverses races qui occupent aujourd'hui notre territoire.

C'est au commencement de l'époque quaternaire, alors que la France, jouissant d'un climat chaud et humide, possédait encore une faune et une flore quasi tropicales, que l'homme, transformation probable de l'anthropopithèque tertiaire, apparaît comme autochtone dans l'Europe occidentale. Dans tous les spécimens que l'on en possède, la race de Neanderthal est caractérisée par sa grande dolichocéphalie, un front plat et déprimé, d'énormes arcades sourcilières surmontant des orbites ronds, un prognathisme très prononcé, des canines volumineuses, un ensemble bestial qui rappelle les singes anthropoïdes.

Si l'on évalue, avec M. de Mortillet, la durée du quaternaire à deux cent vingt-deux mille ans, celle des temps préhistoriques à dix mille et celle des temps historiques à six mille, on est conduit à faire remonter son antiquité à deux cent trente-huit mille ans.

Depuis lors, malgré les siècles, malgré les changements de température, l'extension et le retrait des glaciers, l'extinction ou l'émigration sans retour de nombreuses espèces animales, notre sol n'a jamais cessé d'être habité par l'homme. Les débris que l'on en possède sont encore bien peu nombreux eu égard à l'immense durée de la période quaternaire; mais les lacunes, si grandes qu'elles soient, sont simplement l'effet de notre ignorance; de nouvelles découvertes tendent chaque jour à les combler, et d'ailleurs les armes de silex, mieux conservées que ses ossements, sont des témoins qui attestent la continuité de sa présence. Le sang de notre antique ancêtre

s'est perpétué sans tarir jusque dans nos veines, de sorte qu'en dépit des croisements, son type peut s'observer encore assez fréquemment aujourd'hui, reproduit par l'atavisme.

A la fin du quaternaire et au commencement de l'époque actuelle, l'homme primitif, transformé par une évolution de deux mille siècles, s'est notablement élevé et anobli. Le crâne a conservé son caractère dominant de dolichocéphalie prononcée, mais il est devenu large et volumineux; d'une capacité supérieure à celle de nos jours, la saillie des arcades sourcilières et le prognathisme ont disparu, le nez est leptorhinien, la face large et les orbites énormes. Une haute taille une force musculaire considérable, des tibias aplatis en lame de sabre complètent son portrait. Cette race, dite de Cro-Magnon, nomade et guerrière, vivant sous un climat de dix degrés plus froid que celui d'aujourd'hui, a laissé sur ses ustensiles d'os et d'ivoire de nombreuses gravures exécutées avec un vif sentiment de la réalité, une habileté de main remarquable.

C'est dans la France centrale, dans les vallées de la Vézère, du Tarn, de l'Aveyron, de la Saône et de la Seine, qu'elle avait son centre principal. Elle s'étendait d'une part jusqu'au Pas-de-Calais, sur les bords de la Meuse et dans l'Allemagne du Nord, de l'autre sur les rivages de la Méditerranée, où on la retrouve à Menton, et sur les côtes du Portugal, où ses ossements sont ensevelis parmi les amas de ses débris de cuisine. Sur cette aire si vaste, où elle était sans doute assez clairsemée, elle apparaît comme remarquablement homogène dans tous les traits de son squelette, de ses armes de pierre taillée ou de corne de renne, de son industrie rudimentaire, maîtresse incontestée ou plutôt maîtresse unique du sol dans toute l'Europe occidentale.

Au commencement de l'époque actuelle, la race autochtone n'a point disparu; mais elle n'est plus seule. Une nouvelle

race d'hommes, petite et brachycéphale, est venue d'abord en petit nombre, puis en flots de plus en plus épais, se mélanger à l'ancienne, l'altérer par ses croisements, l'absorber en partie, en partie aussi sans doute l'exterminer ou la refouler vers le Sud. Pendant la période néolithique, quatre types se sont superposés aux dolichocéphales de la pierre taillée : des brachycéphales atteignant l'indice céphalique de 86, d'autres brachycéphales à indice légèrement inférieur, des sous-brachycéphales et des mésaticéphales.

En même temps que la population, la géographie, le climat, la faune et la flore se sont modifiés et sont devenus ce qu'ils sont aujourd'hui. Dans l'industrie et la manière de vivre, l'homme a fait des progrès considérables. Il n'a pas encore renoncé au cannibalisme; mais déjà il connaît l'agriculture, il est sédentaire et non plus nomade; il connaît le blé et l'orge, possède des animaux domestiques, accumule ses provisions dans des magasins et sait les fortifier contre les attaques de l'ennemi; il construit des grottes artificielles, d'abord pour les habiter, puis pour y ensevelir ses morts; il sait se creuser des barques et va s'établir dans les îles, dans les habitations sur pilotis qu'il élève au milieu des lacs; il sait forer des puits de mine et des galeries pour extraire le silex qu'il a appris à polir sur les roches dures et qui fournit les haches caractéristiques de l'époque néolithique. Pendant les quelques milliers d'années qu'embrasse cette période, la population nouvelle a franchi une étape énorme vers la civilisation.

A l'aurore des temps historiques, les historiens anciens connaissaient comme établis depuis un temps immémorial sur le sol gaulois les Ligures et les Ibères, les Celtes et les Galates. Ils signalaient les Ligures, non seulement sur la côte actuelle de Ligurie; mais dans tout le massif des Alpes entre le bassin supérieur du Pô et celui du Rhône, dans le

sud de l'Espagne, sur la Loire à quelque distance de son embouchure, en Grande-Bretagne, au nord-est de la Tamise et dans l'Italie centrale.

Les Ibères occupaient l'Aquitaine et les deux versants des Pyrénées, la plus grande partie de l'Espagne, la Sicile, la Sardaigne, la Corse et, dans les Iles Britanniques actuelles, la Cornouaille, le pays de Galles et le sud de l'Irlande.

Les Celtes s'étendaient au nord des Aquitains et des Ligures jusqu'à la Seine, et les Galates, depuis ce fleuve jusqu'à la forêt Hercinienne.

Serait-il possible d'identifier ces diverses races avec celles que révèle l'anthropologie dans les âges préhistoriques? On est tenté de se laisser séduire par la simplicité d'un système qui reconnaîtrait dans les Ligures les descendants restés purs des envahisseurs de la pierre polie, dans les Ibères les descendants des hommes de Cro-Magnon, mélangés d'une petite quantité de sang ligure, enfin dans les Celtes de l'Auvergne et de la Bretagne, la postérité du dernier ban des brachycéphales bruns croisée en proportion faible quoique très-variable avec la race de Cro-Magnon soit pure soit déjà mélangée aux Ligures.

Il faut, en ce cas, nécessairement concevoir ces invasions ou infiltrations comme s'étant prolongées durant une longue série de siècles. Si les derniers venus des Ligures étaient, comme il semble, déjà aryanisés et parlaient une langue voisine de l'osque et du latin, il va de soi que tout autres étaient les premiers brachycéphales, lorsqu'au début de la période néolithique, ils vinrent se mêler aux peuplades autochtones.

Le type ligure, caractérisé par la petitesse de sa taille, un crâne très brachycéphale, haut, de faible capacité, dépourvu de saillie occipitale, un front peu élevé, aux bosses saillantes, cassé et non bombé comme celui du Celte, des os grêles, des

extrémités délicates, des yeux bruns et des cheveux très noirs, une peau légèrement bistrée, des tissus secs, un tempérament ardent, courageux, plein de feu, apparaît comme le représentant le plus pur des brachycéphales bruns. Dans les vallées alpestres laissées libres par le retrait récent des glaciers et vierges encore de pas humains, ils formèrent l'assise la plus ancienne de la population. Bien que recouverts plus tard par une mince couche de Celtes, ce sont eux que l'on retrouve encore aujourd'hui dans une partie du canton des Grisons et du canton de Vaux sur les bords du lac de Genève et dans la Savoie. Non sans doute qu'ils se soient établis en nombre considérable dans ces stations désavantageuses ; mais ceux que le hasard y plaça n'y avaient point trouvé d'habitants, les conquérants des époques postérieures ne vinrent point les y déranger et ils multiplièrent autant que les ressources du pays le leur permirent.

Dans les plaines au contraire, des croisements se produisirent fatalement. Ils donnèrent lieu à une race nouvelle, les Ibères, que les historiens anciens associent si souvent aux Ligures et qui participa des caractères opposés des deux races mères. Les Ibères et les Basques, leurs descendants, avec leur langue préaryenne d'un système si particulier, furent tantôt dolichocéphales comme à Zaraus, tantôt au contraire brachycéphales. Seulement dans l'aire qu'ils ont occupée, le type de Cro-Magnon se laisse parfois apercevoir à l'état pur ainsi qu'on l'a observé dans la région des causses et même à Paris, tandis que bien plus fréquemment le ligure reparaît avec sa caractéristique complète dans le midi ou même à l'état sporadique dans le centre de la France.

Les Celtes, frères puînés des Ligures, apparaissent, eux aussi, comme les descendants d'une partie des envahisseurs de la pierre polie, croisés en toute proportion avec les dolichocéphales primitifs. Ils ont pour caractères : « crâne

volumineux, brachycéphale ou sous-brachycéphale, à région antérieure large et saillante, à diamètre vertical considérable; face large, os courts, en rapport avec une taille peu élevée, cheveux châtains, bruns, droits; yeux à iris gris; dépression naso-frontale considérable; visage arrondi; menton rond, assez large; teint frais et coloré; cou assez court; épaules larges horizontalement placées; poitrine large et bien développée; courbes rachidienne, cervicale, dorsale et lombaire peu prononcées; membres bien musclés; conformation générale un peu trapue; système pileux très développé [1]. »

Venue probablement des rivages sud-orientaux du Pont-Euxin par la vallée du Danube, cette race a occupé la Bavière, une partie de l'Alsace et de la Lorraine, la vallée du Pô, la Gaule à peu près entière, la Grande-Bretagne et l'Irlande. On la retrouve aujourd'hui en masses compactes dans les départements du plateau central et l'intérieur de la Bretagne. Mais dans ces deux groupes et dans le second surtout, le croisement avec les autochtones, dolichocéphales, leptorhiniens, à indice orbitaire faible, lui a valu une moindre brachycéphalie, un nez moins large et des orbites moins élevées. Sous tous ces rapports, le crâne auvergnat tient le milieu entre le crâne savoyard et le crâne breton. Plus les montagnes ont été hautes, le pays maigre et difficile d'accès, plus la race brachycéphale y est demeurée exempte de mélange. Ce n'est pas que les Celtes, non plus que les Ligures, aient choisi de préférence un habitat incommode et des terroirs ingrats; agriculteurs et sédentaires, ils ont dû tout au contraire se fixer principalement dans les plaines fertiles. Mais là, ou bien ils sont devenus méconnaissables à force de croisements, ou bien ils ont été dépossédés à leur tour.

Les peuples nommés par les anciens Belges, Gaëls ou

1. Dr Lagneau, *Revue d'anthropologie*, 1875, IV.

Galates s'étendaient depuis la Marne et la Seine jusqu'à l'Océan et vers l'est jusqu'au centre de l'Allemagne du Nord. Grands, dolichocéphales, les yeux bleus, les cheveux blonds ou roux, la peau très blanche et les incurvations de la colonne vertébrale prononcées, ils se distinguent par la faible capacité de leur crâne des dolichocéphales autochtones, avec lesquels ils n'ont aucune parenté. Il se rapprochent au contraire par tous ces traits des races germaniques et semblent être avec elles dans la même relation que deux arbres poussés sur la même racine. Comme devaient le faire plus tard les barbares du v[e] siècle, c'est par le nord-est qu'ils arrivèrent. Leurs invasions, que l'on fait remonter à quinze ou seize cents ans avant notre ère, sont par conséquent de bien des siècles postérieures à l'établissement des Celtes.

Comment se comportèrent-ils à l'égard des anciens habitants? — Dans les vallées du Rhin, de la Marne, de la Seine, de la Saône et du Doubs, le long des grands fleuves où ils arrivèrent en bandes considérables et souvent renouvelées, ils durent occuper tout le pays, massacrant ou mettant en fuite les anciens possesseurs. Dans le reste du territoire, ils firent de fréquentes incursions, laissèrent çà et là des colonies. Mais, d'une façon générale, ils durent s'établir en nombre d'autant plus considérable dans une contrée qu'elle était plus voisine de leur pays d'origine, plus ouverte et plus fertile. C'est ainsi que les Celtes se trouvèrent refoulés dans les terrains montagneux et pauvres où on les voit aujourd'hui. En possession de la suprématie politique et militaire, les conquérants dolichocéphales entraînèrent souvent les populations vaincues dans les expéditions lointaines que leur conseillait leur caractère aventureux. Lors de la conquête romaine, Vercingétorix appartenait à cette aristocratie de race blonde, tandis que ses soldats étaient en grand nombre des brachycéphales de petite taille. Rien d'étonnant que le

vainqueur, préoccupé de l'importance relative de ces « Galli molles » qui jadis avaient pris Rome et qu'il rencontrait partout à la tête de la résistance, ait semblé souvent ne voir qu'eux dans les Gaules.

Du reste ils avaient imposé, aussi bien que leur nom et leur domination politique, leur langue, leurs mœurs et leurs traditions religieuses; ils avaient été sous tous ces rapports les introducteurs de la civilisation des Aryas. Mais ce dernier point exige une explication.

Un fait certain, c'est qu'à l'époque de la conquête romaine, Celtes et Galates, en Grande-Bretagne et en Irlande comme en Gaule, parlaient les uns et les autres divers dialectes d'une même langue, sœur du sanscrit, du grec et du latin; qu'ils avaient, dans le druidisme, une religion apparentée d'une façon plus ou moins lointaine à celles de l'Inde et de la Perse. Ceci posé, on doit se demander laquelle des deux races a donné à l'autre sa langue et sa religion.

Quand bien même on adopterait l'hypothèse peu probable d'après laquelle elles se seraient rencontrées à une date inconnue sur les rivages du Pont-Euxin et y auraient vécu en relations fréquentes durant de longs siècles, avant le départ des brachycéphales bruns pour l'occident, la difficulté n'en serait que reculée. Il reste toujours à savoir laquelle des deux races était aryenne et ce qu'étaient les Aryas.

La confusion est venue de ce que les Aryas ne forment une seule famille qu'en linguistique et en mythologie comparée. En anthropologie, le type est multiple.

Des nombreuses populations qui, depuis l'Inde jusqu'aux montagnes de l'Europe et au détroit de Gibraltar, parlent des langues dérivées de racines aryennes, les unes sont brunes et brachycéphales, comme les Celtes, les Slaves, les anciens Romains (plutôt mésaticéphales cependant), les Iraniens et

les Indous, les autres étaient blondes, comme les Galates, les Francs, les Germains et les Hellènes.

Quand même les Indous élégants, aux extrémités fines et aux traits délicats, les Perses, aux cheveux noirs et bouclés, au nez légèrement aquilin, ou plutôt leurs lointains ancêtres, seraient issus de la même souche primitive que les Celtes et les Ligures, ces deux dernières races ne pourraient avoir participé dès leur origine à l'élaboration de la civilisation aryenne. Si flottante et incertaine que soit la chronologie des temps préhistoriques, il existe une impossibilité absolue à ce que les brachycéphales bruns, arrivés dans nos contrées aux débuts des temps géologiques actuels, où ils occupèrent les vallées alpestres encore désertes et récemment laissées libres par le retrait des glaciers quaternaires, aient été une fraction de ces Aryas qui, d'après l'opinion universelle, se sont séparés seulement deux mille ans avant notre ère. Raccourcir à ce point la durée des temps actuels est complètement inadmissible. L'antiquité des hommes de la pierre polie leur interdit la prétention d'avoir apporté avec eux une langue et une religion qui ne devaient se produire qu'un grand nombre de siècles plus tard. Au contraire toute difficulté chronologique disparaît si l'on en fait honneur aux envahisseurs dolichocéphales du XVIe siècle avant notre ère.

L'homme blond était partout, dans l'antique Europe, depuis le Péloponèse jusqu'à l'Irlande, en exceptant seulement l'Italie, considéré comme la race noble, guerrière et conquérante. « Les traditions irlandaises racontent qu'une grande race d'hommes blonds aux yeux bleus, tribus sacerdotales de druides primitifs, appelés la race des dieux de Dana, vainquit et subjugua une race antérieure de petits hommes bruns. » D'après l'edda scandinave, le guerrier ou noble est blond, le serf est brun. En Grèce, les Hellènes et les

Thraces établirent leur domination sur la race antérieure et brune des Pélasges; créant, suivant l'usage de tous les peuples, leurs dieux à leur image, ils leur prêtèrent le genre de beauté qu'ils possédaient eux-mêmes et se les représentèrent avec des cheveux blonds et des yeux bleus. Enfin, dans les Gaules, les blonds dolichocéphales apparaissent constamment dans la situation de conquérants par rapport à la population brachycéphale.

Quoi qu'il en soit, ces dolichocéphales blonds ne sauraient disputer aux Iraniens et aux Indous l'honneur d'être les vrais Aryas. Dans l'Inde à leur tour, ils étaient considérés comme une race inférieure. L'opinion la plus probable et la plus répandue aujourd'hui, c'est que « les Aryas primitifs auraient été brachycéphales aux cheveux noirs, du type dit caucasien ».

« Dès l'époque de l'unité aryenne, ils se seraient associé une ou plusieurs tribus de dolichocéphales blonds et ces hommes blonds aryanisés auraient suivi les Aryas dans leurs migrations. »

Nos Galates seraient ainsi, comme les autres rameaux de la race blonde, une race exclusivement européenne. Mais initiés dès son origine à la civilisation aryenne, ils l'auraient imposée partout, grâce à l'ascendant de leur supériorité militaire. Aux Celtes grossiers, issus du croisement des autochtones et des immigrants de la pierre polie, ils auraient donc, comme l'ont fait partout les énergiques minorités aryennes, donné tout à la fois leurs croyances, leur langue, leurs mœurs, leurs institutions politiques et civiles.

La conquête romaine, si meurtrière, dut détruire en grande partie l'élément galate. Mais plus tard, lors des grandes invasions, ce qui restait de cette aristocratie gauloise ne fut pas dépossédée par les conquérants germains. Par

mépris de la plèbe, elle fit cause commune avec eux et se rajeunit par l'infusion d'un sang analogue au sien.

Du reste, les invasions historiques répètent exactement celles qui avaient eu lieu deux mille ans plus tôt. Les Visigoths, les Burgondes, les Franks, venus des mêmes lieux, se massèrent en couche plus épaisse dans les mêmes vallées du nord-est, s'étendirent pareillement sur le reste du territoire à raison de sa richesse et de sa facilité d'accès; enfin eux aussi restèrent dans le pays tout entier à l'état d'aristocratie socialement superposée. Les mêmes régions qui avaient reçu le plus de sang galate reçurent le plus de sang germanique. Enfin, pour que l'analogie fût complète, les nouveaux conquérants, une fois leur domination fermement assise, entraînèrent aussi les vaincus dans les entreprises lointaines, à la conquête de l'Angleterre et des Deux-Siciles, à la conquête de la Palestine, de Constantinople, de l'Egypte et de Tunis.

Un trait apparaît comme typique dans le caractère des minorités aryennes ou aryanisées de l'Europe et de l'Asie : l'énergie, l'esprit aventureux et dominateur, l'initiative hardie. Partout ils donnèrent leur nom aux pays où ils s'établirent, les Hellènes à la Grèce, les Romains aux Romanies et aux Roumélies, les Burgondes à la vallée de la Saône, les Northmans à la Neustrie, les Gaëls au pays des Celtes, les Franks à la Gaule, les Bretons à l'Armorique, les Lombards à la vallée du Pô, les Angles à l'ancienne Bretagne. Le *regere imperio populos* ne formule pas la destinée des seuls Romains, il convient à tous les aryas ou aryanisés.

Il y a aussi un trait typique dans le caractère celtique, c'est, à l'inverse, la docilité, la fidélité. La ténacité apparente n'est que l'attachement aux idées de ses maîtres, quand une fois il les a faites siennes. Nous avons vu comment ils reçurent des Galates, tout à la fois une religion, une langue, une aristocratie politique et militaire. Les Romains leur don-

nèrent de nouveaux maîtres, de nouvelles institutions, une nouvelle langue et successivement, en moins de quatre cents ans, deux religions, le polythéisme olympien et le monothéisme chrétien. Enfin les conquérants germains leur imposèrent la domination de leur aristocratie féodale et déterminèrent une nouvelle transformation de leur langue.

Dans toutes ces révolutions, l'élément celtique apparaît comme toujours passif et toujours vaincu. Cependant nous le voyons aujourd'hui chez nous plus nombreux et plus fécond, plus décidément prépondérant qu'à aucune époque de sa longue histoire. La défaite, l'éloignement du pouvoir, du savoir et de la fortune, l'habitation des pays pauvres et reculés ont été favorables à son développement numérique. Son importance s'est accrue sans cesse en France et elle s'accroîtra encore. Il y a là un phénomène remarquable que notre principe de population est en mesure d'expliquer.

Dans tout pays qui a subi les invasions successives de populations diverses, les plus anciennes tendent toujours à reprendre le dessus. Devant l'envahisseur, elles trouvent un refuge dans les montagnes. Beaucoup périssent, beaucoup sont asservis ; mais quelques individus parviennent toujours à se maintenir à l'état quasi-sauvage. Les conquérants ne sont jamais assez nombreux pour qu'il en soit autrement. Fussent-ils au nombre de plusieurs centaines de mille ou même d'un million pour un territoire grand comme les Gaules, ils ne peuvent fouiller tous les défilés et toutes les forêts. Ils prennent les meilleures terres du pays et se tiennent pour satisfaits. Quelque disproportion qu'il y ait entre les anciens habitants et les nouveaux venus, ce gibier insaisissable est toujours dangereux à poursuivre dans ses dernières retraites. A cette chasse contre des gens qui n'ont plus rien, il y a toujours plus de chances de blessures que de butin. Ainsi les autochtones ne meurent pas, et la paix

faite, quand un *modus vivendi* quelconque a fini par s'établir, ils tendent toujours à redescendre vers leurs anciens cantonnements. Pour découvrir quelle est la plus ancienne race d'un pays, il suffit presque toujours de savoir laquelle habite les terroirs les plus pauvres, les presqu'îles et les montagnes.

Ainsi en est-il partout. Dans l'Inde, c'est la région centrale, sauvage, inaccessible et montagneuse, avec ses impénétrables forêts, empestées par la malaria, qui est, dit Rousselet « le refuge des vaincus, depuis le proto-dravidien négroïde, chassé par les conquérants aryens et thibétains, jusqu'au rajpote ». « La variété des races qui habitent les provinces centrales, ajoute Reclus, a fait comparer le pays à un fourré où se serait réfugié le gibier des plaines d'alentour. »

Ainsi en a-t-il été en Grande-Bretagne, où les brachycéphales bruns et plus tard les Galates, vaincus par les Saxons, ont trouvé une forteresse naturelle dans le pays de Galles, la pointe de Cornouailles et les montagnes de l'Écosse.

Ainsi en France, où l'Armorique, le plateau central et les Alpes ont fourni aux Celtes des refuges rarement visités de l'ennemi.

En vertu du principe que nous avons posé, d'après lequel le développement en nombre est chez une race en raison inverse du développement personnel, ces vaincus pauvres, sur un sol ingrat, fait pour désespérer toute aspiration vers les jouissances ou la civilisation, doivent multiplier jusqu'à la limite imposée par le manque de subsistances.

En vertu du même principe, les vainqueurs, en possession de toutes les ressources du pays et donnant pleine satisfaction à leur appétit de jouissances, n'auront qu'une fécondité très limitée. Lorsque les envahisseurs sont supérieurs aux vaincus, comme c'était probablement le cas lors de l'inva-

sion galate, la conquête ne détermine chez les vainqueurs qu'une impulsion assez médiocre vers le développement personnel. Au contraire, quand les vaincus sont très supérieurs sous le rapport de la civilisation aux envahisseurs barbares, plus la distance est grande, plus ceux-ci sont attirés avec violence. Ils se ruent avec la fougue d'une nature brutale vers la débauche, les raffinements et les folies du luxe, et ils ont bientôt fait d'épuiser leur vigueur originelle et la sève de leur race.

On en vit de curieux exemples lors des invasions germaniques dans l'empire romain. Il fallut trois ou quatre couches successives de barbares pour parvenir à fonder des établissements durables, et l'ancienne civilisation ne cessa à vrai dire de les empoisonner que quand elle eut cessé d'exister.

En Italie, trois royaumes successifs, ceux des Hérules, des Ostrogoths, des Lombards, se fondent et s'écroulent les uns par dessus les autres, sans laisser autre chose que des ruines. Celui des Vandales, en Afrique, dura un siècle. Celui des Visigoths en Espagne, après le royaume éphémère des Suèves, ne prolongea son existence que grâce à sa situation géographique et périt d'inanition autant que de l'attaque des Arabes. En Gaule, il n'avait pas duré quatre-vingt-dix ans, et celui des Burgondes une génération de plus.

Tous ces barbares étaient d'un naturel plus doux que les Franks. De bonne heure ils avaient adopté le christianisme et les mœurs des vaincus, la vie civile, l'existence régulière et sédentaire. Ils traitèrent les Romains en égaux et firent profession d'admirer leur civilisation, d'imiter leur cérémonial et leurs titres pompeux, leur vie oisive et leur luxe, et cela dans des pays plus chauds que les leurs, c'est-à-dire plus excitants pour les sens et l'imagination, au milieu d'une culture raffinée agissant elle-même comme un déplacement

de plusieurs degrés vers le sud. Ces hordes farouches, invincibles au moment où elles s'étaient jetées sur l'empire, fondaient comme la rosée à ce double soleil. Ni l'intelligence ni même le génie ne manquèrent aux chefs ; mais l'énergie tarit dans la race. C'est l'effet ordinaire d'une rapide augmentation de la fortune et des moyens de développement personnel. On a souvent parlé de la vigueur des fils de parvenus et l'on a eu tort, mais en tout cas, on n'a jamais osé parler de celle de leurs petits-fils, ni de leur robuste postérité.

Les Franks, païens et demi sauvages, n'envahirent d'abord que la Gaule du nord, moins amollisante que celle du sud, à la fois moins chaude et moins pénétrée d'éléments romains ; enfin ils ne s'y fixèrent que quand elle avait été déjà depuis près d'un siècle parcourue en tous sens et ruinée par d'autres barbares. Leur mode d'invasion différait lui-même essentiellement. Ils arrivaient en général successivement, par petites bandes de pillards ; ils vivaient à discrétion dans le pays où ils campaient, ne cherchant que le butin et ne s'attachant pas à la terre. Même après les conquêtes de Clovis sur les Visigoths, ils ne s'établirent à demeure qu'entre le Rhin et la Loire. Lors des partages entre les fils de Clovis et plus tard entre les fils de Clotaire, aucun des copartageants ne se fixa au sud de ce fleuve. Une part fut faite à chacun dans les provinces et les villes qui s'y trouvaient comme dans un héritage de nature spéciale, pays de butin et de conquête, pillable à merci, d'où chaque expédition ramenait de longs convois de dépouilles et de captifs.

Cependant les Franks de Neustrie s'adoucirent graduellement, s'attachèrent au sol, devinrent agriculteurs. L'Église peu à peu romanisa les chefs, leur suggéra l'idéal de l'ancienne société et ceux-ci le communiquèrent à leurs hommes. Les rois chevelus, dans leurs métairies, essayèrent d'imiter

la pompe impériale. Ils eurent un nombreux personnel d'officiers titrés, de flatteurs appartenant à la race des vaincus, ils parlèrent latin, réformèrent la grammaire et se donnèrent un sérail, mais ils devinrent les rois fainéants. En deux siècles, les Saliens de Clovis avaient accompli leur destinée. Ils mouraient de décrépitude quand la bataille de Testry donna le pouvoir aux Austrasiens.

Ceux-ci avaient conservé leur langue, leur vêtement, leurs mœurs, leur énergie virile et leur valeur guerrière. Ils donnèrent au monde Charles Martel, Pépin et Charlemagne. Mais c'était la règle invariable que toute génération qui se romaniserait en serait punie par l'incurable imbécillité de ses descendants. Les petits-fils des vainqueurs de Vitikind et des Arabes n'eurent pas même la vigueur de repousser les invasions des Northmans. Un siècle et demi après Testry, ceux-ci étaient vainqueurs partout où il leur plaisait de se présenter. Le courage de l'homme ne se régénéra que dans la douleur, quand la misère universelle, la famine, la peste et l'ignorance, les terreurs de l'an mil, l'organisation du régime féodal et l'habitation de l'aristocratie à la campagne eurent, pour des siècles, détruit, dans l'imagination des peuples, la fascination de l'idéal urbain et gréco-latin.

Chaque race barbare avait duré d'autant plus longtemps qu'elle avait moins subi l'attraction de cet idéal.

Au x[e] siècle, quand ont pris fin les dernières invasions, l'art est mort depuis longtemps; la culture intellectuelle, réduite à rien, est le partage de quelques moines cachés au fond des abbayes; le régime féodal, immobilisant l'individu dans sa condition par l'institution d'une hiérarchie à peu près inaccessible aux inférieurs, constitue l'antithèse la plus absolue de la démocratie césarienne; le servage de la glèbe achève de rendre impossible à la plupart des habitants du sol tout développement personnel. A aucune date la capil-

larité sociale ne fut moins active. Aussi la natalité engendrée par une semblable organisation dut-elle être énorme et son accroissement atteignit-il bientôt les limites — d'ailleurs probablement assez rapprochées, grâce à la mauvaise culture — où la famine intervient inévitablement comme obstacle réprimant. Ainsi, population pullulante exténuée par les privations, décimée par la guerre, la peste et toutes les maladies qu'entraînent une alimentation insuffisante, l'absence de confort, d'hygiène et de propreté, tel nous apparaît l'état démographique du moyen âge.

Mais le désir de s'élever a beau être entravé par les institutions sociales, il est si essentiel à l'homme qu'il ne l'abandonne jamais complètement. Au sein de cette nuit universelle et profonde du moyen âge, quelques lumières brillent pourtant çà et là, la cour de quelque comte, possesseur de plaines fertiles et protecteur des marchands, les villes fortifiées où se reforme quelque luxe et quelque sécurité ; ce sont les pôles d'attraction de la société nouvelle. Avec le temps et le rétablissement graduel de la prospérité, ces lumières grandiront agissant sur les hommes comme les phares où les oiseaux voyageurs viennent s'abattre d'autant plus loin qu'ils ont plus d'éclat.

Les régions du territoire qui fournissent aujourd'hui des émigrants en ont toujours fourni et les points qui en reçoivent en ont toujours reçu. Ces points brillants, en effet, sont toujours à la même place, à l'intersection d'un chemin naturel et de quelque grand cours d'eau, et les régions obscures sont toujours les mêmes. C'est là ce qui détermine la naissance et l'aboutissement des courants ethniques, variables par leur puissance selon les temps et le milieu social, mais constants dans leur direction.

Ainsi notre population est désormais en possession de tous ses éléments constitutifs, elle ne sera plus troublée par les

invasions du dehors; mais elle n'a point pour cela conquis l'immobilité. Un travail de transformation interne se poursuit et se poursuivra, assez puissant pour détruire l'œuvre des conquérants, contrepeser les guerres et les massacres, les incursions des hordes barbares qui durant tant de siècles ont rempli l'histoire de leur fracas. Ce facteur silencieux qui remanie depuis si longtemps notre population et poursuit aujourd'hui même son action avec plus d'énergie que jamais, c'est l'infiltration pacifique. Des montagnes, l'homme descend vers les plaines; des villages, il va vers les villes; des petites, vers les grandes; de toutes, vers Paris; et, à Paris, il tend au maximum de culture, de pouvoir et de jouissances. Suivant les siècles et les régimes politiques, la facilité des communications matérielles, le plus ou le moins d'aisance générale, il mettra un nombre plus ou moins grand de générations à franchir ces étapes; mais le fait important à constater, c'est la constance de l'itinéraire tracé à tant de millions d'individus de tous les siècles par l'unité d'aspiration. Le courant de la population, régulier comme les courants marins ou les courants atmosphériques, suit en général la pente des eaux. Comme elles, il va des plateaux rocheux, froids et pauvres, vers les vallées molles et fertiles, et jamais le mouvement ne se produit en sens inverse. Riches et oisifs, des citadins peuvent bien retourner accidentellement faire de l'agriculture comme un genre de sport; pauvres, ils ne redeviennent pas paysans. La vie âpre et laborieuse qui chasse parfois le montagnard de son pays d'origine, forme toujours un obstacle à ce que les habitants des plaines, où la vie est relativement commode et agréable, aillent jamais s'établir dans les montagnes.

Une première conséquence, c'est que la race n'y subit point de croisements avec les éléments étrangers; elle se maintient pure et s'accentue dans son genre. Évitées d'autre part par les conquérants, les montagnes se trouvent, comme nous l'avons

dit, constituer le refuge des populations les plus anciennes de chaque pays. Vaincues, elles s'y resserrent pour un temps; rassurées après l'établissement définitif des vainqueurs, elles commencent, à l'aide d'une migration incessante, par renouveler les populations plus cultivées qui tendent à s'épuiser dans la jouissance du pouvoir et de la fortune. Avec le temps, par une opération insensible, le sang des conquérants se trouve éliminé, et la race primitive a reconquis son domaine par le seul fait de la fécondité supérieure des pauvres combinée avec leur aspiration vers la condition des riches.

Il est vraisemblable que la tendance bien connue de toutes les mythologies à placer sur les montagnes le berceau de l'humanité n'a pas d'autre origine. Il n'est pas admissible que des hommes ou des animaux aient jamais pris naissance dans les lieux où la nature a mis le moins de fécondité; mais il est très possible que chaque tribu ait conservé le souvenir que c'était d'un massif montagneux que tous ses ancêtres étaient descendus un à un pour coloniser les plaines ou pour les conquérir.

Quoi qu'il en soit de ce point particulier, la conséquence capitale qu'il importe de mettre en relief est celle-ci : les Celtes ou bruns brachycéphales tendent à remplacer graduellement sur notre territoire les deux éléments galate et germanique, l'un et l'autre blonds et dolichocéphales. Cette proposition énoncée *a priori*, plusieurs considérations contribuent à la confirmer.

Quand César accordait tant d'importance à la race gaélique dans les Gaules, c'était évidemment à cause de son rôle politique et guerrier, mais cela devait tenir aussi sans doute à ce que les bruns brachycéphales étaient relativement moins nombreux qu'aujourd'hui, tandis que les blonds dolichocéphales formaient une fraction de la population totale plus considérable que ne sont actuellement leurs descendants,

même alliés aux autres dolichocéphales de toute provenance immigrés depuis lors. La première race s'est graduellement substituée aux secondes.

M. Durand (de Gros) a du reste mis le fait en évidence pour la ville de Rodez et les campagnes environnantes. D'une comparaison entre quatre séries de crânes appartenant l'une à l'époque des dolmens et de la pierre polie, l'autre à l'époque gallo-romaine, la troisième au moyen âge et la quatrième à l'époque moderne, il résulte « que la population humaine qui s'observe aujourd'hui dans l'Aveyron (et cela chez la presque universalité des individus) présente une conformation de la tête totalement différente de celle qui se remarque dans les squelettes en assez grand nombre qui nous restent des populations qui vivaient jadis sur le même sol. »

Tandis que les crânes de la première et de la seconde sont tous dolichocéphales et doivent provenir d'un croisement des deux types, ceux de la quatrième sont tous décidément brachycéphales.

Cet auteur considère les deux races comme ayant vécu socialement superposées aux deux premières époques. A la troisième, le type brachycéphale ou rural se serait mélangé au type noble, et dans la quatrième, l'immigration des campagnes aurait définitivement noyé et éliminé les dolichocéphales.

A une époque plus moderne, cette insensible infiltration des Celtes des pays pauvres parmi les populations des campagnes riches et des villes est démontrée par l'onomatologie.

Rien ne serait plus instructif qu'une onomatologie complète de la France. Le *Dictionnaire topographique* contient déjà, sur les départements où il existe, les renseignements les plus précieux. Il est regrettable qu'un travail analogue et plus complet n'existe pas pour les noms de famille. Il y en a au maximum 100,000 en France pour 10,000,000 d'élec-

teurs. On peut concevoir un ouvrage qui en ferait le relevé par départements et par communes, indiquant à propos de chacun d'eux le nombre d'hommes qui le portent, la langue à laquelle il est emprunté, français, latin, breton, dialectes germanique, italien, basque, flamand ou provençal, le pays où il a pu se former, l'étymologie et la date approximative de sa formation, ce qui est possible au moins pour une grande partie. On concentrerait et on utiliserait à cet effet de nombreux travaux partiels exécutés principalement en province et l'on donnerait ainsi un but à de patientes recherches, qui restent habituellement sans conclusion.

La statistique de ces noms servirait à noter la puissance d'attraction de la civilisation française sur chaque point du territoire et le degré de mobilité des différentes populations, les courants et les remous qu'elles ont subis. Elle permettrait de suivre la molécule sociale, entraînée par le désir de s'élever, depuis son point de départ jusqu'à celui où elle se trouve aujourd'hui. On la verrait, esclave de son aspiration vers la culture intensive, affluer étape par étape aux lieux où celle-ci est à son maximum.

Il y a des noms en très grand nombre qui sont un certificat d'origine pour la famille qui les porte. Quand on trouve à Paris des noms tel que Cazal, Arrazat, Garrigou, on peut être assuré qu'ils y sont venus du midi. Si nous trouvions en Poméranie des Montagne et des Charpentier, nous tiendrions pour certain que leurs ancêtres n'ont pu être ainsi dénommés dans des pays de langue allemande et qu'ils sont venus de France postérieurement à la fixation de l'orthographe actuelle de ces deux mots, probablement à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes. De même, lorsque par exemple nous rencontrons en Normandie des noms purement bas bretons, un raisonnement analogue s'impose.

Or la Normandie, sol riche, de race mélangée, de culture

intensive par rapport à la Bretagne, paraît avoir été un foyer d'appel assez actif. La proportion considérable de noms d'hommes évidemment bas bretons que l'on trouve en particulier dans le Calvados est vraiment surprenante, surtout si l'on songe que ce département est séparé par l'épaisseur de deux autres des pays où s'est conservée la langue bretonne. Il ne peut entrer dans le plan de cet ouvrage d'en essayer un relevé complet. Mais il est bon d'en citer quelques-uns pour montrer à quel point le fait est fréquent.

Il y a d'abord les noms dont la signification est purement bretonne, comme sont par exemple : Clouet (Klouët, barrière ou claie); Gohel (goël, forgeron); Goffe, Legof, Legoffe ou par altération Lecauf (gôf, également forgeron); Calouet et Callouët (kalued, charpentier); Gouet (goët, bois); Person (person, recteur de paroisse); Lehir (hir, long); Halbout (halbot, gredin, gueux); Lebourque (bourc'h, bourg); Enez (enez, île); Levabre (wabr, nuage); Laplanquois (plancoët, planches, bois débité); Gast (gast, chienne ou prostituée), et avec l'article breton, Hergast, nom assez ancien pour avoir eu le temps de s'altérer en Hergaux, qui en figure la prononciation habituelle; Leherquois et ses diverses orthographes, Le Harquois, Leharcouet (er ou ar coet, la forêt); Ebel (ébeul, ou ébel, poulain) et, avec l'article, Heribel, Haribel, Harivel Lehéribel, Leharivel. Dans ces deux derniers noms, l'article français s'est bizarrement ajouté à l'article primitif incorporé au mot, comme dans les noms communs l'alcool, le lierre et quelques autres.

On peut citer encore toute une catégorie de noms dont l'étymologie est inconnue, mais qui n'en sont pas moins purement bretons : Juhel, donné comme altération de Judicaël par le dictionnaire de Louis Lepelletier; Houel, orthographe française du breton Hoël; Herblin ou Herbline, nom d'un saint breton; Malo, pour Mac-Léod; Le Tual, pour Tugdual;

Josse, Gosse, Gosset, pour Jodoc; Yon pour Yvon; Vardon, altération du nom de saint Houardon; Guyomar, pour Guyomarc'h, nom d'un comte de Léon; enfin Le Guédois, Le Bidois. Le Gastois, transformation des noms très répandus en Bretagne de Guedex, Bedex, Gastex, qui ont conservé en français l'article usité en breton devant les noms propres. Enfin on peut ajouter une quantité notable de noms d'homme qui reproduisent avec une orthographe à peine modifiée les noms des lieux dont sont partis les immigrés dont les fils les portent aujourd'hui. On sait combien est fréquente dans les écoles, les casernes et les ateliers, l'habitude de se désigner les uns les autres par le nom du pays dont on est originaire. Une multitude de Français portent des noms tels que Paris, Bordeaux, Nancy, Toulouse, Poitou, Gascogne, etc. Or on trouve assez fréquemment en Normandie des noms de lieux bretons portés par des familles. On peut citer comme exemple Jusselin et Josselin, Quéruel pour Kerhuel, Ozanne pour Ozan, Guérante pour Guérande.

On reconnaît d'ailleurs à plusieurs indices que cette infiltration de l'élément bas breton en Normandie est loin d'être récente. Ainsi dans un acte du premier avril 1302, passé devant le tabellion d'Avranches entre les religieux du Mont-Saint-Michel et les paroissiens d'Averdan, acte cité par M. Léopold Delisle dans son *Histoire des classes agricoles en Normandie*, on trouve parmi les habitants de cette commune plusieurs noms à physionomie évidemment bas-bretonne, Geelin, La Gole, Durand-Gore, Le Quilloor, Marec, Haroël, Hoël, Coriheiz. Il s'agit, il est vrai, d'une commune plus rapprochée des pays de langue bretonne. Mais dans le Calvados même, les immigrés ont eu le temps de donner leur nom à un certain nombre de lieux figurant dans le *Dictionnaire topographique*. On y rencontre par exemple Gouet, Calloué ou Callouet, Bois-Halbout, ainsi dénommé dès le

XIIe siècle, puis Harivel, Gast, quatorze Bretonnière ou Bretonnerie; et dans le département de l'Eure, une Bretonnière, trois Bretonnerie, Mont-Houël, Carcoët ou Carcouet, cinq Callouet, Bosgouet, Clouet, Canoël et autres évidemment importés par des immigrants bretons. Car, si les noms de lieu ont une tendance à passer aux hommes, les hommes n'ont pas une moindre propension à donner les leurs aux lieux qu'ils habitent. Dans le seul Calvados, les noms d'homme servant à désigner des hameaux ou des villages sont au mombre de plusieurs centaines.

Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour attirer sur cette infiltration continue des habitants des pays maigres parmi les populations des pays gras toute l'attention que méritent son importance et son ancienneté. Supposons que du plateau central, des Landes, des Pyrénées, la même descente insensible se produise et se continue pendant des siècles. Quel en sera le résultat ? Pour le savoir, rapprochons les diverses conclusions de notre chapitre. Nous avons constaté la natalité supérieure des habitants des pays pauvres qui se trouvent en même temps les pays des races pures. Nous avons reconnu d'autre part le peu de fécondité des populations mélangées habitant les plaines et les villes situées sur le grand chemin des invasions. Il s'ensuit que ces populations doivent se trouver à la longue remplacées par les plus anciens habitants du pays. Mais comme ces portions du territoire, particulièrement vouées à l'oliganthropie, sont l'habitat ordinaire des éléments ethniques établis les derniers dans le pays, c'est-à-dire des populations blondes, Galates, Franks, Burgondes et Northmans, il s'ensuit que ces éléments se trouvent condamnés à disparaître graduellement. De là cette conclusion d'importance capitale : que les divers éléments ethniques qui composent une nation sont éliminés dans l'ordre inverse de leur arrivée.

On peut constater en effet que c'est dans la région comprise entre la Vire et la Dives, où les plus récents envahisseurs de la France, les Northmans, se sont superposés en couche épaisse aux Sennes de Bayeux, que l'oliganthropie commença de se faire sentir il y a plus de quatre-vingts ans.

D'après une remarque de M. Renan, un phénomène analogue se produirait en Angleterre. « Elle aussi dépouillerait graduellement le germanisme, et le fond celtique, plus doux, tendrait à reparaître. »

Si les blonds dolichocéphales sont éliminés graduellement, il faut se hâter de dire que c'est uniquement à raison de leur situation géographique et sociale, non à raison de leur race. Mais cette élimination même ne peut guère être mise en doute et la prédominance croissante de l'élément celtique dans la France moderne apparaît comme un fait incontestable.

Or le génie celtique possède d'excellentes qualités. Discret et délicat, persévérant et docile, il a une grande force de résistance et garde fidèlement l'empreinte une fois reçue. Mais, abandonné à lui-même, on peut lui reprocher de n'être pas assez vibrant. Tout en lui est voilé, le coloris est sans éclat et le dessin sans vigueur. Il est possible que les minorités hétérogènes dont il a toujours reçu le verbe, ne lui soient pas moins utiles dans l'avenir que dans le passé. Sous ce rapport l'énorme immigration des étrangers que l'on constate en France aurait son avantage, puisqu'elle compenserait en quelque sorte l'élimination du type dolichocéphale.

CHAPITRE VIII

EXPLICATION PAR LE NOUVEAU PRINCIPE DE POPULATION DE LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA FÉCONDITÉ ET DU PROGRÈS DES AGGLOMÉRATIONS URBAINES.

Répartition géographique de l'excès des décès sur les naissances. — Quarante et un départements sont sujets à des déficits de natalité. — Gravité variable du mal. — Centres de dépression : normand et bourguignon; gascon et provençal. — Profondeur et ancienneté du mal. — Étendue des deux grandes taches oliganthropiques du nord et du sud. — Autre mode d'évaluation de la fécondité : proportion des enfants légitimes vivants pour 100 familles ayant des enfants. — Fécondité moyenne de la France. — Quarante-deux départements sont au-dessous de ce niveau, leur répartition. — Tache septentrionale formée par vingt-quatre départements, — centres de dépression normand, parisien, bourguignon, tourangeau. — Tache méridionale formée par quinze départements, — centres de dépression gascon et provençal. — Centre lyonnais. — Répartition générale semblable dans les deux modes d'évaluation. — Modification en ce qui concerne Paris, Lyon et le centre provençal. — Troisième mode d'évaluation qui confirme les deux autres. — Conclusion : rapport entre la fécondité des races et l'élévation du sol; — entre la fécondité et la pauvreté. — Explication concernant la Seine-Inférieure; — le Nord et le Pas-de-Calais.

Émigration et immigration. — Les régions pauvres fournissent les émigrants; les régions riches et les villes les reçoivent. — Accroissement rapide des grandes villes. — Capitales vampires. — Accroissement des petits centres urbains. — Causes de ce progrès : désir de s'élever en culture et en jouissances. — Émigration ouvrière causée par l'émigration des capitaux. — Émigration des capitaux, causée par l'émigration bourgeoise. — Sa nécessité. — Terme inévitable de l'émigration centripète, Paris. — La fécondité d'une population est en raison inverse de la tendance de la bourgeoisie à l'émigration.

L'affaiblissement de la natalité en France n'est pas uniformément répandu. Sa répartition géographique est intéres-

sante à étudier pour le jour inattendu qu'elle jette sur les causes du mal.

Le tableau A ci-dessous contient la liste des départements

Tableau A. — Départements ayant présenté un excès de décès sur les naissances au moins une année de 1881 a 1885.

DÉPARTEMENTS.	1881	1882	1883	1884	1885	NOMBRE d'années.
Ain	»	149	»	»	»	1
Aisne	»	»	»	540	»	1
Alpes (Basses-)	»	421	650	501	224	4
Alpes (Hautes-)	»	264	»	»	»	1
Alpes-Maritimes	»	179	301	26	»	3
Aube	128	679	563	907	567	5
Aude	»	»	»	74	»	1
Bouches-du-Rhône	»	910	986	2837	1646	4
Calvados	728	881	1116	1013	1236	5
Charente	»	»	»	45	»	1
Côte-d'Or	413	307	83	338	64	5
Drôme	862	1147	461	431	233	5
Eure	1375	1016	1316	1474	1535	5
Eure-et-Loir	56	»	795	446	224	4
Gard	»	»	753	1222	»	2
Garonne (Haute-)	37	154	531	247	287	5
Gers	1034	1141	878	739	690	5
Gironde	»	»	247	309	281	3
Hérault	673	690	1672	1892	514	5
Lot	400	192	691	787	190	5
Lot-et-Garonne	1300	950	1530	1130	1402	5
Maine-et-Loire	73	»	»	117	592	3
Manche	254	»	837	1123	1924	4
Marne	»	»	»	58	»	1
Marne (Haute-)	95	»	46	411	»	3
Mayenne	»	»	»	178	264	2
Meuse	»	2	97	142	489	4
Oise	»	»	483	817	272	3
Orne	749	1168	1782	1713	1214	5
Puy-de-Dôme	»	»	266	81	»	2
Pyrénées (Hautes-)	»	»	»	109	»	1
Pyrénées-Orientales	»	»	»	85	»	1
Rhône	»	957	272	524	370	4
Sarthe	365	325	809	800	921	5
Seine-et-Marne	»	»	»	424	»	1
Seine-et-Oise	1088	448	1332	1149	1174	5
Somme	»	»	443	276	»	2
Tarn-et-Garonne	718	1100	673	831	772	5
Var	388	1381	1782	2323	1273	5
Vaucluse	480	647	1146	1171	661	5
Yonne	»	556	»	506	313	3

qui, pendant les cinq années écoulées de 1881 à 1885, ont présenté au moins pendant une année, un excédent des décès sur les naissances.

Parmi ces quarante et un départements il y en a heureusement un certain nombre où le mal est encore léger. Dans neuf d'entre eux, une seule année a présenté un excédent des décès sur les naissances, en outre cet excès est ordinairement assez faible, comme dans la Marne, où il est seulement de 58 en 1884, et dans la Charente, où il n'est que de 45. Il est évident que si l'on tenait compte de l'excès des naissances pendant les quatre autres années de la période embrassée, il y aurait compensation et au delà. Néanmoins, le fait d'avoir présenté, ne fût-ce qu'une seule année, une mortalité supérieure à la natalité, montre que ces départements sont déjà attaqués par l'oliganthropie qui sévit ailleurs avec plus de force.

Trois départements ont présenté pendant deux années et sept départements ont présenté pendant trois années sur cinq, des excès de mortalité. Là encore, ces excédents sont habituellement de peu d'importance.

Six départements ont présenté quatre fois sur cinq des excédents de mortalité. A mesure que ces excédents deviennent plus fréquents, ils deviennent aussi plus considérables. Dans la Manche, leur maximum approche de deux mille, dans les Bouches-du-Rhône de trois mille.

Enfin, dans seize départements, cinq années consécutives ont présenté des excès de mortalité. Tous sont donc atteints très gravement. Cependant, là encore, le mal est variable en intensité et remonte à une époque plus ou moins éloignée. D'une façon générale, il est d'autant plus profond qu'il est plus invétéré.

Que l'on examine la liste ci-dessus en ayant une carte sous les yeux, on reconnaîtra facilement que les départements

les plus profondément atteints forment quatre groupes :

1° Le groupe normand, comprenant l'Orne, le Calvados, l'Eure, la Sarthe, la Seine-et-Oise, soit cinq départements ;

2° Le groupe bourguignon, comprenant l'Aube et la Côte-d'Or ;

3° Le groupe gascon, formé de sept départements : le Gers, le Lot, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne et l'Hérault.

4° Le groupe provençal formé par la Drôme, le Var et le Vaucluse.

Dans le groupe normand, ce sont l'Eure et le Calvados qui sont attaqués depuis le plus longtemps. Dès le commencement du siècle, la natalité du Calvados était de 24 seulement pour 1,000 habitants, mais sa mortalité, extrêmement faible alors, était seulement de 21. Il reste ainsi pendant quarante ans avec une natalité basse et une mortalité plus basse encore. C'est à partir de la décade 1841-1850 que sa natalité, qui a continué de s'affaiblir, demeure constamment au-dessous de sa mortalité qui, au contraire, se relève.

Dans la première et la seconde décade du siècle, l'Eure avait une natalité supérieure à celle du Calvados; mais le déclin ayant été plus rapide, dès la décade 1830-1840 la mortalité dépasse la natalité, et, depuis lors, elle n'a pas cessé d'y être en excès.

L'Orne n'avait, dès les vingt premières années du siècle, qu'une natalité médiocre, à peu près égale à celle de l'Eure. Mais, comme sa mortalité est allée s'affaiblissant jusqu'au chiffre de 17,8 décès pour 1,000 habitants pendant la décade 1840-1850, c'est seulement à partir de cette dernière date que le chiffre des naissances, qui continue à décroître, tombe au-dessous de celui des décès qui se relève.

La Sarthe et Seine-et-Oise n'ont, depuis cinquante ans, qu'une natalité assez faible; mais c'est seulement pendant la

période 1860-1870, que les décès commencent à y dépasser les naissances.

C'est donc dans les trois départements normands, surtout dans l'Eure et le Calvados, qu'il faut voir les centres de dépression du groupe, le point où la natalité s'est depuis le plus longtemps affaiblie.

Dans le groupe bourguignon, la Côte-d'Or a présenté une natalité forte ou satisfaisante pendant les quatre premières décades du siècle. A partir de 1840 on peut la considérer comme faible. C'est seulement à partir de 1850 qu'il se produit de temps en temps des excédents de décès, fréquemment compensés par de légers excédents de naissances.

L'Aube a eu de fortes natalités pendant les trois premières décades du siècle. Dans la période 1830-1840, la natalité y devient faible; mais la mortalité y est moindre encore. C'est à partir de 1850 que commencent à se produire de légers excédents de décès. Le mal y remonte donc à quarante années.

Dans le groupe gascon, qui comprend actuellement six départements, le département le plus anciennement malade est le Lot-et-Garonne. Sa natalité, faible à partir de 1810, très faible à partir de 1830, tombe à cette date au-dessous de la mortalité et ne se relève plus. Le mal est donc aussi invétéré que dans l'Eure.

Le Gers commence à avoir une natalité réellement faible à partir de 1820; mais elle ne tombe au-dessous de la natalité qu'à partir de 1840, dix ans seulement après le département précédent. Il est vrai que le mal y prend bientôt des proportions beaucoup plus considérables, de sorte que, actuellement, le Gers, centre de dépression du groupe gascon, dispute à l'Orne et à l'Eure le triste honneur d'avoir la population la plus stérile de France.

Le Tarn-et-Garonne, à peine moins malade, avait une natalité médiocre de 26 à 24 pour 1,000 habitants jusqu'en 1840.

A partir de cette date, elle continue de s'abaisser et tombe définitivement au-dessous de la mortalité.

Ces trois départements forment de beaucoup la tache la plus foncée du groupe. Dans la Haute-Garonne, les excédents de mortalité ne remontent qu'à 1860. Dans l'Hérault et le Lot, le mal est plus récent encore.

Les trois départements formant le centre provençal ont en général conservé une natalité forte ou satisfaisante jusqu'à ces dernières années; mais la mortalité y est exceptionnellement élevée. Dans le Var, elle commence dès 1830-1840 à dépasser la natalité qui cependant était encore de 28 pour 1,000 habitants, et qui ne tombe au-dessous de 25 que depuis 1850. Dans le Vaucluse et la Drôme, la natalité s'est mieux conservée encore et n'est tombée que tout récemment au-dessous de la mortalité.

Autour du centre de dépression normand, formé en première ligne de l'Eure, du Calvados et de l'Orne, en seconde ligne de la Sarthe et de Seine-et-Oise, départements où l'oliganthropie est passée à l'état chronique, viennent se grouper la Manche, l'Eure-et-Loir, qui, quatre années sur cinq, ont eu un excédent de décès, puis le Maine-et-Loire, l'Oise, qui ont eu un excédent de décès trois ans sur cinq, ensuite la Mayenne et la Somme, enfin Seine-et-Marne, moins gravement atteint, qui forme la jonction entre le groupe normand et le groupe champenois ou bourguignon.

Dans celui-ci la dépression est à la fois moins étendue et moins ancienne que dans le groupe normand. Autour de l'Aube et de la Côte-d'Or, qui en forment le centre, se placent la Meuse, qui a eu quatre années sur cinq des excès de mortalité, la Haute-Marne et l'Yonne qui en ont eu trois fois, enfin l'Aisne et la Marne qui ne sont que légèrement attaquées. C'est au total sept départements qui se joignent aux douze du groupe normand pour former une masse compacte de dix-neuf départe-

ments entourant comme deux îlots la Seine et la Seine-Inférieure. De la Somme à la Loire et de la Bretagne à la frontière allemande, c'est-à-dire dans tout le bassin de la Seine et bien au-delà vers l'est, la mortalité l'emporte sur les naissances, soit d'une façon constante et régulière, soit d'une manière plus ou moins intermittente.

Autour du centre de dépression gascon, formé principalement par le Gers, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne, accessoirement par le Lot, la Haute-Garonne et l'Hérault, se groupent la Gironde, qui trois ans sur cinq a présenté des excédents de mortalité, le Gard, qui en a présenté deux fois, puis les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, l'Aude où le déficit de natalité ne s'est produit qu'une fois et n'est peut-être qu'accidentel.

Par le Gard, cet ensemble de départements rejoint le groupe provençal ayant pour centre de dépression le Var, puis le Vaucluse et la Drôme. A l'entour se rangent les Bouches-du-Rhône et les Basses-Alpes, qui ont présenté quatre années sur cinq des excédents des décès sur les naissances, les Alpes-Maritimes, qui en ont présenté trois années sur cinq, et enfin les Hautes-Alpes, qui n'en ont eu qu'une fois. C'est en tout sept départements, qui, réunis aux onze du groupe gascon et languedocien, forment un total de dix-huit départements s'étendant comme une zone continue entre les Pyrénées, la Méditerranée et les Alpes d'une part, les contreforts du plateau central de l'autre, depuis l'Atlantique jusqu'à la frontière d'Italie.

Ces dix-huit départements font le contrepoids exact des dix-neuf également atteints par le déficit de natalité dans le bassin de la Seine. Pour que la symétrie soit complète, au groupe normand correspond exactement le groupe gascon, tandis que le groupe moins profondément atteint formé par la Champagne et la Bourgogne répond au groupe provençal.

Il faut ajouter une tache moins foncée, formée par le département du Rhône, qui a présenté un excès des décès sur les naissances quatre années sur cinq, et par l'Ain, qui une fois seulement a eu un léger excès de mortalité. Enfin deux départements isolés ont présenté, l'un, le Puy-de-Dôme, deux années sur cinq, l'autre, la Charente, une année seulement, un excès de mortalité.

Cette manière d'évaluer l'infécondité des départements n'est pas la seule que l'on puisse employer. Il en est plusieurs autres qui modifient dans une certaine mesure les contours des taches oliganthropiques et la profondeur relative des centres de dépression.

L'une d'elles, s'appuyant sur une enquête faite pour la première fois lors du recensement de 1886, consiste à calculer le nombre d'enfants légitimes vivants pour cent familles ayant des enfants. Le tableau B ci-dessous[1], rédigé d'après cette méthode, énumère par ordre croissant de fécondité les quatre-vingt-sept départements à la place qu'ils occupent au-dessous ou au-dessus de la moyenne de la France. En face du nom de chaque département, un numéro indique le rang qu'il occupe par ordre croissant de richesse dans deux enquêtes sur ce sujet faites, l'une par le ministère des finances sur la valeur successorale moyenne par tête d'habitant, l'autre par le ministère de l'intérieur, d'après la comparaison du produit du centime additionnel au principal de la contribution foncière et aux trois autres contributions directes, soit avec la superficie du département, soit avec le chiffre de la population. De cette façon on peut embrasser d'un coup d'œil la répartition géographique de la fécondité et de l'infécondité et d'autre part la répartition géographique de la pauvreté et

1. Combinaison de deux tableaux donnés par M. Chervin, *Bulletin de la Société d'anthropologie*, 1888, p. 567, et *Revue scientifique*, 26 octobre 1889.

Classement des départements par ordre de fécondité et de richesse.

La colonne A indique le nom des départements.
— B — le nombre d'enfants légitimes vivants pour 100 familles ayant des enfants.
— C — l'ordre croissant de fécondité.
— D — l'ordre croissant de richesse d'après le ministère de l'Intérieur.
— E — l'ordre croissant de richesse d'après le ministère des Finances.

42 Départements au-dessous de la fécondité moyenne de la France.

A	B	C	D	E
Orne	200	1	63	63
Gers	201	2	34	43
Tarn-et-Garonne	203	3	58	39
Lot	206	4	22	14
Lot-et-Garonne	206	5	55	54
Gard	209	6	60	21
Aube	211	7	57	58
Eure	214	8	78	81
Seine	215	9	87	87
Indre-et-Loire	218	10	56	66
Calvados	220	11	81	84
Rhône	220	12	86	82
Charente-Inférieure	222	13	54	34
Gironde	223	14	80	77
Seine-et-Oise	223	15	83	86
Bouches-du-Rhône	225	16	82	76
Oise	225	17	75	78
Côte-d'Or	228	18	62	70
Sarthe	230	19	65	67
Somme	233	20	79	75
Hérault	234	21	76	56
Haute-Loire	237	22	16	12
Yonne	237	23	43	52
Meuse	240	24	41	47
Eure-et-Loire	241	25	67	80
Seine-et-Marne	241	26	77	83
Aisne	242	27	70	74
Haute-Marne	242	28	40	32
Var	242	29	52	53
Ardennes	244	30	53	60
Maine-et-Loire	244	31	64	62
Tarn	244	32	36	26
Marne	251	33	69	79
Corrèze	252	34	7	3
Loir-et-Cher	252	35	35	55
Ain	254	36	25	37
Alpes-Maritimes	254	37	71	68
Meurthe-et-Moselle	255	38	66	59
Haute-Saône	255	39	38	35
Doubs	256	40	45	45
Landes	256	41	6	17
Dordogne	258	42	26	25
France entière	259			

45 Départements au-dessus de la fécondité moyenne de la France.

A	B	C	D	E
Nièvre	260	43	28	38
Aude	261	44	46	44
Pyrénées-Orientales	262	45	27	65
Vosges	262	46	33	20
Indre	263	47	17	27
Loiret	264	48	59	73
Lozère	264	49	3	8
Manche	264	50	73	71
Drôme	265	51	30	30
Jura	266	52	37	31
Vaucluse	266	53	50	33
Saône-et-Loire	269	54	49	36
Mayenne	270	55	44	69
Seine-Inférieure	270	56	85	85
Allier	271	57	32	50
Charente	271	58	51	42
Belfort	271	59	61	61
Haute-Vienne	272	60	21	15
Ariège	273	61	9	4
Cantal	280	62	14	28
Hautes-Pyrénées	280	63	13	18
Basses-Alpes	282	64	10	24
Vienne	283	65	31	41
Puy-de-Dôme	285	66	39	22
Creuse	286	67	5	2
Pas-de-Calais	288	68	74	72
Cher	290	69	19	49
Loire	292	70	68	29
Loire-Inférieure	292	71	47	48
Vendée	294	72	23	51
Ille-et-Vilaine	295	73	42	13
Nord	296	74	84	64
Haute-Garonne	298	75	72	57
Basses-Pyrénées	302	76	20	16
Hautes-Alpes	303	77	8	7
Ardèche	306	78	11	11
Isère	310	79	18	40
Avoyron	311	80	12	6
Savoie	316	81	4	9
Haute-Savoie	318	82	2	10
Corse	320	83	1	1
Morbihan	332	84	18	5
Deux-Sèvres	339	85	29	46
Finistère	340	86	24	19
Côtes-du-Nord	341	87	15	23

de la richesse, deux ordres de faits connexes, dont le rapprochement fera par la suite apprécier l'intérêt.

D'après ce mode de classement, la fécondité moyenne de la France étant de 259 enfants légitimes vivants pour 100 familles ayant des enfants, nous voyons que quarante-deux départements sont au-dessous de cette moyenne, s'échelonnant de 200 à 258, tandis que quarante-cinq sont au-dessus, entre 260 et 341.

Sur ces quarante-deux départements de faible fécondité, vingt-quatre forment une tache continue s'étendant dans la moitié septentrionale de la France, depuis la Loire jusqu'à la Manche d'une part, de l'autre, depuis la Vire jusqu'à la frontière allemande et suisse.

Dans cette vaste région, on remarque quatre centres de dépression où la fécondité se tient entre 200 et 228 enfants vivants pour 100 familles. Ce sont d'abord le centre normand, comprenant l'Orne, l'Eure et le Calvados, puis le centre parisien, comprenant la Seine, la Seine-et-Oise et l'Oise, ensuite, le centre champenois et bourguignon, formé de l'Aube et de la Côte-d'Or, enfin l'Indre-et-Loire. Ces quatre centres sont réunis par des seuils plus élevés où la natalité est un peu plus forte sans toutefois arriver jusqu'au niveau moyen de la fécondité française. Ce sont l'Eure-et-Loir, entre le centre normand et le centre parisien, la Seine-et-Marne entre ce dernier et le centre bouguignon, la Sarthe entre l'Orne et l'Indre-et-Loire. A ces douze départements s'ajoutent la Maine-et-Loire, le Loir-et-Cher au sud, la Somme et l'Aisne au nord, puis vers l'est et le sud-est : l'Yonne, la Marne, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, les Ardennes, la Meuse, la Haute-Saône et le Doubs.

Suivant cette façon d'apprécier la fécondité, l'étendue de la tache oliganthropique est un peu accrue, mais la situation des centres de dépression reste sensiblement la même. La

Seine-Inférieure continue de former un îlot indemne au milieu de pays contaminés. Cependant la Manche et la Mayenne se trouvent plus favorablement situées, tandis que l'Indre-et-Loire occupe une situation très désavantageuse et que la Seine prend un rang très inférieur à celui qu'il occupait et beaucoup plus en rapport avec l'infécondité réelle de la population parisienne.

Dans la France méridionale, le centre de dépression gascon reste le même : Gers, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne; mais il faut y joindre la Gironde et la Charente-Inférieure, puis quatre départements moins profondément atteints : Dordogne, Corrèze, Landes et Tarn; en tout dix départements.

Par l'Hérault, ce groupe rejoint le centre de dépression provençal qui se trouve sensiblement modifié. Il se compose du Gard et des Bouches-du-Rhône, auxquels se joignent le Var et les Alpes-Maritimes, moins inféconds. Il est à remarquer qu'avec ce mode d'évaluation, la tache oliganthropique du midi ne comprend plus que quinze départements au lieu de dix-huit. Drôme et Vaucluse, si mal placés dans la première classification, prennent au contraire rang parmi les départements féconds. Ainsi modifiée, la tache s'étend depuis la Vendée jusqu'à la frontière d'Italie sous forme d'une longue bande, qui ne s'élargit que dans la plaine de Gascogne, en laissant indemnes les départements pyrénéens.

A ces quatre groupes, il faut en joindre un cinquième un peu plus large et surtout plus profond, selon ce mode d'valuation, qu'avec le précédent. C'est le groupe lyonnais ayant pour centre de dépression le Rhône, avec l'Ain d'un côté, la Haute-Loire de l'autre où le mal est relativement bénin.

Examinons maintenant la répartition géographique des quarante-cinq départements qui émergent au-dessus du niveau moyen de la natalité française.

Nous trouvons en première ligne les trois départements de Basse-Bretagne : Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, près desquels se rangent naturellement, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Inférieure, puis au nord-est la Manche et la Mayenne, au sud-est la Vendée, par où les huit départements du groupe breton rejoignent le groupe formé par le plateau central.

Au sud, le groupe pyrénéen, composé de six départements, n'en compte qu'un seul ayant plus de trois enfants par famille; les autres départements; Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Pyrénées-Orientales et Aude, n'ont qu'une fécondité relative.

Le groupe alpin comprend quatre départements ayant plus de trois enfants par famille. Ce sont la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère, les Hautes-Alpes. A ce groupe s'ajoutent les Basses-Alpes, la Drôme et le Vaucluse, par où il rejoint le groupe du plateau central.

Les Vosges et le Haut-Rhin forment un groupe isolé de fécondité moyenne.

Le Jura et la Haute-Saône forment un autre groupe de fécondité moyenne, qui rejoint par l'Allier le groupe du plateau central.

La Corse avec 32 enfants pour 10 familles, la Seine-Inférieure avec 27 pour 10, forment deux départements isolés, l'un de forte, l'autre de moyenne fécondité.

Au nord-est, le groupe flamand comprend le Nord, qui a tout près de trois enfants par famille, et le Pas-de-Calais qui n'a qu'une fécondité un peu moindre.

Le groupe le plus considérable de départements s'élevant au-dessus de la natalité moyenne de la France occupe le plateau central. Il comprend seize départements ayant une natalité fort inégale. C'est dans les Deux-Sèvres et l'Aveyron qu'elle atteint le niveau le plus haut. Viennent ensuite par

ordre décroissant : l'Ardèche, la Loire, le Cher, la Creuse, le Puy-de-Dôme, la Vienne, le Cantal, la Haute-Vienne, la Charente, l'Allier, la Lozère, le Loiret, l'Indre et la Nièvre, qui touche presque à la moyenne de la France. Il rejoint d'une part la Bretagne, de l'autre le groupe franc-comtois et dans le sud-est le groupe alpin. Même en réunissant ces trois groupes en un seul ensemble de trente-trois départements, on voit que les départements français qui ont conservé une fécondité supérieure à la moyenne ne forment pas moins de six groupes distincts, tandis que les départements de faible fécondité n'en forment que trois.

Un autre mode d'évaluation de la fécondité consiste à se demander combien, dans une population donnée, il naît chaque année d'enfants légitimes pour 1,000 femmes mariées de 15 à 45 ans.

Ce travail, fait par M. Turquan pour les quatre-vingt-sept départements pendant la période 1877-1886, donne des résultats très analogues à ceux qu'on obtient par les deux procédés employés ci-dessus. Les centres de dépression restent les mêmes aussi bien que les groupes de natalité élevée.

La France entière présentant pour 100 femmes mariées de 15 à 45 ans, 19,4 naissances légitimes par an, les trois départements les moins féconds sont encore le centre de dépression gascon : Lot-et-Garonne, 11,0; Gers, 12,3; Tarn-et-Garonne, 12,8 auxquels se joignent les deux Charentes, la Gironde. Les trois départements les plus féconds sont toujours : le Finistère, avec 32,9 naissances légitimes; les Côtes-du-Nord, avec 32,0; le Morbihan, avec 31,5. On retrouve ensuite les groupes alpin, pyrénéen, jurassique, vosgien, du plateau central, puis la Corse, la Seine-Inférieure, le Nord et le Pas-de-Calais.

Le groupe pyrénéen est diminué de la Haute-Garonne, le groupe central, de plusieurs départements et notamment

des Deux-Sèvres placé, selon le précédent mode de classement, à un niveau beaucoup trop élevé.

Par la confirmation générale qu'il donne aux résultats précédemment acquis aussi bien que par les légères modifications qu'il leur apporte, ce dernier mode d'évaluation contribue à rendre plus certaine et plus claire la signification de la répartition géographique des natalités faibles et des natalités élevées.

En étudiant sur une carte cette répartition de la fécondité et de l'infécondité, la première remarque qui s'impose, c'est l'influence des montagnes sur la fécondité. On dirait que le niveau de la natalité s'élève avec celui du sol. Tandis qu'il est au minimum dans les plaines de la Normandie, de l'Ile-de-France, de la Champagne, de la Bourgogne, de la Gascogne et sur le littoral méditerranéen, il s'élève dans le massif des Alpes et des Pyrénées, dans les Cévennes et les contreforts du plateau central, dans le Jura, dans les Vosges, les montagnes de la Corse. Les montagnes, nous l'avons déjà dit, sont le conservatoire des races.

Mais il faut admettre que l'éloignement du centre parisien peut suppléer à l'altitude du sol, ce qui est notamment le cas pour la Bretagne, pour le Haut-Rhin, pour le Nord et le Pas-de-Calais.

Que l'altitude du sol ait par elle-même la vertu singulière d'élever le chiffre des naissances, c'est ce qui serait incompréhensible, si l'altitude n'agissait par un intermédiaire plus efficace, la pauvreté. En jetant les yeux sur la répartition de la richesse et de la pauvreté dans les deux dernières colonnes du tableau B ci-dessus, il est facile de se convaincre que la richesse est d'une façon générale en raison inverse de la fécondité, ce qui est du reste une opinion souvent émise par les économistes et les démographes. Mais il faut se hâter

d'ajouter, ce qui sera démontré par la suite, que la pauvreté elle-même est non la cause véritable, mais la condition de la conservation de la natalité.

Sans entrer dans une discussion prématurée, nous pouvons dire dès maintenant que nos départements féconds sont ceux qui ont le mieux résisté à l'attraction de la civilisation centrale, ceux où la population a le moins dépouillé ses particularités caractéristiques et fait encore le moins d'efforts pour se transformer. Éloignement des grands centres urbains, pauvreté, ignorance, difficulté des communications matérielles, persistance de patois locaux, voilà autant d'obstacles au développement des aspirations vers la civilisation française, autant de circonstances favorables au maintien d'une natalité élevée. Trois des groupes de départements féconds ont conservé chacun une langue à eux. Le Finistère, le Morbihan et une partie des Côtes-du-Nord parlent breton, le Nord a un talon de population parlant flamand, le département des Basses-Pyrénées parle le basque en partie, en partie le béarnais, la Corse a gardé l'italien; une fraction des paysans du plateau central ne parle pas le français. Dans ces conditions, l'effort vers le développement personnel en valeur intellectuelle, politique ou esthétique devait être des plus faibles; la fièvre des nouveautés et du progrès, les ambitions lointaines, la fascination de l'idéal parisien ont fatalement été inconnues ou n'ont agi que récemment. L'individu a mis son but plus près de soi, dans sa famille, son canton, il n'a aspiré pour lui-même qu'à une condition semblable à celle de ses parents et n'a pas désiré plus pour ses enfants.

Cependant aucune de ces raisons ne semble exister pour le groupe flamand ou pour la Seine-Inférieure. Là, la richesse, l'instruction, la facilité des communications, la densité de la population ne sont pas des faits récents. Si l'effort vers le développement individuel s'y trouve entravé,

c'est par l'effet de causes particulières faciles à saisir. La Seine-Inférieure possède un nombreux prolétariat industriel, pour lequel le chemin vers la fortune est absolument barré par la superposition d'une féodalité manufacturière, formant au-dessus de l'ouvrier un obstacle en fait absolument infranchissable. S'élever au-dessus de sa condition, parvenir à la condition de patron, lui est aussi impossible que si le code le lui interdisait, et le prolétaire, détourné du progrès personnel, tourne ses efforts vers le développement en nombre.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la même cause peut être invoquée jusqu'à un certain point. Mais en outre les habitants de ces deux départements participent dans une large mesure du génie belge, profondément différent du génie français.

Les Belges ont beau parler notre langue sur une grande partie de leur territoire et partout dans la classe riche, malgré la communauté de religion et des frottements continus, prolongés pendant des siècles, ils ont toujours eu leur idéal chez eux et non en France. Depuis le moyen âge, ils se développent parallèlement à nous avec une indifférence relative, d'abord pour la cour de France, et depuis pour la culture parisienne. Moins peut-être que les Allemands des provinces du Rhin, ils en ressentent l'attraction. La cause de ce phénomène paraît résider surtout dans la différence de la conception esthétique chez les deux peuples.

Leur art est d'une valeur incontestable et cependant il commence toujours par choquer le français nourri de traditions classiques. De leur côté, ils n'ont pas moins d'antipathie pour le nôtre que Louis XIV n'en ressentait pour leur peinture. L'idéal français leur paraît brillant; mais il est incommode parce qu'il est châtié, ils le trouvent sec, tendu et maigre; en tout ce que nous faisons, quelque chose les blesse et leur répugne : car ils ont leur genre propre et fortement caracté-

risé. Quand un peuple a une esthétique à lui, elle ne se reflète pas seulement dans les grandes œuvres, elle imbibe toute la nation, tous les individus, leurs attitudes et leurs actions. Elle détermine des aversions extrêmement tenaces, précisément parce qu'elles sont involontaires et complètement inconscientes. La science est impersonnelle, la philosophie cherche à le devenir, la conquête peut changer le centre où aspirent les ambitions politiques; mais le goût est vivace et indestructible; il est notre personnalité même, nous ne le dépouillons qu'avec l'existence.

Ce qui a sauvé la natalité dans la Flandre française, c'est la raison même qui l'a préservée dans la Flandre belge. La race est restée féconde parce qu'elle est restée elle-même en dépit de l'attraction centrale. Le résultat qu'ont produit ailleurs l'éloignement, le défaut de communications, l'ignorance et la pauvreté, a été dû ici à la puissance d'une individualité exceptionnellement trempée.

Cette exception ainsi expliquée, on peut maintenir que la natalité, qui atteint son maximum dans les régions stériles et reculées, descend à son minimum dans les plaines fertiles, les vallées grasses et à plus forte raison dans les villes.

Il est naturel que les contrées de forte natalité, où la vie est dure et pauvre, envoient au dehors plus d'émigrants qu'elles ne reçoivent d'immigrants. C'est ainsi que chacun des départements bretons déverse en moyenne sur le reste de la France deux mille habitants par an, les Landes plus de trois mille, les trois départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et de l'Isère, chacun mille en moyenne par année, les trois départements du Jura, Haute-Saône, Saône-et-Loire près de deux mille, presque tous les départements du plateau central, environ un mille chacun par année. Mais ce qui est, à première vue, surprenant, c'est que des départements où les décès dépassent chaque année les naissances envoient

encore en dehors de leurs frontières plus d'émigrants qu'ils ne reçoivent d'immigrants. Tel est le cas des départements formant le centre de dépression normand et de la majorité des départements de faible natalité. Au contraire les départements formant les centres de dépression gascon, parisien et bourguignon, ainsi que la plupart de ceux qui contiennent de grandes villes, sont des foyers d'appel pour les émigrants venus du reste du territoire. D'une façon générale, et malgré des variations assez considérables d'une année à l'autre, on peut dire que vingt-cinq départements absorbent les émigrants fournis par les soixante autres, ce sont les gouffres de la population française.

Mais c'est surtout aux villes que convient cette qualification, car c'est vers elles que se dirige la grande majorité des émigrants. De recensement en recensement on voit croître leur importance relative et, leur natalité étant généralement extrêmement faible, cet accroissement se fait aux dépens de la population rurale.

Le recensement de 1881 accusait sur celui de 1876 un accroissement de 766,000 habitants. Paris et le département de la Seine, considérés comme un seul tout en opposition avec la province, absorbaient à eux seuls la moitié plus 300 de cet accroissement. Les quarante-cinq villes ayant plus de 30,000 habitants, situées en dehors du département de la Seine, absorbaient dans le surplus 272,665 habitants. Ensemble donc, la Seine et elles absorbaient sur le chiffre de l'accroissement quinquennal plus de 661,000 habitants, en en laissant seulement 105,000 à répartir entre les villes moyennes, les petites villes et les campagnes.

En 1886, l'accroissement de population pour la France entière est seulement de 646,855 habitants. Sur ce chiffre, Paris ne prélève plus qu'une part assez faible (75,500 hab.); mais les cinquante-trois villes de plus de 30,000 habitants

absorbent ensemble 309,126 unités, laissant seulement un accroissement de 237,729 à partager entre les 36,068 autres communes.

L'accroissement des grandes villes d'une période quinquennale à la suivante est un fait normal qui subit à peine quelques légères exceptions. En 1881 six villes seulement de plus de 30,000 habitants avaient présenté une diminution; encore, pour quatre d'entre elles, Versailles et nos trois grands ports militaires, la cause de la perte de population se ramenait à des mesures politiques ou administratives.

En 1886, trois villes seulement ont décru. Besançon a perdu 556 habitants, Béziers 120, ce qui est sans importance. Mais Saint-Etienne qui avait déjà perdu 2,206 habitants de 1876 à 1881, en perd 5,938 de 1881 à 1886. C'est en réalité la seule ville de France où ce phénomène mérite d'être remarqué. Toutes les autres villes sont en progrès, la plupart en progrès rapide, plus rapide en tout cas que celui du département. Les unes absorbent le tiers, les autres la moitié, les deux tiers ou même la totalité de l'accroissement départemental, quelques-unes ont un accroissement absolu supérieur à celui de leur département. En pareil cas, le chef-lieu commence à être pour la région environnante ce qu'est Paris pour la France, une capitale vampire.

Le mal est encore dépassé dans certains départements, qui sont en voie de diminution, tandis que les grandes villes continuent de s'y accroître. Tel est le cas de la Sarthe, qui a perdu plus de 10,000 habitants de 1876 à 1886, tandis que le Mans en gagnait près de 7,500; de la Somme, qui pendant la même période perdait 7,660 habitants, tandis que Amiens en gagnait près de 13,400; de l'Isère, qui en perdait 4,800, tandis que Grenoble augmentait de plus de 7,000; de la Charente, qui en perdait plus de 7,500; tandis que Angoulême s'accroissait de 4,500. Dans ces départements et dans

tous ceux où le même phénomène se produit, pour se rendre compte de l'étendue de la perte subie par la population autre que celle du chef-lieu, il faut additionner l'accroissement qu'il a reçu à la perte subie par le département tout entier.

Cet énorme accroissement des grandes villes n'est pas un fait très ancien. En 1789, Paris avait 650,000 habitants, et 1,000,000 en 1840. Il en a aujourd'hui 2,300,000. Au commencement du siècle, la population de Lyon n'était encore que de 109,000 habitants, elle est aujourd'hui de 402,000. Pendant le même temps, celle de Marseille s'est élevée de 111,000 à 376,000; celle de Lille de 55,000 à 188,000; celle de Toulouse, de 50,000 à 148,000; celle de Bordeaux de 91,000 à 230,000; celle du Havre de 16,000 à 112,000; enfin celle de Roubaix de 10,000 à plus de 100,000. Pendant que la population de la France entière augmentait d'un tiers, les grandes villes ont, les unes doublé, les autres triplé, quadruplé, décuplé.

Il n'est pas possible d'évaluer exactement l'accroissement de la population urbaine, le gain de quelques unités par une agglomération de près de 2,000 habitants suffisant pour la faire classer administrativement parmi les villes. Mais, outre les 53 grandes villes ayant plus de 30,000 habitants, la France compte aujourd'hui.

46	villes de	20,000 à 30,000
135	—	10,000 à 20,000
328	—	5,000 à 10,000
245	—	4,000 à 5,000
553	—	3,000 à 4,000
1381	—	2,000 à 3,000

Il existe en outre 1,892 gros bourgs ayant de 1,500 à 2,000 habitants dont une partie vit de la vie urbaine. Ils se comportent à l'égard des campagnes environnantes comme de

véritables capitales, ayant comme elles une natalité faible, une mortalité forte et s'accroissant par l'immigration. Toutes ces agglomérations augmentent constamment aux dépens des communes plus petites, de sorte que l'on voit à chaque recensement le nombre des villes de chaque catégorie s'augmenter de quelques unités. Par exemple, en 1881 il n'y a que 47 villes ayant plus de 30,000 habitants, en 1886, il y en a 53; six villes ont passé de la seconde à la première catégorie. Il est bien vrai que cet accroissement rapide des villes n'est pas particulier à la France ; mais c'est en France seulement qu'il épuise à ce point la population rurale. On peut affirmer sans crainte de se tromper que celle-ci a décru non seulement par rapport à la population urbaine, mais encore absolument parlant. Or si les villes ont un rôle indispensable dans l'élaboration de la civilisation, ce sont les campagnes qui ont le principal quand il s'agit du nombre et de la valeur physiologique de la race.

Les causes de ce progrès constant des agglomérations urbaines sont faciles à saisir. L'accumulation des moyens de culture et de jouissance est en général proportionnelle à l'importance des villes et celles-ci ont grandi en raison de la population et de la richesse de l'aire géographique dont elles constituent le centre naturel.

Les moindres villes exercent leur attraction dans un rayon plus court en offrant des moyens moindres de culture et de plaisir. Enfin, les campagnes riches, les vallées populeuses à proximité des grands centres jouent le même rôle à l'égard des pays où la population est plus pauvre, le sol plus ingrat, et qui occupent en un mot le dernier degré de l'échelle en fait de civilisation.

Ce fait si simple, rapproché de la tendance de tous les hommes vers un développement de plus en plus complet et des jouissances de plus en plus raffinées, engendre une

conséquence sociale de la plus grande portée : la nécessité imposée à chaque individu de se transporter sans cesse par un déplacement brusque ou graduel vers les seuls points du territoire où il trouve la possibilité de satisfaire son aspiration.

Les motifs particuliers qui poussent à quitter la campagne pour les villes varient naturellement selon les individus et surtout selon leur degré de fortune. Pour les ouvriers, c'est certainement l'attrait d'un travail plus rémunérateur. Beaucoup sont positivement expulsés des campagnes par la misère, l'impossibilité absolue de subsister. Quand un manouvrier rural est payé 0 fr. 50 par jour, comme je l'ai vu en 1889 dans le canton de Fouesnant (Finistère) et comme cela se voit dans un grand nombre de départements, quand il n'est même pas sûr d'être employé tous les jours à ce prix, quand il a une femme et cinq ou six enfants, on aura beau le réduire à ne vivre que d'orge, de seigle et de pommes de terre, à ne boire que de l'eau, à ne se vêtir que de haillons, à n'habiter qu'une hutte en terre étroite et sordide, on peut défier qui que ce soit d'arriver à équilibrer son budjet; il faut qu'il s'en aille. Il est chassé non par le manque de terre, dont de grandes étendues restent en friche ou sont médiocrement cultivées ; mais par l'absence du capital indispensable à la mise en valeur de ce sol qui le nourrirait. Les capitaux font défaut à la campagne, ils ont émigré à la suite des plus riches habitants. Si telle commune vaut 100,000 francs de rente, il arrive souvent que 90,000 francs sont chaque année envoyés à la ville pour le payement des fermages. Quelques fermiers plus au moins aisés végètent du produit de leur capital mobilier et de leur travail ; mais l'ouvrier est misérable, alors il se fait terrassier ou s'en va au loin s'enfermer lui et les siens dans les usines. Ce genre d'émigration n'affaiblit pas la natalité générale, le prolétaire de-

l'industrie, s'il est moins robuste que celui des champs, étant ordinairement aussi fécond.

Mais l'émigration vraiment préjudiciable à la natalité, celle qui d'ailleurs entraîne la première en emportant les capitaux à la ville, c'est l'émigration des habitants riches ou simplement aisés. Pour ceux-ci, les vrais motifs, qui d'ailleurs ne sont pas non plus sans action sur la classe ouvrière, sont « l'attrait d'une existence plus variée, de rapports sexuels plus faciles, d'une activité sensorielle et cérébrale plus indépendante... Ainsi, c'est une remarque qui est faite partout en province, ce sont les plus vivants, les plus nerveux, les plus intelligents, les plus instruits qui subissent cette influence[1] ».

L'émigration rurale a donc pour cause le besoin d'excitation, le besoin de se sentir fort au point de vue physique, intellectuel et moral, de se mettre dans des circonstances qui, multipliant l'activité, multiplient aussi le plaisir qui s'y attache. Le progrès constant de la consommation des excitants physiques, du tabac, du café, de l'alcool, en dépit de l'augmentation des impôts, prouve suffisamment que ce goût n'est pas un caprice passager.

La vie en agglomération joue, elle aussi, le rôle d'excitant intellectuel. Elle stimule et féconde le cerveau en permettant la discussion et l'échange continuel des idées; elle tend l'esprit, l'échauffe et tient l'énergie dans une tonalité plus vibrante.

La ville la plus morte, la plus insipide, est animée en comparaison de la campagne. Là, non seulement les moyens de culture manquent absolument; mais le désir d'apprendre manque beaucoup lui-même. Rien ne l'éveille, et s'il a pris naissance ailleurs, rien ne le soutient. Peu à peu la curiosité s'éteint, une détente prolongée du système nerveux entraîne

1. Dr Bertillon, *Dictionnaire des Sciences médicales de Dechambre*, art. ÉMIGRATION.

la lenteur et la paresse, un goût excessif pour le bien-être matériel.

Or l'expérience prouve que l'homme peut avoir à profusion des matelas et des lits de plume, des mets délicats et des vins fins, des chambres confortables et spacieuses, des vêtements chauds et fréquemment renouvelés, sans que tout cela l'empêche de périr d'ennui. Il n'est pas donné à toutes les natures de vivre comme un champignon sur une couche de terreau.

Qui fait que l'habitant des grasses vallées quitte un pays où il a tous les avantages matériels, outre des liens de famille et des relations agréables, pour aller se fixer dans quelque ville où il sera moins bien ? C'est l'attrait d'une vie plus élégante, d'une culture intellectuelle plus haute, d'une participation incessante à l'activité politique et sociale de la nation.

Plus un homme est assuré contre le besoin, plus il a de confort chez lui, moins il a d'effort à dépenser pour avoir le bien-être physique, et plus d'autre part il lui reste de forces disponibles qu'il ne sait comment employer sans sortir de la campagne. Il faut qu'il les use à la poursuite de satisfactions nouvelles. Même pour donner carrière à son luxe ou à ses vices, il faut qu'il émigre. Telle est la cause de l'écoulement insensible et continu vers les villes de la portion la plus fortunée des populations rurales.

Paris est par rapport aux villes grandes et moyennes des départements ce que sont celles-ci par rapport aux campagnes. Il leur enlève tous ceux de leurs habitants qui sont les plus actifs, les plus ambitieux, les plus avides de progrès ou de plaisir.

Prenons un exemple. Ce sera, si l'on veut, une ville de 120,000 habitants, dont la population est à peu près stationnaire, la principale industrie, celle du raffinage des sucres, à

peu près morte, la navigation en diminution rapide. Le théâtre est très médiocre malgré une subvention assez forte. Le musée de peinture, assez pourvu de tableaux modernes, contient peu d'anciens, pas de collection de gravures, pas de collection de moulages; la moitié seulement des toiles est exposée à cause de l'insuffisance du local. Pas de facultés, une simple école de médecine et pharmacie. La bibliothèque municipale annonce cent vingt mille volumes, mais beaucoup de vieilleries, peu de nouveautés « pour ne point faire concurrence aux cabinets de lecture ». Le dictionnaire de médecine le plus récent date de cinquante ans. Les neuf dixièmes des livres sont en cube dans une caserne et y resteront jusqu'à ce que l'on ait exproprié un terrain et édifié les constructions qui doivent les recevoir. Du reste choisissez tel sujet d'étude qu'il vous plaira, votre bibliographie faite, vous ne trouverez pas au catalogue le quart des ouvrages indispensables. Cette lacune seule est un arrêt d'expulsion contre quiconque veut faire quoi que ce soit.

Qu'il s'agisse de culture intellectuelle ou esthétique, il y a là ce qu'il faut pour exciter l'appétit, jamais ce qu'il faut pour le satisfaire. Or exciter l'appétit, c'est prescrire l'émigration vers Paris. L'on se trouve dans cette alternative inexorable : arrêt de développement ou départ.

Les meilleurs, dès qu'ils ont assez de fortune et d'indépendance, s'en vont et sont enviés par ceux qui restent. Pour eux c'était un besoin ; d'autres les imitent pour qui ce n'est qu'une affaire de mode. Quiconque se sent du talent ou des prétentions s'en ira ou se désolera de ne pouvoir le faire. La ville qui était un foyer de culture mourant devient un foyer éteint et glacé. Plus on s'en va, plus il y gèle, et plus il y gèle, plus on s'en va.

Ainsi en est-il de toutes les grandes villes de province.

On le voit suffisamment, les déplacements de la population

vers les villes sont un effet de l'effort pour s'élever. Il semblerait que la conséquence naturelle dût en être celle-ci : plus l'émigration rurale est considérable dans une région, plus la capillarité sociale y est active, par suite l'émigration centripète est proportionnelle à l'affaiblissement de la natalité.

Cependant la proposition ainsi formulée n'est pas exacte. Il y a des départements comme les Côtes-du-Nord, la Dordogne, la Corrèze, la Haute-Vienne, où l'émigration rurale et la natalité atteignent l'une et l'autre les plus hauts chiffres présentés par la France. Mais cette exception s'explique d'elle-même, si l'on considère la classe sociale à laquelle appartiennent les émigrants. Ceux de ces départements sont presque tous des maçons, des portefaix et des manœuvres. Ils ne quittent leur pays que pour chercher du travail. Encore la plupart ne partent-ils qu'avec l'intention de revenir, soit dans quelques mois, soit au bout de quelques années, quand ils auront amassé un petit pécule. Fixés temporairement à Paris ou dans quelques grandes villes, ils aspirent vers leur province et leur hameau, situation morale qui est exactement l'inverse de l'attraction centripète. D'ailleurs l'homme du peuple qui émigre par nécessité ne fait pas d'envieux. L'exemple venant d'en bas est sans influence sur ceux qui sont ou se considèrent comme supérieurs. En résumé l'on peut dire que, si les villes exercent l'attraction en raison de leur masse, les individus la ressentent en raison de leur fortune.

Ce n'est pas que les pauvres ne puissent aussi bien que les riches ressentir l'attraction urbaine, la séduction du luxe, des plaisirs, de l'élégance, du pouvoir et du savoir, de tout ce qui brille. Mais pour cette classe l'émigration rurale n'est pas la mesure de cet attrait ; elle résulte le plus souvent de causes très différentes.

Au contraire lorsque les émigrants sont les habitants les plus riches, les plus cultivés, il y a cent chances contre une pour que la cause de leur départ soit l'attraction capillaire. Et bien qu'elle n'ait déterminé à partir que ceux chez qui elle était la plus intense ou qui étaient les plus indépendants, leur départ témoigne qu'elle existe encore à un haut degré chez ceux qui restent.

Si nous avions des renseignements statistiques indiquant la profession des émigrants, il est plus que probable que l'émigration des riches vers les villes apparaîtrait presque partout à la fois comme une cause et comme un indice de faible natalité.

CHAPITRE IX

PROGRÈS DE LA CENTRALISATION

Influence de l'organisation politique sur la natalité. — Elle n'a lieu que par son action sur le désir de s'élever. — Analogie entre la France et l'empire romain. — Contradiction dans la sphère politique, démocratie et centralisation. — La persistance de l'idéal césarien fait l'unité de notre histoire. — Influence de l'Église sur la propagation de cet idéal. — Rôle des légistes, niveleurs et centralisateurs, ennemis de l'Église et de la féodalité. — Leur but : faire du roi un césar. — Action contraire de la Révolution. — Progrès du césarisme. — Idéal de toute administration, le pouvoir absolu. — Augmentation du nombre des fonctionnaires et de leurs attributions. — Le césarisme anonyme. — Souveraineté de la nation et souveraineté des fonctionnaires.

Création de la centralisation esthétique et intellectuelle. — Rôle de la cour. — François Ier. — Louis XIV. — Casernement de la noblesse. — Attrait exercé sur la nation. — Accroissement de Paris. — Le roi Soleil et la ville Soleil. — Les causes de son accroissement expliquent son hégémonie. — Différence du rôle de Londres en Angleterre.

L'organisation politique, c'est-à-dire la forme du gouvernement, peut avoir une influence considérable sur la fécondité d'une nation. Cependant cette influence n'est point directe, elle n'agit que médiatement en activant ou ralentissant le désir de s'élever.

C'est ce qui fait que la république ou la monarchie importent bien moins par elles-mêmes que par les institutions secondaires auxquelles elles se superposent et qui seules déterminent leur effet. Dans une monarchie absolue, comme l'empire de Dioclétien, on peut voir l'oliganthropie tout aussi

bien que dans la république française, tandis qu'on ne l'observe point dans l'empire absolu des czars. D'autre part, des républiques comme Gênes, Venise, Florence étaient très favorables à la population. Le peuple y était détourné des emplois supérieurs par le privilège de quelques familles, soit nobles soit plébéiennes, et des emplois inférieurs par leur petit nombre. De la sorte, il était rejeté vers la marine, le commerce et l'industrie.

Ainsi en est-il dans une monarchie entourée d'institutions aristocratiques avec une féodalité territoriale, industrielle et commerciale comme en Angleterre, territoriale et militaire comme en Allemagne.

Au contraire, entre l'empire de Dioclétien et la France actuelle, bien qu'ici tous les citoyens aient la souveraineté et que là tous en fussent uniformément dépouillés au profit d'un seul, il y a une ressemblance capitale : la bureaucratie et la centralisation. Ce fut sous cet empereur que le mécanisme de la démocratie césarienne atteignit son plus haut point de régularité. A partir de son règne, au dire de Lactance, il y eut plus de fonctionnaires que de contribuables. Les vrais maîtres de l'empire, ceux pour qui la conquête du monde a été faite, ce n'est pas la plèbe de Rome, depuis longtemps oubliée, ce sont les fonctionnaires. Ils sont exempts d'impôts, ils sont riches au milieu de la pauvreté générale, ils sont tout-puissants, puisqu'ils ne relèvent que de leurs chefs hiérarchiques. Aussi tout le monde veut-il en être, et de cette attraction exercée par les fonctions improductives résulta la plus effroyable dépopulation dont l'histoire se souvienne.

Une des causes générales qui engendrent en France une attraction capillaire plus grande qu'en aucun autre pays, c'est la contradiction qui existe dans nos institutions politiques entre la démocratie et la centralisation,

Nous sommes une démocratie; il s'ensuit que le peuple est souverain en principe, les citoyens égaux entre eux, tous également admissibles aux emplois. Nous sommes un État centralisé, d'où résulte que chez nous, comme dans l'empire romain, les fonctionnaires, responsables seulement devant leurs chefs hiérarchiques, qui ne relèvent eux-mêmes que des ministres, détiennent en fait le pouvoir absolu. Avant de faire voir les effets que cette contradiction a eus sur la natalité française, il faut montrer comment les deux termes dont elle se compose ont grandi chez nous simultanément à travers tous les régimes, profitant de leur vigueur aussi bien que de leur faiblesse pour acquérir une nouvelle puissance.

A la veille de la Révolution française, une singulière question préoccupait tous les esprits : celle de savoir si la France avait ou n'avait pas une constitution. Pour nous, il est trop évident que l'ancien régime ne comportait rien de pareil. Cependant il est non moins certain qu'un seul et même esprit a présidé à toute l'élaboration interne de la France depuis son origine jusqu'à nos jours et est venu donner une couleur uniforme à toute notre histoire. Du commencement à la fin, un même idéal tire à soi toute réalité, et lentement, à travers mille vicissitudes, mais avec une persistance qui ne se dément jamais, la France s'en approche. C'est l'idéal césarien.

Nulle part on ne peut mieux voir que dans notre histoire combien peuvent les mots pour faire arriver les choses. Le duc de l'Ile-de-France est devenu roi en fait parce que les circonstances lui permirent d'en prendre le titre. Il devint césar parce que l'imagination nationale, imprégnée des souvenirs de Rome, ne put concevoir de plus noble détermination du pouvoir monarchique.

Si méprisables qu'aient été en majorité les césars, soit comme hommes, soit comme souverains; si tristes qu'aient été les résultats de ce pitoyable gouvernement, responsable

de la ruine d'un monde et de l'avortement d'une civilisation, l'humanité, toujours dupée par les grands mots, a fait écho aux sénats serviles qui leur décernèrent l'apothéose, aux historiens emphatiques et vides qui ont enflé la voix pour prôner leur majesté. Une histoire mieux informée ne découvre que néant sous cette prétendue grandeur. Mais que les légendes reposent ou non sur un fondement réel, elles ont le même effet lorsqu'elles sont universellement acceptées.

C'est principalement chez les peuples néo-latins que s'est implanté l'idéal césarien, et cela, grâce surtout à l'influence du clergé catholique. L'Église, qui avait maudit l'Empire et contribué pour une si large part à sa destruction, se montra habile à se parer de sa splendeur sitôt qu'il n'exista plus. Elle n'en parla plus aux barbares que comme d'un paradis profané et ne leur proposa d'autre ambition que de le rétablir à leur profit. Elle-même se dit romaine; elle avait copié l'organisation de son antique adversaire et se présenta comme l'héritière de son hégémonie morale. Chaque parole qu'elle prononce dans l'école ou dans la chaire contient un éloge au moins implicite d'un passé où régnaient partout l'unité, l'ordre et la hiérarchie.

Un moment, sous Grégoire VII, elle visa à quelque chose de plus hardi, refaire l'empire lui-même à son profit, subalterniser résolument les rois, quitte à les éliminer par la suite. Mais pour faire de l'Europe occidentale une théocratie, il fallait plus qu'une autorité spirituelle et la puissance d'un souvenir. Une armée lui manqua.

Après l'échec définitif de l'Église, l'idéal implanté dans le cœur des peuples néo-latins se créa d'autres organes. Tout imprégnés eux aussi des principes de l'ancienne Rome, les légistes entendirent le réaliser au profit des rois.

Refaire l'empire romain ! Voilà la chimère, le rêve tyrannique qui obséda durant tout le moyen âge et jusqu'à nos

jours l'imagination de quiconque dans l'Europe occidentale avait eu quelque commerce avec les écrivains de l'antiquité. Voilà le but suprême ambitionné par les chefs barbares, les rois issus de la féodalité. Le petit-fils de Charles Martel est nommé patrice, et s'en croit honoré ; le pape le couronne empereur, et il s'en croit plus puissant. L'empire d'Allemagne en garda le nom de saint empire romain. Plus tard le même idéal de monarchie universelle possède et dirige le faible Charles VIII, le puissant Charles-Quint, Louis XIV, enfin Napoléon, qui crut un instant avoir rétabli l'empire d'Occident. L'ombre des césars plane encore sur le monde et trouble le sommeil de tout souverain qui s'élève à un degré exceptionnel de grandeur et de puissance. Le résultat que les princes voulurent obtenir au dehors avec l'épée, les légistes le poursuivirent obscurément au dedans par la ruse et la patience et finirent par l'atteindre.

A peine les Capétiens se sont-ils affermis sur le trône, les légistes commencent leur œuvre, poursuivie avec une ténacité invincible de Philippe-Auguste à Napoléon : rendre absolu le pouvoir royal.

Personnellement, ils sont le plus souvent rapaces et corrompus. S'ils créent l'administration, c'est en grande partie pour se donner des places. Mal récompensés par l'estime royale, ignorés du peuple, haïs ou dédaignés par les privilégiés, ces roturiers ambitieux, ignorés au milieu de la nation, sont tous animés d'une même conviction qui ne se dément jamais : l'empire romain est l'archétype de tout État non barbare.

Dès le XII[e] siècle, l'étude du droit romain, partout reprise, engendre et entretient l'esprit qui les anime. Saint Louis crée le Parlement et centralise la justice. Aussitôt ils remettent en honneur toute une terminologie oubliée et peu à peu rendent cours et vigueur aux idées correspondantes. Ils proclament

que « toute justice émane du roi ». Ils trouvent dans les souvenirs de Rome le crime de lèse-majesté, et la révolte contre les ordonnances devient à leurs yeux un sacrilège. Sous Philippe le Bel, « les légistes, dit M. Bardoux, prouvent au roi que tout lui est permis ». Ne pouvant, à leur grand regret sans doute, l'appeler empereur, ils le nomment le prince, titre romain; sous Louis XI, ils commenceront de l'appeler majesté.

Placés à ce point de vue, ils sont inévitablement amenés à considérer toute parcelle d'autorité comme indument distraite du pouvoir royal et font consister le droit à la reprendre. Du moment que du petit-fils de Hugues-Capet ils veulent faire un césar, de la noblesse et du clergé ils doivent faire ce qu'ils étaient sous Auguste ou les Antonins, c'est-à-dire rien.. Ils se sont acharnés à subalterniser et à nationaliser l'Église, et après des siècles d'efforts ils arrivent à leur fin : la constitution civile du clergé. « Les trois règnes où le mouvement du droit a été le plus signalé, les règnes de saint Louis, de Philippe le Bel et de Charles VII, sont aussi ceux où le plus d'efforts ont été faits pour constituer un clergé soumis immédiatement au pouvoir civil[1]. » Aux premiers États généraux, les légistes défendirent avec acharnement Philippe le Bel contre Boniface. A leurs yeux, la loi est purement laïque, comme elle l'était à Rome.

A l'égard de la noblesse, l'empire romain n'en avait point, c'est assez pour qu'ils considèrent les pouvoirs féodaux comme de simples pouvoirs de fait et qu'ils les sapent au nom du droit par tous les moyens possibles. Sous ce rapport les rois de France furent bien servis. Tandis que par les armes ils étendaient leur puissance en surface, les légistes l'étendaient en profondeur. Habiles à changer tout précédent en

1. Bardoux, *Influence des légistes.*

droit, ils minent sans relâche tous les pouvoirs rivaux, détruisent pierre à pierre l'édifice féodal, préparent la monarchie absolue et la France nouvelle.

C'est seulement à la fin du moyen âge, quand les grands vassaux ont été définitivement brisés et que la souveraineté du roi est devenue incontestée, que l'œuvre de l'administration apparaît avec toute son importance. Ce que l'action politique et militaire avait concassé, elle le reprend et le pulvérise. C'est par ces étapes que la France du XIe siècle devient celle du XVIIe, puis enfin une démocratie égalitaire qui sous le gouvernement des deux Bonaparte a atteint son plus haut degré de similitude avec l'idéal césarien. Si la nature ne fait point de sauts, l'histoire, on le voit, n'en fait pas davantage.

A partir de Louis XIV, rien ne se fait plus en France que par le roi et ses agents; toutes les sphères de l'activité sociale sont successivement envahies par les fonctionnaires; désormais la tutelle administrative est partout, l'initiative individuelle nulle part. Une institution modeste et sans éclat, le conseil du roi, centralise tous les services. Dans chaque province, de même que les gouverneurs ont remplacé les grands vassaux, insensiblement les intendants se substituent aux gouverneurs. Ils laissent à ceux-ci leurs attributions honorifiques; mais ils attirent à eux la besogne et par conséquent l'autorité. Dès lors les classes moyennes se précipitent les mains tendues vers les agents du pouvoir comme vers les distributeurs de tous les biens. Parfois, alors comme aujourd'hui, il arrive qu'on implore l'envoi de nouveaux fonctionnaires; jamais en revanche personne ne revendique le droit de s'administrer soi-même.

« L'administration de l'ancien régime, dit Tocqueville, avait d'avance ôté aux Français la possibilité et l'envie de s'entr'aider. Quand la Révolution survint, on aurait vainement

cherché dans la plus grande partie de la France dix hommes qui eussent l'habitude d'agir en commun d'une manière régulière et de veiller eux-mêmes à leur propre défense ; le pouvoir central seul devait s'en charger. »

C'est bien à tort qu'on a accusé la Révolution française d'avoir créé la centralisation ; elle existait auparavant. Il y a plus, la Révolution fit le plus puissant effort pour la détruire.

La Constituante supprima les intendants et les subdélégués, chaque commune put élire librement son maire et son conseil municipal ; chaque département, chaque arrondissement élurent leurs conseils, et ces conseils eux-mêmes élurent des directoires chargés, chacun dans l'étendue de sa circonscription, de l'administration et de la police. Qu'on se figure les juges nommés directement par les électeurs, nos préfets, sous-préfets et conseils de préfecture nommés par les conseils d'arrondissement et par les conseils généraux, les maires nommés par les conseils municipaux, on aura à peu près le degré de décentralisation voulu par la Constituante.

Ce ne fut qu'après le 18 Brumaire, quand la France opéra un retour violent vers le césarisme, que le pouvoir central s'attribua le droit de nommer les juges et qu'il créa les préfets et les sous-préfets. « Alors on ressaisit la centralisation dans ses ruines et on la restaura ; et comme, en même temps qu'elle se relevait, tout ce qui avait pu autrefois la limiter restait détruit, des entrailles même d'une nation qui venait de briser la royauté on vit sortir un pouvoir plus étendu, plus détaillé, plus absolu que celui qui avait été exercé par aucun de nos rois... Le dominateur tomba ; mais son gouvernement mort, son administration continua de vivre, et toutes les fois qu'on a voulu depuis abattre le pouvoir absolu, on s'est borné à placer la tête de la liberté sur un corps servile[1] ».

1. De Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution.*

Il y a de cela une raison, c'est que les forces qui ont créé la centralisation, tenu en bride le clergé, vaincu la noblesse, réduit tous les citoyens au niveau d'une égale soumission devant un despotisme triomphant, n'ont point cessé d'agir et qu'elles sont à l'heure même en pleine activité. L'antique tendance des légistes n'est pas morte. « Rome avait ébauché la centralisation, dit avec emphase M. Troplong, la France seule a su la réaliser dans sa toute-puissance ! » Le jurisconsulte césarien s'éblouit de la grandeur de l'œuvre. Pendant ce temps-là les diverses administrations continuent obscurément la leur.

Toute administration, par cela seul qu'elle existe, veut s'étendre. Elle veut être plus nombreuse, plus payée, plus considérée. Pour elle, l'administré est l'ennemi, qu'on ne peut trop lier et trop soumettre. Il faut qu'on lui en impose, qu'on le commande et qu'on le berne, qu'on l'enlace dans d'inextricables complications de formalités, afin qu'il se fatigue, se sente vaincu et qu'à force de courbettes il vienne réclamer la justice comme une grâce, son droit comme une faveur. Car toute corporation de fonctionnaires vise invariablement à la même fin : le pouvoir absolu. S'ils ne rencontraient une digue infranchissable dans la résistance de l'opinion, les juges se trouveraient invinciblement amenés à rétablir la torture ; les prêtres, le bûcher ; les préfets, les lettres de cachet ; la police, le cabinet noir : car il faut que force reste à la loi, et l'esprit de corps justifie tout ce qui le fait triompher.

En comparaison de passions séculaires d'une telle puissance et d'une telle ténacité, que sont les changements superficiels dans le nom et la forme du pouvoir central ? Avec Napoléon, le césarisme représenté par un empereur porte son étiquette ; mais sous la Restauration, sous Louis-Philippe, malgré l'imitation toute formelle de l'Angleterre, les fonc-

tionnaires se multiplient, leurs attributions vont sans cesse augmentant, la centralisation et la doctrine corrélative de l'émanation de toute justice et de toute intelligence restent des articles indiscutés du *credo* officiel ; nous avons le césarisme latent.

Si l'on compare la France d'aujourd'hui avec celle d'il y a cent ans, le premier fait qui frappe, c'est que le budget est vingt fois ce qu'il était alors et que le nombre des fonctionnaires a presque décuplé. Sous Louis XIV, il y avait quatre places de secrétaires d'État, pour les affaires étrangères, la maison du roi et le clergé, la guerre, et tantôt la marine, tantôt les affaires protestantes ; en outre, un contrôleur était à la tête des finances, un chancelier à la tête de l'administration de la justice. A ces six ministres on ajouta sous Louis XV un ministre d'État pour les affaires industrielles et commerciales.

Aucun de ces ministères n'a cessé d'exister de nos jours; mais d'autres ont été créés à côté. Presque aucune des attributions des anciens ministres n'a cessé d'appartenir à ceux d'aujourd'hui, mais de nouvelles sont venues s'y ajouter, et leur importance s'est accrue sans mesure. Un véritable corps d'armée de six mille hommes, sous-secrétaires d'État, directeurs généraux, chefs de division, attachés, rédacteurs, expéditionnaires, employés de tous grades et de tous noms, compose la bureaucratie centrale, destinée à imprimer le mouvement à toute la machine. Et à quoi ne s'étend pas son action? L'État ne se borne pas à protéger la liberté individuelle contre les causes de troubles venues du dehors ou du dedans, il apprend à lire et écrire, construit des routes et des chemins de fer, creuse des ports et des canaux ; paye des prêtres catholiques pour enseigner que le pape est infaillible, des prêtres protestants pour dire que ce n'est pas vrai ; il est marchand de poudre et marchand de tabac ; salarie des dan-

seuses en robe courte et des préfets chargés expressément de faire danser en robe longue. On emplirait vingt pages de la seule énumération de ses attributions hétérogènes. Comme toujours, l'ancien régime avait commencé, Napoléon a accéléré le mouvement, qui a toujours progressé depuis.

En 1848, il est vrai, l'audacieuse proclamation du suffrage universel constitue un vigoureux coup de barre donné en sens contraire du courant séculaire. Elle ne va à rien moins qu'à mettre en bas, dans le peuple, dans le grand nombre, la source de tout pouvoir, que les légistes et les fonctionnaires avaient toujours vue dans le prince. Elle nie radicalement l'émanation.

Mais cette doctrine est trop profondément empreinte dans l'âme de la nation; l'histoire reprend son cours, et un nouveau césar est revêtu du pouvoir absolu par de nouveaux prétoriens.

Et depuis sa chute, qu'avons-nous? Le césarisme a-t-il cessé? Il n'est presque personne qui ne répondît affirmativement. Cependant ce serait une erreur. Vous pouvez changer de députés et même de constitution, n'avoir qu'une Chambre ou en avoir deux, maintenir ou supprimer un président, renverser un ministère tous les six mois, transférer le pouvoir de droite à gauche, des cléricaux aux libéraux et de ceux-ci aux radicaux, toujours nous avons en somme bureaucratie et tutelle administrative, centralisation et émanation corrélative, ce qui signifie en un seul mot le césarisme anonyme.

Depuis la proclamation du suffrage universel, les fonctionnaires à la vérité sont en théorie les serviteurs de la nation. Mais ce nom de serviteur est une ironie. Nommés par leurs chefs hiérarchiques, dépendant des ministres d'une façon très médiate, tandis que ceux-ci dépendent eux-mêmes plus ou moins des mandataires du peuple, ils sont en réalité les

maîtres de l'administré. Ils agissent directement sur lui, tandis que celui-ci ne réagit que par une multitude d'intermédiaires, si bien que sa force est usée par le frottement de la machine. Pour obtenir justice d'un simple cantonnier soutenu par ses chefs, vous n'avez d'autre parti à prendre que de changer la forme du gouvernement, ou tout au moins de culbuter le ministre qui est seul responsable. Résultat absurde, mais qui a le double inconvénient d'être absolument irréalisable tant que vous serez seul et très facile quand il se sera accumulé une quantité suffisante de mécontentements. Plus un gouvernement bureaucratique dure, plus il a d'adversaires, gens blessés, ambitieux non placés, et c'est de là que vient cette conséquence paradoxale qu'il est plus faible au bout de quinze ans qu'au lendemain de son avènement. Le fonctionnarisme poussé à son plus haut degré est une cause toujours renaissante de révolutions.

Chez nous, toute l'activité politique consiste à peu près à renverser des ministères, comme dans l'empire romain elle consistait à renverser des empereurs. Les programmes même ne sont le plus souvent que des armes de guerre, des moyens pour un parti de conquérir le pouvoir et les places. En Espagne où l'appétit des emplois est encore plus développé qu'en France, l'instabilité gouvernementale est aussi plus grande.

Sous le règne de Napoléon III et tant que dura le régime de la candidature officielle, les fonctionnaires, comme d'autres prétoriens, faisaient les députés. Aujourd'hui ils ont encore, surtout dans les départements dépourvus de grandes villes, la plus grande influence sur le choix des candidats et sur leur succès. Et ils savent, eux aussi, se faire donner le *donativum* sous forme d'augmentations de traitement, de retraites, de pensions pour leurs veuves, de bourses pour leurs enfants et de création d'emplois nouveaux. Encore un

pas, et ils deviendraient inamovibles[1], comme le sont déjà les juges; la fonction serait proclamée la propriété du fonctionnaire, comme le grade est la propriété de l'officier, et alors il ne resterait plus qu'à renouveler l'antique édit de Quercy-sur-Oise et à rendre les fonctionnaires héréditaires pour retomber une seconde fois de césarisme en féodalité. Mais nous n'en sommes encore qu'au césarisme anonyme.

Les progrès de la centralisation en France sont assez bien mesurés par ceux du budget. Depuis la dispersion féodale jusqu'à l'unité moderne, les fonctions du pouvoir central sont toujours allées grandissant et la rémunération a dû naturellement croître en proportion. Les revenus du trésor public convertis en millions de francs ont été successivement :

Sous saint Louis (1243)	3. 7
Sous Philippe le Bel (1300)	5. 5
A l'avènement de Charles V (1364)	8. 1
A l'avènement de Charles VII (1422)	13. 8
Sous Charles VIII (1491)	44. 8
A l'avènement de François I[er] (1515)	72. 8
A l'avènement de Charles IX (1560)	84. 0
Sous Henri IV (1607)	90. 8
Sous Louis XIV (1648)	184. 0
Sous Louis XIV (1683)	226. 0
A l'avènement de Louis XV (1715)	266. 0
Sous Louis XV (1756)	253. 0
Sous Louis XVI (1789)	475. 0

Les gouvernements de Louis XI, de Richelieu, de Louis XIV, donnent la mesure de leurs tendances centralisatrices par l'accroissement considérable du budget accompli pendant leur durée. Il n'y a que le gouvernement insouciant de Louis XV, sous lequel les recettes du trésor aient un peu décru.

Il est juste de dire que la puissance d'achat de l'argent a diminué progressivement et que, d'autre part, le gouverne-

1. On l'a proposé à la Chambre des députés en 1884 pour les percepteurs, « afin d'assurer leur indépendance ».

ment central ayant peu à peu éliminé les pouvoirs locaux, fort coûteux et fort oppressifs, l'augmentation du budget est proportionnelle non à celles des charges publiques, mais seulement à celles des fonctions du pouvoir central.

De la chute de l'ancien régime jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire en un siècle, on sait que le budget a septuplé, en partie, il est vrai, par l'augmentation des charges militaires et du service de la dette publique, mais en partie aussi par l'augmentation des fonctions civiles. Sous ce rapport, l'élan est si bien donné, l'impulsion séculaire est si puissante, que tous les gouvernements lui ont obéi, et les plus libéraux autant pour le moins que les despotiques. La République, en cela très aveugle sur ses véritables intérêts, n'a pas fait exception.

En 1880, les traitements des fonctionnaires civils, ceux seulement qui sont soumis à la retenue de 5 p. 100, avaient augmenté de 54 millions sur le budget de 1871.

En 1881, on a créé pour 6,440,000 francs de places nouvelles.

En 1882, pour 17,200,000.

En 1883, pour 9,380,000, malgré le déficit qui commence à se faire sentir.

En 1884, pour 13,260,000.

Depuis 1876, on a créé dans les ministères, 10 nouvelles directions, 19 sous-directions, 51 chefs de bureau, 74 sous-chefs. En 13 années les traitements civils se sont accrus de plus de 100 millions.

L'on a augmenté sans cesse l'importance des fonctionnaires dans la nation, sans songer que c'est, avec la puissance du clergé et la grande place nécessairement réservée à l'élément militaire, l'une des trois causes les plus actives du césarisme. On a accumulé le terreau sur les racines de l'arbre, puis on l'accable de malédictions parce qu'il en a profité pour grandir.

Ce progrès simultané de la démocratie et de la centralisation est un fait bien particulier à l'évolution historique de la France. Les individus se sont agités au hasard; mais placés sur une même pente, leurs mouvements les plus opposés les ont tous fait glisser dans le même sens.

Cependant la centralisation n'eût pas été complète si, en même temps qu'administrative, elle n'eût été esthétique et intellectuelle. C'est ce qu'elle est devenue en effet par l'effet d'une politique semi-consciente poursuivie, elle aussi, par nos rois durant des siècles, continuée depuis en vertu de l'impulsion antérieure.

La noblesse une fois dépossédée de ses antiques fonctions féodales, il restait au pouvoir royal à lui trouver un emploi pour ses immenses revenus, un aliment à son activité, un dérivatif à sa turbulence. De bonne heure les rois le comprirent et leur politique consista à l'attirer à la cour et à l'y retenir.

A partir de François Ier surtout, la cour est une institution régulière, elle devient permanente comme les armées et constitue l'un des plus puissants moyens de gouvernement dont dispose le prince. Par l'éclat de son luxe, la séduction de ses fêtes, le charme de mœurs libres unies à une vie élégante, il groupa la noblesse autour de lui, l'amusa, la pensionna et l'asservit. Moins de cinquante ans après la mort de Louis XI, les descendants de ceux qui avaient encore pu faire échec à sa puissance sont transformés en courtisans. Des centaines de charges magnifiquement rétribuées sont créées à leur usage. Les valets de chambre, les maîtres d'hôtel, les chapelains, les veneurs sont pris dans les premières familles de France. Les La Rochefoucauld, les Mortemar, les Mirepoix sont échansons et panneticiers; désormais ils vivront aux gages du roi, continuellement appauvris par le luxe et obligés de compter de plus en plus sur les faveurs royales pour refaire leur fortune épuisée. A cette cour,

l'illustration de la naissance n'est pas absolument indispensable ; mais la dépense est de rigueur, les vêtements de soie et de velours, une profusion de dentelles, de pierreries, de broderies d'or : car il faut que la noblesse se ruine pour qu'elle reste dépendante. Aux séductions du luxe et de la galanterie s'ajouteront, comme dans les cours italiennes de l'époque, la politesse, le bon goût, le culte des lettres et des arts. Peintres, poètes, savants, architectes et statuaires trouveront une protection assurée près du roi ; ils font partie de son train, rehaussent son éclat et ajoutent, sans qu'on y prenne garde, un département énorme à ses attributions : celui de promoteur du développement esthétique et intellectuel.

Les goûts personnels du roi cadrent avec ses calculs politiques et peut-être les lui ont inspirés. Lui-même est brave, chevaleresque, passionné pour tous les plaisirs et fou de tout ce qui brille. Véritable prince de la Renaissance, il construit des palais, acquiert des statues, des livres et des tableaux, crée ou développe l'étiquette. Dans ses antichambres, à ses chasses et à ses tournois, les femmes galantes, la noblesse domestiquée, contribuent à manifester la puissance du premier des rois absolus.

Désormais, c'est près de lui que toute ambition doit chercher ses satisfactions. Nulle part on ne verra assemblés autant de richesse, autant d'éléments de jouissances et de moyens de culture individuelle. Nulle part enfin les talents et le savoir ne trouveront un milieu plus propice pour se développer et obtenir leur récompense. La centralisation de l'activité intellectuelle, esthétique et politique est désormais accomplie, il existe un foyer vers lequel devra converger tout ce qui est dans le royaume, par sa naissance, sa fortune, son génie ou son courage, en possession d'une portion quelconque d'ascendant ou d'influence.

Le mouvement d'attraction s'accentua si rapidement que, dès l'aurore du XVIIe siècle, Henri IV se plaignait que les peuples abandonnassent la campagne.

Louis XIV, à qui on a attribué l'inauguration de cette politique, ne fit que lui donner un nouvel essor et la pousser à outrance. Son règne vit ce spectacle étrange : toute la noblesse du royaume, la première classe de l'État, casernée à Versailles ou aspirant à l'être comme à un privilège, préoccupée presque exclusivement du lever, du coucher ou des plaisirs du roi, se consumant en intrigues pour arriver à tenir le bougeoir ou à présenter la chemise. Les charges honorifiques, les sourires du prince, la participation aux fêtes, le présent de propriétés confisquées, des dons en argent, sont les profits de cette existence. Les plus grands noms s'y précipitent, et comme toujours l'exemple parti d'en haut fait école, il faut que son influence se fasse sentir jusqu'au dernier hobereau.

D'ailleurs, l'absence de la cour est, pour un noble, un titre à la malveillance du roi. Puissant, il porte ombrage, on le fait surveiller par les intendants, on s'informe de ses relations, de la façon dont il vit avec ses paysans ; riche, on le tourne en ridicule, et Molière se chargera de faire justice de ces pauvres grotesques de province, sires de la Prudoterie et comtesse d'Escarbagnas, qui n'ont pas même un valet capable d'apporter un verre d'eau sur une assiette.

Puis ceux qui s'en sont allés à la cour reviennent chaque année quelques mois dans leurs terres, et c'est là le plus grand mal. Ils sont élégants et brillants, parlent un langage nouveau, s'entretiennent d'un paradis inconnu, de fêtes et de splendeurs qu'ils exagèrent encore par vanterie, et ils humilient ceux qui sont restés. Ceux-ci d'ailleurs s'ennuient de la vie monotone de la campagne, dans leurs châteaux froids et sans confort, avec leurs paysans grossiers et leurs chemins

bourbeux. Un à un, ils subissent l'attraction, ils partent vers Paris, vers la cour, vers le jeu du roi ou de la reine où l'on se ruine. Ceux qui sont huguenots et à ce titre tenus en suspicion se convertissent pour être reçus. Insensiblement les campagnes se vident. Un duc ou un comte qui a déplu « est exilé dans ses terres ».

Assemblée à la cour ou à Paris, la noblesse y a retrouvé un rôle. Sa nouvelle existence n'est oisive et inutile qu'en apparence ; en réalité elle inaugure au prix de bien des tâtonnements et de bien des rechutes le règne de la politesse, des manières distinguées et des sentiments délicats exprimés avec aisance. Ces qualités s'étaient toujours rencontrées à l'état individuel, il s'agit d'en faire le caractère distinctif d'une classe qui par l'autorité de l'exemple les communiquera de proche en proche à toute la nation. Partout où des hommes et des femmes qui ont une haute opinion d'eux-mêmes sont réunis en grand nombre et obligés à un contact incessant, ils se trouvent forcés de s'astreindre, pour ne pas se blesser mutuellement, à mille précautions dont l'habitude constitue l'éducation. Au commencement du règne de Louis XIV, tout était à faire sous ce rapport. Il avait fallu que la fureur des duels régnât pendant un siècle pour apprendre aux gentilshommes brutaux et glorieux à se respecter les uns les autres. Les histoires où Tallemant des Réaux raconte les plaisanteries du duc d'Orléans et dépeint la noblesse du Poitou donnent à cet égard la mesure de l'époque. Cette branche importante de l'esthétique intime dut ses progrès à la vie de cour.

Les autres parties ne lui furent guère moins redevables. La littérature, la musique, le théâtre lui durent un public spécial, dont les suffrages exerçaient une influence d'autant plus précieuse que son élévation le mettait à même de faire la mode. Venant d'en haut, son exemple entraîna l'engouement général.

Pour que, dans la sphère du savoir, l'éclat ne soit pas moindre, l'Académie française, l'Académie des sciences, celle des inscriptions et belles-lettres, sont créées, des pensions sont accordées aux savants français et étrangers. Tout ce que le pouvoir royal croit pouvoir faire, il le fait, et il en est récompensé par l'éclosion d'une pléiade de génies comme l'humanité n'en avait point vus depuis Périclès. Un siècle après la mort de François I[er], le foyer qu'il a allumé est devenu un soleil où se chauffent et s'éclairent la France et l'Europe.

Un palais, pour immense qu'il soit, ne peut contenir toute une nation ni même toute une classe. A côté du palais, la triple centralisation que nous avons constatée et le désir de s'élever qui en résulte créa Paris.

Louis XIV ne se montra pas favorable au développement de la ville. Plus d'une fois il essaya de l'enrayer par l'interdiction de construire de nouvelles maisons ou en ne permettant de les édifier que sur les points les plus incommodes. Peine perdue, l'agrandissement de Paris était la conséquence fatale de son système. Dès le principe, le roi Soleil était destiné à être remplacé par la ville Soleil. On a dit que la civilisation française était sortie de l'hôtel de Rambouillet. De ce salon trop étroit, elle a débordé sur la cour, de la cour trop étroite à son tour sur Paris, et de Paris sur la France entière.

Dès le XVIII[e] siècle, la cour est éclipsée par la ville. Les lettres, les arts, les plaisirs légers, la philosophie devenue frondeuse ont émigré, cherchant ailleurs plus d'indépendance et de sans-gêne. « Il voulut se faire présenter à la cour, dit Voltaire du héros de l'un de ses romans ; mais ses amis de la bonne société des oisifs lui dirent que personne n'y allait plus. »

Mais rien n'est changé pour cela que le point matériel où réside le pôle d'attraction. Quant à son intensité même,

l'attraction grandit continuellement et grandira jusqu'à notre époque sans subir de temps d'arrêt. Aussi de toutes parts les talents affluent à Paris. « Il n'y a plus en France, écrivait Montesquieu à l'un de ses amis, que Paris et les provinces éloignées, parce que Paris n'a pas encore eu le temps de les dévorer [1]. » A la fin du XVIII[e] siècle, le fait est devenu visible pour tous les yeux. Le marquis de Mirabeau se plaint que les provinciaux ne soient que des régnicoles de second ordre, que tout ce qui a quelque talent, quelque ambition ne trouve plus de carrière possible que dans la capitale.

Au XVI[e] siècle et au commencement du XVII[e], il y avait en province des imprimeries florissantes; peu à peu elles disparaissent. A la fin du XVIII[e], il n'y a plus d'imprimeries qu'à Paris.

Là est la grande différence entre la France et l'Angleterre. La population de Londres se développe encore plus rapidement que celle de Paris et cela dans un État plus petit, cependant jamais elle n'a joué dans l'histoire d'Angleterre un rôle politique comparable à celui de Paris. Elle est aussi impuissante à dicter seule son opinion au reste du pays qu'à lui imposer un changement de gouvernement. C'est qu'elle n'est point la capitale d'un pays centralisé, elle n'a pas absorbé tout ce qu'il y avait d'hommes éminents par le savoir, la fortune et le talent. Elle n'a pas même une université. En dehors d'elle, on pense, on écrit, on parle et on agit; en dehors d'elle depuis des siècles, on trouve des électeurs en possession de donner satisfaction à l'ambition politique, et voilà pourquoi cette immense fourmilière d'hommes, au lieu d'être le cœur et le cerveau du pays n'en est guère que la plus considérable agglomération. L'attraction qu'elle exerce, peu

1. De Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 130.

puissante sur les Anglais et nulle sur les étrangers, a laissé aux populations des provinces toute leur vigueur, leur spontanéité et leur fécondité.

La banque, la marine, le commerce et l'industrie sont les principales causes de l'accroissement de Londres. L'ambition, le luxe, les plaisirs, le besoin de développement intellectuel et esthétique sont les principaux motifs de l'accroissement de Paris. L'un doit ses proportions colossales surtout aux entreprises individuelles; l'autre doit sa grandeur à l'initiative gouvernementale.

Les causes historiques qui ont fait de Paris le pôle d'attraction de la France entière existent toujours. Fussent-elles anéanties en principe, la capillarité une fois amorcée n'en continuerait pas moins par le seul effet de la puissance du foyer d'appel.

CHAPITRE X

INFLUENCE DU PROGRÈS DE LA DÉMOCRATIE SUR LE DÉSIR DE S'ÉLEVER

Pouvoir absolu implique savoir absolu. — L'émanation en métaphysique et en politique. — Réalité de l'émanation en France. — Admiration des anciens, passe du style aux idées. — La Révolution passe de l'abstrait au concret. — Émanation de la vie politique, des idées d'égalité. — Elles prennent naissance dans l'élite intellectuelle et se répandent de haut en bas. — Optimisme des classes dirigeantes. — Émanation du droit de suffrage, donné par les supérieurs non conquis par les inférieurs. — Émanation de l'activité politique. — Longue minorité du suffrage universel. — Signe qu'il est majeur. — Émanation dans la sphère du savoir et de l'esthétique. — Rôle de Paris. — Émanation des grands centres aux petits. — Maximum d'acuité de la capillarité sociale. — Élan sans pareil que lui donne la Révolution. — Sa généralisation. — Conséquence pour la natalité.

Le pouvoir absolu implique le savoir absolu. L'Église romaine, plus logique que les césars, a poussé jusqu'au dogme de l'infaillibilité la théorie de l'absolutisme. Mais au fond, toute monarchie de droit divin implique la même prétention plus ou moins dissimulée.

Pour trouver le pendant métaphysique de ce système politique, il faudrait remonter jusqu'à l'école d'Alexandrie, et à la doctrine de l'émanation. L'Un, dirait un disciple de Plotin, infiniment parfait et souverain par lui-même, a engendré l'Intelligence, par un débordement de sa puissance; l'Intelligence, dans son accord avec l'Un, a produit l'Ame, par la surabondance de sa fécondité, et l'Ame à son tour a engendré

la Nature. Au sommet de la hiérarchie est l'Être absolu, seule source de lumière et de force ; au-dessous de lui, les esprits, les hommes, les animaux et les plantes sont d'autant plus parfaits qu'ils participent davantage à sa nature; enfin tout au bas de l'échelle est la matière inerte, plongée dans la torpeur et les ténèbres. Chaque essence tend vers sa source avec d'autant plus de force qu'elle en est moins éloignée. Seule, la matière brute y reste à peu près indifférente, et c'est parce qu'elle n'en a nulle connaissance.

Ainsi dans la monarchie absolue. C'est du roi qu'émanent tout pouvoir, toute sagesse et toute initiative ; c'est de lui que découlent sur la nation toutes les faveurs et tous les bienfaits. Ses ministres, sa cour, ses conseillers, ses fonctionnaires, tiennent de lui la supériorité du savoir, du pouvoir et de l'activité intellectuelle, et ils y participent d'autant plus qu'ils sont plus près de sa personne.

Par bonheur, cette supériorité dans les temps modernes, n'a pas été imaginaire. Presque toujours, sous l'ancien régime comme aujourd'hui, les gouvernants ont en partie légitimé l'usurpation du pouvoir politique, en se montrant plus éclairés, plus distingués, porfois même, comme certains intendants du XVIII[e] siècle, beaucoup plus libéraux que leurs administrés; l'émanation a été réelle. Cet heureux effet n'est pas dû au césarisme lui-même, mais à la division de l'Europe en États rivaux. L'État romain étant seul au monde semblait avoir pour unique fin de pourvoir aux délices de ses maîtres. Le roi de France au lieu de songer exclusivement à ses plaisirs était bien contraint de veiller au maintien et à l'extension de sa puissance. De là la nécessité de s'ingénier pour assurer la valeur, le nombre et la richesse de ses sujets, de là toutes les autres différences. Tandis qu'à Rome le césarisme pur engendra la décadence, en France, nécessairement mitigé par les circonstances, il est resté compatible avec le progrès.

Les reproches que nous sommes obligé de lui faire sont la destruction de l'initiative individuelle et une part considérable de responsabilité dans la dépression actuelle de la natalité. Mais il eut quelques bons effets. Il a voulu sincèrement et il a contribué à développer l'activité économique, esthétique et intellectuelle de la nation. Tandis que le césarisme antique n'aspirait qu'à durer, les gouvernements modernes ont constamment visé un état social plus parfait, un degré plus haut d'intelligence et d'énergie, ils ont été idéalistes. Or, peuple ou individu, on finit toujours par réaliser en soi une partie au moins des qualités que l'on admire. En se proposant pour but d'éveiller tous les genres d'activité dans la nation, le césarisme a fini par amener, sans le prévoir, le plus heureux résultat qu'il eût pu poursuivre : il a peu à peu mis les citoyens en état de se passer de sa tutelle.

C'est bien d'en haut que nous sont venus la lumière et la vie, la vie politique comme tout le reste. Non que le pouvoir central qui commandait au nom du bon plaisir du roi, se souciât aucunement d'initier les sujets aux secrets de l'administration, ou fût le moins du monde disposé à mettre le public en état de le contrôler. Au contraire durant les règnes de Louis XIV et de Louis XV, les états généraux sont oubliés; le peuple se rend à l'obéissance aveugle, la noblesse donne l'exemple et fait consister l'honneur dans sa fidélité.

Mais le réveil se fit par une autre voie. Ici comme en tout, l'idéal classique fut le levain qui fit fermenter le génie français. Ce que nous devons à la littérature des Grecs et des Romains est énorme. A force d'étudier au point de vue esthétique les grands écrivains de l'antiquité, on prit leurs fières allures de langage, et la langue insensiblement entraîna la pensée.

Il ne faut pas s'y tromper, rien n'est plus rare que la note servile chez les grands écrivains du XVIIe siècle; les formules d'adoration à l'adresse du grand roi, imposées par la poli-

tesse, l'usage et l'étiquette, ou dictées par une réelle admiration, n'impliquent rien sur le fond; en réalité l'homme reste infiniment respectueux; mais debout. Nos monarchies fondées sur l'honneur n'ont jamais entraîné les mêmes bassesses que le despotisme romain ou oriental. A cet égard, le bon goût et l'admiration des plus mâles génies qui furent jamais étaient eux-mêmes un préservatif.

Ce que Corneille, Labruyère et Lafontaine osaient dire dans le voisinage et sous le regard immédiat de la cour, des courtisans, et de leurs intrigues, aurait lieu de surprendre, si tout n'avait eu alors le privilège de passer à la faveur de l'imitation latine. On imite Tacite, Tite-Live et les autres qui écrivaient dans une république ou dans l'opposition, et l'allure altière ou frondeuse du citoyen antique passe peu à peu dans notre littérature comme étant le cachet du grand style.

L'admiration ne pouvait demeurer arrêtée pendant des siècles sur des formes de langage, il était inévitable qu'elle finît par s'étendre aux idées mêmes ; le XVIII[e] siècle se chargea de mettre un sens sous les mots. Des formes de gouvernement qui étaient si belles dans l'antiquité seraient-elles donc si mauvaises chez les modernes? la liberté qui jetait de si fiers accents sur le théâtre, serait-elle donc déplacée dans la vie réelle? Le raisonnement ne pouvait manquer d'être fait tôt ou tard, du moment que l'on prenait l'antiquité républicaine pour idéal. Simultanément auteurs et public s'éveillent; la tirade, purement littéraire au XVII[e] siècle, devient, par une série de nuances finement dégradées, toute politique à la fin du XVIII[e]. Le même lieu commun sur les tyrans exprimé à peu près dans les mêmes termes dans Corneille et dans Voltaire, prend une portée toute différente. Dans Beaumarchais, telle expression, analogue à d'autres qui ont été mille fois dites, prend tout à coup le sifflement d'un

coup de cravache. Le pauvre Lemierre croyait, dit-on, que c'était l'un de ses vers, souligné par un tonnerre d'applaudissements, qui avait causé la Révolution française. D'autres l'avaient aidé ; mais il reste vrai que, si partout ailleurs, les révolutions ont eu pour cause les intérêts lésés, en France, la cause primordiale a été un principe abstrait découvert ou adopté par quelques écrivains et propagé de proche en proche, d'abord dans le monde littéraire, ensuite dans toute la nation.

Le principe, disons-nous, a commencé par être abstrait, ce n'est que lentement et non sans quelque peine, qu'il s'est développé et qu'il a pu descendre dans la réalité concrète. La pure littérature est devenue philosophie, puis philosophie politique, et c'est seulement sous Louis XVI qu'elle en vient à la propagande et à l'action. On a peine à croire que des ouvrages comme *l'Esprit des Lois* aient été, à leur apparition, considérés presque exclusivement comme des événements littéraires.

Comme l'idéal antique avait servi de ressort caché à l'évolution française vers le césarisme, il fut, par l'intermédiaire de la littérature, le ressort de notre évolution vers la liberté. Plus tard, lorsque la Révolution organisa des fêtes grecques, mit à la mode le style grec dans l'architecture et l'ameublement, les robes grecques dans la toilette des femmes, elle était dans la logique de son origine.

Presque tous les députés aux assemblées révolutionnaires avaient commencé à se faire connaître par les lettres, et tous avaient lu les *Grands Hommes* de Plutarque. Ce fut ce livre qui finit d'échauffer les cœurs et fit lever les germes d'héroïsme civique dans toutes les âmes. Au lieu d'un roman d'amour ou de fortune, chacun fit son roman d'ambition politique. Le grand nom de citoyen, d'abord admiré comme un beau titre depuis longtemps perdu, fut envisagé comme le complément indispensable de la dignité humaine. Du jour où cette manière

de voir se fut suffisamment répandue, la démocratie avait virtuellement commencé d'exister, la monarchie était abrogée; l'antique serf, devenu peu à peu sujet, allait, en devenant citoyen, terminer sa longue marche vers la souveraineté.

Ce qui, dans cette rapide esquisse, est intéressant au point de vue qui nous occupe, c'est qu'elle montre la vie politique se propageant par émanation, les doctrines descendant toujours de haut en bas sans qu'il y ait d'exception même pour celles qui sapent l'aristocratie.

Plus d'une fois, dans le passé, des prophètes ou des philosophes avaient proclamé les hommes égaux entre eux, sans que cela tirât à conséquence. Dans le christianisme, comme ailleurs, l'égalité communautaire fut une tendance passagère, sans effet durable, et la critique moderne nous montre la hiérarchie gouvernant les églises dès l'instant même où elles existent.

Au XVIII[e] siècle, il n'en va pas ainsi. L'élite de l'humanité, parvenue à l'extrême degré du raffinement, spontanément fait volte-face, s'éprend de simplicité, s'habille à la Franklin et semble aspirer à descendre. Par un phénomène tout nouveau, ce sont les hommes les plus polis, les plus éclairés, parfois les plus riches et les plus titrés qui descendent vers les hommes les plus grossiers et les plus ignorants, vont leur annoncer que tous sont égaux. Ce sont des mondains qui se font les apôtres de cette bonne nouvelle et la mettent à la mode. A peine quelque philosophe l'a-t-il formulée, ils approuvent et battent des mains. Bientôt toute la littérature leur crie à l'oreille que le peuple les vaut bien et ils répètent que rien n'est plus exact. Quand une vérité aussi utile aux inférieurs est propagée par les grands, il faut qu'elle réussisse. L'on ne trouverait sans doute dans l'histoire d'aucun peuple un spectacle semblable à celui qu'offrit la nuit du 4 Août. Mais elle peut passer pour une surprise. Ce qui est plus remarquable, c'est que

l'état-major de la société française y préludait depuis vingt ans.

L'optimisme a toujours porté les hommes vers la liberté, comme le pessimisme les porte vers le despotisme. Cette opinion que le peuple était bon et capable de se gouverner ou de se laisser gouverner par la raison avait préparé tous les esprits à accepter la Révolution. C'est ce jugement des supérieurs sur les inférieurs qui seul permit la disposition intellectuelle d'où résulta la déclaration des Droits de l'homme.

En 1848, une conviction semblable, conservée dans quelques hommes tout imprégnés de l'esprit du siècle passé, présida à la proclamation du suffrage universel.

Deux fois, c'est d'en haut que le pouvoir fut donné libéralement à une masse énorme de citoyens dont l'immense majorité ne le demandait point, et deux fois l'événement prouva que le préjugé en faveur du peuple avait été faux à force d'être favorable.

Après la crise révolutionnaire, la nation se laissa enlever, sans chercher à les retenir, les droits qu'on avait remis entre ses mains. La constitution consulaire — le retour au despotisme — votée par plus de trois millions de suffrages ne rencontra que quinze cents opposants.

Il fallut, l'empire tombé, que l'activité politique reprît ses progrès par une marche graduelle, et toujours en recommençant par en haut. Durant quinze ans, le droit de vote appartient à ceux-là seuls qui payent 300 francs d'impôts, durant dix-huit ans ensuite, il s'étend à tous ceux qui payent 200 francs. Quand enfin apparaît le suffrage universel, la minorité relativement éclairée est noyée dans la majorité insouciante de ses droits, qui les remet une seconde fois entre les mains d'un césar.

Cette seconde abdication, toutefois, fut moins profonde que le première; et la nation, rapidement mûrie par ses malheurs, a pu pour la première fois en 1877 fournir une majorité

contre son gouvernement. Dans toutes les nations, où, comme chez nous, la vie politique a commencé par en haut, un fait de cette nature est le signe que le collège électoral a désormais une volonté propre et qu'il est arrivé à sa majorité. Quand ce collège électoral comprend toute la nation, il a dépassé l'âge où les retours agressifs du césarisme ont chance de succès durable, parce que l'activité politique ne peut que grandir en s'exerçant. Le césarisme ne reprendrait le dessus que si une nouvelle catégorie d'électeurs ignorants et insouciants était adjointe aux anciens; comme si par exemple l'Angleterre donnait le droit de suffrage pour le parlement à ses deux cents millions d'Indous, ou si la France l'accordait à tous ses habitants sans distinction d'âge ou de sexe.

En général, le peuple finit toujours par se servir dans son intérêt de la souveraineté que la constitution lui accorde, mais l'extension du droit de suffrage a toujours pour résultat momentané de fortifier le pouvoir central aux dépens des administrés.

Ce n'est pas seulement dans la sphère de l'activité politique que l'émanation du centre aux extrémités se fait remarquer. Dans les deux autres grands embranchements de la civilisation, le savoir et l'esthétique, le même phénomène se reproduit exactement. Il est si évident qu'il suffit de le signaler. L'art, le goût, le luxe, les modes, les livres, les revues et presque tous les journaux importants viennent de Paris.

L'étonnante précocité du terreau parisien y fait naître et mûrir, comme en serre chaude, des idées, des sentiments et des besoins qui ne seront pas même connus de nom un siècle plus tard au fond des communes rurales, et la grande cité exporte par un courant ininterrompu ses tendances intellectuelles et ses œuvres d'art, ses conceptions particulières sur le but social et sur l'avenir de l'humanité.

C'est Paris qui, pour les neuf dixièmes, a fait la Révolution française. On pourrait même dire qu'il l'a faite seul, puisqu'il est absolument certain qu'elle eût piteusement échoué sans l'aveugle entraînement vers l'idéal, la confiance étourdie et fanatique du peuple de Paris dans le succès. Une telle partie gagnée contre une moitié de la France, contre l'Europe entière et pour ainsi dire contre le possible, a fondé ses titres à l'hégémonie. Depuis lors Paris a fait seul la révolution de 1830 et celle de 1848. Bien que vaincu et conquis par la province aux journées de juin et en 1871, il a rapidement repris son rôle et son essor vers une vie politique plus intense. A quelque parti que l'on appartienne, que l'on aime ou non la direction donnée par Paris à la France, il est impossible de méconnaître cette action de la capitale. Elle mène le pays tambour battant vers un but que celui-ci ne comprend pas toujours, contre lequel il proteste parfois, mais où néanmoins il finit toujours par se trouver amené. Depuis Louis XIV jusqu'à nous, elle est en possession de faire l'opinion et de lui dicter ses décisions, au-dessus de l'envie comme de toute rivalité possible de la part des autres villes.

Dans un État comme l'empire romain, où la capitale avait conquis les provinces, il était naturel qu'elle conservât en face d'elles un droit spécial, témoignage de sa souveraineté. Dans les pays comme la Suisse, les États-Unis et la Hollande, formés par la libre fédération de provinces indépendantes, le siège du gouvernement n'a obtenu aucun privilège le distinguant d'un autre point quelconque du territoire. La Haye, Washington et Berne ne sont pas même les villes les plus populeuses de l'État.

Accrue graduellement par l'annexion de ses diverses provinces au domaine primitif des comtes de Paris, la France s'est constituée suivant un procédé intermédiaire, et sa capitale aussi occupe une situation intermédiaire. Aucun droit

spécial n'a jamais appartenu à ses habitants; l'électeur de Paris n'a pas une part de souveraineté plus grande que celui de Bourges ou d'Autun et n'a jamais songé à réclamer rien de semblable. Et cependant Paris possède une hégémonie incontestable dont il doit l'origine à la centralisation administrative et politique, dont il doit la continuation à ce qu'il contient toute l'élite scientifique, artistique et politique du pays.

D'autres grands centres tels que Lyon et Marseille, exercent à la vérité une influence analogue. Mais le mouvement d'émanation y est plus récent, plus faible et toujours plus intermittent. Dans tout le reste du pays, on pourrait dire d'une manière très générale que l'activité politique, qu'on la considère sous le rapport de l'ancienneté ou sous celui de l'intensité, est proportionnelle à l'importance des agglomérations. Elle s'est propagée des grands centres aux petits et finalement cherche aujourd'hui à se communiquer aux campagnes.

En un mot, quelle que soit la branche de l'activité humaine que l'on considère, qu'il s'agisse de l'instruction, de la philosophie, de l'indépendance d'esprit, du goût, des arts et de la poésie, de la sensibilité littéraire, du droit de suffrage ou de la sollicitude pour les affaires publiques, toujours on voit qu'elle s'est répandue du haut en bas, qu'elle a rayonné du centre aux extrémités. Toute notre civilisation est émanée.

Cette émanation était inévitable. Comme il ne peut y avoir partout des instituts de France et des grands opéras, des collections de livres comme la Bibliothèque nationale et des musées comme celui du Louvre, comme l'inégalité de culture entre les citoyens est énorme suivant les lieux et les conditions sociales, il ne pouvait guère manquer que, trois siècles après la fondation du Collège de France, les écoles primaires fussent encore une institution inconnue dans nombre de communes rurales.

C'est cette nécessité de l'émanation qui légitime en grande

partie la centralisation administrative, et qui, jointe à la persistance de l'idéal césarien, lui enlève tout caractère fortuit.

De ce point de vue l'émanation et la centralisation apparaissent comme deux fonctions corrélatives. Tandis que la centralisation attire en haut et au centre toutes les activités et toutes les ambitions, l'émanation renvoie aux extrémités les idées et les tendances esthétiques, les institutions politiques et sociales. Mais pour organiser cette circulation des forces dont la régularité théorique pourrait paraître séduisante, la centralisation a sans trêve multiplié les fonctionnaires, augmenté leurs traitements, leurs honneurs et leurs attributions. L'émanation, de son côté, créait la démocratie, universalisant graduellement le droit de citoyen ainsi que le goût de s'en servir, répandant, avec l'instruction, le moyen de la faire valoir, stimulant de toutes parts la hardiesse et les ambitions.

Ces deux mouvements simultanés et progressant l'un par l'autre s'étant sans cesse accentués depuis la Révolution comme auparavant, nous nous trouvons amenés présentement à une heure critique où la contradiction intime impliquée par les mots de démocratie centralisée semble avoir acquis son plus haut degré d'acuité : car si l'émanation doit encore réaliser d'immenses progrès afin de diminuer de plus en plus les terribles inégalités de culture existant entre les citoyens, le fonctionnarisme, par contre, s'est tellement accru qu'il ne peut que rétrograder à l'avenir et qu'il rétrogradera certainement par suite des progrès même qu'aura amenés l'émanation.

Ce maximum d'acuité dans la contradiction détermine, dans la sphère administrative et politique, le maximum de capillarité sociale et par là la plus grande dépression de la natalité.

L'explication de ce rapport est élémentaire. En pays de bureaucratie, il est naturel que tous veuillent entrer dans les

bureaux. D'un autre côté, l'égalité étant proclamée, tous peuvent y parvenir, et c'est assez pour qu'une énorme fraction de la nation n'envisage plus d'autre idéal.

On put mesurer la puissance de cet attrait lorsque la Révolution eut institué l'égale admissibilité de tous les citoyens aux emplois. Il y avait vers la fin de l'ancien régime deux cent soixante-dix mille privilégiés, dont cent quarante mille appartenaient à la noblesse et cent trente mille aux diverses fractions du clergé. C'était en cela que consistait la barrière opposée à l'ascension des classes inférieures vers les hautes fonctions de la politique, de la diplomatie et de l'armée.

La Révolution brisa la barrière. Elle lâcha dans l'arène les ambitions surexcitées et impatientes. En prenant pour devise : au plus digne, elle inaugura l'ère de la lutte à outrance, universelle, sans trêve et sans merci. Pour que la concurrence ne trouve plus d'obstacle, les corporations, les jurandes et les maîtrises sont abolies. La liberté du commerce et de l'industrie lance et fouette l'initiative individuelle sur la route du progrès en faisant de tous les biens, richesse, honneur et considération le prix du succès.

Aussi quel élan au départ! Quelles espérances illimitées! Quelle ardeur d'entreprendre! C'est bien à l'époque révolutionnaire qu'il semble que le mot impossible ne fût pas français.

La situation demandait des hommes de guerre. L'aristocratie, en des siècles de domination, n'avait produit qu'un Condé, la démocratie naissante en improvisa vingt en dix ans. Quand un homme a conscience de sa force, plus il vient de bas et plus il vise haut. A cet égard une liste des généraux de la Révolution est plus éloquente qu'aucun discours. Ce sont : Lannes, fils d'un garçon d'écurie, apprenti teinturier, engagé volontaire en 1792, général de brigade en 1797; Soult, fils d'un paysan, simple soldat avant 89, général en 94; Ney, fils

d'un tonnelier, d'abord clerc de notaire, général de brigade en 97 ; Kléber, fils d'un maçon, général de division en 94; Jourdan, mercier à Limoges, simple soldat de la guerre d'Amérique, général de division en 93; Augereau, fils d'un maçon, général de brigade en 94; Hoche, né dans la misère, enrôlé à seize ans, général de brigade en 92; Moreau, fils d'un avocat, étudiant en droit, volontaire en 92, général en 93 ; Murat, fils d'un aubergiste, séminariste, sous-lieutenant en 91, général de brigade en 93 ; Marceau, sergent en 89, général de division en 93 ; Bernadote, fils d'un avocat, sergent-major en 89, général de brigade en 93; Gouvion Saint-Cyr, né de parents pauvres, d'abord professeur de dessin, engagé en 92, général de division en 94; Victor, engagé comme tambour en 1781, adjudant-général en 93; Joubert, engagé en 91, adjudant-général en 94; Lefebvre, fils d'un meunier, sergent en 89, général de division en 94; Masséna, fils d'un marchand de vin, d'abord mousse, général de division en 93. Seuls, Davout et Bonaparte, tous deux élèves de Brienne, étaient destinés à devenir officiers.

Pour que ces généraux improvisés aient vaincu l'Europe, il faut bien admettre que la guerre est de tous les arts celui où le génie et l'ardeur naturelle suppléent le mieux un long apprentissage. Mais cette ardeur même est le résultat de circonstances exceptionnelles qui ne peuvent être produites artificiellement. Les hauts grades de l'armée, auparavant interdits au peuple, exercèrent tout d'abord une telle séduction sur son imagination qu'en un an ou deux, des plébéiens pauvres auparavant, inconnus, surent prouver par leurs victoires qu'ils en étaient dignes. Ces prodiges furent dus à la violence du désir de s'élever. Son effet, dans la carrière où il est le plus visible, permet de juger de son intensité dans la multitude des autres carrières où il ne peut être mesuré.

L'agriculture, le commerce, l'industrie, virent se déployer

des ardeurs égales. Apre à la curée, le paysan à peine émancipé se jette sur sa besogne, tue le gibier qui le mange, achète à vil prix et partage les grands domaines improductifs, arrache les ajoncs, défriche les bois, plante sa haie, creuse son fossé, laboure et sème. Chacun est si bien à son ouvrage que, pour les travaux des routes ordonnés en 1801 par le premier consul, la main-d'œuvre se fait rare, l'ouvrier étant accaparé par les travaux des particuliers. C'est l'hymen du paysan et de sa terre, désormais libre et toute à lui, qui commence.

Au moment de la paix d'Amiens, on put constater quels trésors d'activité et d'énergie avait dépensés dans la vie civile cette France qu'on croyait à l'étranger ruinée et bouleversée par les convulsions de la guerre civile et de la guerre étrangère. Le commerce maritime prend tout à coup un essor admirable, et les étrangers se pressent à Paris, curieux de voir chez elle cette nation incomparable qui venait d'inventer un Évangile nouveau et de dompter l'Europe pour le faire respecter.

« Il y avait alors, dit Thiers, une exposition des produits de l'industrie française qui était la seconde depuis la Révolution. Tout le monde était surpris du progrès de nos manufactures, lesquelles, au milieu du trouble général, participant cependant à la commotion imprimée aux esprits, avaient inventé une quantité de perfectionnements et de procédés nouveaux. Les étrangers en paraissaient vivement frappés, surtout les Anglais, bons juges en cette matière. »

Tel fut l'élan du plébéien, affranchi d'entraves, vers le progrès dans tous les genres. Depuis lors cet élan est devenu peu à peu moins impétueux; mais ce qu'il a perdu en intensité il l'a gagné en étendue : de proche en proche il s'est communiqué à toute la nation, et en même temps les aspirations se sont restreintes. Les hommes de la Révolution voulaient donner au monde le règne de la liberté et de la raison; la

génération de 1830, dans sa partie la plus généreuse, ne rêvait rien moins que la régénération de l'humanité. Depuis lors, même pour l'élite, le but a toujours été de moins en moins élevé. Pour une grande partie de la nation, depuis près d'un demi-siècle, il s'est borné à la soif des richesses, du luxe et du confort, le plus souvent à la poursuite acharnée d'une moyenne de bien-être obscur et égoïste.

Plus l'idéal général a été terre à terre, mieux il a été compris, et plus, d'autre part, il s'est trouvé en rapport avec l'ambition des masses, ambition doublée de prudence, décidée à viser à tout pourvu qu'elle ne risque rien. Le désir de s'élever, sous l'influence de causes multiples qui seront ailleurs analysées, a de la sorte envahi presque toutes les classes de la nation dans la presque totalité du territoire. C'est quand il a atteint ce degré de généralisation que commencent à devenir sensibles ses tristes effets sur la natalité.

En résumé, nous nous trouvons à une époque où l'émanation de la culture centrale est assez avancée pour que chacun, y participant déjà quelque peu, puisse aspirer d'y participer encore plus; et, d'autre part, les barrières qui rendaient impossible la satisfaction de cette ambition ayant été renversées depuis près d'un siècle, l'attraction vers le développement individuel a entraîné toute la nation. Grâce à la connexité existant entre l'ardeur de la capillarité sociale et la natalité, la première augmentant, l'autre doit diminuer fatalement.

CHAPITRE XI

LE DÉSIR DE S'ÉLEVER DANS LA SPHÈRE POLITIQUE

Les frais de représentation et l'avancement; leurs effets sur la natalité constituent une perte directe. — Perte indirecte. — Montauban. — Décroissance de la natalité dans les villes moyennes. — Pourquoi : défaut d'initiative dans les classes aisées. — Cause de ce défaut, le fonctionnarisme. — Place énorme occupée dans les villes moyennes par les fonctionnaires. — Leur influence détourne le courant ascensionnel vers les places. — Conséquence pour le commerce et l'industrie. — Influence parallèle du clergé, de la noblesse et de la bureaucratie. — Cette influence est dans une ville en raison inverse de l'initiative individuelle et de la natalité. — Les classes moyennes des villes et des campagnes sont les catégories sociales les plus attirées par le fonctionnarisme. — Indice de cette attraction, le baccalauréat. — Nombre croissant des candidats. — Conséquence pour la natalité; pour l'agriculture; pour l'industrie. — Influence sur l'indépendance de l'esprit. — Véritable voie du développement intellectuel. — Le système des examens est en faveur près de la démocratie. — Il doit être rejeté. — Pourquoi. — Mauvaise influence en Chine sur le progrès; en France, sur la natalité.

Dans un pays de centralisation où depuis des siècles tout pouvoir appartient aux fonctionnaires, il était inévitable que chacun voulût le devenir. Dans un pays où les salons ont façonné les mœurs et où les relations de société ont toujours eu une si grande importance, il était inévitable que l'homme du monde apparût comme un type de perfection humaine. Le haut fonctionnaire, unissant à ces deux avantages celui d'un fort traitement, avait tout ce qu'il fallait pour devenir l'idéal envié de la nation entière.

Tous les gouvernements, d'ailleurs, sauf ceux de la Révolution, ont tenu qu'il en fût ainsi. Ils ont compris que le luxe, l'élégance et les fêtes sont un puissant moyen d'action, et ils ont attribué aux principaux représentants du pouvoir dans chaque département des frais de représentation qui leur permissent de marcher de plain-pied avec les plus fortunés de leurs administrés. Outre sa charge spéciale, chacun des principaux magistrats est devenu de la sorte une espèce d'apôtre, accessoirement chargé de propager les modes et les goûts de Paris, d'affecter grand air et suffisance, parfois sans vocation, mais par politique ; afin d'en imposer au peuple, d'éblouir les femmes et de frapper de respect les bourgeois. Dans chaque administration, du haut en bas de la hiérarchie, une attitude analogue est prescrite aux subordonnés : la consigne est de paraître. Sur ce point ils sont explicites, et, bien que nous vivions en démocratie, s'expriment sans réticence. « Les chefs de cantonnement, écrivait naguère un inspecteur des eaux et forêts, doivent rester ce qu'ils sont aujourd'hui, c'est-à-dire des messieurs obligés d'entretenir des relations avec la classe la plus éclairée de la société, de suivre un certain train et de représenter dignement le corps forestier dans le monde élégant. » En un mot, à côté des qualités nécessaires à chaque emploi, il en est un certain nombre d'autres qui, de nos jours comme au temps de Beaumarchais, se prennent chez le coiffeur et le maître à danser. Malheureusement pour le fonctionnaire de second ordre, le traitement est court, et ce système aboutit en droite ligne à la misère en habit noir.

Voyons les conséquences de cet état de choses par rapport à la natalité. Si l'idéal de tout Français est d'être fonctionnaire, celui de tout fonctionnaire est l'avancement : or, l'avancement nécessite presque toujours des changements de résidence. Celui qui n'est pas marié ou n'a pas d'enfants a des

facilités de déplacement qu'un homme chargé de famille ne possède point. Le premier peut accepter ou demander un poste que le second se verra contraint de refuser, et il franchira de la sorte un degré peut-être difficile de son administration. Ici comme sur toutes les routes de l'ambition, pour monter vite et haut il ne faut pas s'embarrasser de bagages. La famille, les enfants, nombreux surtout, sont encombrants, l'ambitieux doit se les interdire, et il se les interdit.

D'ailleurs, nous l'avons dit, on n'avance que par les relations; il faut que la femme d'un fonctionnaire coure les visites et les soirées, aille au bal de la préfecture qui parfois manque de femmes. Elle fera souvent plus par son adresse que lui par son mérite. Si elle reste enfermée dans son ménage, absorbée par le soin de ses enfants, tout le monde s'accoutumera à considérer son mari comme un homme sans avenir, et en effet dès lors il n'en aura plus. Du moment où la partie de son budget qui eût fait face aux frais de représentation est employée à élever un ou deux enfants de plus, il a enterré ses espérances. Chacun connaît l'écueil, c'est assez pour que chacun l'évite.

Dans les administrations, quand on fait avancer un homme du monde, il semble toujours qu'on ne fait que le mettre à sa place; quand on fait végéter dans un poste inférieur un homme appauvri par ses charges de famille, il semble toujours qu'on le laisse à la sienne. L'avancement se trouve ainsi, sans que personne en soit responsable, constituer une prime à la stérilité ou du moins à une fécondité très restreinte. L'avancement n'est que le nom particulier que reçoit la capillarité sociale quand elle s'applique aux fonctionnaires. Nous trouvons qu'ici comme partout elle est constante dans ses effets.

Mais ce n'est là que le petit côté de la question; la perte que subit la natalité dans quelques milliers de familles pourrait

n'être qu'une plaie insignifiante, si la perte indirecte ne l'élargissait outre mesure et n'atteignait pas en fait tout ce qui aspire à la bureaucratie ou qui prend modèle sur elle pour ses manières de penser, de vivre et d'agir. Or, pour un homme qui est dans les fonctions publiques, il y en a d'ordinaire deux fois autant qui voudraient y être; et le reste du pays, ou du moins la bourgeoisie des villes et des campagnes, tout ce qui va ou est susceptible d'aller à la chasse aux places, suit leur exemple.

Le docteur Guiraud, étudiant la diminution de la population à Montauban, constate que, dans cette ville comme dans un grand nombre d'autres de moyenne importance, le chiffre annuel des décès l'emporte régulièrement sur celui des naissances, de sorte que la natalité, si faible déjà en France, est encore beaucoup plus faible dans la plupart de ces communes urbaines.

Ainsi sur 1,000 habitants, la France entière comptait en 1876 25,5 naissances. Or, d'après cet auteur

Auch (1876) en compte	15,5
Agen (1876)	18,9
Montauban (1876-1879)	19,2
Cahors (1876)	19,7
Alby (1876)	22,1
Bordeaux (1876)	22,3
Toulouse (1876)	23 »

Sur trois cent soixante-deux chefs-lieux de département ou d'arrondissement existant en France, il en est quatre-vingt-onze dans lesquels le chiffre des décès est supérieur à celui des naissances.

Montauban est si semblable à la plupart des villes de même importance qu'on peut la considérer comme un type et qu'elle mérite à ce titre de fixer l'attention. Tandis que la population y était, en 1801 de 22,000 habitants, elle est aujourd'hui de 27,000 environ. Elle a donc augmenté; mais

uniquement par le fait de l'immigration aux dépens des petites villes et des campagnes environnantes.

Pendant deux siècles l'industrie des draps fut florissante à Montauban; mais depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans elle a graduellement disparu. Il reste à peine deux ou trois usines, et la population ouvrière est peu considérable. En revanche, la bourgeoisie y est nombreuse, peu de misère et peu de grosses fortunes, aisance générale. « Rien de plus sain en apparence que ce milieu physique et social. » Les habitants, généralement économes, vivent dans une médiocrité qui laisse place à peu d'écarts et à beaucoup de loisirs. Quelle peut donc être la cause de la diminution des naissances? M. Guiraud ne doute pas qu'elle ne soit due à la stérilité volontaire des mariages, c'est une opinion généralement admise. Mais ce qui serait intéressant, ce serait de connaître quelles circonstances déterminent cette volonté chez tant d'hommes à la fois.

Ces circonstances résident précisément dans les influences de ce milieu si sain en apparence et si malsain en réalité que constitue une ville morte. Des classes moyennes inertes et inactives, privées d'initiative, dispensées de tout effort de volonté ou d'intelligence, perdent bientôt toute vigueur morale faute d'occasion pour l'exercer. Elles sauront sans doute se tenir en règle avec la police et les tribunaux; mais il ne faut pas oublier que la vertu a la force pour base, et il ne faut pas non plus confondre la couardise avec la moralité.

Si les mœurs étaient telles que chaque individu, replié sur soi-même, ne pouvant ou n'osant compter sur son activité pour augmenter sa fortune, mît toute son espérance dans celle que lui laisseront son père et sa mère ou qu'il pourrait attendre de son conjoint, les mariages sans doute n'en seraient pas moins nombreux, mais ils seraient inspirés par le calcul

au lieu de l'être par l'amour; chaque époux, au lieu de se dévouer à l'autre, se proposerait secrètement de l'exploiter de façon à tirer à soi tous les avantages de l'union.

Dans de telles conditions on pourrait prédire que la fécondité serait nulle ou du moins des plus limitées. Et c'est en effet le résultat qui devient évident lorsque, faute d'usines, le prolétariat ouvrier ne vient point contribuer par l'appoint de sa forte natalité à masquer en la contrebalançant la stérilité des classes aisées.

Il semble que le remède soit des plus simples. Puisque le mal vient du défaut d'initiative, il faudrait, dira-t-on, ranimer le commerce et l'industrie, offrir des débouchés aux forces qui s'usent sans emploi, et la fécondité renaîtrait à mesure que se multiplieraient pour chaque famille les moyens d'accroître sa fortune. Malheureusement, il est à peu près aussi difficile d'augmenter le commerce et l'industrie dans une ville morte que d'y augmenter directement la natalité.

Les moyens d'action manquent, et d'ailleurs qui agirait? Le gouvernement sans doute, c'est-à-dire les fonctionnaires. Mais c'est précisément de leur surabondance que vient cette paralysie, c'est leur présence même qui l'a amenée et qui suffit pour la perpétuer.

L'on ne se rend pas un compte suffisant de la place énorme qu'ils occupent dans un chef-lieu de département non seulement quand il est de l'importance de Montauban ou plus petit, mais même toutes les fois qu'il s'agit d'une ville de moins de cent mille habitants. Ce sont d'abord la préfecture avec le préfet, ses secrétaires, les conseillers de préfecture, les ingénieurs, les architectes, les archivistes du département, les chefs de division et employés de grades divers au nombre d'une centaine, puis le personnel des ponts et chaussées, des finances, des contributions directes et des contributions indirectes, de l'enregistrement, du timbre et des domaines, de la conserva-

tion des hypothèques, des postes et des télégraphes, tout le personnel de l'instruction publique, recteur, inspecteurs, proviseur, directeurs d'écoles normales primaires, secrétaires, économes, employés de toute sorte, professeurs de tout grade, appariteurs, conservateurs, directeurs et surveillants de bibliothèques et de musées; enfin les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, premier président, procureur général, avocats généraux, conseillers, président du tribunal civil, juges, procureurs, substituts, juges de paix et greffiers, près desquels se groupent avocats, avoués, huissiers et notaires; les employés de la mairie, les agents de police, les préposés d'octroi, les surveillants de la salubrité, etc.; ajoutez un évêque avec les grands vicaires, les secrétaires, l'administration des séminaires et tout le cortège des prêtres, des chanoines, des couvents d'hommes et de femmes, et demandez-vous de quel poids pèsera sur une malheureuse ville cette redoutable phalange, quelle sera la puissance de son action pour anéantir toute initiative chez les habitants.

Le plus souvent il n'y aura pas même de lutte. Mais je veux que le chef-lieu de département que nous imaginons possède un port, ait conservé quelque commerce et quelques industries prospères. Entre les familles qui ont trouvé la fortune dans cette voie et les principaux des fonctionnaires, il est inévitable qu'il s'établisse une rivalité d'influence, de luxe et de goût. Sauf dans quelques grandes villes où les premières forment une masse compacte, les fonctionnaires, munis de leur instruction classique et d'une culture littéraire plus délicate, attentifs à suivre du plus près qu'ils peuvent les dernières modifications du genre parisien, s'affirmeront avec plus d'assurance et auront le dessus. Armés de frais de représentation, à charge d'appeler le négociant et l'industriel à leurs fêtes, ils se montrent supérieurs comme hommes du monde. La femme s'aperçoit que son mari, habile en affaires,

n'en conserve pas moins mainte trace de lourdeur provinciale, et, humiliée de cette infériorité, elle veut que son fils du moins appartienne au genre qu'elle voit triomphant, que lui aussi soit préfet un jour.

Ici le fonctionnarisme dépasse son but. Il voulait simplement dominer la nation, et voilà qu'il l'absorbe. Tout le monde va vouloir entrer dans cette caste dominante, qui à l'avantage d'éblouir joint la possession de ces secrets bureaucratiques qui plient doucement la volonté d'autrui et font si bien triompher la sienne. Les fils des commerçants, des cultivateurs, des industriels, des armateurs enrichis par leur travail et leur intelligence, vont donc être poussés par leurs pères, par leurs mères surtout vers les classes de lettres, les grades universitaires et finalement vers les places de l'État.

C'était là le personnel qui, par la possession de précieuses traditions, l'enseignement et l'exemple de leur famille, la richesse déjà acquise, les relations nouées avec l'étranger, pouvait le mieux soutenir l'honneur de la profession paternelle, la rendre de plus en plus lucrative. Les voilà désormais changés en solliciteurs. Et l'on s'étonne que les relations commerciales s'interrompent et qu'elles ne soient pas reprises, que les exportations diminuent, que nos transports soient faits sous pavillon étranger et que la marine marchande succombe. La cause en est cependant assez simple : ceux que leur naissance désignait pour remplir ces utiles fonctions sont devenus aspirants fonctionnaires; les capitaux qui étaient employés à vivifier le commerce et la marine seront consumés à rehausser leur éclat mondain.

Que d'autres commerçants et d'autres industriels remplacent ceux-ci et parviennent à la fortune, aussitôt leurs fils abandonneront leur profession. Ils auront à leur tour fait souche de fonctionnaires.

Quand une ville est envahie par le clergé, la noblesse réactionnaire, la magistrature, les couvents et les administrations, il faut que l'initiative individuelle y succombe. Toutes ces influences, qu'elles se combattent ou non sur d'autres points, ont cela de commun qu'elles rivalisent de zèle pour organiser le silence et la docilité. Elles tiennent en médiocre estime le négoce et autres professions vulgaires, toujours plus ou moins étroitement alliées à ce que l'Église appelle dédaigneusement les œuvres serviles.

En revanche, dans certaines villes, telles que le Havre ou Roubaix, les fonctionnaires sont peu considérés, et le peu qu'il y en a ne se sentent pas chez eux. Ce sont deux genres différents qui se répugnent réciproquement. Où hante le lapin, il faut que le lièvre émigre. Pareillement, où dominent les professions dites libérales, il faut que les autres périclitent.

La raison en est simple. En tout pays, c'est le genre qui brille le plus qui attire les yeux, c'est lui qui détermine la direction que prendront les jeunes générations dans leur effort pour s'élever au-dessus de la condition de leurs parents.

Dans la catégorie de ceux qui subissent l'attraction du fonctionnarisme, nous pouvons dès à présent ranger la presque totalité de la population bourgeoise des villes moyennes. Presque sans exception, elle y voit la carrière la plus enviable pour ses fils, et c'est de ce côté que se tournent les plus entreprenants. Aussi voyez le résultat, si vous consultez l'histoire de cent villes de province en dehors des cinq ou six plus grandes et de celles qui se trouvent dans le voisinage immédiat des frontières : vous verrez que toutes ont une histoire jusque vers la fin du XVI[e] siècle, des sièges, des batailles, des luttes politiques et religieuses, c'est-à-dire du sang et des larmes; mais aussi de la passion, de la vie, du dévouement,

du patriotisme local et parfois de la gloire. A partir de cette date, plus d'histoire.

La monarchie absolue et la centralisation d'abord politique, ensuite universelle, ont supprimé tout mouvement spontané, toute vigueur morale et toute confiance en soi-même. « Enrichissez-vous », disait Guizot à ses électeurs censitaires. C'est en effet ce qu'on y pourrait faire de mieux; encore est-il qu'au bout d'une ou deux générations, on n'en a plus le courage et l'on n'en voit plus les moyens. On végète obscurément dans sa ville morte, d'une existence timide, aspirant à se conformer, autrefois au bon plaisir du roi, aujourd'hui à celui des pouvoirs publics, avec une docilité entière, honteux seulement de ne point parvenir à s'effacer suffisamment, inquiet de rester encore soi-même par quelque côté et de donner quelque prise à la critique.

Que sont devenus, chez un sujet vivant dans de telles conditions, le patriotisme, l'amour du vrai et du juste, la virilité du caractère, l'imagination créatrice, la spontanéité poétique? Nous n'avons pas à le chercher. Mais la procréation des enfants est aussi un acte de dévouement, puisque par là on hypothèque son bien ou son travail; c'est un acte de courage et de confiance dans l'avenir, et ces vertus, si naturelles qu'elles en sont le plus souvent inconscientes, le fonctionnarisme les a minées. Parmi tous les reproches qu'on a faits à la centralisation, on a oublié son influence sur la fécondité. Il n'y en avait cependant pas ni de plus grave ni de mieux mérité.

Après la bourgeoisie des villes moyennes, la catégorie de citoyens qui ressent peut-être le plus l'attraction vers les places est la population aisée des campagnes. Il serait très intéressant de connaître la fécondité dans son rapport aux professions et aux fortunes. Mais même en l'absence de ce renseignement, on sait à n'en pouvoir douter que les petits

propriétaires ruraux ont généralement très peu d'enfants et, d'autre part, on connaît leur empressement à faire quitter à leurs fils la culture pour les emplois publics. Il ne reste plus qu'à établir la relation de cause à effet.

De Tocqueville signale ce mouvement sous l'ancien régime. « Il n'y a pas, dit-il[1], de point sur lequel tous les documents soient mieux d'accord. On ne voit presque jamais dans les campagnes qu'une génération de paysans riches. Un cultivateur parvient-il par son industrie à acquérir un peu de bien, il fait aussitôt quitter à son fils la charrue, l'envoie à la ville et lui achète un petit office. C'est de cette époque que date cette espèce d'horreur singulière que manifeste souvent, même de nos jours, l'agriculteur français pour la profession qui l'a enrichi. » Et il ajoute : « L'effet a survécu à la cause » ; mais sur ce dernier point il se trompe, la cause subsiste toute entière, elle a même acquis plus d'intensité.

La classe agricole comme tout le reste de la nation est entraînée par le courant ascensionnel qui stimule chaque individu à monter jusqu'aux régions supérieures de la société. Or, de tout ce qui est au-dessus d'elle, elle ne connaît que ce qui est en rapport immédiat avec elle. Ce n'est ni le négociant ni le savant, encore moins le poète et l'artiste ; c'est bien au-dessous et plus près : le magistrat qui juge ses procès, l'avocat qui les plaide, le percepteur qui réclame l'impôt, le receveur de l'enregistrement qui le menace de poursuites, les agents voyers, les préfets et les sous-préfets, tous personnages très imposants, sans la bienveillance desquels il ne peut presque se mouvoir, puisqu'il faut des autorisations pour tout. La fiction constitutionnelle prétend bien que ce sont les serviteurs de la nation ; mais il ne se paye pas de mots au point de le croire. Il sait fort bien qu'ils ont l'habitude de

1. *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 205.

lui parler de haut. Ils connaissent en tout cas des moyens de le faire plier, même quand il est sûr d'avoir raison, et cette dernière considération ne lui permet pas de les prendre pour autre chose que pour des maîtres. Dès lors un désir trop naturel : sitôt qu'il songera à s'élever, ce sera en essayant d'entrer dans cette caste privilégiée qu'il voit si manifestement au-dessus de lui.

On trouve une indication exacte de l'attraction qu'exercent sur les classes aisées les places du gouvernement dans le nombre toujours croissant des jeunes gens qui aspirent au grade de bachelier. A la vérité, il est loin d'être exigé pour toutes les fonctions publiques, et, d'autre part, il est indispensable comme acheminement à plusieurs professions qui, comme celles d'avocat et de médecin, ne sont point à la nomination du pouvoir. Néanmoins, comme lui seul donne entrée aux écoles supérieures et aux facultés, sans lesquelles il n'est point d'accès aux postes les plus enviés, c'est le pont que la bourgeoisie doit d'abord faire franchir à ses fils pour les introduire dans le paradis de ses rêves. Placé à ce poste d'observation l'on peut évaluer la force du courant.

En 1882, le nombre des candidats inscrits était, pour les sciences, de 3,651 ; pour le baccalauréat ès sciences restreint, 627 ; pour le baccalauréat ès lettres, première partie, 8,050 ; pour le baccalauréat ès lettres, deuxième partie, 4,442. Le nombre des candits reçus était, pour le premier de ces examens, 1,373 ; pour le second, 222 ; pour le troisième, 3,930 ; pour le quatrième, 2,005 : soit environ deux échecs pour un succès. En prenant cette année comme année moyenne et en négligeant le baccalauréat restreint qui ne fait que s'ajouter au baccalauréat ès lettres, et la seconde partie de celui-ci qui fait double emploi avec la première, on trouve que 12,000 jeunes gens environ par an, c'est-à-dire 120,000 en dix ans, se pressent à l'entrée des carrières libérales. Ce nombre est

évidemment fort supérieur aux besoins du recrutement. Dès lors que d'activités perdues, que de dévoyés même parmi ceux qui ont franchi ce premier obstacle et ceux qui lui font suite, et qui parfois pendant douze ou quatorze ans frapperont à toutes les portes et s'assoupliront l'échine avant de parvenir à vivre entièrement de leur travail !

Cependant il est une chose facile à prévoir, c'est que les dispositions de l'esprit public restant ce qu'elles sont, et le nombre des familles aisées se multipliant d'année en année, le nombre des candidats ne peut que croître dans la même proportion. La vigoureuse impulsion donnée depuis quelques années à l'instruction primaire poussera encore vers ce résultat d'une manière indirecte, mais fort active. En voyant le peuple s'élever, les familles qui auront à cœur de conserver la supériorité actuelle de leur position n'auront ou n'apercevront qu'un moyen, qui sera de donner à leurs fils l'instruction classique. On peut s'attendre à voir, sous cette influence, le chiffre des aspirants aux deux baccalauréats doubler en dix ans et peut-être tripler avant la fin du siècle.

Pour arrêter cette marée montante, il faudrait un revirement radical de l'opinion publique et rien ne peut le faire prévoir. La famille d'un candidat se fait d'ordinaire d'autant plus d'illusions sur le prix du succès qu'elle est plus ignorante et qu'elle est plus récemment parvenue à la fortune. Ce sont celles qui voient l'enjeu de plus loin qui lui trouvent le plus d'attrait ; or, dans un pays où la fortune progresse rapidement, ces familles sont nombreuses. Absolument incapables de guider leurs fils vers un développement supérieur et original, elles ne peuvent que les lancer dans une voie tracée d'avance : au début bachelier, au terme fonctionnaire. Cette voie, la seule praticable pour les nouveaux venus, se trouve en même temps la plus aisée pour les fils de familles

plus anciennement riches. Avec moins d'efforts, ils peuvent y réussir mieux que d'autres; dès lors pourquoi se tourmenter à chercher ailleurs? Mais l'abondance des concurrents engendre la nécessité d'attendre longtemps la vacance d'un emploi.

Chez nous, le développement très artificiel que reçoit la jeunesse est dispendieux outre mesure. Un enfant coûte à sa famille 30,000 francs pour devenir médecin, 40,000 et souvent plus pour devenir substitut. A ce prix-là on s'en passe ou l'on n'en a guère. D'après l'auteur d'un récent voyage aux États-Unis, plus le mormon avait d'enfants, plus il était riche : car chaque enfant gagnait plus qu'il ne lui fallait pour vivre et pour rembourser dès avant son mariage plus qu'il n'avait coûté. Aussi la natalité était-elle énorme parmi eux, et, pour qu'elle fût aussi grande qu'ils la voulaient, ils avaient été obligés de recourir à la polygamie.

Funeste à la natalité cette attraction vers le fonctionnarisme ne l'est pas moins aux professions désertées et même à la valeur individuelle.

Qu'un homme ait fait fortune dans l'agriculture, ses enfants sont envoyés pour leurs études à la ville la plus proche et presque inévitablement y restent. Le baccalauréat et les diverses sortes de licence et de doctorat ne donnent guère accès qu'à des carrières qui ne s'exercent point à la campagne. Toute éducation classique est un préliminaire d'émigration vers les villes.

Qu'arrive-t-il? Le cultivateur devenu à force de travail ou par héritage propriétaire d'une exploitation agricole y reste seul, et se dit que jamais son fils n'habitera sa maison. Quand il meurt, la pauvre propriété qui se trouvait si bien d'être administrée par son maître est louée pour trois, six ou neuf années à un fermier qui l'épuise autant qu'il peut et la ramène bientôt au niveau des exploitations voisines. Les arbres sont

hachés, les haies mal entretenues, tout ce qui sentait le propriétaire périt. Un jour elle sera vendue à un autre fermier enrichi qui la restaurera un instant et dont le fils à son tour émigrera vers la ville voisine. Peut-être pourrait-on espérer que l'énorme surabondance des candidats aux carrières libérales amènera un reflux du trop plein vers son lieu d'origine. Malheureusement, l'éducation classique, contraire à tout esprit pratique, semble rendre l'homme encore plus impropre à l'agriculture qu'à toute autre carrière.

Mêmes conséquences par rapport à l'industrie. L'usinier fait de son fils un bachelier qui ignore tout du travail et croit noble de tout ignorer. « Son père veut se retirer des affaires, il lui cède son établissement. Il occupe quelques centaines de travailleurs ; son ingénieur, ses chefs d'atelier viennent lui parler de difficultés dans la besogne ; c'est de l'hébreu pour lui, il n'en a qu'une vague idée; les ouvriers lui adressent des réclamations : « Adressez-vous à mon contre-« maître, ce n'est pas mon affaire. » Quel attrait voulez-vous qu'il ait, ce n'est pas dans son éducation.

« Aussi que voit-on ? C'est que peu de fils succèdent à leur père. Et nous nous plaignons que notre industrie n'est pas la première du monde ! Voilà un ancien ouvrier qui a mis trente ou quarante ans à créer une importante maison industrielle; il faut de grands capitaux pour la faire marcher; s'il veut, après une longue existence consacrée au travail prendre un repos justement mérité, il ne trouve pas d'acheteur assez riche pour reprendre son industrie; on liquide ou la maison tombe.

« Sur dix industriels, huit au moins font apprendre à leurs fils toute autre chose que leur métier. La position dite libérale a seule de l'attrait pour eux. Ils veulent pour leur enfant un emploi qui le pose; son fils lui fera plus d'honneur que s'il était comme lui travailleur industriel. Il abandonne à un

autre le soin de créer de nouveau. Voilà une cause de notre infériorité[1]. »

L'abus des examens a un effet encore plus triste, c est d'enlever à tout le reste de la nation la confiance en soi. Nul n'ose plus ni penser, ni parler, ni faire usage de son jugement devant cette armée de gens à diplômes qui donnent tant d'importance à leur savoir et sont toujours prêts à vous dire en latin que votre fille est muette. Il est même juste de dire que la partie de la nation qui se fait le moins d'illusion sur la valeur réelle des grades universitaires est celle qui les possède, tandis que ceux qui n'en ont point s'en laissent presque toujours imposer. Presque toujours, ils se laisseront humilier sans réagir par un pédant qui aura fait quelque allusion ou citation qu'ils ne comprennent point. Et ce sera plus souvent qu'on ne pense pour le mettre au-dessus de pareille humiliation que les parents voudront que leur fils soit bachelier ès lettres, quitte à déserter des carrières déjà trop délaissées.

Comme armateur, industriel ou cultivateur, vous auriez pu apprendre à penser et agir, à vouloir et commander, vous auriez pu développer vos forces dans les sens les plus variés; au lieu de cela vous apprenez à escamoter des examens, examens qui, dans l'intention de l'institution, sont bien destinés sans doute à constater l'acquisition d'un certain degré de connaissances utiles; mais qui en réalité ne sont qu'une formalité bonne à faire détester le savoir véritable et trop souvent à blaser l'esprit d'une manière irrémédiable sur les sujets les mieux faits pour le ravir.

Il va sans dire que la connaissance des littératures antiques, sans lesquelles il n'est pas de culture intellectuelle parfaite, n'est point ici en cause. Mais si un candidat sur

1. Denis Poulot, *le Sublime*, p. 263.

cent y parvient, ce n'est pas à cause des examens ; et pour les autres à quoi servent-ils ?

Que sert à un avocat de cour d'assises d'avoir appris les verbes en λω, μω, νω, ρω, pour trouver des circontances atténuantes à un infanticide, ou à un avocat de première instance pour exposer le préjudice causé par une gouttière mal placée? Peut-être non plus n'est-il pas nécessaire d'avoir appris par cœur que « l'eau est un corps liquide, clair et transparent qui prend la forme de tous les objets qui l'environnent », et cent choses du même genre. Le vrai savoir fortifie l'esprit, cette vaine teinture l'énerve et l'affadit.

Nous continuons de subir en cela l'influence catholique, transmise par les jésuites à l'université. L'Église, pour maintenir son empire, a besoin que les hommes ne réfléchissent point. Elle vise donc à former pour la société un état-major d'esprits façonnés à sa guise, superficiels et gavés d'instruction verbale. Elle s'entend à développer les facultés d'expression et la précocité, elle excelle à faire des humanistes, des rhétoriciens vides et n'en obtient que plus de succès aux examens et aux concours.

Malgré tout, ce système est très en faveur près de la démocratie. Faire distribuer par l'État l'instruction primaire à tous les jeunes Français, choisir parmi eux au concours un nombre déterminé de sujets pour leur donner l'instruction secondaire, et parmi ceux-ci en choisir encore de la même manière un nombre restreint pour les destiner à l'instruction supérieure ; enfin dans toute carrière, depuis l'armée jusqu'au notariat, ne donner toujours les places et l'avancement qu'à la suite d'examens, voilà un idéal qui hante secrètement l'esprit d'un certain nombre de républicains avancés. Ce système leur présente une séduisante apparence de raison. N'est-il pas juste que celui qui a du talent soit mis à même de le montrer, indépendamment de son origine et de sa

position sociale, et qu'il en profite en en faisant profiter ses semblables? Quoi de plus logique avec les idées de la Révolution qui ne reconnaît de supériorité que celle du mérite et semble avoir pris pour devise : Au plus digne ?

Ici comme partout le génie démocratique de la France a d'excellentes tendances ; mais, ici comme souvent, il se trompe sur les moyens propres à les faire triompher. Le système des examens n'atteint pas son but. Le grand problème de notre époque, confusément agité dans toute âme démocratique, est l'organisation de la concurrence intellectuelle et morale et sa substitution à la concurrence industrielle et commerciale où le mérite est si souvent sacrifié, comme celle-ci a remplacé jadis la concurrence vitale qui écrasait l'esprit de travail sous la violence. La concurrence économique est mise aujourd'hui en état de siège par le socialisme. Ses abus, ses cruautés sont signalés par ses adversaires et, ce qui est bien pis, sont sentis par ceux même qui la défendent. Si l'on connaissait une réforme qui pût conserver les avantages qu'elle procure en évitant ses inconvénients, ce n'est pas trop s'avancer que de prédire qu'elle serait accomplie en peu d'années. Mais les mesures à prendre restent à trouver, et le système des examens ne constitue certainement pas la solution cherchée. Loin qu'il soit rationnel de lui donner de l'extension, on pourrait reprocher à la France de n'avoir que trop abondé dans ce sens.

C'est qu'en effet, tout examen est et sera toujours presque uniquement une affaire de mémoire; il n'est que très accessoirement une question d'intelligence. Or, parmi les facultés intellectuelles, la mémoire n'est pas la plus précieuse; le jugement, l'esprit d'observation lui sont préférables, et il est impossible qu'un examen porte sur ces points. Il ne peut porter davantage sur l'énergie et la droiture du caractère, sur la moralité et le goût réel du sujet pour la

fonction qu'il ambitionne. Les qualités solides et profondes seront donc sacrifiées à la mémoire, à la facilité d'élocution, à la précocité surtout.

Donner la palme à la précocité est cependant un détestable calcul, la rapidité du développement étant le plus souvent un signe que le développement ne sera pas long. La lourdeur du premier âge est fréquemment un gage de force et de puissance future. Galton a constaté que les grands hommes de l'Angleterre avaient presque tous fait de très médiocres études. Un chien d'un mois, comme on sait, est plus intelligent qu'un enfant d'un an. Une fille ou un négrillon sont plus éveillés jusqu'à douze ans qu'un jeune garçon européen du même âge. Mais le progrès cérébral d'un nègre s'arrête dès seize ou dix-huit ans, les facultés mentales d'un blanc adonné aux travaux de la pensée peuvent s'accroître jusqu'à quarante et même jusqu'à cinquante ans. Le système des examens et des concours tend donc à organiser une sélection régressive.

Ce qu'il tue, ce sont précisément les facultés caractéristiques de nos races, celles qui assurent à l'Européen sa place à la tête de l'humanité, le principe même du progrès, je veux dire l'esprit philosophique. Or, l'esprit philosophique n'est point un don précoce, c'est une qualité du caractère au moins autant que l'intelligence, puisqu'il est fait d'indépendance, d'instinct chercheur, de courage à s'isoler dans une sorte de chasse à la vérité dont les fatigues sont payées par la découverte. Il faut fomenter ces qualités si précieuses et si rares qui, même chez nous, ont à lutter contre tant de causes d'avortement. On ne voit déjà que trop souvent les talents irréguliers, les génies initiateurs condamnés à l'insuccès. Sous le régime des examens, comme sous celui d'une Église intolérante, ils seraient infailliblement désespérés par l'assurance de ces médiocrités qui, possédant tous les diplômes, croient avoir la science infuse. Une école tend toujours à

devenir une orthodoxie, et c'est même par là qu'elle perd habituellement sa fécondité intellectuelle. Quelle puissance de stérilisation n'aurait pas une aristocratie de lettrés se recrutant par voie d'examen depuis des siècles, et quelle race se sentirait assez vivace pour oser se croire en état d'y résister ?

En Chine, elle a formé une barrière infranchissable au progrès, en entravant l'ascension du peuple vers les sommets de la vie politique et intellectuelle. Jointe au petit nombre des fonctionnaires publics et au collectivisme familial, elle a déterminé en même temps qu'un état stationnaire de la civilisation une natalité sans pareille en Europe.

En France, au contraire, le système des concours, dans la mesure où il est pratiqué, s'ajoute au grand nombre et à la toute-puissance des fonctionnaires pour former dans la sphère potitique une cause active de capillarité sociale et par conséquent de dépopulation.

CHAPITRE XII

LE DÉSIR DE S'ÉLEVER DANS LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE

L'égalité devant la loi. — Richesse, seul pouvoir social dans notre démocratie. — Attraction universelle vers la fortune. — Apreté de la concurrence illimitée. — Raisons qui activent cette attraction en démocratie. — Différence avec l'Angleterre. — Egalité et similitude exaspèrent la concurrence dans la nature et dans la société. — Unité d'éducation et d'aspiration en France. — Contradiction entre l'égalité en droit et l'inégalité en fait. — Augmentation de l'inégalité en fortune, savoir, culture esthétique. — Individualisme, éminemment aristocratique. — Conséquence de la contradiction. — Infériorité de la fortune attribuée à l'infériorité personnelle. — Absurdité du préjugé. — Mépris et honte, désir de fortune et de considération, causes contraires du désir de s'élever. — Puissance du principe démocratique, progrès de ses affirmations. — Démenti donné par les faits. — Puissance de la tradition monarchique et aristocratique. — Mépris des œuvres serviles. — Son effet sur le désir de s'élever, en aristocratie, en démocratie. — Progrès inévitables du fléau. — Conclusion.

Si grand que soit l'attrait des charges publiques dans le pays le plus centralisé, il n'exerce jamais son influence même indirecte que sur une minorité de la nation. En pareil cas, le mal tire surtout sa gravité de ce qu'il sévit contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre la classe qui, par son instruction ou sa fortune, réunit déjà la plupart des éléments du développement individuel.

Mais si le pouvoir politique est un but pour beaucoup, le pouvoir social est un but pour tous. La Révolution, en proclamant l'accessibilité de tous les citoyens aux emplois,

a stimulé au plus haut point le désir de s'élever; mais en proclamant l'égalité de tous les citoyens devant la loi elle a pris une mesure d'une portée infiniment plus grande. En détruisant tout pouvoir social, elle a implicitement établi qu'il n'y en aurait plus d'autre que la fortune et qu'il appartiendrait à qui saurait la conquérir.

L'ancienne noblesse avait les quarts d'heure de générosité où elle faisait parade de son mépris pour l'argent. L'honneur, compris à sa façon, lui interdisait un grand nombre de moyens d'ailleurs parfaitement moraux de l'acquérir; le désintéressement, la prodigalité, étaient marques d'un bon sang. Il était mille choses qu'un gentilhomme faisait profession de mettre au-dessus de son intérêt pécuniaire, et, dans la pratique, on se conforme toujours, ne fût-ce que la moitié du temps, aux maximes affichées par la classe dont on fait partie.

La noblesse une fois supprimée, les principes qu'elle professait ont pu subsister dans certaines natures particulièrement fières ou délicates; mais ce ne pouvait être qu'une exception de peu d'action sur l'ensemble de la société. Du moment où la richesse est devenue la grande source de l'influence, du respect et de la considération, ceux même qui, à raison de leur nom, croyaient avoir des titres au pouvoir social ne se sont montrés que plus avides de ce qui seul pouvait le conférer désormais. Toute la nation du haut en bas s'est donc trouvée précipitée vers le même but : la possession de la fortune, qui n'est plus seulement, comme elle l'a été à toutes les époques, la source des jouissances, mais le moyen à peu près unique d'influence et de domination. Le mot « enrichissez-vous », donné comme programme aux électeurs censitaires, est devenu celui de toutes les classes. La moins avide serait encore celle des plus pauvres et des plus déshérités, parce qu'elle n'a pas cessé de considérer la fortune

à peu près uniquement comme un moyen de jouissance, et que, pour dominer ses égaux ou s'en faire respecter, l'homme du peuple se fie plus volontiers à la solidité de ses muscles ou à l'âpreté de son langage.

Depuis la Révolution, tout est donc promis à tous, ou plutôt tout est promis à chacun individuellement, à la seule condition qu'il soit assez fort ou assez adroit pour s'en emparer. Sauf certaines catégories de moyens nettement spécifiés par le Code pénal, tout moyen est bon qui mène à la richesse. Dans le champ de l'industrie, dans le champ du commerce ou de l'agriculture, la carrière s'étend largement ouverte à la libre concurrence, à la libre invention.

Les prodiges d'ingéniosité, les prodiges d'activité, d'épargne et de fécondité créatrice dus à ce régime sont sous nos yeux. Il suffit, pour les apprécier, de se rappeler que depuis cent ans l'Europe occidentale a créé plus de richesses et fait plus d'inventions que l'humanité toute entière depuis vingt siècles.

Mais l'immensité des résultats matériels acquis dans la lutte contre la nature devait être compensée par une somme équivalente de douleurs et d'angoisses provenant de la lutte de l'homme contre l'homme. Ici le résultat n'est point visible, les larmes et les sueurs ne se mesurent point au poids, les désespoirs ne se jaugent pas et les suicides même s'oublient vite. Mais qui ne voit que les deux genres de lutte étant engendrés par une même passion pour l'argent, la puissance de ses bienfaits dans le domaine matériel mesure exactement la grandeur de ses désastres dans le domaine humain? Toute force se dirigeant toujours dans le sens de la moindre résistance, il n'est pas possible que les hommes aient déployé plus d'effort dans la lutte contre la nature qu'ils n'en ont déployé les uns contre les autres pour s'arracher les biens une fois créés. S'il était plus facile de faire fortune dans la lutte contre

l'homme, bientôt les activités se tourneraient de ce côté et l'équilibre ne tarderait pas à être rétabli. Ainsi, autant on a mis de génie pour inventer les télégraphes et les machines à vapeur, pour percer les montagnes et unir les mers, autant on en a mis de toute nécessité à se persécuter les uns les autres.

On ne peut trop insister sur ce point. On a prétendu que la lutte contre la nature était un dérivatif à la lutte de l'homme contre l'homme et que la première remplacerait graduellement la seconde. Sous le régime de la concurrenee sans frein, de la libre bataille pour la fortune qui nous régit, cela n'est pas possible. Et, bien qu'une école entière ait vécu sur cette idée, elle ne constitue qu'une erreur. De même qu'un liquide dans un vase exerce une pression égale sur ses parois opposées, une passion pousse les hommes qu'elle possède à saisir avec une ardeur égale les moyens qui se présentent de la satisfaire.

De ce qu'en démocratie tout pouvoir social est supprimé à l'exception de celui de la fortune, résulte donc une première raison d'y tendre de toutes ses forces. Mais il en existe une seconde : c'est ce préjugé absurbe, bien qu'universel, d'après lequel la richesse, en démocratie, se proportionnerait spontanément au mérite et à l'activité de chacun. Dans un pays où règne cette opinion, la richesse donne l'honneur en même temps que la puissance ; la pauvreté donne l'humiliation en même temps que la faiblesse. Toutes choses égales d'ailleurs, on tendra donc vers la fortune en démocratie plus que sous tout autre gouvernement ; et dans le cas où la persistance des préjugés monarchiques qui font envisager certains travaux comme insuffisamment nobles viendrait restreindre artificiellement les moyens d'acquérir, l'individu se trouverait presque infailliblement porté à chercher l'augmentation de son patrimoine dans une diminution voulue de ses charges de famille. L'at-

traction exercée par la fortune, sans engendrer une plus grande productivité économique de la nation, exercerait une action déprimante sur la natalité.

En Angleterre, il est vrai, la concurrence et l'aspiration vers la richesse apparaissent aussi actives qu'en France et cependant n'engendrent aucun résultat semblable. C'est que l'Angleterre, par sa féodalité industrielle, agricole et commerciale non moins que par sa noblesse héréditaire, est un pays éminemment aristocratique. La France, au contraire, est une démocratie égalitaire par ses lois comme par ses tendances. De là les effets tout différents de l'aspiration vers la fortune et de l'inégalité en fait.

« La concurrence est en général, dit Darwin[1], d'autant plus sévère entre les diverses espèces d'une même contrée qu'elles sont plus semblables à tous égards. Il suit de là que les descendants modifiés et perfectionnés d'une espèce doivent presque toujours causer l'extinction de leur souche mère. »

Bien que la concurrence vitale existe parmi les animaux nécessairement, tandis qu'elle ne subsiste parmi les hommes que grâce à un consentement tacite, toutefois, quand elle règne en pleine liberté, elle ne saurait avoir d'autres lois parmi nous que dans le reste de la nature. Quand deux ou plusieurs espèces, circonscrites dans la même aire géographique, ont la même organisation, les mêmes mœurs et les mêmes besoins, la lutte entre elles est d'autant plus vive qu'elles sont plus identiques, car toutes veulent le même gîte pour s'abriter, les mêmes plantes pour se nourrir.

Pareillement, plus une nation est égalitaire, homogène dans ses mœurs, ses lois, ses goûts et ses aspirations, plus d'autre part la lutte sera âpre entre ses membres. Tous auront le même idéal, tous concourront pour les mêmes emplois, viseront

1. *Origine des espèces*, p. 389.

aux mêmes plaisirs, au même genre de vie. En conséquence, plus il y aura de concurrents, plus il y aura de vaincus, plus il y aura de douleurs, de tristesses et de désespoirs secrets.

Ce n'est pas du reste l'égalité démocratique, telle qu'elle est établie par les lois, qui est responsable de cette situation ; elle tient à une disposition interne amenée dans les esprits par une trop grande similitude d'éducation qui nous donne une trop grande similitude d'aspirations. Si les hommes profitaient de la liberté pour se développer chacun dans son genre, sans se soucier de l'opinion d'autrui, ils s'incommoderaient moins les uns les autres ; mais la tyrannie de l'opinion et des mœurs proscrit l'usage de cette liberté. Dans tous les domaines de l'activité humaine, la tendance nationale, fortifiée par l'esprit classique, nous a appris à ne voir qu'une seule manière d'être ou d'agir qui soit bonne, qu'un seul but qui soit vraiment désirable. Et tous veulent être le même homme, se livrer aux mêmes travaux, embrasser le même genre de professions. D'où résulte que ce n'est pas seulement de la liberté qui lui est laissée que la concurrence tire son âpreté, mais encore et surtout de l'homogénéité de la tendance nationale, ce qui est un trait tout à fait propre à la France.

Un autre fait qui lui est encore particulier et qui a les mêmes conséquences sur la violence du désir de s'élever, c'est la contradiction existant entre l'égalité en droit établie par les législateurs et l'inégalité en fait subsistant dans les fortunes, l'instruction, l'éducation et les manières. Nous avons déjà rencontré une contradiction analogue entre la centralisation et la démocratie ; mais celle-ci, qui ne fait que s'accroître de jour en jour par les progrès de l'inégalité en fait et les tendances de plus en plus égalitaires de la nation, est infiniment plus grave. A vrai dire, elle est la question sociale presque entière ; mais nous devons, sans dévier de ce côté,

nous borner à considérer son action sur la natalité.

Si l'on compare notre civilisation à une colonne en marche avec ses soldats plus ou moins fatigués et plus ou moins ardents, une remarque qu'on ne peut manquer de faire tout d'abord, c'est que la colonne va s'allongeant d'année en année. La queue, qui est le bas peuple, est toujours au point de départ, aussi peu avancée aujourd'hui qu'il y a cent ans, tandis que la tête se perd dans le lointain.

Sous tous les rapports, il en est ainsi. La richesse publique s'est accrue dans des proportions énormes; mais ceux qui allaient nu-pieds il y a cent ans ont laissé des petits-fils qui y vont encore aujourd'hui. « La statistique du paupérisme, dit Victor Modeste, a retrouvé sur les listes d'indigents en 1854, ceux dont les pères y avaient paru en 1830, à la suite d'une première génération inscrite en 1802. » Il est probable seulement que les prolétaires sont un peu moins nombreux, qu'ils sont mieux nourris quand ils peuvent travailler et un peu plus sujets à être assistés quand ils ne le peuvent pas; mais, en somme, ils sont toujours au même niveau puisqu'ils n'ont rien. Quand il n'y avait encore ni crédit ni banquiers, les plus pauvres des pauvres ne l'étaient pas plus qu'aujourd'hui : ils ne souffraient pas plus qu'aujourd'hui du froid, de la faim, de la saleté et du mépris; mais les citoyens les plus riches l'étaient beaucoup moins que ceux d'aujourd'hui qui ont des milliards; de sorte que la différence a augmenté.

En fait de savoir, le bas peuple dans les campagnes arriérées en est encore en deçà du monothéisme et même du polythéisme, il a des fétiches. Dans les villes, les esprits les plus avancés en sont au positivisme et à l'athéisme. Dans un temps où il n'y avait ni Académie des sciences ni sciences d'aucune sorte, les plus ignorants des hommes ne l'étaient pas plus que les plus ignorants d'aujourd'hui qui ne savent encore ni lire ni écrire. Mais les plus savants l'étaient infiniment moins

qu'à présent. La distance entre les deux extrêmes est donc allée croissant.

Au point de vue de l'art, les hommes les plus grossiers ont rétrogradé au-dessous de l'animalité, puisque de nombreux oiseaux savent au moins orner leur nid, chanter agréablement et veiller à la netteté de leur plumage. La partie riche ou aisée de la nation s'est au contraire précipitée vers l'art, le luxe, le maniérisme et les raffinements. A ce point de vue, il y a donc eu certainement progrès, sinon sous le rapport de l'intensité de la passion esthétique, au moins sous le rapport du nombre des dilettanti. L'inégalité n'est peut-être point devenue plus grande; mais elle est devenue plus sensible.

La colonne, dis-je, s'est tellement allongée que d'une extrémité à l'autre l'on ne se voit plus, l'on se s'entend ni ne se comprend. Ce défaut absolu d'homogénéité dans l'état intellectuel, moral, esthétique et économique des citoyens, joint à l'unité d'aspiration dans chacune de ces sphères, constitue le caractère distinctif de l'individualisme français.

A mesure que les progrès matériels augmentent l'inégalité, ils amènent aussi des progrès de dignité et d'amour-propre qui font qu'on en souffre davantage. La personne humaine devient susceptible et n'accepte plus sans douleur et sans révolte des procédés qui, cent ans plus tôt, la laissaient indifférente. La servilité et la grossièreté disparaissent peu à peu. L'inférieur se relève; mais à mesure qu'il sent mieux la possibilité de sortir de son état, il en éprouve davantage le désir, et ce désir irrité par les obstacles fait le fond de toutes les revendications égalitaires et démocratiques.

Nous sommes tous, grands et petits, riches ou pauvres, les fils des serfs du moyen âge, et nous nous sommes élevés peu à peu à la dignité de sujets souverains, c'est-à-dire de citoyens : la Révolution a fait en principe des gentilshommes de tous les Français. C'était là le grand intérêt, l'intérêt

d'amour-propre, qui, joint au goût inné du rationnel, jeta la bourgeoisie dans le mouvement. Quinet l'a fort bien vu, et c'est ce qui fait le mérite de son livre sur la Révolution : en France, les questions d'honneur et de susceptibilité ont toujours primé les questions d'intérêt. L'écrivain qui ne verrait partout, comme font les économistes, que des luttes pour la possession de la richesse, serait condamné à ne rien comprendre à notre histoire. L'homme collectif est, en effet, plus encore que l'homme individuel, capable de se laisser emporter par ses sentiments, ses colères, ses rancunes ou son indignation. Une foule supportera plutôt une mesure fiscale dont chaque bourse pâtit, qu'une insolence qui l'humilie collectivement. De là le besoin insatiable d'égalité qui tourmente la nation.

En établissant l'égalité des citoyens en droits civils et politiques et laissant subsister l'inégalité de la fortune, de l'instruction, de la culture esthétique et du luxe, c'est-à-dire l'inégalité de la considération, du bien-être, des jouissances et de l'influence, en ne mettant aucun obstacle préventif au développement de cette inégalité, la Révolution a fait une œuvre incomplète et jeté dans notre système social un germe d'incohérence. Tandis que notre organisation sociale, d'accord avec la nature, laisse subsister l'inégalité en fait parmi les hommes, nos codes, d'accord avec la philosophie, établissent leur égalité devant la loi. Nous sommes si bien faits à cette flagrante contradiction que rien ne nous semble plus naturel. Il est cependant nécessaire de la signaler, car elle est ici d'une portée capitale.

Le premier résultat de l'égalité en droits a été de faire désirer l'égalité en fait en rendant humiliantes des différences qui auparavant ne l'étaient point. Sous l'ancien régime, un homme pauvre, ignorant et grossier, enrégimenté dans une corporation ou relégué au fond d'une province, n'avait point

à rougir de sa condition. Le défaut de communications, sa qualité de roturier, le grand nombre de ses pareils rivés d'une manière invincible au même sort lui fournissaient trop d'excuses. Aujourd'hui l'élévation de quelques-uns parmi ses égaux lui a fait connaître l'ambition en même temps que la honte et l'envie. Il semble qu'il n'y ait plus d'excuse d'être pauvre, et le pauvre, l'inférieur est plus méprisé que jamais. Le mépris qui jadis tombait d'une classe supérieure sur une classe moins fortunée était supportable parce qu'il portait sur la collectivité. Aujourd'hui, le mépris s'adressant à l'individu isolé, il est devenu intolérable.

A force de rappeler à l'homme qu'il est un animal, l'individualisme anglais lui ferait oublier qu'il est raisonnable. Oui, il est soumis aux nécessités physiologiques et à toutes leurs conséquences, mais elles sont toujours grandement modifiées par l'action des qualités spéciales à son espèce. L'homme a faim ou froid, il se mouille ou se crotte exactement comme le loup ou le bœuf; mais il est de plus exposé à en avoir honte, ce qui empire son sort et influe considérablement sur sa conduite.

Les hommes de la Révolution avaient pensé que l'établissement de l'égalité devant la loi serait suffisant pour entraîner l'égalisation progressive des fortunes, de la valeur personnelle et de la considération.

La masse du public partage encore aujourd'hui ce sentiment, et, dans la presse, les organes les plus sérieux affirment chaque jour que rien ne s'oppose, sinon les inégalités naturelles et invincibles, au succès égal des individus. Si vous êtes vaincu, c'est donc que vous êtes inintelligent, paresseux ou vicieux; la pauvreté ou l'état stationnaire de la fortune devient un signe d'infériorité personnelle. La défaite dans la vie n'était qu'un malheur, elle devient un ridicule et une humiliation.

Cette opinion ne se rend pas compte que, la barrière légale enlevée, surgissent d'autres obstacles moins apparents; mais tout aussi réels. Qu'un petit berger soit par miracle sorti de sa condition et devenu millionnaire, un maître sot se trouvera toujours pour conseiller à tous les mendiants d'imiter ce bel exemple, et il ne doutera pas que la chose ne soit possible. En réalité, des millions d'hommes probes, intelligents et courageux travaillent et travailleront toute leur vie sans mourir plus riches qu'ils ne sont nés, et cela est fatal. On peut même ajouter que nombre de bonnes qualités ont pour effet de compromettre le succès. Si une grosse probité largement affichée est habituellement avantageuse, une délicatesse trop timorée est presque toujours nuisible, ne fût-ce qu'en restreignant les moyens de concurrence.

Cependant, grâce au préjugé, il n'est pas un homme qui obtenant le moindre avantage n'en fasse honneur à sa supériorité personnelle. De là une arrogance qui va toujours croissant, un dédain sans scrupule de la part de l'homme heureux en affaires pour celui qui ne l'a pas été. On dirait que nous marchons vers un état social où il n'y aura plus personne qui ne reçoive les mépris de celui qui est immédiatement au-dessus de lui, sauf à les rendre à ceux qui sont immédiatement au-dessous. Or, le mépris n'est jamais si intolérable que dans un état social où les inférieurs en fait sont les égaux en droit.

Tous les citoyens en France sont comme placés sur un plan fortement incliné, condamnés à monter de toutes leurs forces ou à glisser insensiblement jusqu'à un niveau inférieur. Au dedans, la honte les chasse de leur position, l'ambition les porte vers une plus élevée. Au dehors, le mépris les fouette jusqu'à ce qu'ils sortent de leur état et qu'ils visent plus haut. En vain un homme calme et sensé veut-il rester immobile dans sa condition, faire son luxe de son indépen-

dance et posséder des loisirs en guise de superflu ; on ne le laissera pas tranquille; tous ceux qui vivent autrement se dépitent et s'irritent sourdement autour de lui; le mépris pour une telle conduite s'exaspère et s'exalte. Il lui faudra bon gré, mal gré tendre les jarrets et entrer dans le mouvement ascensionnel. S'il s'obstine à ne pas vouloir monter, il faudra qu'il lutte pour ne pas déchoir. Qu'en dehors d'une grande fortune ou du moins d'une fortune rapidement grandissante on ne puisse trouver autour de soi qu'une considération tout au plus nominale et jamais réelle, c'est peut-être la plaie la plus triste de notre époque et la plus grande cause du manque de sérénité qui la caractérise. L'*aurea mediocritas*, le désintéressement, la vie simple et fièrement indépendante, autant d'articles démodés, objets d'un dédain si sincère qu'on ose à peine les nommer et qu'on se ferait tort en en faisant trop de cas.

Le mépris d'en haut, l'ambition d'en bas, concourent donc par une impulsion opposée à entretenir notre inquiétude perpétuelle, à stimuler notre course haletante vers la fortune. Il faut obéir. En vain la nature obsédée gémit, les besoins d'amour, de paix et de calme intérieur nous réclament ; périssent notre chair et nos nerfs, périsse notre race; forçats du progrès, il faut gravir, il faut monter jusqu'au foyer ardent où quelques privilégiés auront chance de produire de leur existence consumée quelque peu de chaleur et de lumière.

On objectera que cet état de choses n'est pas particulier à la France, qu'il lui est commun avec toutes les nations civilisées en Europe et en Amérique. Mais c'est une erreur. Chez nous, il existe une contradiction criante entre nos libertés démocratiques et nos appréciations monarchiques qui ne se retrouve nulle part ailleurs.

On se tromperait beaucoup si l'on croyait que la déclara-

tion des Droits de l'homme est restée lettre morte. Les termes en sont oubliés partout; mais partout aussi l'esprit en est vivant et actif. Le dogme de l'égalité des hommes entre eux est gravé dans le cœur de la nation et nul pouvoir ne saurait l'en arracher. L'esprit démocratique n'est pas seulement un principe, c'est une force incompressible. On peut aisément le bafouer; mais ceux qui font métier d'en médire sont contraints de le saluer, fût-ce de mauvaise grâce, quand il se formule assez nettement pour qu'on ne puisse le méconnaître. Il est de sa destinée d'être toujours mal accueilli quand il s'exprime à mi-voix et de faire taire les contradicteurs quand il s'affirme avec fierté. C'est par là que ce terme de la contradiction est si fort et qu'en dépit de tout il gagne du terrain sur son adversaire.

Il proclame que la fortune de chacun doit être proportionnée à l'utilité dont il est dans la société, c'est-à-dire à sa valeur relative, comme sa considération doit être proportionnée à sa valeur absolue ; que le mérite personnel, la grandeur morale, la beauté, le savoir, sont les seuls vrais dieux auxquels sont dus tout honneur et toute gloire. Ces maximes, qui se confondent avec les affirmations les plus constantes de la morale, imprègnent désormais tous les hommes; et si elles ne les rendent pas beaucoup plus justes, elles leur communiquent du moins une grande force de résistance contre l'injustice. L'éducation les sème partout, et ceux même qui à voix basse seraient tentés de les tourner en ridicule sont contraints de les professer en public. Prenez une proposition comme celle-ci : L'homme d'honneur ne doit pas être humilié pour son manque de fortune. Vous l'entendrez répéter à l'école, au lycée, dans la presse, au tribunal et partout. Si vous vous en tenez aux paroles, vous croirez que ce principe démocratique règne sans conteste. Et en effet il n'y a de contradiction que dans les faits.

En France, comme dans le reste du monde, l'homme de mérite qui n'est point protégé par sa fortune ressemble à une statue placée sur une place publique sans grille ni piédestal; fût-elle du plus grand sculpteur et du marbre le plus rare, elle subira les dernières insultes. Nous sommes une démocratie, et nous avons pour principe de n'estimer que la valeur personnelle; nous avons été une monarchie, et nous en avons retenu l'habitude de n'accorder les honneurs et le respect qu'à la fortune, au luxe, au nom, à tout ce qui fait l'écorce de l'homme et qui n'est pas l'homme même.

Il nous est resté de notre passé une tendance à nous incliner devant toute prétention à la supériorité pour peu qu'elle ne nous blesse point personnellement et qu'une simple impertinence ne soit point suffisante pour en faire justice. La fortune, réunissant ces deux conditions, provoque infailliblement, quelles que soient sa provenance ou la valeur de celui qui la possède, une servilité spontanée qui s'excuse sous le nom de politesse. Dans l'empire romain une disposition d'esprit analogue finit par se traduire dans les lois pénales qui devinrent plus ou moins sévères selon qu'il s'agissait d'humiliores ou d'honestiores, c'est-à-dire de gens plus ou moins riches. En France les conséquences en sont encore moindres et cependant elles sont déjà suffisamment graves. Heureux le banqueroutier qui, au temps de sa splendeur, a eu ses juges à dîner. On ne le condamnera peut-être pas moins sévèrement; mais on le traitera encore en honnête homme, tant ce mot a une signification élastique et on ménagera son amour-propre. — Heureux le sous-lieutenant dont le père a le colonel à ses soirées, il peut rire du camarade qui travaille et veille. Les travailleurs ayant peu d'échine et les danseurs en ayant beaucoup, on devine lequel sera proposé pour l'avancement.

De ces faits et autres analogues que l'on observe par mil-

liers, on peut conclure qu'il y a loin des maximes que l'on suit à celles que l'on professe. On vante le travail; mais chacun se dit que, si le savoir est bon, le savoir-faire vaut mieux; on répète que pauvreté n'est pas vice, mais on ajoute que c'est pis. En principe, nous adorons le mérite; en réalité, les hommes, comme les chiens de garde, font mauvais accueil aux habits râpés, quelque mérite qu'ils recouvrent. En principe, tout dans la démocratie nous invite à estimer l'ouvrier laborieux; en fait, l'Eglise, d'accord avec les mœurs et la tradition monarchique, continue à propager son mépris des œuvres serviles et le préjugé contre les professions manuelles les plus pénibles subsiste tout entier. En général le travail n'est encore estimé qu'à raison de sa rétribution et il est d'autant plus rétribué qu'il exige moins de force physique. Le mépris et les faibles salaires continuent à être la récompense des besognes les plus rudes et les plus répugnantes, ce qui, par parenthèse, crée une tendance toute naturelle à fuir ces professions dès qu'on le peut pour monter vers celles que l'opinion place au-dessus.

« Avant et même après le grand lavage de 89, il y avait des gentilshommes écussonnés que leurs revenus laissaient dans la misère; ils se seraient crus déshonorés s'il leur avait fallu travailler. Le travailleur, à cette époque, était considéré comme un paria. Encore aujourd'hui, allez dans une sous-préfecture sans industrie, vous y rencontrerez les mêmes préjugés sur l'ouvrier; cette opinion est la conséquence logique des anciennes mœurs. Qu'honore-t-on? le titre, la place, l'épaulette, l'habit. Puis vous voulez que ces bonnes gens de province se trouvent bien relevés d'introduire dans leur famille un ouvrier, quelque intelligent qu'il soit. Rien de plus absurde que la morgue de nos petites villes. Raisonnez avec eux, démontrez-leur que le jeune homme est intelligent, très capable, actif, travailleur rangé, la droiture

en personne ; qu'un garçon de cette trempe gagnera ce qui lui manque, bien-être et considération ; vous êtes consterné d'entendre ce bon rentier vous répondre : « Je ne peux pas lui « donner ma fille, ce n'est qu'un ouvrier... » Aujourd'hui, pour les trois quarts de la bourgeoisie, l'ouvrier est encore un paria. Il faut en excepter Paris et les grands centres industriels où souvent le premier ouvrier de la maison épouse la fille de son patron et prend la suite des affaires. C'est qu'à Paris les préjugés sont meulés et que les industriels et les négociants savent bien que tant vaut l'homme tant vaut l'affaire[1]. »

Dans une démocratie où tous les hommes sont égaux en droits, où tous ont vocation au progrès, où tous trouvent déjà ou bien vont trouver prochainement dans leur instruction les moyens d'y parvenir, le maintien des préjugés aristocratiques ne peut avoir qu'un effet, celui de faire déserter des professions, qui, bien que nécessaires, ne sont payées que par la misère et le mépris. Si l'on ne peut rendre tout travail attrayant, il faudrait du moins qu'aucun travail utile ne fût réputé dégradant. Il y a là une question de justice et aussi de prudence : car c'est le défaut de la cuirasse pour l'ordre social actuel.

Pour que la contradiction cesse, il faut de deux choses l'une, ou bien que le travail manuel redevienne méprisé en théorie comme il l'était dans l'antiquité, ou bien qu'il devienne estimé en fait comme il l'est déjà en principe.

Tout présage le triomphe de cette dernière alternative, chaque progrès en bien-être vaut à l'ouvrier un progrès en considération, et chaque progrès en considération le met en mesure de vendre son travail plus cher et de commencer son ascension vers la fortune. L'instruction universellement ré-

1. Denys Poulot, *le Sublime*, p. 57.

pandue agit doublement en ce sens, d'abord en ce qu'elle est un moyen d'acquérir le bien-être, en second lieu en ce qu'elle donne à l'homme une mauvaise tolérance du mépris et fortifie les facteurs d'égalité. Enfin l'homme de nos jours devient de moins en moins servile, de plus en plus indépendant d'esprit et de caractère. Il est des procédés que subissent journellement le fellah et le Syrien et qu'un Européen ne supporterait pas, on bat encore le soldat allemand et on ne pourrait plus battre le soldat français. Ces faits et mille autres témoignent d'un progrès évident vers la dignité, l'égalité démocratique, les qualités morales qui font le citoyen.

On a parlé souvent de l'attrait qu'exercent les jouissances sur le peuple. Il est trop naturel pour qu'on ait à s'en étonner. Mais pour être juste on devrait bien parler aussi du besoin d'honneur et de considération qui le travaille, des nobles révoltes, des fureurs contenues, provoquées par un mépris injuste, du sourd malaise de cette énorme masse de citoyens qui croient avoir droit à plus de respect qu'ils n'en obtiennent. L'attraction vers l'honorabilité est un fait dont notre société peut à bon droit se montrer fière.

Mais lorsque l'individu tourne ses forces vers son développement personnel, ce qu'il gagne en valeur, il faut que la race le perde en nombre. Tant que nous n'aurons pas franchi l'âge de transition où nous sommes, tant que la démocratie n'aura pas atteint sa pleine et entière réalisation, le Français sera obligé, plus qu'aucun peuple, de lutter pour l'égalité réelle et ne pourra jamais atteindre tout au plus qu'une part plus ou moins grande de domination. Aussi, tout au soin de s'élever, il se gardera de multiplier les charges de famille qui l'enchaînent dans son abaissement.

L'aspiration vers la fortune ne stérilisant que les classes qui l'éprouvent ne peut avoir d'influence sur la natalité des prolétaires, et l'on sait en fait que, par tout pays, c'est tou-

jours chez eux qu'elle atteint son maximum. Mais la démocratie, en les excitant à prendre part à la lutte, en les relevant de leur découragement, tend efficacement à diminuer le nombre de ceux qui se considéraient comme définitivement vaincus et qui, n'aspirant plus à améliorer leur sort, eussent multiplié sans souci dans leur abjection. Elle ne va à rien moins qu'à les placer dans la situation des bourgeois et par là encore elle tend à leur communiquer la même infécondité. Aussi, loin d'être près de diminuer, le mal, pendant longtemps encore, ne peut manquer de s'accroître.

Résumons-nous en disant : des circonstances spéciales à la France du XIXe siècle ont fait grandir parallèlement l'égalité en droit et l'inégalité en fait; du progrès de ces deux termes antithétiques est résulté un attrait intense et général vers la richesse devenu le seul moyen d'influence et de considération; et cette passion ayant, grâce à des préjugés séculaires, trouvé moins aisément à se satisfaire par le travail et l'esprit d'initiative que par l'économie, la compression de tous les désirs et la diminution des charges de famille ont contribué pour une large part à la diminution volontaire du nombre des naissances.

CHAPITRE XIII

LE DÉSIR DE S'ÉLEVER DANS LA SPHÈRE DU SAVOIR

Attrait de la vérité, cause de dépopulation. — Substitution du savoir positif au savoir théologique. — Dangers de la transition. — Gravité de la crise en France. — Seule elle est une démocratie catholique. — Accord entre la libre pensée et la démocratie, — le catholicisme et la monarchie absolue, — le protestantisme et la monarchie constitutionnelle. — Crise actuelle, moindre chez les peuples protestants, terrible pour les peuples catholiques. — Progrès de la libre pensée en démocratie. — Puissance du catholicisme. — Le motif de la libre pensée est l'indépendance du caractère; le motif de la foi est la docilité. — Décomposition de la nation autour de ces deux pôles. — Conséquences : pour le gouvernement, instabilité; pour la famille, division. — Idée vraie du mariage et de l'autorité paternelle. — Elle est niée par l'Église. — Action du prêtre sur la mère, sur l'enfant, la jeune fille. — Doctrine antisociale du salut personnel. — Conséquences par rapport à la nuptialité. — Conséquences par rapport à la natalité. — Effet des opinions religieuses sur la séparation de corps. — Relâchement général du lien conjugal. — Natalité des hommes variable suivant leur culte. — Explication de la faible natalité des catholiques français. — Conclusion.

Grâce à des circonstances particulières à notre pays et à notre époque, l'attraction que la vérité exerce sur l'homme se trouve encore constituer une cause très active de diminution de la natalité.

A force de recherches et d'observations patientes, l'homme est arrivé à amasser une telle quantité de vérités scientifiques que peu à peu elles ont pris toute la place occupée jadis par les systèmes de théologie ou de métaphysique. Dès à présent

la philosophie des sciences forme une encyclopédie qui se substitue aux vieilles cosmologies mythologiques et fait ressortir leur puérilité par le contraste de sa grandeur.

Nous nous trouvons dans une phase de transition entre deux formes du savoir. Or l'histoire de l'établissement du christianisme nous montre combien ces sortes de mues sont périlleuses et combien elles troublent profondément l'humanité. La substitution du monothéisme au polythéisme peut être regardée comme la cause maîtresse à laquelle doivent être ramenées toutes les causes secondaires qui amenèrent la ruine de la civilisation antique. Le relâchement des liens de la famille et de la patrie, l'oubli ou la haine des devoirs civiques et militaires, trois siècles des dissensions les plus profondes qui puissent exister, puisqu'elles embrassent à la fois tous les domaines de la vie intime et de la vie extérieure, énervèrent l'empire romain au point de rendre possible l'invasion des barbares au nord et des Arabes au sud de la Méditerranée. Cependant il s'agissait simplement du passage d'une forme de savoir théologique à la forme voisine.

Aujourd'hui il s'agit pour l'Europe de passer du savoir théologique et métaphysique au savoir purement positif. L'enjambement est infiniment plus large.

Néanmoins on peut espérer qu'il s'accomplira d'une manière plus facile et plus rapide. En effet le polythéisme avait cessé d'être une doctrine vivante longtemps avant la naissance du christianisme et le christianisme lui-même ne s'élabora que fort lentement. Il y a ainsi depuis le règne incontesté d'une foi jusqu'au règne incontesté de l'autre, soit d'Alexandre à Constantin, un énorme hiatus de six siècles pendant lequel l'humanité fut livrée soit à un scepticisme forcé soit à une anarchie de superstitions pire encore pour la paix et la santé morale.

Notre situation au contraire a ceci d'avantageux que les

sciences ont commencé à se développer longtemps avant que le christianisme fût menacé d'une manière sérieuse et consciente. L'affirmation nouvelle a toujours précédé la négation des antiques croyances qui ne s'en est suivie que comme conséquence. Le dogmatisme nouveau ne heurte pas de front l'ancien, il l'élimine doucement, s'y substitue à peu près sans intervalle et, chez beaucoup d'esprits, peut même coexister avec lui. Aussi, bien qu'au commencement de ce siècle on ait tant déploré « la croyance envolée et le doute envahissant », en réalité il y a aussi peu de scepticisme et de violence qu'il était permis de le désirer pour une transformation de cette importance. Il y a un siècle et demi, un esprit clairvoyant songeant à ce que serait la seconde moitié du XIX[e] siècle, aurait pu craindre pis.

Si cette transformation prend chez nous un caractère de gravité particulièrement alarmant, la cause peut en être formulée en un mot : seule au monde la France est une démocratie catholique. Nous retrouvons dans la sphère du savoir une contradiction analogue à celle que nous avons trouvée dans le domaine de la vie politique et de la vie sociale, et nous la retrouverons encore ailleurs. Nous allons voir comment elle présente les mêmes caractères défavorables à la natalité.

Il existe d'autres démocraties, telles que la Suisse ou les Etats-Unis ; mais elles sont en grande majorité protestantes. Il existe d'autres États catholiques ; mais ils sont monarchiques. Quand l'Europe, l'Italie et les récentes républiques de l'Amérique du Sud auront encore un siècle d'histoire, elles fourniront au philosophe de curieux sujets de comparaison : car chez elles aussi le catholicisme et la libre pensée se trouveront aux prises au sein de la démocratie. Mais jusqu'ici la France seule au monde présente l'exemple de ce phénomène.

Entre la démocratie et la libre pensée il y a accord naturel. Le démocrate porte en lui-même le siège et la source de toute souveraineté ; tout pouvoir vient de sa volonté combinée avec celle de ses égaux. A cette maxime d'après laquelle tout pouvoir vient de Dieu, il répond que tout pouvoir vient du peuple. Le libre penseur a pour *credo* que toute vérité est un produit de l'intelligence humaine appliquée à l'observation de la nature. Quand le théologien lui dit que c'est de Dieu seul que descend toute lumière dans l'intelligence, il répond qu'il ne croit qu'à la raison et à ses patientes recherches. Enfin la libre pensée et la démocratie ont ce caractère en commun, de porter l'individu à s'affirmer lui-même et à ne s'attendre qu'à soi seul.

Par contre, la monarchie absolue et le catholicisme ont un seul et même principe : droit et savoir viennent également d'en haut, ils sont d'origine divine ; le sujet et le fidèle ont pour toute fonction l'obéissance.

Entre deux systèmes aussi contradictoires, il n'y a pas de conciliation possible, il faut nécessairement qu'ils se heurtent et que l'un des deux détruise l'autre.

Le protestantisme au contraire, religion hybride qui admet simultanément la foi et le libre examen, la révélation divine et son perfectionnement par le travail humain, contient en lui-même les deux termes de la contradiction et, sans parvenir à les concilier, il les fait vivre côte à côte. Il s'accorde ainsi parfaitement avec la royauté constitutionnelle, forme politique hybride, elle aussi, où le roi règne et ne gouverne pas, où le pouvoir est censé venir à la fois d'en haut et d'en bas.

Un État qui serait protestant et despotique aurait encore dans sa religion des principes d'autorité qui cadreraient avec sa constitution politique, et il n'y aurait pas contradiction absolue. Inversement, un État à la fois démocratique et protes-

tant trouve encore dans les tendances libérales de sa religion un point de contact avec sa forme politique. Ce qui fait la faiblesse théorique du protestantisme est donc ce qui fait sa vertu pratique. Il est une forme religieuse essentiellement favorable à toutes les transactions. La lutte entre les deux tendances opposées a pour théâtre la conscience de chaque individu et beaucoup moins la société. Dans la crise que traverse notre civilisation pour dépouiller le dogmatisme théologique en faveur du dogmatisme scientifique, le protestantisme se trouve ainsi constituer, et pour un siècle peut-être, un avantage sérieux aux peuples qui l'ont adopté. Le travail qu'ils ont fait au XVI[e] siècle et au XVII[e] leur profite aujourd'hui.

Aucune autorité ecclésiastique ne le retenant plus, le protestant à qui pèse la foi, s'allège graduellement de quelques dogmes. Des frontières du catholicisme à celles du positivisme, il se forme une chaîne ininterrompue où chaque négation sert de transition pour une négation plus complète. Le catholique au contraire, croit tout, raille tout ou nie tout; il opère en bloc. Etre croyant ou libre penseur, voilà sa destinée. Ceux qui restent à mi-chemin sont relativement moins nombreux, et voilà pourquoi la nation est plus divisée. En pays protestant, toute une nation glisse lentement, en masse et sans rupture vers la libre pensée. En pays catholique, le même mouvement s'accomplit, mais d'une manière individuelle. Comme le catholicisme ne laisse aucune liberté au fidèle en matière de dogme et qu'il est aussi bien damné pour en rejeter un que pour les rejeter tous, l'homme qui a pris une fois sur lui de secouer le joug, progresse ensuite dans l'affranchissement infiniment plus vite que le protestant. La nature de la doctrine catholique pousse donc l'homme dans les extrêmes. A la façon dont chaque individu rompt le lien de l'orthodoxie et s'élève ensuite avec aisance au-dessus de tout

théologisme, on croit voir des bulles de gaz se former au fond d'un verre et monter à travers le liquide jusqu'à la surface sitôt qu'elles sont assez volumineuses pour se détacher du fond. L'attraction vers la vérité ne gouverne pas moins fatalement le mouvement des intelligences françaises que la pesanteur ne fait celui de ces bulles de gaz.

Comme la France est un État démocratique, les libres penseurs y sont nécessairement plus nombreux que partout ailleurs. D'abord, le seul fait d'avoir pu réaliser un tel état politique indique chez la nation un degré supérieur d'indépendance de caractère. Mais la démocratie réagit sur son principe et fortifie les qualités dont elle procède. Elle porte chaque citoyen à contrôler les faits et gestes de toute autorité, à discuter ce qu'on lui dit, à raisonner ce qu'on lui fait faire. Elle autorise et développe chez les inférieurs une attitude impertinente, indiscrète, parfois narquoise, qui crée une atmosphère irrespirable aux pouvoirs infaillibles. Tandis qu'ils n'ont d'autre moyen de règne que de chercher à en imposer, qu'ils ont pour système d'étonner par la majesté dont ils s'affirment, la démocratie les toise et leur demande des titres. Napoléon appelait l'Église la plus grande école de respect qui fut jamais, et c'est à ce point de vue qu'elle lui plaisait. Tous les despotismes sont frères; le point auquel ils tiennent le plus est de faire baisser les yeux et d'interdire toute discussion.

L'Église ne l'a jamais admise; elle la regarde comme une injure, un sacrilège, et s'en débarrasse par le bûcher. Quand la police, l'armée et la magistrature sont à ses ordres pour la vengeance, quand la richesse et le pouvoir politique s'empressent à lui faire cortège, elle peut commander le respect. Mais ces avantages, la démocratie les lui enlève un à un. Et à quel moment ?

Les diverses religions ont désormais une position insoute-

nable devant la critique. Leur philosophie de la nature est ruinée par les sciences; l'exégèse a montré combien étaient humaines leurs origines; la mythologie comparée a permis de formuler les lois de leur croissance et de leur mort; et ces résultats ont été acquis en présence d'un clergé muet, incapable de mêler à la discussion une parole compétente. Au XVII[e] siècle, il pouvait encore y avoir un Bossuet, un évêque catholique sachant tout ce qu'on savait de son temps. Aujourd'hui la chose ne serait plus possible; l'esprit humain s'est engagé sur des terrains trop scabreux. Ou bien le savant ecclésiastique perdrait la foi ou bien il ne serait qu'un érudit stérile ayant fait abstraction de son jugement.

La victoire définitive de la libre pensée est désormais un fait assuré; le procès est jugé dans la sphère de la spéculation; il ne reste plus qu'à résumer les débats et publier le jugement. Or, pour vulgariser les conclusions, les mettre en formules claires et portatives, l'instrument lui aussi est conquis, puisque la presse est libre et qu'il serait impossible de l'asservir de nouveau.

Au milieu de cette démocratie grandissante, de plus en plus hostile et railleuse, étalant sans souci des censures une autre morale, d'autres principes et d'autres doctrines que les siennes, que peut faire le prêtre? Ses anathèmes sans effet ne feraient que mieux éclater sa faiblesse, ses fureurs et ses imprécations contre le siècle laisseraient tout le monde indifférent. Tremblant d'entendre le blasphème insouciant, l'objection à laquelle il n'a rien de censé à répondre, de recevoir le coup d'épingle de la raillerie qui transperce son sérieux affecté, il faut pourtant qu'il paraisse rempli de sécurité et d'aisance. C'est le dernier moyen de faire croire à la force qu'il n'a plus.

A considérer les progrès de la libre pensée, on croirait le catholicisme près d'expirer en France. Il n'en est rien

cependant : d'un autre point de vue, c'est lui qui semble maître de la situation et toujours près d'éliminer sa rivale. Vaincu sur le terrain de la discussion publique, il se replie en bon ordre dans un domaine où il est seul maître; il se réfugie dans le chuchotement, l'enseignement à voix basse, il endoctrine les faibles, les femmes, les enfants. Ce n'est plus même dans les cérémonies publiques qu'il dit toute sa pensée, c'est dans les confréries, au catéchisme, au confessionnal. Là il conserve son ascendant, aveugle la raison, échauffe le fanatisme, fomente la haine. Comme la conscience de l'enfant est laissée à sa merci, l'œuvre de la libre pensée est à refaire à chaque génération; c'est une toile de Pénélope qui se défait par la mort à mesure qu'elle se reforme par l'adhésion de ceux qui secouent le joug religieux. Il faut que chaque homme, parvenu à l'âge adulte, refasse le travail énorme qu'avait fait son père de reviser toutes les idées et tous les sentiments dont on l'a saturé dans son enfance. Et s'il n'en a pas l'énergie, si l'horreur qu'on lui a inspirée pour les auteurs les plus propres à l'éclairer est trop vivace, il reste dans le filet. Qui sont ceux qui parviennent à se dégager? les plus hardis, les plus indépendants d'esprit et de caractère. L'Église se fait un devoir et, en tout cas, une habitude d'assigner les motifs les moins louables à l'évolution vers la libre pensée. En réalité, il n'y en a qu'un seul, l'attrait naturel et désintéressé exercé sur l'esprit par la vérité spéculative, c'est-à-dire par le plus noble attribut de notre espèce. L'homme abandonné à lui-même est impartial et se dirige ingénuement du côté où il croit trouver la vérité : car nul n'aime l'erreur. Mais imbus comme nous le sommes de préjugés dès l'enfance, il nous faut en outre une certaine dépense d'énergie morale pour secouer le joug que l'habitude et l'éducation nous ont imposé.

Ce qui divise aujourd'hui les hommes en libres-penseurs

et croyants, ce n'est pas le plus ou le moins d'intelligence ou de culture intellectuelle. Si l'ignorance est favorable à la foi, c'est principalement par son effet sur le caractère, qu'elle rend timide et défiant de ses forces. Mais la critique a si bien fait son œuvre que, dans la plupart des cas, une instruction très ordinaire suffit pour permettre d'apercevoir la vanité du savoir théologique et la fausseté de ses explications. Peut-être même pourrait-on dire qu'il en fut toujours ainsi. Il n'aurait pas fallu sans doute une intelligence supérieure aux contemporains de Ramsès pour rire du bœuf Apis. Mais il fallait une notable dose d'indépendance pour résister à la pression énorme de l'éducation, de l'habitude et de l'exemple de tout un peuple proclamant ce taureau la seconde personne d'une trinité de dieux. En pareil cas le respect empêche le jugement de fonctionner, il lui enlève sa liberté d'action, et c'est à l'entraver chaque jour davantage que s'appliquent tous les clergés.

Comme la pile électrique décompose l'eau, l'attraction vers la vérité décompose la société française en deux groupes selon le caractère. Au pôle religieux demeurent groupés les naturels timides, dociles et confiants, ceux à qui une loyauté héroïque et aveugle empêche de soupçonner l'imposture. Vers le pôle libre-pensée se tournent les esprits indépendants et chercheurs, remuants et sceptiques, qui aiment à se rendre compte par eux-mêmes de ce qu'on leur dit. Or cette tendance analytique est l'apanage à peu près exclusif de l'homme adulte. Les enfants des deux sexes, les femmes, la plupart des vieillards et un certain nombre d'hommes ou plus faibles ou enchaînés avec plus de soin à raison de leur position sociale et du milieu où ils ont vécu, restent voués à la foi.

De là des conséquences incalculables. D'abord il est à peu près impossible à aucun des deux partis de former un gouvernement stable. L'un ne se compose que de pierres sans

ciment, l'autre de ciment sans pierres. Dans le camp républicain et libre penseur, tout le monde veut être au premier rang, la discipline ne tient pas contre le succès. Après la victoire, beaucoup ont une tendance à rester de l'opposition. Ils ne se rendent pas compte qu'il faut des gens qui restent à perpétuité satisfaits des seconds rôles et qui jouissent de la gloire de ceux qu'ils ont portés aux premiers. Ce parti manque de femmes, c'est-à-dire de l'élément de constance et de perpétuité. Aussi la libre pensée républicaine garde-t-elle souvent un air — très immérité — d'incartade. Elle n'a pas ses entrées dans la famille. Tel émet hors de chez lui des principes franchement matérialistes qui, au foyer, est obligé de mettre une sourdine à ses véritables convictions.

C'est là le point important pour notre sujet. La ligne séparative des deux groupes passe entre les deux sexes. C'est assez dire que si les luttes religieuses déchirent l'État et les communes, c'est surtout contre la famille qu'elles sévissent cruellement.

Dans nos sociétés basées sur la concurrence à outrance, le mariage n'est pas seulement la meilleure garantie de la valeur des enfants et de leur bonne éducation; pour l'individu même, c'est la meilleure hygiène physique et morale. La statistique établit qu'il est une cause de longévité; on aurait pu du reste le conjecturer *a priori*, car c'est pour l'homme l'abri le plus précieux au milieu des luttes acharnées de l'existence. C'est au foyer qu'il obtiendra les trêves nécessaires, qu'il éprouvera le plus de joie en cas de succès et qu'il retrouvera du moins une sécurité absolue en cas de défaite, un allié sûr dont la fidélité doit survivre à tout, des enfants sur qui il reportera les rêves ambitieux qu'il ne peut plus faire pour lui-même, enfin une atmosphère paisible où le sens de la droiture se rassied et se raffermit.

Mais pour présenter ces avantages, il faut que l'union soit

entière, que joints l'un à l'autre sous le rapport physiologique et pécuniaire, le mari et la femme le soient encore au point de vue intellectuel et moral. Alors, si misérable que soit l'homme, si peu estimé qu'il soit au dehors, il se retrouve roi à son foyer, il a des sujets pour qui son opinion fait loi. Quand le père a décidé ce qui est vrai ou ce qui est bien, la mère prescrit le silence aux enfants et donne l'exemple. Dans une famille bien réglée, le seul directeur de conscience est le père. C'est lui qui sait ce qu'il faut croire, dire et faire, c'est à lui que les siens doivent le demander s'ils l'ignorent. Pour sa femme et ses enfants, il est infaillible; tout ce qu'on enlèverait à son autorité est autant d'enlevé à son honneur. Le mépris de la décision du chef de famille, un simple doute manifesté est une insulte à sa dignité, et, si bien des hommes s'en accommodent, les plus fiers et les meilleurs la ressentiront toujours cruellement.

Quand le jeune homme aura atteint à son tour l'âge du citoyen, où la patrie lui fait un devoir de penser et d'agir par lui-même, il réformera s'il l'ose les jugements paternels. Mais pour la jeune fille, sa sphère d'activité étant toute entière concentrée dans la famille, elle doit toujours en se mariant épouser outre le corps et la fortune de son mari, son âme, c'est-à-dire ses convictions et son parti et faire son compte d'un complet abandon à sa direction intellectuelle et morale. Hors de cette conception de l'union conjugale, il ne peut y avoir que le célibat pour les uns et, pour les autres, une demi-union qui par cela même est toujours voisine d'une demi-hostilité.

Volontiers et de toutes parts les moralistes nous prêchent l'esprit de famille. Il est indispensable pour relever la France, répétait-on après les malheurs de 1870. Mais comment pourrez-vous avoir une famille fortement constituée, si votre religion nie la seule autorité sur laquelle elle puisse se fonder?

En pays catholique, le directeur de conscience prend la place du père dans l'âme de la femme et des enfants. La confession constitue toute femme catholique en état continu d'adultère intellectuel et moral. Que devient le foyer pour le mari quand la femme y revient, rapportant dans son esprit les pensées, les passions, les tendances et pour ainsi dire l'odeur d'un autre homme? Le mari a le choix de fuir ou de se résigner; mais quant à être satisfait, c'est impossible.

Il se peut, il est vrai, que lui-même soit croyant et pratiquant, alors il suit sa femme, et sa femme suit le prêtre. Il n'y a pas désaccord ; mais c'est le monde renversé. Du reste cette hypothèse est et sera de plus en plus rare. Nous sommes en démocratie; le mari est presque toujours un libre penseur plus ou moins conscient; dès lors, c'est la guerre, guerre intestine et sans fin.

« Si vous entrez le soir dans une maison, si vous vous asseyez à la table de famille, une chose vous frappera presque toujours. La mère et la fille sont ensemble du même avis, d'un côté, le père de l'autre et seul.

« Qu'est-ce à dire? C'est qu'il y a encore à cette table quelqu'un que vous ne voyez point, pour contredire et démentir tout ce que dira le père. Il revient fatigué du présent, plein du souci de l'avenir, et il trouve chez lui, pour repos et rafraîchissement d'esprit, la lutte avec le passé. »

L'immense majorité des filles sont élevées par des religieuses sous la direction des prêtres. Ces filles seront bientôt des femmes qui livreront aux prêtres autant qu'elles pourront leurs filles et leurs fils.

« La mère a déjà réussi pour la fille. C'est elle qui par une obsession persévérante a vaincu les répugnances du père. Un homme qui, tous les soirs, après l'agitation des affaires et la guerre du monde, trouve encore la guerre chez lui peut bien résister quelque temps; mais il faut qu'il cède. Autre-

ment il n'aura trève ni cesse, repos ni refuge. La maison est inhabitable. La femme n'ayant à attendre que rigueur au confessionnal tant qu'elle n'a pas réussi, vous fera chaque jour, chaque heure, la guerre qu'on lui fait, une guerre douce peut-être, doucement aigre, doucement implacable et acharnée. Murmure au coin du feu, tristesse à table, n'ouvrant la bouche souvent pour parler ni pour manger; puis au coucher l'inévitable répétition de la leçon qu'elle a apprise et jusque sur l'oreiller... Le même son d'une même cloche, toujours et toujours... qui y tiendrait? que faire? céder ou devenir fou.

« Si l'homme était tellement ferme, obstiné, persévérant qu'il résistât à cette épreuve, la femme peut-être ne résisterait pas. « Mais comment la voir si malheureuse, languis-
« sante, inquiète, malade? elle maigrit visiblement... J'aime
« encore mieux sauver ma femme. » Voilà ce que dit l'homme. S'il n'est vaincu par sa femme, il est vaincu par son cœur. Le fils quitte le lendemain l'école pour l'école chrétienne, le collège pour le petit séminaire (ou les maristes). La fille est menée par la mère triomphante à cette bonne pension voisine où le bon abbé confesse et dirige. Il ne se passe pas un an que la pension ne vaut plus rien, elle est encore trop mondaine; la petite est remise aux religieuses dont l'abbé est supérieur, dans tel couvent à lui, sous sa main et sous sa clef.

« Bon père, soyez tranquille, dormez sur les deux oreilles. Votre fille est en bonne main ; la contradiction ne peut plus vous manquer jusqu'à la mort... Une fille d'esprit, vraiment, qui, sur toute chose ayant été soigneusement armée contre vous, aura, quoi que vous disiez, l'argument contraire[1]. »

Il n'y a nul rapport entre l'éducation qu'on donne à la jeu-

1. Michelet, *Du prêtre, de la femme et de la famille*, 3e partie, chapitre I.

nesse et le genre de vie à laquelle elle est censée préparer. Cette incohérence, déjà frappante lorsqu'il s'agit de l'éducation laïque, devient insensée si l'on songe à l'éducation religieuse.

Contradiction montrueuse ! vous donnez pour modèle à des hommes qui doivent être maris, pères, soldats, citoyens laborieux et jaloux de leurs droits, un dieu qui n'eut ni femme, ni enfants, ne connut ni foyer, ni patrie, ni propriété, ni profession, ni moyen régulier d'existence. Mais, contradiction plus monstrueuse encore ! vous donnez à des religieuses l'éducation des jeunes filles, c'est-à-dire que vous confiez à des femmes qui ignorent tout de la vie et font profession d'être mortes au monde, qui n'ont pu se former le jugement par aucune expérience personnelle et qui ne vivent qu'entre elles, le soin de former des jeunes filles à la vie active. Elles ont fui la famille et les enfants comme choses viles; ce sont elles qui leur enseigneront à être épouses et mères. Elles n'ont jamais su ce que vaut un billet de cent francs; elles en feront des ménagères économes. — Non, la plupart de ces jeunes filles, perverties par l'éducation ecclésiastique, l'imagination échauffée et distendue, n'échapperont aux vanités du mysticisme que pour se jeter dans les futilités de la mode. Quant aux devoirs de la vie, aux plaisirs sains et naturels, elles en auront l'idée qu'on leur en a donnée : ce sont des déchéances ! Car il n'y a qu'un idéal qui ait cours au couvent, la nonne extatique ou la reine de salon. Voilà les deux termes de l'antithèse consacrée. Tout ce qui est en dehors est confondu parmi « les classes inférieures de la société ».

Que peut être le mariage après une telle préparation, sinon une désillusion pour les époux? La famille française, travaillée comme elle l'est par l'influence ecclésiastique, est un fruit vermoulu. Au dehors il a conservé sa forme et son apparence, au dedans il n'y a qu'une faible portion de la pulpe

qui soit détruite; mais tout le reste a perdu sa qualité, son parfum et sa saveur.

D'ailleurs, le prêtre n'en a cure. Il n'a souci que de sa domination; ce qui la rejette peut périr. L'égoïste doctrine du salut personnel, le dogme le plus antisocial qui ait jamais été formulé, niant toute solidarité entre les citoyens, entre les époux, entre les parents et les enfants, le cuirasse d'indifférence. « La question du salut est une affaire personnelle, écrit l'évèque Freppel, et peu importe que la famille ou la cité en soit brisée[1]. »

Dans son déclin comme à l'époque de son établissement, le christianisme est la source des divisions. Il en a conscience et lui-même le proclame. « Je suis venu séparer l'homme de son père, la fille de sa mère, la bru de sa belle-mère. L'homme aura pour ennemis les gens de sa propre maison[2]. »

La conséquence de ces divisions se devine. D'abord la prévision qu'on en a détourne du mariage un certain nombre d'hommes, ceux-là même qui s'en font l'idée la plus haute et qui seraient jaloux de l'intelligence de leurs femmes comme d'autres le sont de leurs corps. Faire asseoir à son foyer un adversaire méprisant de ses convictions philosophiques les plus chères et les plus laborieusement acquises est pour beaucoup une perspective capable de faire triompher les raisons qui les portent au célibat.

Il faut ajouter comme détournés du mariage par le catholicisme les prêtres, les moines de toute robe, les frères des écoles chrétiennes, enfin ces milliers de religieuses, prises parmi les personnes les plus confiantes, les plus enthousiastes de leur sexe et qui eussent pu faire d'excellentes épouses et des mères dévouées. Les couvents écrèment la nation pour le recrutement de leur personnel et lui enlèvent, pour les con-

1. Freppel, *Saint Cyprien*, p. 52.
2. Mathieu, X, 35-37.

damner à la stérilité, les natures les mieux douées sous le rapport des facultés affectives. C'est une sélection à rebours qui se produit depuis des siècles et qui ne peut avoir eu qu'une très fâcheuse influence sur les peuples catholiques.

Il faut ajouter encore tous ceux que leurs préjugés religieux portent à regarder le mariage comme un obstacle à leurs désirs de sanctification. Certains départements, comme les Côtes-du-Nord, où l'Église a conservé une grande autorité, voient de ce chef leur nuptialité sensiblement diminuée. Du reste, le docteur L. Bertillon a constaté le même fait en Belgique. Il a établi que le nombre des épouses fécondes, c'est-à-dire ayant de quinze à cinquante ans, était dans chaque province en raison inverse du nombre des moines et des religieuses.

« Cependant, ajoute-t-il, il ne faudrait pas croire que le déficit considérable que présente la population mariée pût être comblé si on supposait que religieux et religieuses de chaque province fussent mariés. Car ce qui manque à la population mariée est un nombre au moins deux fois plus considérable que celui que lui ajouterait le mariage de la population recluse ; mais en étudiant de plus près l'influence de l'Église sur les mœurs belges et en se rappelant que l'Église a pour idéal non l'association conjugale, mais le célibat, on se convainc que le nombre et la force des couvents ne font que marquer l'influence plus ou moins triomphante de l'Église en chaque province. Là où elle a plus de moines et de religieuses, comme dans les deux Flandres, il est naturel que l'approbation qu'elle donne aux célibataires en augmente le nombre, à tel point que, dans la Flandre orientale, où elle compte plus de cinquante religieux et religieuses par mille habitants, il se trouve moins de quatre-vingt-quinze épouses de quinze à cinquante ans par mille habitants ; et dans la Flandre occidentale, où il y a plus de quarante religieux, on

ne compte que cent épouses, tandis que la province de Liège, qui n'a que seize ou dix-sept religieux et prouve par là la moindre influence du clergé, montre plus d'épouses que la moyenne belge (106 à 107). En résumé, comme l'influence de l'esprit clérical est bien moindre en France qu'en Belgique, où il imprègne surtout les pays flamands, nous croyons que cette influence est une des causes principales du faible nombre des épouses belges. Il existe même en ce pays des sociétés dévotes de filles vouées au célibat, bien que non engagées dans les ordres ; ce sont ces sociétés dites de béguinage qui très vraisemblablement diminuent à un si haut point en Belgique le nombre des épouses[1]. »

La mauvaise influence du catholicisme sur la nuptialité est donc un fait mathématiquement constaté; mais il y a lieu de penser qu'elle est en outre directement préjudiciable à la natalité.

Rien n'est plus propre à augmenter le nombre des naissances que l'union intime des époux, et rien n'est plus propre à les désunir que les dissentiments religieux. La Suisse en fournit un exemple frappant. Sur 100,000 mariages on compte, d'après M. J. Bertillon, 283 séparations entre époux protestants, 73 seulement entre époux catholiques; mais 630 entre mari protestant et femme catholique, 582 entre mari catholique et femme protestante.

Il est à présumer qu'entre l'épouse catholique et le mari libre penseur les causes de désunion ne sont pas moins fréquentes. En Italie, pays catholique, comme la France, mais non encore émancipé du joug religieux, la séparation de corps s'accorde plus facilement que chez nous; elle est cependant deux fois moins fréquente.

Dans l'immense majorité des cas, les dissentiments re-

1. Dr Bertillon, *Revue d'anthropologie*, 1877.

ligieux resteront secrets, invisibles pour l'étranger. Dès avant le mariage les fiancés savent la lutte qu'ils auront à soutenir sur ce point et s'attachent à dissimuler. La jeune fille affecte d'y penser aussi peu que possible, et le jeune homme se plie, pour suivre l'usage, aux exigences ennuyeuses du mariage religieux; il y a des deux parts comme une entente tacite pour éviter ce sujet. Mais à peine l'union contractée, les tiraillements commencent; chacun des deux essaye d'entraîner l'autre, de lui arracher le plus de concessions possible. Le mari est fort de sa réflexion personnelle, la femme de l'appui de son confesseur; l'accord est impossible; on y renonce. Mais dès lors le mariage n'est plus complet : il est des choses auxquelles on pense, pour lesquelles on se passionne secrètement et dont il est impossible de se parler. En conséquence, chacun s'efforce de trouver au dehors, dans les relations du monde et les plaisirs de la société, les satisfactions qu'il ne peut trouver à son foyer. On vit un peu moins chez soi; on devient plus sensible à la joie de briller, on dépense pour paraître, et le nombre des enfants est réduit au minimum, parce qu'on s'aime moins, qu'on les trouve gênants pour une vie de vanité et parce qu'enfin les ressources qui eussent servi à les élever ont reçu d'avance une autre destination.

Pourquoi un peuple protestant est-il en général plus sévère dans ses maximes et dans sa tenue, moins en dehors, moins mondain qu'un peuple catholique? Parce que le mari se plaît mieux chez lui; et il s'y plaît mieux parce que sa femme lui appartient plus entièrement, parce qu'il ne retrouve pas à tout moment dans son cœur et dans celui de ses enfants ces odieuses traces d'un autre homme qui révoltent sourdement jusqu'aux moins délicats. Voyez les nombreuses familles des Anglais et des Allemands, là les prêtres sont mariés et donnent l'exemple.

Du reste, sur ce point les résultats de la statistique sont

d'accord avec les inductions d'une saine logique. De 1851 à 1864, les 123,625,000 catholiques d'Europe ont eu un accroissement annuel de 0,48 p. 100; les 52,212,000 protestants en ont eu un de 0,98 p. 100 et les 1,300,000 juifs un de 1,53 p. 100, chiffres qui sont entre eux comme 1 est à 2 et à 3,3. (Communication de M. Lagneau à l'Académie de médecine, le 17 février 1885.)

La raison en est que la mortalité, moindre chez les protestants que chez les catholiques, est généralement de un tiers, parfois de moitié plus faible chez les juifs. Il est consolant de constater qu'une communauté quelconque présente d'autant moins de mort-nés, que l'enfant nouveau-né, le malade, y sont d'autant mieux soignés et payent un tribut d'autant moindre à la mort que l'autorité du père de famille est plus considérable. Or, il ne faut jamais oublier qu'elle n'a pas de plus grand ennemi que l'influence du directeur de conscience.

Il se pourrait cependant qu'au milieu de notre nation, où la famille est minée par les divisions religieuses et les habitudes qui en résultent, un groupe de population échappât à la fois à ces deux influences; elle conserverait alors une forte natalité. Nous avons constaté en effet que les provinces les plus pauvres, les plus arriérées, les plus éloignées des grandes voies de communication sont demeurées les plus fécondes. Une des raisons qui contribuent le plus à leur conserver ce privilège est la faiblesse de la tendance démocratique, l'ignorance et le peu d'attraction vers la vérité positive. Elles restent prolifiques, comme le sont dans leur ensemble l'Espagne et l'Italie, parce que l'évolution intellectuelle qui entraîne actuellement l'humanité n'y est encore commencée que dans une très minime fraction de la bourgeoisie.

En résumé, la faible natalité en France reconnaît pour une de ses causes la division de la famille sur les questions intel-

*

lectuelles et morales, et cette division elle-même provient de l'attraction exercée sur chaque individu à raison de son plus ou moins d'indépendance d'esprit par la vérité positive. Nous portons la peine de l'état transitoire où nous vivons. La contradiction actuelle ne peut prendre fin que par l'élimination du vieux dogmatisme et l'union définitive de tous les esprits dans le dogmatisme scientifique. En attendant, plus le désir de s'élever dans la sphère du savoir est grand, plus la natalité décroît.

CHAPITRE XIV

LE DÉSIR DE S'ÉLEVER DANS LA SPHÈRE DE L'ESTHÉTIQUE

Importance et extension de l'esthétique. — L'esthétique et la sélection sexuelle. — Similitude du goût esthétique chez les animaux et chez l'homme. — Attrait esthétique et attrait sexuel. — Lien étroit et différences. — Heureuse influence du premier sur le second. — Amour et art, communauté d'origine. L'art est sans but, indépendant et spontané. — Comment naît l'art dans l'enfant et l'animal : jeu, drame, chant, danse, ornement. — La source de l'art est dans un excédent d'énergie. — Les différents arts sont des langues diverses qui traduisent et accroissent les beautés d'ordre mental. — L'art, moyen pour la nature, est une fin pour l'individu. — Ses effets. — Formation d'un idéal national. — Tyrannie de l'idéal national dans les arts, dans l'esthétique usuelle. — L'importance de celle-ci est d'autant plus grande que les arts proprement dits sont moins cultivés. — Le remords esthétique. — La démocratie et l'inégalité de la culture esthétique. — Troisième contradiction. — Effet sur le désir de s'élever.

L'attraction exercée sur l'homme par les diverses formes du beau est encore infiniment plus âpre et plus universelle que celle qu'exercent le savoir et le pouvoir; elle égale, elle dépasse peut-être celle de la richesse : c'est dire de quelle conséquence elle est pour la natalité.

Cette proposition pourra surprendre les hommes graves qui ne veulent voir dans les beaux-arts qu'un agrément superficiel et qu'un passe-temps très distingué pour les oisifs. Mais en réalité le champ de l'esthétique est égal à celui de la vie elle-même. Les jugements sur la beauté, la convenance ou la grâce ne trouvent rien dans la personne humaine ou en dehors

à quoi ils ne puissent s'appliquer. La nature, le ciel et les animaux, la race et le pays qu'elle habite, les corps, les vêtements, les meubles, les demeures privées et publiques, les gestes, les attitudes et le langage, les sentiments, les rêveries et les pensées, de même qu'ils comportent une appréciation sur leur utilité plus ou moins grande, en comportent toujours une autre sur leur plus ou moins de beauté.

L'homme, de son côté, ne se dirige pas toujours vers l'utile de préférence au gracieux et à l'aimable. Sans doute, la préoccupation du nécessaire doit fatalement passer avant toute autre; mais ce point acquis, il sera pris constamment, quel que soit le milieu social où il vive, en flagrant délit de négliger son bien-être pour son plaisir, ce qui le sert pour ce qui le charme. La séduction de la grâce sollicite ses actions à son insu et fait sans cesse dévier sa ligne de conduite de la route tracée par l'intérêt.

De tous les superflus « choses si nécessaires », aucun ne l'est davantage que le côté esthétique dans les objets et les personnes qui nous entourent. Ce que la grâce et la beauté peuvent pour nous rendre heureux, nous faire aimer la vie et nous faciliter la morale, ne sera jamais assez dit. C'est le condiment indispensable qui donne son prix à l'existence. On s'en aperçoit de reste dès qu'il vient à faire défaut. Qu'on se figure un milieu social dévasté par le puritanisme et dépouillé du goût du beau et du gracieux; l'instinct de la domination, un sombre orgueil, les passions froides et tristes y remplaceront la joie et l'amour de la vie, aboutissant au spleen, au dégoût incurable de soi-même et de toute chose.

Plus on réfléchit, plus l'esthétique révèle, dans la nation et dans l'humanité, son importance gigantesque et méconnue, qui féconde tout sans effort, comme la lumière dore tous les objets sans rien coûter. Elle est semblable à ces causes naturelles dont l'action insensible, mais universelle, ininterrompue

et séculaire, suffit pour combler le lit des mers et bâtir des continents nouveaux.

Darwin a établi quel rôle considérable jouait la sélection sexuelle dans la formation des races animales. Or, dans un grand nombre d'espèces, cette sélection est uniquement déterminée par la beauté. Le mâle que la femelle du paon a choisi pour le développement de son plumage, le brillant coloris et la netteté des ocelles de la queue, transmettra ces caractères à ses descendants mâles, et, parmi ceux-ci, ce sera encore celui qui les présentera réunis au plus haut degré qui sera choisi comme reproducteur par d'autres femelles. Grâce à ce procédé si simple de la nature, le progrès sera constant, et la race ira toujours s'accentuant davantage dans le genre de beauté qui lui est propre. Que faut-il pour cela? Une seule chose. Il suffit que le goût des femelles pour le brillant coloris et la netteté des ocelles reste constant, et il a dû effectivement rester tel pendant les périodes séculaires indispensables à la lente accumulation des caractères du paon actuel.

Mais voici une chose étrange : le mâle que la femelle choisit comme étant le plus beau est aussi celui que nous estimons tel; c'est-à-dire que malgré l'énorme distance qui sépare notre organisation cérébrale de celle de ces oiseaux, la conformité reste si complète qu'elle impose aux deux espèces une même appréciation esthétique en présence du même objet. Ce fait surprenant, que ce qui est à la fois cause d'attrait sexuel et esthétique chez la paonne se trouve en même temps cause d'attrait esthétique pour l'homme, prouve par un exemple l'étroitesse des rapports existant entre les deux points de vue. Dans le polythéisme grec et romain, une même divinité présidait en effet à l'attrait sexuel et à l'attrait esthétique. Voltaire exagérant la même idée prétendait que « le beau idéal pour un crapaud, c'est sa crapaude ». Sans doute il serait inadmissible de regarder comme absolument identiques

le sens du beau et l'instinct sexuel. Il est de toute évidence que le premier terme est infiniment plus compréhensif que le second. La rose double est belle quoiqu'elle ne soit pas féconde, et la fleur du chêne est féconde quoiqu'elle soit sans beauté. Aucune des deux notions n'implique l'autre nécessairement, et chacune des deux va fort souvent sans l'autre.

Il n'en est pas moins vrai que pour l'homme comme pour les animaux, elles se trouvent souvent confondues. D'abord la beauté provoque l'amour, chez les bêtes comme chez nous, et, jusque dans le règne végétal, de nombreuses espèces de plantes demeureraient stériles sans l'éclat de leurs fleurs qui attire les insectes chargés de les féconder en transportant le pollen.

Mais sans sortir de l'humanité, la beauté réengendre la beauté par l'intermédiaire de l'amour. Quand les qualités esthétiques ont plus d'éclat dans une race et que, les deux sexes y étant très sensibles, elles ont assez d'influence pour déterminer la plupart des unions, on a observé que celles-ci sont en général d'autant plus fécondes, les générations qui en sortent d'autant plus fortes et d'autant mieux constituées. « Le mariage d'inclination, d'après la remarque de Schopenhauër, sacrifie le bien des époux au bien de la race, comme inversement le mariage d'argent sacrifie le bien des enfants à celui des époux. » Un peuple où le calcul détermine tout et la beauté rien est fatalement condamné à devenir aussi laid et aussi mal doué que peu fécond. S'il n'a plus assez de sensibilité pour subir l'attrait des qualités personnelles, c'est un peuple qui se meurt, et il n'est guère moins malade si c'est le développement des penchants égoïstes qui lui donne le triste courage de résister à la séduction qu'elles exercent naturellement. Tel sera donc en règle générale le bilan des unions où le sens esthétique n'aura pas été con-

sulté : moins d'amour et d'amitié, par contre, plus de dépenses faites en dehors du ménage pour paraître, moins d'enfants, et des enfants de moindre valeur.

Indépendamment de son influence directe sur la conservation et le perfectionnement des races, l'esthétique est liée à la fécondité par des liens d'une autre nature. L'amour et l'art sont frères, tous deux jaillissent spontanément de la même source, nés l'un et l'autre de l'exubérance des forces, du trop plein de la vie qui dans un élan de croissance déborde en dehors des limites de l'individu.

Pour l'amour, c'est assez clair. Pour l'art, il est nécessaire d'insister d'avantage, l'esthétique étant la moins avancée de toutes les branches de la philosophie, et la suite de cette étude exigeant qu'on tienne pour vrais quelques principes qu'il serait téméraire de supposer admis d'une manière générale. Nous avons en effet à nous occuper de l'influence de l'art sur l'esprit de l'homme, son bonheur, sa valeur ou sa fécondité, selon les diverses tendances qu'il peut revêtir; quelle clarté devrions-nous espérer si nous n'étions fixés sur sa nature et son origine? A moins d'une explication sur ce point, il faut désespérer d'être compris.

Depuis l'antiquité jusqu'aujourd'hui on a entassé les dissertations sur les fins de l'art. Les philosophes ont voulu lui imposer la tâche de moraliser les hommes, d'élever les esprits et les sentiments; les politiques et les prêtres ont voulu le mettre au service des institutions ou de la religion, en faire un instrument d'éducation. Mais la question, posée ainsi, n'était pas susceptible d'une réponse raisonnable. L'art par sa nature ne peut être asservi. Quand on veut le réduire en esclavage on le tue, ou, s'il subsiste, on n'obtient qu'un serviteur perfide et têtu, reprenant une liberté réelle sous son apparente soumission et minant sourdement le pouvoir qui prétend l'employer. Les religions les plus pru-

dentes ou qui ont le mieux deviné sa vraie nature, comme le mosaïsme et l'islam, l'ont prohibé autant qu'elles ont pu, supprimant radicalement celles de ses formes qui n'étaient pas indispensables. Aujourd'hui, l'Église orthodoxe russe, par un sentiment très juste du péril que l'art peut faire courir à son immobilité, exige que tout tableau de saint ou de miracle soit la reproduction exacte, la copie servile de quelque tableau antérieur. Cette précaution contre l'invasion de nouvelles tendances et de nouveaux sentiments tient à une appréciation fort exacte du rôle de l'art. En général, les théocraties qui ont compté sur leur vigilance pour le maintenir dans les limites de l'orthoxie ont toujours fini par en être les dupes. Tant qu'elles ont été vigoureuses, elles l'ont étouffé en l'opprimant, lui ont imposé le caractère hiératique; dès que leur esprit primitif s'est perdu, il a relevé la tête, puis il les a désagrégées lentement en manifestant de nouvelles aspirations et une nouvelle poésie. Témoin ce qui advint au christianisme à l'époque de la Renaissance. La foi s'étant endormie, l'Allemagne, l'Angleterre et les pays du Nord firent triompher la réforme au prix de fleuves de sang. Mais l'Italie et l'élite de la société en France étaient beaucoup plus avancées. La culture artistique y avait lentement substitué l'idéal grec de libre développement à l'idéal ascétique de l'Église primitive; sauf par le nom, elles n'étaient même plus chrétiennes. Il n'y avait plus assez de foi pour que le puritanisme et l'ascétisme eussent prise sur elles. Tel est le rôle de l'art par rapport aux religions; c'est un lierre qui monte sur les vieux monuments, les pare d'une verdure luxuriante et achève de les ruiner. Aucune main, pas même celle du prêtre, ne peut espérer de le plier à ses fins et de s'en faire un instrument. L'artiste, bien qu'il s'en soucie médiocrement, peut à la rigueur être changé en pédagogue; l'art, en devenant prêcheur, cesse d'être l'art et

devient une industrie. Sa nature intime est de ne pas reconnaître de loi, il n'a en dehors de lui ni but ni fin. Il n'en résulte pas que l'art n'ait pour l'individu et la race d'immenses conséquences, tantôt bonnes tantôt mauvaises; mais l'œuvre d'art véritable n'est jamais produite en vue de ces conséquences. Tout son but est de manifester au dehors la disposition d'esprit qui l'inspire. Il est spontané.

Ce qui empêche que cette vérité ne frappe tous les yeux comme elle devrait le faire, c'est que chez nous tout art, poésie, musique, statuaire, peinture, architecture, danse ou même toilette et parure personnelle, demande un long apprentissage, beaucoup plus de savoir-faire que d'élan spontané. Nous avons des écoles des beaux-arts; le métier et les connaissances techniques usurpent une telle importance que la verve et le génie naturels s'en trouvent offusqués, comme dans certaines sociétés la délicatesse est obligée de céder le pas à une étiquette méticuleuse. Mais ce qui fait l'essence de l'art et son prix, c'est précisément, c'est uniquement la partie qui ne s'apprend pas.

Reportons-nous à ses origines. La fleur éclate sur la branche, le chant dans le gosier de l'oiseau, l'agneau bondit et les enfants dansent au printemps. Demandera-t-on quel but, quelle intention se cache sous ces actions? La question n'a pas même de sens. Il s'agit évidemment de dépenser un trop plein de vigueur et de sève. Par un bel après-midi d'automne le jeune poulain qui entend pour la première fois une musique lointaine à travers l'air paisible dresse l'oreille, se lève et commence à tourner en cercle avec toute la vitesse dont il est capable. Le jeune chat jouant avec une pelote mime le drame qu'il jouera bientôt réellement avec sa proie. Tel oiseau d'Amérique emploie le loisir que lui laisse l'amour et le soin de sa nourriture à choisir des cailloux brillants pour en orner le devant de son nid. Quelle utilité pourrait-on

trouver à ces diverses actions ou aux actions analogues dont l'enfant est coutumier ? Aucune.

Telle est cependant l'origine de l'art. S'il n'acquiert tout son développement que chez l'homme en pleine jouissance de toutes ses facultés, sa racine plonge beaucoup plus avant, jusque dans l'inconscience de l'animalité. L'homme chante plus savamment que le rossignol, il exprime surtout un monde de sentiments infiniment plus variés et plus complexes. Mais là n'est pas la question : ce qui donne à l'un et à l'autre l'idée de chanter, le ressort intime qui les pousse est un fonds identique et un état identique de ce fonds. L'homme exécute des danses et joue des drames plus compliqués que l'animal ; mais l'impulsion primordiale est la même, et son essence paraît d'autant mieux chez l'animal qu'elle n'y est altérée par aucun mélange de réflexion.

Examinons à ce point de vue les phases de l'évolution individuelle, les mêmes dans l'homme et l'animal, dans la faune et dans la flore. Tandis que dans l'âge mûr les ressources de l'organisme se bornent à peu près à faire face à ses besoins et que plus tard elles sont toujours de plus en plus en déficit, pendant la période de croissance il est de règle qu'elles soient en excédent. Cet excédent est surtout considérable au moment où prend fin la croissance. Il semble alors que la puissance aveugle qui a poussé le sujet à acquérir la plénitude de son développement se trouve à l'étroit dans les limites de la vie individuelle et qu'elle n'aspire plus qu'à déborder au delà. De cette exubérance de vie qui ne se contient plus et se prodigue au dehors, naissent spontanément, au sein d'une joie intime et profonde, deux manifestations jumelles, l'amour et l'art. C'est pour cela que tout ce qui vit, depuis l'herbe jusqu'à l'homme, acquiert son maximum de beauté vers le moment où il se dédouble et s'immole à la conservation de sa race.

Pour la plante, il n'y a pas d'art à fleurir, pour l'homme ou pour l'animal, il n'y a pas non plus d'art à posséder la beauté physique. Mais dans l'humanité il y a tout un monde de beautés intellectuelles et morales ensevelies dans le crépuscule de l'âme et que l'art seul peut traduire au dehors. L'intelligence ne perçoit l'intelligible que quand il apparaît sous une forme sensible et matérielle. Les différents arts sont autant de langues dont l'homme se sert pour exprimer sa valeur intime pour produire au dehors la délicatesse, la puissance ou la complexité de ses sentiments, mille et mille nuances fuyantes et innomées que le langage abstrait serait dans l'impossibilité de faire comprendre. Sans doute chacune de ces langues correspond spécialement à quelque chose de particulier; la poésie par exemple n'égalera jamais la peinture pour exprimer la beauté physique; mais cette différence à laquelle nous ne pouvons nous arrêter ici n'est rien. Toutes les branches de l'esthétique ont cela de commun qu'elles sont le résultat spontané d'un besoin d'expansion et qu'elles ne sont jamais un moyen.

Non que la formule l'art pour l'art mérite d'être acceptée sans réserve; elle prête trop à être commentée par la formule, le vers pour le vers, la forme pour la forme, la phrase pour la phrase, ou parler pour ne rien dire. Il n'en est pas moins exact que l'art, toutes les fois qu'il est grand et vrai, si on le considère abstraction faite de ce qui confine au métier et à l'industrie, est essentiellement désintéressé. Toutes lès fois qu'une grande inspiration a fait vibrer l'homme, il cherche à la traduire au dehors. Comme la douleur arrache un cri, l'émotion esthétique entraîne spontanément une manifestation plus ou moins adéquate à sa nature. D'ailleurs, lorsque l'éclair de la pensée jaillit, le tressaillement de joie qui l'accompagne est plus que suffisant pour déterminer l'homme à produire. Les motifs extérieurs tels que l'intérêt sont super-

flus. La plus exquise récompense du poète sera toujours la poésie, et celle du penseur, la pensée. On sait que les ouvrages en vers rapportent très peu à leurs auteurs; mais on l'a dit avec raison : quand même ils ne leur rapporteraient rien, ils les composeraient néanmoins.

Quand le poète a « réduit au verbe » des sentiments exquis, nobles ou ravissants, le public les sent s'éveiller en lui à la lecture, ce qui témoigne qu'il les avait lui-même bien qu'à l'état de sommeil et d'inconscience. Le triomphe du poète est de les avoir eus d'une manière si claire et si intense que la formule en a fleuri chez lui. Ainsi du sculpteur et du peintre pour les genres de beauté que leurs arts respectifs ont le don de traduire; ainsi de toutes les branches de l'esthétique jusque aux plus humbles. Telle femme, qui n'est pas seulement coquette, mais vraiment élégante, soignerait encore sa mise quand elle serait seule au monde, comme le forestier chante seul dans une forêt où personne ne peut l'entendre. Tel qui jamais n'oserait danser en public, saute de joie dans sa chambre, excité par quelque succès; et tel autre, entraîné par sa verve, parle quand même, bien que sa verve, loin de le servir, doive lui être nuisible. L'art en un mot n'a d'autre fin que d'exprimer les émotions de l'âme, c'est-à-dire qu'il a toujours son but en lui-même. De ce caractère résulte sa noblesse. Si, dans le plan de la nature, il est un moyen de perfectionnement pour la race; au point de vue de l'individu, il n'a rien au-dessus de lui, il est un résultat final.

Mais de ce que l'art n'a point et ne peut avoir de but, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait point d'effets. Il en a au contraire d'une importance capitale pour l'évolution de l'humanité. Il suffit d'énoncer les principaux.

D'abord il fournit une mine inépuisable de pièces et de documents pour l'histoire de l'esprit humain. Ensuite il augmente sans cesse le champ de la connaissance et fait des

conquêtes continues sur l'inconscient en formulant cette multitude de sentiments indécis qui s'agitent dans le demi-jour de l'imagination. Puis il augmente dans l'humanité les qualités qu'il exprime : car c'est une loi que toute qualité s'accroît en se manifestant et qu'elle s'atrophie au contraire quand sa manifestation est obstinément refoulée. Le poète développe chez lui les beaux sentiments qu'il exprime, il les développe encore autour de lui en les communiquant à ceux qui le lisent, et, d'une manière indirecte, dans le milieu même où vivent ceux-ci. Par là l'art produit un effet encore plus important, c'est de développer, dans chaque fraction de l'humanité, prise en un temps donné de son histoire, un idéal national qui devient plus ou moins obligatoire grâce à l'empire souvent très tyrannique qu'usurpent les modes esthétiques. Toute œuvre d'art flatte l'homme doublement ; elle lui révèle des goûts qu'il ne se connaissait pas et les satisfait en même temps qu'elle les excite. Aussi l'admiration est-elle particulièrement vive, les applaudissements retentissants, quand, au début d'une civilisation et l'imagination encore neuve, un peuple se trouve en présence d'une riche floraison d'œuvres qui, dans les différents arts, présentent un ensemble de caractères analogues entre eux et en harmonie avec son sens intime. Il prend l'habitude de tout juger d'après ces chefs-d'œuvre, déclare de bon goût ce qui s'en rapproche, et condamne tout ce qui s'en éloigne. A l'avenir, au lieu de juger, comme la première fois, d'après la satisfaction qu'il éprouve, il jugera d'après la conformité au modèle qu'il s'est choisi. Chaque grande civilisation possède ainsi un siècle classique dont elle s'est fait un idéal ; chaque pays possède une ville, et dans cette ville une élite dont l'imitation en tous genres s'impose bon gré, mal gré au reste de la nation. Partout s'établit ainsi une manière de sentir, de vivre et d'agir qui est réputée de bon goût à l'exclusion de tout autre, et il

y aurait souvent moins de risques à braver le pouvoir politique que le despotisme occulte de ceux qui sont les arbitres de ce goût. Même dans les branches inférieures de la culture esthétique où il devient très variable, il n'en est pas moins très impérieux durant les quelques mois où il règne. « Les lois que les modistes ou le demi-monde de Paris imposent à nos dames anglaises, dit Bagehot[1], sont en grande partie, je le suppose du moins, dues au hasard; mais à peine ont-elles été décrétées, que tout le monde s'y soumet, celles à qui elles ne conviennent pas comme celles à qui elles conviennent. Le penchant à l'imitation produit aussitôt l'uniformité, et « cette chose horrible que nous portions l'an passé » disparaît complètement de l'horizon. Une mode littéraire se répand de la même façon : une fois lancée, elle se propage comme une mode dans l'habillement. Quelque type attire pour ainsi dire l'œil de la nation ou d'une partie de la nation ; et elle l'imite, comme on voit les domestiques prendre les allures de leurs maîtres. »

Cette domination despotique d'un idéal reçu sur toutes nos actions n'est pas un fait particulier à notre civilisation; il est au contraire universel. Il semble même que les peuples de l'Europe occidentale soient, après les Américains, ceux qui attachent le moins d'importance aux menus détails de ce qu'on pourrait appeler l'esthétique usuelle. Les rites ou questions d'étiquette jouent, paraît-il, en Chine un rôle incroyable dans toutes les circonstances de la vie. Dans tout le monde musulman, on attribue aux manières une importance beaucoup plus grande que chez nous, c'est là-dessus que se mesure la considération, les moindres mouvements doivent être étudiés. Les Orientaux donnent à leur attitude, à leurs gestes, à leur démarche, à leurs vêtements, à leurs armes, à

1. Bagehot, *Lois scientifiques du développement des nations.*

leurs chevaux et, dans la conversation, à chacune de leurs paroles une attention dont l'impatience nous rendrait incapables. Aussi tous les observateurs conviennent-ils qu'ils nous surpassent infiniment en élégance sous tous ces rapports.

Un voyageur vantait, dit-on, à un ministre du sultan la supériorité écrasante des Européens, et le Turc écoutait en souriant. « Oui, mais voilà! répondit-il enfin, nous sommes plus grands seigneurs que vous autres. » Il semble que ces peuples, chez qui la religion a proscrit les beaux-arts, soient amenés par là à concentrer tous leurs efforts sur ces détails. Par tout pays, ces branches inférieures de la culture esthétique sont d'autant plus développées que les branches supérieures, c'est-à-dire celles que nous nommons proprement l'art, le sont moins. Les arts et la poésie traduisent surtout l'homme moral et donnent du ressort à l'initiative individuelle pour réagir contre l'étouffement de la délicatesse naturelle produit par les rites, l'étiquette et les modes.

Toutefois, bien qu'elles soient moindres chez nous, les préoccupations de cette dernière sorte y tiennent encore dans la vie sociale une place énorme. D'après une remarque souvent reproduite, « la plupart des hommes aimeraient mieux être convaincus de perversité que de gaucherie ». Ce qui est certain et ce dont notre littérature nous fournit d'abondantes preuves, c'est qu'il existe des remords pour des péchés contre l'esthétique usuelle qui sont pour le moins aussi cruels et aussi persistants que s'il s'agissait de fautes graves contre la morale. Les *Confessions* de J.-J. Rousseau témoignent qu'il en fut torturé, et le journal de lord Byron montre que, malgré son éducation aristocratique et le dandysme impeccable dont il faisait profession, des maladresses lui échappaient et lui laissaient au cœur de cuisants souvenirs.

Nous avons assez expliqué comment l'égalité des hommes,

posée en principe par la démocratie et avidement adoptée par toutes les classes de la société, leur rend intolérable toute inégalité en fait, la leur fait ressentir à la fois comme injuste et injurieuse et les pousse à tout faire pour monter au rang supérieur où ils n'en souffriront plus. Ici l'inégalité paraît encore plus insupportable que partout ailleurs. La culture esthétique en effet est plus adhérente à l'homme que le pouvoir, la fortune ou le savoir lui-même; elle fait partie intégrante de la personne et n'en peut jamais être abstraite. Ensuite, comme elle s'étend à toutes nos actions et manières d'être, elle multiplie les points sensibles et rend la surface vulnérable égale à celle de l'homme tout entier.

D'ailleurs, la contradiction que nous avons reconnue, dans les deux sphères du savoir et du pouvoir, entre l'égalité démocratique et les traditions de la culture monarchique, se retrouve dans la sphère de l'esthétique, avec cette particularité qu'elle engendre encore plus de douleurs et de tristesses, plus de froissements et d'humiliations. Les diverses classes sont chassées de leurs manières d'être originaires et attirées vers celles qui passent pour plus relevées. De ce violent et universel désir de s'élever résulte, comme toujours, une cause proportionnelle d'affaiblissement pour la natalité.

Ici, malheureusement, cet inconvénient n'est pas même atténué par une augmentation de qualité. La perte sur le nombre n'est pas compensée par un accroissement de la valeur des individus : car la direction esthétique imprimée à l'humanité par les traditions de la monarchie est fausse. Nous verrons par la suite qu'elle se ramène à deux hérésies d'une portée incalculable : l'unité d'idéal et le luxe, qui permettant la culture seulement à un très petit nombre de privilégiés, la rendent inabordable à la masse de la nation et perpétuent ainsi une inégalité également désastreuse en démocratie pour le nombre, la valeur et le bonheur des citoyens.

CHAPITRE XV

CONTRADICTION ESTHÉTIQUE, LUXE ET DÉMOCRATIE

Destination sociale de l'art : embellir la personne humaine, — embellir ses accessoires. — L'esthétique démocratique cultive l'homme même. — L'esthétique monarchique s'attache surtout aux accessoires. — Double exemple. — En quoi la culture personnelle est démocratique. — Seule elle permet l'égalité de culture. — L'esthétique monarchique est anti-égalitaire. — Elle est nécessaire au despotisme, à l'influence théocratique. — Le luxe public en démocratie. — Le luxe privé y est nuisible. — La culture monarchique funeste aux privilégiés. — Double exemple. — Vanité de la culture aristocratique. — Influence prépondérante des femmes sous le règne de l'esthétique monarchique. — Confusion des sexes. — Répression nécessaire. — Influence chez nous de l'idéal grec ; de l'idéal chrétien. — Triomphe de l'esthétique monarchique. — Contradiction avec nos tendances démocratiques.

Il y a une esthétique qui cadre avec la démocratie, une autre qui convient aux monarchies et aux aristocraties.

Toute la destination sociale de l'art tend à embellir soit la personne humaine, soit ses accessoires. Les innombrables aspects de l'homme moral et de l'homme physique, avec ses variations d'âge, de sexe et de race, sont idéalisés par la poésie, la musique, la peinture et la statuaire. La danse, la gymnastique et les autres exercices du corps tendent à sa culture particulière. Il faut ranger parmi les accessoires de la personne humaine, qu'embellissent des arts accessoires, les vêtements, parures et bijoux, les meubles, les palais, les jardins, les chevaux et les équipages.

Je désire montrer que l'esthétique démocratique s'attache

surtout à cultiver l'homme même, tandis que l'esthétique monarchique porte à peu près exclusivement ses préoccupations sur les accessoires; que, même dans ces accessoires, qu'il n'a garde de négliger, l'art démocratique s'attache surtout à la forme, tandis que l'art monarchique tient surtout à la matière; que le premier séduit par l'élégance et les proportions, au lieu que le second cherche à en imposer par la masse ou par l'énormité du travail. En un mot, l'un fait beau, il est l'art véritable, au lieu que l'autre a pour principal souci de faire riche.

Imaginez un vieux satrape asiatique surchargé d'étoffes précieuses, paré de couronnes et de pierreries, niché dans un trône somptueux au fond d'un énorme palais encombré de tapis et de tentures; il peut du reste être aussi hideux que possible, personne ne le verra, perdu qu'il est au milieu de ce luxe grimaçant qui l'étouffe. Cependant de l'autre côté de la mer, le jeune Sophocle, nu devant ses concitoyens en armes, chante le péan pour la victoire de Marathon. Voilà, présenté par l'histoire, le contraste de l'art monarchique et de l'art démocratique.

Il est dans la logique de la tendance démocratique de toujours exalter la personne humaine uniquement à raison de ses mérites propres, en faisant complètement abstraction de ses accessoires. La tendance aristocratique et monarchique s'attache surtout à ce qui est extérieur à l'homme : elle a égard à la naissance, au rang, à la fortune, à tout ce qui brille et qui éblouit.

Mais la culture personnelle est encore essentiellement démocratique, en ce sens surtout que la beauté tant physique que morale peut toujours être possédée au plus haut point par chaque individu sans que cela empêche un développement semblable de son voisin. Au contraire, l'art aristocratique ou monarchique a pour caractère essentiel d'être coûteux. Il est

fatalement réservé à un petit nombre de privilégiés. Enfin le plaisir causé par les productions de l'art pur est le même pour tous ceux qui le contemplent sans autre différence que celle qui provient de leur sensibilité. La grâce et la beauté une fois créées charment l'œil et l'imagination par leur seule présence, et l'enchantement peut se communiquer indéfiniment sans que la source en soit jamais ni tarie ni diminuée. Seule au monde, la vérité partage avec le beau ce divin privilège. C'est là ce qui rend possible que la culture esthétique comme la culture scientifique finisse par devenir universelle et qu'elle croisse en intensité par l'effet même de sa diffusion.

L'art monarchique au contraire, étroitement apparenté au luxe, tire tout son plaisir de la possession. Par là il est éminemment anti-égalitaire. La seule locution, luxe égal pour tous, serait absurde comme contradictoire, l'essence du luxe étant la rareté. Telle femme sent son cœur battre à la vue d'un gros rubis, qui le méprisera demain s'il se trouve que la chimie puisse fabriquer le pareil pour cinq francs.

Le luxe est avant tout une marque de puissance et de supériorité pécuniaire chez celui qui l'étale. Tel produit, semble-t-il dire, a nécessité le travail d'une centaine d'hommes et je m'en fais un hochet; ces perles ont coûté la vie de plusieurs de mes semblables, elles sont bonnes à faire un ornement d'un instant; cette vaisselle d'or immobilise un capital qui pourrait donner du travail et par conséquent du pain à un millier d'ouvriers, et je la tiens inutile sous clef. Par là j'établis suffisamment que je suis au-dessus des autres hommes, puisque je puis à mon gré me jouer de ce qui leur a tant coûté. Le luxe flatte l'instinct de domination, il tire sa joie de l'humiliation qu'il cause. Souvent il va plus loin : il mesure la puissance d'un homme à son pouvoir de mal

faire, de détruire en un instant une grande somme de travail et de capital. Il consiste toujours à abuser beaucoup plus qu'à jouir, à beaucoup consommer et à ne produire rien, à semer le mépris et à récolter l'envie la mieux méritée.

Ainsi, tandis que la grâce et l'élégance, les qualités personnelles développées par l'esthétique véritable font la vie agréable, la personne humaine aimable et rendent facile de la respecter, l'esthétique monarchique, qui confond le luxe avec l'art, aigrit tous les rapports et ne sème que des sentiments mauvais.

Il est vrai que le luxe compte sur l'éblouissement qu'il occasionne pour tenir en respect l'hostilité qu'il provoque, si bien qu'après avoir commencé par être une faute contre le goût il finit par être un calcul. Tout despotisme intellectuel, politique ou social, toute autorité qui se défie de ses titres et qui ne peut à toute réquisition faire voir sa raison d'être dans son utilité, suit toujours le conseil d'Alcibiade à Périclès : au lieu de s'efforcer de rendre de bons comptes, elle travaille à ce que personne n'ait seulement la hardiesse de lui en demander.

On a souvent remarqué que le pouvoir absolu aime à faire grand. Il faut qu'il éblouisse, qu'il frappe et qu'il étonne. D'instinct il sent sa faiblesse, il sait que si les sujets osent lever les yeux et le discuter, il est perdu ; et comme il ne supporte pas l'examen, tous ses efforts tendent à le rendre impossible. Son jeu est de préoccuper l'imagination au point de rendre l'intelligence inerte, d'entraver le discernement de la foule, d'intimider et de fasciner, d'écraser par le faste. Le prestidigitateur est mal placé au grand jour ; mais dans une demi-obscurité, avec des flambeaux qui éblouissent plus qu'ils n'éclairent, un fond scintillant de paillettes, un miroitement continu de dorures et de cristaux, il fait passer ce qu'il lui plaît. Plus on fixe, moins on voit. Le pompeux

étalage de l'art despotique et sacerdotal poursuit le même but par les mêmes moyens. Ainsi en est-il du luxe aristocratique à tous les degrés, ainsi du luxe bourgeois dans de moindres proportions. Il est de même famille quoique de taille plus petite, il diffère des autres comme le chat du tigre par les dimensions plutôt que par la forme ou le caractère.

Le pays par excellence des castes et du despotisme fut aussi celui où l'art luxueux et décoratif prit la plus monstrueuse extension. Les énormes masses architecturales, les statues colossales, pyramides, sphinx, obélisques et alignements, voilà le type du genre. L'Inde et la Chine, pays du despotisme, ont également donné tête baissée dans l'hérésie esthétique du luxe, les palais ouvragés, les somptuosités bizarres du mobilier.

D'un autre côté, les historiens ont souvent remarqué que les ordres monastiques étaient de grands bâtisseurs. On doit maintenant en voir la raison. C'est le meilleur moyen d'en imposer à la foule. Par là ils donnent une grande idée de la solidité de leur puissance. Quel esprit serait assez outrecuidant pour discuter une institution qui laisse voir de telles preuves de durée et de stabilité? S'il ne trouve pas lui-même son audace ridicule, assez d'autres le penseront et le lui feront sentir; la révolte de l'esprit d'examen sera écrasée, ce qui est l'essentiel.

Nous avons dit plus haut que l'art désagrège les religions et les dissout; mais cela n'est vrai que de l'art véritable. Le luxe, au contraire, les soutient et ne leur nuit jamais. L'art est l'émancipation de l'esprit, son activité spontanée écarte toutes les règles en souriant et se joue des doctrines. Le luxe, par contre, ne témoigne point de tendances nouvelles ; mais il contribue à les stupéfier chez les autres. Le faux art s'accorde au mieux avec le faux savoir.

Que le luxe emploie pour étonner l'esprit l'énormité des masses architecturales ou la multiplicité des détails, il a toujours pour caractère de demander plus d'argent que d'intelligence. Sans doute des trouvailles de génie comme le Parthénon, la cour des Lions ou la Sainte-Chapelle ne peuvent être exécutées qu'à grands frais; cependant le travail, la conception y surpassent la matière. Tous les temples grecs bâtis par l'administration romaine n'étaient au contraire que de somptueux décors, et les mille églises gothiques construites en France depuis soixante ans ne sont pas autre chose.

Encore est-il qu'il faut aux démocraties, comme aux autres formes de gouvernement, un luxe public qui corresponde à leur nature et flatte le légitime orgueil de la patrie. Mais entre les mains des particuliers, le luxe qui porte sur les accessoires mobiliers ou immobiliers de la personne humaine, fût-il même du meilleur goût, est un danger permanent. En contradiction flagrante avec la constitution sociale de la nation, non seulement il exclut jusqu'à la possibilité d'une culture égalitaire, mais il interdit toute culture à l'immense majorité des citoyens ou fait pis encore, il les pousse à une culture fausse, à une imitation maladroite de ce qui en soi est déjà mauvais. Il se trouve en somme à peu près également préjudiciable aux privilégiés qui en jouissent et aux déshérités qui en sont dépourvus.

La noblesse d'argent et la noblesse de naissance, la classe oisive et riche a toujours par tout pays pris à sa charge la direction esthétique des nations. C'est elle qui fait les modes, impose les usages et donne libre carrière à ses goûts. Il est même arrivé, pendant les siècles où les lettres et les arts ont été le plus abaissés, qu'ils en ont été réduits à subir le protectorat de la richesse et n'ont plus été considérés que comme une partie du luxe princier. Aujourd'hui ils ont depuis longtemps conquis leur indépendance. Le peintre, le poète,

le compositeur de musique ou le statuaire sont libres de n'écouter que les dictées de leur génie; la classe opulente n'a plus d'ordres à donner qu'aux arts de luxe. Son seul avantage consiste dans la facilité de se développer elle-même à son gré et d'écouter toutes les inspirations de sa fantaisie. Or, il ne semble pas que cette liberté précieuse profite beaucoup à sa beauté personnelle.

A ne parler que de la beauté physique, plus facile à constater, il serait impossible de soutenir qu'en aucun pays les gens du monde l'emportent beaucoup sur les autres classes de la société. On est surtout frappé de la vérité de cette observation quand, en voyage, on se trouve subitement soustrait par l'éloignement aux appréciations conventionnelles. Il serait à désirer que tous ceux que ce point de vue intéresse pussent, le même jour, visiter par exemple la manufacture de tabac de Séville et assister le soir au grand théâtre à quelque représentation extraordinaire. Le contraste est instructif. A l'atelier des plus jeunes ouvrières, sous un jour défavorable et dans le négligé obligatoire du travail et de la pauvreté, les carnations roses et saines, les chevelures abondantes, l'éclat du teint et des yeux noirs, reproduisent à des centaines d'exemplaires les deux types de vierge illustrés par Murillo. Pour trouver ses modèles, le peintre sévillan n'a eu qu'à regarder autour de lui : il les avait partout dans le peuple. Mais, le soir venu, cherchez aux premières loges; vous pouvez être assuré que vous ne l'y trouverez point. Comment! tout ce luxe et tout ce loisir, cette existence passée depuis tant de générations au milieu de l'abondance et de la liberté, en possession de tout ce qui peut fortifier le corps et l'esprit, contribuer au bel épanouissement de l'un et de l'autre, voilà donc les résultats auxquels ils aboutissent : des visages pointus, des joues creuses, des rictus contractés, une tête qui semble guindée sur deux tringles, des tissus amaigris ou

ramollis, un sang pauvre, une vie insuffisante? Même dans la fleur de la jeunesse, la fibre est aigrie et tendue, la vibration nerveuse a dévoré la pulpe charnue.

Pourtant cette classe appartient à la même race que le peuple, et participe comme lui de cette nature andalouse, toujours si puissante et si pleine de sève, qu'il s'agisse du sol ou des plantes, des animaux ou des hommes. Comment donc a-t-elle gouverné son développement? D'une pitoyable manière sans doute : car après avoir fait ce qu'elle a voulu, grandi dans le sens qu'il lui a plu, disposé pour cela d'une partie des fruits du travail populaire, c'est elle qui est laide, et c'est le peuple qui est beau. Et cette aristocratie ressemble à toutes les autres : la flamme des fièvres secrètes a consumé la vie.

Cela fait le procès de la culture aristocratique. Une telle comparaison, pour quiconque a pu la faire de ses yeux, est un jugement sans appel. Les philosophes qui ont essayé de légitimer l'aristocratie en s'appuyant sur la sélection naturelle, parlaient à la légère et avaient bien mal observé. Il s'en faut que les familles opulentes s'améliorent à chaque génération. Le plus souvent elles dégénèrent par l'effet d'une mauvaise culture esthétique et de l'abus des plaisirs; elles s'atrophient et finissent par s'éteindre. Si les exceptions semblent nombreuses, c'est que les faits qui constituent la règle ne peuvent frapper la vue.

Quand règne une saine tendance esthétique, ce sont les hommes qui en ont la direction : seuls, ou à peu près, ils sont peintres, musiciens, poètes, architectes ou sculpteurs, et le reflet de leurs inspirations se projette jusque sur les arts accessoires, qu'ils traitent volontiers avec quelque dédain. Les licences que l'artiste prend souvent envers la mode dans son habillement et sa tenue sont un effet de cette appréciation instinctive et contrastent avec le respect timoré que lui accorde

l'homme du monde. Mais quand, au contraire, l'empire passe à la fausse esthétique, au culte des accessoires et, dans ces accessoires même, à la richesse au lieu du goût, ce sont les femmes qui prennent la direction du mouvement, et à leur coté les hommes les plus frivoles et les plus efféminés.

Alors, pour peu que le mal fasse encore quelques progrès, se produit un singulier phénomène: chaque sexe fait consister la suprême distinction à prendre les allures de l'autre. La femme prend l'air cavalier, copie le langage brutal de l'homme, imite sa coiffure, sa chaussure, ses gestes et tout ce qu'elle peut imiter. L'homme, par contre, s'efféminé et se livre aux recherches de la mode, aux somptuosités extravagantes porte des étoffes transparentes, des bijoux et des perles, grasseye et met des odeurs. Deux fois dans l'histoire on a vu cette confusion des sexes sous l'influence de l'esthétique aristocratique atteindre un degré particulièrement scandaleux : à Rome, au siècle de Messaline, et à la cour de France, au siècle d'Isabeau de Bavière.

C'est le signe manifeste que dans les hautes classes la vie humaine est sans but, ne sait que faire de son temps et de ses forces, de l'énorme quantité de richesse et de pouvoir social dont elle dispose. Alors elle se dénature au lieu de se perfectionner, se jette dans la folie, se gaspille, elle et les ressources qu'elle n'est pas assez intelligente pour employer à augmenter sa valeur. Par là aussi elle indique au législateur le devoir de réprimer ces branches gourmandes qui attirent à elles toute la sève de la nation et font de leurs profusions puériles une insulte à l'indigence de leurs semblables.

Contrairement à l'esthétique monarchique ou aristocratique, l'esthétique démocratique vise au développement en valeur de tous les hommes. Dans les républiques grecques, car c'est toujours là qu'il faut se reporter lorsque l'on parle de démocratie, un instinct très juste avait fait de la culture du

corps le point de départ de toute la culture individuelle. Les qualités physiques sont en effet la base de toutes les autres, car toutes demandent de l'effort, et la force des nerfs est le combustible indispensable sans lequel la tension intellectuelle ou morale est impossible ou mal soutenue.

Profondément naturels et sensés, dans la jeunesse de leurs républiques, les Grecs n'avaient eu garde de mépriser, comme on le fit plus tard, des avantages aussi réels et palpables que la beauté, la force, l'agilité et la santé. Toutes leurs habitudes privées, la gymnastique, l'exercice, la vie au grand air, tendaient à les entretenir; toutes leurs coutumes publiques, les jeux, les courses à pied et les luttes des athlètes, les statues des sculpteurs, concouraient à augmenter l'estime que l'on en faisait. Leur médecine posait en principe, ce que nul sophiste n'eût pour lors osé révoquer en doute, un esprit sain dans un corps sain, l'équilibre de toutes les fonctions, la vigueur de tous les organes, en un mot, le glorieux secret de l'hellénisme, l'idéal de libre développement.

Sans refaire un tableau mille fois fait, il suffit de rappeler que la petitesse des cités grecques permettait une intensité de culture dont rien au monde n'a plus approché depuis. A Athènes, c'était tout le peuple, y compris les plus pauvres, qui participait à la même éducation, faisait son ordinaire d'orateurs comme Démosthène, de poètes comme les grands tragiques et comme Aristophane, de la fréquentation assidue de tous les chefs-d'œuvre de la peinture, de l'architecture et de la plastique. Une fécondité inouïe en génies de toute sorte créait une atmosphère incomparable pour l'éclosion et le libre épanouissement de tous les talents, de toutes les grâces et de toutes les délicatesses.

Platon introduisit cette opinion, empruntée sans doute au monachisme oriental et généralisée depuis par le christianisme, qu'il faut se défier de la vigueur physique comme

d'un obtacle à la vigueur de l'âme. Vers le commencement de notre ère, toute une littérature, toute une philosophie, toute une morale s'édifièrent sur cette idée fausse. Sous prétexte de dompter la chair, de réprimer la grossièreté des appétits sensuels, on en vint, comme Grégoire de Nazianze, à incriminer la santé comme chose brutale, à vanter les abstinences les moins ménagées comme des marques de grandeur morale et des titres à la faveur divine. Qu'il s'agisse des rishis indous, de Siméon Stylite ou d'Origène, de Plotin ou de François d'Assise, pour tous, la destruction de la santé est la voie qui mène à l'extase et par l'extase au plus haut degré de la beauté morale, à la science universelle, en un mot, à la vision de l'absolu.

Le malheur est que la fièvre, qu'elle provienne de l'anémie ou de toute autre cause, n'a jamais mis une idée nouvelle dans le cerveau d'un homme. Elle augmente la violence et l'incohérence des images; mais c'est au détriment du bon sens. Aussi peut-on dire de toute l'activité des ascètes qu'elle a produit en morale beaucoup moins de bien que d'extravagances, qu'au point de vue intellectuel, elle a été radicalement nulle pour l'avancement et la propagation des connaissances humaines, et que, totalement rétrograde au point de vue esthétique, elle a lutté de toutes ses forces pour inspirer à notre espèce le culte de la laideur.

Il ne faut pas calomnier notre temps en l'assimilant soit aux sombres époques qui ont maudit la beauté, soit à celles qui ont offert le type de la corruption monarchique, et il ne faut pas davantage le vanter pour sa ressemblance avec les siècles où triompha la démocratie hellénique. Ce qui est certain, c'est que notre esthétique actuelle participe de ces trois sources historiques et que nous subissons continuellement l'influence de la triple tradition du passé.

L'idéal chrétien a conservé dans le domaine de l'éducation

une influence déguisée, mais réelle. Les nécessités de la spécialisation, qui s'imposent pour le travail intellectuel comme pour le travail manuel, ont contribué à prolonger son action jusqu'aujourd'hui et la prolongeront sans doute longtemps encore. C'est ainsi que depuis six ans jusqu'à dix-huit ou dix-neuf, toute la partie la plus favorisée de la jeunesse française passe, assise et courbée sur un travail sans attrait, un nombre d'heures variant chaque jour de neuf à douze. Jugez ce que perd l'individu, combien de facultés s'atrophient, combien d'autres sont laissées incultes, et surtout ce que perd la race à ce régime prolongé pendant une longue suite de générations. Quoi d'étonnant si la classe riche ou aisée, surmenée par le travail intellectuel, n'est pas, sous le rapport de la beauté ou de la vigueur, en état de faire envie à la classe pauvre, surmenée par le travail physique? Aux uns il ne manque guère moins qu'aux autres, et ce qui manque, élégance ou vigueur, est en tous cas énorme.

En dehors des établissements d'instruction, l'influence nuisible de l'ascétisme oriental a pris fin. L'idéal qui entraîne la nation depuis le haut jusqu'en bas, qui séduit chacun de proche en proche jusqu'au fond des campagnes et jusqu'aux dernières couches sociales, nous l'avons dit, c'est l'idéal esthétique légué par la monarchie, fait de luxe et d'élégance mièvre, épicurien et teinté de dilettantisme, avec une tendance marquée, dans tous les milieux où le bon goût et l'influence des arts s'amoindrissent, à n'apprécier que le luxe seul.

Sans doute, Paris est un admirable foyer de lumière et de chaleur. Mais tout ce qui pourrait développer la sensibilité esthétique fait absolument défaut à la population des campagnes et des petites villes, c'est-à-dire à l'immense majorité de la nation. Les grandes villes ont seules des musées et des théâtres dignes de ce nom, bien que la spontanéité et la fé-

condité esthétique y fassent défaut. Enfin, pour l'élite même qui fait parade de son culte pour les arts, l'admiration des chefs-d'œuvre est fort souvent une attitude qui se prend et se quitte à la porte du musée et qui n'exerce aucune influence sur la vie courante.

Sans doute aussi nous avons fait, depuis un siècle, de sérieux progrès dans le sens de la simplicité démocratique. Au lieu des gilets de soie multicolores, des habits brodés et des bijoux portés par les petits marquis du XVIII[e] siècle, l'habit noir est devenu, depuis le président de la République jusqu'aux frontières de la classe laborieuse, l'uniforme de cérémonie adopté par toute la France. Mais, d'un autre côté, on peut signaler depuis trente ans, sous l'influence de l'empire, une recrudescence de luxe monarchique dans l'habillement féminin, les habitations et les ameublements. Sous ce rapport nos tendances sont loin d'être démocratiques. Les industries de luxe se développent de plus en plus, et ce sont précisément les ouvriers de Paris qui vivent de ces professions consacrées à satisfaire les passions aristocratiques.

Nous nous trouvons donc encore une fois en présence d'une contradiction complète entre nos tendances démocratiques indestructibles et l'esthétique universellement régnante qui est tout imprégnée de l'esprit monarchique. Il nous reste à examiner cette contradiction sous une autre face avant de rechercher son effet sur l'intensité de l'attraction capillaire et, par suite, sur la diminution de la natalité.

CHAPITRE XVI

L'UNITÉ D'IDÉAL ET LE DÉSIR DE S'ÉLEVER

Art et mode. — L'unité d'idéal et l'intolérance esthétique. — Convergence universelle vers un même idéal. — Destruction des modes locales et des patois. — Critique de l'unité d'idéal dans l'art. — Elle est destructive de l'art et de la compréhension esthétique. — Pluralité de types dans la nature. — Pluralité de l'idéal dans l'art. — Triomphe de cette doctrine. — Persistance de l'unité d'idéal dans l'esthétique usuelle. — Virtualité esthétique du peuple. — Renouvellement de l'idéal par les révolutions politiques. — L'unité d'idéal engendre une stérilité esthétique relative. — Fécondité des petits États. — Gaieté du XVIII[e] siècle ; tristesse du nôtre. — La danse et l'alcool. — Cause. — Inégalité de culture entre citoyens. — Plus grande au Nord. — Pourquoi ? — L'égalité de culture est impossible avec l'unité d'idéal. — Seul effet de l'unité d'idéal : engendre un violent désir de s'élever. — Ses effets sur l'aristocratie, sur les classes moyennes. — Le prolétaire échappe à la capillarité sociale et reste fécond.

Notre long passé monarchique a laissé une autre trace dans notre esthétique : la centralisation, l'unité d'idéal.

Placez d'un côté l'Apollon du Belvédère et la Vénus de Milo, de l'autre une affiche de tailleur ou de couturière, et faites un plébiscite pour savoir où est la beauté. Naturellement, l'artiste, le critique, le dilettante n'hésiteront pas un instant. Mais vous pouvez être certain que le goût spontané du public hésitera encore bien moins. Une seule chose retiendra les plus instruits : la crainte de faire échec à des principes partout enseignés et reçus. Ceux-ci auront deux esthétiques, l'une purement théorique, l'autre pratique, conforme à leur goût naturel, qui réglera leurs appréciations

sur tous les détails et tous les usages de la vie. Le reste ne prendra pas même cette peine : il ira à la gravure de mode comme à l'idéal incontestable de l'humanité, apte qu'il est à saisir sans effort les nuances fugitives, l'importance des changements presque imperceptibles opérés depuis l'année précédente.

De toutes les façons qui existent d'être un homme et même un homme de valeur, l'idéalisme mondain n'en admet jamais qu'une pour chaque époque. Du haut jusqu'en bas de la société, de Paris jusqu'au dernier hameau, homme, femme ou enfant, — femme surtout, — quiconque sent et pense aura le même sentiment : on est d'autant plus parfait qu'on se rapproche davantage de l'idéal momentané de la nation. Le développement humain est toujours conçu comme ne s'effectuant que sur une seule ligne. Tous se dirigent vers un seul et même phare. Si quelqu'un s'écarte de la route, il est incriminé de désertion, de lèse-majesté contre le bon genre, de sacrilège contre le bon goût, et, chose très remarquable, l'anathème lui est jeté d'en bas aussi bien que d'en haut ; car le pauvre pas plus que le riche n'est disposé à souffrir l'hérésie en pareille matière ; son intolérance en fait d'esthétique usuelle est absolue. Il ne peut, quant à lui, suivre les modes régnantes ; mais il ne dispense pas de le faire celui qui possède assez de fortune pour cela. Son respect est à ce prix.

Ce n'est pas seulement la France, ce sont l'Europe entière et l'Amérique qui convergent vers l'unité d'idéal en fait de vêtement, de parure, d'ameublement, de tout ce qui est esthétique usuelle. Un Russe ou un Espagnol de la haute société ressemble beaucoup à un Français ou à un Anglais du même monde. Il s'habille, se gante, se chausse, se présente et salue de même. S'ils pouvaient, ils auraient tous le même fournisseur pour être plus semblables et être bien sûrs qu'au-

cune différence ne peut leur être comptée pour une faute de goût ni donner prise au ridicule. « Cette horrible peur du ridicule », si bien signalée par Stendhal comme caractère dominant des classes élevées est un *compelle intrare* qui pousse toute l'Europe à adopter le même uniforme.

Au contraire, le gentleman de chaque pays diffère infiniment de ses compatriotes des classes moyenne ou inférieure, et, d'un pays à l'autre, ceux-ci diffèrent infiniment entre eux par tous les caractères de leur costume, de leur politesse et de leurs plaisirs.

Mais comme, dans chaque pays, l'inférieur tend toujours à copier celui qui est au-dessus de lui, il s'ensuit que, des points de départ les plus divers et les plus multiples, tout les hommes de civilisation occidentale sont en marche vers un seul et même idéal, la gravure de modes.

L'attraction capillaire dans la sphère esthétique est donc un fait universel, et tôt ou tard il aura partout l'effet qu'il a dès à présent en France. Mais si chez nous seulement le phénomène est assez intense pour entraver la natalité, cela tient à des causes historiques, à celles-là même qui ont fait et de plus en plus font de nous une démocratie.

Le mouvement d'unification progressive qui a formé la France, qui a fait un seul État d'un informe agrégat de fiefs, qui a constitué la langue académique aux dépens de tant de patois locaux, se poursuit maintenant en esthétique. Les modes provinciales sont en quelque sorte les patois de l'esthétique usuelle. Ainsi qu'eux, elles ont pour elles l'ancienneté, la stabilité et sont condamnées à disparaître.

La France, l'humanité, atteindront-elles l'unification définitive. L'avenir verra-t-il régner une science universelle, une république et une langue universelles, une esthétique universelle ? Sur le premier point, il n'y a point de doute ; sur le second et le troisième on peut hésiter, bien qu'ils

paraissent réalisables dans un avenir lointain, quand la sociologie et la linguistique seront scientifiquement constituées ; mais, pour ce qui est de l'esthétique, ce résultat est aussi peu désirable qu'il est impossible.

L'esthétique est la branche la moins avancée de la philosophie et de l'histoire ; cependant on en sait assez pour affirmer qu'au moment même où l'unité d'idéal triomphe dans la pratique journalière, cette doctrine est définitivement condamnée dans le domaine de l'art et de la littérature. Là, en effet, il n'y a pas de lois, pas de nécessité ; l'art et la poésie sont la sphère de la liberté individuelle et de la subjectivité. Toute théorie qui parle de beau absolu déraisonne, comme si elle parlait d'un individu infini ; toute théorie qui veut introduire l'absolu dans l'esthétique est nuisible. Que la contrainte vienne du pouvoir légal ou de la force anonyme de l'opinion, elle est également stérilisante et mortelle pour la spontanéité.

La critique, telle qu'on la comprenait jadis, qui consistait à relever les défauts de conformité d'une œuvre d'art avec un idéal reçu, n'a plus cours. Son rôle consistera désormais à traduire en langue abstraite l'œuvre concrète de l'inspiration poétique ; son utilité sera d'étendre le champ de la conscience humaine en s'efforçant de retrouver et de préciser les sentiments vagues aperçus par l'imagination. Ainsi comprise, la critique demeure chargée d'une tâche aussi philosophique qu'elle est utile. Mais elle dépouille ses outrecuidantes prétentions à formuler des règles et à prescrire des modèles, en un mot, à être une science de l'art.

Il n'y a pas de science de l'individuel, dit Aristote, et c'est pour cette raison qu'une science de l'art est impossible. A moins qu'un homme, un siècle, une nation n'ait aucun génie, le génie qu'il a est toujours un génie particulier. S'il veut se contraindre à produire selon des règles qui lui soient

contraires, il devient stérile et ennuyeux. Si, au contraire, il se prend lui-même pour règle et pour mesure de la perfection, il peut donner l'essor à ses facultés; mais il se condamne à ne rien comprendre en dehors de soi-même. Le XVIII[e] siècle, « qui s'éleva si léger sur les ailes de la pensée individuelle », en fournit un exemple. Rien de plus aimable quand il n'écoute que son génie; rien de plus sec quand il imite le XVII[e] siècle. Que l'on songe aux tragédies de Voltaire et de Laharpe.

Ce qui juge sans appel le dogme classique de l'unité d'idéal, c'est l'impossibilité de réunir en une seule personne vivante toutes les perfections physiques, morales et intellectuelles dispersées dans l'humanité. Le même individu ne peut réunir en lui tous les dons, l'adresse aux exercices du corps et une vaste érudition, le génie poétique avec celui des mathématiques et de la sculpture, les muscles de l'Hercule Farnèse et la grâce de l'Antinoüs. Entre des genres de beauté qui s'excluent réciproquement, l'artiste est bien forcé d'opter.

Il serait assurément superflu d'écrire des vérités aussi évidentes si leurs conséquences, également intéressantes pour la sociologie et pour la critique, n'étaient journellement méconnues. La plus importante c'est qu'il ne faut pas vouloir couler tous les hommes dans le même moule, comme tendait à le faire la tradition classique. Il y a une beauté de l'homme du monde, de l'artiste, du savant, du forgeron, de la trayeuse et du faucheur. Il n'est pas une classe, pas une profession qui ne soit susceptible d'idéaliser, jusqu'à le rendre imposant ou aimable, séduisant ou terrible, quelque caractère de la nature humaine; mais nul être ne peut les réunir tous. Un sujet quel qu'il soit, en réalisant à un haut degré un genre quelconque de beauté, s'éloigne par cela seul de plus en plus de plusieurs autres genres de beauté que son espèce comporte tout aussi bien.

Notre siècle si compréhensif, qui a retrouvé une poésie dans nos haies et nos champs cultivés, l'âme chantante de la nature sous l'apparence de la vulgarité la plus terne, est sans doute tout préparé à reconnaître qu'un sujet possédant à un degré éminent une qualité quelconque n'est jamais méprisable au point de vue poétique. Le temps est passé où la critique réputait indigne du théâtre tout personnage qui n'était ni roi, ni prince ou princesse. En haut, la cause est gagnée. Au contraire, dans tout ce qui touche à l'esthétique usuelle, les préjugés de l'époque monarchique subsistent encore d'une manière inconsciente, mais complète. Ils ont cependant un résultat absolument fou, c'est de conclure à ce que les treize cents millions d'hommes qui sont sur la terre s'enferment, sous peine de ridicule, dans le cercle étroit de la haute culture parisienne.

La masse de l'humanité n'a cure de cette sanction ; mais la crainte en est très générale en France. Cette unité d'idéal, qui est l'un des traits constants de notre civilisation pendant les deux derniers siècles nous a rendus, en matière d'esthétique, exigeants, étroits et exclusifs. Le Français participant à la culture centrale raille cruellement, insulte et bafoue sans merci tout ce qui, dans les mœurs, les costumes ou l'ameublement des provinces éloignées, manque de conformité avec les usages les plus arbitraires adoptés à Paris. Il ne sait pas à quel point il blesse et se rend haïssable. C'est peut-être ce genre d'intolérance qui a le plus contribué à repousser hors de l'attraction de notre tourbillon ethnique des populations, comme les Bretons ou les Flamands, que leur situation géographique avait destinées à la subir.

Même restreinte comme elle l'est depuis cinquante ans par le triomphe de la révolution romantique, cette tyrannie malfaisante conserve dans tous les détails du développement de la nation une influence capitale. Une civilisation qui

n'aurait qu'un seul idéal et chez qui cet idéal unique serait le type si incomplet, si défectueux de l'homme du monde, serait bâtie sur une erreur colossale. Pareille conception ne pourrait être qu'une cause perpétuellement agissante de malaise et de stérilité, puisqu'elle aurait pour effet certain de pousser tous les citoyens à négliger au besoin toutes les vertus, toutes les forces, y compris le naturel, qui est la première des loyautés, pour concentrer leurs efforts sur l'imitation le plus souvent horriblement maladroite de qualités excellentes peut-être en elles-mêmes, mais qui par cela seul n'en sont que plus évidemment destinées à rester le privilège de quelques-uns.

Il y a toujours à l'état virtuel, dans le peuple comme dans l'enfant, beaucoup plus que la croissance ne parvient à développer. Les grandes révolutions qui ne sont pas seulement politiques, mais encore sociales et qui amènent au sommet les classes inférieures ou moyennes en sont la preuve. Elles ont habituellement pour effet de mettre en évidence une foule de qualités comprises dans le large fonds du génie national et qu'une conception esthétique trop étroite empêchait de se produire. Avec une société nouvelle apparaissent un art nouveau, une littérature nouvelle, toute une floraison de néologismes, d'idées et de systèmes auparavant inconnus. Ce sont des milliers de graines qui dormaient enterrées dans le sol d'un herbage et qui germent à l'envi sitôt qu'il a été mis en labour.

A la suite de la Révolution, l'épanouissement du romantisme, rompant brutalement avec la tradition du XVIIIe siècle, a mis de la sorte au jour un monde de pensées et de sentiments dont personne n'eût soupçonné l'existence dans le génie français. C'est un phénomène dont l'histoire a présenté de nombreux exemples. Chaque fois qu'une nouvelle couche sociale est amenée à la surface, les caractères qui lui étaient

propres et qu'elle n'avait pas osé montrer se manifestent dans l'art par la même raison qui les fait se manifester dans la politique ou la philosophie. Cette raison, c'est le développement systématique de la force interne qui imprime un caractère commun à tout ce qu'elle produit dans les sphères les plus diverses de l'activité humaine.

Mais la centralisation esthétique, liée dans nos grands États compacts à la centralisation générale, ne laisse jamais se produire à la même époque pour tout un grand pays qu'une seule manière d'être et de sentir. La plus puissante pour le moment ou celle qui se trouve la première exprimée avec éclat triomphe; toutes les autres avortent. Là réside l'explication de cette bizarrerie historique qui fait que les grands États centralisés sont à peine plus féconds en poètes et en artistes que les plus petits. Multiplier les centres de culture comme en Grèce ou dans l'Italie de la Renaissance, c'est multiplier les chances d'éclosion des germes, chaque nouveau coteau défriché et planté de vignes produisant un cru nouveau.

Puisque l'idéal n'est nullement infaillible, qu'il n'est ni éternel ni universel, il n'y a nul avantage pour un peuple à n'en avoir qu'un. Au contraire, la pluralité des écoles en fait d'art, la pluralité des modes et des usages en fait d'esthétique usuelle, présentent tout avantage : car chaque génie original a moins de chances d'être étouffé par le voisinage d'une forme prédominante et plus de chances d'arriver à produire sa fleur.

Qu'on parcoure la France : autant de provinces, autant de patois; autant de cantons et, d'autre part autant de modes, autant d'accents particuliers, traduisant autant de nuances diverses du génie français, c'est-à-dire autant de tendances esthétiques qui pourraient devenir fécondes si elles n'étaient opprimées par l'écrasante supériorité de la tendance centrale.

Plus d'une fois Michelet, à qui son étonnante sensibilité révélait toute chose, a touché cette idée. « Le paysan, dit-il[1], l'homme pauvre et seul, entouré de ces objets immenses, de ces énormes forces collectives qui l'entraînent sans qu'il les comprenne, se sent faible, humilié. Il n'a nullement l'orgueil qui rendit jadis si puissant le génie individuel. Si l'interprétation lui manque, il reste découragé devant cette grande société qui lui semble si forte, si sage et si savante. Tout ce qui vient du centre lumineux, il l'accepte, le préfère sans difficulté à ses propres conceptions. Devant cette sagesse, la petite muse populaire se contient ; elle n'ose souffler. La première impose à notre villageoise, la fait taire ou même lui fait chanter ses chants. »

Toute tendance dont la manifestation est obstinément réprimée finit par s'atrophier et disparaître. Voilà bien longtemps, qu'humilié par le contraste de la civilisation urbaine, le peuple a perdu la confiance en soi-même, l'art de produire les plus simples chansons, la hardiesse d'exprimer ce qu'il pense, de se mouvoir avec aisance et d'être lui-même. Son lot sur terre, et depuis des siècles, est la gaucherie, la stérilité et le silence. « Barbares, sauvages, enfants, peuple même, pour la plus grande part, ajoute encore Michelet, ils ont cette misère commune que leur instinct est méconnu, qu'eux-mêmes ne savent point nous le faire comprendre. Ils sont comme des muets, souffrent, s'éteignent en silence. »

L'homme ne fait aucun effort vers les qualités qu'il désespère d'atteindre ; il faut qu'il se croie l'élégance possible pour qu'il ose y prétendre. « Elle m'enhardit, me persuada que j'étais aimable, dit Rousseau, et dès lors je le fus réellement. »

Si vous amenez le peuple à penser que pour avoir quelque

1. Michelet, *le Peuple*, p. 194.

valeur esthétique, il lui est indispensable d'avoir du luxe, un habit d'une forme donnée, de connaître tels usages purement conventionnels, que voulez-vous qu'il devienne? Il faut qu'il désespère. Et non seulement il n'aura pas les avantages personnels qu'il voit en vous; mais il perdra ceux qui étaient à sa portée, il s'abandonnera à sa grossièreté, et très souvent même, par une réaction de l'orgueil, il s'enfoncera dans les défauts que vous lui reprochez.

Quand il n'y a plus qu'une mode en toute chose qui soit de bon goût pour quarante millions d'hommes et de femmes, que cette mode est très arbitraire, très inconstante, de nuances fuyantes, délicates, difficiles à saisir et qu'elle n'est pleinement accessible qu'à une minorité très peu nombreuse, il est inévitable que tout le reste de la nation soit condamné à souffrir de sa gaucherie, soit chagrin, mal à l'aise et d'autant plus triste qu'il aurait une honte nouvelle à laisser voir le sujet de sa triste humeur. En mainte ville d'importance moyenne, un jour de fête diffère de tous les autres en ce que chacun est deux fois plus hargneux que de coutume. Pour désigner dans sa généralité abstraite le souci qui les travaille, il faut le nommer l'obsession d'un idéal esthétique que tout le monde a pu tout au moins entrevoir ou soupçonner et que chacun sent lui être inaccessible, parce que cet idéal est fait de luxe et que, pour y atteindre, il faut beaucoup d'argent, ou parce qu'il est très arbitraire et qu'il faudrait le loisir d'aller l'étudier à sa source.

Tous les documents que nous avons sur la seconde moitié du XVIIIe siècle tendent à nous présenter le Français comme le plus gai des peuples, qu'il s'agisse de la noblesse, de la bourgeoisie ou des paysans. Pendant la Révolution même, on fait des émeutes sanglantes ; mais on danse la farandole, on joue, on chante, on est expansif et l'on s'embrasse. La galanterie, l'entrain, la belle humeur se mêlent à tout ce qu'on

fait. Entre deux famines, le paysan encore hâve court au plaisir, fait bombance et fait l'amour sans souci des résultats. Les économistes en grondaient.

Ce peuple enfant, si jeune et si joyeux, a bien changé depuis un siècle.

> ...Plus de chants; il perdit la voix.
> Du moment qu'il gagna ce qui cause nos peines
> Il eut pour hôtes les soucis...

Où danse-t-on aujourd'hui? Dans quelques recoins des provinces éloignées où la natalité n'a point encore sensiblement décru, parmi le peuple des grandes villes qui lui aussi a conservé en partie sa fécondité. Partout ailleurs les anciennes danses françaises sont oubliées et l'on n'a pas eu l'idée d'en apprendre de nouvelles. Paul-Louis Courier n'aurait plus de pétition à faire, ni les curés de zèle à déployer. En revanche, on s'enivre lourdement; à chaque tournant de chemin rural les cabarets se multiplient. Sur plus d'un point, dans les campagnes les plus riches, les femmes imitent les hommes, adoptent le seul passe-temps qui subsiste. A elles aussi il faut bien un délassement; l'humanité ne s'en passera jamais. Mais au lieu de celui qui engendrait la grâce des manières, la politesse et l'aisance, triomphe celui qui produit la brutalité stupide et sombre.

D'où vient cette métamorphose du caractère national?

De l'aspiration de tous vers un idéal esthétique unique combinée avec une inégalité de culture très considérable, et coïncidant avec un mélange intime des citoyens très inégaux, ce qui augmente le contraste et avive le désir de le faire cesser.

L'inégalité de culture personnelle entre compatriotes varie beaucoup d'une nation à l'autre. En règle générale, elle s'accroît à mesure qu'on s'élève vers le Nord, diminue à mesure

qu'on descend vers le Sud : car elle est en grande partie un effet du climat.

Le sort des pauvres, si affreux chez nous, l'est beaucoup moins en Orient et dans les pays plus chauds. La misère, vraie macération de la chair dans nos climats, souffrance et humiliation de tous les instants par suite du froid et de l'humidité, abaisse encore plus l'esprit que le corps. Aussi ne souffririons-nous point à la scène qu'on plaisantât la pauvreté : c'est un mal qui passe raillerie. A Naples, le public se tord de rire à la représentation d'un pauvre hère qui pleure de faim.

Plus un pays est froid, plus il y a nécessité de serres chaudes pour les plantes et d'éducation pour les hommes. Les riches s'y font un climat artificiel et doux qui leur permet d'adoucir leurs mœurs et de polir leurs manières; les pauvres subissent toutes les rigueurs de la nature, qui entretiennent leur rudesse et leur grossièreté. « Quand l'ouvrier anglais, dit Stuart Mill, cesse d'être servile, il devient insolent. » En France les pauvres sont déjà moins serviles et moins insolents. Les Espagnols le sont beaucoup moins encore, et les Arabes d'Algérie ne sont plus ni l'un ni l'autre. Là, du haut en bas de la société il y a une égalité de manières, d'aisance et de politesse qui frappe tout d'abord. L'Arabe n'est jamais gauche et ne rougit jamais; il semble qu'il ait une immunité contre le ridicule, comme le juif en a une contre la peste.

Nous devons donc à l'inclémence de notre ciel une grande inégalité de culture. D'un autre côté, les communications, devenues très rapides, très faciles et par suite très nombreuses, ont mis les hommes placés aux degrés les plus opposés de l'échelle sociale dans un contact continu. Chacun coudoie à chaque pas l'idéal secret qu'il poursuit, que l'opinion universelle lui prescrit d'ambitionner, et son aspiration en est encore plus ardente.

L'aspiration de chaque unité sociale vers l'idéal esthétique de la nation est activée, exaspérée au suprême degré par la démocratie. Celle-ci pose l'égalité en principe, fait un devoir à chacun de s'élever autant que ses forces le lui permettent et donne à tous vocation au premier rang en tout genre. Mais l'unité d'idéal pour toutes les classes et toutes les conditions est un effet de la persistance des préjugés monarchiques. La rigueur du climat rend déjà l'égalité de culture personnelle à peu près inaccessible pour les hommes sans fortune ou simplement aisés, l'unité d'idéal la rend absolument impossible. C'est donc pour atteindre une perfection à la fois hypothétique et irréalisable que la capillarité sociale détruit la fécondité de la nation.

C'est surtout parmi les classes moyennes qu'elle exerce ses plus grands ravages. Dans les classes opulentes qui ont le luxe et la liberté absolue de leurs fantaisies, l'infécondité, qui est habituelle, tient moins au souci de monter qu'à celui de ne pas déchoir. Une grande partie des forces se consument à se tenir au niveau des suprêmes élégances et des derniers raffinements. Mais à mesure que l'on descend les degrés de la bourgeoisie, on trouve qu'en général la vénération de l'idéal mondain est en raison inverse des moyens de l'atteindre. Ce qui à Paris n'est qu'un passe-temps ou un caprice aux yeux de l'homme du monde, devient pour la population aisée des petites villes un dogme sacré. La conformité leur est impossible; mais ils sont orthodoxes d'intention. Ils témoignent de la sincérité de leur foi en excommuniant celui qui oserait la blasphémer et en étant à perpétuité dans une honte secrète de leur propre manière d'être.

C'est là sans doute ce qui fait du bourgeois l'exécration de tant d'artistes et de romanciers. Comme il doute toujours de son genre, il donne forcément la prépondérance à la critique sur l'action. Dans un milieu où il prédomine, campagne,

petite ville, chef-lieu d'arrondissement ou même de département, c'est à qui ne fera rien, mille griffes se tenant toujours en arrêt pour déchirer quiconque fera quoi que ce soit. Aussi nul qui ose se produire, se mouvoir en liberté, prendre la parole en public, user d'initiative. La stérilité intellectuelle, la stérilité esthétique et morale de l'individu font cortège à la stérilité de la race.

Les départements les plus inféconds sont ceux où une nombreuse bourgeoisie rurale de propriétaires et de cultivateurs qui font travailler et ne travaillent point eux-mêmes, sont séduits par le respect superstitieux de ce qu'il y a de plus arbitraire dans les futilités de l'esthétique mondaine. En général, le vrai paysan a des velléités d'indépendance, et c'est ce qui le rend l'objet d'un mépris si sûr et si intime de la part du bourgeois. Dans maints cantons éloignés des grandes villes, en basse Bretagne par exemple, les modes évoluent dans les campagnes d'une manière tout à fait indépendante de l'idéal urbain, sans en être ni humiliées ni gênées. J'ai toujours constaté que dans les communes où il en était ainsi la natalité était restée considérable ou même parfois tendait à s'accroître.

Pour trouver une catégorie sociale complètement soustraite à l'attraction de l'idéal central, il faut descendre jusqu'à l'ouvrier des villes et des campagnes et même à l'ouvrier le plus pauvre, à celui qui n'essaye plus de monter au-dessus de sa condition, au prolétaire. Celui-là, reconnaissant l'impossibilité de son développement dans le sens estimé par la nation, affecte de porter à leur maximum les défauts qu'il est contraint d'avoir à un certain degré. On le méprisait injustement parce qu'il manquait de qualités qu'il ne pouvait avoir ; il défie le mépris et vous brave. Quel qu'il soit, il veut s'évertuer quand même et se mettre à l'aise. Le vice, l'ivrognerie, l'argot, le cancan, la caricature ou la chanson obscène, ont du moins

ce mérite de n'être pas ridicules. C'est par cette issue, la seule qui lui reste ouverte, que la verve populaire trouve à se faire jour, recouvre l'aisance et la gaieté. Le prolétaire tourne le dos à l'esthétique nationale, il se soustrait à l'attraction capillaire et du même coup sauve sa fécondité.

Le bourgeois et tout ce qui vise à être bourgeois reste soumis et docile, il s'épuise à atteindre l'inaccessible; il est stérile.

CHAPITRE XVII

L'IDÉALISME INDIVIDUEL

Synthèse des trois contradictions. — Conséquence : excès d'individualisme et déficit de solidarité. — Équilibre nécessaire; deux conséquences de sa rupture : concurrence et progrès. — Diverses sortes de progrès. — Les uns sont réalisables par l'individu, les autres par l'État seul. — État d'individualisme pur. — Sociétés où dominent les tendances sociales. — Leurs caractères : stabilité, fécondité. — Sociétés où dominent les tendances individualistes : Sparte, Athènes, Rome. — Age d'heureux équilibre, — rompu en faveur de l'individualisme. — A quelle époque? — Progression de l'idéalisme individuel. — Oliganthropie à Sparte. — L'individualisme à Athènes. — Pourquoi elle échappe plus longtemps à l'oliganthropie. — Oliganthropie générale en Grèce. — Erreur d'Aristote. — Rome favorable à la population. — Mesures inefficaces pour l'encourager. — Idéalisme individuel à Rome. — Décadence de la solidarité. — Décadence de la vie politique. — Attraction de l'argent, du luxe, des jouissances. — Décadence de la population. — Individualisme surnaturaliste, aussi funeste que le premier. — Ruine de la civilisation antique, due à l'exagération de son principe.

La triple contradiction analysée dans les chapitres précédents et dont les effets s'étendent à toutes les manifestations de la vie sociale n'a point lieu d'étonner. La contradiction, comme la lutte des facteurs contraires, est inhérente à tout ce qui est relatif, et nulle partie de l'univers ne peut se soustraire à cette condition nécessaire de l'existence.

Il ne faut donc pas s'attendre à la voir cesser, ce qui ne serait possible qu'au sein d'un absolu irréalisable, ni caresser l'espoir d'un repos définitif dans une prétendue période organique, comme celle qu'ont rêvée les Saint-Simoniens et presque toutes les écoles socialistes.

L'évolution de l'humanité ne comporte point d'arrêt com-

plet. Il ne peut y en avoir dans l'histoire future plus que dans l'histoire passée. Vivre, c'est marcher laborieusement en avant ou glisser lâchement en arrière ; en tout cas, c'est se mouvoir, c'est se débattre entre le vrai et le faux, le beau et le laid, le bien et le mal.

Toutes les nations en sont là. Ce qui fait le caractère particulier de la situation en France, c'est la généralité et l'acuité exceptionnelle de cette contradiction. En outre, toutes les contradictions partielles se trouvent concourir à un même résultat, qui est d'isoler l'individu. Notre civilisation donne trop et demande trop à l'individu ; elle lui accorde tous les droits et en même temps l'écrase sous une tâche trop lourde. De là, une conséquence désastreuse : les sentiments de solidarité nécessaires pour faire contrepoids à l'égoïsme individuel sont oblitérés. L'individu se pose lui-même comme son propre but. Noble, il se propose son développement personnel, la solution des contradictions qui l'entravent ; moins noble, il se propose des jouissances d'ordre plus ou moins élevé ; mais en tout cas il n'envisage rien en dehors de lui-même, il a mis sa fin en soi. Puis, comme toujours, des théories se produisent, empressées à légitimer les tendances dominantes qu'elles fortifient et propagent en les formulant.

Or, de même que l'ordre dans l'univers résulte de l'égale tension de deux forces opposées, la santé dans le corps social ne s'entretient que par l'équilibre de deux forces tirant constamment en sens inverse, les tendances sociales et les tendances individualistes. Présentement, l'équilibre est rompu en faveur de ces dernières, comme il arrive toujours dans les circonstances historiques qui demandent un effort considérable à l'individu, soit qu'il accepte toute la tâche, soit qu'il la néglige. Tout entier à son développement ou à ses jouissances particulières, il ne porte qu'un intérêt insuffisant à la famille et à la patrie.

Cette rupture d'équilibre ou, autrement dit, l'individualisme en excès, tel est le vrai nom de la maladie générale qui mine aujourd'hui notre civilisation et dont l'oliganthropie n'est qu'un effet particulier. L'abandon de la génération, c'est-à-dire de la solidarité dans la race; l'abandon de la bienfaisance, c'est-à-dire de la solidarité dans la commune; l'abandon de la valeur militaire, c'est-à-dire de la solidarité patriotique, telles sont les trois manifestations du mal. Toutes trois doivent nous occuper : car si l'individualisme en excès se manifeste sous un de ces aspects, fortifié par sa libre manifestation, on peut être assuré qu'il sévira d'autant plus dans les autres sphères. Mais auparavant la nécessité s'impose d'une brève digression théorique.

Les républiques animales, telles que les ruches ou les fourmilières, imposent à l'individu une constitution spéciale en rapport avec des fonctions spéciales. L'adaptation est complète et peut l'être sans inconvénient, parce que l'organisation actuelle est définitive, comme le serait celle d'une société communiste, et que ni le progrès ni l'initiative individuelle n'y trouvent plus leur place.

Dans une société humaine et progressive, il en va autrement : les rôles n'étant point naturellement assignés d'avance, chaque individu doit chercher le sien, et dès lors il est naturel qu'il tende vers le plus avantageux. La liberté et la concurrence entre les individus sont les conditions indispensables du progrès.

Mais il y a des progrès de plusieurs sortes. Les uns sont profitables à la fois au premier qui les réalise et à la société au milieu de laquelle ils s'accomplissent. Telles sont en général les découvertes de l'industrie et de la science. Les progrès de cette nature doivent être laissés à l'initiative individuelle.

D'autres sont profitables au premier qui les réalise, mais

nuisibles à la communauté, comme sont par exemple les contrefaçons et les falsifications. La liberté individuelle est incapable d'y mettre un terme; il faut que la main de l'État les entrave.

Enfin une troisième catégorie de progrès, bien que très profitables à la société, sont contraires au premier qui les réalise. Tous les progrès en moralité, en douceur et en justice sont de cet ordre. Celui qui désarme le premier en face d'adversaires qui ne l'imitent point sera presque infailliblement victime de sa générosité. Le commerçant qui voudra inaugurer un degré de loyauté supérieur au milieu de commerçants et industriels médiocrement scrupuleux sera certainement ruiné par la concurrence. Celui qui voudra seul remplir ses devoirs de soldat et de citoyen au milieu de compatriotes libres de s'y soustraire, sera victime d'un dévouement très probablement inutile. Aussi, tandis que la première catégorie de progrès résulte tout naturellement de la libre émulation des individus, les deux derniers genres de progrès ne peuvent être prohibés ou réalisés que par une puissance supérieure aux individus en concurrence et capable de leur imposer ses décrets. Cette simple remarque, qui établit en même temps la nécessité de la concurrence et la nécessité d'un pouvoir social, contient en principe l'indication des limites de l'une et de l'autre; elle fait voir la vigueur individuelle unie à la libre lutte et la solidarité unie à l'action de l'État.

Qu'on se figure un nombre donné d'individus des deux sexes répandus sur un territoire nettement délimité, tel qu'une île de l'Océan, ne reconnaissant d'autres lois que celles de leurs besoins ni d'autre autorité que la force brutale; cet état de nature, si différent de celui de Rousseau, nous montre le règne dans l'humanité de la concurrence vitale ou, si l'on veut, du pur individualisme. C'est une étape qu'encore à

cette heure les fractions les plus arriérées de notre espèce ont à peine franchie.

L'institution d'un pouvoir commun réalisant la sécurité pour les biens et les personnes permet un large développement de l'ordre, de la richesse et de la population. Dans cette phase, c'est l'État qui prend l'initiative de tous les progrès, et d'abord le succès répond à son ambition. Mais tôt ou ou tard l'initiative individuelle, comprimée par la hiérarchie, diminue; et comme, en somme, toute l'administration se compose d'individus semblables aux autres, la routine étouffe l'intelligence, tout développement s'arrête et la société semble figée. C'est à ce degré que les civilisations de l'Inde, de la Chine, de l'ancienne Égypte se sont arrêtées sans pouvoir le franchir. L'absence de liberté, la suppression de la concurrence réagissant d'une façon démesurée contre l'individualisme antérieur, ont suspendu la vie. Le premier besoin de ces sociétés primitives est que le lien social y soit d'une grande force. C'est ce qui seul peut assurer leur salut et leur donner la victoire sur les communautés environnantes.

Mais ce qui leur a fait faire le premier pas est aussi ce qui les empêche de faire le second; la liberté et le progrès, nécessairement irréguliers et capricieux dans leur marche, y font l'effet de sacrilèges contre la coutume, les lois ou les dieux, et ces sociétés périssent par l'exagération de leur principe.

Cependant la sève, çà et là, sut faire éclater la dure écorce du végétal pétrifié. D'heureux hasards aidant, un nouveau degré put être franchi : les cités grecques et la république romaine, grâce en partie à leur peu d'étendue, se donnèrent des constitutions assez souples pour conserver le faisceau serré des intérêts solidaires et assurer à l'individu une plus ou moins grande liberté de développement. « Un jour, la liberté dit : Que la lumière se fasse ! Et, comme le soleil au-dessus des flots,

Athènes s'éleva. » Mais les civilisations antiques, elles aussi, périrent par l'exagération de leur principe. A force de donner de l'importance aux individus, elles oublièrent la nécessité de leur subordination à l'ensemble. Tandis que Sparte périt par oliganthropie, c'est-à-dire par un défaut de solidarité entre les générations, Athènes succomba faute de patriotisme et d'organisation, c'est-à-dire par un déficit de solidarité entre contemporains. L'empire romain fut ruiné par le même mal, sévissant à la fois sous les deux formes.

Rome ne mourut pas plus de l'excès du despotisme que Athènes de l'excès de la licence. L'une et l'autre succombèrent parce que, sous les formes gouvernementales les plus dissemblables, un même vice les minait : le manque de subordination sentie et voulue de l'unité individuelle à l'unité sociale.

Pendant longtemps un équilibre approximatif entre ces deux forces avait produit les plus magnifiques résultats. Mais il était inévitable que l'égoïsme individuel finît par l'emporter. Un peuple qui a remarqué les progrès énormes qu'il a faits dans une période d'individualisme croissant ne conçoit plus le progrès que comme une conséquence de l'individualisme. Il ressemble au théoricien de la locomotion qui, ayant fait un large pas à l'aide de la jambe droite, prétendrait avancer toujours du même pied en laissant l'autre immobile. De même que l'homme a besoin de deux jambes pour marcher, la société doit s'appuyer à la fois sur les tendances sociales et sur les tendances individuelles. Toutes deux peuvent et doivent être instrument de progrès, pourvu qu'on leur donne la prépondérance alternativement, et chacune peut devenir instrument de stagnation et de décadence si on persiste à les maintenir dominantes après qu'elles ont produit leurs effets utiles. L'idéal serait que l'équilibre fût complet ou que du moins les oscillations entre les excès contraires fussent aussi faibles

et aussi rapprochées que possible. L'humanité se trouverait par là au début d'une troisième étape de progrès après avoir évité l'écueil où sont venues échouer les civilisations classiques.

L'histoire a montré ce que peut faire un peuple libre lorsque, vivant en démocratie, il sait néanmoins se plier aux devoirs de la solidarité. Athènes et les républiques grecques lors des guerres médiques, Rome pendant les guerres puniques, la France pendant les guerres de la Révolution, en fournissent des exemples. Jamais ailleurs, comme à ces trois triomphes de la démocratie, aucun foyer de la gloire humaine ne projeta si haut ses flammes. D'autres peuples ont vaincu, enrégimentés par la volonté toute-puissante de leurs rois, ceux-ci ont été emportés par leur volonté propre. Voilà ce qui les marque d'un caractère particulier. A ces trois dates d'ailleurs, l'individu grandit par son dévouement à la patrie. En France, tandis que le sentiment de la solidarité nationale enfantait des prodiges sur les champs de bataille, la fécondité augmenta. La race crut à la fois en nombre, en vigueur morale et en génie.

Il serait naturel de penser que, dans son dévouement à la collectivité, l'individu s'appauvrit de ce qu'il lui sacrifie. En réalité il n'en est rien, l'effort qu'il fait lui faisant regagner en valeur plus qu'il n'avait dépensé. Par contre, quand les sentiments de solidarité viennent à s'altérer dans une nation, non seulement la patrie et la race en pâtissent, comme il est naturel; mais l'individu même en est diminué. Il se trouve qu'en devenant égoïste il a fait un mauvais marché : car au bout de très peu de temps il est moins fort, moins actif et moins intelligent.

On le voit de reste lorsque sont passées ces grandes crises d'héroïsme et que l'individu, n'étant point contraint aux œuvres de la solidarité par une organisation sociale appro-

priée, se replie sur soi et met en lui-même son idéal. Pour ces États où l'individu libre de son développement, ne relève que de son caprice, le triomphe sur les ennemis du dehors et la sécurité complète de la patrie sont le point de départ de la décadence.

Du moment que le patriotisme devient superflu par suite de la victoire, il diminue ; l'ambition et les plaisirs, le luxe, les vices, la lâcheté et l'oliganthropie envahissent la société.

L'idéalisme individuel, quand il est en situation de s'épanouir sans contrainte, suit une progression dont le premier terme est l'ambition de la gloire, et le dernier le suicide. L'ambitieux oublie bientôt la patrie lorsqu'elle n'a plus un intérêt vital à la victoire. Que le général victorieux se nomme Lysandre, Marius ou Bonaparte, sa tentation sera toujours, après avoir servi le pays, de se servir de ses armées pour sa fortune personnelle. Sous ce rapport, les démocraties sont dans une situation inférieure aux monarchies. Le roi qui a dit « l'État c'est moi » l'eût défendu comme lui-même et se fût enseveli sous ses ruines si Denain n'eût été une victoire. Les deux Bonaparte ont bien voulu jouer à leur profit l'existence de la nation ; mais, après avoir perdu, le premier n'eut pas la dignité de se faire tuer à Waterloo, non plus que le second à Sedan.

L'égoïsme civil fait cortège à l'égoïsme politique, n'ayant de culte que pour les jouissances des arts, du luxe et de la fortune. Enfin l'individu de plus en plus corrompu ne goûte que les jouissances des sens. Il cultive la sensation, courtisé à l'envi par « ces deux aimables filles, la débauche et la mort ». Telles sont, indiquées en trois mots, les étapes de cette décadence : il se déprend de la patrie et cesse de vouloir être citoyen et soldat ; il se déprend de la famille et cesse de vouloir être père ; bientôt il se déprendra de lui-même et cessera de vouloir exister.

A la fin de la guerre du Péloponèse, Sparte avait l'empire de la Grèce. De l'instant de son triomphe date le commencement de sa décadence. Le territoire de la république avait été dans l'origine partagé en neuf mille parts, ce qui supposait neuf mille guerriers. Par la suite il s'éleva même à dix mille. Aristote rapporte que de son temps elle était affaiblie par le manque de naissances, au point de compter à peine un millier d'hommes en état de porter les armes.

A Athènes, à partir de Périclès l'égoïsme individuel déborde et le patriotisme va sans cesse s'affaiblissant. Au siècle suivant, l'esprit militaire est éteint, c'est à des mercenaires qu'on est forcé de recourir pour monter la flotte. La vénalité des orateurs, la vénalité des généraux, c'est-à-dire l'équivalent pour un peuple de la gangrène sénile, font leur apparition. La popularité aussi devient chose vénale, et, grâce à l'énorme disproportion des fortunes, il se trouve des citoyens assez riches pour l'acheter. Les arts, la poésie ne sont point morts; mais ils ont donné leurs principaux chefs-d'œuvre, et n'en produiront plus. On en est au règne de l'élégance et du luxe, luxe de la table, des habitations et des vêtements. La courtisane triomphe par l'esprit, la mode et la dépense, éclipsant totalement la mère de famille. C'est-à-dire que la femme nuisible à la génération prend le pas sur celle qui lui est indispensable. Les hommes renoncent de plus en plus au mariage, à la vie domestique, à l'amour fécond. Athènes cependant ne semble pas se dépeupler; mais c'est parce que, dans ce centre du luxe, des plaisirs et des vices élégants, l'immigration, comme aujourd'hui à Paris, est incessante.

Cependant sa situation était encore bien préférable à celle de Sparte. Celle-ci méprisait les arts, lacune énorme dans son génie. Au lieu de culture esthétique, elle ne connaissait que le luxe et l'opulence. Or, un idéal de cette sorte est naturellement insaisissable pour l'immense majorité; il constitue

une cause d'inégalité invincible, puisque le luxe ne peut croître chez les uns sans décroître chez les autres. A Sparte l'égalité légale allait jusqu'à prescrire les repas en commun, l'inégalité de fait allait jusqu'à concentrer tous les biens dans quelques mains. D'ailleurs l'immigration étant impossible, il devenait également inévitable que l'oliganthropie se produisît et qu'elle apparût tout d'abord au grand jour.

Il vint enfin un moment où le mal s'étendit à toutes les républiques grecques. Plutarque rapporte que de son temps, c'est-à-dire à la fin du premier siècle de notre ère, il eût été impossible de lever trois mille soldats dans toute la Grèce.

Ce qui est remarquable, c'est qu'on ne s'y montrait jamais alarmé de l'oliganthropie qui minait les cités. A Athènes en particulier l'on était fatigué des troubles sans cesse renaissants causés par la turbulence de la classe pauvre, de l'insolence et du perpétuel besoin de changement de cette plèbe désœuvrée, nourrie aux frais du Trésor public et cachant sous une bruyante activité politique un souci médiocre de la prospérité d'un État dans lequel elle n'avait aucun intérêt réel. L'on attribuait à l'excès de population l'existence d'un prolétariat qui était le fait d'une mauvaise organisation sociale. Et comme la philosophie semble toujours avoir pour principale fonction de traduire les tendances dominantes et de les mettre en formule, Aristote cherchait des remèdes au trop grand nombre des naissances. Nous avons déjà dit quelles mesures il proposait. Il faut ajouter que pour lui, individualiste déterminé, la qualité de la race est tout; le nombre est sans importance. L'éducation est le but de l'État, et la perfection de l'individu est le but d'une bonne éducation nationale[1]. « Plus l'individu est parfait, ajoute-t-il, plus le bonheur qu'il rêve est pur, et plus la source en est élevée. »

1. Aristote, *Politique*, v. II, 5.

Cette doctrine est très belle à première vue, et il est certain que la Grèce, seul lieu du monde où elle pût se produire, poussa la viriculture intensive à un degré dont sont restés bien loin les peuples modernes. Il n'en est pas moins vrai que quand l'individu met son but en soi-même, la ruine de l'État est virtuellement accomplie, et là comme dans l'Italie de la Renaissance l'événement se chargea de montrer ce que valait la théorie.

Mieux inspirés, les politiques de Rome voulurent toujours le plus de citoyens possible et firent des lois en ce sens. Tout citoyen leur paraît fait pour le mariage, tout enfant pour être élevé.

Mais c'est peu de vouloir une nombreuse population si l'on ne sait ce qui la procure. Chez eux, comme en Grèce, l'oliganthropie naquit des circonstances et de l'exagération du principe même qui avait fait leur grandeur. Ils ne surent pas obvier au mal parce qu'ils n'en aperçurent pas les causes. L'entité morbide dont la dépopulation n'est qu'une manifestation partielle leur fut toujours inconnue.

Les lois Julia et Papia Poppœa contenaient tout un système de dispositions accordant des honneurs et des avantages pécuniaires et politiques aux citoyens mariés, et principalement à ceux qui avaient trois enfants. La loi Julia enlevait au célibataire le droit de bénéficier des dispositions testamentaires prises en sa faveur par des étrangers ou des parents éloignés. Ces lois furent odieuses et à bon droit, puisqu'elles étaient vexatoires et qu'elles encourageaient les délateurs; mais de plus elles furent totalement inefficaces. Quand Constantin les abrogea, elles avaient duré trois siècles, et le mal qu'elles devaient empêcher avait suivi librement son cours. N'eussent-elles point été éludées par des fidéicommis, le résultat eût été le même. Quand le monde romain roulait à sa ruine, que pouvait cette toile d'araignée pour arrêter une telle avalanche?

Rome au temps d'Auguste dépouillait avec bonheur le militarisme; elle voyait avec nonchalance l'importation du blé étranger ruiner son agriculture, les populations rurales accourir vers les villes, et les campagnes, changées en pâturages et en déserts, rester vides d'habitants; enfin les citoyens, qui de plus en plus fuyaient la vie de famille et la paternité. Or, tous ces phénomènes étaient connexes et n'étaient que les divers symptômes d'un même mal : le règne de l'idéalisme individuel, un déficit de la solidarité acceptée et sentie.

Dès l'origine de Rome, le mal avait existé à l'état latent. Le fier patricien s'était toujours considéré comme ne devant rien qu'à soi seul. Sa gloire avait toujours été son but; mais dans les années laborieuses de la république, avide des austères satisfactions de l'orgueil désintéressé, il l'avait fait consister à servir l'État. Il est à remarquer cependant que ce ne fut jamais de la conception de sa nécessité absolue que la solidarité naquit. Simple produit des circonstances extérieures, c'est-à-dire du danger, bien qu'elle ait pu régner des siècles sans se démentir, elle ne fut encore qu'un accident. On le vit assez après les guerres puniques. La conquête du bassin méditerranéen n'était plus qu'une question de temps; et le salut de la patrie ne pouvant plus faire l'objet de la victoire, quel idéal nouveau allaient poursuivre ces énergies indomptables, trempées par des siècles de luttes? D'abord, on continue à conquérir par imitation du passé; mais les victoires n'intéressent plus que le général, elles sont pour lui un moyen de dominer sa patrie, d'exploiter les vaincus, de satisfaire ses passions violentes.

Jouir de l'univers conquis, le manger en un repas, le décapiter d'un coup d'épée, l'étonner, l'insulter et s'avilir soi-même pour lui témoigner plus de mépris, tel devint l'idéal suprême de l'individualisme romain exaspéré jusqu'à la démence. L'individu, après s'être donné pour but la grandeur

de sa personnalité, se donne pour but ses caprices et ses vices. Juvénal entre autres vit très bien la cause de la dépravation romaine dans le défaut de patriotisme et la cause de la dissolution de la patrie dans l'absence du danger.

Il ne faut pas recommencer un tableau mille fois fait. Néanmoins, reprise au point de vue qui nous occupe, l'analyse des causes qui ont produit cette longue agonie de quatre siècles présente son intérêt.

En politique, le premier trait de la situation est le despotisme; le second, l'égalité. A partir d'Auguste, c'est l'argent seul qui, en fait, donne accès à tous les emplois, à tous les honneurs, au Sénat, à l'ordre équestre, aux commandements militaires et aux magistratures. C'est là désormais la seule distinction entre les citoyens. Patriciens ou plébéiens, citoyens latins ou sujets, peu importe, César est seul tout-puissant devant quatre-vingts millions d'hommes asservis. A lui seul appartient tout pouvoir politique; et quant au pouvoir social, il n'y en a plus qu'un, l'argent. L'empire est une vaste ploutocratie.

La première conséquence, c'est que le monde se détourne de l'ambition. Dans les provinces la conquête, à Rome le dégoût ont détruit l'activité politique. Personne ne veut plus être sénateur et les sénateurs ne veulent plus assister aux séances. Personne qui veuille des fonctions sacerdotales, qui veuille être tribun ou édile; on ne trouve plus de vestales. Encore bien moins veut-on du service militaire, et l'on se coupe le pouce pour échapper au recrutement. Bientôt enfin l'on ne voudra plus de la vie, et le suicide va sévir comme une épidémie, par « lassitude d'espérer et de craindre ». Les charges qu'on appelait autrefois des honneurs sont délaissées et en réalité n'ont plus rien de flatteur. Mais si l'attraction vers un pouvoir qui n'est plus qu'une illusion a cessé, elle est d'autant plus violente vers le véritable pouvoir social, c'est-à-dire vers l'argent.

Ce sont les liquides les plus chargés de sucre qui fournissent les plus forts alcools, ce sont les meilleures parties d'une nation que le désespoir attaque le plus. Ceux qui eussent été les plus utiles, les plus probes et les plus généreux dans un temps où l'utilité et le courage auraient été en honneur, sont les plus dégoûtés de l'action et de la vie dans les époques où l'on ne fait fête qu'à l'opulence. Quand un idéal triomphe, il exclut son contraire. La mode est au luxe grossier et aux jouissances effrénées, elle tient lieu d'ambition politique et esthétique. Bien sot qui n'aimerait mieux être Trimalcion que consul.

Maintenant des matrones, pour mettre leurs vices à l'aise, se font inscrire parmi les courtisanes; des jeunes gens des premières familles se font noter d'infamie afin de pouvoir sans contrainte paraître sur le théâtre. La conclusion de l'égoïsme, chez le puissant, c'est le suicide et la cruauté, la mélancolie orgiaque ou bien encore la sinistre folie de ces hérésiarques du deuxième siècle prêchant l'extermination du corps par la débauche.

Grand par l'intelligence malgré sa misanthropie et ses vices, Tibère dut se demander bien des fois avec un sincère dégoût ce que faisait sur terre cette hideuse humanité, lâche et méchante, sanguinaire, superstitieuse et lubrique comme lui-même, dont le hasard l'avait fait maître. Quelle satisfaction d'amour-propre pouvait-il y avoir encore à être propriétaire d'un tel troupeau?

Quand une société en est là, incapable de produire ni vérité, ni beauté, ni justice, ni grandeur morale, quand tout sentiment de solidarité et de tout esprit de famille a disparu, que peut devenir la natalité? L'histoire se charge de la réponse. Rome avait pu lever vingt-trois légions contre Annibal; au témoignage de Tite-Live, elle n'eût pu de son temps en fournir huit.

Est-ce à dire que la race avait été détruite par la guerre, comme on l'a affirmé? Non. Des milliers d'hommes avaient péri sans doute; mais ils eussent pu laisser une postérité comme cela avait eu lieu trois ou quatre siècles plus tôt. Ce qui s'opposait à ce qu'il en fût ainsi, c'est qu'il avait péri autre chose et plus que des hommes : le vieux génie romain, agricole et militaire, fait de dévouement traditionnel à la chose domestique et à la chose publique.

Dans le domaine intellectuel, une autre cause de trouble et de malaise venait miner la famille et l'État : la substitution du monothéisme au polythéisme et l'établissement du christianisme.

La nouvelle doctrine n'était pas de nature à restaurer l'idée de solidarité. Sur ce point, le monde au milieu duquel elle avait pris naissance lui avait transmis sa manière de voir, son erreur capitale; pour elle, comme pour toute l'antiquité classique, l'homme a son but en lui-même. Il est vrai qu'elle place ce but hors la vie; mais au point de vue social le dogme qui fait du salut personnel le but de l'existence n'a pas de meilleurs résultats. Il s'accorde trop bien, nous le verrons plus tard, avec la recommandation de fuir le monde, de mépriser le siècle, de se livrer au célibat, de se replier sur soi-même. Grâce à l'idéalisme individuel, le monde romain était descendu bien bas; non seulement le christianisme le laissa dans son abaissement, mais il l'y enchaîna.

Aussi, à mesure qu'il se répand, toutes les lumières de la civilisation antique pâlissent et s'éteignent. Le chrétien se met lui-même en quarantaine, ne va plus aux spectacles ni à l'auberge, ne s'adresse plus aux tribunaux, ne se marie qu'à ses coreligionnaires. Il subit le gouvernement quel qu'il soit d'une manière passive, mais il se désintéresse ouvertement de la patrie, de la gloire militaire, fuit le service pour ne pas s'exposer à servir deux maîtres. L'homme était trop lâche pour

remplir ses devoirs de soldat et de citoyen, le christianisme érigea en principe de les négliger.

Maintenant, par toutes les frontières les hordes barbares peuvent entrer. Les Arabes en Orient ne rencontreront pas plus de résistance que les Germains en Occident. Ils trouveront, s'ils veulent les écouter, des convertisseurs en habits sacerdotaux; mais des épées, point. Des semblants d'armées composées de mercenaires barbares, des populations ruinées par la fiscalité, des provinces changées en déserts par l'oliganthropie, enfin l'énervement, la poltronnerie, l'incapacité de se grouper et de se défendre, l'imbécillité incurable du mouton devant l'ennemi, voilà le spectacle que présente le monde romain. Il a péri par l'exagération du principe qui avait fait sa grandeur et qui n'eut alors d'autre défaut que de régner exclusivement.

CHAPITRE XVIII

DÉVELOPPEMENT PAR LA RICHESSE DE L'IDÉALISME INDIVIDUEL CONTENU DANS LA CIVILISATION

La natalité française est en raison inverse de la fortune, en raison inverse de l'instruction, en raison inverse de la pénétration des modes urbaines, en raison inverse de la civilisation. — Procès de la civilisation au point de vue démographique. — Parmi les éléments dont elle se compose, l'accumulation du savoir et de la richesse sont absolument bons, l'organisation politique et sociale, morale et esthétique, est mêlée de mal et de bien en surabondance. — Possibilité d'isoler l'élément toxique contenu dans la civilisation. — Il consiste en une erreur morale et esthétique léguée par l'hellénisme et fortifiée par le catholicisme. — Contradiction éclatante des deux systèmes, erreur commune et identique sur le rôle de l'individu dans la race. — Rôle de cette erreur dans la civilisation antique. — Catholicisme et natalité. — Coïncidence chez les populations arriérées d'une forte natalité et de la crédulité religieuse : elles sont simplement les effets parallèles d'une même cause, la pauvreté. — Fécondité égale de populations également pauvres et très émancipées. — Infécondité de la bourgeoisie riche, malgré sa dévotion. — Le catholicisme préconise le célibat. — Abaissement de la nuptialité en Belgique, dans le canton de Paimpol, dans l'Espagne de Philippe II. — Influence indirecte du catholicisme. — Doctrine du salut individuel. — L'idéal proposé par l'Église est l'individu isolé, la vierge stérile. — J.-M.-J., devise de l'oliganthropie catholique. — Protestantisme et natalité. — Judaïsme et natalité. — L'idéal juif est Abraham. — Saine appréciation de la fécondité, du rôle de l'individu dans l'espèce. — Influence salutaire sur les populations protestantes de l'Europe ; elle est probablement médiocre en France. — La natalité des États protestants déclinera à son tour. — Cause de son maintien dans les États catholiques d'Europe, la pauvreté. — La pauvreté paralyse l'évolution de la civilisation comme le froid arrête la végétation. — La richesse n'est pas la cause de l'abaissement de la natalité ; elle n'en est que la condition. — Nécessité de trouver un remède autre que la pauvreté.

Il a été établi précédemment, par la comparaison des divers départements, que la natalité s'y trouve, d'une façon géné-

rale, en raison inverse de la fortune. Il y a plus ; dans un même département, s'il existe un arrondissement, un canton ayant plus d'aisance, la natalité y est plus faible. C'est ainsi que, dans le département des Côtes-du-Nord, qui, dans son ensemble, est l'un des plus pauvres de France, l'arrondissement de Dinan, qui est le plus riche, n'a qu'une natalité assez médiocre et qu'elle s'abaisse à 20,8 pour mille habitants dans l'île Bréhat, où l'aisance est générale, au lieu qu'elle atteint fréquemment 40 dans les misérables communes des cantons de Callac et de Belle-Ile-en-Terre. C'est un fait qu'il n'est plus possible de révoquer en doute : les collectivités les plus riches sont les plus stériles, les plus pauvres sont les plus fécondes.

D'un autre côté, si l'on recherche quel est le nombre des époux qui n'ont pu signer leur acte de mariage autrement que d'une croix, on trouve qu'il sont très nombreux dans les départements féconds, qu'ils sont rares dans les départements de faible natalité. C'est ainsi que de 1877 à 1886, d'après M. V. Turquan, les départements normands, qui forment le centre de dépression de la tache oliganthropique du Nord, ont présenté : la Manche, 2,7 époux pour 100 ayant signé d'une croix, le Calvados, 3,7 ; l'Orne, 6,0 ; l'Eure, 7,8. Le Gers et le Tarn-et-Garonne, qui forment le centre de dépression gascon, ont de 17 à 17,5 époux ne sachant pas signer, chiffre élevé relativement au groupe précédent, mais inférieur à celui des départements environnants. Par contre les départements de forte natalité présentent une proportion considérable pour 100 d'époux ayant signé d'une croix. Tels sont : Morbihan, 44 ; Finistère, 42 ; Côtes-du-Nord, 37 ; Ille-et-Vilaine, 23,9 ; Loire-Inférieure, 17,4 (mais 30,6 pendant la décade précédente, 1867-1876) ; Vendée, 28,7. Les départements du plateau central ont de 30 à 35 époux pour 100 dans le même cas ; la Corrèze atteint 38,2. Le Nord n'en a que 19,

mais il en avait 26,7 pendant la décade précédente ; le Pas-de-Calais en présente 14,3, et, de 1867 à 1876, 18,4. Ces exemples suffisent pour établir que dans un département une forte proportion d'époux et d'épouses totalement illettrés coïncide généralement avec une natalité élevée. Le Finistère possède un canton, celui de Fouesnant, où la natalité générale oscille, selon les communes, de 40 à 47 naissances pour 1,000 habitants. Naguère encore le nombre des époux signant d'une croix variait de la moitié aux deux tiers. A Fouesnant même, onze conseillers municipaux ne savent pas le français.

Si l'on passe à la culture esthétique, il est un autre fait social que l'on ne peut établir mathématiquement, mais qui frappe partout le voyageur : la relation entre les modes arriérées et la fécondité. Chaque fois que l'on trouve un costume bien particulier, des formes spéciales dans le vêtement et la parure évoluant à leur manière sans souci de l'influence urbaine, c'est un indice de forte natalité. Quand au contraire on observe que dans un canton les modes locales deviennent honteuses d'elles-mêmes, s'effacent et tendent à se rapprocher rapidement de celles des villes, on est presque certain de trouver sur les registres de l'état civil une natalité en décadence.

Quand enfin les moyens de communication avec les grandes villes sont difficiles, quand il y a beaucoup de chemins impraticables, quand on sort peu de chez soi, quand le peuple est dominé par les plus sottes superstitions, quand la foi religieuse s'est maintenue entière, quand l'autorité ecclésiastique est incontestée, c'est encore le plus souvent une présomption de forte natalité.

Ainsi pauvreté, ignorance noire, modes et mœurs en retard, grossièreté et crédulité, voilà ce qui coïncide presque toujours, au moins en France, avec une natalité forte. Au contraire, les phénomènes sociaux qui accompagnent l'oliganthropie sont la richesse, l'instruction, le culte des arts, des lettres et de

l'élégance, l'élimitation de la croyance au surnaturel, en un mot, tout ce qui constitue la civilisation.

La question de la population aura-t-elle donc pour effet de nous ramener au point de vue des moralistes de l'antiquité et de nous faire maudire le progrès en exaltant les mœurs primitives? Tacite opposait triomphalement les vertus des barbares à la corruption romaine. Juvénal regrettait franchement le temps où la pauvreté et le travail incessant, les mains calleuses, les vêtements pauvres, Annibal aux portes de Rome, conservaient la chasteté des Romaines. En serons-nous réduits à nous écrier avec Rousseau : « Dieu tout-puissant, toi qui tiens dans tes mains les esprits, délivre-nous des lumières et des funestes arts de nos pères, rends-nous l'ignorance, l'innocence et la pauvreté, les seuls biens qui puissent faire notre bonheur » et... préserver la natalité?

En tout cas, si c'était de ce côté qu'il fallait chercher un remède, il faudrait pousser loin le renoncement aux richesses. Il existe en effet quantité de petites collectivités gravement atteintes par l'abaissement de la natalité où les plus grandes fortunes ne vont qu'à l'aisance. A Bréhat, elles sont tout au plus de 2,000 francs de revenu; mais pour beaucoup elles ne sont que de 1,000 à 1,500 francs; à Loix et aux Portes (île de Ré), où la natalité est aujourd'hui très faible, le niveau des fortunes est encore très inférieur. Si donc la pauvreté poussée à un certain degré possède, comme il n'en faut pas douter, le pouvoir de conserver la fécondité d'une race, ce degré est fort bas. Ce n'est pas à l'*aurea mediocritas* que le législateur devrait réduire les citoyens, c'est à la pauvreté véritable ou, plus exactement, à la misère.

Quoi qu'il en soit, quand un problème de cette importance se présente, il mérite d'être abordé franchement. C'est le procès même de la civilisation.

De l'origine des premières sociétés jusqu'à nous, les indi-

vidus ont tendu de toute leur énergie vers les résultats qui pouvaient le plus contribuer à leur bien-être, et la société de son côté a tendu non moins constamment à contrarier les agissements manifestement contraires à l'intérêt collectif. De ces deux efforts combinés est résulté le progrès, une accumulation énorme de résultats utiles, au nombre desquels la richesse et la science sont si incontestablement des biens, qu'il est puéril de le démontrer.

Il ne s'agit pas de savoir si l'humanité est plus heureuse quand elle est plus riche et plus savante. Une demande ainsi posée ne comporte pas de réponse, parce que le bonheur ne comporte pas de mesure et que, d'autre part, l'homme peut être très malheureux avec une grande fortune, un grand savoir et de grands talents. Pour la sociologie, la seule chose qu'elle doive se demander, c'est s'il vaut mieux avoir une chambre confortable qu'un abri sous roche, des vêtements chauds et commodes qu'une peau de bête, avoir une nourriture assurée pour sa vie entière ou s'en aller chaque jour épier sa proie dans les bois et le long des fleuves; lequel vaut le mieux, d'avoir affaire en cas de fracture à un bon médecin ou à quelque sorcier, de trembler à la pensée des esprits qui gouvernent le tonnerre ou de se servir de la foudre pour transmettre sa pensée. De ce point de vue, qui est celui du sens commun, on peut négliger les lamentations des poètes sur la plaie cachée qui déchire le cœur des heureux.

L'organisation politique et sociale, si mêlée d'imperfection qu'elle soit, ce qui s'explique suffisamment par les efforts incohérents dont elle est le résultat, fait encore beaucoup plus de bien que de mal, n'eût-elle que l'avantage d'assurer à l'individu paisible et laborieux une sécurité à peu près complète.

Les lettres et les arts ont traduit et propagé en les manifestant les sentiments les plus nobles, les plus fiers et les plus

délicats dont puisse s'enorgueillir l'espèce humaine. La grâce, la dignité et la politesse facilitent les rapports des hommes entre eux et font le charme de la vie. Il serait, là encore, difficile au pessimiste le plus effronté de soutenir qu'en toutes ces choses le mal surpasse le bien.

Cependant cette civilisation composée d'éléments les uns absolument bons et bienfaisants, les autres contenant le bien en surabondance, fait périr les peuples qui en abusent. Dans toute collectivité riche, envahie par une culture trop raffinée, nous voyons la natalité diminuer, les individus ne songer qu'à leur développement personnel. Encore le comprennent-ils si mal, que leur valeur physique, dont il est plus aisé de juger que de la valeur morale ou intellectuelle, diminue. Dans tel département de très faible natalité, comme l'Eure, les conseils de revision accusent 40 réformés sur 100 conscrits examinés.

Serait-ce que la civilisation est un poison comme l'alcool et l'absinthe, inoffensif et agréable quand on en use modérément, mais mortel à haute dose? N'avons-nous d'autre alternative que de nous réduire à la condition des bas Bretons et des prolétaires de l'industrie ou de nous résigner gaiement à périr en décadents vaniteux de leur décrépitude?

Non. Il faut dire : La civilisation, bonne dans son ensemble, produit rationnel des efforts séculaires de l'espèce, contient cependant un principe toxique. Ceux qui n'absorbent aucune part de civilisation, comme les pauvres chez nous, les barbares partout, conservent leur natalité, ceux qui en absorbent beaucoup en meurent. Il faut donc non pas condamner la civilisation en bloc, mais isoler le principe toxique pour le détruire. C'est une opération de chimie sociale qu'il appartient à la démographie de mener à bien en comparant les collectivités saines aux collectivités malades, et en faisant voir leurs différences.

Ce ferment toxique, nous l'avons déjà dit, c'est l'idéalisme

individuel, le principe d'après lequel l'individu met son but en soi, se considère comme un tout complet en lui-même, abstraction faite de la famille, de la patrie et de la race. C'est en somme une erreur, erreur énorme à la vérité, en matière de philosophie sociale. Comme nos idées morales et nos tendances esthétiques nous viennent en partie de l'hellénisme, en partie du catholicisme, et que dans l'un comme dans l'autre l'idéalisme individuel est contenu à haute dose, il ne faut pas être surpris s'il se retrouve dans notre civilisation en proportion plus forte que chez aucun des peuples qui sont nos égaux en richesse et en culture.

L'idéal grec est le libre développement de l'individu physique, intellectuel, moral, en beauté, force et proportions. L'idéal chrétien est le renoncement à la beauté, à l'expansion de la vie, aux jouissances vives des sens ou de l'imagination; la compression des sèves de l'esprit et du corps. Michelet disait un jour à Guizot : « Vous, vous avez toujours haï la vie ». Michelet représentait la tendance hellénique, Guizot la chrétienne. Quoi de plus différent, dira-t-on? N'est-ce pas la contradiction absolue?

Non; sous cette dissemblance éclatante se cache un fond commun. Dans un système comme dans l'autre, l'individu n'a d'autre but que son bonheur personnel; que ce soit sur la terre ou dans un au-delà chimérique peu importe ; la famille, la race, la patrie ne sont plus envisagées que comme un moyen, l'Église dirait : un triste et humiliant moyen d'obtenir des individus et de les élever. Pour celle-ci la société a le « devoir de préparer les hommes à leur bonheur éternel »; pour l'hellénisme, de les préparer à faire tout ce qu'ils voudront; mais pour Aristote, Rousseau et la Révolution, comme pour le catholicisme, c'est toujours le général qui a pour fin le particulier, le tout qui a pour but la partie, la famille et l'État qui ont pour but l'individu.

Qu'une telle conception soit le contre-pied exact de la vérité, c'est ce qu'il est trop aisé d'établir. Logiquement l'homme trouve sa fin dans ce qui vaut mieux que lui, famille, patrie, et l'Etat ne trouve pas la sienne dans ce qui vaut moins que lui. L'histoire naturelle assigne à l'individu son rôle dans l'espèce, et la démographie, qui corrobore l'histoire naturelle, assigne à l'homme son rôle de simple maille dans le tissu social. C'est sur l'observation de ce rôle que se fondera la morale. Alors au lieu de la morale prétendue révélée des théologiens, au lieu de la morale affirmée des philosophes, s'édifiera la morale expérimentale et vraiment scientifique.

Sur ce point capital, l'Eglise, la civilisation gréco-latine et, par suite, la civilisation française ont versé dans la même erreur; elles concluent également à la doctrine anti-sociale de l'insolidarité absolue. Toute action socialement bonne qui a pu s'accomplir sous ces régimes a eu lieu en dépit du principe régnant, en contradiction avec le système admis; imposée seulement par les circonstances.

Sans doute la Grèce, Rome, la Révolution, ont produit d'admirables dévouements à la patrie. Mais c'est que la nécessité a neutralisé l'influence de la fausse théorie et que celle-ci n'a pas été constamment appliquée. Les cités antiques formées par la guerre ont eu forcément les vertus qu'elles devaient avoir sous peine de mort. Sous peine d'être conquis, c'est-à-dire ruiné, de voir sa maison brûlée, sa ville détruite, sa famille dispersée et d'être soi-même vendu comme esclave pour travailler jusqu'à la mort sous les coups de fouet, il fallait se défendre. La cité assiégée était comme le vaisseau assailli par la tempête, quand le péril de sombrer presse et que l'officier travaille aux pompes avec les matelots. En pareil cas, le sentiment de la solidarité est suffisamment éveillé par les circonstances. Le citoyen libre, le patricien surtout, ne doit rien qu'à lui-même, soit; mais la voix des choses

parlait plus haut qu'aucune théorie. On mit en honneur le sacrifice de l'individu à la communauté parce qu'on le sentait indispensable, on fut dans le vrai parce qu'on ne pouvait faire autrement. L'histoire se charge ainsi parfois de rappeler les peuples à l'observation des lois naturelles de la société en mettant sous leurs yeux avec une évidence particulière la menace du châtiment.

On se dévoua donc par sentiment de solidarité, on se dévoua ensuite par amour de la gloire, des honneurs, du pouvoir qui avaient récompensé les sauveurs de la patrie. Mais que le péril cesse pendant quelques générations, et la fausse conception reprend en silence et spontanément tout son empire. Le citoyen ne doit rien qu'à lui, et il déchire sa patrie par ambition; il ne doit rien qu'à lui, et pour être plus libre il renonce à être père; il ne doit rien qu'à lui, et il renonce à défendre son pays et ses concitoyens pour peu que le conquérant ait l'habileté de lui garantir la conservation de ses biens et de son repos personnel. Ainsi finit la cité conquise et dépeuplée.

Passons au catholicisme et à son influence sur la natalité. C'est une opinion assez répandue qu'elle lui est favorable. Nombre d'esprits très libéraux d'ailleurs complètement affranchis des préjugés religieux sont portés à le croire, et bientôt, quand la crise de la population excitera dans le public l'intérêt qu'elle comporte, on peut compter que l'Église, qui se fait si volontiers honneur des progrès même qu'elle a le plus ouvertement et le plus obstinément combattus, se donnera comme la préservatrice de la natalité et se prétendra à ce seul titre indispensable à la nation. Voyons ce qu'il en est.

Il est incontestable que des populations très catholiques et en même temps très arriérées ont conservé une natalité très élevée et que, d'autre part, le clergé recommande aux époux

de se laisser aller à toute leur fécondité naturelle, sans essayer de la restreindre. Mais ses recommandations n'ont pas plus d'efficacité sur ce point que sur beaucoup d'autres où il est assez connu qu'elles n'en ont aucune. Il n'y a pas à tenir compte de la multitude infinie des choses que l'Eglise commande et dont, au fond, elle se soucie très peu ; mais de ce qu'elle fait faire. Or, elle se préoccupe beaucoup plus de ce qui peut consolider sa domination que d'encourager la morale : elle prêche sans trêve les pratiques qui peuvent entretenir la crédulité et n'accorde qu'un intérêt très accessoire aux péchés capables d'entraver la natalité, pour lesquels elle possède d'ailleurs une réserve inépuisable d'indulgences. Dans les pays où la crédulité religieuse et la fécondité se sont conservées simultanément, elles ne sont pas un effet l'une de l'autre ; ce sont deux effets parallèles d'une même cause : pauvreté, ignorance, état arriéré de la population, absence totale d'efforts vers le développement individuel.

Les paysans bas bretons qu'on considère comme très attachés à leurs croyances religieuses ont conservé une natalité très élevée ; mais elle l'est également chez les ouvriers pauvres des villes manufacturières, qui cependant sont fort émancipés de l'influence ecclésiastique.

Dans les départements les moins féconds de la basse Normandie, il y a beaucoup de cantons où cette influence ne paraît nullement inférieure à ce qu'elle est en Bretagne ; les prêtres y sont plus riches, beaucoup plus nombreux par rapport au chiffre des habitants et secondés par un personnel considérable de religieuses ; mais la richesse est plus grande, et de là vient la différence en fait de natalité. Si dans un même département on pouvait prendre deux groupes égaux de mille ménages chacun, l'un parmi les bourgeois plus ou moins libre penseurs, l'autre parmi les bourgeois dévots, il n'est nullement certain que ce dernier présentât une natalité

supérieure au premier. Si dans les départements du Gers, de Tarn-et-Garonne et de Lot-et-Garonne, que l'on peut considérer comme les trois plus inféconds de la France entière, on pouvait prendre un lot de mille élèves des lycées et un autre lot de mille élèves des jésuites ou des maristes et demander aux uns et aux autres combien ils ont de frères et de sœurs, qui pourrait dire *a priori* de quel côté pencherait la balance ? Ce qui paraît très vraisemblable c'est que, à fortune égale, la fécondité est à peu près égale, quelles que soient les opinions philosophiques ou religieuses.

Mais il en va tout autrement si l'on compare deux classes entre elles. La femme du peuple, très occupée à son ménage, n'a pas de temps à donner aux pratiques religieuses ; d'abord elle en perd l'habitude, puis le goût et finalement elle en fait fort peu de cas. La dame riche et désœuvrée s'entraîne à loisir par les prières et les lectures pieuses et glisse parfois jusqu'au fanatisme. Cependant laquelle des deux a le plus d'enfants ? laquelle fait ses couches le plus bravement, allaite le mieux, accepte le plus vaillamment toutes les charges, souvent salissantes, de la maternité ? Il n'est personne qui ne trouve la réponse dans son observation personnelle.

Les filles-mères du canton d'Isigny (Calvados), que j'ai étudié spécialement pour les curieux phénomènes démographiques dont il est le théâtre, fournissent dans certaines communes jusqu'à 35 pour 100 des naissances de toute nature. Il n'est pas rare qu'elles aient, — en général à leur très grand regret, — trois ou quatre enfants naturels, et cette « fécondité intempestive », comme l'eût appelée le D[r] Bertillon, n'est certainement point l'effet de leur piété. Cependant, dans le même canton, la classe riche ou simplement aisée, qui est parfois très croyante et pratiquante, beaucoup plus, en tout cas, que la classe pauvre, est remarquable par son extrême stérilité. On voit que la natalité tend à se propor-

tionner non à l'intensité du sentiment religieux, mais à l'humilité de la condition.

Parfois le catholicisme semble exercer une influence directe sur la natalité, mais alors c'est une influence nuisible. Nous avons fait voir précédemment que tel est le cas en Belgique. Dans les provinces qui ont le plus de couvents, la fécondité des unions n'est pas moindre que dans les autres ; mais le nombre des mariages parmi la population laïque est d'autant moindre qu'il y a une proportion plus considérable de religieux.

J'ai observé un phénomène analogue à Perros-Guirec et dans le canton de Paimpol (Côtes-du-Nord)[1]. La nuptialité est généralement médiocre. Cependant dans les communes du littoral, parmi les pêcheurs d'Islande, relativement émancipés de l'influence ecclésiastique, elle s'est assez bien conservée, et la natalité n'a fléchi que peu. Au contraire, parmi les paysans aisés de l'intérieur, petits propriétaires jouissant de 1,000 à 1,500 fr. de rente et totalement subjugués par le clergé, le mariage est envisagé avec une sorte de terreur. On le retarde souvent jusqu'à trente-cinq ou quarante ans, ou même on y renonce complètement. A la vérité, les unions contractées même à cet âge sont presque toujours très fécondes; mais, comme elles sont en nombre insuffisant, on voit, à Plounez par exemple, où le fait est à son maximum, la nuptialité générale osciller depuis trente ans entre 5, 8 et 6, 2, et la natalité s'abaisser en conséquence à 25 pour 1,000 habitants. Cette forme de l'oliganthropie, bien que constatée seulement sur des points très restreints, est intéressante, parce qu'elle paraît le résultat logique et naturel de l'enseignement catholique, de son aversion pour le mariage, de l'attitude peu attrayante qu'il suggère aux jeunes

1. Voir *Bulletin de la Société d'anthropologie*, 1889, p. 273.

filles et de l'appréhension invraisemblable des rapports sexuels qu'il parvient parfois à inspirer aux hommes. Dans les collectivités où la natalité diminue par suite de l'attraction excessive de la civilisation urbaine, la nuptialité reste d'ordinaire à peu près constante et la seule chose qui décroît est le nombre des enfants par mariage. Au contraire, dans les pays où la natalité diminue par suite d'un excès de catholicisme, ce résultat est dû à l'abaissement de la nuptialité, la fécondité des unions restant indemne.

Dans l'Espagne ultra-catholique de Charles-Quint et de Philippe II, on sait que l'oliganthropie fut à son comble.

Il s'y produisit une multitude incroyable de gentilshommes amis de la parade, occupés à paraître, brillants et fringants alors même qu'ils mouraient de faim, fuyant les *œuvres serviles* comme la dernière des hontes, vivant dans le célibat parce que les charges d'un ménage étaient incompatibles avec leur idéal de développement personnel. Comme ils avaient mis leur but en eux-mêmes, ils ne se mariaient point. A côté, des milliers de moines dévoraient le pays comme une nuée de sauterelles; eux aussi avaient mis leur but en eux-mêmes et fait vœu de célibat. Le même principe produisit de simples soldats vivant pour la guerre et par la guerre, héroïques puisque l'héroïsme était en honneur, se battant admirablement par amour de la gloire, sentiment tout égoïste qui avait soutenu les gladiateurs et les mercenaires grecs, mais vivant dans le célibat parce que le sentiment qui les avait jetés dans la carrière militaire était précisément le mépris du mariage, l'horreur des soucis du ménage et de la famille.

Moine, gentilhomme ou soldat, mais en tout cas célibataire, tel fut l'Espagnol. On peut parier sans crainte que la nuptialité fut très faible dans l'Espagne de Charles-Quint et que c'est ainsi que se produisit cette effroyable dépopulation qui nous est attestée par l'histoire.

Le catholicisme exerce donc parfois sur la natalité une influence directe mauvaise. Mais son influence indirecte est beaucoup plus considérable. Même en s'éteignant, même dans les collectivités d'où l'on serait tenté de le croire complètement éliminé, il laisse après lui comme un résidu malfaisant, la tendance fondamentale qu'il possède en commun avec l'hellénisme à méconnaître la solidarité de l'individu avec la race dans l'espace et dans les temps. Loin de pouvoir être proposé comme le contre-poison de la civilisation, il contient, lui aussi, le même principe toxique. Le principal conseil pratique qui résulte de ses enseignements est celui-ci : « Ne t'occupe que de toi seul, laisse la politique et pratique l'abstention, laisse aux autres la guerre et les œuvres serviles, le soin de produire les richesses ; et si tu tiens à conserver celles que tu possèdes au lieu de t'en défaire au profit de l'Église, du moins ne cherche pas à les augmenter, imite autant que possible les lis de la vallée et les oiseaux des champs, renonce aux femmes et au mariage, renonce aux enfants, pratique le célibat ; replie-toi et rentre en toi-même pour t'entretenir de ton salut avec Dieu ; car le salut est affaire personnelle, et rien ne sert de gagner l'univers si l'on perd son âme. »

Y a-t-il au point de vue social un livre plus mauvais et plus malfaisant que l'*Imitation de Jésus-Christ?* Cette rêverie solitaire, cet interminable dialogue avec un fantôme, n'ont pas seulement l'inconvénient d'énerver l'homme, de le plonger dans une torpeur malsaine, de le gonfler d'orgueil, ils lui inspirent un mépris transcendant pour la vie active, les chaudes et joyeuses expansions de la nature, les affections bienfaisantes de la famille, le souci des intérêts publics, le rôle de père et de citoyen. C'est cependant là la quintescence du catholicisme, le maximum du genre ; car si le mariage et la vie active sont tolérés comme des nécessités inévitables,

l'idéal reste toujours le moine ou la religieuse, l'individu isolé, en tout cas le célibataire désœuvré ; car le modèle suprême que tous les hommes sont appelés à imiter c'est, il ne faut jamais l'oublier, un homme-dieu qui n'eut ni patrie, ni propriété, ni profession régulière, ni famille, ni femme, ni enfants, tandis que le modèle proposé aux femmes est une vierge. Cette vierge, il est vrai, est mère d'un enfant unique; mais, dans l'imagerie contemporaine, on le lui supprime de plus en plus. La vierge de la Renaissance, peinte habituellement d'après quelque courtisane en vogue, était une grande dame italienne ayant pour un instant son enfant sur les bras, ou mieux encore une belle jeune fille ayant au cou par hasard le fils d'une sœur aînée; les vierges de Lourdes, qui se fabriquent aujourd'hui par centaines de mille, non seulement n'ont pas d'enfant, mais ne sont pas même constituées pour en avoir. Perchées sur des jambes d'un grand tiers trop longues, n'ayant ni hanches, ni poitrine, elles n'auraient pas de lait à lui donner et leur bassin est si étroit qu'il ne saurait donner passage à la tête d'un enfant de race supérieure. Tout en elles exclut de plus en plus l'idée de maternité. Du reste, il faut bien le dire, jamais la plus froide cruauté n'inventa plus sanglante raillerie à l'adresse de la famille bourgeoise et dévote minée par l'oliganthropie catholique que cette formule J. M. J., que le jésuitisme lui propose pour devise et qui ne comporte d'autre traduction que : fils unique, femme extatique, mari trompé.

Lors de la Renaissance, quand l'Europe occidentale dépouilla le christianisme indéterminé du moyen âge, les nations aujourd'hui catholiques en sortirent par une recrudescence de paganisme, un retour vers la culture gréco-latine, dont l'esthétique et la morale avaient reposé sur l'idéal individuel; au contraire, les nations aujourd'hui protestantes subirent une recrudescence de l'hébraïsme. La France et

l'Italie furent catholiques parce qu'on s'y passionna pour les arts, les lettres, la beauté plastique, l'épicurisme raffiné ; on était dès lors, au moins dans l'élite intellectuelle, trop éclairé et trop sceptique pour croire qu'une religion quelconque méritât d'être discutée. L'Allemagne et l'Angleterre, plus naïves, plus sérieuses, ou plus lourdes, se firent protestantes parce que l'esprit s'y nourrit principalement de la Bible.

Or, la culture juive mettait le but de l'individu sur la terre, dans sa famille et dans sa postérité principalement, accessoirement dans la patrie; jamais dans un ciel chimérique ou dans les voluptés du développement solitaire. Les Juifs avaient pour idéal Abraham, le patriarche polygame, riche en troupeaux, en esclaves et qui devait avoir pour suprême bonheur de compter des descendants plus nombreux que les étoiles du ciel et les sables de la mer.

Ils ont été impuissants dans la science, les lettres, les arts et la philosophie; ils n'ont pas de poètes comparables aux tragiques grecs, pas d'historiens qui égalent Hérodote ou Thucydide; ils n'ont eu ni un Aristote ni un Euclide; ils n'ont produit ni grands politiques ni grands hommes de guerre ; ils ont été toujours vaincus et opprimés, cependant ils vivent, tandis que les Grecs et les Romains ont disparu.

C'est que, s'ils n'ont pas eu la cité, ils ont eu, point capital pour la prospérité démographique des peuples, une conception plus exacte du rôle de l'individu dans l'espèce. La solidarité du père et de sa postérité est si puissamment sentie, qu'elle leur fait trouver juste et naturelle la fable du péché originel puni par la mort de tous les hommes. Maintes fois Jéhovah menace ses ennemis de les frapper dans leurs descendants jusqu'à la troisième ou jusqu'à la septième génération. La famille juive fut et est encore plus fortement constituée que la famille gréco-latine et surtout que la famille catholique, disloquée par l'intervention continuelle du prêtre.

Le père y est plus maître et le prouve en ne craignant pas de traiter très inégalement ses enfants. « Chez eux la natalité est, aujourd'hui encore, certainement au-dessus de la moyenne de la natalité française; la mortalité est plus faible, l'âge moyen est notablement plus élevé[1]. »

L'Hébreu n'aimait ni le théâtre ni les discussions de l'agora, volontiers il vivait à la campagne, non pas seul, mais en famille, comme l'Arabe, au milieu de sa smala. Avec l'esprit biblique, la bureaucratie, la centralisation, le césarisme sont tenus en échec; l'idéalisme individuel et l'oliganthropie consécutive sont impossibles.

Les pays protestants qui se laissent aller à l'anti-sémitisme sont bien injustes, car c'est l'esprit juif qui en les pénétrant fait encore leur force actuelle. C'est en grande partie sans doute à la conception hébraïque de la famille, entretenue par la lecture assidue de la Bible, que l'Angleterre et l'Allemagne doivent d'avoir mieux résisté que la France à la centralisation, à l'émigration rurale et provinciale, d'avoir supprimé les couvents d'hommes et de femmes, proscrit le célibat des prêtres et conservé une natalité plus forte. C'est à la même source que les Boërs du Transvaal, bien qu'appartenant par leur origine à cette race française qu'on accuse volontiers de légèreté, ont puisé l'esprit d'indépendance qui leur a rendu savoureuse la vie nomade et leur a inspiré le courage de braver l'Angleterre. La même tendance se retrouve dans le gentleman farmer, le hobereau allemand, la noblesse française réformée qui construisit en Normandie tant de gentilhommières sous Henri IV et Louis XIII, à l'usage simultané de demeure seigneuriale et d'exploitation agricole. Ceux-ci étaient réfractaires à la civilisation urbaine, à la vie de cour, à la centralisation, et c'était à ce titre au moins autant qu'au

1. M. Hément, *Revue scientifique*, octobre 1888.

point de vue religieux qu'ils répugnaient tant à Louis XIV.

En résumé la mythologie des Juifs, juste aussi bonne que celle des Grecs et des Romains tant que l'on s'en tient au point de vue vérité, est préférable au point de vue social, parce qu'elle s'allie à un esprit de famille supérieur et à une conception plus exacte de la solidarité de la race. Si le protestantisme est socialement moins nuisible que le catholicisme, c'est qu'il participe davantage de l'hébraïsme et moins de l'hellénisme. Si enfin la natalité est plus faible chez nous, c'est que l'idéalisme individuel nous est transmis à la fois par l'hellénisme et par le catholicisme.

Faudrait-il donc embrasser le protestantisme, comme le conseille M. de Laveleye? Non; des changements de cette nature ne se font pas ainsi de propos délibéré, et pareille proposition, susceptible peut-être d'indigner les catholiques convaincus, ne comporte d'autre réponse qu'un sourire de la part des libres penseurs. Il n'est d'ailleurs nullement certain que les protestants français de classe bourgeoise, imprégnés comme ils le sont des idées et des sentiments du reste de la nation, aient une natalité plus considérable. Leur disparition de certains cantons où ils avaient jadis des communautés importantes et l'augmentation de leur nombre à Paris laisseraient supposer qu'ils sont animés d'une tendance plus vive vers l'émigration rurale et provinciale. Or, je l'ai maintes fois constaté, cette sensibilité à l'attraction centripète coïncide presque toujours avec une très faible natalité.

En Angleterre, en Allemagne et dans les États scandinaves, on peut considérer l'esprit biblique et protestant, aidé d'un ensemble de causes très complexes et variables selon les pays, comme le principal facteur des natalités florissantes qui s'y sont conservées jusqu'à ce jour. Mais il ne constitue nullement un préservatif d'une efficacité absolue pour l'avenir.

La civilisation n'y est pas, en somme, autrement comprise

que chez nous; elles contient les mêmes erreurs esthétiques et morales et finira par produire les mêmes effets. Le bien-être pénétrera peu à peu chez les classes restées pauvres jusqu'ici, d'autant plus misérables, à richesse égale, que le climat est plus froid et plus humide; le prolétariat industriel et agricole, si nombreux et si fécond, y diminuera en nombre, soit par suite de réformes pacifiques, soit par suite d'une révolution sociale. Déjà la démocratie y fait des progrès manifestes, l'aristocratie est graduellement remplacée par la ploutocratie, le droit de suffrage devient universel ou quasi universel; enfin les villes prennent un accroissement énorme, dû, il est vrai, en très grande partie aux développements de l'industrie et du commerce, mais aussi à l'attrait des plaisirs, du luxe et de la culture mondaine. L'encombrement des professions libérales, l'ardeur pour les places du gouvernement, ne sont dès à présent guère moindres en Allemagne ou en Angleterre qu'en France. Un temps arrivera fatalement où la lutte pour le succès, le triomphe de l'ambition, rendu de plus en plus obligatoire par l'opinion publique, amèneront en nombre croissant l'individu à se dégager du fardeau de la famille, qui le rend moins léger pour l'assaut qu'il doit donner aux honneurs, aux emplois, aux sommets du perfectionnement esthétique et intellectuel. Alors les États protestants d'Europe s'engageront dans la voie où sont entrées dès à présent les parties les plus anciennement colonisées, les plus lettrées et les plus polies des États-Unis d'Amérique.

Chez les nations catholiques, comme l'Autriche-Hongrie, l'Italie et l'Espagne, l'absence de l'influence hébraïque donne à la civilisation une composition tout à fait analogue à celle de la civilisation française. Si, jusqu'à ce jour, la natalité y est restée plus forte, c'est que le développement économique y est très inférieur à celui de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. Ils se trouvent préservés par la même raison

que notre Bretagne, notre plateau central, ou nos départements alpins. L'immense majorité de la population est encore si pauvre que la question des subsistances est tout pour elle : toute son activité est absorbée par le souci de se nourrir, loger et vêtir. La vie intellectuelle, politique, esthétique est peu développée; et la croissance en valeur personnelle lui étant interdite, l'individu croît en nombre.

Le même état social y empêche à la fois le développement de la civilisation et du principe toxique qu'elle contient. La pauvreté, préconisée comme un remède par Juvénal, possède en effet la vertu d'entraver la corruption d'une nation par l'effet de l'idéalisme individuel; seulement elle agit à la manière du froid de l'hiver, qui empêche en même temps la végétation des plantes vénéneuses et des plantes en bien plus grand nombre qui sont utiles ou agréables. La richesse, au contraire, agit comme une élévation de température, qui fait croître les unes et les autres ou, si l'on aime mieux, qui permet à tous les microbes de fermenter, les uns d'une façon utile pour nous, comme le ferment du pain, du vin et de la bière, les autres d'une façon nuisible. En pareil cas le chaud et le froid ne sont causes de rien, ils ne sont que des conditions indispensables. De même, la richesse et la pauvreté ne sont pas les causes des modifications qui surviennent dans la fécondité des nations, elles n'en sont que la condition. Il y a presque toujours de la sorte en sociologie une question économique à la surface; mais tout autre chose au fond : une cause d'ordre intellectuel, politique ou esthétique.

La fortune est un moyen universel, « elle met à l'air la volonté », permet aux bonnes et aux mauvaises passions de se manifester au dehors ; elle oblige l'individu à donner lui-même à son développement personnel la direction qu'il juge la meilleure, et il obéit naturellement aux préjugés mal formulés et indiscutés parce qu'ils sont en grande partie in-

conscients, déposés en lui par la tradition religieuse ou morale, les arts, la littérature, les exemples de la vie mondaine.

Quand les divers États catholiques et chez nous la Bretagne jouiront d'une richesse plus grande; quand la majorité, quand la totalité de la population et les plus pauvres eux-mêmes auront le loisir de travailler à leur progrès personnel, quand la démocratie, comme c'est son objet et son devoir, les conviera à tourner leurs efforts de ce côté, alors la natalité diminuera de plus en plus. L'état actuel des départements français les plus attaqués deviendra celui de toute l'Europe occidentale, à moins que nous ne sachions discerner à temps la cause véritable de l'abaissement de la natalité et lui porter remède.

C'est à la France de résoudre ce grand problème puisque c'est chez elle qu'il se pose. Une supériorité de richesse et de civilisation est un énorme avantage; mais il ne va pas sans péril et sans soucis, ce n'est pas un simple motif de satisfaction vaniteuse. Il faut qu'à tout accroissement de pouvoir, de forces disponibles et de loisirs, corresponde, chez l'homme individuel et collectif, un progrès corrélatif de savoir, de prudence et d'habileté dans l'art de se conduire, sans quoi la société doit périr. L'invention de la voile pour suppléer au travail des rames était belle en elle-même mais périlleuse, et elle ne cessa de l'être que quand on y joignit la connaissance des vents et l'art de gouverner.

A l'augmentation énorme des richesses, il faut donc que réponde la science de leur répartition et de leur bon emploi. La science sociale, la démographie, la sociologie, la politique rationnelle, une morale scientifique doivent être élaborées avec activité et se substituer au plus tôt aux erreurs morales léguées par les philosophies et les religions. C'est la tâche pressante, urgente, qui s'impose à la France plus qu'à tout autre peuple et que nous devons accomplir sous peine de décadence et de ruine certaine.

CHAPITRE XIX

L'IDÉALISME INDIVIDUEL EN FRANCE

L'idéalisme individuel et la déclaration des Droits de l'homme. — Critique de l'individualisme absolu ; nécessité d'un principe contraire. — Conséquences de l'individualisme dans le domaine intellectuel, politique, social, esthétique. — Tâche écrasante imposée à l'individu. — Généralité de l'attraction idéaliste. — Elle est ressentie à tous les degrés de l'échelle sociale. — Variations d'intensité et de but. — Incertitude et malaise dans toutes les sphères de l'activité mentale. — Inconvénients pour la natalité. — Progrès des passions rivales du désir de la paternité. — Progrès de l'analyse et de la conscience. — Funestes à la natalité et au patriotisme. — Pourquoi le peuple conserve plus longtemps l'un et l'autre. — Tendance à l'isolement dans l'école, dans la société. — Répugnance pour la guerre. — Terme ultime de l'individualisme. — Désespoir. — Lypémanie. — Stérilité involontaire. — Résumé.

La tendance de l'individu à se prendre pour but unique de ses efforts put se donner libre carrière chez les nations antiques lorsque le relâchement du lien social par la victoire y sembla rendre la solidarité superflue. En France, le débordement des tendances individualistes, qui d'ailleurs est beaucoup moins universel, tire son origine de circonstances plus intimes. C'est, comme nous l'avons vu, la suite naturelle de l'évolution intellectuelle, politique, esthétique qui, en détruisant les vieux dogmes, les vieilles institutions et les vieilles mœurs, a pour ainsi dire mis au concours l'édification d'organismes nouveaux et plus rationnels. Or, aucune découverte ne peut se faire que par la libre recherche et par l'initiative individuelle. De là la nécessité pour l'individu

de se proclamer souverain et libre, maître absolu de sa pensée, volonté autonome et inconditionnée, seul arbitre du vrai et du faux, du juste et de l'injuste, du beau et du laid, seul juge enfin des moyens propres à vulgariser sa manière de voir. L'œuvre du XVIII[e] siècle a consisté à élaborer cette conception, l'œuvre du XIX[e] à la faire triompher dans les faits. L'individu devenant tout, l'importance de l'État se trouve virtuellement annulée.

A la séance de la Convention du 21 avril 1793, présidée par Marat, Robespierre lut la déclaration des Droits de l'homme. Le premier article était ainsi conçu : « Le but de toute association politique est le maintien des droits naturels et imprescriptibles de l'homme et le développemeut de toutes ses facultés. » C'était, comme Rousseau, comme Aristote, donner le particulier pour but au général, faire du tout un simple moyen pour le perfectionnement des parties constituantes. Le point de départ était dans la doctrine radicalement fausse du contrat social, imaginant que l'individu peut vivre à l'état de complet isolement et qu'il y a réellement vécu à un moment donné de son passé.

Le point de vue rationnel est évidemment que l'individu et la société sont contemporains et pour ainsi dire coéternels, également et réciproquement indispensables à l'existence l'un de l'autre. L'individu compose la société; mais la société donne à l'individu la vie, la sécurité et la propriété, la science, la vertu et le caractère, tout ce qu'il est et tout ce qu'il vaut. Que sait-il qu'il n'ait appris? Que possède-t-il qu'il n'ait reçu? Il n'en est autrement qu'en apparence. De ce qu'un homme peut vivre quelque temps seul, perdu dans sa chambre au milieu d'une grande ville ou dans une hutte au milieu d'une forêt giboyeuse, on conclut sans réfléchir qu'il pourrait toujours en être ainsi, que l'individu pourrait subsister isolé comme les galets d'une grève, à qui il est indif-

férent d'être ou non avec leurs semblables. A la vérité, le minéral subit cet isolement sans perte de valeur; mais à mesure qu'on s'élève dans le règne animal, le besoin de société est de plus en plus impérieux, la valeur de l'individu est de plus en plus subordonnée à celle du milieu où il plonge, du polypier dont il fait partie, et cette solidarité est plus considérable pour l'homme que pour tout autre être.

Mais ces idées n'avaient point cours lors de la Révolution, et c'était un bien que l'on se préoccupât surtout de lâcher la bride à l'individualisme pour une tâche qui ne pouvait s'accomplir que par la liberté. La démocratie allait résulter de la prédominance de l'individualisme, comme la prédominance de l'individualisme allait résulter de la nature de la besogne que le cours de l'histoire apportait à l'humanité actuelle. Si les théories donnaient beaucoup à l'individu, c'est que les circonstances allaient mettre sur ses épaules un fardeau accablant.

Jadis l'individu trouvait en naissant une foi; c'est-à-dire un ensemble de solutions telles quelles aux questions qu'il pouvait se poser sur sa destinée, sur le mécanisme du monde, sur ses devoirs et ses droits, enfin sur sa place dans l'ensemble des choses. Le régime politique était aussi indiscuté que la foi religieuse. Les goûts en fait d'art, de littérature ou d'élégance personnelle étaient dictés par l'usage ou transmis par une tradition qui ne laissait s'accomplir que de lentes modifications. Tout cela constituait un patrimoine intellectuel et moral que chacun recevait en héritage aussi naturellement que le nom et le sang paternels.

Depuis que l'abolition de l'autorité dans tous les domaines de l'activité mentale a produit ses conséquences, la société semble dire aux hommes et elle leur dira de plus en plus : Cherchez vous-mêmes la vérité, fiez-vous à vous seuls, la certitude que vous désirez, il faut que ce soit votre propre in-

telligence, votre propre travail qui vous la procure. On ne peut vouloir, on ne peut penser non plus qu'engendrer par procureur.

Jadis l'individu trouvait en naissant une situation étroitement limitée dont il ne pouvait guère sortir, le champ de l'ambition était restreint, le programme de la vie était d'autant plus strictement déterminé par avance que l'on était plus pauvre. Aujourd'hui la société nous dit et nous dira de plus en plus: Voilà ton corps et ton esprit suffisamment développés, tu es donc en possesion du nécessaire, travaille pour entretenir ce nécessaire, travaille pour l'augmenter; pour te créer des loisirs, de l'aisance, de la sécurité, travaille encore et ne t'attends qu'à toi seul. Si tu es imprévoyant, malhabile ou dissipateur, tu es libre; mais ne t'en prends qu'à toi seul. Si tu péris, c'est ta faute; si tu prospères, n'en sais gré qu'à toi. Ta liberté augmente ; mais en même temps tes périls, car ces deux choses sont toujours en raison l'une de l'autre; tu ne dois rien et l'on ne te doit rien.

Ainsi chaque homme a à se faire un code de convictions politiques, sociales, philosophiques, esthétiques; outre cela, il a à faire fortune. Quoi d'étonnant s'il ne lui reste ni ressources ni loisirs pour se faire une famille et produire des descendants? Surmené à ce point par l'horrible tâche, haletant et brisé, quoi d'étonnant s'il manque de sérénité? « Il ne connaît plus l'amour, l'effusion heureuse et comblée, le mol abandon de l'espérance; il ne connaît plus la loi stricte, la sérénité des obéissances morales et religieuses[1]. »

L'attraction capillaire n'est pas une de ces forces auxquelles il suffit de vouloir se soustraire pour y réussir. Sans doute, pour l'éprouver à la fois sous toutes ses formes il n'y a que des natures exceptionnellement douées. Mais tout homme la

1. P. Bourget, *Nouvelle Revue*, 15 mai 1883.

subit toujours sous un rapport quelconque. A défaut de la séduction de la vérité, « de la manie de la certitude », l'un sera possédé de la manie de la poésie, des beaux-arts ou de l'élégance personnelle, l'autre de la manie du pouvoir ou de la fortune. Tel résistera à l'attrait par paresse, mais en souffrira secrètement. Tel y restera réellement étranger par grossièreté, mais sera victime de la séduction des jouissances, du luxe ou de la vanité. Du moment où la molécule sociale a mis sa fin en soi, il faut qu'elle monte bon gré, mal gré, il faut qu'elle coure à son idéal. Comme les saumons qui veulent remonter leur rivière et se tuent contre un barrage plutôt que de renoncer à passer, les individus entraînés en haut par une force inconsciente, masquée à leurs yeux par l'illusion du bonheur personnel, en subissent l'attraction jusqu'à la mort.

Ce serait une erreur de la croire propre aux classes supérieures ou moyennes. Sauf chez le prolétaire décidément vaincu, qui s'abandonne au désespoir et tourne le dos à la civilisation, elle s'exerce à tous les degrés de l'échelle sociale. On pourrait même avancer qu'elle est d'autant plus violente que le sujet est parti de plus bas.

Ceux dont la race est la plus menacée d'extinction ne sont pas les mineurs qui vivent dans les entrailles de la terre ou les ouvriers des industries insalubres, ce sont les privilégiés de la fortune qui passent leur vie au milieu du luxe et du confortable. Le superflu les amollit et les déprave, il finit par les stériliser par l'abus des plaisirs et la prédominance du système nerveux. Si deux ou trois générations restent saines et vigoureuses, il faudra que la quatrième succombe. On sait combien la natalité est toujours faible dans les villes et principalement dans la partie opulente de la population.

Toutefois, l'attraction idéaliste n'a peut-être pas là son maximum d'intensité. La classe moyenne ou inférieure se

précipite vers son développement ou ses jouissances avec plus de fureur. Le plébéien ami des émotions violentes ne croit jamais venir à bout de ses forces et se tue d'enthousiasme pour sa chimère. Le désir plébéien est de sa nature infini et brutal, c'est le désir du Romain de la décadence, trop fort et aboutissant à une débauche de titan. « L'étudiant bourgeois est souvent mou, remarquait Michelet, le plébéien met le but plus haut. »

De cette puissante séduction idéaliste, le plus célèbre des romans de Flaubert offre un exemple précieux et pris précisément sur les frontières du peuple et de la bourgeoisie. Emma Bovary n'est allée au théâtre qu'une fois, au bal qu'une fois. Raison de plus pour que son imagination en soit enfiévrée. Elle se fera un idéal de jouissances et d'élégances chimériques auquel elle sacrifiera, sans balancer un moment, son honneur, sa vie, son mari, son enfant.

Un tel type évidemment n'exprime qu'un maximum et par conséquent une exception. Ce n'est aussi que l'exception qui se condamne au célibat; la grande masse passe outre. Quant à ceux dont le mariage est retardé ou moins fécond à cause d'attractions de cette nature, ce n'est plus une minorité, c'est la majorité de la nation.

Le fait important, celui qui fait la différence entre la France et les pays voisins, c'est précisément que cette tâche qui écrase l'individu s'impose à tous et que l'influence en est aussi bien ressentie en bas qu'en haut par les natures les mieux douées.

Au point de vue politique, il y a généralité dans l'incertitude et le malaise. Il n'est presque personne qui n'ait commencé à réfléchir et presque personne qui ait des convictions inébranlables sur tous les points en discussion. Qui possède une sociologie parfaitement arrêtée et rationnelle? En morale, qui est absolument sûr de quelque principe? On affirme que

les discussions sur la pudeur la font perdre; les discussions sur la probité en fait de concurrence ou de Bourse ont un danger analogue.

En fait de savoir, même généralité dans l'incertitude. Depuis longtemps il y a des sceptiques jusqu'au fond des villages. Mais le nombre des positivistes ou des matérialistes conséquents qui rejettent tout surnaturel est encore très restreint, et il leur a souvent fallu de longues années pour amener leur pensée au terme de son évolution. D'autre part, les plus fanatiques partisans de l'ancien dogmatisme ont peur de la discussion, et la fuite est ici comme partout l'indice d'un manque de sécurité.

En fait d'esthétique, nous avons vu ailleurs quelle est la profondeur et la généralité du malaise.

Un tel état mental est pour la France le plus fécond en progrès qu'aucun siècle ait jamais produit. Mais ses inconvénients sont plus que proportionnels à ses avantages; le prix de revient est par trop excessif.

La démocratie, en augmentant la valeur individuelle et l'ambition d'arriver aux sommets en tous genres, contribue par deux voies à diminuer la natalité. D'un côté, elle excite les passions rivales de l'amour de la paternité et, d'autre part, en augmentant la vie cérébrale, elle rend l'homme plus maître de lui-même et moins dominé par les impulsions naturelles.

Aucun siècle n'a tant fait pour étendre le champ de la conscience humaine. La poésie, le roman, ont réduit au verbe un monde de sentiments dont personne jusque-là ne se rendait compte ou du moins ne savait donner la formule. L'analyse a fait des progrès énormes parmi les classes éclairées de la société, et l'instruction partout répandue, les journaux et les livres versant les idées à flots ont propagé du haut en bas cette habitude intellectuelle, comme ils propageront toujours

toutes les modes. Or, le progrès de la vie consciente tend à détruire toutes les propensions spontanées de l'individu vers la solidarité et à les lui faire envisager comme une duperie. Les ruses de l'inconscient perdent leur puissance sur un peuple d'analyseurs, ou plutôt l'inconscient lui-même devient conscient. Du moment où l'amour n'est plus un dieu aveugle, du moment où la fécondité n'est plus chose nocturne ou crépusculaire, mais un effet complètement conscient d'une volonté libre et réfléchie, il est inévitable qu'elle diminue.

Il ne faut pas chercher ailleurs pourquoi le bas peuple est toujours la dernière partie d'une nation à perdre ses qualités prolifiques et militaires. Ce sont ceux qui ne sauront comment nourrir leurs enfants qui, par tout pays, en procréeront toujours le plus. Ce sont ceux qui n'ont ni biens ni honneurs dans la patrie et qui n'attendent aucune récompense de leurs services qui sont toujours les plus disposés à verser leur sang pour elle. La cause en est que, dans le peuple, l'instinct généreux, la chaleur spontanée sont entiers. Ce n'est pas chez lui que trouve place « l'amour mystique, libertin et analyseur ». Michelet remarquait que, dans la société comme dans les montagnes, plus l'on s'élève plus la température s'abaisse : au sommet, partout où règnent la fortune et la culture raffinée, tout est froid et glacé. Le peuple est plus fécond et plus dévoué à proportion qu'il est moins conscient. Au contraire, pour l'individu qui a mis son but en soi, quoi de plus fou que la guerre ou la paternité? L'une et l'autre lui apparaîtront toujours comme uniquement utiles à la race et, comme telles, il les fuira. Il en sera ainsi du moins tant que leur rationalisme ne sera pas rétabli par une philosophie plus haute et plus morale, placée au point de vue de la communauté ou de l'universel.

Un fait social qui mesure assez bien l'individualisme, c'est la tendance à l'isolement. En Russie, il paraît que les enfants

de toutes les classes de la société fréquentent indistinctement les mêmes écoles primaires et que ce mélange des classes est regardé comme très avantageux. On estime même que les inconvénients, s'il y en avait, seraient plutôt pour l'enfant pauvre, le riche pouvant tout au plus apprendre quelques mots grossiers qu'il s'interdira plus tard de lui-même, tandis que le premier peut prendre à ce contact des désirs impossibles à satisfaire qui le tourmenteront toute sa vie.

Chez nous, nation démocratique, rien n'égale le soin jaloux apporté par les parents, par les mères surtout, à séparer leurs enfants de ceux d'une condition inférieure. Les uns et les autres pourraient au moins faire leur école primaire ensemble; mais les écoles primaires des lycées ou des pensions ecclésiastiques seront, malgré leurs prix, toujours préférées aux autres par les familles aisées ou riches. Deux enfants nés dans la même ville, le même jour et porte à porte, pourront vivre jusqu'à l'âge d'homme, se voyant tous les jours, non seulement sans camaraderie, mais sans avoir jamais échangé une parole ou un sourire. Seul, le service obligatoire pourra les rapprocher un instant. Encore la différence établie par la fortune et fortifiée par l'éducation les tiendra-t-elle éloignés jusque dans la caserne, et sitôt sortis ils ne se reconnaîtront plus. La séparation des classes par le plus ou moins de richesse est donc absolue du berceau jusqu'à la tombe; un froid de glace, une négation radicale de toute solidarité, voilà la règle que l'individualisme triomphant fait prévaloir. Le riche veut bien laisser tomber son aumône dans la main du pauvre, mais la toucher jamais.

Une civilisation où l'individualisme est en excès montrera toujours une extrême répugnance pour la guerre, non seulement parce qu'on se désintéresse plus qu'il ne faut du bien public, mais aussi à cause du suffrage universel. Nos populations ne sont peut-être pas moins courageuses qu'au-

trefois à la guerre; mais aujourd'hui elles savent qu'elles peuvent la rendre moins probable en déclarant qu'elles n'en veulent point, au lieu que jadis le pouvoir n'avait garde de les consulter. Si l'on consultait pareillement les Allemands ou tout autre peuple un à un, au scrutin secret, il est possible qu'eux aussi, ou du moins les simples soldats, répondissent comme les nòtres qu'ils préfèrent un travail lucratif et la sécurité à des luttes sans profit pour eux. Le suffrage universel en pareil cas ne fait que manifester cet excès d'individualisme qui subordonne l'honneur, la gandeur ou même la sécurité de la patrie au bien-être des particuliers. « Quoi de plus fou au fond que de se faire tuer pour un autre? »

Ainsi la prédominance de l'individualisme a affranchi l'homme des charges de la famille; elle l'a isolé au milieu de la commune, où, sans contact cordial avec ses concitoyens, il n'est plus protégé que par le mécanisme social; elle le porte à se soustraire aux charges de la guerre, aux obligations envers la patrie, ou à les lui faire envisager comme un fardeau injuste. Le voilà libre de liens, préparé pour toutes les ambitions ou pour toutes les jouissances à son choix, sans autre limite que celle de ses forces. Mais ses forces sont bornées, les concurrents sont nombreux et peut-être mieux armés, et il est malheureux, incurablement triste, en dépit des excitants et des narcotiques.

L'idéaliste, même ainsi isolé, ne peut suffire à la tâche qui lui reste. Cette tâche est de se rendre heureux, et il est accablé, dégoûté de sa propre faiblesse, il se méprise. La Restauration avec ses poètes, Musset entre autres, a inauguré l'ère du désespoir. Le mal a commencé, comme il fallait s'y attendre, par les natures les plus distinguées ; mais ensuite il s'est répandu sans mesure. Chacun s'est chargé d'un fardeau trop lourd, a voulu trop sentir et trop faire, de trop bas il a voulu monter trop haut, et il a trouvé dans la consta-

tation de son insuffisance la cause la plus cruelle de découragement; car si la fatuité est mauvaise, le dégoût de soi-même est une véritable et incurable maladie.

Aussi qu'arrive-t-il? Les Français passaient, il y a un siècle, pour le plus gai de tous les peuples; aujourd'hui, la forme de beaucoup la plus fréquente de la folie est la mélancolie. « En 1872, dit le docteur Foville, lorsque nous avons fait la répartition de tous les malades de la maison de Charenton, d'après le genre de leur folie, les lypémaniaques, toutes variétés comprises, représentaient 31 p. 100 de la population masculine, 40 p. 100 de la population féminine et plus de 35 p. 100 de la population totale de l'établissement. Aucune autre espèce n'atteignait des chiffres aussi élevés.

« La statistique portant sur les malades entrants donne des résultats identiques. D'après celle de Charenton pendant la période décennale de 1856 à 1866, la proportion des lypémaniaques admis aurait été de 36 p. 100 des admissions... Dans les asiles de la Seine-Inférieure, la proportion a été depuis quelques années dans le service des hommes de 32 et dans le service des femmes de 40 à 42 p. 100, soit en moyenne de 37 p. 100. »

Le même auteur signale comme la cause la plus ordinaire de cette maladie l'ambition déçue, et il ajoute qu'elle est fréquente « surtout aux époques de la vie les plus remplies et les plus sujettes aux émotions vives, c'est-à-dire entre trente et cinquante ans », l'âge en un mot où l'individu est à l'apogée de son développement possible. C'est précisément à l'heure où ses forces physiques et mentales ont atteint leur maximum qu'il sent le plus amèrement leur disproportion avec la tâche ambitionnée. La lypémanie avec ou sans tendance au suicide, voilà donc l'un des termes ultimes où peut conduire chez nous la suprême exagération de l'idéalisme individuel. Ce n'est pas un résultat très différent de la satiété des honneurs

et de l'existence où il venait aboutir chez les vieux Romains. « Les célibataires, on le sait, sont beaucoup plus exposés au suicide que les époux et les époux sans enfants, que les pères de famille. Quand la famille est très forte, quand les traditions domestiques sont tellement puissantes qu'elles résistent à ces luttes intestines qui ailleurs dissolvent le mariage, en un mot, quand les divorces et les séparations de corps sont rares, les suicides sont rares aussi, et là où les premiers sont fréquents il en est ainsi des seconds[1]. »

La lypémanie et le suicide n'atteignent jamais qu'une fraction très minime d'une population et sont intéressants à signaler surtout comme point d'aboutissement d'une tendance. Mais ils ont des effets qui tout en étant moins profonds sont beaucoup plus répandus, tels par exemple l'énervement. « Il en sera de cette affection, qui n'est qu'un degré, un début souvent, de la grande névropathie, comme de cette névropathie elle-même, à laquelle on a prédit que son cercle s'élargirait d'une façon effrayante en raison du mouvement ascensionnel imprimé à l'humanité et de l'accroissement des besoins insatiables qui sollicitent progressivement et incessamment les intelligences. Les exigences toujours croissantes de la vie sociale, si elles ne sont pas corrigées ou neutralisées par les progrès et l'application d'une bonne hygiène, surexciteront de plus en plus les passions et multiplieront à l'infini les manifestations de cette endémie névrosique, l'énervement[2]. »

Buffon avait signalé dès l'autre siècle « la vie timide et contentieuse » que mènent la plupart des hommes dans leur âge mûr comme le plus grand obstacle à la longévité. On pourrait la considérer à juste titre comme non moins préjudiciable à la fécondité de la race. L'individu, en ramenant tout à soi,

1. M. Durckheim, *Revue philosophique*, novembre 1888, p. 462.
2. Dr Brochin, *Dictionnaire des sciences médicales*, art. Enervement.

non seulement a abouti à se détruire au lieu de se rendre heureux, mais il a rebuté jusqu'à la tendance presque invincible de l'inconscient vers son expansion, il est devenu stérile. Dans les pays d'aisance générale où la dépression de la natalité est considérable, j'ai souvent rencontré un nombre surprenant de familles riches qui, malgré leur désir très vif d'obtenir une postérité, sans qu'aucune modification perceptible de leur organisme soit intervenue, demeurent cependant stériles. Ces tristes familles font songer à ces animaux sauvages jouissant d'une liberté relative dans un parc ou dans une volière et qui ne s'y reproduisent point. En vain ils continuent à jouir de leur climat naturel, d'une nourriture abondante, d'une santé parfaite, en vain l'accouplement a lieu, l'œuf de l'oiseau est produit; il manque quelque chose d'inconnu, un coefficient d'entrain et d'espérance illimitée, nécessaire sans doute pour constituer « cet appétit d'immortalité », comme s'exprime Leibniz, qui est au fond de la génération.

En résumé, l'attraction capillaire, grand moteur de tout progrès social, ayant reçu de circonstances particulières à la France actuelle une activité démesurée, a déterminé une prédominance excessive des tendances individuelles ou, ce qui revient au même, un déficit des tendances sociales. Telle est la maladie générale dont nous sommes atteints et dont l'oliganthropie n'est qu'un cas particulier, bien qu'il soit le plus grave de tous.

Parvenus à ce degré de généralisation et d'abstraction, nous sommes en possession du terme synthétique ramenant à l'unité des phénomènes historiques aussi divers que la ruine des civilisations antiques, la faible natalité de la France contemporaine, l'isolement croissant des citoyens, la tendance à dépouiller le militarisme et à nier la solidarité sous toutes ses formes. Nous avons signalé dans les chapitres qui

précèdent un ressort nouveau d'une incalculable puissance et exposé les divers ordres de conséquences dus à son action. La nature vraie et la profondeur du mal ainsi mises en lumière, nous aurons quelque chance de lui trouver, dans la suite de cet ouvrage, des remèdes qui soient autre chose que des palliatifs.

CHAPITRE XX

REMÈDE GÉNÉRAL A L'IDÉALISME INDIVIDUEL

Valeur spéculative du nouveau principe de population. — Il est indépendant de toute préférence politique. — Possibilité d'un remède. — Caractère transitoire du mal. — Limite d'action du remède. — En quoi l'idéalisme individuel est nécessaire. — Effet de la démocratie : augmenter l'importance de l'individu. — Viriculture intensive et viriculture extensive. — Deux conditions de guérison : voir le mal, vouloir le remède. — La solidarité doit remplacer la fidélité. — La solidarité peut être imposée par les lois. — Possibilité de la réforme sociale. — Subordination de l'individu à l'État. — L'État est un organisme qui vaut plus que la somme des unités composantes. — État, fin du citoyen. — Savoir, fin de l'État. — Buts légitimes du citoyen : beauté, moralité, savoir. — Science, négation absolue de l'égoïsme. — Le but national est imposé par les circonstances. — A l'avenir, il sera choisi. — Nécessité d'un but national. — Absence de but commun en France, source de division et de faiblesse. — Rôle d'une saine sociologie.

Ce qui est le plus capable de donner confiance dans la valeur du nouveau principe de population, c'est qu'il est indépendant de toute préférence politique et pourrait au besoin être invoqué indifféremment par les partis les plus opposés.

Étant établi que le mal qui tarit en France les sources de la natalité tient à une situation transitoire où règnent à la fois les mœurs de la monarchie et les principes, les tendances de la démocratie, le remède indiqué au législateur se résume en deux mots : faire concorder. Le réactionnaire cherchera naturellement à établir l'accord en éliminant l'élément démocratique, le démocrate en supprimant ce qu'il nous reste de monarchique; mais tous deux peuvent,

en différant sur le remède, s'accorder sur le diagnostic.

Ainsi, par exemple, dans la sphère politique, la contradiction pourrait cesser de deux manières, si les lois, comme dans les pays monarchiques ou mieux encore dans les pays de castes, instituaient des catégories de privilégiés et des barrières entre ces catégories; si enfin l'on « restaurait la hiérarchie », conformément aux vœux des légitimistes après les élections de 1871, il y aurait harmonie entre l'opinion qui estime les conditions inégales et les lois qui reconnaîtraient les hommes inégaux. L'opinion continuerait de proclamer enviable la position des supérieurs; mais la constitution sociale établirait qu'elle est inaccessible, le désir de s'élever se trouverait désespéré et par cela seul réprimé, au moins dans la sphère du pouvoir politique.

La solution démocratique au contraire consisterait dans le changement de nos sentiments, l'abdication des préjugés aristocratiques et monarchiques : mettre en honneur la modération dans les goûts, la médiocrité et la simplicité, recourir hardiment aux lois somptuaires, proclamer l'équivalence des fonctions sociales, en un mot être tous peuple et se contenter de peu par vertu, comme le peuple s'en contente en monarchie par nécessité.

Dans les sphères de l'esthétique et du savoir, le législateur réactionnaire continuerait son œuvre en augmentant le luxe, le goût des jouissances, et favorisant la création d'une nouvelle aristocratie d'argent; il devrait se proposer de soumettre l'homme comme la femme au vieux dogmatisme catholique et proscrire soigneusement toute tendance contraire à l'enseignement ecclésiastique. Il n'est pas douteux qu'un tel régime, pour peu que la nation voulût s'y soumettre, ne supprimât chez la plupart des individus le désir comme la possibilité de s'élever et en même temps le défaut de natalité qui en résulte.

Seulement, les fleuves ne remontent pas vers leur source et pareil remède est heureusement aussi impraticable qu'il serait funeste. Il s'agit de trouver un remède qui soit un progrès sur l'état présent; l'étude du mal suffit à l'indiquer.

Le pouvoir administratif est trop centralisé? Décentralisez-le.

La richesse, c'est-à-dire le pouvoir social par excellence, est trop centralisée? Activez le fonctionnement des facteurs d'égalité.

L'émigration vers la capitale entraîne tout ce qui ferait la vie de la province? Etablissez en province les mêmes choses qui attirent à Paris. Laissez-y les moyens de satisfaire l'ambition, mettez-y des moyens de culture intellectuelle, esthétique, qui ne laissent rien à envier. Ce sera l'affaire de quelques centaines de millions. Mince dépense pour un si grand objet.

Vous avez une population qui dépouille le militarisme? Aguerrissez-la.

Vous avez une esthétique absurde et contradictoire à votre état social? Adoptez-en une qui ait le sens commun. Frappez le luxe par un impôt largement progressif sur les objets de sa consommation; vous trouverez là les ressources budgétaires qui, convenablement employées en province, y retiendront les habitants.

Vous souffrez du cléricalisme qui énerve l'autorité paternelle, divise la famille, propage le pédantisme de la frivolité? Coupez-lui les vivres. Au fond vous êtes presque tous libres penseurs et vous respectez la religion pour la forme. Mettez la forme en harmonie avec le fond.

Enfin puisque tous ces maux ont leur suprême expression dans l'idéalisme individuel, tournez contre lui tous vos efforts; fortifiez la solidarité; faites en sorte que tout ce qui se fait au nom du peuple soit imposant, grand, riche et abon-

damment pourvu. Ce traitement général une fois appliqué, on pourra songer à des lois spéciales destinées à entraver les progrès de l'oliganthropie.

La dépopulation tient, ainsi que nous l'avons établi, à un état transitoire de la société qui, donnant trop à l'individu et le surchargeant outre mesure, l'a conduit à se prendre lui-même pour but de ses efforts, en sorte que le principe de solidarité ne se trouve plus en proportion normale. Le mal est donc essentiellement transitoire comme ses causes, et celles-ci, parvenues à un certain degré d'énergie, s'annulent par l'accomplissement même de leur effet. Ainsi l'attraction vers la vérité positive, qui détruit les religions, n'aura plus son action actuelle sur la natalité quand celles-ci seront éliminées; l'attraction vers les fonctions publiques perdra en grande partie sa mauvaise influence quand la plupart des possesseurs de grades universitaires seront, grâce à leur nombre croissant et à la décroissance du fonctionnarisme, obligés de refluer vers le commerce, l'industrie ou l'agriculture. Enfin, jusque dans le domaine de l'esthétique, le luxe étant réprimé, au profit de la viriculture physique et mentale, l'égalité devient possible, la variété est tolérée et l'attraction cesse.

Mais une évolution de cette nature embrasse nécessairement, bien que transitoire, une période d'une durée assez longue pour qu'un peuple puisse y périr. Toute époque de renouvellement est d'ailleurs une époque de crise et de faiblesse. Notre situation est comparable à celle d'un chef de train dans un passage dangereux, tantôt il prendra le parti de reculer ou de ralentir sa marche, tantôt il préférera s'élancer à toute vapeur et diminuer la durée du péril. C'est cette dernière méthode qu'il faut choisir; car il faut arriver au but, et mieux vaut précipiter sur la pente les tendances régnantes que de chercher à les contrarier.

Il ne faut donc pas craindre d'exaspérer l'idéalisme individuel lorsqu'il est nécessaire pour préparer un état de civilisation plus harmonique. En effet, l'individualisme n'est pas excessif en ce sens que les citoyens sont trop fiers, trop indépendants ou trop au fait de leurs droits. Ils ne sont pas trop portés à penser par eux-mêmes, ils ne sont ni trop cultivés ni trop polis. Tant s'en faut; on doit souhaiter au contraire que ces qualités grandissent de jour en jour, car elles seules peuvent permettre l'acquisition de vertus sociales d'un ordre supérieur. Mais il y a trop d'individualisme en ce sens que l'individu oublie trop la famille et la race, la société et la patrie. Les devoirs de la solidarité ont cessé de lui être imposés par une autorité supérieure et il n'est encore ni assez éclairé sur ses vrais intérêts ni assez généreux pour se l'imposer de lui-même. L'équilibre n'est peut-être rompu que par l'accroissement d'une qualité, cependant, même quand cela serait, cette rupture d'équilibre ne peut être que désastreuse. Il est utile à l'oiseau d'avoir des ailes grandes et vigoureuses, cependant, si l'une des ailes grandissait seule, ce progrès rendrait le vol impossible.

Tout ce qu'il faut vouloir, c'est le rétablissement de l'harmonie. Bien que l'individualisme en excès puisse être mortel pour un peuple, comme l'a trop bien prouvé la triste fin des civilisations antiques, il faut le réprimer avec mesure. Il est naturel que l'individu, devenu citoyen et non plus matière sociale, tienne à soi-même et sente sa valeur. Tout dans la démocratie lui crie de penser ainsi. Tout ce qui lui dit : sois démocrate, lui dit par cela même : occupe-toi de valoir, occupe-toi de durer et même occupe-toi de jouir. C'est une des fins de la démocratie d'augmenter la durée de la vie moyenne, le bien-être et la valeur des citoyens. Par cela seul elle entraîne sans le savoir, mais fatalement, une limitation assez étroite de leur nombre. Une démocratie, même très active, libérale

et dirigeant bien ses efforts, ne comporte donc jamais qu'une natalité assez faible. Il ne faut pas demander un remède capable de produire une exubérante fécondité; mais seulement d'empêcher une oliganthropie périlleuse et surtout d'empêcher l'individu de gaspiller ses forces sans profit pour le progrès.

Il ne faut pas oublier qu'une nation de trente-huit millions d'hommes comme la France fait plus pour le progrès, donne un rendement en fait de découvertes scientifiques, d'œuvres d'art, d'activité politique et de puissance militaire, cent fois plus considérable que la Chine entière, dont la population est douze fois plus forte. Ce n'est pas trop s'avancer que de dire que sous ces divers rapports réunis, dans notre siècle et sur notre sol, la molécule sociale vaut plus de mille molécules sociales de la Chine. Cependant, même chez nous, elle est bien loin d'avoir atteint son maximum de productivité, d'énergie et de résistance. Ces qualités pourraient certainement devenir centuples. Il faut donc que le philosophe politique, préoccupé de la direction rationnelle à donner au développement de la nation, se souvienne que la viriculture intensive et la viriculture extensive sont le plus souvent en raison inverse l'une de l'autre, et qu'en favorisant la première, il conserve toujours pour la seconde une part au moins égale de sollicitude.

La démocratie libérale, avons-nous dit, n'engendre jamais qu'une assez faible natalité, parce qu'elle donne moins à l'extension de la race qu'au progrès de l'individu. Au contraire, la démocratie césarienne diminue à la fois le nombre des citoyens et la valeur de chacun d'eux ; elle use les forces de la société au profit du vice, de la paresse et des plaisirs, c'est-à-dire en pure perte. C'est contre cette action doublement déprimante qu'il est surtout nécessaire de se tenir en garde.

Au reste, quel que soit le mal, la guérison est toujours

possible à deux conditions : l'une, que l'on voie clairement sa nature, l'autre, que l'on veuille sérieusement le guérir. Les enseignements de l'histoire ancienne et les habitudes d'analyse propres à l'esprit moderne nous garantissent que la première condition sera remplie. Quant à la seconde, il y a plus de difficulté; car ce qu'il s'agit de guérir par l'énergie de la volonté est précisément une maladie de la volonté; toutefois la chose est possible, surtout si une conscience claire du péril supplée à la faiblesse du vouloir.

La vérité la plus importante dont doive être persuadé un peuple qui aspire à la gloire de se gouverner librement, c'est la nécessité du sacrifice et du dévouement volontaire au bien public. La fidélité envers le prince, le chef de tribu, le seigneur féodal ou le roi est le principe qui, en faisant équilibre à l'égoïsme individuel, a permis la formation et le maintien des nations. De ce que ce lien s'est usé, il faut se garder de conclure que la force de cohésion qu'il engendrait ait cessé d'être nécessaire. Dans tout état social, et en démocratie plus encore qu'en monarchie, elle est indispensable sous peine de dissolution. Il faut que la nation sache s'astreindre aux devoirs de la solidarité.

Évidemment il serait insensé d'attendre de la spontanéité individuelle l'énorme somme de sacrifices nécessaires à l'entretien de la vie sociale. Compter uniquement sur des enrôlements volontaires pour entretenir des armées permanentes, ou sur des contributions volontaires pour fournir le montant du budget serait une illusion encore plus naïve que celle qui crut pouvoir payer avec des cotisations volontaires les trois derniers milliards de l'indemnité de guerre. Mais quand une nation sait reconnaître ses défectuosités, il se peut fort bien qu'elle ait encore assez d'énergie et de vertu pour se mettre par des lois dans l'obligation d'y remédier. La moralité d'une assemblée peut très bien être fort supérieure à celle de

chacun des députés qui la composent. Ainsi cent hommes, dont aucun ne veut du mariage pour lui-même, pourront fort bien néanmoins convenir que le mariage est une institution utile, avantageuse même au point de vue individuel, et il est très possible qu'il se trouve, dans une pareille assemblée, une majorité pour adopter les mesures susceptibles de l'encourager. De même pour la guerre. Dans une réunion de cent poltrons, il ne sera pas impossible de rencontrer une majorité décidant que dix d'entre eux se dévoueront pour éviter une mort certaine aux quatre-vingt dix autres. A plus forte raison en sera-t-il ainsi, si sur les cent votants il y en a soixante qui soient courageux ou qui ne courent point le risque d'être désignés par le sort.

Il faut observer que les hommes pris en masse parlent et légifèrent selon leurs maximes, bien qu'ils aiment à agir d'après leurs penchants. C'est ce qui fait que l'on s'est trompé quand on a dit que pour réformer les mœurs il fallait en avoir. Sans doute, c'est une excellente condition ; l'homme vertueux pourra agir et parler avec plus de force. Dans une nation où la majorité serait d'une moralité stoïque, les mesures préservatrices de la morale naîtraient d'elles-mêmes. Heureusement il n'est pas indispensable qu'il en soit ainsi. Entre les hommes qui observent strictement le devoir et ceux qui affectent de le mépriser, il y a la foule molle et indécise, qui a d'assez bons principes et de médiocres habitudes. Un peuple ainsi composé peut très bien, sous le coup de quelque catastrophe qui frappe son imagination ou sous le fouet de quelque parole exceptionnellement éloquente, voter des mesures destinées à comprimer ses propres penchants. Il peut n'y avoir qu'une petite minorité ayant des goûts militaires, et cependant il s'y trouvera une majorité pour augmenter la durée du service ou resserrer la discipline. Presque tous les hommes feront profession d'aimer dans les mœurs

une certaine liberté voisine du relâchement ; une fois réunis, ils n'en feront pas moins des lois contre les publications pornographiques ou contre l'adultère. Les hommes sont encore susceptibles d'honorer et d'encourager les vertus très longtemps après qu'ils ont cessé de les pratiquer. Il n'y a là nulle hypocrisie, car ils sont très sincères en voulant le bien, ils sont seulement trop amollis pour le faire sans contrainte.

Une nation dans cet état d'esprit serait donc très capable de se réformer elle-même par des lois. Bien que débilitée par l'idéalisme individuel, elle pourrait sentir la nécessité de renforcer le principe de solidarité et prendre des mesures à cet effet. C'était la volonté qui nous paraissait le point le plus malade et c'est elle maintenant qui nous rassure. On peut être certain qu'elle fera son office, pourvu que l'intelligence soit suffisamment convaincue.

A ce point de vue, la première et la plus importante notion qu'il faille rectifier est celle des rapports de l'individu à l'État.

Déjà plusieurs fois il nous a fallu indiquer ce qu'ils doivent être pour faire comprendre la nature du mal qui a ruiné les civilisations antiques et qui menace la nôtre. Il faut y revenir ici comme à un point tout à fait capital.

L'individu, avons-nous dit, se prend lui-même pour un but et se considérerait volontiers comme la cause finale de l'État et de la race. En réalité il doit être subordonné à l'État, comme l'État lui-même doit être subordonné au but que la raison lui assigne dans chaque circonstance.

Tout ce qui existe a commencé par être amorphe, depuis le système solaire jusqu'à la société ; l'œuvre d'organisation s'est accomplie par le groupement des parties autour de leur pôle d'attraction respectif. Il n'en sera pas autrement de la nébuleuse sociale que de la nébuleuse cosmique. La molécule chimique avec le temps a formé le monde ; la cellule a

formé le végétal et l'animal ; l'homme, molécule sociale, avec le temps et au prix de tâtonnements auxquels nous assistons, finira par produire, après mille essais temporaires qui se dissoudront à cause de leur imperfection, la société définitive comprenant l'humanité tout entière. En attendant, tous ces groupements provisoires qui portent le nom d'États, animés chacun de la tendance à dominer et englober toute l'espèce, sont, par rapport aux individus qu'ils renferment, ce que serait l'humanité, si, dès à présent, elle formait un État universel.

Dans le corps humain, il serait absurde de donner pour but à l'organisme la vie et la santé des cellules et cependant le plein épanouissement des cellules est indispensable à la santé et au bonheur de l'organisme. Ainsi doit-il en être dans le corps social. Il faut que l'espèce, et, en attendant le groupement final, l'État, attende son bien du plein épanouissement de l'individu, et que, par contre, l'individu ne se considère jamais que comme une force subordonnée à un organisme supérieur en valeur et en dignité. Concilier l'antithèse de la personnalité individuelle et de l'espèce représentée par l'État, là est toute la morale de toute la sociologie.

Les théoriciens de l'individualisme à outrance se figurent toujours l'État comme un agrégat d'individus pareils ou à peu près, n'ayant entre eux qu'un lien tout à fait contingent. Rien de plus faux. L'État est bien réellement une combinaison organique douée de propriétés nouvelles et communiquant aux molécules sociales qu'elle enferme en elle-même des propriétés toutes nouvelles. Au point de vue des matériaux, il n'y a rien dans un cerveau qui ne se ramène à quelque corps simple de la chimie, il possède néanmoins des propriétés que n'avait aucun de ces corps, si bien qu'en somme le cerveau humain vaut infiniment plus que le poids équivalent d'azote, de carbone, d'oxygène, d'hydrogène, de

phosphore et des autres corps simples qui le composent.

Une armée de quatre cent mille individus vaut mieux pour son objet que les quatre cent mille individus qui la composent, si, au lieu de former une armée, ils n'étaient qu'une simple agglomération. Une machine à battre vaut mieux que l'amas de pièces de bois et de fer dont elle est composée, et celles-ci perdraient presque toute leur valeur en perdant leur valeur relative.

De même l'État français vaut mieux que la somme des trente-huit millions d'individus qui le composent, lui aussi est une machine complexe et vivante. Seule son organisation donne à l'individu valeur de citoyen et le rend apte à un rendement intellectuel et moral dont il serait incapable s'il était isolé.

L'État seul permet la culture, culture du citoyen, qui n'est pas son but, qui, au contraire, malgré toute son importance, n'est qu'un heureux effet de l'État. En assurant la sécurité, la liberté, en procurant des moyens de développement pour les citoyens, l'État se prépare des éléments meilleurs dont il se crée une complexion plus puissante et plus active. Il produit la science par l'accumulation des expériences du passé et des moyens de travail. Il produit la justice, l'art, et, à peu près sans exception, tous les biens artificiels. C'est toujours, bien entendu par le moyen d'un individu, comme le cerveau qui produit une idée ne la produit jamais que par la vibration de quelqu'une de ses cellules, mais on ne peut pas dire que cette cellule a produit l'idée, car elle ne l'eût pas produite si elle n'eût fait partie d'une cervelle et d'un homme. De même tel savant eût été dans l'impossibilité de découvrir les lois de l'oxygénation du sang en tant que simple individu. Mais il a pu faire sa découverte parce qu'il se trouvait citoyen d'un grand État qui a pu lui donner une instruction complète, une chaire, des appareils, et qui a dû commencer par

se rendre lui-même assez intelligent pour comprendre la nécessité de lui procurer toutes ces choses. La civilisation, en comprenant dans ce terme la science, l'art, la vie morale et politique, la richesse économique et toutes les bonnes prédispositions acquises par l'homme, est une énorme force accumulée dont l'État est l'accumulateur. Lui seul fait les civilisés.

Ainsi le citoyen doit être subordonné à l'État et non l'État au citoyen, parce qu'aucun être ne peut avoir sa fin que dans ce qui vaut mieux que lui.

Mais l'État lui-même, quelle sera donc sa fin? Ce qui vaut mieux que lui sans doute. — En ce cas nous pouvons conclure tout d'abord que sa fin ne doit pas être de se sacrifier pour d'autres nations, surtout plus égoïstes et moins bonnes. « La France est le Christ des nations », s'écriait le Père Enfantin. « C'est la nation martyre », répondait Michelet. Mais en réalité tout ce dévouement est une duperie. Les nationalités voisines profiteront toujours du bien qu'on leur fera et n'oublieront pas une minute qu'elles sont des rivales. Cette ingratitude est dans la nature des choses. Tout État vise naturellement à la domination universelle et se trouve en antagonisme invincible contre ce qui l'empêche d'y parvenir.

Mais l'État trouve néanmoins sa fin dans ce qui vaut mieux que lui, dans ce qui serait encore sa fin quand même il serait parvenu à englober l'humanité entière, je veux dire dans le culte de la vérité. Tel est le seul et véritable but de l'effort universel, tel que le révèle un simple regard jeté sur ce qui se passe autour de nous. La capillarité sociale a pompé la vie dans toute la nation; molécule à molécule, toute la substance a suivi et monté docilement vers le sommet. Là est le foyer de combustion; et qu'en résulte-t-il? Deux choses : un formidable amas de détritus et d'ossements dans

les cimetières de Paris, quelque peu de science dans les bibliothèques et dans les cervelles d'un petit nombre d'hommes. Maigre résultat, semble-t-il, pour une si terrible consommation d'existences, pour tant de travail, de luttes et de douleurs. Tel est bien cependant l'unique but ou, du moins, l'unique résultat final de l'évolution universelle : l'être parvenant à prendre une conscience de plus en plus complète de lui-même dans la cervelle d'un homme. Ce but, l'homme y va inconsciemment, quoique au milieu de mille échecs, entraîné par l'illusion du bonheur individuel. En devenant conscient, il doit vouloir le vœu de la nature et mettre sa raison subjective en harmonie avec elle.

Par rapport à ce grand but, l'individu, l'État, la race, l'humanité elle-même ne sont que des moyens ; mais ce sont des moyens indispensables. Il faut que la race se perpétue ; il faut que l'État soit fort, par conséquent que les citoyens soient féconds et qu'ils soient justes entre eux, il faut que l'individu atteigne la plénitude de son développement pour que les organismes qui sont formés de lui acquièrent toute leur valeur. Une nation peut et doit avoir trois buts légitimes : le progrès en beauté, qui ne concerne que l'individu isolé ; le progrès en moralité qui a pour sphère la patrie et la race et demande souvent le sacrifice de l'individu à ses semblables ; enfin le progrès en savoir qui a pour sphère l'univers entier et qui est la négation par excellence de l'égoïsme individuel. Rien comme la science n'arrache l'homme à la préoccupation de sa personne pour le livrer tout entier au souci de ce qui est absolu et universel. Les savants sont les vrais sauveurs qui sacrifient leur personnalité et l'immolent pour le salut du monde. Même en descendant au simple point de vue pratique, la découverte du chloroforme, de la vaccine ou du quadrilatère de Watt, vaut, pour épargner de la douleur ou créer des produits utiles, le

travail de millions de serviteurs. Mais en réalité, elle vaut infiniment plus, parce que c'est un progrès de la vérité.

Il faut qu'à toute époque de son histoire, une nation s'emploie d'une façon consciente ou non à poursuivre soit l'un des buts indiqués ci-dessus, soit un des buts accessoires qui sont moyen par rapport à ceux-ci, tels que la richesse, la liberté, l'égalité, l'indépendance et la sécurité des frontières ou la conquête des pays voisins. Jusqu'à ce jour, ce sont les circonstances seules qui se sont chargées d'imposer aux peuples les buts à poursuivre. Désormais les peuples qui forment l'élite de l'humanité civilisée ont vu croître suffisamment leur conscience et leurs forces disponibles pour jouir d'une certaine liberté dans leur choix. L'humanité se trouve visiblement sur le seuil d'une période nouvelle où elle va devoir donner à sa marche une direction voulue consciente et motivée.

Une nation qui profiterait de la situation pour ne rien choisir et laisser régner indéfiniment le caprice individuel, serait, par cela seul, en voie de dissolution. Les hommes, au lieu de marcher côte à côte dans le même sens avec l'émulation pour les entraîner, s'en iraient à la débandade, tournoyant sur place et, se trouvant bientôt front contre front, ils finiraient par se déchirer mutuellement.

Que l'homme soit en paix ou en guerre, il faut qu'il lutte toujours, si ce n'est contre l'ennemi, ce sera contre son voisin; ce sera au besoin contre lui-même et, dans le malaise de l'oisiveté, il travaillera à détruire par le vice l'excédent des forces dont il ne trouve pas l'emploi rationnel. A la sociologie française doit revenir l'honneur de marquer le but véritable aux efforts des nations modernes et de leur répéter ensuite le vers du poète :

Demain, le but français étant le but humain,
Vous y courrez.

A. DUMONT.

Chez aucune nation d'ailleurs un tel travail n'est plus nécessaire.

L'Allemagne a payé par deux siècles de division et d'impuissance la gloire d'avoir fait la Réforme et le malheur de n'avoir pu la faire triompher complètement. L'Angleterre, la Suède, la Hollande, où elle triompha, en virent leurs forces accrues dès le XVIIIe siècle. En France, la puissance reviendra, lorsque l'unité se rétablira par la victoire complète de l'encyclopédie révolutionnaire et le règne de ses conséquences inévitables.

En attendant, règne l'anarchie, suite de notre défaut de principes communs. Aux uns le vieux dogmatisme religieux donne pour but le salut individuel et, comme moyen, l'obéissance à la direction ecclésiastique. Aux autres le césarisme propose comme idéal les jouissances individuelles. Le parti légitimiste demande l'immobilité ou le retour au passé. La démocratie républicaine veut le bonheur de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre; quelques-uns demandent en même temps le développement de l'individu en valeur. Tous s'accordent à vouloir la puissance de l'État réduite au minimum et ne se montrent capables que d'une politique fragmentaire, de conceptions indécises et d'une action hésitante. Enfin l'économie politique, toujours préoccupée de questions purement matérielles, tend à considérer la société comme une machine à production et à consommation.

Il est temps qu'une saine sociologie vienne couper court à ce débordement d'idéalisme individuel résultant du défaut d'une conception rationnelle de l'avenir humain. Elle seule peut remettre l'individu à sa vraie place dans la race et dans l'État. Tandis que l'économiste lui dit : produis beaucoup, consomme beaucoup, accumule beaucoup de capitaux, elle répond : grandis en nombre et en courage, en beauté et en vertu, sache tout ce que l'on sait, découvre ce que l'on ne

sait pas encore, et surtout, simple et modeste anneau dans une chaîne infinie, ne te prends jamais pour le terme dernier de la série ni pour le but légitime de tes propres efforts. Une telle pensée, pernicieuse pour la famille et pour la patrie, l'est encore pour le bonheur individuel.

CHAPITRE XXI

RESTAURATION DE LA SOLIDARITÉ

Moyen d'action : agir sur les idées pour changer les volontés. — Solidarité des citoyens entre eux. — Plus grande dans les petits États, moindre dans les grands. — Causes qui la fortifient. — La solidarité est le contenu positif du vocable idéaliste fraternité. — Solidarité physiologique. — Ses conséquences : homogénéité de la population, nécessité de relever les misérables. — Elle limite le principe de la concurrence universelle. — Stabilité d'une civilisation, en raison du nombre des civilisés. — Nécessité de vouloir la solidarité. — Fondement des sympathies démocratiques. — Solidarité de l'homme et du sol natal. — Conséquence. — Le libre échange diminue le labourage et la population rurale. — Effet de la protection sur la répartition de la population. — Effet de la petite propriété sur la valeur de l'homme. — Le libre échange nie la solidarité sociale et territoriale. — Les économistes et les socialistes sacrifient la patrie, les uns à l'individu, les autres à l'humanité. — Nécessité de la patrie. — Conclusion : agriculture intensive et viriculture intensive.

Il pourra paraître étrange au premier abord que, pour traiter un mal en apparence tout matériel comme le déficit de natalité, on ne propose que des changements d'idées. Rien de mieux justifié cependant. Le petit nombre des naissances ayant été reconnu un fait purement volontaire, le seul et unique moyen de métamorphoser les volontés individuelles d'hommes libres, consiste précisément à rectifier les maximes secrètes qui les déterminent. Il s'agit moins de changer des lois que des opinions et des mœurs; et pour les lois elles-mêmes, elles ne peuvent être votées dans un pays de suffrage universel que si les tendances dont elles sont

l'expression ont préalablement pénétré la majorité du corps électoral.

Après la nécessité de la subordination de l'individu à la race et à l'État, la doctrine qu'il est le plus utile de faire triompher est celle de la solidarité des citoyens entre eux.

Un caractère particulier à la France, c'est, ainsi qu'il a été dit, qu'elle est une démocratie centralisée. Comme elle est une démocratie, il est naturel que chacun y songe beaucoup à son développement personnel. Comme elle est centralisée, il est fatal que chacun s'en remette le plus souvent au pouvoir central des affaires de la patrie.

Dans une république fédérale, le citoyen pense continuellement à son petit pays, il en parle, il en discute, il se passionne pour l'intérêt public, dont il voit clairement et sans intermittence la connexion avec ses intérêts particuliers. S'il a de l'ambition, il voit près de lui ce qui peut la satisfaire. Puis c'est réellement tout autre chose d'être un membre du conseil souverain de Genève que d'être conseiller général pour Limoges ou pour Amiens. Le premier n'a rien au-dessus de sa tête, le second a toute une hiérarchie qui l'annule.

Plus la patrie est petite et plus la vie civique y est active ; plus d'autre part les citoyens ont conscience de leur solidarité les uns avec les autres. Dans un grand pays la solidarité est moins vivement sentie. Il faut que la guerre, les impôts, de grandes actions accomplies ou de grandes calamités souffertes en commun fassent souvenir les particuliers qu'ils sont réellement parties d'un même organisme.

Les psychologues professent que c'est par la résistance des corps étrangers et par la douleur que s'éveille la conscience du moi individuel. Par les malheurs publics se forme et se fortifie le sentiment de l'individualité nationale. L'histoire a signalé l'influence de la guerre de Cent ans sur l'éveil du

patriotisme français. La réaction contre les invasions françaises pendant les guerres de l'Empire a rendu à l'Allemagne la conscience de son unité, et, à la veille de la guerre de 1870, M. de Bismarck disait avec raison que, en cas de revers, la défaite même aurait un avantage pour la Prusse, celui d'amener l'Allemagne à se serrer plus étroitement autour d'elle.

Soustraite à cette influence des malheurs publics ou d'un danger constant, une démocratie de quarante millions d'hommes et centralisée ne peut que voir diminuer en elle le sentiment des devoirs militaires. « Les démocraties ne peuvent soutenir longtemps la haine de l'étranger », observe Sismondi, et la raison en est claire : la poussée divergente des tendances individualistes y dissout la patrie.

Il faut de toute nécessité contrebalancer cette mauvaise influence en fortifiant le sentiment de la solidarité. Plusieurs circonstances concourent à rendre le succès possible : la pression constante d'un ennemi supérieur en force, le service militaire obligatoire, la presse périodique partout répandue et jouant le rôle de la tribune dans les républiques grecques, enfin et par dessus tout la rapidité des communications qui rapproche jusqu'à quarante-huit heures de distance les points les plus éloignés de la France, la met dans la situation d'un État antique assez petit pour être traversé à cheval en deux jours.

Dans un de ces éclairs de génie anonyme qui tracent la route pour des siècles devant la marche de l'humanité, la Révolution française adopta la devise liberté, égalité, fraternité, dont les trois termes, également nécessaires, se complètent si bien les uns les autres. Jusqu'à ce jour cependant la poursuite de la liberté ou de l'égalité, le soin de les défendre contre les retours agressifs de la réaction ont fait oublier la fraternité. Ce terme est resté incompris et a sem-

blé longtemps de pur ornement. Grave erreur, puisque son importance égale au moins celle des deux autres. La fraternité n'est autre chose que la solidarité reconnue et voulue; c'est le vocable idéaliste dont la solidarité est le contenu positif.

Il ne dépend pas du caprice des hommes d'être ou de n'être pas solidaires, ils le sont toujours, même à leur insu, même contre leur gré. La solidarité physiologique, économique, patriotique, morale et intellectuelle est une loi supérieure à la volonté humaine. Mais tandis que la solidarité acceptée est pour une nation la cause de toute vigueur et de toute santé, la solidarité méconnue est une cause continuellement agissante de dissolution sociale.

Parlons d'abord de la solidarité physiologique. On peut faire à ce sujet une remarque de la plus grande simplicité, mais dont les conséquences sont infinies. Tout homme a un père et une mère, deux grands-pères et deux grand'mères, quatre arrière-grands-pères et quatre arrière-grand'mères, soit huit ascendants du troisième degré. En supposant l'absence complète de mariages consanguins on obtient seize ascendants du quatrième degré, trente-deux du cinquième, soixante-quatre du sixième, mille vingt-quatre du dixième et un million deux cent huit mille cinq cent soixante-seize du vingtième. En remontant à vingt générations en arrière, soit, si l'on accorde à chaque génération une durée moyenne de vingt-cinq ans, à cinq siècles seulement, chaque individu se trouve ainsi plus de douze cent mille ascendants contemporains les uns des autres dont chacun lui a fourni un douze cent millième de son sang, et qui tous, grâce à l'hérédité, influent sur sa constitution physique, intellectuelle et morale.

On sait comment en remontant à dix générations et à deux cents ans en arrière, on trouve à Louis XV un ascendant dans la ligne maternelle qui était simple notaire à Bourges.

Si l'on pouvait remonter à deux ou trois siècles plus haut et rechercher tous les ascendants de ce notaire, on trouverait très probablement dans le nombre des mendiants, peut-être des voleurs et très certainement une grande quantité de pauvres hères. « Je cuide, disait Rabelais, que plusieurs sont aujourd'hui empereurs, rois, princes et papes en la terre, lesquels sont descendus de quelques porteurs de rogatons et de coustrets. Comme au rebours, plusieurs sont gueux de l'hostière, souffreteux et misérables, lesquels sont descendus de sang et ligne de grands rois et empereurs. » Le mot est exact à la lettre; mais s'il est vrai même pour les rois qui ne s'épousent qu'entre eux et prennent en tout cas un soin jaloux de la noblesse de leurs alliances, combien le sera-t-il plus pour la masse de l'humanité !

Inversement, que l'on suppose à un individu deux descendants féconds du premier degré, quatre du second, huit du troisième et ainsi de suite en doublant toujours, ce qui est supposer la population stationnaire, on constate qu'au bout de vingt générations, il aura laissé environ douze cent mille descendants dont chacun aura un douze cent millième de son sang. Chaque individu n'est qu'un point dans l'humanité. Mais ce point est placé à l'entrecroisement de deux lignes qui, en se prolongeant sans fin au-dessus de lui comme en dessous, finissent par embrasser l'immensité dans leur écartement. Logiquement, cette expansion de l'individu dans le passé et dans l'avenir n'a d'autres bornes que celles de l'espèce même. En fait elle se trouve limitée par une langue, une rivière, une montagne, une différence de religion, ou simplement par l'éloignement et la difficulté des communications. Cette limitation toutefois n'est pas si étroite qu'elle n'embrasse encore, d'une façon au moins possible, une très notable partie d'une nation. C'est là que réside le fondement de la solidarité physiologique.

Quand les historiens du siècle dernier écrivaient des phrases comme : nous fûmes vainqueurs à Bouvines, nous prîmes Jérusalem ou Constantinople, ils n'étaient pas si ridicules en disant *nous* que le pensait Voltaire. Pour ne parler que des croisades, où tant de nobles de fraîche date se vantent d'avoir eu leurs ancêtres, on peut leur accorder libéralement qu'ils ne se trompent pas, à la seule condition d'ajouter que la même chose est vraie du premier venu ; car la chose malaisée à croire, ce serait qu'il y eût un seul Français n'ayant aucune partie du sang des cinq cent mille guerriers qui prirent part à ces expéditions. Les porteurs de titres, même authentiques, n'ont à cet égard aucun privilège sur le reste de la nation. Si quelque tête semble émerger, la racine plonge dans la masse homogène. En dépit de l'orgueil qui essaye de se tenir dans un isolement affecté, toutes les familles sont formées des mêmes éléments; les différences d'aptitudes, quand il y en a, sont accidentelles, passagères et superficielles.

Aux plus fiers de leur fortune, de leur santé, de leur intelligence, de leur dignité ou de leur vertu, on peut toujours dire : vous avez très certainement parmi vos ascendants et vous aurez très certainement parmi vos descendants des sujets présentant l'antithèse absolue de vos bonnes qualités; ne dédaignez pas vos concitoyens misérables. Vous pouvez être certains d'ailleurs que ces êtres si grossiers, brutaux et serviles, ignorants, sales et ivrognes que vous méprisez tant aujourd'hui, seront les aïeux de vos propres descendants. Plus il y a de scrofuleux aujourd'hui en France, plus vos arrière-petits-fils courent risque d'avoir la scrofule, plus il y a de phtisiques, de fous, d'alcooliques, plus sont nombreuses pour votre postérité les chances d'anémie et de névrose. En vain, vous comptez sur votre vigilance, elle sera déjouée. Vous connaissez le père et la mère, les deux grands-pères et les deux

grand'mères de celui qui doit entrer dans votre famille. Mais il devient plus difficile d'être renseigné sur les huit aïeux du troisième degré, sur les seize du quatrième, et pour les mille vingt-quatre du dixième, la chose devient tout à fait impossible.

A quelques générations de vous, votre descendance prend une telle extension que son intérêt se confond avec celui de la nation entière. Si vous avez quelque souci de votre postérité, une telle considération doit vous déterminer à subir ou plutôt à voter avec empressement les lois même les plus incommodes. Si, au contraire, vous et la majorité des Français n'avez pas plus de souci de votre famille que de votre patrie, si vous êtes tout aux préoccupations égoïstes et ne voyez rien en dehors de vous, alors, rien ne sert de le dissimuler, la race est aussi bien perdue qu'un malade indifférent sur son état et qui refuse les remèdes.

La sélection naturelle et toutes les douleurs qu'elle engendre, les concurrences vitale, commerciale et industrielle ont fait les progrès de l'espèce humaine, d'abord sa victoire sur les espèces animales, ensuite la victoire de nos races civilisées sur les races inférieures. Aujourd'hui une puissance nouvelle intervient qui oppose une digue à l'extension illimitée de ce principe. On a osé dire que le droit du vainqueur n'avait de limite que sa pitié pour le vaincu; ce blasphème contre l'humanité est heureusement un blasphème non moins énorme contre la saine raison. Quelle que soit la nature de la lutte, l'intérêt bien entendu du vainqueur lui commande de ne rien faire qui puisse diminuer la valeur du vaincu.

Qu'il s'agisse de liberté, de courage, de moralité, de force physique ou de richesse, de culture intellectuelle ou de culture esthétique, la seule condition qui rende durables tous les biens et toutes les vertus, c'est leur égale répartition. La

stabilité d'une civilisation est en raison du nombre de ceux qui y participent.

C'est une proposition générale qui reste vraie, quel que soit l'élément de la civilisation que l'on envisage.

Montesquieu remarquait que les mariages sont d'autant moins troublés par l'adultère qu'il y a plus de mariés, « parce qu'il y a plus de vols quand il y a plus de voleurs. »

La propriété, on le dit tous les jours, est d'autant plus solide qu'il y a plus de propriétaires.

Notre politesse est d'autant plus grande que nous avons l'avantage de vivre avec une société plus polie.

Notre goût pour les arts et pour le travail intellectuel est d'autant plus vif que nous habitons une ville plus savante et plus artiste, etc.

Une famille saine et belle, grande, vigoureuse, isolée au milieu d'une population malingre et rachitique, s'allie avec elle et ses bonnes qualités se perdent. Un homme libre vivant au milieu d'esclaves prend les vices de la servitude; c'est-à-dire qu'il a moins de dignité et plus de licence. Il sera tour à tour insolent ou lâche, et en tout cas abject et sensuel. L'homme entouré d'ignorants et de paresseux reculera devant le travail nécessaire à la culture de son esprit; celui qui vit au milieu d'êtres grossiers perdra sa délicatesse, sa sensibilité poétique. Nous n'avons, quoi que nous fassions, une qualité à un haut degré que si ceux qui nous entourent la possèdent eux-mêmes. Pour être plus moraux, il faut être entourés d'hommes moraux. Pour rester toujours dignes et maîtres de nous, il faut que nous ayons en face des hommes capables de se tenir debout et de nous résister quand nous avons tort.

Il s'ensuit que travailler au relèvement des faibles, à l'amélioration des moins bons, c'est indirectement, mais très réellement travailler pour nous-mêmes et pour notre posté-

rité. Désormais il ne faut plus parler de l'élimination des faibles par les forts. Il faut que chaque citoyen se tienne continuellement en disposition de vouloir, avec une largeur systématique, les mesures législatives qui l'obligeront aux devoirs de la solidarité.

Grâce à la suractivité des facteurs d'inégalité laissés sans contrepoids, la civilisation française, avons-nous dit, est aujourd'hui, sous toutes ses faces, pareille à une armée en marche qui s'allonge de plus en plus. La doctrine de la solidarité aura pour effet de disposer toutes les volontés à prescrire impérieusement l'avancement des traînards. S'il pouvait y avoir hésitation, le danger d'une rupture d'équilibre entre des groupes d'hommes si différents devrait suffire à la faire cesser.

Le second devoir qui s'impose à la nation, c'est de protéger contre toute cause de dépérissement et de corruption la santé et la vigueur morale des classes laborieuses. La raison en est simple, elles sont la source principale de la population. La sève du sauvageon montant par capillarité dans les branches de la greffe, nourrit les fruits dont celle-ci ne fait que déterminer la forme et la saveur. De même, c'est le sang des paysans, si lourds et arriérés, qui, infusé dans les veines des couches sociales plus cultivées, leur communiquera la vigueur nécessaire pour faire avancer la civilisation. C'est du peuple seul que viennent toute délicatesse et toute force. La culture mondaine affine l'homme ; ce qui est vraiment exquis est spontané comme ce qui est vraiment puissant. Michelet l'a très bien vu, l'esprit s'aiguise, se polit et se pare dans les hautes classes, mais c'est dans le peuple que naît le génie. « Si vous étudiez sérieusement dans sa vie et dans ses œuvres ce mystère de la nature qu'on appelle l'homme de génie, vous trouverez généralement que c'est celui qui, tout en acquérant les dons du critique, a gardé les

dons du simple. Ces deux hommes opposés ailleurs sont conciliés en lui. »

Le dévouement à la patrie qui mesure la valeur du citoyen et qui place les classes populaires au-dessus de toutes les autres, n'est autre chose que l'acceptation enthousiaste de deux solidarités, la solidarité des hommes entre eux et la solidarité des hommes avec le sol natal. Car la première ne suffit pas. La volonté de vivre ensemble, d'avoir mêmes lois et même honneur est évidemment nécessaire pour former la patrie. Nul n'est Français s'il ne veut l'être; est et demeure Français en dépit des traités quiconque veut l'être. Les contrats signés sous l'empire de la violence ne tiennent pas contre la raison, ils sont toujours nuls par rapport à toute volonté qui se refuse à les ratifier.

Cependant est-ce là toute la patrie? Non, la patrie n'est pas une simple volonté, une simple abstraction. Le sol natal qui devient notre chair, notre sang, nos nerfs et nos pensées, qui détermine par avance quelles qualités seront les nôtres, et quelles épithètes nous caractériseront, notre terre avec ses rochers et ses fleuves, ses végétaux, ses animaux, son ciel et son climat, voilà la grande nourrice, éternellement féconde et austère dont les sourires consolent tant de douleurs et que l'exilé n'emporte point à la semelle de ses souliers. La terre et l'homme forment un tout, réagissant continuellement l'un sur l'autre et se façonnant mutuellement, corps et esprit, d'une même personnalité. Sa beauté embellit celui qui l'habite, et quand l'homme commet l'imprudence de l'enlaidir, sa laideur et sa vulgarité se reflètent en lui. Rien de plus positif et de plus matériel que cette unité du sol et des races qui l'habitent. Cette seconde solidarité est, comme la première, un fait d'observation. L'homme fait partie de la faune d'un pays et la faune varie avec le sol qui la nourrit. Le bœuf du Cotentin diffère du bœuf andalous, comme le bas

normand diffère du paysan de Grenade, et comme les herbages de Carentan ou de Pont-l'Évêque diffèrent de la Vega.

On peut dire en un certain sens que celui qui achète son blé à l'étranger en devient moins Français, car son lien avec le sol est en partie rompu. Sous ce rapport, l'ouvrier de l'industrie, sevré de la nature française, déraciné de la terre et enfermé dans l'air vicié de ses usines et de ses cités ouvrières, est moins heureux que le paysan. Il a moins de patrie et tend à se rapprocher de la condition de l'esclave antique. Il est moral, il est utile au point de vue social que, si l'année est mauvaise, ce ne soit pas seulement l'agriculteur qui en pâtisse, mais la nation toute entière ; que si, au contraire, la récolte est bonne, toute la nation s'en réjouisse.

Vers la fin de la république romaine, l'importation et la distribution gratuite des blés de la Sicile, de la Sardaigne et de l'Afrique tuèrent l'agriculture en Italie. En s'ajoutant à la concurrence du travail servile, elles dépeuplèrent les campagnes et les changèrent en vastes pâturages.

En France, l'importation à bas prix des blés étrangers et la concurrence de l'agriculture extensive qui règne aujourd'hui dans les deux Amériques agissent dans le même sens. Elle diminue l'étendue des champs cultivés, augmente celle des herbages et rend nécessaire l'émigration vers les villes. Le prix de la récolte diminuant continuellement, il arrive fatalement un moment où il n'est que l'équivalent des frais de culture. Alors le propriétaire couche en herbe son labour ; au lieu d'être producteur de céréales, il devient producteur de beurre ou de fromage, ce qui diminue la main-d'œuvre ; ou bien il devient producteur de viande, ce qui la supprime presque entièrement. L'ouvrier qui vivait de la charrue ou de la moisson peut désormais aller se faire cantonnier sur la route ou balayeur à la ville voisine. La campagne pleine de bestiaux n'a plus besoin de lui. Il n'y a plus de travail, plus de

pain, plus d'air pour lui aux champs; expulsé par une puissance invisible, mais inexorable, il peut aller grossir la population industrielle. Ses fils compteront sur 100 conscrits 52,8 réformés comme à Bolbec, ou 55,2 comme à Lillebonne. La détérioration de la terre accompagne la détérioration de la race dès que leur solidarité est méconnue.

Il ne faut pas douter que l'attraction des villes ne fût suffisante pour faire décroître la population rurale. Mais l'importation des blés étrangers, qui seule lui permet de vivre à la ville, serait de son côté suffisante pour en forcer une grande partie à quitter la campagne. L'Amérique joue donc à notre égard, bien que dans une mesure restreinte, le rôle des provinces frumentaires à l'égard de l'Italie antique. A Rome, comme chez nous, on envisageait avant tout l'intérêt du consommateur et il se trouva qu'on réussit uniquement à énerver la race, user les ressorts de l'État et faire des déserts qui ne se sont point repeuplés. Quand l'*alma parens* cesse d'être la mère des moissons, elle ne peut plus être la mère des guerriers.

Dans un pays où, par hypothèse, l'importation des denrées agricoles serait interdite absolument, le chiffre de la population urbaine serait déterminé par l'excédent de ce que la population rurale produit sur ce qu'elle consomme. Quand cet excédent diminuerait, les villes affamées diminueraient également, et réciproquement, plus les denrées seraient abondantes, plus la population urbaine s'accroîtrait. Si la population rurale ne produisait une année que le strict nécessaire pour sa propre subsistance, la population urbaine (abstraction faite du rôle des capitaux accumulés antérieurement) refluerait vers les campagnes ou mourrait de faim, de sorte qu'elle serait anéantie. Si, inversement, les subsistances étaient gratuites et en quantité illimitée, il ne resterait personne dans les campagnes, puisqu'on n'y pourrait rien gagner,

et tous les habitants se tourneraient vers l'industrie.

Chaque fois que, dans un pays, mille personnes de population urbaine demandent à l'étranger leur provision de blé, de viande, de beurre ou de matières premières pour l'industrie, elles expulsent des campagnes, en les y rendant inutiles, et par conséquent non rémunérés, tous les ouvriers précédemment occupés à produire ces diverses denrées.

La population urbaine gagne au libre-échange de payer un peu moins cher un certain nombre d'articles de première nécessité. L'ouvrier rural qui a abandonné l'agriculture pour une autre industrie n'en est peut-être pas plus pauvre. De la sorte aucun individu ne songera à se plaindre.

Mais les questions d'argent et de consommation ne sont pas tout. Contrairement aux individus, l'État aura éprouvé un préjudice énorme, la diminution de la population agricole, la plus forte et la plus saine, au profit de la population urbaine, et le fond, national par excellence, un capital sacré, le sol de la patrie sera moins cultivé et moins productif qu'il ne l'eût été.

Une saine conception de la démocratie doit faire considérer la terre et le citoyen comme destinés à croître simultanément en valeur par le progrès corrélatif de l'agriculture intensive et de la viriculture intensive. La terre et l'homme, solidaires l'un l'autre, se perfectionnent l'un par l'autre. La terre améliore l'homme comme l'homme améliore la terre.

La petite propriété cultivée par son propriétaire a cet immense avantage de faire donner à la terre et à l'homme tout ce qu'ils peuvent. Dans l'humus de l'une et dans les muscles de l'autre, la vigueur productrice va s'emmagasinant et acquiert une intensité inouïe.

L'homme a une plasticité qui dépasse de beaucoup ce que l'on croit généralement. On peut faire de lui à peu près tout ce que l'on veut. Le tout est de le mettre au milieu des in-

fluences propres à stimuler sa volonté. Or rien ne stimule le sentiment de la valeur personnelle comme la propriété territoriale. Comme on l'aime autant quand elle est petite que quand elle est grande, c'est un énorme avantage pour une nation de compter un grand nombre de propriétaires, dût chacun d'eux ne posséder que fort peu. Les autres genres de richesses ne donnent que le bieu-être; celle-ci procure en outre une satisfaction d'amour-propre et une influence moralisante.

Le paysan ne s'y trompe pas. « Dans cette terre sale, infime, obscure, il voit distinctement reluire l'or de la liberté. La liberté, pour qui connaît les vices obligés de l'esclavage, c'est la vertu possible. Une famille qui, de mercenaire devient propriétaire, se respecte, s'élève dans son estime et la voilà changée ; elle récolte de sa terre une moisson de vertus. La sobriété du père, l'économie de la mère, le travail courageux du fils, la chasteté de la fille, tous ces fruits de la liberté, sont-ce là, je vous prie, des biens matériels, sont-ce des trésors qu'on peut payer trop cher[1] ? »

De tels avantages compensent amplement les quelques inconvénients dont on a pris prétexte pour déplorer le fractionnement de la propriété en France. Toute question pécuniaire est ici secondaire et doit être négligée. Il s'agit du bien de la race, cet intérêt prime tous les autres. Il faut être partisan de la petite propriété, parce que c'est une condition de la viriculture intensive. Et si le maintien de la petite propriété exige le rétablissement du système protecteur, il n'y a pas d'hésitation à avoir. C'est le cas de dire, périsse un principe plutôt que la petite propriété.

Le libre échange met au-dessus de tout le progrès de la consommation et il détruit la solidarité naturelle et nécessaire

1. Michelet, *le Peuple*, p. 63.

qui doit exister entre le producteur national et le consommateur national, pour y substituer une solidarité fictive avec l'humanité entière qui n'est qu'une duperie. En agissant ainsi, il met la qualité de consommateur au-dessus de celle de citoyen et il détruit autant qu'il est en lui la patrie.

Économistes et socialistes, ennemis sur tous les autres points, se trouvent d'accord pour la besogne sacrilège de détruire l'idée de patrie. Les uns la sacrifient à l'individu, les autres l'immolent à l'humanité. Écoutez Enfantin : il faut que la France s'attribue une mission non seulement de désintéressement absolu, mais de dévouement et de sacrifice. « Qu'elle perde ses plus anciennes affections européennes, qu'elle soit bafouée, montrée au doigt, jugée au banc des criminels », peu lui importe, pourvu qu'elle reste l'apôtre, le soldat et au besoin le martyr du progrès.

Écoutez l'économiste, il n'a qu'un objectif et qu'un culte : les jouissances de l'individu. D'accord avec la politique césarienne, il répète comme Napoléon III : « Nous ne produisons point trop, mais nous ne consommons pas assez. » Par égard pour le consommateur, il faut que les impôts soient aussi bas que possible, dussent les arsenaux être imparfaitement garnis et des services nécessaires à la vie sociale ne point fonctionner, faute de dotation. Si la pesanteur des impôts avait forcé une famille bourgeoise à remplacer par le bordeaux ordinaire le vin des grands crus, l'économiste serait inconsolable.

Cependant rien n'est moins intéressant au point de vue social que la consommation de luxe. Qu'une saveur un peu plus délicate ait été ressentie à la place d'une saveur un peu plus vulgaire, quel profit l'humanité, la science, l'art ou la morale en retireront-ils ? Que restera-t-il de cette sensation fugitive ? Absolument rien. Il est indigne d'un homme d'État de s'arrêter à de telles puérilités. C'est le nombre, c'est la

valeur des hommes qu'il faut accroître et non leurs jouissances. Et quant aux socialistes, ils oublient sans cesse qu'il est des progrès mortels pour le premier qui les accomplit, et qu'ils ne peuvent être réalisés que simultanément et d'un commun accord. De ce nombre sont certainement la cessation de la concurrence entre individus et de la guerre entre nations, la fusion des divers peuples en un grand État qui embrasserait l'humanité toute entière. Malheur à qui prend l'initiative de pareils progrès et se couche avant que l'ennemi ait désarmé; il sera dévoré, pris pour dupe et raillé comme lâche ou comme imbécile.

Si vous voulez trouver à l'individu une antithèse suffisante pour l'arracher à son égoïsme, ne la cherchez point dans l'humanité, terme vague qui ne rend ni l'amour qu'on lui porte ni le bien qu'on lui fait. Cherchez-la dans la patrie. Là est le point où se réalise l'unité de l'homme et de la terre, l'unité de l'individu et d'une vaste agglomération de ses semblables, avec réciprocité rigoureuse de devoirs et de droits, solidarité de sang, de génie et d'honneur. La patrie est véritablement, comme l'enseignait Hegel, le lieu de la morale et du droit.

Concluons en disant : il faut que les deux solidarités, celle de l'homme avec le sol et celle des concitoyens entre eux soient de plus en plus senties et voulues. Grâce à la première, que la France devienne un jardin, que les landes se défrichent et se peuplent, que les marais soient drainés, les terres arides irriguées, les montagnes reboisées, les villages entourés de vergers et de bosquets plantés avec goût, que des différences aussi honteuses que celles qui séparent Jersey de Belle-Ile n'affligent plus le cœur et l'œil du patriote. Grâce à la seconde, que les inconvénients actuels de la propriété soient conjurés. Trop souvent l'étroit esprit d'égoïsme, la tendance à l'isolement et à la ruse caractérisent le paysan. Il

manque d'idées générales, de sympathies générales et de culture esthétique; il reste étranger au mouvement intellectuel de son siècle, et on ne peut le lui reprocher, puisque pour y prendre part, la première condition serait d'aller se fixer à la ville. Enfermé dans sa maison, libre de faire là ce qu'il veut, de cacher ce qu'il ne veut pas laisser voir, il se cantonne trop volontiers dans sa forteresse qui l'abrite contre les regards indiscrets et le souci du voisin. Il faut que l'école obligatoire, le service obligatoire, des sociétés de tir et de gymnastique, des fêtes publiques, l'organisation de l'instruction mutuelle des adultes, enfin des impôts suffisants pour doter largement tous les services et l'habitude d'en surveiller l'emploi lui rappellent sans cesse la solidarité communale, départementale et nationale.

Il faut, par tous les moyens possibles, maintenir la petite propriété; mais il faut vouloir le propriétaire riche fixé sur son domaine, l'esprit ouvert par des voyages, amplement muni de connaissances scientifiques, relevant sa profession et lui faisant honneur; le petit cultivateur instruit, confiant en soi, sûr de ses bonnes qualités et osant les produire sans embarras. Enfin il faut, comme moyens pour arriver à ces progrès, la décentralisation administrative, économique, intellectuelle, esthétique, la création d'un collège d'investigation scientifique par département, de missions scientifiques incessantes dans les bourgs et les villages, la création de musées cantonaux, de cercles cantonaux, de riches bibliothèques rurales, quelque dépense qui en résulte; en un mot la culture supérieure de l'homme à tous les âges.

Des remèdes de cette nature, non plus que ceux que nous proposerons dans les deux chapitres suivants, ne sont point capables d'augmenter directement la natalité. Mais ils peuvent accroître la force, la santé, la vigueur morale de la race, c'est-à-dire l'étoffe dont sont faites toutes les vertus, toutes

les supériorités intellectuelles ou autres. Ils peuvent empêcher la démocratie, dont le but essentiel est la viriculture intensive, de se fourvoyer dans un culte niais et grossier pour les satisfactions des sens ou de la vanité. Ils peuvent enfin enrayer les progrès de l'émigration rurale et par suite ceux de l'oliganthropie elle-même.

CHAPITRE XXII

REMÈDE DANS LA SPHÈRE POLITIQUE

Le suffrage universel est l'antidote de la centralisation. — Il nie monarchie, capitale, inégalité de culture. — Contradiction apparente. — Explication. — La démocratie n'a réalisé que ses effets négatifs. — Cause de l'accroissement du fonctionnarisme. — Raison historique. — Date récente où a pu commencer la décentralisation. — Mécanisme du pouvoir démocratique. — Marche idéale de l'idée vers sa réalisation. — Pourquoi elle n'a pas lieu en fait. — Inégalité de culture politique entraîne émanation. — Erreur de Herbert Spencer. — Comment le principe démocratique nie l'attraction centripète. — Tendance du mal vers sa guérison spontanée. — Moyen de l'activer. — Répandre Paris sur la France. — Réveiller l'initiative individuelle. — Réduire le nombre des fonctionnaires, les traitements et les frais de représentation. — Recours à l'élection. — Moyen d'user utilement la hiérarchie actuelle.

Le progrès de l'émanation qui engendre la centralisation et de la centralisation qui reproduit l'émanation sera-t-il donc éternel ? S'il en était ainsi, l'ascension centripète des molécules sociales et la dépopulation allant toujours croissant, nous marcherions à la décadence par une pente fatale. Heureusement il n'en est rien.

La démocratie porte son remède en elle-même. Le principe du suffrage universel et de la souveraineté nationale est bien réellement l'antidote d'une centralisation excessive et du désir immodéré de s'élever dans la sphère politique et administrative qui en résulte ; seulement il n'a point encore eu le temps de produire ses effets. Nous nous trouvons sous ce rapport, comme sous plusieurs autres, dans une phase tran-

sitoire et illogique où deux principes, l'un en voie de croissance, l'autre en voie d'extinction s'unissent pour amener une même conséquence : nous lancer impétueusement vers les sommets en tous genres ou vers ce que nous regardons comme tel.

Bien que la transition doive être longue et que l'unité de temps qui doit servir à mesurer ces lents mouvements de la société soit peut-être le siècle et non l'année, le phénomène cessera de lui-même, quand régnera sans mélange la démocratie véritable.

La centralisation a virtuellement commencé à rétrograder le jour où les assemblées politiques ont été librement élues par le suffrage universel. Alors le siège de la souveraineté a été déplacé; au lieu de résider dans le souverain, les ministres ou les fonctionnaires, détenteurs momentanés du pouvoir, il a été placé dans les dix millions d'hommes en possession de nommer les députés. Au lieu de résider dans une cour ou une capitale, c'est-à-dire sur un point privilégié du territoire, il a été placé dans la volonté des citoyens.

Comme l'émanation politique était logique avec la royauté du droit divin, le dogme de la souveraineté nationale est logique avec la décentralisation. De l'instant où l'ancien serf de la glèbe a revêtu la dignité de citoyen et témoigné sa résolution de conserver les droits qu'elle lui confère, toute notre organisation politique a été renversée sens dessus dessous; l'émanation, la centralisaion, la monarchie et l'aristocratie, la prépondérance d'une capitale ont été niées d'une manière radicale et absolue. Ce n'est plus d'en haut que sont censées venir toute lumière et toute puissance, c'est d'en bas; ce n'est plus d'un homme inspiré des dieux, sacré par les prêtres, fils du ciel ou cousin du soleil, c'est de tous les hommes, même les plus obscurs; ce n'est plus d'une grande cité, sanctuaire des arts, des lettres et des sciences,

c'est de partout, même des derniers hameaux cachés dans les bois et les marais.

Telle est la théorie dans sa crudité. Il est impossible qu'il coexiste dans un même État des citoyens vraiment souverains et un roi vraiment roi. Partout où il semble y avoir partage, comme dans le cas de royauté constitutionnelle, il n'y a qu'une fiction masquant l'état réel des choses. Il faut qu'une rivière coule dans un sens ou dans l'autre; il faut de même que la souveraineté effective vienne d'en haut ou d'en bas, et il faut pareillement que la culture intellectuelle, esthétique et politique, ou bien découle de la capitale aux extrémités, ou bien, ce qui est encore sans exemple, réside également intense aux extrémités et au centre.

La démocratie, qui veut que les citoyens soient souverains, exige encore que chacun d'eux ait une part égale de souveraineté en fait aussi bien qu'en droit. Dans sa notion est comprise celle de l'égalité de niveau entre tous les hommes, sans privilège pour aucun individu ni pour aucune agglomération. Si quelque privilège, au lieu de résulter de la loi, résultait de quelque concours de circonstances, ce serait alors au législateur démocrate à intervenir pour rétablir l'équilibre autant que la chose est possible sans entraver le développement régulier de la nation. Il est extrêmement utile d'insister sur cette vérité, précisément parce qu'elle commence à peine à se manifester dans le domaine des faits; elle n'existe encore que virtuellement, comme un idéal vers lequel se dirige la démocratie et qu'elle mettra sans doute de longues années à atteindre.

Il ne faut pas se lasser de redire que toutes les manifestations de notre vie sociale se déduisent, les unes de nos tendances démocratiques, les autres de notre long passé monarchique. A cette dernière cause sont attribuables dans la sphère politique l'inégalité de niveau, la centralisation,

l'émanation qui subsistent encore ainsi que l'active attraction vers le sommet central qui en est la conséquence. Le principe démocratique, au contraire, aboutit à diminuer la capillarité sociale en diminuant de plus en plus l'inégalité de niveau qui l'engendre.

Ceci posé, il peut paraître étrange que le principe démocratique n'ait pas gagné plus de terrain depuis un siècle que la souveraineté nationale a été proclamée. Si ce que nous avons dit plus haut est vrai, il eût pu sembler logique d'annoncer dès la Révolution que Paris, par exemple, perdrait, la monarchie une fois disparue, les avantages qui ont pris leur origine dans son rôle de capitale monarchique; les citoyens devenant souverains, il eût semblé naturel de prédire la diminution progressive du nombre et de l'importance des fonctionnaires, la ruine de la centralisation sous toutes ses formes.

Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Paris est aujourd'hui cinq fois plus grand qu'à la Révolution, et depuis le commencement du siècle son influence politique a de plus en plus relégué dans l'ombre les villes de province et les campagnes. En temps de paix, il fait l'opinion; en temps de trouble, les révolutions. Que le gouvernement vienne à s'effondrer comme en 1870, et les députés de la Seine se trouvent par le fait, sans que personne en soit surpris, dictateurs, dépositaires momentanés de la souveraineté nationale. La centralisation est contradictoire à l'esprit démocratique, et en réalité nous sommes plus administrés, gouvernés et réglementés que jamais; nous avons cinq ou six fois plus de fonctionnaires que l'ancien régime et un budget cinquante fois plus considérable. A la centralisation du pouvoir politique s'ajoute enfin, comme un corollaire indispensable, la centralisation du pouvoir social; tout ce qui est riche converge à Paris. Ainsi, résultat bizarre, la proclamation du principe

démocratique n'a eu d'autre effet que de livrer carrière à l'action des tendances monarchiques ou aristocratiques.

Ce phénomène mérite explication. Le génie de la Révolution n'a d'abord produit que des négations. Il s'est affirmé en supprimant les privilèges du clergé et de la noblesse, en supprimant le pouvoir royal, en supprimant les maîtrises et les jurandes, en supprimant les obstacles qui entravaient le libre accès de tous les citoyens aux emplois publics, enfin en supprimant les titres de noblesse et, pour un temps du moins, en supprimant le culte catholique. C'est ce caractère exclusivement négatif qui semblait à de Maistre la preuve d'une origine infernale. Vingt-cinq années ne furent point trop pour protéger les négations démocratiques contre un retour agressif de l'organisation antérieure. Depuis lors, que voyons-nous? Trente-trois années de royauté constitutionnelle, de régime censitaire, c'est-à-dire de retour timide vers le principe aristocratique; puis, après la secousse de 1848, presque aussitôt la réaction despotique, l'Empire, et jusqu'en 1877 une série de gouvernements presque toujours réactionnaires. C'est ce qui explique que la démocratie, vieille de près d'un siècle, n'ait guère encore produit que ses conséquences négatives. C'est d'hier seulement que, maîtresse de ses destinées, elle est mise en demeure de réaliser ses conséquences positives, et elle n'entre dans cette voie nouvelle qu'avec une timidité, des hésitations tenant au défaut général de préparation intellectuelle.

Il faut beaucoup de temps pour qu'un principe nouveau ait la force de prévaloir contre des habitudes séculaires. Jusqu'à ces dix dernières années on a été accusé de folie criminelle chaque fois qu'on a réclamé pour les citoyens le pouvoir de lire et d'écrire ce qui leur plaît, de s'assembler, de parler, d'agir et de se mouvoir sans lisières. Longtemps encore on sera accusé de tout désorganiser chaque fois qu'on sera d'avis de reprendre une à une aux fonctionnaires

du gouvernement les fonctions que les citoyens peuvent exercer eux-mêmes. Heureusement le mouvement en ce sens est inévitable. Le spectacle auquel nous allons assister va être celui de la démocratie parvenue enfin à sa majorité, grandissant chaque jour en lumières et en assurance et se débarrassant graduellement de la tutelle administrative. Ce mouvement, disons-nous, est inévitable, car ce n'est autre chose que la croissance de l'esprit public; mais il sera probablement assez lent, surtout au début.

Les dispositions législatives ne pourraient même le hâter qu'avec quelque mesure : car en rendant aux citoyens le droit de s'administrer eux-mêmes, la loi ne peut leur en donner ni la capacité ni la hardiesse. Le manque d'initiative individuelle légitime et nécessite l'initiative du pouvoir central, et réciproquement, c'est l'habitude de voir tout faire par les diverses administrations qui enlève aux populations le goût de se gouverner elles-mêmes.

C'est seulement depuis dix ou quinze ans que le mouvement de décentralisation a pu se produire. Les communes ont été mises en possession du droit de nommer leurs maires et les attributions des conseils généraux ont été étendues. Mais, alors même, le pouvoir central s'est plutôt dépouillé lui-même qu'il n'a cédé à l'assaut de la majorité des intéressés, et la sujétion à l'égard des préfets a souvent été remplacée par un asservissement d'un nouveau genre. Si l'on excepte quelques grandes villes et les communes déjà nombreuses où les luttes des partis ont éveillé l'esprit public plus tôt qu'ailleurs, un maire quand il est en même temps conseiller général absorbe tout le pouvoir de son conseil municipal, et dans beaucoup de départements le conseiller qui est en même temps député ou ministre devient à lui seul tout le conseil général. Le pouvoir inférieur conserve donc, même aujourd'hui, une tendance manifeste à se résorber dans le

pouvoir supérieur. Tant il est vrai que toutes nos libertés depuis le suffrage universel jusqu'à la moindre liberté locale ont plu d'en haut sur le peuple avant que la dixième partie des électeurs les eussent réclamées.

Comme les oiseaux nourris en cage sont tout d'abord incapables, une fois échappés, de pourvoir à leur nourriture et à leur sûreté, nous avons pris sous la tutelle administrative une incapacité à gérer nos propres affaires dont nous ne nous relevons que peu à peu.

Montesquieu soutient que la république demande plus de vertus qu'aucune autre forme de gouvernement, et il a raison ; mais ce qui est encore plus vrai, ou du moins plus évident, c'est qu'elle demande un esprit public plus éveillé, la connaissance et le souci des intérêts communs.

Les peuples finissent toujours par se servir à leur profit des droits dont ils disposent, et alors ils s'en montrent jaloux et savent les retenir. Mais cela n'a pas lieu tout d'abord. Aussi chaque période ne comporte-t-elle qu'une certaine extension du *self government*, et ce qui règle la dose c'est le progrès de l'éducation politique. Tant qu'il y aura émanation, il y aura centralisation proportionnelle ; et il sera nécessaire qu'il y ait émanation tant que le niveau sera aussi prodigieusement inégal entre les citoyens, tant qu'une fraction énorme du collège électoral n'aura pas d'opinion sur la plupart des questions. A mesure que croîtront ses lumières et la conscience de ses forces, l'électeur provincial ou rural réagira contre le pouvoir. Lui aussi voudra de sa volonté propre, aussi avancé en fait d'opinions et aussi confiant en lui-même que ses éducateurs.

C'est la réalisation de cet équilibre qui seule peut assurer l'application intégrale de la véritable théorie de la souveraineté nationale, dont la proclamation du suffrage universel n'est que le préliminaire.

Pour que tous les citoyens soient vraiment actifs et souverains, c'est-à-dire pour qu'ils soient des hommes parvenus à leur maximum de dignité sociale, il faut qu'ils ne se bornent pas à épouser à l'aveugle les passions d'autrui en adoptant sans les contrôler des idées qu'ils ne comprennent point. Que ces idées leur soient imposées par un prince héréditaire, par un tribun de génie au par la partie la plus avancée de la nation, qu'ils obéissent à la force ou à l'entraînement, qu'ils vivent en république ou en monarchie, au fond il n'y a toujours, malgré ces différences considérables, que dictature et despotisme s'exerçant d'en haut sur des sujets, des volontés passives, des intelligences qui ne raisonnent point.

Il semble que, dans une république composée uniquement de citoyens dignes de ce nom, c'est-à-dire au contraire d'intelligences et de volontés parfaitement autonomes, la marche d'une idée vers sa réalisation devrait être celle-ci :

1° L'idée d'une réforme, d'un progrès vers la justice ou la vérité ne peut naître simultanément dans tous les hommes d'une nation, si homogène soit-elle. Bien que le premier rosier qui fleurit au printemps ne puisse se vanter d'avoir appris aux autres à fleurir, il y a toujours un rosier qui fleurit le premier. L'idée sera donc soit la production personnelle d'un homme de génie, soit la production anonyme d'un groupe, d'une fraction plus précoce de la nation.

2° L'idée aussitôt née sera formulée et développée par le livre, vulgarisée par la presse périodique et par la tribune jusqu'à ce qu'elle soit arrivée à la connaissance de la foule des citoyens. Comme nous la supposons vraie, elle triomphera dans toute discussion et deviendra conviction nationale.

3° C'est à ce moment, et à ce moment seulement, qu'elle doit subir sa transformation d'idée en volition, passer de la sphère de l'intelligence dans celle de la force. C'est dans la

conscience de chacun des citoyens qu'elle doit commencer à être voulue. Elle devient ainsi volonté nationale.

4° La volonté nationale une fois formée, il ne s'agit plus que du travail en quelque sorte matériel d'élire des députés qui la formuleront en forme de loi et un pouvoir exécutif qui assurera sa réalisation dans le monde des faits.

Tel est le fonctionnement idéal d'un gouvernement démocratique dans un État parvenu à un tel degré de progrès que l'émanation d'en haut y serait supprimée par l'égalité du niveau intellectuel. Changez-y quelque chose, et vous n'aurez plus qu'une démocratie imparfaite, dans laquelle un nombre plus ou moins grand de sujets ne seront que sujets, au lieu d'être en même temps souverains et de participer à la direction politique du pays.

Le défaut général de l'homme convaincu d'avoir trouvé une théorie plus vraie, une idée susceptible de faire régner plus de justice et de bonheur parmi ses semblables, c'est d'en vouloir la réalisation immédiate avant que ses concitoyens aient acquis la même conviction que lui. Si quelque hasard fait tomber pour un instant le pouvoir entre les mains d'un tel homme, il se croira en droit d'en user sans rien écouter que sa conscience individuelle, et il légiférera en conséquence.

Il n'y a cependant là qu'un pur despotisme. Cette loi, qui n'aura pénétré ni dans l'esprit ni dans la volonté de la nation, n'aura qu'une existence précaire, elle sera sujette aux réactions; et lors même qu'elle serait maintenue, elle humilierait les hommes; car ce qui les élève, ce n'est pas de subir la vérité, mais de la voir et de la comprendre; ce n'est pas de faire malgré eux ce qui est juste, mais de le vouloir spontanément. Aussi le despotisme, même très éclairé, très bienveillant, réalise-t-il beaucoup moins de progrès en réalité qu'en apparence. Il peut assurer l'ordre et les progrès matériels; il ne peut presque rien pour le développement des hommes, parce

que l'homme nulle part ne progresse que par ses propres efforts. Comme intelligence et comme vertu, les Antonins valaient certainement mieux que leurs contemporains; cependant ils ne firent que masquer le mouvement général vers la décadence sans parvenir à l'enrayer.

Le despotisme d'une aristocratie sacerdotale ou guerrière, d'une assemblée, d'une élite sociale quelconque, est toujours dans une certaine mesure sujet au même reproche que le despotisme d'un homme. Toujours il méconnaît ce principe, que c'est par l'intelligence des citoyens qu'une vérité doit être reconnue comme telle, que c'est par leur volonté que la justice doit être voulue.

Cependant il est douteux qu'un seul instant dans l'histoire la vraie théorie de la réalisation des idées par la volonté libre des citoyens ait reçu son application. Seules peut-être les petites cités grecques en approchèrent en de courts instants, grâce aux discussions de l'agora, à l'oisiveté habituelle des citoyens assurée par le travail servile, à l'unité de culture politique, intellectuelle et esthétique. Partout ailleurs des différences considérables de niveau ont amené l'hégémonie en fait ou en droit d'une classe dirigeante, et partout a dû régner l'émanation.

Cette théorie d'après laquelle l'émanation est due à la supériorité du centre sur les extrémités et des gouvernants sur les gouvernés, se heurte à cette maxime souvent répétée et professée par de très bons esprits, d'après laquelle les peuples auraient toujours le gouvernement qu'ils méritent. Examinons donc ce qui en est.

D'après Herbert Spencer, « croire qu'une législation et une administration véritablement bonnes peuvent aller de pair avec une humanité qui ne l'est pas, c'est une erreur chronique... Etudiez les discours électoraux, vous verrez qu'on gagne des voix en flattant des préjugés absurdes et en cares-

sant des espérances irréalisables; mais qu'on en perd en avouant franchement les vérités sévères et en dissipant les illusions chimériques. Cette lecture vous ôtera l'idée qu'un peuple qui n'est pas vraiment raisonnable puisse se donner un gouvernement qui le soit. Observez comment les choses se passent, vous verrez que l'alambic électoral, quand on y verse l'immense ferment des passions et des idées politiques ne distille pas seulement de la sagesse, mais aussi de la folie; quelquefois c'est la folie qui domine... On ne peut attendre même du gouvernement représentatif une capacité et une rectitude supérieures à celles de la société dont il est sorti[1]. »

La pensée du philosophe anglais manque ici de netteté. Ce n'est pas le gouvernement représentatif *lui-même* qui est le miroir de la nation; mais c'est lui *surtout* ou même c'est lui seul qui tend à établir cette ressemblance entre les gouvernants et les gouvernés. Elle est d'autant plus grande chez un peuple que ses institutions se rapprochent davantage de la forme démocratique. Mais même en France ou en Angleterre, cette ressemblance est très éloignée d'être parfaite. Si l'on disait : tant valent les mandataires et tant valent les mandants, on n'exprimerait nullement l'état de choses qui règne en ces deux pays. En réalité, un collège électoral choisit toujours son député de beaucoup supérieur à la moyenne en culture intellectuelle, en connaissances politiques et même en éducation et en fortune. Qu'il ne le prenne pas nécessairement parmi les cinq ou six hommes les plus éminents de la circonscription, cela peut se faire et même causer à ceux-ci quelque ressentiment; mais on ne peut méconnaître que, du niveau moyen du suffrage universel au niveau moyen d'une Chambre quelconque, la distance ne soit énorme. Ainsi, même avec le suffrage universel, le pouvoir central à notre époque est, sous tous les rapports, fort

1. Herbert Spencer, *Introduction à la sociologie*, p. 312.

au-dessus de la nation et l'émanation ne peut manquer d'avoir lieu.

Peut-être aussi, si l'on consentait à ne point se payer de mots, devrait-on dire qu'une démocratie représentative, comme celles qui sont seules possibles aujourd'hui dans les États étendus, est en effet moins une démocratie qu'une aristocratie dont les membres sont électifs pour un temps. Or, le peuple n'élit pas nécessairement des hommes qui participent de son ignorance et de ses défauts. Des citoyens fort incapables de conduire une armée ou de juger un procès se sont parfois, comme à Rome, montrés fort capables de choisir de bons généraux et de bons magistrats. Il se peut donc fort bien que, même avec un régime électif, le gouvernement soit supérieur aux gouvernés.

Mais lorsqu'une nation, par son ignorance ou son défaut d'esprit public, est tout à fait incapable de se gouverner elle-même, comme c'était, par exemple, le cas de la Russie sous Pierre le Grand, la disproportion grandit à raison de cette incapacité. Elle est très considérable encore lorsque le souverain s'appuie pour gouverner sur l'opinion d'une classe dirigeante plus éclairée que la masse, comme en France sous les Bourbons. Il ne faut donc pas dire qu'un gouvernement est fait à l'image de ceux qu'il gouverne; mais tout au plus qu'il est fait à l'image de ceux sur qui il s'appuie pour gouverner.

La supériorité des gouvernants à la moyenne des gouvernés étant sous tous les régimes, au moins depuis le moyen âge, le fait habituel pour ne pas dire universel, il y a toujours dans un État à un degré quelconque émanation, centralisation, excitation violente du désir de s'élever. Une démocratie parfaite, au contraire, nie radicalement ces trois choses et elle les atténue d'autant plus qu'elle prend en fait une extension plus considérable. Cette extension se mesure par le progrès des citoyens en instruction, en indépendance de caractère

et en activité politique. Le mal présente donc une tendance à se guérir de lui-même.

Il faut aider la guérison en détruisant, c'est-à-dire en rendant inutile, autant que les circonstances le permettent, la centralisation qui existe actuellement au profit de certains hommes et de certains lieux.

D'abord, en ce qui concerne Paris disons avec Louis Blanc : « Ce qui serait désirable, ce serait au lieu d'enfermer la France dans Paris, d'étendre sans l'affaiblir Paris sur toute la surface de la France. » Obtenir sur toute l'étendue du territoire l'activité qui n'existe que sur un seul point, voilà le but. Il faut arriver à ce que toute mesure concernant uniquement l'intérêt d'une région soit prise sur le territoire même de cette région par l'intelligence et la volonté des habitants eux-mêmes. Par là les hommes trouveront sur le sol où ils sont nés un aliment à leur activité, à leur esprit de domination, et ils y resteront. Il faut que l'homme devenu adulte d'esprit et de corps puisse vivre, se reproduire et mourir sur le sol où il est né, qu'il trouve en y restant la possibilité d'un plein développement personnel. Les moyens de culture sont aujourd'hui scandaleusement insuffisants ; eh bien, à force de millions il faut les créer. En cela se résume le programme positif de la démocratie.

Mais ceci constitue un idéal fort lointain. Pour marcher dans cette direction, il faudrait diminuer la manie des emplois en détournant les ambitions vers la marine, le commerce, l'industrie ou l'agriculture. L'initiative individuelle, qui rend l'homme content partout où il a une entreprise prospère et lui fait voir dans le lieu qu'il habite le centre du monde, est le contrepoison de la centralisation excessive. Malheureusement, partout où la centralisation est depuis longtemps en excès, elle a précisément pour effet de détruire l'initiative individuelle. C'est ce qui s'est produit en Espagne, où

l'attraction vers les places est encore plus grande qu'en France, tandis que la terre y est pitoyablement cultivée et que les richesses minières ne trouvent personne qui veuille s'en occuper. En Angleterre, inversement, on préfère en général chercher la fortune dans les entreprises privées plutôt que dans les emplois publics. Cette disposition rappelle sans cesse l'activité vers les extrémités du royaume et permet à la force centrifuge de contre-balancer amplement la tendance opposée.

On sent l'avantage de cette disposition d'esprit pour la population. Les places de l'État sont toujours en nombre limité, même quand on en crée plus qu'il n'en faut. En outre, le plus haut degré ne peut jamais être occupé que par un seul homme, et toute la hiérarchie ressemble fatalement à une pyramide d'autant plus étroite qu'on monte davantage. Au contraire, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture l'initiative de l'un n'entrave point celle de l'autre. Si j'ai inventé un procédé de fabrication qui me donne la fortune, cela n'enlève pas à mon voisin la possibilité de faire un nouveau progrès. Il faut donc encourager les jeunes gens riches et ambitieux à se porter vers les professions lucratives par elles-mêmes, et d'un autre côté désespérer autant que possible leurs aspirations vers le fonctionnarisme.

Il faut avoir pour principe de considérer comme nuisible tout fonctionnaire qui n'est pas indispensable, non seulement parce qu'il est payé pour ne rien faire, mais parce qu'il détermine le courant ascensionnel dans une direction mauvaise.

Les employés de l'État sont trop nombreux et leur nombre va toujours croissant, en raison de la complaisance des chefs d'administration, de la manie qui les possède de compliquer les formalités, et surtout du secret désir de tous les gouvernements d'avoir beaucoup d'hommes sous leur dépendance immédiate et le plus possible d'ambitieux à satisfaire. Le mal

est difficile à guérir, car il ne peut l'être que par un membre de chaque administration qu'il s'agirait de réformer; et il en est bien peu qui soient assez dépourvus de préjugés et d'esprit de corps. Mais on pourrait tout d'abord, sans plus ample informé, supprimer le personnel manifestement inutile des sous-préfectures et d'un grand nombre de tribunaux de première instance, abolir les recettes générales, mettre en adjudication le recouvrement des impôts directs et les bureaux de tabac. Ce qui viendrait encore mieux à notre objet, ce serait la diminution des traitements et surtout la réduction des pensions de retraite qui pèsent si lourdement sur le budget. Cette réforme imposerait aux agents du pouvoir le souci de l'avenir et l'économie, qui sont la loi commune; elle diminuerait en même temps la séduction excessive qu'exercent les places sur l'imagination du public. Dans le même but, il faudrait supprimer les frais de représentation. La République ne doit point charger ses représentants d'entraîner la nation vers les mœurs aristocratiques. Une telle pratique, funeste sous le régime censitaire, est de plus souverainement illogique sous un régime démocratique qui refuse de reconnaître les classes dirigeantes et nie en principe l'influence prépondérante de l'opulence.

Plus une civilisation est avancée, plus son administration est complexe. Ainsi ne peut-il être question de diminuer beaucoup le nombre des fonctions publiques; mais on a la ressource d'en rendre un très grand nombre électives en les mettant non plus sous la dépendance de l'État, mais sous la dépendance immédiate des intéressés.

On ne saurait dire si elles en seraient mieux ou plus mal remplies. Mais cette réforme présenterait en tout cas un grand avantage, celui de fixer les citoyens chez eux au lieu de les faire vivre les yeux tournés vers le centre. De la sorte, ils verraient mieux que la fonction est faite pour eux-mêmes,

que la chose publique est leur propre chose. Ils seraient forcés de la mieux connaître et plus obligés envers ceux qui s'y dévouent. Ils se sentiraient solidaires, seraient plus portés à faire leur devoir et à exiger que chacun fasse le sien. Ils seraient en un mot moins sujets et plus citoyens.

De même que la nomination des fonctionnaires par l'État est d'ordre monarchique ou césarien, leur nomination directe par le suffrage du peuple est essentiellement d'ordre républicain et démocratique.

Si l'on réfléchit que l'attraction vers les places repose en grande partie sur une illusion due à l'éloignement, cette réforme, en rapprochant l'objet, fera voir ce qu'il vaut réellement et détruira le mirage. Cela supprimera dans la sphère administrative une cause d'attraction centripète, dont nous avons dit ailleurs les mauvais effets sur la race.

Le fonctionnarisme ainsi condamné en principe, une raison se présente de suspendre ou d'adoucir l'exécution de l'arrêt.

Les forces de la démocratie en face de l'organisation cléricale ressemblent à des bandes de partisans en lutte contre une armée régulière. Que les révolutionnaires aient pour eux le talent, le courage, la sincérité, le savoir et la raison, ils n'en ont pas moins le défaut d'agir sans ensemble et sans suite, ce qui les condamne sinon à être définitivement vaincus, du moins à être tenus longtemps en échec par la formidable organisation de l'Église et la supériorité de sa politique.

La nécessité d'un contrepoids peut excuser provisoirement le maintien d'une organisation rivale, c'est-à-dire de la hiérarchie bureaucratique, jusqu'à ce que la démocratie ait acquis plus de force et plus d'indépendance. Dans son émancipation graduelle, elle doit d'abord se servir du fonctionnarisme comme d'un instrument de plus en plus docile jusqu'à

ce qu'elle puisse le supprimer lui-même d'une manière définitive. Ce qu'il faut désirer pour le progrès de la démocratie libérale, c'est que ces deux émanations de l'antique système césarien, la hiérarchie ecclésiastique et la hiérarchie fonctionnariste, s'emploient à s'attaquer et à s'user mutuellement jusqu'à destruction complète.

CHAPITRE XXIII

REMÈDE DANS LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE

Contradiction entre la démocratie et l'inégalité croissante. — Nécessité de la faire cesser en diminuant l'inégalité. — Impuissance de l'individualisme. — L'inégalité est un effet naturel de la concurrence, l'égalité un effet artificiel de la loi. — Nécessité des deux facteurs. — Œuvre qu'ils accomplissent. — Relativité de toute conclusion les concernant. — Tendance française au socialisme refoulée par la tendance anglaise à l'individualisme. — Caractère contingent de la répartition actuelle des richesses. — Le principe de libre concurrence se légitime par son utilité. — La preuve qu'il est excessif, c'est qu'il devient nuisible. — Il aboutit à l'élimination des meilleurs. — Les passions égalitaires, elles aussi, sont naturelles et sont le point d'appui du législateur. — Leur disparition serait le vrai péril social. — Exemple de l'empire romain. — Le droit et le capital, faits spéciaux à l'homme, font qu'il peut se soustraire à la concurrence vitale. — La question de répartition doit prendre le pas sur celle de production. — Effet sur la natalité.

Dans la sphère du pouvoir social, le désir de s'élever est violemment surexcité par la contradiction existant entre les aspirations égalitaires que fomente la démocratie et l'inégalité en fait qui est allée toujours croissant depuis un siècle.

La cause du mal étant connue avec netteté, le remède se trouve par cela seul abstraitement déterminé : il suffit de faire cesser la contradiction.

Mais par quel moyen ? Sera-ce en refoulant les aspirations démocratiques ? Non, d'abord parce qu'elles sont justes : elles sont la voie du développement légitime de l'individu en valeur et en vertu. Ensuite parce qu'elles ne se laisseraient

pas comprimer. On ne doit donc pas le tenter, et, si on l'essayait, on ne pourrait réussir.

Il faut donc se rabattre sur l'autre terme, diminuer l'excès d'inégalité en fait en en demandant les moyens à l'un ou à l'autre des deux grands systèmes qui divisent actuellement la philosophie sociale, à l'individualisme ou au socialisme.

Mais l'individualisme et la concurrence sans frein cadrent avec l'aristocratie, puisqu'ils ne font qu'ajouter l'inégalité en fait à l'inégalité qu'elle consacre en droit. Au contraire ils jurent avec la démocratie, puisque celle-ci établit en principe l'égalité et la fraternité des hommes.

Les lois économiques, comme en général celles de la zoologie et de l'histoire, sont éminemment aristocratiques. Il semble qu'elles puissent se ramener à cette formule : donner toujours plus à qui possède davantage, et toujours moins aux plus déshérités.

Qu'il s'agisse d'une espèce animale plus mal organisée qu'une autre pour la concurrence vitale ou d'une catégorie de citoyens moins bien doués pour la concurrence commerciale, c'est une loi fatale résultant de la nature des choses que l'inférieur aille toujours s'enfonçant vers son néant jusqu'à ce qu'il y plonge et laisse la place à ses rivaux. Pour ceux-ci, à l'inverse, leur supériorité première, quelque faible qu'elle ait été d'abord, est une cause de supériorité croissante, et « l'effet, comme dirait Montesquieu, s'augmente par son effet même ». Il en est comme des intérêts composés, et c'est avec une rapidité comparable que le bonheur, la puissance et l'énergie, la valeur sous toutes ses formes, vont grandissant d'un côté, le malheur, la débilité et l'inertie, de l'autre. A la guerre, la victoire est au parti le plus fort, et elle le fortifie encore ; la défaite est le lot du plus faible, et elle l'affaiblit encore plus.

Les économistes se sont abusés quand ils ont compté sur

la concurrence pour établir quelque égalité. Le médiocre salaire de certaines professions et l'énorme rétribution de certaines autres viennent, prétendait Adam Smith, « de la politique de l'Europe qui n'abandonne en aucun pays les relations sociales à la liberté et aussi de certaines conditions des professions elles-mêmes et de considérations tirées soit des faits, soit de l'opinion des hommes ». C'est là une grave erreur. Si la concurrence imparfaitement libre produit déjà l'inégalité, complètement libre elle la produirait encore davantage. Quand la chose ne serait pas assez évidente *a priori*, l'exemple de la France et de toute l'Europe depuis un siècle le prouverait suffisamment.

La lutte est le grand facteur d'inégalité parmi les hommes. Il travaille à la manière d'un agent naturel, comme l'eau coule suivant sa pente tant que l'intervention de l'homme ne vient point contrarier son cours. C'est grâce à cette action incessante et insensible qu'il arrive à accumuler avec le temps ses énormes résultats.

Au contraire, l'égalité n'est rien à son début qu'un désir humain, puis une conception idéale réalisée par la volonté du législateur. Étant toujours artificielle, elle se sent de son origine : il faut l'entretenir et la fortifier comme une digue toujours minée par un courant supérieur au niveau de la plaine.

La philosophie, qui ne raisonne que sur l'abstrait, considère toujours les hommes comme des unités semblables entre elles et la personnalité humaine comme également respectable en chacun d'eux. Le législateur s'inspire de la philosophie et raisonne comme elle. C'est ainsi que l'assassinat d'un enfant à peine né, d'un homme plein de génie et d'un idiot sera puni de la même peine, bien que ce crime n'ait point causé le même préjudice à la société. Le meurtre d'un infirme privé de sa sensibilité sera encore puni de la même

peine, bien qu'il n'ait point causé à la victime une douleur égale.

La philosophie et la loi travaillent toujours ainsi à établir une égalité factice où la nature a mis une inégalité réelle. Quand les individualistes combattent les mesures législatives destinées à redresser les inégalités excessives, leur grand argument est d'ordinaire que l'égalité n'est point naturelle. Rien n'est plus vrai ; mais, cela établi, qu'ont-ils gagné ? La science non plus ne se trouve pas dans la nature, et ce n'est pas une raison de lui préférer l'ignorance. L'isthme de Suez et le mont Cenis sont au contraire très naturels, et il n'en faut pas moins admirer le génie de l'homme qui parvient à les percer.

Tels sont les deux tendances, les deux principes, les deux systèmes qui se disputent la direction de la société. Selon qu'on se range d'un côté ou de l'autre, on les juge d'une façon toute contraire. La concurrence industrielle et commerciale est mise en état de siège par les socialistes. Ils ne se lassent point d'étaler les maux qu'elle produit et ne parviennent point à en épuiser le détail. Dans le camp opposé, les économistes exposent sans relâche son mécanisme et l'admirent. Ils triomphent de montrer qu'elle a pour elle possession d'état et que leurs adversaires ne savent comment la remplacer.

Entre les partisans du principe social d'organisation et les partisans du principe d'individualisme économique, la lutte dure ainsi depuis près d'un siècle ; elle a commencé le jour où chaque parti a pris conscience de la tendance qui l'anime, elle devient de plus en plus vive à mesure que cette conscience est plus claire pour chacun d'eux; enfin on peut ajouter qu'elle sera éternelle.

Aussi longtemps qu'il aura des sociétés, des États et des patries, la guerre sera inévitable entre les deux systèmes opposés. Il faudra toujours qu'il y ait lutte et concurrence

parmi les hommes, sans quoi il n'y aurait pas d'activité ; il faudra toujours qu'il y ait organisation à un degré quelconque, sans quoi il n'y aurait pas de société. Si l'organisation prévalait exclusivement et que les moindres actions de l'individu fussent prévues et déterminées d'avance par des règlements minutieux, le ressort de l'initiative individuelle périrait à force d'inertie.

Les Indiens du Paraguay, façonnés et assouplis par la discipline des jésuites, se levant, mangeant, travaillant et se couchant au son de la cloche, ne faisant rien que par ordre, en étaient arrivés, dit-on, à un tel degré d'apathie que tout leur était devenu indifférent, y compris la mort, qu'ils voyaient venir sans crainte et sans regrets. L'abus de la réglementation, l'intervention continuelle d'une autorité à la fois morale et civile qui ne laissait aucun refuge à l'indépendance du jugement ou des actions, l'habitude de l'obéissance passive, routinière et aveugle, leur avaient rendu inutiles la volonté et l'intelligence; et comme, dans le monde moral plus rapidement encore que dans le monde organique, les facultés s'atrophient quand on ne les exerce point, ces qualités avaient été anéanties. Partout le même régime produirait fatalement les mêmes effets, quel que fût d'ailleurs la théorie sociale au nom de laquelle il serait appliqué. Les solitaires de Port-Royal, condamnant tout motif d'action pris en dehors de la religion et de la morale, avaient exclu les concours et les prix de leur méthode d'enseignement comme constituant un appel à l'amour-propre individuel ; Pascal remarque tristement que depuis lors leurs élèves ne faisaient plus rien. Il faut de l'émulation pour faire travailler les enfants, il faut de la concurrence pour faire travailler les hommes.

Par contre, si la liberté de la lutte était absolue et sans restriction, s'il ne lui était imposé ni frein ni règle du fait de l'autorité publique, celle-ci par cela seul disparaîtrait. L'in-

dividu restant seul juge du but qu'il doit poursuivre et des moyens qu'il doit employer pour l'atteindre, sans distinction de ceux qui sont moraux et de ceux qui ne le sont pas, de ceux qui sont légaux et de ceux qui ne le sont pas, la liberté serait absolue sans doute ; mais dès lors le sceptre serait à la violence seule, la société s'étant dissoute dans l'anarchie.

Chacun des deux principes est donc aussi indispensable que l'autre, et il ne peut y avoir société, État, nation que là où tous deux sont présents. Partout ils coexistent dans l'histoire, bien qu'en proportion infiniment variable, et par leur lutte constante, par leur triomphe alternatif, ils font la vie de l'humanité. Indra et Vritri sont de même dans le ciel des brahmes en un combat perpétuel dont le résultat est de donner à la terre la pluie et la lumière ; mais les deux adversaires acharnés se sourient sans haine, parfaitement conscients que c'est la bataille qui est le fait utile et non le triomphe définitif de l'un d'eux. Entre économistes et socialistes, entre les partisans du *struggle for life* et ceux de l'organisation du travail, on est moins philosophe. Chacun des deux partis nie absolument son adversaire, sans se rendre compte que lui aussi est indispensable. En réalité, le triomphe trop complet de l'un est, par les maux qu'il entraîne, l'indication donnée au véritable politique de se rejeter vers l'autre.

On peut dire, suivant une formule déjà employée et qui se représentera encore, que ce sont deux facteurs radicalement opposés, par l'action alternative desquels se fait le progrès. Ici, le but du progrès, c'est l'éducation de l'homme civilisé. Sous leur double influence, le terrain de la lutte s'est peu à peu déplacé. Son intensité ne s'est pas amoindrie avec les siècles ; un tel résultat ne pouvant être amené que par des mesures législatives qui peuvent toujours être changées ou par l'amoindrissement de l'activité spontanée dans notre espèce, dans le premier cas n'a rien de désirable *a priori*, et,

dans le second, serait une déchéance profondément regrettable et que rien n'autorise à supposer. Mais si la lutte de l'homme contre l'homme peut être considérée comme ayant maintenu depuis les origines son intensité, les buts qu'elle a poursuivis ont varié. La lutte, d'abord purement zoologique, est devenue commerciale et industrielle, et il semble qu'elle cherche maintenant, au prix de longs tâtonnements, un terrain nouveau et plus noble, celui des qualités intellectuelles et morales, sans doute, sur lequel elle puisse se porter. A chaque étape elle a fait atteindre à l'homme deux choses : d'abord des biens matériels auparavant inconnus, ensuite un ensemble de qualités correspondantes, c'est-à-dire propres à les acquérir.

Dans sa phase purement zoologique, la concurrence vitale a trempé l'homme pour la guerre, lui a donné la force physique, le courage, l'adresse à inventer les armes et à les manier, peut-être même pourrait-on dire une grande beauté, si l'on en jugeait par les hommes de Cro-Magnon ; elle a éveillé enfin l'esprit de dévouement et de sacrifice envers ses frères d'armes, la fidélité au chef reconnu et, par là, a constitué le premier lien social qui, en produisant, par la conquête, des États de plus en plus étendus, a mis fin aux guerres individuelles.

Dans sa phase commerciale et industrielle, la lutte pour la vie a plié l'homme au travail assidu, à l'économie, à la prévoyance et à l'empire sur soi, qualités qui se sont moins superposées aux précédentes qu'elles ne les ont remplacées : car si l'homme, grâce à la plasticité de sa nature, acquiert ou développe en lui toute qualité par l'exercice, il perd aussi celles dont il ne fait plus usage. Les vertus guerrières sont donc en décroissance continue dans cette seconde phase et, avec elles, l'esprit de solidarité patriotique engendré par la première.

Peut-être un jour, dans une phase ultérieure, l'homme acquerrera-t-il, par l'application de son activité à des buts nouveaux, des qualités plus hautes qui existent dès aujourd'hui à l'état individuel et n'attendent pour se généraliser qu'un milieu social plus favorable. On parviendra peut-être à faire envisager le travail comme un bien, indépendamment de ses résultats objectifs, parce qu'il est la seule source de santé et de vigueur. Dans un tel état de l'opinion, il pourrait devenir obligatoire comme l'instruction et le service militaire. Alors la sanction légale pourrait, du consentement de l'immense majorité des citoyens, remplacer la sanction de la misère, et l'on aurait trouvé la seule solution que semble comporter le problème du paupérisme.

Quoi qu'il en soit, la sociologie ne peut que garder une impartialité philosophique entre la thèse et l'antithèse, puisqu'elle n'oublie jamais qu'elles ne sont que les moments subordonnés et également nécessaires d'une même idée, les oscillations alternatives d'un même processus. Toute enquête sur les résultats de l'un ou de l'autre principe ne saurait donc jamais donner lieu qu'à des conclusions purement relatives à un pays, à une époque, à des circonstances particulières.

Pour ce qui est de la France, le système individualiste de libre concurrence a constamment gagné du terrain depuis la Révolution jusqu'aujourd'hui. Et cependant la France est le pays du monde où la tendance socialiste a montré le plus de vigueur. Les travaux de Fourrier, de Saint-Simon et d'Enfantin, d'Auguste Comte, de Louis Blanc et de tant d'autres ont prouvé combien était senti le besoin d'une organisation sociale juste, scientifique et rationnelle. On peut dire que, depuis un siècle, l'effort pour sortir de l'état de lutte anarchique a été constant en dépit de l'insuccès persistant.

Bien que la France ait produit un grand nombre d'écono-

mistes de premier ordre, comme l'Angleterre, de son côté, a produit quelques socialistes, c'est surtout cette dernière nation qui par son génie personnifie le mieux l'individualisme. La philosophie anglaise, qui a prononcé que l'homme est un loup pour l'homme, qui n'a jamais connu d'autre morale que celle de l'intérêt, avait les antécédents necessaires pour faire la théorie implacable du *struggle for life*. Avec ses Malthus, ses Ricardo et ses Darwin, elle lui a donné une ampleur qui embrasse le monde humain et animal, en même temps qu'une solidité qui a entraîné l'assentiment universel. On peut dire que le point de vue sociologique anglais domine de nos jours en France et dans l'Europe entière. Son alliance avec l'esprit conservateur, son aptitude à légitimer tous les emplois et tous les abus de la force, sa nature, qui en fait le partisan constant du succès et de la fortune, lui ont concilié les sympathies de la finance, de la bourgeoisie, des gouvernements monarchiques. Enfin, chez nous, l'économie politique vient de conquérir sa place dans l'enseignement. En attendant qu'elle soit une science, elle est du moins une orthodoxie.

Cependant les économistes n'ignorent nullement que les lois de la production des richesses ont seules jusqu'ici une valeur objective. Quant à celles de la répartition, il en est tout différemment. Aujourd'hui à la vérité le plus laborieux, le plus rusé ou le plus âpre au gain emporte le succès; mais un tel état de choses n'a rien de nécessaire, et tout autre mode de répartition pourrait être institué par la volonté nationale, qui seule, en fait, permet et maintient le système actuel.

La répartition des richesses par le jeu de la libre concurrence se légitime uniquement par ses bienfaits, par les avantages matériels et moraux qu'elle peut présenter. Cette considération est très importante : car il s'ensuit que le jour où la somme des biens serait inférieure à celle des maux, le

principe devrait être réprimé. De l'instant où il commence à être positivement nuisible, il commence à être illégitime, et nulle superstition théorique ne doit le soustraire aux corrections du législateur.

Nous avons établi directement que l'élan vers la fortune engendre de toute nécessité, dans l'état de libre concurrence, une lutte aussi acharnée entre les hommes que celle qu'ils soutiennent contre la nature. Mais si la lutte contre l'homme était entravée par un obstacle légal, les forces qui eussent été dépensées de ce côté seraient tournées contre les obstacles matériels et s'emploieraient à un surcroît de production.

La répression d'une concurrence excessive est donc toujours permise et sera le plus souvent avantageuse. On doit s'attendre à une réaction de l'opinion publique en ce sens. La liberté de la concurrence a donné tout ce qu'elle pouvait donner et, par son excès même, elle se condamne. Si les luttes zoologiques en effet n'ont pour objet que de s'entre-dévorer, il semble bien que les luttes économiques doivent être moins une guerre à mort qu'un tournoi où la puissance publique intervient pour poser des règles, réprimer l'abus de la victoire et relever les navrés. Or, le principe de libre concurrence ne contient en soi rien qui autorise une telle limitation. Tout au contraire il conclut à l'élimination des vaincus et s'en applaudit : de cette façon les moins bien doués disparaissent, et la race s'améliore par cette épuration.

Quand une théorie sociale en vient là, on peut sans crainte la considérer comme ayant atteint le point extrême de son oscillation ; il ne peut y avoir que revirement. C'est du sein même de l'Angleterre que l'économiste Stuart Mill se récrie et proclame que cette mêlée épouvantable où l'on piétine sur les vaincus n'est rien moins que son idéal. « Les entraves à la liberté imposées par le communisme seraient la liberté même en comparaison de la condition actuelle de la

plupart des êtres appartenant à la race humaine. » Il ajoute qu'à son sens, les systèmes socialistes n'ont rien d'impraticable, prouvant par son exemple que si les études économiques commencent par faire maudire tout principe d'organisation, elles y ramènent parfois quand on les prolonge.

Pour le peuple, pour la nation presque entière, un tel circuit à travers les théories est chose impossible. Mais le spectacle des maux qu'engendre la concurrence produira le même résultat.

Parmi la somme épouvantable de douleurs morales, de désespoirs et de soucis, de sacrifices au succès, d'aspirations légitimes sans cesse refoulées, de besoins de cœur non satisfaits qui, en France du moins, ont amené la vie à ne plus désirer sa persistance, une partie de la race à ne plus vouloir se reproduire, la concurrence est responsable d'une grosse fraction. Il faut se garder de calomnier son siècle, si grand par tant de côtés; mais parmi les plaintes les plus amères que les précédents aient inspirées, combien en est-il qui ne pourraient s'appliquer au nôtre? Il y a plus de bien ; y a-t-il moins de mal ?

Triste société, en somme, que celle où l'on doit se dire : « Quelque honnête, probe et généreux, quelque instruit et intelligent que tu sois, il y aura toujours des fripons, des lâches, des ignorants et des sots qui seront plus estimés, plus heureux et mieux accueillis. La fierté et la bonté te seront des vertus nuisibles, le désintéressement te rendra ridicule; et tu verras tout autour de toi qu'on s'élève par la bassesse, qu'on se fait respecter par la méchanceté. L'homme que tu verras le plus ménagé, c'est celui qui sera le plus craint comme le plus dangereux, et le plus dangereux sera toujours celui que nulle morale n'arrête. »

Depuis qu'on a répété partout que la vie est une mêlée et que les maximes antimorales de concurrence sans fin ni

trêve, d'écrasement nécessaire des faibles nous ont été présentées comme des lois, on a, comme il fallait s'y attendre, vu disparaître le scrupule sur les moyens et la modération dans la victoire. Jusqu'ici les préjugés moraux contribuaient à balancer les passions égoïstes et agressives; aujourd'hui ces passions ne trouvent de contrepoids qu'en dehors de l'homme, dans les passions semblables de l'adversaire. Et lorsque celui-ci est le plus faible, j'entends le moins rusé, le moins défiant, le moins méchant ou le moins intelligent ?... Alors malheur au vaincu! Les individualistes à outrance s'en lavent les mains. Ils donnent à entendre que c'est un grand bien que de pareils maladroits soient éliminés de la société, du commerce et de l'industrie, et que ce serait un bien plus grand encore si, au lieu d'aller encombrer les hôpitaux, ils pouvaient être directement éliminés de la surface de la terre.

Si encore on devait par là créer véritablement une race mieux trempée, plus droite et plus saine que la nôtre, la perspective de l'avenir ferait paraître plus légers les maux présents à ceux du moins qui, du point de vue purement spéculatif, les contemplent sans en souffrir personnellement. Mais non; ce prétendu progrès de la race par la destruction des faibles est un sophisme féroce, sa cruauté ne l'empêche point d'être faux.

Le plus souvent ce sont les qualités les plus exquises qui sont un titre certain à la défaite. La probité, la droiture, la douceur et la bonne foi, laissées seules aux prises avec les défauts contraires, bien loin de les éliminer, seront leurs victimes. Ce sont les hommes les meilleurs, les plus dévoués à leurs semblables, à l'art ou à la science qui seront exclus par un pareil système. Un voyageur raconte qu'en Chine, quand on vous vend un jambon qui a été creusé et rempli de terre, le volé n'a point de recours, il n'est que ridicule. En France nous n'en sommes pas encore là; mais les

doctrines de concurrence sans restriction légale nous poussent sur cette pente. Le principe, plus exigeant que ses partisans, demande que le consommateur reste individuellement aux prises avec le génie de la falsification. A vrai dire, il légitime toutes les fraudes comme toutes les violences et, poussé à outrance, ne conclut à rien moins qu'à la suppression du code pénal.

C'est qu'on ne fait pas à ce principe sa part : il ne s'arrête qu'après avoir tout envahi. Longtemps avant qu'il fût question de lutte pour l'existence, Machiavel avait tiré toutes les conséquences du principe en ce qui concerne la politique internationale. Il est incontestable que la force prime le droit; mais ce qui est encore plus vrai, c'est que la ruse à son tour prime la force. Pour réduire un prince rival, le canon est excellent; mais le poignard de l'assassin vaut mieux, puisqu'il est plus sûr et coûte moins cher; à son tour, et pour la même raison, le poison d'un cuisinier prévaut sur le poignard. Dans l'échelle des moyens, on descend ainsi fatalement vers les plus bas et les plus lâches comme étant les plus efficaces. L'économiste n'a fait que transporter ce principe du domaine de la concurrence entre États dans celui de la concurrence entre particuliers. L'intelligence industrielle et commerciale, toute recommandable qu'elle soit, n'est qu'une force et rien de plus; si elle prime le droit et le ruine, nous voici entrés dans la voie fatale. La fraude la plus habile prend le pas sur les fraudes qui le sont moins; or, les plus habiles sont presque toujours les plus répréhensibles au point de vue de l'honnêteté.

C'est qu'on ne peut retrouver dans les conséquences une justice absente dans les prémisses. Mais on voit grandir à sa place, dans une société en proie au dégoût de sa propre improbité, la révolte amère, l'indignation et les fureurs épileptiques de la moralité agonisante dont les convulsions

peuvent briser le monde. Il est une substance explosible plus puissante que la dynamite, c'est la moralité comprimée ; on l'oublie peut-être trop.

Le système individualiste qui règne et triomphe se vante de reposer sur une base naturelle, ses lois régissant jusqu'aux animaux. Mais certaines passions contraires, pour être des faits purement humains n'en sont pas moins, elles aussi, des forces naturelles. Ce qui communique au législateur la puissance d'intervenir de temps en temps en faveur de l'égalité, c'est précisément la pression continue exercée par des passions niveleuses ancrées au plus profond du cœur de l'homme, passions dont le rôle est nécessaire dans l'histoire et qui n'abdiqueront pas pour les mauvaises qualifications qu'elles peuvent recevoir de l'intérêt opposé.

Tant qu'elles ne sont point dirigées par l'intelligence, elles sont destinées à être vaincues. Mais leur défaite a encore plus de conséquence que leur victoire pour le sujet qui nous occupe, car c'est la source de douleur la plus profonde qui existe. Quand l'homme a du même côté son intérêt, sa conscience et son ambition, sa force est décuplée; mais si, malgré cela, il est vaincu, il faut qu'il meure de ses révoltes réprimées, de ses fureurs transformées en tristesse, ou du moins le désespoir tue en lui cet appétit d'immortalité qui veut la persistance de la race.

L'esprit de dénigrement sait trouver aux phénomènes les plus heureux des noms défavorables. C'est ainsi qu'on voit chaque jour incriminer les tendances révolutionnaires du peuple. Ce qui est vrai cependant, c'est que le péril social commencerait réellement d'exister le jour où ces tendances n'existeraient plus. Il faut que dans une nation personne ne soit assez malheureux pour avoir perdu l'espoir d'améliorer son sort, sinon comme individu au moins comme classe. Il importe au salut de la société que la classe la plus nombreuse

et la plus pauvre croie à son avenir et se dise que bon droit a besoin d'aide. Qu'arriverait-il si l'ascension du peuple vers la fortune et l'égalité pouvait être non seulement entravée, mais absolument désespérée? Un résultat pire encore que celui d'un excessif désir de s'élever : car le peuple diminuerait à la fois en richesse, en valeur personnelle et en nombre. Quand le désir d'ascension personnelle est excessif, il diminue la natalité; quand il est peu considérable, il engendre une fécondité exubérante; au contraire, s'il est désespéré jusqu'à la prostration, il aboutit à la stérilité.

L'empire romain fournit un exemple du dernier phénomène. Quand, le monde définitivement conquis, les guerres serviles terminées par l'écrasement des rebelles, la terre n'offrit plus de refuge à l'espérance de l'homme, on le vit dépouiller l'orgueil, l'amour-propre, la dignité virile et la confiance en soi-même. Il s'affaissa dans son abjection devenue irrémédiable, conçut le renoncement, s'éprit d'amour pour la pauvreté, la saleté, l'ignorance, la paresse et la mort, tenta de s'immobiliser dans son néant. Ce qui signifie que, trouvant la route vers son développement légitime barrée par un obstacle disproportionné à ses forces, il voulut renoncer de cœur au progrès et faire voile en sens inverse.

Il est impossible à l'humanité de tourner pour jamais le dos à son but. Mais il n'en est pas moins vrai que de la victoire de l'oligarchie romaine et du despotisme césarien sortirent la ruine de la culture antique, l'affaissement du caractère aryen et, pour une période de plus de dix siècles, le triomphe du sémitisme et de la barbarie.

Pareille défaite ne pourrait avoir chez nous que des suites analogues. Les théoriciens de la concurrence vitale à outrance et sans merci ne se doutent pas que son dernier terme serait la torpeur et l'inertie, l'oliganthropie des sauvages océaniens et le nirvâna des bouddhistes.

Lors donc que nous aurions la puissance de modifier les tendances des hommes et de diriger à notre gré le développement de la nation, il faudrait nous garder d'entraver le mouvement ascensionnel du peuple. Si le prolétaire ne peut plus espérer de s'élever individuellement par le travail et l'économie, il faut tout au moins que, formant caste, trouvant dans son nombre un refuge contre l'humiliation, fier de la force que lui donne son union avec ses pareils, il conserve l'espoir de se relever comme classe par la violence. Pour une race comme pour un individu ou pour une plante, vivre c'est croître ; arrêter l'ascension de la sève, c'est supprimer la vie.

En un mot, la lutte pour la vie n'est juste que dans la limite de son utilité. Elle n'est utile que dans la limite où elle stimule et développe les énergies. Dès qu'elle devient trop âpre, elle produit un effet contraire à celui qui seul la justifie, et le devoir du législateur est tout tracé : il doit sans balancer s'efforcer de restreindre ses effets.

Le gouvernement a une fonction d'égalisation ; au lieu d'y répondre, il s'est chargé d'assurer le fonctionnement sans entrave des facteurs d'inégalité. « Soyez riches, soyez les plus forts, semble-t-il dire, et nous serons avec vous. » A l'activité incessante des facteurs d'inégalité, il faudrait opposer l'activité infatigable des facteurs d'égalité. Par malheur, ceux-ci ne fonctionnent pas spontanément, ils sont artificiels comme la justice, comme l'art, comme la science, et ne se réveillent que d'une manière intermittente. Si parfois l'indignation soulève le peuple, alors le gouvernement a recours à l'armée. Il se donne pour but de rétablir l'ordre, entendez d'écarter avec sollicitude tout obstacle gênant le mécanisme qui a pour effet d'écraser de plus en plus les opprimés.

Il est aujourd'hui superflu de discuter l'hypothèse d'un état de nature où l'individu aurait tous les droits parce qu'il serait seul et sans contact avec ses semblables. Là, en effet, il

y aurait puissance plus ou moins grande, il n'y aurait point de place pour la notion de droit. En réalité, l'individu fait toujours partie d'une société, alors il n'est plus simplement individu, il est sujet ou citoyen. Il a les droits que la société lui accorde, droits déterminés en général par l'état actuel de la raison moyenne dans cette société. Les plus éclairés rêvent un droit plus pur, un droit idéal; les plus brutaux ne pensent qu'à la force; la loi est l'expression de l'appréciation dominante.

D'autre part, l'homme, à la différence des bêtes, accumule des richesses qui ne sont jamais que sa force transformée. Il les laisse après lui dans la société, et celle-ci en ordonne et dispose selon sa conception du juste et son intelligence de l'utile.

Le capital et le droit qui en régit l'attribution constituent un milieu où le citoyen plonge tout entier comme le globule dans le sang. De même que le sang forme pour l'animal un milieu interne qui le met à l'abri des variations de température et lui assure une activité constante, le capital accumulé et le droit forment un milieu qui coordonne les efforts de l'individu devenu citoyen et le met à l'abri de la lutte pour la vie. Tandis qu'une concurrence vitale sans merci gouverne tout le monde organique, l'existence de ce milieu artificiel permet à l'homme de s'y soustraire ou du moins de n'en laisser subsister que ce qu'il juge bon qui en subsiste. Généraliser la concurrence, qui ne peut gouverner qu'une fraction des actes humains, et vouloir en faire la loi unique des sociétés, c'est vouloir les réduire à la législation des animaux, c'est-à-dire à l'absence même de toute loi.

Il est naturel que notre époque ait abondé dans ce sens. Le XVIII[e] siècle finissant, préoccupé surtout par le souci de faire vivre le peuple et d'augmenter son bien-être en augmentant la production des subsistances, nous avait

légué cette tâche. Or, si l'action gouvernementale et les mesures égalitaires ont surtout pour effet d'accroître la dignité des individus en les amenant à des sentiments de solidarité et d'estime réciproque, la liberté de la concurrence est le plus énergique stimulant du progrès économique. Mais il est à prévoir que, dans le courant du xxe siècle, la question de répartition va, dans toute l'Europe occidentale, prendre le pas sur celle de production. Ce n'est pas à dire que l'augmentation de la richesse doive cesser. Mais il se trouve par bonheur qu'une répartition moins anti-égalitaire des fruits du travail peut précisément avoir l'influence la plus favorable sur leur accroissement.

On dit : les lois ne peuvent ni multiplier ni diminuer la quantité de richesse existant dans un pays à une époque donnée. C'est trop vrai si l'on veut signifier qu'on ne peut doubler la terre ou le capital par décret ; il ne suffit pas de commander à un homme d'être riche pour qu'il le devienne. Mais ce qui est tout aussi vrai, c'est que les mesures égalitaires de la Révolution ont amené un accroissement énorme de la fortune publique, parce qu'il suffit souvent de donner un petit bien à celui qui n'a rien pour qu'il le fasse fructifier. Trois cent mille francs de revenus en plus dans les mains d'un millionnaire seront presque infailliblement dépensés en futilités et perdus sans ressource. Répandus sur trois cents familles qui n'avaient rien, ils rendront possibles une multitude de travaux que la pauvreté empêchait, et se trouveront, sous forme d'améliorations, dans les hommes et dans les choses, entièrement capitalisés chaque année. Concluons donc que des résultats analogues à ceux qu'a produits la Révolution pourraient encore dans l'avenir être obtenus par des mesures analogues à celles qu'elle eut l'intelligence et la décision de prendre.

Un remède de cette nature aurait en somme pour effet

d'abord l'augmentation de la richesse, ensuite le développement de la valeur individuelle; mais le but que nous poursuivons, le relèvement de la natalité, serait-il atteint? Directement, non. Tout au contraire, les unités sociales aujourd'hui rivées dans leur abjection, les prolétaires, venant à être entraînés par le mouvement de l'ascension universelle, perdraient avec leur immobilité la cause de leur fécondité actuelle. Mais en résolvant la contradiction contenue dans notre état social, en diminuant l'inégalité des niveaux, en rendant impossible les emportements d'un luxe désordonné, elle ferait prédominer dans toute la nation l'estime d'un état modeste et forcerait à demander la considération à la science, à la vertu, à la valeur esthétique et au courage militaire. Dans cette voie, l'ambition de l'un favorise celle de l'autre et lui facilite le succès au lieu de le lui rendre impossible, comme lorsqu'il s'agissait de l'opulence. L'homme parvenu à l'aisance préférera laisser trois ou quatre fils en possession d'acquérir la plénitude de leur développement personnel, que de n'en laisser qu'un seul qui ne pourrait obtenir davantage. Si l'atténuation de l'inégalité supprime le prolétariat, la diminution de sa fécondité exubérante trouvera une heureuse compensation dans le relèvement de la natalité générale chez la classe aisée ou riche devenue la majorité de la nation. Ainsi, diminuer l'élan vers les richesses et le reporter vers la valeur individuelle, modérer le désir de s'élever et lui donner un but meilleur, voilà la panacée contre la dépression de notre natalité.

CHAPITRE XXIV

REMÈDE DANS LA SPHÈRE DU SAVOIR

Idée générale du remède. — Noblesse du principe de la libre pensée. — Action dégradante du principe contraire. — Point d'appui de la réforme, la passion du savoir. — Nécessité de la satisfaire d'une manière universelle. — Il n'y a pas d'exception à faire pour le peuple. — Organisation de la culture mutuelle des adultes. — Influence rétrograde de l'Église. — Difficulté de la tâche. — Nécessité de développer d'abord l'instruction supérieure. — But : le savoir à portée de tous. — Décentralisation intellectuelle. — Répandre l'esprit de Paris sur la France. — La Révolution et la science, leur rapport nécessaire. — Sacrifices à faire pour le progrès et la propagation des sciences. — Sacrifices faits par le moyen âge pour la propagation du savoir théologique. — La culture scientifique dans la commune rurale. — Ses conséquences : créer chez tous les citoyens un patrimoine d'idées communes; donner au développement intellectuel de l'individu le moyen de s'accomplir sur place ; supprimer l'émigration rurale ; augmenter la richesse, la fécondité de la race. — Mauvais effets de l'unité de centre intellectuel en France. — Heureux effets de la multiplicité des centres en Allemagne, dans la Grèce antique, l'Italie de la Renaissance, l'Europe actuelle. — Résumé et conclusion.

Puisque la dépopulation provient d'un excessif effort pour s'élever qui reconnaît pour l'une de ses causes la division de la nation et de la famille entre la libre pensée et le christianisme, le remède est tout indiqué : il faut rétablir l'unité intellectuelle en adoptant l'un ou l'autre de ces deux termes. Mais comme, d'un autre côté, ce n'est pas au christianisme qu'appartient l'avenir, il ne reste qu'un parti à prendre, c'est de favoriser la mue, d'accélérer par tous les moyens possibles une transformation inévitable. Il n'existe que ce

moyen d'abréger la durée du péril qu'elle fait courir à la nation.

A notre époque, le christianisme peut bien servir encore à torpéfier les cerveaux; mais il est incapable de fournir un ressort d'action et d'élévation morale. C'est l'amour de la vérité qui constitue désormais pour les natures d'élite la grande source de toute distinction et de tout anoblissement du caractère. C'est lui qui aura fait la dignité de ce siècle. Aimer la vérité plus que son amour-propre, ne jamais biaiser ni mentir, accumuler les notions précises, ambitionner comme but suprême de son existence le bonheur d'ajouter une proposition nouvelle au trésor des connaissances humaines et vivre persuadé que par là on accroît véritablement la valeur de l'univers, voilà ce qui constitue, pour les individus comme pour les peuples, la grâce sanctifiante. Répandre partout cette conviction, voilà le point de départ et le point d'arrivée de toute réforme intellectuelle. C'est aussi le moyen de mesurer la valeur des peuples, qui ne sont grands et nécessaires sur le globe qu'à proportion de leur culte pour la science et la sincérité. Sans sincérité, point de science ni de propagation de ses résultats; sans sincérité, point d'art véritable et point de moralité politique.

Or, le clergé sait encore trouver des motifs de croire; mais jamais des raisons. Ces motifs, il les puise dans la routine, la pression de l'exemple de tout un peuple sur l'individu isolé, dans la réclame à outrance et l'obsession continuelle, dans les convenances et l'amour-propre, l'intérêt céleste ou terrestre. Il agit sur l'imagination, trouble la sensibilité, pèse sur la volonté et finit souvent par plier l'homme, bien que toujours en dépit de sa raison.

Mais toute question de vérité et d'erreur est uniquement du ressort de l'intelligence. Celui-là seul est un cœur fier et juste qui adopte pour règle ce principe : l'homme doit à

l'homme ce respect de ne chercher jamais à agir sur une intelligence que par des moyens empruntés à l'ordre intellectuel, évidence ou démonstration. L'Église qui tente toujours d'en imposer et de séduire, n'exerce jamais qu'une action qui participe de la violence, à défaut de la violence même, qu'elle a toujours préférée quand elle lui était possible.

Une perspective qui épouvante l'imagination, c'est de songer que la France n'aura peut-être pas assez de vigueur morale pour accomplir son évolution vers la vérité positive. Les religions qui tombent menacent les peuples de les entraîner dans leur ruine. On n'est pas assez épouvanté des terribles ferments de mort qu'exhale le cadavre de ces grands organismes quand ils entrent en décomposition. Le christianisme, devenu catholicisme, puis cléricalisme, est la machine à énervement la plus parfaite que l'appétit pervers du mal et des ténèbres ait jamais inventée. Corrompre le caractère et fausser l'esprit, voilà son seul moyen de se maintenir. Aux ignorants, au peuple des campagnes, aux enfants, aux femmes surtout, il fait respirer son chloroforme, et l'homme indépendant reste isolé et sans action au milieu de ces intelligences envahies par la torpeur. Puis survient le machiavélisme césarien, qui fait de l'hypocrisie un principe de gouvernement, qui est d'avis que les religions sont fausses et qu'il faut proclamer qu'elles sont vraies, qui érige la duperie réciproque en expédient universel; système malhonnête et lâche réengendrant au profit de l'obscurantisme la corruption dont il procède.

Il faut combattre ces vices et ces erreurs par les qualités et les vérités contraires, la foi par la science, l'hypocrisie par la sincérité, l'imposture solennelle par l'impertinence démocratique; il faut briser l'organisation cléricale, s'appuyer pour la réforme sur les natures éclairées et viriles, replacer la famille sur sa base naturelle, rendre au mari et au père la di-

rection intellectuelle et morale de sa femme et de ses enfants.

La réaction ne peut heureusement détruire l'attrait naturel qui entraîne les hommes vers la vérité. A chaque génération, il renaît spontanément. Il ne s'agit plus dès lors que de rechercher les moyens qui peuvent lui donner satisfaction.

En premier lieu, l'élimination du surnaturel et l'explication positive des problèmes de l'univers intéressant à la fois toutes les classes et tous les âges, sans distinction de sexe ni de fortune; tous ayant vocation égale à la vérité entière et sans réticence, il faut que tous puissent parvenir à la connaissance au moins sommaire des solutions scientifiques.

En second lieu, il faut que ce progrès intellectuel puisse s'accomplir sur place sans nécessiter l'émigration vers Paris; il faut créer des centres de culture dans les grandes villes d'abord, puis dans les moyennes et enfin jusque dans les communes rurales.

Mais tout d'abord cette viriculture intensive, qui s'attache à perfectionner l'homme en tant qu'individu, abstraction faite de son rôle social, se heurte à une objection formidable prêtée par la zoologie à la sociologie naturaliste. « La raison principale de la persistance des types inférieurs, dit Darwin[1], c'est qu'une organisation très élevée ne saurait être d'aucune utilité à des êtres destinés à vivre dans des conditions de vie très simples, et pourrait même leur être nuisible en ce que, d'une structure plus délicate, elle serait exposée à des désordres plus graves et plus fréquents. »

Nous voilà donc jetés de Charybde en Scylla. Façonnez l'homme uniquement pour sa fonction sociale, il diminue de valeur en tant qu'individu; assurez le libre épanouissement de toutes ses facultés, et alors il est mille fonctions nécessaires qu'il fuira et qui ne pourront être accomplies.

1. *Sélection naturelle*, p. 149.

Supposez qu'il s'y trouve malgré tout plié par quelque nécessité, il souffrira d'autant plus qu'il sera plus délicat. Un artiste, un écrivain réduit au métier de manœuvre dans un puits à charbon ou dans quelque usine y sera aussi bien le plus mal habile que le plus malheureux des ouvriers. Cette considération frappe tous les yeux. C'est elle qui inspirait Voltaire, devenu grand propriétaire à Ferney, quand il soutenait la nécessité des illettrés dans une exploitation agricole. Le dilemme paraît en effet inexorable : instruisez les garçons de charrue, et ils ne voudront plus de la charrue; refusez-leur systématiquement les moyens de culture personnelle, et vous n'êtes plus démocrate.

D'abord, pour ce qui est de l'instruction primaire, partiellement distribuée, elle éloigne vraiment de l'agriculture ceux qui la possèdent; universellement répandue, elle cesse de constituer un privilège. Tous les concurrents étant également armés, elle reste un perfectionnement de l'individu; mais elle n'est plus un avantage dans les luttes de la vie. L'on peut dire pareille chose de tout genre de culture, pour peu qu'elle soit répandue sur tous avec égalité.

Quant aux souffrances qui résulteraient pour l'ouvrier de la disproportion entre sa culture personnelle et la grossièreté de ses travaux, elles ne seraient à craindre que si l'on commettait la faute de cultiver sa délicatesse physique au lieu d'accroître la vigueur de ses muscles. Car la délicatesse morale, la loyauté, la droiture et la probité parfaites, un savoir de quelque étendue et un bon jugement ne sauraient empêcher de bien équarrir une poutre. Ces qualités, qui dès aujourd'hui ne sont des causes de mésestime que si elles s'allient à un caractère pusillanime, n'en seraient jamais en présence de camarades doués de qualités semblables. Celui qui les possède n'est malheureux que par l'effet d'un préjugé qui fait envisager le travail manuel comme moins honorable

que les professions qui n'exigent pas d'effort musculaire. Mais ce préjugé est ridicule, et il faut travailler à le déraciner.

Là est la solution de la difficulté. Il faut fournir à l'individu tous les moyens de croître en valeur et porter son émulation vers cet objet, puis réformer l'appréciation sur ce qui est grossier et méprisable, réhabiliter comme vraiment noble ce que l'Église flétrit dédaigneusement du nom d'œuvres serviles. La dépense de force physique en elle-même n'est nullement pénible ni malsaine, au contraire. Les enfants, obéissant à la voix de la nature, la préfèrent toujours au travail intellectuel. C'est la tradition mystique et spiritualiste qui a fini par faire une honte des fonctions les plus naturelles à l'homme.

Le moyen de réagir est simple : faire que chaque jour tout enfant, quelque riche qu'il soit, donne quelques heures à ces prétendues œuvres serviles : ce sera de l'hygiène morale aussi bien que physique ; et, d'autre part, prohiber absolument tout luxe chez l'enfant, surtout le luxe d'habillement, le débarrasser de ces précieux vêtements qu'il faut se garder de profaner et auxquels, dans la classe moyenne, on semble plus tenir qu'à sa personne.

Après l'instruction primaire et la réhabilitation de l'effort musculaire utile, une troisième tâche s'impose : organiser la culture mutuelle des adultes. Là tout est à faire. Le point le plus important a été le plus négligé. Nul moyen de perfectionnement intellectuel, moral ou esthétique dans les campagnes ; moyens à peu près nuls dans les petites villes et très incomplets dans les grandes. Le mouvement d'émanation qui, du sommet jusqu'en bas, fait descendre les idées, est très lent. Les journaux eux-mêmes, qui sont le seul moyen véritable de vulgarisation dans les sociétés modernes, ne sont qu'un écho paresseux pour tout ce qui n'est pas la politique courante. Ils ne trouvent qu'avec un effort surpre-

nant, quand ils les cherchent, les formules claires et précises capables de rendre une idée nouvelle portative.

Il faudrait que le savoir positif, la philosophie générale des sciences, les lois de l'évolution, les solutions entrevues des questions politiques ou sociales, ces connaissances qui intéressent tout lecteur, devinssent dans toute commune française l'objet d'entretiens familiers et hebdomadaires. Cet enseignement, supérieur par la nature de son objet, élémentaire par sa clarté et son absence de démonstration, devrait être principalement intellectuel, moral et politique. En fait d'esthétique, on devrait d'abord se borner à l'esthétique pratique, gymnastique, tir, danses, exercices du corps, c'est-à-dire au développement de la beauté physique, de la force et de l'adresse; mais la musique et la poésie pourraient s'y joindre bientôt sans dépense considérable.

L'intervention de l'État, souveraine dans le domaine de l'instruction universitaire à tous les degrés, doit, lorsqu'il s'agit de l'instruction mutuelle des adultes, se borner, outre la création et l'entretien des collèges d'investigation dont il est question plus loin, à mettre impartialement à la portée de tous les moyens matériels de culture, salles de réunion, bibliothèques et collections. Pour ce qui est de la direction à choisir, il est bon qu'elle relève le plus possible de l'initiative individuelle, c'est-à-dire du peuple lui-même.

Mais dans cette vaste école mutuelle destinée à englober tous les adultes des deux sexes, le point important, c'est de former des moniteurs. « Le plus pressé, écrivait Flaubert au lendemain de la guerre[1], est d'instruire les riches, qui, en somme, sont les plus forts. Éclairez le bourgeois d'abord : car il ne sait rien, absolument rien. Tout le rêve de la démocratie est d'élever le prolétaire au niveau de bêtise du bour-

1. Lettres à G. Sand, *Nouv. revue*.

geois. Le rêve est en partie accompli. Il lit les mêmes journaux et a les mêmes passions. Dans trois ans, tous les Français peuvent savoir lire. Croyez-vous que nous en serons plus avancés ? Imaginez au contraire qu'il y ait dans chaque commune un bourgeois, un seul, ayant lu Bastiat (et beaucoup d'autres choses) et que ce bourgeois soit respecté, les choses changeront. »

Flaubert a dû à la virilité de son jugement de se trouver ici, sans le chercher, en communauté de tendance avec la plus pure démocratie. C'est bien dans les hautes régions de la spéculation, science ou philosophie, que se décide l'avenir des civilisations. D'une erreur ou d'une vérité généralement admise, d'une découverte arrivant à point, découlent des conséquences incalculables.

Cette manière de voir est partagée même par les meilleurs esprits du parti conservateur. Au lendemain de la guerre, M. Pasteur s'écriait : « Si au moment du péril suprême la France n'a pas trouvé d'hommes supérieurs pour mettre en œuvre ses ressources et le courage de ses enfants, il faut l'attribuer à ce que la France s'est désintéressée depuis un demi-siècle des grands travaux de la pensée, particulièrement dans les sciences exactes. » Dès 1868 il écrivait déjà : « La plus grande œuvre à accomplir en ce moment, c'est d'assurer la supériorité scientifique de la France. » Cette parole, vraie il y a vingt ans, l'est encore aujourd'hui ; ce qui a été fait depuis n'est rien, en présence de l'immense besogne qui reste à accomplir.

Les révolutions progressives tiennent par un lien solide, quoique invisible, aux progrès scientifiques. Si la Révolution put se produire et réussir, ce n'est pas seulement parce que la seconde moitié du XVIII[e] siècle avait vu paraître les écrits de Montesquieu, Voltaire, Rousseau ; c'est encore et surtout parce que, dans les divers domaines de la science, de grands

noms, de grandes découvertes avaient donné au génie de l'homme l'audace de croire en lui-même, à la raison l'orgueil de se proclamer déesse. En ce sens et sans la moindre exagération on peut dire que Buffon, Daubenton, D'Alembert, Réaumur, Lavoisier, Jussieu, Monge, Laplace et tant d'autres sont les pères de la Révolution aussi bien que Mirabeau, Barnave, Camille Desmoulins, Sieyès et Danton, Robespierre et Carnot. Les premiers ont été les révélateurs du rationnel, les seconds furent les hérauts de son avènement.

Ce fut la gloire de la Convention de l'avoir compris, et ce sera le mérite de notre époque d'avoir retrouvé ses traces. L'assemblée la plus égalitaire qu'ait eue la France fut aussi celle qui fit le plus pour l'enseignement supérieur. Elle voulut faire de Paris un incomparable centre intellectuel. A nous d'en établir de semblables en province.

Pourquoi les départements sont-ils moins avancés que Paris? Parce que le génie de l'homme y croit moins en lui-même, et sa confiance y est moindre parce qu'il y a moins de savants. Rien de subversif comme la science. Non seulement une vérité nouvelle détruit l'erreur particulière qui lui était opposée, mais elle ébranle indirectement une foule de vieux dogmes sans fondement, elle diminue la crédulité générale. Si Paris est la ville la plus révolutionnaire du monde, c'est qu'elle est la ville où se promulguent le plus de vérités nouvelles. A l'heure où Paris fit la Révolution française, il produisait à lui seul plus de vérités scientifiques que le milliard d'humains habitant en dehors de son enceinte. S'il parla au nom du genre humain, c'est qu'il avait conscience d'en être la cervelle.

Sans Paris, la Révolution eût été impossible. Les hommes n'osent parler et penser, ils ne peuvent agir que dans un grand centre où ils sont étroitement serrés, sentent leur force et jouissent de l'incognito. Paris envoya à la province

les modèles des cahiers pour les États généraux, et il fallait bien y envoyer tout, puisque tout y manquait, la science, l'activité politique, les idées générales et le courage de les exprimer.

Aux mois de juillet et d'août 1789, Arthur Young, parcourant la France, s'indigne de ne trouver de journaux nulle part. « Dans une ville comme Moulins, capitale d'une grande province, résidence d'un intendant, dans un moment comme celui-ci, lorsqu'une assemblée nationale fait une révolution, il n'y a pas un seul journal pour instruire le peuple si Lafayette, Mirabeau ou Louis XVI est sur le trône! Une compagnie assez nombreuse dans un café pour occuper vingt tables, mais qui n'a pas assez de curiosité pour payer un papier-nouvelles...! Un pareil peuple aurait-il pu jamais faire une révolution ou devenir libre? Jamais, pas dans cent mille ans. C'est le peuple éclairé de Paris, au milieu de milliers de journaux et de pamphlets, qui a tout fait. Je demandai pourquoi ils n'avaient pas de journaux. — Ils sont trop chers. — Mais on me fit payer vingt-quatre sous pour une tasse de café au lait et un petit morceau de beurre pas plus gros qu'une noisette[1]. »

Ce que Young disait de notre manque de journaux, l'avenir le dira de notre manque de bibliothèques, de musées, de moyens de culture de toute espèce. Aujourd'hui comme alors le mauvais vouloir objecte le défaut d'argent. Telle ville qui se vante d'être une Athènes ne possède point un dictionnaire de Dechambre et n'a point mille francs pour l'acheter, mais sa municipalité républicaine consacre quatre cent mille francs à embellir une église gothique, et les ressources de ses *fabriques* dépassent cent mille francs annuellement.

« Mais vous n'espérez pas sans doute qu'Angoulême ou Dijon puissent rivaliser avec les grandes capitales pour l'accumulation des ressources que les siècles y ont entassées. »

1. Arthur Young, *Voyages en France*, t. II, p. 2.

Pardon; du moins en ce qui concerne les sciences, il faut qu'il en soit ainsi. Quand les Normands bâtissaient Saint-Etienne de Caen, les Champenois la cathédrale de Reims, ils s'efforçaient de pourvoir le plus magnifiquement possible à la culture intellectuelle, telle qu'elle était alors comprise. Dans les bois, sur des collines désertes, loin des centres habités, de magnifiques abbayes s'élevaient, richement dotées, absorbant les fruits du travail de milliers d'hommes. C'est le moins que notre siècle d'opulence sache faire pour le progrès et la propagation des sciences ce que le pauvre moyen âge fit pour imposer ses dogmes théologiques. Un collège d'investigation scientifique par département, avec un budget équivalant à celui des quinze ou vingt monastères qui pouvaient s'y trouver sous l'ancien régime, n'est point une revendication excessive.

Mais il ne faut pas que la décentralisation intellectuelle (et par suite politique et esthétique) s'arrête au chef-lieu de département, il faut qu'elle descende jusqu'à la simple commune. Car c'est là qu'elle produira son effet, qui doit être d'entraver, en les rendant sans objet, l'émigration rurale, si funeste à la natalité, et l'augmentation des agglomérations urbaines si fatale à la vitalité de la race.

L'invention des machines industrielles et agricoles doit avoir pour effet, non de donner un luxe insolent et corrupteur à une petite minorité de privilégiés, mais d'augmenter le loisir des travailleurs.

Ce loisir doit être employé à leur culture intellectuelle, morale, esthétique, à leur développement en propreté, probité, politesse, ces trois conditions suffisantes mais indispensables de la fraternité parmi les hommes, à leur progrès en beauté physique et délicatesse de sentiments, en connaissances générales positives. Il faut que ce progrès s'accomplisse non dans le but de faire de l'homme un meilleur instrument de pro-

duction, mais simplement parce que l'individu ainsi cultivé vaut mieux, est un citoyen plus estimable et plus parfait.

Le repos du dimanche (ou du lundi peut-être préférable) devra être consacré à cette culture de l'individu telle que la comprend le XIXe siècle. La limitation du nombre d'heures de travail doit permettre également chaque jour quelques instants de repos physique qui seront utilisés pour le développement cérébral.

Cette culture du pauvre, du paysan, de l'ouvrier rural aurait pour premier effet de forcer le bourgeois qui voudrait garder sa supériorité, de tendre vers une instruction plus précise et plus étendue; mais elle en aurait un second infiniment plus considérable : assurer l'unité intellectuelle de la nation, faire en sorte qu'il y ait pour tous les Français, indépendamment de leur degré de fortune, un seul et même patrimoine d'idées dont on puisse s'entretenir quand on se rencontre, de sentiments communs qu'on soit sûr de trouver chez tous et qui permettent à la sociabilité de se développer.

Aujourd'hui, de clérical à libre penseur il y a un abîme infranchissable, des différences énormes de doctrine et de méthode. D'un camp à l'autre on se méprise et l'on se hait, l'on ne veut et l'on ne peut plus communiquer. Il est urgent de porter remède à ces divisions. Comme les vérités scientifiques sont démontrées et indiscutables, elles forment la base la plus légitime et la plus inébranlable sur laquelle on puisse fonder cette chose si nécessaire, d'un prix si inestimable dans une nation : l'éducation et l'instruction communes de tous les citoyens. Ce fonds d'idées et de sentiments, sorte d'héritage destiné à s'accroître de siècle en siècle sans pouvoir jamais diminuer ou dépérir, ferait pour la cohésion de la patrie plus que la communauté des intérêts, qui est loin d'exister toujours. Chaque progrès accompli par l'emploi de la raison donnerait de nouvelles armes à la raison; chaque conquête de la science

ferait reculer d'autant la foi aux entités métaphysiques et aux agents surnaturels, croyances arbitraires qui par cela même sont des causes sans cesse renaissantes de divisions et de haines. La science partout répandue, mettant fin à la mission des prêtres, qui disloquent les familles, les communes et les États, reléguant le merveilleux à sa vraie place, c'est-à-dire dans les théâtres de féeries, donnera à l'homme la paix sociale et la paix intérieure; elle satisfera libéralement son appétit de vérité, lui permettra d'acquérir la plénitude de son développement intellectuel sans quitter le sol natal. Sur sa terre, au milieu de ses champs et dans ses jardins, occupé de travaux sains et lucratifs qui lui donnent la richesse sans le surmener, dans sa maison où ni l'air ni l'espace ne lui manquent, où la simplicité entretient plus d'aisance qu'à la ville, il pourra procréer une famille plus nombreuse et plus robuste. Plus instruit dans les sciences qui ont rapport à sa profession, il doublera ou triplera très aisément le produit de la terre, et nous verrons cesser cette honte nationale : un rendement de quinze hectolitres de blé à l'hectare en France, contre vingt-huit en Angleterre. N'étant plus obligé de s'épuiser pour la satisfaction de besoins artificiels, il sera plus docile à la voix de la nature qui lui conseille d'embellir sa demeure d'existences nouvelles.

Ainsi rien de plus démocratique au fond que ces travaux scientifiques, patrimoine apparent d'un si petit nombre d'hommes, absorbés dans leurs études épineuses, inconnus du public. Ils font l'avenir, ils font la patrie, qu'on le veuille seulement et ils peuvent contribuer puissamment à refaire la race.

Sans entrer dans le détail de l'organisation à fonder, on conçoit la possibilité de créer à Paris des séminaires scientifiques assez nombreux pour en tirer des colonies que l'on établirait dans chaque département en les munissant de tout l'outillage du travail intellectuel contemporain au grand

complet, collections, moyens d'expérimentation et d'observation, bibliothèque comprenant tout ce qui se publie dans le monde civilisé. Chaque collège d'investigation départemental comprendrait à son tour un séminaire nombreux et suffisamment rétribué de missionnaires chargés de parcourir les arrondissements, les cantons puis les simples communes, d'y faire des conférences, d'y instituer des zélateurs, d'y fonder des collections et d'organiser la circulation des livres. On trouverait ce personnel scientifique aussi aisément que l'on se procure des prêtres, il suffirait de le payer. En un mot, cette réforme capitale est des plus faciles; car tandis que, pour presque toutes les réformes sociales, on ne sait absolument par quel côté les aborder, celle-ci se réduit en somme à une question de millions.

On les prodigue aujourd'hui pour maint objet dont l'intérêt est presque nul en comparaison. Il est universellement admis que l'État doit mettre la justice à la portée des justiciables, les percepteurs à la portée des contribuables, l'instruction primaire à la portée des enfants, les prétendus secours de la religion à la portée des femmes et même à la portée des hommes qui n'en veulent point. Ces choses se trouvent dans toutes les communes, dans tous les chefs-lieux de canton. Mais s'il s'agit des instruments indispensables du travail intellectuel, vous pouvez aller à deux cent soixante lieues de chez vous, chercher les ouvrages dont vous avez un besoin pressant. C'est le cas, par exemple, si vous habitez Nice. Mais fussiez-vous moins éloigné, vous finissez toujours par être placé dans l'alternative d'un arrêt de développement plus ou moins rapproché ou de l'émigration vers Paris.

Dans quelques grandes villes, il est vrai, la culture mentale peut quelquefois, sur certains points, être à peu près complète; mais dans les villes plus petites elle est plus défectueuse; dans les campagnes, elle devient tout à fait rudimentaire.

Il n'y a point de cause cependant dans l'organisme humain pour qu'une cervelle ne pense point aussi bien à Carcassonne ou Châteaulin qu'aux environs du Panthéon; mais il y a de cela plusieurs causes dans l'organisme social, et il faut faire en sorte qu'elles disparaissent.

Si la production intellectuelle ou artistique de la province est à peu près nulle, s'il ne s'y produit aucune idée nouvelle, aucune initiative féconde en matière politique, c'est d'abord qu'on n'y est pas entraîné au travail par l'exemple et les traditions du milieu. Ensuite, quand on a une tendance personnelle, on n'a pas assez de confiance en soi pour la formuler et la publier. Il y a cent choses qu'on n'ose écrire et dire qu'à Paris. Enfin, s'il se trouve quelque esprit qui ait assez d'indépendance et de ténacité pour couver avec passion la même idée pendant plusieurs années, de bonne heure les matériaux les plus indispensables lui feront défaut. Cet homme eût été un créateur, un obstacle matériel le rend stérile.

Le soin le plus élémentaire pour qui veut aborder un sujet quelconque est d'en faire la bibliographie. Faites celle du sujet le plus simple, il n'y a nulle imprudence à parier que nulle part en province vous ne trouverez tous les livres dont vous avez besoin. Vous en trouverez certainement quelques-uns; mais il est plus certain encore que vous ne les trouverez pas tous. Et le même tocsin revient sans cesse obséder vos oreilles : allez à Paris.

Même chose en fait d'art. La province produit des peintres; mais ils vont peindre à Paris. Elle achète bien quelques tableaux; mais elle va les choisir à Paris. L'habitude est si bien prise qu'elle en paraît normale, on s'étonnera qu'elle puisse être critiquée.

C'est cependant contre cette centralisation intellectuelle, produite par la monarchie et conséquente seulement avec les institutions monarchiques, qu'il faut s'empresser de réagir

vigoureusement. L'amour du vrai doit être favorisé; mais le moyen de lui donner une impulsion plus forte, une satisfaction plus complète tout en évitant en grande partie les inconvénients qui résultent pour la natalité de la viriculture intensive, c'est de faire en sorte que le changement d'état mental ne vienne pas s'aggraver d'un changement de résidence. Il faut, et c'est la vérité capitale de ce chapitre, que le progrès intellectuel s'accomplisse sur place ou, si cela ne se peut, aussi près que possible du lieu d'origine.

Des milliards ont été dépensés en chemins de fer pour faciliter aux hommes le moyen de quitter le sol natal. Quand comprendra-t-on enfin la nécessité de dépenser une somme égale pour leur permettre d'y rester ou d'y revenir?

La suppression du budget des cultes et le produit de l'impôt sur le luxe feraient face aux dépenses, soit comme annuités soit comme intérêt du capital déboursé. Il est naturel que les ressources employées à propager une forme du savoir aujourd'hui dépassée et condamnée soient consacrées désormais à répandre le culte de la science, à satisfaire l'appétit de vérité positive. Il est naturel encore que la portion de richesse gaspillée par les particuliers à fourvoyer l'humanité dans l'hérésie esthétique du luxe trouvent un emploi plus digne à favoriser l'esthétique véritable.

La multiplicité des centres d'activité mentale ne peut que profiter au progrès de cette activité. Aujourd'hui le combustible ne manque pas en France, il faut seulement utiliser la combustion de notre race d'une façon plus productive. Trop d'huile monte dans une même lampe. Plus le foyer est ardent, plus l'ascension est rapide; mais une grande quantité est perdue, qui ne donne aucune lumière. Multipliez les becs; avec la même quantité d'huile vous obtiendrez plusieurs foyers et beaucoup plus de clarté. Si la capillarité sociale n'en est pas beaucoup moins stérilisante, elle le sera

beaucoup moins à proportion du résultat utile obtenu.

Le système des foyers multiples vaut à l'Allemagne une production scientifique égale à celle de la France et ne coûte qu'une dépense de combustible infiniment moindre. Il est vrai qu'ils ont eu l'intelligence de dépenser douze millions pour la seule faculté de Strasbourg, ce que la France n'eût jamais songé à faire si l'Alsace lui fût restée.

En Grèce pareillement chacun des petits centres de culture fut sans doute moins important que s'il eût été seul; mais le total fut bien supérieur et le progrès de la civilisation en fut plus assuré. L'émulation et l'originalité des différents génies en furent accrues.

L'Italie de la Renaissance présente le même spectacle. Florence, Rome, Venise, Milan, Gênes, Bologne, Ferrare et enfin Naples y brillent simultanément. « Ce fut, dit Sismondi, par cette émulation constante entre tant de petits États, ce fut par ces foyers de lumière distribués dans toutes les provinces, que la culture spirituelle de l'Italie fit en peu de temps des progrès si rapides. Si toute la péninsule avait été réunie en une seule monarchie, cette émulation aurait cessé à l'instant. Avec une seule capitale, les Italiens n'auraient formé qu'une seule école. »

« Dans le royaume de Naples, qui comprend un tiers de l'Italie, la capitale seule participa au mouvement de la Renaissance, pendant que des provinces entières, comme la Pouille et la Calabre, restaient en pleine barbarie. Au contraire, dans le nord et dans le centre de l'Italie, il y a eu presque autant d'écoles qu'il y avait de villes indépendantes, et on peut remarquer que les écoles de Pise ou de Sienne cessèrent d'exister quand ces villes eurent perdu leur liberté[1]. »

Si malheureusement quelqu'une des grandes puissances européennes fût parvenue à réaliser le rêve si souvent caressé

1. L. Ménard, *Tableau des beaux-arts à la Renaissance.*

de la monarchie universelle, que fût devenue la civilisation occidentale? Elle eût été réduite à la part aujourd'hui accomplie par la nation qui eût été victorieuse, à moins que celle-ci ne se fût endormie dans sa gloire et qu'elle n'eût pu même égaler sa contribution actuelle.

Aujourd'hui la civilisation est assez intense en France, assez d'hommes y aspirent vers la vérité, le pouvoir, la poésie et la beauté, assez ont les loisirs, l'indépendance et la fortune nécessaires pour que le fractionnement y devienne avantageux. Beaucoup de bois, qui flamberait aussi bien que d'autre, tombe et pourrit inutilement dans les forêts. Une quantité énorme de forces sociales se perdent qui pourraient être utilisées à découvrir ou propager la vérité; une multitude d'oisifs vivent en province, ennuyés, à charge à eux-mêmes, occupés à se critiquer les uns les autres, dont le cerveau cependant est bien équilibré et pouvait être fécond. Si l'on entend par génie la puissance d'initiative qui produit les idées nouvelles, il est une exception beaucoup moins rare qu'on ne pense. Ce qui fait croire à sa rareté, c'est qu'il ne trouve presque jamais les conditions et le milieu où il pourrait devenir fécond. Des centres de culture nombreux permettront le développement des germes existant dans la région environnante. Ils sembleront multiplier le génie, puisqu'ils multiplieront les grands hommes.

C'est le cas de dire, comme le fait souvent Rousseau : « On me croit loin de mon sujet, je n'en suis point sorti. » Ces continuelles digressions convergent au même objet. Une des causes qui chassent la population des campagnes ou même des villes de province, c'est le besoin de connaître qui ne peut y trouver maintenant sa satisfaction. Assurez aux intelligences altérées du désir de savoir les moyens de se tenir au niveau de la science contemporaine, un grand nombre d'hommes resteront par

cela seul sur le sol où ils sont nés, d'autres par imitation.

Dépenser des sommes énormes pour retenir dans une ville quatre ou cinq savants, écrivains ou artistes, n'est-ce pas folie? Non, car ceux-là en retiendront vingt qui en retiendront des centaines d'autres. Comme le pin fixe le sable des dunes, le savant, l'artiste, l'homme politique éminent, fixent la population mouvante, et pour les fixer eux-mêmes il suffit de sacrifices pécuniaires. D'ailleurs, le centre intellectuel et artistique crée des savants et des artistes, comme les chemins de fer créent des voyageurs. Il est flatteur d'habiter une ville qui a réputation d'intelligence et de bon goût, et, en ces matières, les satisfactions d'amour-propre sont d'une importance capitale. Il faut donc, quoi qu'il en puisse coûter, retenir les hommes d'initiative et leur faire prendre le rôle de moniteurs dans une nation transformée en une vaste société d'éducation mutuelle.

Il faut se résumer. Empêcher l'émigration rurale et faire en sorte que le développement individuel s'accomplisse sur place, ce n'est pas favoriser beaucoup la population, puisqu'il est de l'essence de la démocratie qu'elle s'y accroisse très lentement; mais c'est, avec la même dépense de combustible, obtenir plus de lumière; c'est donner carrière à la variété des aptitudes et des goûts, c'est enfin favoriser les bonnes mœurs (l'opinion étant toujours plus sévère en province et surtout à la campagne, où l'on se connaît davantage) et, partant, la virilité du jugement et la vigueur morale. Enfin, résultat capital, c'est réaliser la seule mesure capable de propager rapidement les vérités positives et par là de rendre au mari la direction intellectuelle de la famille, de rétablir l'harmonie normale entre les sexes et de faire cesser l'état particulièrement préjudiciable à la natalité française qui résulte de leur désunion. C'est vraiment favoriser la natalité que d'enlever un obstacle aussi puissant à son accroissement.

CHAPITRE XXV

ÉLIMINATION NÉCESSAIRE DE LA CROYANCE AU SURNATUREL

Croyance au surnaturel, clef de voûte de tout système de réaction. — Sa fragilité. — Absurdité de l'hypothèse Dieu. — Cette absurdité peut être prouvée. — C'est une hypothèse que rien ne prouve, qui n'explique rien, qui est ou contradictoire en soi ou totalement dépourvue de signification. — Histoire de cette hypothèse. — Fétichisme. — Nature des perceptions de l'homme primitif. — La fausse analogie. — Évolution du fétiche vers l'anthropomorphisme. — Effet du culte et de l'éloge. — Effet d'un changement de langue. — Comment de l'anthropomorphisme se dégage l'idée du dieu absolu. — Effet de la philosophie en Grèce. — Processus religieux dans l'Inde; courte durée de l'évolution depuis les Védas jusqu'à Çakya-mouni. — L'œuvre négative de la philosophie n'est jamais définitive. — Progrès de l'esprit scientifique, gage de l'extinction du surnaturel. — État actuel des quatre grandes religions, décadence du prosélytisme. — Il ne renaîtra pas. — Action de la démocratie sur le prosélytisme. — Décadence de la religiosité; sa décomposition en sensibilité poétique et curiosité scientifique. — Conclusion.

La croyance au surnaturel étant aujourd'hui le principal obstacle à l'esprit démocratique et la clef de voûte de tout système de réaction, il est indispensable de faire voir que ce n'est pas à elle qu'appartient l'avenir.

Dans l'humanité tout entière le terrain s'effondre sous les religions, elles périssent tout à la fois faute de sujet et faute d'objet. D'une part, le prosélytisme tarit ou bien est réfréné par la conquête, la religiosité décroît ou se décompose. D'autre part, l'hypothèse Dieu est une hypothèse, d'abord que rien ne prouve, ensuite qui n'explique rien; en troisième

lieu, qui est ou contradictoire en soi ou totalement dépourvue de signification; enfin c'est une hypothèse dont on connaît désormais l'histoire et qui n'a point été faite dans l'origine pour résoudre le problème à la solution duquel on le fait servir aujourd'hui. On va répétant, à la suite des positivistes, que s'il n'y a pas de preuves de l'existence de Dieu, il n'y en a pas non plus de sa non-existence, et la question semble devoir rester en suspens éternellement. Mais pour peu qu'on soit assez indépendant pour l'examiner sans préjugé, on arrive aisément à se convaincre que s'il est impossible de prouver qu'il existe un Dieu, il est au contraire très facile de prouver l'absurdité de cette supposition.

En deux mille ans d'efforts, les théologiens et les philosophes n'ont trouvé pour toute preuve de l'existence de Dieu que trois ou quatre pitoyables sophismes qu'ils ont délayés en des milliers de pages. Devant la critique de Kant, la philosophie universitaire, quelque conservatrice qu'elle soit, a été obligée de les abandonner. Elle ne maintient plus l'existence de Dieu que comme une affirmation qu'elle-même reconnaît indémontrable. Nous nous garderons bien d'entrer dans un débat aussi long qu'inutile. Il existe un raisonnement court et radical qui a l'avantage de conclure à la fois contre ceux qui tiendraient encore aux anciennes preuves et contre ceux qui espéreraient qu'on puisse jamais en trouver de nouvelles.

Ce raisonnement le voici. Nos moyens de connaître sont bornés à trois : le témoignage des sens, l'induction et la déduction. Les psychologues y ajoutent, il est vrai, la perception intérieure; mais outre qu'elle est trompeuse et sujette à nous faire voir en nous tout ce qu'il nous plaît d'y imaginer, il est clair qu'elle ne peut nous révéler que nous-mêmes et qu'elle ne peut être d'aucun secours pour nous faire percevoir une personne autre que la nôtre. La perception exté-

rieure ne peut davantage être appelée à notre aide pour constater Dieu, puisqu'il est, par définition, un être immatériel, un pur esprit qui ne tombe point sous les sens.

L'induction ne peut non plus nous conduire à aucun résultat. Dieu étant par définition un être sans analogue, ne peut être prouvé par analogie. D'ailleurs, l'induction n'étant qu'une déduction renversée, imparfaite et provisoire, tout raisonnement de cette nature se ramènerait à un syllogisme.

Mais le syllogisme lui aussi est incompétent en pareille matière. D'après l'idée que l'on se fait de Dieu, au moins chez les monothéistes, rien ne le surpasse en grandeur. Aucun terme n'est plus général; or, un syllogisme ne conclut pas s'il ne contient un terme plus général que celui sur lequel doit porter la conclusion.

De ces quelques lignes on peut hardiment inférer que jamais on n'a trouvé de preuves de l'existence de Dieu et que, quelque effort que l'on puisse tenter, l'avenir n'en trouvera pas.

Il est aisé d'établir que l'hypothèse Dieu n'explique rien.

A tout phénomène qui frappe nos sens et, par suite, au grand phénomène qui embrasse les autres dans sa généralité, notre instinct nous pousse à chercher une cause qui en rende raison. Les hommes se sont dit : Tout fait a une cause, l'univers comme les faits particuliers; et comme ils ne pouvaient la constater, ils en ont imaginé une. C'est à cette cause inconnue, placée par eux en dehors de leur portée, qu'ils ont donné le nom de Dieu. Mais si ce raisonnement était légitime, il faudrait continuer : Dieu est un fait, donc il a une cause; cette cause aussi est un fait, donc elle en a une autre, et ainsi de suite sans fin. Il faut bien finir par s'arrêter, sous peine d'être absurde. Mais le bon sens veut que ce soit dès le début, au terme positif, au seul dont l'existence soit constatée, c'est-à-dire à l'univers lui-même.

Ainsi l'explicatif universel une fois imaginé, on s'aperçoit qu'il n'explique rien.

Si, en opposition avec le monde des êtres relatifs contingents et finis on suppose un être absolu, nécessaire et infini, cet être sera, par le seul fait de cette opposition radicale de nature, un être sans analogue, identique à soi seul. Or, entre le monde que nous connaissons et cet être sans analogue, il ne peut y avoir qu'un rapport sans analogue. Peut-on exprimer un tel rapport? Non; on serait obligé d'employer des métaphores, c'est-à-dire de parler par analogie. Peut-on seulement le concevoir d'une façon si vague que ce soit? Non encore : nous n'imaginons, nous ne concevons rien que par analogie. Ainsi en est-il du rapport de cause à effet, de père à fils, de créateur à créature. Pour avoir une idée quelconque, si fugitive soit-elle, d'un rapport tout nouveau, il faudrait l'avoir perçu directement.

Ainsi cet explicatif, qui n'avait d'autre raison d'être supposé que le besoin d'expliquer le monde, voici qu'il n'explique rien, qu'il ne remplit pas sa fonction. L'hypothèse Dieu est donc une hypothèse oiseuse, toute gratuite, sans utilité logique, c'est-à-dire une hypothèse qu'on n'a pas le droit de faire à moins qu'on ne soit résolu à sacrifier le bon sens à ses préjugés. Si elle n'existait pas, il faudrait se garder de l'inventer.

La psychologie, qui a scindé l'homme en deux substances radicalement distinctes, esprit et matière, âme et corps, s'est vue par la suite fort empêchée d'expliquer l'action de l'une sur l'autre; elle a dû imaginer les hypothèses bizarres d'harmonie préétablie, d'influx physique, de médiateur plastique, pour rendre possible l'existence de rapports entre l'étendu et l'inétendu. Mais cette difficulté qu'elle n'a jamais pu surmonter n'est qu'une faible image de la difficulté bien plus considérable que la métaphysique spiritualiste a trouvée à

faire agir son Dieu sur le monde, sans dégrader cette prétendue cause première au rang de cause seconde.

L'hypothèse Dieu est ou contradictoire en soi ou totalement dépourvue de signification.

La métaphysique convient qu'elle ne peut définir son Dieu ni rien en dire qui ait quelque précision. Cependant aux yeux des philosophes déistes comme pour les théologiens, il faut qu'il soit absolu et néanmoins qu'il soutienne avec l'univers divers rapports tels que celui de cause à effet, qu'il soit éternel et dans tous les temps, inétendu et partout présent, infini et laissant le monde en dehors de lui, parfait, tout-puissant et laissant subsister le mal, parfaitement heureux et impassible, impassible et très irritable. De la sorte on oscille sans fin entre le parfait non-sens et la parfaite contradiction.

C'est une assertion dont il faut faire saillir l'évidence.

La métaphysique nomme catégories un certain nombre de qualités fondamentales dont aucun objet quelconque appartenant à l'univers n'est jamais dépourvu. Ainsi tous les êtres durent plus ou moins, sont plus ou moins étendus, ont entre eux des rapports de cause à effet. De là les catégories de temps, d'espace, de causalité. On en ajoute d'autres encore telles que le nombre, le mouvement, la limitation, etc. Mais on peut se borner aux trois premières, que tous admettent.

Le Dieu du monothéisme étant constitué par la négation de toutes les qualités caractéristiques du monde relatif est par conséquent a-catégorique, c'est-à-dire étranger au temps, à l'espace, à la causalité. Le langage vulgaire nous le présente comme cause de toute chose. Mais en bonne métaphysique et rigoureusement parlant, le seul langage exact consiste à dire, comme nous l'avons fait plus haut, qu'étant lui-même par hypothèse un être sans analogue, il ne peut avoir avec le monde qu'un rapport également sans analogue, un rapport ne ressemblant en rien aux rapports de causalité existant

entre les êtres finis. Le langage vulgaire affirme qu'il est éternel, et on explique ce mot en disant qu'il a toujours été dans le passé et qu'il sera toujours dans l'avenir. Le langage rigoureux et technique consiste à dire qu'il est en dehors du temps, que cette notion lui est étrangère, qu'on n'en peut parler ni penser à aucun temps du verbe, le présent lui étant aussi étranger que l'avenir ou le passé. Pareillement pour l'espace, cette catégorie ne s'appliquant pas à l'hypothèse Dieu, on ne doit pas dire qu'il est partout, comme les théologiens et les philosophes le répètent sans cesse, mais qu'il n'est nulle part, et ce dernier langage est le seul conforme à leur vraie doctrine. A la vérité, dire que Dieu n'a jamais été et ne sera jamais, qu'il n'est nulle part et qu'il ne peut être cause de quoi que ce soit, semble aussi choquant pour le dévot que les affirmations contraires lui paraissent orthodoxes. Mais cela tient uniquement au résidu d'anthropomorphisme qui demeure au fond du monothéisme. Un tel langage est le seul rigoureusement conforme à l'hypothèse du Dieu absolu a-catégorique.

Si l'être hypothétique affirmé par les déistes était à la fois absolu et relatif, catégorique et a-catégorique, il serait contradictoire comme l'affirmation et la négation prononcées simultanément à propos de la même qualité. Mais s'il est purement a-catégorique, comme on ne peut ni penser, ni parler, ni comprendre en dehors des catégories, il en résulte que les métaphysiciens ont imaginé un pur inintelligible, c'est-à-dire qu'ils n'ont imaginé rien du tout. L'esprit n'éprouve pas seulement ici l'impression de l'informe (*τύπος του ἀμόρφου*), il se trouve en présence d'un pur néant. Ce qui n'a pas de sens est non avenu, et ce qui est contradictoire est absurde.

A la vérité, ils dissimulent habituellement l'inanité de l'hypothèse derrière une nébuleuse de galimatias. Mais ce langage est un mystère égal pour les savants et pour les ignorants,

pour ceux qui le parlent sans le comprendre et pour ceux qui le lisent dans les mêmes conditions. Une tache d'encre au milieu de la page signifierait autant, et elle aurait l'avantage de n'en imposer à personne.

On trouve une nouvelle preuve de la non-existence de Dieu dans l'histoire aujourd'hui suffisamment connue des transformations successives qu'a subies cette hypothèse.

Autant qu'on en peut juger dans l'état actuel de la science des religions, chez tous les peuples, les premières divinités ont été des objets naturels dans lesquels l'imagination des hommes primitifs a fait passer les facultés, les sentiments, l'intelligence et la volonté qu'ils sentaient en eux-mêmes.

Il nous semble tout naturel aujourd'hui de considérer un fait sans rien y ajouter de notre cru et de le prendre simplement pour ce qu'il est. En réalité cette indifférence et ce sang-froid datent d'hier. L'humanité n'y est parvenue qu'à force de temps, grâce à l'habitude de voir qui finit par rendre tout familier.

Tout phénomène qui nous est nouveau excite en même temps, sans que nous nous rendions compte de ce que nous éprouvons, les sens qui le perçoivent, l'intelligence qui cherche à comprendre ses rapports avec le monde environnant et avec nous-mêmes, enfin et surtout l'imagination, qui suppose et invente d'autant plus que notre ignorance est plus grande. Représentez-vous un paysan absolument ignorant, mais intelligent et sensible, près de qui vient de tomber un aérolithe. Ce qui d'abord travaille en lui, ce n'est pas son intelligence, c'est son imagination, émue jusqu'à l'épouvante. A peine revenu de son effroi, il essaye de se rendre compte du phénomène; et comme sa mémoire ne lui rappelle rien d'analogue, il forge les explications les plus bizarres. Dans l'état actuel de nos idées, sa première pensée sera probablement que c'est Dieu qui a lancé cette masse pour le punir de quelque faute,

l'avertir de ne pas recommencer ou exiger quelque sacrifice qu'il hésitait à faire. Mais c'est là une explication suggérée par l'enseignement ecclésiastique. En l'absence de toute croyance reçue, il est plus que probable qu'il se fût figuré le bolide lui-même comme doué de volonté. Il eût conjecturé une intention mystérieuse dans sa chute, une menace dans son immobilité. Il lui eût prêté la connaissance possible de ses pensées ou de ses actions, le pouvoir de lui nuire ou de le favoriser. Il eût tremblé, il eût adoré. En un mot, d'une manière inconsciente et instantanée, il eût prêté ses propres facultés à l'objet terrible qui avait frappé ses yeux pour la première fois.

C'est ainsi qu'est né le fétichisme, le fétiche étant un objet naturel plus ou moins richement doué par le caprice de l'imagination de tout ou partie de la détermination mentale de l'homme.

Cette tendance à tout personnifier est inhérente à l'ignorance et se retrouve partout en linguistique. Langage et fétichisme sont les deux résultats primordiaux, très étroitement unis dans leur origine, de l'effort vers le savoir. Si toute religion est un essai d'explication des phénomènes qui nous frappent au moyen de volontés plus ou moins analogues à la nôtre, d'un autre côté le langage et la poésie prêtent une âme à tout ce dont ils parlent. La source murmure et se plaint, l'arbre est heureux d'étendre ses rameaux, il gémit sous les coups de hache, le soleil et la lune acquièrent un sexe, ils se lèvent, ils se couchent, ils sourient, leurs rayons sont des flèches ou des cheveux. De tout temps, sans doute, l'homme a dû imposer aux idées abstraites des appellations matérielles, appeler par exemple, la faculté de comprendre, un esprit ou une âme, c'est-à-dire un souffle d'air; c'est ainsi qu'il a toujours parlé et parlera toujours. Mais en revanche il a toujours aussi, dans les

objets matériels, placé même à son insu une volonté, une intelligence, un amour-propre semblables aux siens. Il ne peut exprimer aucune idée morale que par métaphore et, pour les objets matériels qu'il nomme directement, il ne peut en parler sans leur attribuer la vie morale. L'animisme a présidé à la formation du langage.

Engendrée par la prédominance de l'imagination sur l'intelligence dans l'homme primitif, cette tendance à voir partout de fausses analogies a constitué le grand fourvoiement de l'esprit humain. En le détournant de l'observation froide et purement intellectuelle des objets de perception, elle l'a lancé dans la recherche des explicatifs imaginaires et du surnaturel, où il a perdu peut-être dix mille ans d'efforts.

Un objet matériel quelconque, arbre, rocher, source, soleil ou nuage, étant personnifié par l'analogie, par l'analogie aussi on est porté à lui parler, à le supposer comme nous sensible à l'éloge. De là la prosopopée, fiction du poète et de l'orateur; mais de là le culte, la prière, les hymnes, de là les titres éclatants et les légendes glorieuses. Plus les flatteries sont hyperboliques et répétées, plus elles sont supposées par le fidèle devoir plaire à son idole. Voilà le moteur, le ressort caché de l'évolution du fétiche qui s'élève d'abord à la dignité de dieu anthropomorphe et enfin à celle de dieu absolu.

L'adorateur se demande : Lequel est le plus flatteur pour tel dieu d'avoir telle qualité ou de ne pas l'avoir? Et du moment où il est animé de sentiments pieux, la réponse n'est pas douteuse. Le dieu finira toujours par avoir la détermination la plus haute, il aura accompli les exploits les plus merveilleux que l'imagination ait jamais pu inventer. L'essentiel, c'est que la dévotion qu'il inspire ne faiblisse pas : car ce n'est pas la grandeur du dieu qui cause la dévotion

qu'on a pour lui, mais l'intensité de la dévotion qui détermine sa grandeur. Plus on l'aime et plus on l'élève. L'histoire du dogme de la divinité de Jésus-Christ et plus récemment les progrès de la mariolâtrie en fournissent des exemples frappants.

A mesure que, par des louanges répétées, le prêtre et le fidèle élèvent davantage l'idée du fétiche, celui-ci prend dans leur imagination une forme de plus en plus différente de l'impression produite spontanément par l'objet matériel. L'élément artificiel tend à se séparer et à constituer un être surnaturel distinct de son support sensible. Cette séparation est grandement favorisée par tout changement de langage. Ainsi dans le Rég-Veda, le prêtre-poète nomme agni, soma, les marnts, tour à tour comme des êtres doués de volonté, d'intelligence et de courage. Il en fait les héros d'un drame, chante leurs hauts faits, leurs combats, par flatterie, les personnalise autant qu'il peut. Tout cela ne sort pas du fétichisme. Mais survienne une altération de la langue, que le nom usuel du phénomène naturel vienne à s'oublier, cet ancien nom, conservé dans les seules prières des prêtres, reste seul chargé de la détermination personnelle et imaginaire. Il devient par le fait un héros anthropomorphe, un dieu, et le combat métaphorique qu'il avait coutume d'accomplir, devient, pris au sens propre, une action merveilleuse réalisée une fois pour toutes à une époque indéterminée. Ainsi, chez les Aryas primitifs, Dyans, le ciel brillant étendu sur nos têtes, n'est encore qu'un fétiche. Comme on n'a pas cessé en le nommant de se figurer l'objet naturel qu'il représente, la personnification reste inconsistante. Il en va tout autrement chez les Latins et les Grecs, là Ζευς-πατερ ou Ju-piter, identique à Dyans-pitar, le père céleste, ne sera plus qu'un dieu formellement anthropomorphe. Le changement de langue a rompu le cordon ombilical reliant sa personne à son fétiche. Bientôt

on le représentera avec un corps humain et on en fera un être principalement moral, un agent rémunérateur et vengeur chargé de fournir une sanction à notre appétit de justice idéale.

Nous passons ainsi à l'anthropomorphisme polythéique qui établit entre les personnages divins des relations de parenté, confectionne des listes généalogiques, imagine une chronologie et une hiérarchie fictive entre ces agents naturels, qui s'y prêtent d'autant plus aisément que leur origine véritable est plus oubliée et que la transparence des mythes s'est davantage obscurcie. Cependant, même alors, le dieu anthropomorphe conserve sa fonction d'explicatif par rapport au phénomène auquel il préside et dont il est envisagé comme la cause.

Plus tard, quand la philosophie intervient, comme ce fut le cas en Grèce, elle ramène à un seul les problèmes multiples de l'univers et n'a plus besoin pour en rendre compte que d'un seul explicatif. Alors les dieux anthropomorphes pâlissent, se discréditent, et Socrate, Aristote, devançant de quatre siècles le mouvement de l'esprit humain chez les Aryas d'Occident, arrivent au monothéisme.

Avec le fétichisme, les phénomènes contiennent en eux leur explication, puisqu'ils ont tous une âme et une vie; avec le polythéisme et le monothéisme, ils sont également envisagés comme inertes. La seule différence consiste en ce que, dans le second, l'univers et sa cause sont l'un et l'autre ramenés à l'unité. La généralité de la solution se proportionne à celle du problème.

Les louanges adressées par le fidèle à son dieu n'aboutissent pas nécessairement au monothéisme. Dans l'Inde, par exemple, elles ont laissé subsister le polythéisme brahmanique. Mais alors elles ont élevé la conception de chacun des dieux particuliers à une hauteur où il n'y en a plus qu'une de possible

pour tous. Sous ce rapport, les nombreuses prières contenues dans le *Mahabharata* sont curieuses. Chaque dieu y est d'abord honoré par son nom, envisagé avec ses attributs particuliers; mais bientôt le poète s'échauffe et le chante comme tout-puissant, éternel et immuable, en termes qu'emploieraient parfaitement les prêtres d'une religion monothéique. Quand on a une fois trouvé l'idée la plus haute qu'on ait pu se former de la divinité, ce serait manquer de piété que de ne point en faire honneur à l'agent surnaturel, quel qu'il soit, dont on implore la protection. Les mêmes hyperboles, la même détermination métaphysique, sont donc appliqués uniformément à tous. C'est un manteau tout fait, brodé d'ornements éclatants, que le fidèle met sur les épaules de chaque idole dans l'instant où il s'en occupe. En vertu de cette tendance pieuse à gratifier les objets de son adoration de tout ce qu'il a jamais pu inventer de plus glorieux, des légendes formées primitivement pour exalter la gloire du soleil ont été attribuées successivement à Vichnou, à Brahma, et finalement à un homme, à un personnage réel et historique comme le Bouddha.

Lorsque l'action combinée de la prière et de la métaphysique a élevé et sublimé l'idée de l'agent surnaturel jusqu'à le rendre sans similitude et sans contact possible avec le monde, il est virtuellement éliminé. Du fétichisme à l'anthropomorphisme polythéique, puis à l'hypothèse du Dieu absolu et à l'athéisme, l'évolution de l'esprit humain s'est ainsi accomplie régulièrement dans le sens d'une négation de plus en plus complète du surnaturel et de l'inconditionné. A mesure que l'on avance, chacune de ces phases est de plus en plus courte. Tandis que l'homme a tremblé durant des milliers d'années devant ses fétiches, c'est faire bonne mesure que d'accorder deux mille ans à la durée du polythéisme depuis son apparition jusqu'au moment où fut conçue

l'idée du Dieu absolu. Et de ce moment à l'apparition de l'athéisme, il n'y a qu'un pas. Ainsi envisagée, la durée de l'évolution religieuse n'est pas très longue. Dans les *Védas* règne encore presque partout le pur fétichisme, et six cents ans avant notre ère, grâce à la puissance d'incomparables aptitudes métaphysiques, Çakya-mouni jette déjà les bases d'une religion athée.

Il est vrai que l'œuvre purement négative de la métaphysique n'est jamais durable. A peine a-t-elle fait parvenir l'esprit humain à la notion du dieu absolu, que le théologisme sent l'abîme où il va sombrer; alors il imagine un médiateur, un verbe, un démiurge, et le dieu absolu s'adjoint des hypostases, ce qui signifie que, par un subterfuge, il redevient relatif, catégorique, afin de continuer d'être quelque chose. Avec le bouddhisme, un phénomène équivalent s'est produit dans l'Inde où, sur le tronc même de l'athéisme systématique, on a vu renaître une abondante et vivace floraison de superstitions. C'est que, dans les deux cas, le même instinct qui a fait imaginer le surnaturel, fait incessamment rebourgeonner, près du dieu desséché ou détruit par l'abstraction, de nouveaux fétiches et de nouveaux mythes.

La curiosité humaine est éternelle et heureusement incompressible; on ne la fait taire qu'en la satisfaisant. Il est vrai que l'imagination ne peut rien répondre de valable aux questions posées et que la critique philosophique suffit à faire justice de ses solutions. Mais ce résultat négatif une fois obtenu, la curiosité primitive persiste, et le peuple, l'ignorant, l'homme de foi persiste, lui aussi, à demander à son imagination une réponse quelconque.

L'humanité ne parviendra-t-elle donc point à se débarrasser du surnaturel? La chose serait certainement impossible sans l'apparition d'un genre nouveau d'explications : les explications positives, qui rendent superflues celles des religions. Il

n'y a nul besoin d'un dieu du tonnerre depuis que l'on connaît l'électricité; nul besoin d'un créateur de l'homme et des animaux depuis que l'on connaît la théorie de l'évolution, nul besoin d'un créateur de la lumière depuis que l'on sait qu'elle vient uniquement du soleil et des étoiles (au lieu d'avoir été créée trois jours auparavant). A chaque découverte de la science, une explication naturelle et compréhensible se substitue à l'explication miraculeuse. Puis l'esprit positif croît en audace et s'affirme chaque jour avec plus de force. Il se pose enfin résolument comme le légitime héritier des religions et de la métaphysique et réclame pour lui seul le champ entier du savoir. Au commencement, tout était dieu; avec le polythéisme, le nombre des dieux décroît; plus tard, il n'en subsiste qu'un seul, et, même pendant la durée relativement courte de son règne, son intervention dans les choses humaines ou naturelles diminue de jour en jour. L'idée de la nécessité naturelle va constamment gagnant du terrain sur celle d'une volonté arbitraire. Depuis la Réforme, les théologiens eux-mêmes sont amenés à considérer leur dieu plutôt comme un roi constitutionnel gouvernant conformément aux lois que comme un despote capricieux.

L'évolution de l'esprit humain s'est ainsi accomplie régulièrement dans le sens d'une élimination de plus en plus complète du merveilleux et de l'inconditionné. Or, quand dans la nature ou dans l'histoire un type, une tendance de l'esprit humain, vont toujours décroissant d'une manière constante, ce phénomène tant de fois séculaire ne peut être regardé comme accidentel; la décadence ne comporte d'autre terme que l'extinction.

Cette conclusion est du reste corroborée par l'état actuel des grandes religions qui se partagent l'humanité et dont aucune n'est en état de s'imposer au monde.

Le brahmanisme, qui compte encore aujourd'hui quatre-

vingt millions d'adhérents après en avoir perdu un nombre considérable au profit du bouddhisme et quarante millions environ au profit de l'islamisme, ne possède plus aucune force d'expansion.

Le bouddhisme, né dans l'Inde, où il se propagea rapidement et fleurit pendant mille ou douze cents ans à côté du brahmanisme, en fut expulsé à la suite de guerres sanglantes aux ve et vi^e^ siècles de notre ère. Il compte encore deux cents millions de sectateurs au Tibet, en Chine, au Japon, en Indo-Chine et à Ceylan ; mais son prosélytisme a perdu toute ardeur.

L'islamisme, beaucoup plus jeune, continue à faire des progrès assez sensibles aux dépens des populations fétichistes de l'intérieur de l'Afrique. Mais, dans tout le reste de son aire géographique, la subalternisation actuelle ou prochaine des peuples qui le professent leur interdit la propagande armée, leur infériorité en fait de culture intellectuelle leur rend impossible la propagande par persuasion.

Enfin, pour le christianisme, sa période d'expansion a pris fin il y a au moins huit siècles. Malgré ses nombreux missionnaires, il n'a pu convertir un seul musulman, et ses efforts bien que favorisés par le prestige des armes européennes, ne servent qu'à faire éclater son impuissance contre le bouddhisme et le brahmanisme. En Europe, il ne cesse de reculer depuis des siècles. Dans les pays catholiques comme dans les pays protestants, il lutte pour ne pas perdre et, malgré sa redoutable puissance matérielle, il est partout sur la défensive.

En somme, les quatre grandes religions, l'une polythéiste, l'autre athée, la troisième déiste et la quatrième trinitaire, ont cela de commun qu'elles sont, chacune à sa manière, une encyclopédie, un résumé des connaissances humaines telles qu'elles étaient à l'époque et dans le milieu où leur credo

s'est élaboré. Toutes, en un mot, sont principalement un effort vers le savoir. Or, les enfantements de l'imagination sont bien puérils et ridicules en présence de l'immensité réelle de la nature révélée par la science. Les sciences naturelles mettent une à une leurs solutions au lieu et place des cosmogonies et des genèses contenues dans les livres sacrés, et ces fables elles-mêmes, toutes plus ou moins analogues entre elles, vont prendre dans la collection des mythologies, la place qui leur est assignée par la linguistique et la science des religions.

Les progrès de la science nous rendent également incapables de subir et d'exercer le prosélytisme religieux; mais, de plus, elle le remplace par le prosélytisme scientifique. Celui-ci ne demandant presque rien à l'imagination, à l'éloquence ou à la passion, ne comportant aucune violence, n'en possède pas moins une puissance de persuasion qu'aucune religion n'eut jamais. L'évidence contraint plus fortement que la foi, précisément parce qu'elle ne fait appel qu'à l'intelligence dans le domaine des choses intellectuelles, tandis que la foi fait appel à la volonté, qui n'est qu'une intruse en pareille matière.

Partout donc où il y a des hommes suffisamment instruits et indépendants d'esprit, chez les musulmans ou les bouddhistes comme chez les chrétiens, il se formera des libres penseurs; et la science fera ce qu'aucune religion n'a pu faire, l'unification intellectuelle du monde.

Dès à présent, en face de la vérité scientifique, les diverses erreurs religieuses se reconnaissent solidaires. Impuissantes à empiéter sur le domaine les unes des autres, elles se sentent pareillement en butte aux attaques d'un ennemi commun. Il y a encore un siècle, chaque fidèle opposait à son *credo*, qu'il regardait comme seul vrai, toutes les autres doctrines qu'il envisageait comme des impostures monstrueuses ou crimi-

nelles ; aujourd'hui il n'aime point à voir déverser le ridicule sur des croyances qu'il reconnaît trop semblables aux siennes. Entre les dogmes qu'il doit réputer divins et ceux qu'il doit tenir pour diaboliques, c'est l'analogie qui le frappe principalement, et de cette sorte il se met lui-même insensiblement au point de vue de la mythologie comparée.

D'ailleurs, l'esprit de prosélytisme, qui d'ordinaire s'éveille ou s'endort sans qu'on sache pourquoi, trouve en démocratie des dérivatifs qui l'épuisent. Tandis que la liberté donne l'essor à toutes les passions de l'homme, elle modère et énerve celles-ci.

C'est que l'esprit de prosélytisme n'est en réalité que l'esprit de domination transporté du domaine politique dans le domaine religieux. Le peuple juif, qui fut l'incarnation la plus complète de cette tendance, était le peuple le plus dominateur de la terre. Seulement, comme son organisation politique et militaire n'était pas en rapport avec son ambition d'empire universel, la tendance contrariée dans le domaine matériel se réfugia dans le domaine mystique. Il voulut au moins le royaume du ciel et, à défaut de généraux, il eut des apôtres. Plus guerriers et placés en face d'un empire aussi faible que celui de Byzance, les juifs auraient fait six siècles plus tôt ce que les Arabes, leurs frères, firent avec Mahomet et Omar. Si leur Messie ne fut pas un conquérant, ce ne fut pas leur faute, car telle était bien la conception primitive.

Il en est des individus comme des peuples, les naturels dominateurs dont la personnalité ne sait pas se resserrer dans de justes limites, s'ils ne peuvent imposer leur volonté par la force se font au moins orateurs, docteurs et marchands d'avis : car il faut que les caractères tyranniques empiètent d'une façon quelconque sur autrui. Mais quand la liberté politique existe, c'est de ce côté que se tourne leur ambition ; c'est seulement quand la voie la plus naturelle et la plus

courte leur est fermée que leur activité se reporte vers le domaine religieux. La liberté et la démocratie détournent donc de cette dernière direction une grande partie des passions qui s'y précipitent en temps de despotisme. Elles agissent en somme sur le fanatisme sinon comme un narcotique, au moins comme un puissant anesthésique.

Parallèlement au prosélytisme, décroît et s'éteint un autre sentiment de l'âme humaine plus nécessaire encore au maintien des croyances surnaturalistes, puisqu'il en est le générateur, la religiosité.

Les poètes néo-catholiques ont célébré la sensation d'infini causée par le ciel étoilé ou les flots de l'Océan, la mélancolie qu'inspirent les ruines et les tombes, l'horreur mystérieuse des grands bois, le recueillement et la paix qui tombent des voûtes des sombres cathédrales, etc. Le libre penseur est sensible à ces impressions comme il l'est à toutes celles que l'esprit de l'homme peut percevoir; mais où le philosophe romantique se plaît à voir des impressions religieuses, lui voit simplement des impressions poétiques.

Mais, dira le déiste, la religiosité est universelle! — Oui, comme l'ignorance; mais elle n'est pas plus nécessaire qu'elle. Pour l'homme cultivé qui a conscience des phénomènes psychiques qui se passent en lui, loin d'être un sentiment irréductible elle se décompose en deux dispositions toutes différentes, la sensibilité poétique et la curiosité scientifique. Ce caractère distinctif du prétendu règne humain n'est tout simplement qu'un sentiment confus et complexe qui se volatilise spontanément à la lumière d'une civilisation suffisamment avancée.

La sensibilite poétique, la faculté de rêver et d'imaginer, de palpiter d'espérance ou de crainte est éternelle et d'autant plus développée que l'homme est mieux doué. Le génie qui consiste à manifester au dehors et faire partager à ses sem-

blables les sentiments éprouvés est également de tous les temps, bien qu'il se manifeste surtout aux époques où la foi est en décroissance. Mais en aucun cas l'homme sensé n'est dupe de ses songes et ne court risque de prendre pour réels les produits de son imagination. Il est de moins en moins sujet aux émotions non raisonnées, et quand il les éprouve il en découvre bientôt la cause. S'il ressent une répugnance instinctive pour les reptiles, il se rend compte que c'est parce que certains d'entre eux ont un venin mortel; s'il est, dans la jeunesse, bouleversé par tout ce qui a rapport à la mort ou à l'amour, il en trouve le motif dans l'importance énorme de ces deux facteurs du renouvellement de la race. Tandis que les campagnes les plus arriérées en sont encore à la sorcellerie, c'est-à-dire au fétichisme, il va voir les lieux hantés et leur trouve à tous un caractère commun qui les distingue des champs environnants: soit que la solitude et le silence y règnent davantage, soit qu'un bouquet de vieux arbres y ait crû en liberté, qu'une source en jaillisse d'une façon imprévue ou qu'un rocher y perce l'humus uniforme et se dresse, ils tranchent sur la banalité ambiante et ils émeuvent par là. Mais où le peuple éprouve une émotion superstitieuse, l'esprit conscient et capable d'analyse n'a qu'une émotion poétique plus ou moins intense.

La division croissante du travail intellectuel, conséquence du progrès de la civilisation, amène l'homme moderne à distinguer sans effort et presque sans s'en apercevoir les opérations du sensible et celles de l'intelligible, à se défier de son imagination en matière de savoir. A tous les âges de l'humanité, la religiosité fut le fait général et spontané, aujourd'hui c'est le besoin de preuve qui naît avec la vie intellectuelle. Douter jusqu'à ce qu'on ait des raisons de croire, n'accepter ses propres hypothèses ou celles d'autrui que comme provisoires, aimer à se rendre compte, à voir de près

et à loisir avant de se prononcer sur rien, voilà des dispositions de plus en plus communes à notre époque. Silencieusement, mais avec une force irrésistible, l'esprit positif se substitue à l'esprit théologique, l'observation avisée et sagace remplace la vue trouble et émue des phénomènes, résultat de la vibration simultanée de facultés non encore dressées à n'opérer que par ordre et chacune à son tour. C'est vraiment dans une phase toute nouvelle qu'est entré de nos jours le génie de l'homme.

L'ardente préoccupation de rechercher les causes est peut-être la mesure la plus exacte de l'intelligence. C'est en ce sens que l'on peut admettre une opinion souvent émise par les écrivains allemands, d'après laquelle l'instinct religieux ou superstitieux dans l'enfance des peuples et des individus serait la promesse d'un grand développement mental dans leur maturité. L'ardente curiosité qui sollicitait l'imagination et lui faisait enfanter des explicatifs chimériques stimulera le zèle des esprits chercheurs et ne servira plus qu'à produire de la science.

En résumé, que l'on considère les religions dans leur objet ou dans leur sujet, elles sont également condamnées. L'hypothèse Dieu est insoutenable et d'elle-même s'élimine par la seule action des causes qui l'ont produite. Le sujet religieux se dérobe, la religiosité se résolvant à une époque d'analyse en curiosité qui profite au progrès scientifique et en poésie qui féconde l'activité esthétique. La croyance au surnaturel doit disparaître, et, faute du sentiment qui lui a donné naissance, elle ne renaîtra pas.

Des deux termes de la contradiction entre la démocratie et la religion, c'est bien ce dernier qui doit être éliminé.

CHAPITRE XXVI

REMÈDE DANS LA SPHÈRE DE L'ESTHÉTIQUE.

Double contradiction dans la sphère de l'esthétique. — Nécessité et possibilité de rétablir l'harmonie. — Il faut faire passer la direction esthétique des femmes aux hommes et aux artistes. — Idée du développement de la femme, de celui de l'homme. — Valeur de l'impulsion esthétique donnée par les grands écrivains et les grands artistes. — Nécessité d'admettre la pluralité d'idéal. — Condition de la réforme : développement de la démocratie libérale. — Influence de la vitalité politique sur la vitalité esthétique. — Pourquoi ? — L'époque de la vraie fécondité esthétique est celle de la conception. — Exemple de la Renaissance : l'art sort du métier de luxe et s'y résorbe. — Luxe, moyen de domination. — Lois somptuaires. — Elles sont possibles en démocratie. — Luxe, immoral dans son principe, funeste dans ses conséquences. — Jus abutendi. — Ses conséquences à Rome. — Échec des Gracques. — Inconséquence et échec de Caton. — Différente conséquence du luxe en aristocratie et en démocratie. — Nécessité de le réprimer en démocratie.

Nous avons vu comment notre situation esthétique se trouve dominée par une double contradiction. Comme nos institutions et nos tendances sociales sont démocratiques, tous nos arts devraient tendre vers la beauté de l'homme physique ou moral. En réalité ils tendent à l'embellissement des accessoires mobiliers et au luxe comme dans les monarchies et les aristocraties. D'un autre côté, l'esprit classique d'universelle centralisation tend à faire envisager l'idéal en chaque genre comme absolu, unique et immuable, tandis qu'en réalité la nature essentiellement arbitraire de tout ce qui est matière de goût prescrit la pluralité et la variété infinies d'idéal.

Un idéal de luxe et de raffinement qui en outre a le défaut

d'être envisagé comme unique et obligatoire pour tous les hommes, est nécessairement inaccessible à tous autres qu'à une minorité très restreinte de privilégiés. Tout le reste de l'espèce en est fatalement exclu, et cependant, par une contradiction plus criante que toutes les autres, tout dans notre constitution politique crie à chaque citoyen qu'il est appelé à la pleine jouissance de cet idéal. De là le tourment de la honte qui chasse l'homme de sa manière d'être et le fait aspirer à une culture irréalisable, le condamne, en dépit du bon sens, à imiter de près ou de loin un genre que son éducation, sa profession, sa pauvreté lui rendent inimitable. Le bon sens lui dit : aime le vrai, sois juste et bienfaisant, sois franc et délicat dans tes sentiments, ton langage et tes actes, avec cela tu seras un homme parfait et l'égal de qui que ce soit. La fausse esthétique, d'autant plus intolérante qu'elle est plus arbitraire, accable un tel homme de mépris : car elle exige en outre le luxe, la religion de la mode, des initiations longues et coûteuses, un prétentieux apprentissage d'usages, d'attitudes et de mines. Sur ce terrain l'inégalité est fatale. Aussi l'homme chassé de son genre par le mépris, attiré vers un autre par le désir d'être approuvé et honoré, sacrifie à ce changement les ressources qui eussent pu lui permettre de nourrir un certain nombre d'enfants. L'effort pour s'élever personnellement a mis en échec la volonté d'engendrer.

Mais quelque grand que soit le mal et quand même l'importance de cette cause de dépopulation serait aussi généralement admise qu'elle est ignorée ou méconnue, ne semble-t-il pas superflu de parler de remèdes en pareille matière? En fait d'art et de goût, d'usage et d'habillement, tout n'est-il pas subjectif?

Il est vrai. Si Pierre Ier put bien faire couper par le bourreau les barbes réfractaires à la civilisation occidentale, il est certain que pareille idée ne viendrait aujourd'hui à personne.

Cependant il faut de toute nécessité que la contradiction signalée arrive à prendre fin ; il faut, sous peine de déchéance, que toutes les manifestations de notre état mental arrivent à former un organisme où toutes les parties concordent : et si l'on ne veut pas abandonner la démocratie et remonter le courant de l'histoire, entreprise heureusement aussi impraticable qu'elle serait funeste, il faudra bien que ce soit par la réforme esthétique que l'harmonie se rétablisse.

Il est malheureusement impossible d'intercaler dans un ouvrage sur la population l'exposé d'une esthétique rationnelle. Nous nous bornerons à énoncer les principes qui, généralement admis, feraient cadrer les aspirations de notre goût avec notre état politique et social.

Le premier effet de la réforme esthétique serait de faire passer aux hommes, et principalement aux artistes, peintres, sculpteurs, musiciens, poètes et littérateurs de tout genre, la direction esthétique de la nation. En une matière comme le goût et les modes, où l'on ne peut raisonner ses préférences, l'homme qui n'en éprouve point de bien décidées abdique volontiers la direction, et la femme s'en saisit d'autant plus avidement qu'elle a la faculté de se passionner pour les petites choses. La démocratie commence à peine à influer sur les branches supérieures de l'art. Quand elle aura réveillé l'homme, il saura reprendre, dans les divers domaines de l'activité mentale, l'initiative que sa virilité lui impartit. A lui revient le rôle de donner à la femme ses convictions et d'être son directeur de conscience, à lui aussi de lui indiquer le genre de beauté qu'elle doit poursuivre pour plaire et être aimée.

Abandonnée à son sens propre ou pervertie par l'idéalisme individuel, elle fait consister la beauté dans ce qui peut exciter l'amour, oubliant que l'amour n'est pas une fin, mais un moyen. Elle voudrait être une rose double, s'immobiliser

dans une des phases de sa vie. Mais en réalité le programme en est plus complexe et plus élevé. Depuis l'enfance jusqu'au mariage, s'exercer à plaire pour attirer l'amour, voilà l'un de ses devoirs ; mais ensuite, le mariage, la gestation, l'allaitement, les soins nécessaires à l'entretien, la santé et l'éducation de plusieurs enfants la mèneront à l'âge mûr. Et alors elle n'a pas de regrets à avoir : car elle a vécu conformément à la nature et à la raison, c'est-à-dire aussi près que possible des sources du bonheur. Ses enfants parvenus eux-mêmes à l'âge de l'amour, elle a encore à leur enseigner par son attitude et sa présence, l'empire sur soi, la loyauté et la délicatesse en tout. Puis, sans sortir de sa réserve, son rôle s'élargit, son influence s'étend sur plusieurs familles ; elle distribue à chacun ses conseils, ses soins, ses secours dans les maladies, dans les moments difficiles de la vie. Au cours de cette évolution, sa beauté, d'abord toute physique, est devenue de plus en plus intérieure ; mais pour quiconque a des yeux capables de faire la différence de l'attrait esthétique et de l'attrait sexuel, elle ne s'est pas amoindrie ; loin de là, elle est plus touchante, plus vénérable que jamais.

Qu'il s'agisse d'un sexe ou de l'autre, le sens esthétique est toujours en faute s'il les détourne de leur fonction naturelle et nécessaire. Il doit être simple et viril, s'attacher à développer la beauté de l'homme plutôt que celle de ses accessoires ; enfin, dans le développement de l'homme, il doit être libéral, c'est-à-dire abdiquer sa nature exclusive et laisser chaque individu poursuivre le genre de beauté que comporte sa race, son âge, ou sa profession.

Fortifier le corps par la gymnastique, la santé par l'observation des règles de l'hygiène, baser le développement intellectuel sur l'épanouissement des qualités physiques ; être persuadé qu'un corps souple et vigoureux est toujours plus beau vêtu de toile qu'un corps mal venu couvert de soie et de bro-

deries, voilà pour la beauté physique. Aux lettres et aux arts incombent naturellement la tâche de faire fleurir les qualités mentales. Une littérature d'imagination saine et généreuse est l'instrument le plus propre à engendrer les sentiments nobles et délicats.

Si une grande conception de la dignité morale, de la noblesse des sentiments, de la fierté des formes et du beau langage a pénétré dans nos races depuis la Renaissance, il faut en savoir gré, non à la classe opulente, à qui l'on doit tout au plus le perfectionnement du tact et d'une certaine nature de délicatesse entre égaux, mais aux grands écrivains et aux grands artistes, sortis la plupart d'une condition très médiocre, ou même comme Pérugin, Périn del Vaga, Prudhon ou David d'Angers, de la plus extrême pauvreté. Une telle origine pour les hommes qui ont su exprimer les sentiments les plus gracieux ou les plus empreints de grandeur, atteste la valeur de nos races et leur perfectibilité. Les qualités qui sont nées dans les classes inférieures de la population peuvent y renaître encore, ou du moins le sens du beau, du grand et de l'exquis est toujours susceptible de s'y développer pour peu qu'on ne l'y étouffe pas. La plasticité de l'homme et surtout de la femme est beaucoup plus grande qu'on ne l'imagine. Les natures les plus vulgaires sont souvent capables de tout ressentir et en certains cas de tout exprimer. Il ne s'agit pas de former, comme à Florence, des légions d'artistes inutiles, mais de mettre tout homme, à quelque classe qu'il appartienne, en état de recevoir l'influence du beau et de devenir beau lui-même par quelque côté de son être physique ou moral.

Pour que cela soit possible il suffit de deux choses, que l'on admette la pluralité d'idéal et que la démocratie libérale se maintienne. Il faut conseiller à chaque race, à chaque classe de la société, à chaque catégorie d'individus, d'arborer

résolument ses caractères, et aux artistes d'exprimer hardiment tous les types, à la seule condition de les avoir sincèrement trouvés ravissants ou aimables, imposants ou gracieux, séduisants enfin par quelque côté.

Nos races ne pouvant être ramenées à un seul type, le type brun par exemple ne pouvant être proposé comme modèle au type blond, la doctrine de la pluralité d'idéal s'impose comme condition de leur perfectionnement esthétique. Elle relève d'un injuste dédain de nombreux groupes de citoyens qui, pour obtenir que l'art consacre leurs sentiments et leurs particularités caractéristiques, n'ont plus à sortir de leur manière d'être nécessaire, mais seulement à s'accentuer dans leur genre et à faire valoir ce qu'il a de meilleur. La réhabilitation de la pauvreté, du travail manuel, de la médiocrité coupe court à la cause la plus active peut-être de malaise social et de stérilité.

Mais il faut pour cela que la démocratie libérale se maintienne et progresse en vigueur. Son effet logique est de pousser vers les formes les plus hautes et les plus sévères de l'art, en faisant négliger comme puéril le soin minutieux du mobilier, du vêtement et de la parure. Il faut expliquer les causes de cette influence.

On sait que les grandes floraisons artistiques ont suivi chez tous les peuples où elles se sont produites les périodes de grande préoccupation pour les affaires publiques. Nos auteurs du XVII[e] et du XVIII[e] siècle avaient l'habitude de mettre en opposition « nos arts enchanteurs » avec les troubles de la guerre. L'histoire montre que rien n'est plus faux que cette vieille antithèse.

« En Grèce, dit L. Ménard, cette période suit immédiatement les guerres médiques, comme si l'éclat du siècle de Périclès était la récompense de Marathon et de Salamine. Au milieu de continuels déchirements, à une des époques les

plus agitées de l'histoire, l'art couvre de chefs-d'œuvre les temples et les monuments publics de la Grèce. »

« La période brillante de la civilisation des Arabes, dit le docteur Lebon, commença aussitôt que leur conquête fut achevée. L'activité qu'ils avaient d'abord dépensée dans les combats, ils la tournèrent vers les arts, les lettres, les sciences et l'industrie. Leurs progrès dans les arts pacifiques furent aussi rapides qu'ils l'avaient été dans les arts guerriers[1]. »

Même chose en Italie. A Florence, la renaissance des beaux-arts suit ou accompagne les grandes préoccupations pour l'intérêt public, manifestées par les luttes des partis, par des guerres étrangères acharnées, celle contre Pise par exemple. Elle fait suite à une énorme dépense d'énergie.

Aux XIe, XIIe et XIIIe siècles, Pise elle-même est une république florissante; elle est à la fois commerçante, guerrière et conquérante comme Athènes. Mais elle perd sa puissance et sa liberté au XIVe siècle et tombe sous le joug des Florentins au commencement du XVe. Or, que voyons-nous? Aux XIIe, XIIIe et XIVe siècles, elle occupe une place plus importante que Florence dans les beaux-arts. C'est elle qui possède le génie créateur et initiateur. Son importance esthétique y est le résultat d'une démocratie vaillante; mais la chute de la démocratie y est suivie à un demi-siècle de distance par la chute irrémédiable des beaux-arts.

En France, il en est de même. L'élan définitif vers le grand art se prononce sous Richelieu, au lendemain des terribles guerres de religion, qui, bien différentes de ces guerres politiques qui n'intéressent que les gouvernements, avaient soulevé jusqu'aux couches les plus profondes de la nation.

En Hollande, l'art brille de tout son éclat après les guerres de l'Indépendance et dans le temps même de cette glorieuse

1. Dr Lebon, *Civilisation des Arabes.*

lutte contre Louis XIV où le salut des particuliers se confondait avec celui de la patrie.

Enfin à l'époque de la Révolution française le réveil de l'art viril coïncide avec le réveil de la liberté. David remet en honneur le nu héroïque et noble, à la place des nudités de Boucher, et l'on sait qu'une phase spéciale de son talent correspond au régime de la Terreur.

La raison de ces coïncidences est facile à trouver. Dans les grandes crises, l'homme élève son courage à la hauteur des circonstances. Il fait provision d'énergie et de sérieux, puis, la paix arrivée, sitôt qu'il a des loisirs, il cherche dans les lettres ou les arts un débouché pour l'excédent de vigueur que la patrie ne réclame plus, et il porte dans ces œuvres nouvelles le naturel qu'il a acquis dans la lutte.

Les hommes qui ont l'habitude des travaux brutaux, sont brutaux jusque dans leurs jeux ; il faut qu'ils boxent, chassent, luttent, nagent et montent à cheval. L'habitude des hasards de la guerre fait un plaisir des exercices violents et du duel. Pareillement, l'habitude de l'effort intellectuel fait mépriser les jeux d'esprit, les pointes de l'affectation, donne le besoin des études graves et qui concluent. A son tour, l'habitude d'une grande contention du caractère fortifie la vigueur morale, le précieux substratum de toutes les qualités mentales, l'étoffe dont sont faits également amour de la gloire, amour de la patrie et du bien public, culte des arts, droiture et curiosité scientifique.

En même temps, les éloges encore dépourvus d'emphase, mais inappréciables par leur sincérité et leur unanimité, que l'on décerne à ceux qui ont servi la patrie propagent l'amour de la gloire et déterminent ceux qui ne peuvent plus la trouver dans la guerre à la chercher dans l'expression esthétique de leurs aspirations. Après les crises nationales qui ont trempé les âmes, il se trouve toujours un nombre considé-

rable de nobles caractères, tournés au dévouement, voués au bien, au beau et au vrai qui préfèrent se faire des convictions qu'une fortune. Pour qu'ils marchent dans leur voie, il suffit qu'on ne leur rende point impossible de le faire, qu'ils puissent vivre dans une condition médiocre et qu'ils ne soient point privés de la considération sur laquelle ils ont droit de compter.

Les grandes floraisons esthétiques naissent donc d'un excédent de vigueur morale déterminé par les préoccupations patriotiques, qui ne trouve plus d'emploi de ce côté et reste désormais disponible.

Pourvu que ces crises n'aillent point jusqu'à épuiser la nation qui les subit, plus elles sont fortes, plus elles la trempent.

Une politique faite de poltronnerie et d'imprévoyance, qui met le souverain bien dans la paix, tremble de faire baisser la rente et se réjouit des coups d'État qui la font monter, est encore plus dénuée d'intelligence que de moralité. Quand la république démocratique devrait fatalement avoir des résultats économiques inférieurs à ceux des gouvernements monarchiques ou aristocratiques, elle serait encore infiniment préférable par le continuel souci des affaires publiques qu'elle entretient chez les citoyens. Ce gouvernement, comme les autres, commet des fautes; mais elles sont bientôt signalées, et tous s'empressent à les réparer. Toujours entre la crainte et l'espérance, les hommes se sentent responsables et solidaires. L'agitation même violente est préférable au repos pour entretenir la santé dans le corps social.

Sans cela, il arrive par un mouvement insensible, mais à peu près fatal, que les vertus patriotiques sont méprisées. La Hollande du XVIIIe siècle, par exemple, produira des écrivains capables de présenter comme des Gribouilles ces héroïques marins du siècle précédent « qui se faisaient sauter pour

éviter la mort et mettaient le feu à leurs vaisseaux pour que l'ennemi ne l'y mît pas ». La France contemporaine aura des Français pour railler la sotte légende de 89 ou la sotte légende des volontaires, de 93 qui eurent le mauvais goût de vaincre contre les règles; elle aura des Capfigue pour préférer le règne de la Pompadour « aux émeutes de serfs »; elle aura des adorateurs de la corruption pour narguer la pauvreté du soldat, rendre cruelle celle de l'officier, ridiculiser comme des naïvetés archaïques la probité, le patriotisme, la vie simple, les familles nombreuses, tout ce qui n'est ni la force, ni l'argent, ni le plaisir et la corruption.

C'est par l'altruisme que se crée la vigueur morale, et c'est de vigueur morale que sont faites les nobles et sincères conceptions esthétiques. La démocratie en trempant les âmes est la mère du grand art, de l'esthétique vraie et héroïque.

Du reste il faut toujours, dans l'histoire, considérer comme l'époque de la vraie fécondité celle de la conception. Ce n'est pas celle où se sont produits les plus beaux ouvrages, encore moins celle où ils se sont produits en plus grand nombre; mais celle où s'est formé un idéal nouveau de la beauté physique ou morale de l'homme. Entre ces époques la distance peut être nulle quand les secrets techniques et l'habileté manuelle sont très répandus. Quand au contraire ils sont à retrouver, comme après la longue nuit du moyen âge, cette période intermédiaire peut atteindre une durée considérable.

L'histoire de la Renaissance en Italie en est le meilleur exemple. Sous l'influence des institutions républicaines, l'homme recouvre le sens de sa dignité et de sa valeur; la préoccupation du beau égarée sur les accessoires se reporte sur la personne même. Mais il faut près de cent ans pour que la nouvelle conception de la vie, qui semble formée dès la fin du XIVe siècle, trouve, vers la fin du XVe, des moyens suffisants d'expression. Alors la peinture et la sculpture sortent

de la miniature et de l'orfèvrerie. Francia de Bologne, d'abord orfèvre, devient peintre; dom Bartholomeo d'Arezzo, d'abord miniaturiste, devient peintre; André Verrochio à Florence, d'abord orfèvre devient peintre et sculpteur; Lorenzo di Credi, son élève, avait quitté pour son atelier la boutique d'un orfèvre; le Tribolo avait commencé par la menuiserie et la sculpture sur bois. De toute part l'art démocratique, le grand art qui a pour but la beauté humaine, sort de l'art aristocratique qui a pour but la parure et l'ornement. Mais, inversement aussi, quand plus tard les républiques ont succombé sous le pouvoir despotique, quand règnent « la servitude et la honte », l'art qui était sorti du métier de luxe, redevient un métier de luxe. Il est impossible en effet de donner un autre nom que celui de métier à l'œuvre de ces peintres du XVII[e] siècle s'épuisant en redites stériles, étalant à profusion une forme vide de poésie et de passion. L'habileté d'exécution et la science des procédés ne peuvent faire illusion. Ces œuvres sans pensée employées à la décoration des palais ne sont plus qu'un pur accessoire de l'architecture et n'ont pas droit à plus de considération que l'orfèvrerie.

Ainsi envisagée, l'histoire de la Renaissance se formule en deux mots. En démocratie et en liberté, l'Italie conçoit un idéal nouveau, dans les premières années du pouvoir absolu elle parvient à l'expression parfaite. Mais l'idéal ne se renouvelle pas, les artistes se répètent, et l'art sorti du luxe se résorbe dans le luxe.

Au surplus, durant toute la Renaissance le luxe avait été inouï. Mais ce qui caractérisa la décadence, ce fut que le luxe y étouffa l'art, et ce qui avait caractérisé la période d'éclosion, c'était que de fiers et mâles esprits, appartenant presque tous à l'élite de la classe ouvrière, avaient pris l'initiative du culte de la nature, de la représentation de l'homme et de ses sentiments, et que ce goût plus noble avait eu la

force de balancer celui du luxe chez leurs contemporains trempés eux-mêmes par les luttes de la liberté.

Il est naturel à l'homme d'aimer la domination ; mais il y a deux moyens bien différents de l'exercer. Les uns veulent en imposer par la richesse, les autres par la supériorité personnelle. La beauté, l'élégance personnelle, commandent moins le respect qu'elles ne le persuadent. C'est une muette demande de considération et d'égards, la seule qui soit noble entre égaux. Mais ce n'est pas ce langage que peut parler l'opulence molle et désœuvrée. Les caractères sans fierté préféreront toujours la servilité à la franchise d'hommes semblables en valeur, alors même qu'ils sont inférieurs en pouvoir social. Ce n'est pas non plus ce langage que peuvent comprendre les natures vulgaires. La préférence pour le luxe doit donc être la règle parmi les hommes, et c'est presque un prodige que, dans quelques milieux privilégiés, le souci du grand art ait pu l'emporter quelque temps.

C'est en effet trop demander à la vertu des individus que de vouloir que leur ambition et leur vanité s'abstiennent d'une façon universelle et spontanée d'un moyen d'action aussi efficace sur leurs semblables. L'usage est que, dans la vie, celui qui possède un avantage quelconque s'en serve tant qu'il n'en est point empêché par les lois.

Heureusement, une fois la raison publique suffisamment éclairée sur la vraie fin de l'art et sur les effets désastreux du luxe, la pression de la volonté générale pourra entrer en jeu pour fortifier les défaillances des volontés particulières. Ici comme partout, le secours des lois est indispensable à la répression des caprices nuisibles de l'individu ; il ne faut pas craindre d'y avoir recours.

Les lois somptuaires, il est vrai, ont mauvais renom et de plus passent pour inapplicables. Il faut croire qu'elles le sont en effet dans les pays monarchiques où l'aristocratie de nom

et d'argent, les électeurs censitaires, détiennent, soit en droit, soit en fait, le pouvoir législatif. Mais dans un pays de suffrage universel, où les électeurs sont arrivés à la notion claire de ce qui peut les servir, elles ont pour elles le grand nombre de ceux qu'elles n'atteindraient point et dont au contraire elles flatteraient les intérêts. Plus d'un exemple a déjà prouvé que l'opposition même très habile et très énergique des classes riches n'était pas de force à lutter contre l'assaut de la tendance démocratique. D'ailleurs, un impôt largement progressif ou frappant certaines catégories d'objets de luxe à proportion de leur inutilité, atteindrait mieux le but que des lois somptuaires proprement dites. Il semble donc que si l'on se borne à une question de force, la possibilité du succès ne soit pas douteuse.

La vraie question n'est pas de savoir comment on pourra réprimer le luxe, mais s'il faut vouloir le réprimer. Si la réponse est affirmative, on peut être sûr que les moyens ne manqueront pas. Le génie fiscal a résolu des problèmes aussi ardus que ceux qui lui seraient posés.

D'ailleurs, il ne s'agit pas, en faisant le procès du luxe, de savoir si on l'aime ou si on le hait. Quand bien même le premier sentiment serait à peu près universel, comme il est possible, la seule chose qu'il faudrait encore se demander serait s'il est utile ou nuisible à la race, à la famille, à l'individu. S'il est nuisible, il faut avoir la sagesse de le réprimer.

Il y a bien aussi telles sensations que la nature a voulu rendre aussi chères que possible à tout le règne animal et dont la prudence commande néanmoins de ne pas abuser sans mesure, sous peine de perdre graduellement dignité et santé. Le point n'est pas de savoir si elles plaisent, mais s'il est meilleur de garder certain empire sur soi-même. Jusqu'ici, toutes les civilisations parvenues au grand luxe ont été sans

force contre la fascination de ses faciles plaisirs, et elles sont mortes plutôt que de s'imposer à elles-mêmes des restrictions. La nôtre finira-t-elle ainsi? Rira-t-elle des avertissements ou, tout en voyant qu'ils sont fondés, préférera-t-elle la mort au remède? Voilà la question.

Quant à « la perversité inhumaine du luxe », elle a été si souvent reconnue depuis Montesquieu jusqu'à Laveleye, par les écrivains qui ont traité de philosophie sociale, qu'autant vaut renvoyer à leurs jugements.

Un auteur[1] qu'on ne peut traiter de plébéien envieux, écrivait au siècle dernier :

« Ce luxe dominant de décoration qui assujettit les hommes à des dépenses de vêtement et d'ameublement disproportionnées à leurs facultés n'empêche-t-il pas le propriétaire de réparer ou d'améliorer ses biens, le marchand de faire valoir son argent par le commerce, l'artisan de se fournir suffisamment des matières premières nécessaires pour les ouvrages qu'il fabrique, le père de famille de former des établissements convenables pour ses enfants, le débiteur d'économiser pour payer ses créanciers? Ainsi les dépenses de décoration qui entraînent d'autres dépenses d'ostentation et qui sont devenues des dépenses de besoin plutôt que des dépenses de luxe ne forment-elles pas une espèce de luxe désordonné et destructif? Ce luxe dominant ne porte-t-il pas les citoyens à épargner sur la propagation, ou à éviter le mariage pour soutenir des dépenses forcées ; n'induit-il pas les femmes à chercher des ressources dans le dérèglement; n'inspire-t-il pas aux hommes vains toutes les intrigues et tous les expédients irréguliers pour subvenir aux dépenses du faste; ne répand-il pas du mépris sur les états médiocres; n'écarte-t-il pas du travail, ne provoque-t-il pas au plaisir; ne corrompt-il pas

1. Marquis de Mirabeau, *Questions intéressantes*

les mœurs, n'énerve-t-il pas le courage, ne plonge-t-il pas dans la mollesse, ne débilite-t-il pas les forces du corps? »

Oui, le luxe a tous ces effets et d'autres encore. Il n'est pas moins immoral dans son principe que funeste dans ses conséquences, car il consiste essentiellement à consumer en pure perte ce qu'il y a de plus rare, ce qui a coûté le plus de travail ou de recherches. Qu'on cite comme exemples saillants les repas de cervelles de paon et de langues de rossignol, ou ces robes de dentelles, ces feux d'artifice anéantis en une soirée, la joie du luxe consiste toujours, qu'on s'en rende compte ou non, à étaler sa supériorité sur les autres hommes en faisant voir qu'on est en position de se faire un jouet des produits qui représentent leurs sueurs et leurs fatigues, c'est-à-dire de leurs sueurs et de leurs fatigues elles-mêmes. Le luxe mesure ses jouissances par sa puissance de détruire et d'humilier, pareil au tyran qui mesure sa force au mal qu'il fait.

Ainsi envisagé, il est une profanation du travail, une muette mais constante et tranquille insulte à la dignité humaine. Comme l'esclavage, il nie l'égalité et la démocratie, constitue une provocation à l'envie et à la haine.

Que l'ami du luxe soit loin de ces intentions, qu'il soit parfois très bon et très serviable, cela est fort possible; mais ses actes parlent et la signification de leur langage ne peut être méconnue. Ses flatteurs, ses valets et ses fournisseurs auront beau lui donner raison, le louer d'être généreux et magnifique, il n'en est pas moins vrai qu'en dépensant avec une si aimable insouciance, il oublie que son plaisir, quel qu'il soit, est infiniment au-dessous de la somme de peines et de labeurs qu'il met à néant. Qu'il permette donc qu'on lui dise avec douceur : Mon ami, vous n'êtes point méchant; mais respectez un peu plus ce qui a coûté tant de travail, peut-être tant de larmes et d'angoisses à vos semblables, à vos semblables que nos lois

proclament vos égaux. Et si vous n'avez pas l'énergie, l'austère vertu qu'il faudrait pour vous arrêter sur la pente où vous poussent votre naturel et tant d'exemples, permettez que le législateur vienne à propos renforcer par quelque contrainte votre vouloir amolli.

D'ailleurs, le luxe, qui tire sa seule justification possible du droit d'abuser inclus dans celui de propriété, voit cette base se dérober sous lui depuis que les défenseurs de la propriété individuelle se trouvent de plus en plus amenés à reconnaître le droit antérieur et supérieur de la communauté et qu'on ne la justifie plus que comme stimulant indispensable du travail ou condition des progrès de la personnalité. Une institution qui se légitime par ses avantages peut toujours être limitée au point où il est évident qu'elle cesse d'être avantageuse. Et en réalité, il en a toujours été ainsi dans une certaine mesure. Si un banquier riche d'un milliard, comme il s'en trouve, se rendait acquéreur de toute une ville et se donnait le plaisir de la raser ou de l'incendier, quel pouvoir n'y mettrait ordre? Cependant il n'y aurait là qu'une extension du droit d'abuser.

Quand il s'agit de destructions moins gigantesques, on les tolère, sans songer que, par leur répétition, elles font un total de ruines tout aussi considérable.

Du reste, aussi féconde en sophismes que sourde aux meilleurs raisonnements, l'opulence, on peut y compter, opposera à toute réforme de cette nature une résistance acharnée. Pour garder le privilège de gaspiller, rien ne lui coûte. On le vit assez à Rome quand les Gracques proposèrent la seule mesure qui pût encore sauver la république : rendre les prolétaires à la vie rurale et couper court aux débordements ultérieurs en diminuant la monstrueuse inégalité des fortunes. Tous deux périrent sous les coups des honnêtes gens, et leur perte fut celle de l'honnêteté romaine. Mais qu'importe? La campagne ro-

maine peut se changer en marécage, l'Italie en désert, les citoyens en mendiants vivant de la sportule, tout le travail peut tomber aux mains des esclaves, pourvu qu'on ne touche pas aux propriétés usurpées. Si les patriciens n'allaient plus se trouver assez riches pour acheter le peuple et les soldats, si les repas de Lucullus et d'Apicius, les fêtes de Néron et les plaisirs délicats de Laufella, allaient devenir impossibles, s'ils allaient devenir trop pauvres pour arroser les platanes avec du vin ou nourrir des murènes avec des esclaves, n'est-il pas clair que tout serait perdu? Car le droit d'user et d'abuser est chose sacrée aux yeux des légistes. Périssent l'art, le goût, la science et la moralité publique, périsse une civilisation, périsse un monde plutôt que ce beau principe.

Le vieux Caton, dans ses objurgations contre le luxe manquait d'idées sur un point essentiel. En prévoyant les maux que causerait l'invasion des richesses de l'Orient, il ne va pas jusqu'à dire ce qu'il en faut faire. Il semblait bien à chacun que le parti le plus simple fût d'en jouir. Caton ne l'entend pas ainsi. Il voit que tout cela engendre la corruption des mœurs, l'oisiveté, mère de toutes les déchéances, et il voit juste; mais qu'en faire alors? Les détruire systématiquement? Il n'ose le dire et ne saurait s'y résoudre. Les vendre? Mais cela ne détruirait pas le luxe, cela le déplacerait seulement, et de l'argent produit par la vente, que faire? Le jeter à la mer? Non. A quoi bon alors l'avoir gagné avec tant de peine?

Par le travail et l'économie, par la conquête et la spoliation, toutes choses dont tu es partisan autant qu'un autre, vieux Porcius, tes concitoyens ont acquis des richesses énormes. C'est le moment de faire œuvre, non point de rigidité et d'austérité, choses relativement aisées, mais d'intelligence. Trouve un emploi pour ces trésors, autrement ils seront employés à détruire les énergies qui les ont créés, le fruit pour-

rira sur l'arbre et fera périr l'arbre même; autrement les femmes te détesteront et se riront de toi : car tu es trop inconséquent et tes demi-mesures sont trop inefficaces. Prends-leur leur argent si tu ne veux pas qu'elles en abusent. Ces beaux jeunes gens, que du traites de baladins et de danseurs, trouve-leur une œuvre virile qui les séduise et les entraîne, ou bien leur énergie inutilisée se tournera à mal faire, et ils finiront bien, un jour ou l'autre, par franchir l'obstacle de tes lois. Tu rends mauvais service à la vertu : en faisant société avec elle, tu ne réussis qu'à lui communiquer ton impopularité.

Dans la question du luxe, le puritanisme n'est bon qu'à mal faire. Il nuit à la simplicité comme la dévotion nuit à la morale; il enlève tout pouvoir de persuasion.

Caton d'ailleurs était avare. Mauvaise condition pour réformer le luxe. C'est Harpagon qui gourmande son fils, et Harpagon vieilli tombe dans les fautes qu'il condamne. Gagné par la contagion, en dépit de ses principes et de son passé, le censeur des vices finit par de scandaleuses amours et une gloutonnerie répugnante. Au lieu d'attaquer le mal avec son intelligence, cette arme lui faisant défaut, il le combattait par le caractère, et le caractère finit par se démentir.

Le luxe fut mortel à Rome pour la vertu comme pour l'art et la race, et il contribua à engendrer une formidable dépopulation. Toutes les fois qu'il se produira dans une démocratie égalitaire et césarienne, sans commerce et sans débouchés, on peut être certain qu'il en sera ainsi.

Néanmoins, si tout est relatif en philosophie, à plus forte raison tout est-il relatif en sociologie. Ces effets désastreux du luxe sur la population ne se produisent qu'en démocratie. En aristocratie, le luxe ne détruit que les quelques familles qui en jouissent; en démocratie il abaisse le niveau de la natalité par le terrible désir de s'élever qu'il engendre. A Car-

thage, à Gênes, à Venise, en Angleterre, le luxe a pu ou peut encore régner sans préjudice pour la natalité. C'est qu'il y a, dans la constitution de ces divers États, une harmonie entre le régime gouvernemental et le régime esthétique. Le plancher établi au-dessus de la tête des plébéiens pour empêcher leur ascension est également tendu dans les deux sphères. L'opulence y est non seulement préférée à la beauté, elle est prise pour la beauté elle-même. A la vue d'un vase en or massif, le peuple s'écrie : Que cela est beau ! Les signes distinctifs de la classe riche passent pour les caractères de la perfection esthétique. Tout ce qui témoigne la possession de la fortune, teint pâle, mains petites, taille fluette, corps souple et quelque peu efféminé est réputé une marque de distinction ; le pauvre n'ose y prétendre.

Chez nous donc, les partisans du luxe, qui sont en même temps les partisans du régime aristocratique, sont dans un état d'esprit très logique, et très à leur aise pour conclure à la destrution de la démocratie, si elle veut bien se laisser faire. Ces vues sur l'esthétique ne sont susceptibles de choquer que des démocrates inconséquents ou des partisans du césarisme.

En résumé, laproscription du luxe par les lois somptuaires et l'impôt progressif sont aussi essentiels à la démocratie que l'impôt proportionnel peut l'être aux États où l'on veut maintenir la subordination des classes inférieures et d'autre part assurer, tant dans la sphère intellectuelle que dans la sphère politique, la domination incontestée de castes chargées d'enseigner le peuple et de le gouverner.

CHAPITRE XXVII

ACTION POSSIBLE DE LA LÉGISLATION SUR LA NATALITÉ.

Droit du législateur d'intervenir dans la question de la population. — Proposition Pieyre. — Retour à la loi de nivôse an XIII; elle est inapplicable et rapportée. — Exemption de la cote personnelle et mobilière aux familles de sept enfants; mesure inefficace. — Immunités proposées devant le service militaire; elles seraient peu ou point efficaces. — La liberté de tester serait sans action. — Faveurs aux mariages jeunes. Raisons d'en attendre une augmentation de la natalité. — Le raisonnement *a priori* n'est pas confirmé par l'observation des faits démographiques. — Il n'est pas infirmé non plus. — Une forte nuptialité est favorable à la natalité; conséquences. — Impôt sur les célibataires, interdiction de la vie monacale, recherche de la paternité. Avantages de cette réforme au point de vue du développement individuel en propreté, probité, politesse et sobriété; il est logique qu'elle amène des mariages plus jeunes et plus nombreux; cette induction n'est point confirmée par la démographie; raison pour laquelle elle ne peut l'être. — Mesures indirectes tendant à la diminution de la mortalité et des infirmités : — loi Roussel ; faible influence pour accroître la population. — Le travail des enfants et des femmes dans les manufactures; vœux et loi à ce sujet. — Réforme de l'Assistance publique; suppression de la mendicité, à quelles conditions. — Réforme générale de l'impôt dans un sens démocratique; sa nécessité; elle n'augmenterait pas la natalité; mais diminuerait la misère. — Tort commun de ces diverses mesures. — Ce qu'il faut obtenir, c'est le relèvement de la fécondité chez la classe aisée. — Inconvénient inhérent à toute démocratie : favoriser le développement de l'individu aux dépens de la race. — Démocratie césarienne; démocratie économiste, ou ploutocratie; vraie démocratie.

Ce que devrait être la France : au point de vue démographique, agricole, intellectuel.

Si les lois pouvaient avoir sur la natalité une action directe suffisamment efficace, on pourrait se borner à y recourir sans

s'inquiéter autrement des causes profondes de la maladie ni du traitement général indiqué dans les chapitres précédents.

Le législateur, qui règle déjà une foule de points concernant la reproduction de la race, qui fixe l'âge minimum des mariages et le fait varier selon les sexes, qui réglemente la prostitution, proscrit l'adultère, l'inceste, la polygamie et la polyandrie, qui laisse l'individu libre de ne pas se marier (il n'en est pas ainsi en Chine) et cependant d'avoir des enfants, ne doit éprouver aucun scrupule à recourir aux mesures législatives pour faire produire un plus grand nombre de naissances s'il juge que la patrie n'a pas assez de citoyens, ou pour les empêcher de naître s'il estime qu'ils sont en trop grand nombre. Heureusement cette opinion, qui pourrait, aussi bien que tant d'autres, être anathématisée par l'individualisme au nom de l'incompétence de l'État, se trouve par hasard généralement acceptée, ce qui dispense de la défendre; mais l'intervention de l'État n'en devient pas plus efficace.

En 1883, M. Pieyre, député, empruntant l'idée d'un statisticien, M. Mignot, déposait à la Chambre un projet de loi destiné à remédier à la dépopulation en changeant la quotité des droits de mutation. Tandis qu'aujourd'hui la taxe est pour les successions en ligne directe de 1 pour 100, quel que soit le nombre des enfants, elle eût été de 6,50 p. 100 pour les successions échues à un enfant unique ou à ses représentants, de 5,50 p. 100 pour les successions échues à deux enfants ou à leurs représentants, de 1,50 p. 100 lorsque le nombre des enfants eût été de trois, de 1 p. 100 lorqu'il eût été de quatre, de 0,75 pour cinq enfants, de 0,50 pour six et sept, enfin de 0,25 pour huit et au-dessus.

Le rapport, présenté au mois de mars 1884, concluait au rejet de la proposition par des considérations qui semblaient tout à la fois nier la dépopulation, la regarder comme fatale ou même comme avantageuse.

Il fallait la considérer comme très réelle, très funeste, et cependant rejeter la proposition, parce qu'elle n'était qu'un palliatif dérisoire, incapable d'avoir une action quelconque sur un mal aussi profond. De jeunes époux se préoccupent médiocrement de l'ouverture de leur succession et moins encore des droits de mutation qu'auront à payer après leur mort les enfants auxquels ils n'ont pas encore donné la vie.

La dernière Chambre, remettant en vigueur une loi du 29 nivôse an XIII, essaya de relever la natalité en accordant une bourse dans un établissement d'instruction secondaire à l'un des enfants de tout père de famille en ayant au moins sept. Cette mesure, qu'il fallut bientôt rapporter à cause du grand nombre des demandes, prouvait surabondamment l'ignorance de ses auteurs sur le véritable état démographique de la France. Elle avait de plus le défaut de n'encourager à avoir un septième enfant que les époux en ayant déjà six, et ce n'est pas ceux-là qui ont besoin d'encouragement.

L'article de la loi de finances de 1889, exemptant de la contribution personnelle et mobilière les parents de sept enfants, est sujette au même reproche. C'est une bonne mesure; elle est juste, elle dégrève des familles habituellement très pauvres, et elle a de plus l'avantage de mettre en honneur la fécondité, de montrer que le gouvernement la regarde comme utile et socialement bienfaisante; elle tend ainsi à rectifier l'appréciation générale de la bourgeoisie, peu favorable aux enfants nombreux et parfois incommodes de la classe pauvre. Mais une immunité si légère est incapable d'accroître la natalité. Elle a le tort de placer le remède à côté du mal : ce sont les familles riches ou aisées ayant zéro, un ou deux enfants qu'il s'agit de porter à en avoir trois ou quatre, et elle favorise uniquement les familles très nombreuses.

Une modification de la loi militaire rejetant dans la seconde portion du contingent les frères puînés qui auraient déjà un

aîné sous les drapeaux aurait l'avantage de commencer à favoriser les familles dès qu'elles auraient deux fils. Mais elle n'irait point au but. Ce n'est pas la perspective d'avoir un fils un an sous les drapeaux au lieu de trois, dans vingt et un ou vingt-deux ans, qui sera capable d'amener un avocat, un négociant ou un professeur à se permettre un enfant de plus, lequel ne sera peut-être pas un garçon et aura en tout cas bien des chances de vivre sous une loi militaire différente de la loi actuelle. Proposer un si mince avantage en échange d'une telle charge serait une dérision si ce n'était une naïveté.

Une loi par laquelle le père de quatre enfants vivants serait libéré de tout service de réserve, même en temps de guerre, amènerait peut-être quelques pères de trois enfants à en avoir un quatrième. En général, tout avantage fait au père lui même et actuellement aura toujours beaucoup plus d'influence sur ses déterminations que celui qui serait promis pour un avenir éloigné à ses descendants encore à naître; mais cette influence restera toujours assez faible.

La liberté de tester, en faveur de laquelle Leplay a fait de si grands et si persévérants efforts, intéresse au contraire la classe riche ou aisée, mais on ne peut en attendre aucune efficacité. Dès aujourd'hui le père de famille n'use pas de la liberté que lui laisse la loi de disposer de la quotité disponible. L'opinion publique est à peu près unanime à considérer que le partage égal entre tous les enfants est seul juste; alors même que l'un d'eux aurait donné de graves sujets de mécontentement, le père est estimé si, tout en lui refusant sa part d'affection, il le dote comme ses frères. D'ailleurs, la législation actuelle n'empêche nullement la concentration des biens dans les familles riches et, d'autre part, il est aujourd'hui bien acquis que la petite propriété, que l'on accuse de diminuer la natalité, est en fait très compatible avec une natalité élevée. On pourrait citer comme exemple l'île de Ré. La

propriété y est divisée au point que souvent de simples journaliers y possèdent plus de trente pièces de terre, ce qui ne les empêche point d'être obligés de louer leur travail pour vivre. Il est vrai que la natalité y est faible depuis trente-cinq ou quarante ans; mais auparavant la division du sol était depuis longtemps ce qu'elle est aujourd'hui, et la natalité atteignait dans telles communes jusqu'à 44 pour 1,000 habitants.

Un autre remède immédiat dont la valeur ne paraît pas *a priori* pouvoir être constestée consisterait à favoriser les mariages jeunes.

Il semble bien en effet que les bonnes mœurs et la fécondité ne peuvent que perdre à ce que les mariages soient retardés au de là de l'âge où le complet développement des individus est terminé. « Moins il y a de mariages, dit Montesquieu, moins ceux qui existent sont respectés; parce qu'il y a plus de vols quand il y a plus de voleurs. » D'autre part, l'homme est toujours comme l'enfant que l'oisiveté aigrit et qui, ne trouvant pas à employer ses forces d'une manière rationnelle, les tourne à mal faire. Quelles que soient la décence ou l'hypocrisie, il est naturel de penser que les énergies physiques et morales détournées de l'amour légitime ne peuvent manquer de profiter dans une large mesure au vice ou à l'amour illégitime. Sans doute il est vrai que l'homme peut presque toujours avoir autant d'enfants qu'il le désire, à quelque âge qu'il se marie, fût-ce même sur le seuil de la vieillesse; mais la fécondité, nous le savons, n'est pas une question de pouvoir, une question physiologique, c'est uniquement affaire de volonté. Or, la jeunesse passée, l'homme a plus d'empire sur soi et ne fait guère que ce qu'il veut. Au contraire, chez le jeune époux de vingt-cinq à trente ans, et plus encore au-dessous de vingt-cinq, les ruses de l'inconscient ont gardé plus de chances de succès; les impulsions natu-

relles, plus aveugles et plus irrésistibles, sont plus souvent capables de faire violence à la volonté réfléchie et de lui imposer, aux dépens du luxe, du vice ou de l'ambition, une postérité plus nombreuse.

Ensuite il est probable que le jeune homme sera moins calculateur. Ayant encore de longues années à vivre, n'ayant pas encore vu les limites de ses forces, il sera plus sujet à se faire des illusions sur l'avenir, moins préoccupé des embarras d'argent et du souci de la vieillesse. Les motifs de restreindre sa fécondité naturelle auront moins d'influence sur sa volonté.

Enfin il est bien difficile de croire que cinq ou dix ans puissent être ajoutés à la durée de la vie conjugale d'un grand nombre d'individus, et cela précisément pendant l'âge de la plus grande vigueur, sans que le nombre des naissances s'en trouve accru dans une mesure quelconque.

Cependant ces inductions, si plausibles qu'elles soient, sont loin d'être toujours confirmées par les faits. Ainsi « les départements bretons et savoyards, qui présentent, comme on sait, la natalité la plus élevée, sont précisément ceux où le mariage se fait le plus tardivement : de vingt-cinq à vingt-six ans pour les femmes, de vingt-neuf à trente ans pour les hommes. Au contraire, les départements de la Gascogne, où la natalité est le plus faible, sont précisément ceux où l'on se marie le plus tôt : de vingt et un à vingt-deux ans pour les femmes, de vingt-six à vingt-sept ans pour les hommes[1] ». De mon côté, j'ai pu constater que, à l'île de Ré, où les mariages sont très précoces, la natalité générale est cependant très faible et que les jeunes ménages n'ont souvent leur premier enfant qu'au bout d'une dizaine d'années. Enfin, si l'on considère la France entière, il est facile de reconnaître que,

1. Dr A. Chervin, *Bulletin de la Société d'anthropologie*, 1889, p. 219.

depuis quinze ans, l'âge moyen des époux au mariage s'est constamment abaissé et que la natalité générale, loin de se relever pour cela, a fléchi de plus en plus.

Il résulte de ces divers exemples que l'influence favorable de la précocité des unions sur leur fécondité n'est nullement prouvée par la démographie. Mais c'est tout ce qu'on peut conclure : car les raisons qui déterminent le taux de la natalité sont multiples. Si l'influence exercée par la précocité des unions n'est pas capable de prédominer sur toutes les autres, il ne s'ensuit pas qu'elle n'existe point. On peut toujours penser qu'elle s'est produite en bien et qu'elle a agi dans une certaine mesure, quoiqu'elle ait été contrebalancée et vaincue par des influences contraires. Il est permis de croire que, dans les cas où les mariages ont été précoces et la natalité faible néanmoins, la natalité eût été plus faible encore si les mariages eussent été plus tardifs. Inversement, il semble plus que probable que les cultivateurs aisés du canton de Paimpol, qui se marient à trente-cinq ou quarante ans et qui ont néanmoins un nombre très satisfaisant d'enfants par mariage, en auraient davantage encore si la durée de la vie conjugale était pour chacun d'eux augmentée d'une période de dix ou quinze ans.

D'un autre côté, quelques-uns des États où la natalité est le plus considérable, tels que la Russie, l'Autriche et la Hongrie, l'Angleterre et le pays de Galles, sont aussi parmi ceux où l'on se marie le plus jeune.

En somme, on doit admettre que l'abaissement de l'âge moyen du mariage, sans être suffisant à lui seul pour relever la natalité générale, agit cependant dans un sens favorable et mérite les encouragements du législateur.

Mais alors même que l'on ne reconnaîtrait à la précocité des mariages qu'une influence très faible ou même nulle sur la natalité, il n'en serait pas ainsi de leur nombre. Il importe

qu'il y ait le plus de mariages possible, et par suite l'impôt sur les célibataires, la suppression de la vie monacale, la recherche de la paternité, sont des remèdes tout indiqués.

Il serait désirable qu'un impôt modéré sur les célibataires de trente à soixante ans vînt compenser le dégrèvement de la cote personnelle et mobilière dont profitent les pères de sept enfants. Cette surcharge légère imposée à des hommes et à des femmes qui se sont soustraits aux dépenses de toute sorte qu'occasionne une famille est de toute justice. Mais en outre elle a l'avantage de montrer que l'État regarde le célibat comme socialement nuisible, de même que la faveur faite aux familles nombreuses prouve qu'il les estime. Ces deux mesures combinées auraient peu d'effet direct pour augmenter le nombre des mariages, mais elles serviraient à diriger l'estime du public en ces matières : elles vaudraient à titre d'enseignement. Or, il y a toujours un certain nombre d'hommes, surtout quand ils sont à peu près indécis, qui modifient leur conduite en vue de la considération.

Une mesure beaucoup plus importante serait la suppression de la vie monacale en France, qui, pour toutes raisons, s'imposera dans un avenir rapproché.

Sans chasser des couvents leurs habitants actuels, incapables la plupart de reprendre goût à la vie normale, on se contenterait de leur interdire de faire de nouvelles recrues. On conserverait ainsi aux devoirs de la maternité, c'est-à-dire en somme à la destinée qui leur est assignée par la nature, des milliers de jeunes filles prises parmi les plus confiantes et les plus aimantes, capables de devenir des épouses et des mères excellentes, aujourd'hui tristement dévoyées dès leur adolescence, avant de connaître les biens auxquels elles renoncent, par des suggestions aussi contraires à leur bonheur personnel qu'à l'intérêt public. Par là l'État ferait voir, ce qui est toujours utile, le grand cas qu'il fait de la fécondité,

que l'Église tend à faire mépriser en comparaison de la stérilité virginale; il enlèverait au clergé catholique les intermédiaires auxquels il doit la plus grande partie de son influence sur la direction intellectuelle, morale, esthétique des jeunes filles, direction funeste qui tend à faire des unes des religieuses, à développer chez les autres le goût du luxe, l'égoïsme, la frivolité et finalement l'infécondité.

Cette suppression pourrait du reste se réaliser sans renoncer au concordat. En effet, l'Église a l'avantage de vivre en France sous le régime du privilège, d'où elle tire puissance, richesse et respect, et non sous le régime de la liberté, qui la laisserait à ses propres forces. Or, si, sous le régime de la liberté tout ce qui n'est pas défendu est permis, un privilège au contraire est limité par les termes dans lesquels il est concédé; les couvents que le concordat n'a pas institués existent donc indûment et constituent des empiètements qu'il est utile de réprimer au plus tôt.

La recherche de la paternité, permise dans la plupart des États civilisés, ne doit pas seulement être autorisée par des raisons d'humanité et de justice envers la fille-mère et l'enfant naturel; elle a directement des conséquences sociales de la plus haute importance. En rendant à la jeune fille, aujourd'hui cuirassée de défiance contre l'homme, la faculté d'user sur lui de tous ses moyens de séduction, sans danger ou du moins avec un danger infiniment moindre, elle amènerait des relations beaucoup plus fréquentes entre les deux sexes, permettrait des fêtes, des promenades, des réunions publiques aussi avantageuses au point de vue de la morale et de l'esthétique que de la nuptialité. Le désir d'être admis dans la société des jeunes filles et d'en être estimés détournerait les jeunes gens de l'improbité, de la saleté, de la brutalité et de l'ivrognerie; le désir naturel de connaître les hommes et d'en être recherchées minerait chez les jeunes filles l'influence du

prêtre. Quant aux naissances naturelles, elles ne peuvent résulter que de relations clandestines, d'autant moins nécessaires et moins fréquentes que les conversations et les danses en public sont autorisées par les mœurs. Ces relations habituelles des jeunes gens des deux sexes sont le remède le plus efficace contre l'ivrognerie, le cléricalisme, le progrès des naissances naturelles; mais en outre, en faisant naître l'amour, elles amènent des mariages plus jeunes et plus nombreux, et elles ne peuvent guère s'établir que si la recherche de la paternité est autorisée par la loi.

Il est vrai que l'efficacité de cette mesure, soit pour augmenter le nombre des naissances de toute nature, soit pour diminuer la proportion des naissances naturelles, n'est point démontrée par la démographie. Les peuples nombreux chez qui la recherche de la paternité est permise n'ont pas toujours une natalité plus forte que ceux chez qui elle est interdite. Mais on ne saurait en être surpris : le taux de la natalité dépend de tant de causes diverses, que l'influence exercée par cette circonstance peut fort bien se trouver masquée par d'autres. Il ne s'ensuit point qu'elle n'existe pas, il s'ensuit simplement que la démographie n'a pu la mettre en lumière. En tout cas, il est certain que, dans les pays où la recherche de la paternité est autorisée, le nombre des mariages contractés annuellement pour mille habitants est généralement plus élevé que dans les autres États, et l'on peut affirmer tout au moins avec une grande probabilité que, toutes choses égales d'ailleurs, plus la nuptialité est élevée, plus la natalité s'élève également. Le Finistère, on le sait, est celui de tous les départements de France où la plus grande proportion des mariables est mariée, et c'est aussi celui qui présente le plus de naissances pour mille habitants.

Après les mesures législatives plus ou moins efficaces qui visent directement le relèvement de la natalité viennent

celles qui se proposent de diminuer la mortalité, la proportion des non-valeurs résultant d'infirmités ou de faiblesse de constitution. De ce nombre sont l'application de la loi Roussel, la réglementation du travail dans les manufactures, l'organisation de l'assistance publique et enfin la réforme de l'impôt dans un sens démocratique.

Grâce à une active surveillance de l'industrie nourricière, le service des enfants assistés est déjà parvenu en certains départements à réduire dans des proportions considérables la mortalité du premier âge. Ne pouvant faire naître les enfants, l'administration les empêche de mourir : pour l'accroissement de la population, le résultat semble devoir être identique.

Il est cependant plus que probable qu'il sera très différent. En effet, l'on sait suffisamment que, dans la plupart des cas, un enfant mort avant l'âge d'un an est aussitôt remplacé. Mais, s'il survit, le remplaçant ne naîtra pas. Si donc la loi Roussel sauve cent enfants dans un arrondissement, cela n'augmentera pas la population de cent têtes; mais seulement d'une fraction assez faible de ce chiffre.

Puisque dans l'état actuel de la société le prolétariat est fatal, le législateur doit au moins s'efforcer de faire profiter la nation du seul résultat avantageux qu'il puisse avoir. Malheureusement, l'ouvrier d'usine, s'il a de nombreux enfants, ne les produit ni aussi vigoureux ni aussi bien constitués qu'il serait désirable. Placé dans de mauvaises conditions hygiéniques et morales, surmené par le travail, trop souvent il s'adonne à l'ivrognerie, tient un langage, donne des exemples qui ont pour effet d'entraîner la corruption précoce des enfants et la prostitution des filles. Dans certains cantons industriels de la Seine-Inférieure, il ne faut pas craindre de le redire, on peut compter, sur cent conscrits, de cinquante à cinquante-cinq jeunes gens incapables

de porter les armes et réformés la plupart pour faiblesse de constitution, carie dentaire ou calvitie. Dès 1866, au congrès international de Genève, les délégués, inspirés par les idées de Proudhon, réclamèrent, dit M. Benoît Malon, « une statistique des conditions du travail, la réduction des heures de travail; enfin l'interdiction du travail des femmes dans les manufactures comme une cause de dégénérescence de la race humaine et de démoralisation ». Pour quiconque admet la solidarité physiologique de l'espèce et reconnaît cette vérité élémentaire que les travailleurs sont d'un prix infini en comparaison de leurs produits, des vœux aussi sages et aussi modérés ne comportent pas même une objection. L'esprit qui les inspirait n'a cependant jusqu'aujourd'hui reçu qu'une satisfaction partielle dans une loi récente réglementant le travail des enfants dans les usines.

Une réforme bien comprise de l'assistance publique pourrait agir dans le même sens que les mesures précédentes en augmentant la dignité, la propreté, la probité de la classe indigente et par suite sa santé et celle de ses enfants.

Tant que durera le règne de la charité privée, il est bien certain que plus on donnera d'aumônes, plus il y aura de mains tendues pour les recevoir. Le clergé et les couvents, pour se donner une apparence de raison d'être et du même coup se faire un état-major de gens qu'il est impossible d'humilier, tiennent à avoir une nombreuse clientèle de mendiants. L'Église a toujours poussé à la charité individuelle, qui en augmente le nombre.

D'autre part, le système individualiste qui abandonne chacun à ses propres ressources, a besoin de la misère comme sanction de l'obligation du travail. Il serait logique en refusant tout secours aux pauvres. N'osant aller jusque-là, il laisse le soin de l'assistance au hasard de la pitié publique, au risque de faire vivre dans une oisiveté sordide des indi-

vidus qui pourraient travailler et de laisser périr ceux qui ne le peuvent pas. La crainte de voir multiplier les mendiants outre mesure fortifie chez les économistes la tendance à les assister aussi peu que possible. « Il faut se garder, d'après Adam Smith, de leur donner autre chose que des soupes grossières, des pommes de terre et des aliments de rebut. Jamais ils ne doivent être nourris aussi bien que le plus pauvre des ouvriers qui travaillent. » Cette doctrine sans pitié ne tend à rien moins qu'à plonger les misérables dans une abjection de plus en plus profonde et ne comporte d'autre conclusion que leur élimination finale.

Une philosophie sociale qui reconnaît la solidarité des classes n'a garde de détériorer l'une d'elles, sachant que toutes souffriraient de son avilissement. Au père de famille dont la journée est notoirement insuffisante pour nourrir des enfants trop nombreux, elle accordera soit en capital, soit de préférence en terre un subside qu'il puisse accepter sans honte et, après avoir rendu l'aumône superflue, elle se souviendra que l'ancien régime l'a maintes fois poursuivie comme un délit. Des refuges seront établis pour les infirmes et les vieillards sans ressources. Alors la mendicité, qui déshonore la vieillesse, mais qui est surtout malfaisante en ce qu'elle corrompt et dégrade l'enfant, pourra sans injustice être sévèrement réprimée.

Une réforme générale de l'impôt dans un sens moins anti-démocratique serait infiniment désirable. Les impôts de toute sorte grèvent surtout la classe pauvre et féconde, les contributions indirectes en particulier pèsent sur le père de famille en raison du nombre de ses enfants. Au lieu d'un système d'impôts coordonné en vertu d'une idée générale sur le but à donner à la France, nous avons un amoncellement de lois spéciales, prenant l'argent où elles peuvent, sans autre préoccupation que de s'en procurer, sans souci par consé-

quent de ce qui est juste, rationnel et démocratique. Comme le grand point a toujours été pour tous les gouvernements de lever le plus d'impôts possible en provoquant le moins possible de résistances et de récriminations, c'est le peuple muet, ignorant et passif qu'ils ont été naturellement amenés à surcharger, sans haine et simplement parce que c'était plus facile.

En 1889, les ouvriers anglais délégués pour visiter l'Exposition, qui payent chez eux le sucre 0 fr. 30 la livre, le savon 0 fr. 25, les allumettes 0 fr. 60 la douzaine de boîtes, le sel 0 fr. 45 les sept livres, furent stupéfaits du prix que nous payons en France ces objets de première nécessité. Une démocratie qui impose le sel et non pas le diamant, une démocratie qui impose le savon, c'est-à-dire la propreté, et qui épargne le luxe, qui impose également la quittance de dix francs et celle de dix mille, qui par ses droits de mutation entrave la circulation des immeubles comme les anciennes douanes intérieures empêchaient la circulation des grains, qui refuse de déduire les dettes dans l'impôt sur les successions, qui impose les emprunts hypothécaires, c'est-à-dire la misère, comme si c'était une propriété, montre assez par là combien elle est dure au pauvre et favorable au riche. Sans ses tendances qui excusent ses actes peut-être mériterait-elle davantage le nom de ploutocratie.

Cependant cela n'empêche pas les familles les plus pauvres, celles qui souffrent le plus de cette injustice, d'avoir conservé toute leur fécondité. Une répartition plus équitable des charges sociales, en diminuant la misère et la mortalité, agirait dans le même sens que la loi Roussel ou la loi sur le travail des enfants dans les manufactures : elle augmenterait la valeur personnelle et les chances de survie des jeunes enfants; elle n'augmenterait que peu leur nombre. Elle serait très utile à la population, mais elle n'aurait que peu

d'effet sur la natalité, surtout sur la natalité de la classe aisée, la seule qu'il faille travailler à relever.

Les diverses mesures que nous venons de passer en revue, qu'elles visent à augmenter la natalité, à diminuer la mortalité ou à développer la valeur des jeunes générations, ont toutes, indépendamment de leur degré d'efficacité parfois très problématique, un tort commun : celui de ne s'adresser qu'à la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, en négligeant complètement la classe riche et stérile. Tous les dégrèvements d'impôts ou de charges militaires ne peuvent s'adresser qu'aux familles très fécondes, sous peine d'être intolérables pour la nation à cause du nombre excessif des favorisés. En pareil cas le législateur ressemble au chirurgien qui poserait force compresses sur une jambe saine et ne regarderait pas même celle qui est attaquée par la gangrène.

Ce qu'il s'agit d'obtenir, c'est que volontairement et consciemment l'homme riche et cultivé en vienne à préférer la fécondité à la demi-stérilité qui, en France, est la tradition séculaire des classes supérieures; c'est surtout qu'en cela comme en tant d'autres choses il soit fidèlement imité par la moyenne et la petite bourgeoisie. Mais chez ces classes le mal est trop profond et trop invétéré pour être guéri autrement que par un traitement général.

Les remèdes immédiats cherchent à activer la régénération du tissu social en agissant uniquement sur les parties saines et favorisant le bourgeonnement ; mais ils laissent les parties malades s'en aller en décomposition. Ils visent à réparer plutôt qu'à guérir. Ils abandonnent la bourgeoisie à son oliganthropie en comptant pour la remplacer sur des sujets issus du peuple. — La guérison même mérite d'être tentée; mais il ne faut pas compter pour l'obtenir sur l'action directe des lois. Le législateur ne peut avoir recours qu'au traitement général dont l'indication fait l'objet de la dernière partie de

cet ouvrage. Si la France comprend la nécessité de s'y soumettre, jamais nation n'aura entrepris une telle opération sur elle-même, une transformation si profonde de toutes ses tendances et de toutes ses idées.

Cependant, bien qu'inouïe et sans exemple, elle s'impose. Progrès accéléré vers un état tout nouveau ou décadence rapide, telle est l'alternative résultant de la situation où se trouve chez nous la démocratie.

Toute démocratie favorise la culture intensive de l'individu, et toujours le développement personnel s'y fait dans une certaine mesure aux dépens du développement en nombre. Mais les effets de cet état social peuvent être très variables.

Si la démocratie est césarienne, elle favorise bien le développement de l'individu, seulement c'est en jouissances, en mollesse, en lâche égoïsme. Elle lui donne ou lui promet tout; mais elle le gâte et amoindrit sa valeur au lieu de l'augmenter. La diminution de natalité qu'elle entraîne est donc sans compensation d'aucune sorte. De tous les régimes imaginables, c'est probablement le plus mauvais et, à la longue, le plus périlleux pour une nation. Celui des castes lui-même, à l'extrême opposé de la démocratie, serait préférable : car si l'essor de l'individu y est impossible, du moins le développement de la natalité y présente l'avantage d'assurer la race contre la destruction.

Une démocratie dominée par les doctrines économiques pousse les hommes à l'acquisition de la richesse, but suprême devant lequel le savoir, l'art et le pouvoir politique tombent au rang de simples moyens. Comme la richesse une fois acquise — et très inégalement répartie — y a presque toujours pour principal objet le luxe et le plaisir, elle a une tendance à revenir à la démocratie césarienne, à dégénérer en ploutocratie. Ses inconvénients, bien qu'ils soient moindres, sont au fond les mêmes : elle diminue la natalité, détériore une

partie de la population par l'extrême misère, énerve l'autre par un luxe niais et sans but.

La vraie démocratie implique la conception et l'adoption d'un but social pour les forces de toute nature et par conséquent pour les richesses des individus. Elle se préoccupe d'entretenir la vigueur morale absente des deux autres genres par la guerre étrangère, qu'elle sait faire toutes les fois qu'elle est nécessaire, par les grandes entreprises et les luttes des partis, d'autant plus fécondes qu'elles sont plus intellectuelles. Le courage à affronter les éventualités de la vie, la simplicité des mœurs qui rend l'existence moins coûteuse, le mépris du luxe, l'union de la famille due à la fermeté des convictions dans des esprits affranchis des contradictions et des incertitudes actuelles, permettent d'élever un plus grand nombre d'enfants que dans les deux formes précédentes. Ainsi la natalité s'y maintient d'elle-même à un niveau satisfaisant et la viriculture y est élevée et universalisée au plus haut degré. L'individu se développe simultanément en valeur et en nombre.

Cette forme elle-même n'est pas une fin pour la société, dont l'évolution continuelle n'admet, à vrai dire, pas de terme. Quand tous les citoyens auront suffisamment progressé en valeur, la plus grande perfection de ces éléments constitutifs de la société aura pour effet de permettre un organisme social plus puissant, mieux lié dans toutes ses parties, plus conscient du but humain et mieux adapté à sa poursuite.

A l'heure actuelle, la France a heureusement dépouillé le césarisme comme forme de gouvernement, bien qu'elle en ait conservé de trop nombreuses traces dans sa pensée et dans sa morale. Il faut espérer que l'économisme sans horizon qui la gouverne cédera peu à peu la place à la véritable démocratie, saine et virile de cœur, simple et élégante dans ses mœurs, laborieuse et riche; mais par-dessus tout passionnée pour la

vérité, féconde en découvertes, féconde en hommes, assurée de l'avenir parce qu'elle unira ces deux garanties infaillibles de pouvoir et de vitalité : culte de la science et culte du peuple.

Précisons en terminant ce que nous croyons que pourrait être la France, l'idéal très rapproché qu'il est permis d'ambitionner pour elle.

Ce serait :

1° *Point de vue démographique.*

Une natalité de 25 p. 1000 habitants, produite par une nuptialité de 8 mariages pour 1000 et une fécondité nuptiale de 3 enfants par mariages, avec 1/25 seulement de naissances naturelles. Une mortalité réduite à 15 p. 1000, laissant un excédent annuel de 10 p. 1000. Conséquence; réduction énorme de la déperdition de forces causée par la maladie et par l'improductivité de toutes les existences fauchées avant la quinzième année.

2° *Point de vue agricole.*

Puisque l'Angleterre, avec un sol et un climat moins favorables, produit bien une moyenne de 28 hectolitres de blé à l'hectare, la France en produirait aisément 30. Pour la viande, le beurre et les fruits à pressoir, la production pourrait être décuple.

3° *Point de vue intellectuel.*

La clef de voûte de tout ce système de réformes consiste à empêcher l'émigration des hommes et des capitaux vers les villes, à assurer la possibilité du développement de l'individu sur le sol où il est né. Ce vœu paradoxal est heureu-

sement en harmonie avec le principe du suffrage universel, il en est la conséquence logique et rigoureuse. La première condition de sa réalisation est le progrès inouï, le progrès dans des proportions que l'imagination des hommes n'a point encore entrevues, de la culture scientifique sous ses deux formes : investigation et vulgarisation. Si l'économie politique proteste au point de vue financier, on peut lui répondre sans crainte de se tromper que l'argent ainsi prodigué est placé à 1000 p. 100.

FIN

TABLE



3954. — Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2. — May et Motteroz, directeurs.